



RAPPORT DU FEMISE SUR LE
PARTENARIAT EURO-MEDITERRANÉEN

2010

LE PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN À LA CROISÉE DES CHEMINS



Illustration Alain Soucasse

Coordonnateurs

Ahmed Galal, Economic Research Forum, Egypte
Jean-Louis Reiffers, Institut de la Méditerranée, France

Novembre 2010



Ce rapport a été élaboré avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union Européenne.

**RAPPORT DU FEMISE SUR LE
PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN**

LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Ahmed Galal, Economic Research Forum, Egypte

Jean-Louis Reiffers, Institut de la Méditerranée, France

Coordonnateurs



Novembre 2010

Ce rapport a été élaboré avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union Européenne.

RAPPORT DU FEMISE SUR LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN

LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Novembre 2010

Dirigé par :

Pr Jean-Louis Reiffers Professeur à l'Université du Sud Toulon-Var et à Euromed Management Marseille,
président du comité scientifique du FEMISE et de l'Institut de la Méditerranée France

Contributeurs (par ordre alphabétique)

Dr Frédéric Blanc	Délégué Général FEMISE, Institut de la Méditerranée	France
Dr Caroline Daymon	Economiste, DEFI, Université de la Méditerranée	France
Maryse Louis	Secrétaire Général FEMISE, Economic Research Forum	Egypte
Pr Simon Neaime	Professeur à American University of Beirut, Acting Director à Institute of Financial Economics	Liban
Pr Nicolas Peridy	Professeur à l'université du Sud Toulon-Var, Laboratoire d'Économie Appliquée au Développement	France
Dr Nathalie Roux	Ingénieur, DEFI, Université de la Méditerranée	France
Dr Constantin Tsakas	Economiste FEMISE, Institut de la Méditerranée	France

Couverture : Illustration Alain Soucasse

Novembre 2010

Membres du Steering Committee :

Ahmed GALAL	Economic Research Forum	Egypte
Jean-Louis REIFFERS	Institut de la Méditerranée	France
Nuhad ABDALLAH	Academic Unit for Scientific Research (AUSR)	Syrie
Sergio ALESSANDRINI	Università de Modène	Italie
Bruno AMOROSO	Federico Caffè Center Roskilde University	Danemark
Patricia AUGIER	DEFI, Université de la Méditerranée	France
Slimane BEDRANI	CREAD	Algérie
Mongi BOUGHZALA	Université de Tunis El Manar	Tunisie
Mahmoud EL JAFARI	Al Quds University of Jerusalem	Palestine
Michael GASIOREK	SusSexe University	Royaume Uni
Ahmed GHONEIM	Faculty of Economics and Political Sciences - Cairo University	Egypte
John GRECH	Competitive Malta	Malte
Alejandro LORCA CORRONS	Universidad Autonoma de Madrid	Espagne
Samir MAKDISI	Institute of Financial Economics Am. Univ. in Beirut	Liban
Tuomo MELASUO	University of Tampere TAPRI	Finlande
Jan MICHAŁEK	Department of Economics Université de Varsovie	Pologne
Seyfeddin MUĀZ	Royal Scientific Society	Jordanie
Lahcen OULHAJ	Université Mohammed V	Maroc
Khalid SEKKAT	Université Libre de Bruxelles	Belgique
Alfred STEINHERR	DIW	Allemagne
Subidey TOGAN	Bilkent University	Turquie
Alfred TOVIAS	Leonard Davis Institute of International Relations	Israël

TABLE DES MATIERES

Introduction	p.1
 Première partie	
 Chapitre 1. Evaluation de l'impact du partenariat euroméditerranéen 15 ans après Barcelone :	
Quels enseignements ? Quelles actions ?	p.3
I. Principales caractéristiques des échanges UE-PM depuis 1995	p.3
II. Evaluations quantitatives des accords Euromed: Etude et analyse critique	p.3
 Chapitre 2. Flux de capitaux dans la région Euro-Med	
I. Introduction	p.21
II. Tendances des flux de capitaux dans les PM: 2004-2009	p.22
III. Impact des flux de capitaux, volatilité et contribution aux investissements et à la dette	p.32
IV. Recommandations politiques	p.40
 Chapitre 3. Mobilité de la main d'oeuvre dans la zone Euromed : potentiels ou contraintes	
Introduction	p.45
I. La mobilité en Méditerranée : capital humain et capitaux de transferts	p.47
II. Obstacles à un processus de migration bénéficiaire dans la région Euromed	p.56
III. Récolter les bénéfices potentiels de la migration dans la zone Euromed. Comment ?	p.68
 Chapitre 4: Le point sur la pauvreté dans les PM	
I. Etat des lieux de la pauvreté et du développement humain dans la région méditerranéenne	p.76
II. Le lien entre la croissance, l'inégalité et la pauvreté dans la région	p.79
III. Les déterminants des inégalités pour les pays méditerranéens : étude du rôle des sources de revenu, de l'emploi et de l'ouverture commerciale	p.81
IV. Conclusion	p.86
 Références	 p.87
 Deuxième partie – Situation détaillée des PM : fiches pays	 p.93
 Annexes	 p.271

1. Introduction

Un des enjeux centraux des crises majeures est de savoir si les pays concernés vont pouvoir continuer à se rapprocher en affrontant de façon coopérative les difficultés et en coordonnant leurs politiques. Ils n'ont clairement pas su le faire lors de la crise de 1929 qui s'est véritablement approfondie à partir de l'installation du Hamley Smooth Tarif Act et des mesures de rétorsions mises en place pour y répondre. La période actuelle n'évoque heureusement pas cette période et l'on peut espérer que l'on n'en arrivera pas là.

Néanmoins, certains signes montrent que la question pourrait se poser si la reprise ne se manifestait pas suffisamment et si les liens politiques en faveur d'une meilleure convergence des situations au niveau mondial et des grandes régions venaient à se distendre. On observe, en effet, que les taux de change des grands opérateurs mondiaux ne sont manifestement pas à leur niveau d'équilibre, que des déficits courants considérables se développent et que les transferts publics censés opérer les compensations nécessaires représentent des montants sans commune mesure avec la masse de capitaux d'origine privée (souvent flottants) cherchant à s'investir.

Ceci pose, à l'évidence, des difficultés aux pays moins développés qui ont ancré leur propre taux de change aux monnaies ou aux paniers de monnaies constituées des monnaies les plus utilisées dans les échanges internationaux (dollar, euro, livre sterling) et qui hésitent entre jouer la carte de l'accès à ces ressources – avec une augmentation sensible de la volatilité – en s'intégrant dans le jeu des marchés internationaux des capitaux ou conserver le contrôle de leur processus d'accumulation nationale. On observe aussi, que même à l'intérieur de grandes régions relativement bien intégrées, la coordination des politiques économiques s'effectue avec difficultés. Les ensembles compétitifs ayant fait avec courage les ajustements réels dans les dix ans passées manifestent des réticences vis-à-vis des pays en retard et qui demandent davantage de flexibilité nominale.

A cela s'ajoute à peu près partout un fléchissement de la demande interne qui est cependant beaucoup plus marqué dans les régions développées, ce qui produit mécaniquement des tensions sur les comptes extérieurs des pays en développement.

Ce sont ces raisons qui expliquent le titre de ce rapport car le partenariat euro-méditerranéen lancé à Barcelone et poursuivi par l'Union pour la Méditerranée doit se poser la question des moteurs d'après crise qui pourront être installés pour consolider les progrès observés depuis 2005. Et c'est le principal moteur utilisé depuis les accords de Barcelone, à savoir l'installation d'une zone de libre-échange entre les 27 pays concernés accompagnée de progrès dans la circulation des facteurs et de transferts publics pour faciliter les ajustements et les transformations institutionnelles qui sera interrogé ici.

En effet, si la crise a eu des effets financiers relativement atténués vis-à-vis des partenaires méditerranéens de l'UE, elle a eu, en revanche, des effets sensibles sur les exportations, les investissements directs étrangers, les remises des travailleurs étrangers et les prix des matières premières et des produits agroalimentaires, ce qui a entraîné un fléchissement de la croissance et des conséquences sur l'équilibre des comptes publics et l'emploi (cf. Ahmed Galal et Jean-Louis Reiffers "Crise et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens partenaires de la Femip" BEI novembre 2010 et les fiches pays de la deuxième partie du présent rapport). Par ailleurs, on observe clairement un ralentissement du mouvement général de libéralisation des échanges, en particulier dans les pays développés. Ceux-ci ont mis en place un arsenal de normes (mouvement suivi désormais par les pays en développement), se posent explicitement la question des délocalisations, et lancent des politiques structurelles actives visant à générer de nouveaux avantages comparatifs dans les activités qui se dessinent, en particulier, dans les activités qui touchent à l'environnement, et à l'économie de la connaissance.

Le point de vue du Femise est que les PM ne peuvent pas négliger de se lancer dans ce genre de politiques structurelles, faute de quoi ils resteraient spécialisés sur les productions traditionnelles et les productions de biens non-échangeables. Cependant, ils doivent en même temps, continuer à s'intégrer à l'économie mondiale en consolidant l'étape intermédiaire de l'intégration régionale. Comme le montrera le présent rapport, si la poursuite de l'ouverture internationale et les réformes institutionnelles liées ne peuvent plus être considérées comme le moteur quasi-exclusif de la convergence dans la région, un potentiel demeure et, de toutes façons une ouverture internationale plus grande est un pré-requis pour que les politiques structurelles aient les effets attendus.

La première partie de ce rapport fera le point sur les mouvements de marchandises et de facteurs en indiquant le potentiel mobilisable et la nature des enjeux futurs. Un des enjeux les plus importants est d'examiner si l'ouverture internationale des PM dont chacun sait qu'elle tend à faire converger les revenus par tête entre pays, crée en même temps des pressions à l'intérieur des pays du fait des ajustements nécessaires ce qui peut contribuer à dilater l'espace social national par creusement des inégalités. Cette première partie traitera par conséquent du mouvement des marchandises, des capitaux et de la migration et se conclura par un chapitre consacré à la pauvreté qui est l'indicateur social le plus caractéristique des effets finaux des politiques menées.

On trouvera dans la seconde partie un examen détaillé des réactions des différents PM face à la crise.

Chapitre 1. Evaluation de l'impact du partenariat euroméditerranéen 15 ans après Barcelone : Quels enseignements ? Quelles actions ?

Près de 15 ans après l'entrée en application de l'accord de Barcelone, l'objectif de ce chapitre est de fournir une évaluation générale de l'impact du partenariat Euromed. Ce chapitre comprend quatre sections. La première section est une analyse des schémas commerciaux entre les pays UE et les PM depuis 1995, focalisant sur les changements principaux de ces structures commerciales et les effets de l'accord de Barcelone. La deuxième section présente une revue des évaluations quantitatives du partenariat Euromed, particulièrement l'accord de Barcelone. Cette revue porte en particulier sur les effets sur le commerce et le PIB ainsi que sur la convergence réelle. Cette section avance comme conclusion que des gains potentiels significatifs étaient attendus de ces accords, et que les gains réels semblent positifs mais réduits. Une conclusion similaire s'applique à l'intégration sud-sud. En fait, la plupart des études quantitatives sur le GAFTA concluent à des effets limités sur le commerce et le PIB.

La troisième section étudie les raisons expliquant des effets aussi réduits. A cette fin, une analyse porte sur les divers obstacles aux gains commerciaux. Ces obstacles comprennent toutes les critiques déjà mentionnées – retard de mise en oeuvre des régimes de tarifs (tariff schedule), non accès des produits agricoles au marché européen, présence de NTBs (particulièrement les barrières techniques au commerce et absence d'harmonisation), l'absence d'intégration régionale dans les services et les IDE, le rôle des règles d'origines, l'impact d'une spécialisation inappropriée, le rôle des économies d'échelle et de la différenciation des produits, etc.

La section quatre apporte une conclusion accompagnée de plusieurs recommandations politi-

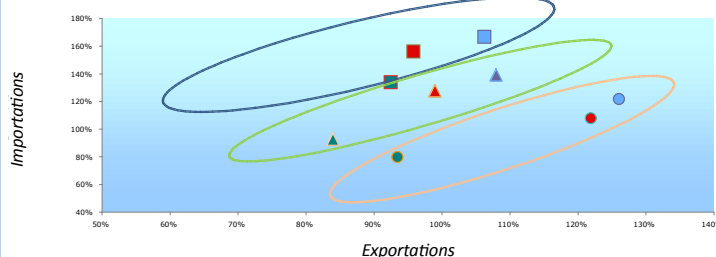
ques. Ces dernières comprennent non seulement des mesures politiques directement liées à l'intégration régionale, mais également des mesures indirectes nécessaires pour optimiser les effets de l'accord de Barcelone – telles que l'éducation et la recherche, l'innovation et la technologie, la gouvernance, les politiques macroéconomiques et financières, etc.

I. Principales caractéristiques des échanges UE-PM depuis 1995

I.1. Un essoufflement de la part relative de l'UE dans les échanges des PM.

Globalement, la période 1995-2009 est marquée par la baisse tendancielle de la part de l'UE 27 dans les échanges extérieurs des PM. En 1995, les exportations des PM vers l'UE étaient 1,6 fois plus importantes que les exportations vers le reste du monde et les importations 1,2 fois plus fortes. En 2009, comme le montre le graphique 1, la part des pays du reste du monde surclasse celle de l'UE (Carré bleu du graphique) excepté pour les importations de produits ma-

Graphique 1. Part de l'UE 27 (en %) dans les échanges des PM par rapport aux échanges avec le reste du monde



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

nufacturés. L'adhésion dans les années 2000 des 12 nouveaux membres de l'UE n'a pas inversé cette tendance alors que ces derniers participent à hauteur de 8 à 9% à la part relative de l'UE par rapport au reste du monde en 2009.

Le positionnement des catégories de secteurs sur le graphique 1 montre également que l'UE a tou-

Table 1. Part de l'UE (en %) dans les échanges des PM

	Exportations			Importations		
	1995	2005	2009	1995	2005	2009
Med Ouest	69%	62%	58%	64%	57%	55%
Med Est	47%	34%	29%	46%	26%	29%
Israël	34%	29%	26%	53%	39%	37%
Turquie	57%	57%	47%	51%	45%	40%
PM10	53%	51%	44%	53%	43%	41%

Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

jours été et reste le fournisseur privilégié de produits manufacturés des PM alors que depuis les années 2000, elle ne représente plus le débouché principal pour cette catégorie de produits.

Ces constatations doivent cependant être nuancées par selon les pays considérés. Il ressort de la table 1 ci-après que les pays de la Méditerranée ouest (Algérie, Maroc et Tunisie) restent très proches de l'UE, même si l'on observe une tendance à la baisse aussi bien pour les exportations que pour les importations. Les pays de l'Est de la méditerranée (Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires de Palestine) sont plus orientés vers les partenaires du reste du monde, l'UE représentant le tiers des échanges.

I.2 Une croissance faible des échanges euro-méditerranéens

Le recul de la participation relative de l'UE aux échanges extérieurs des PM est confirmé par l'analyse des taux de croissance. La période de croissance la plus faste est située autour des années 2000-2005, aussi bien pour les importations que pour les exportations. (graphique 2). Tous les partenaires ont participé à cette ouverture commerciale des PM impulsée en partie par les accords de Barcelone.

On remarque que la croissance des échanges avec l'UE n'a pas eu l'ampleur attendue. Que ce soit sur l'ensemble de la période 1995-2008 (+6%) ou pour chaque sous-période, la croissance des exportations vers l'UE est plus faible que celles des exportations vers les autres partenaires et ce quel que soit le type de secteur. Ce constat se vérifie pour tous les pays

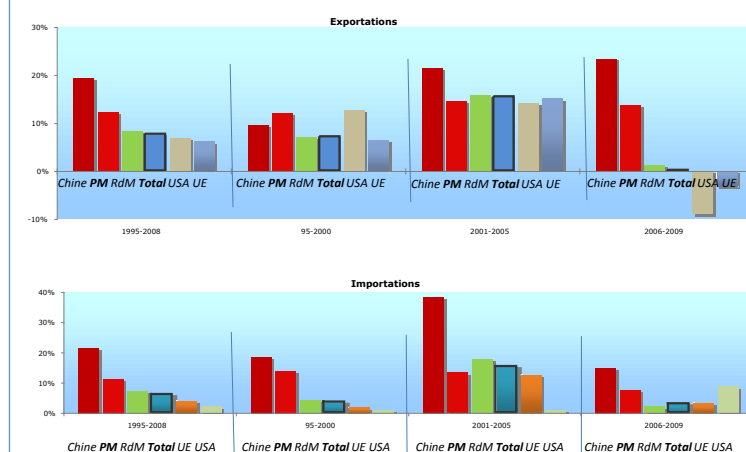
méditerranéens. Ce phénomène peut s'expliquer par un essoufflement de la dynamique engendrée par les accords de libre échange euro-méditerranéens dans la mesure où l'essentiel du démantèlement tarifaire de l'UE vis-à-vis des PM était achevé début 2000. La forte croissance des exportations vers la Chine, (+20% sur la période 1995-2008) ne peut expliquer ce phénomène dans la mesure où ces marchés ne représentent que 2% des exportations des PM en 2009, mais révèle plutôt que les PM cherchent à diversifier leurs marchés d'exportation. On notera parallèlement la forte régression de la place des marchés américains, de 20% des exportations hors pétrole (23% pour les produits manufacturiers) en 2000 à 11% (13% pour les produits manufacturiers) en 2009.

Cependant, on explique mal que la croissance des importations des PM d'origine européenne (globalement 2% sur la période 1995-2008) soit toujours inférieure à celle des importations issues des pays du reste du monde (+ 4%) alors que durant la période, le démantèlement tarifaire des PM, vis-à-vis de l'UE est en cours d'achèvement pour la plupart des PM.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce recul de l'UE comme fournisseur des PM :

- Les sources d'approvisionnement des PM se sont donc diversifiées avec, en particulier, une montée en puissance constante des fournisseurs Chinois (+ 19% sur la période 1995-2008 et + 39% sur la période 2001-2005), fortement axée sur les produits manufacturés. En 2009 la Chine pèse pour 14% des impor-

Graphique 2. Taux de croissance (*) des échanges des PM par partenaires



(*) Taux de croissance annuels moyens

Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

tations de produits manufacturés des PM et 10% des importations hors pétrole.

- Les spécialisations sectorielles, dont la montée en gamme est insuffisante, comme nous le verrons ultérieurement.

I.3. Un creusement du déficit commercial global avec le RDM et une amélioration de la position vis-à-vis de l'UE

La recherche de sources d'approvisionnement hors UE27 creuse inévitablement le déficit commercial des PM vis-à-vis du reste du monde (-61,5 milliards de dollars en 2009) qui dépasse le déficit avec l'UE (-32 milliards de dollars, annexe 3).

Le graphique 3 illustre ce décrochage qui se situe autour de l'année 2004 quel que soit le type de secteur. La normalisation des soldes commerciaux sur la base de l'année 2000 permet de constater que les déficits commerciaux avec RDM se sont relativement plus aggravés vis-à-vis des partenaires du reste du monde.

La crise de 2009 a fortement touché les PM (cf. annexe2)

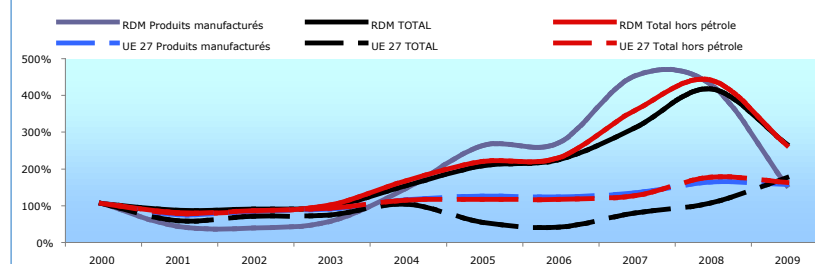
avec une baisse de près du tiers des échanges ce qui a fortement joué sur la baisse du déficit commercial par rapport aux partenaires du reste du monde comme le montre le graphique 3. Cette baisse concerne l'ensemble des groupes partenaires des PM. On remarque cependant que les restrictions sur les importations sont plus importantes avec les partenaires du reste du monde (-32%) qu'avec l'UE (-22%) et que les pertes de marchés d'exportations sont plus accentuées sur les marchés européens (-32% contre -29%)

La Turquie pèse lourdement dans le déficit commercial des PM (42% du solde global et 28% du déficit commercial avec l'UE). Seules l'Algérie et la Syrie, grâce à leurs exportations d'hydrocarbures, enregistrent globalement des soldes positifs avec l'UE, alors que la Syrie est en déficit avec le reste du monde. La position commerciale d'Israël est différente dans la mesure où elle s'approvisionne en produits manufacturés auprès des européens (déficit de -4 milliards de dollars en 2009) poste sur lequel le pays obtient des débouchés importants sur les marchés du reste du monde avec un excédent de 14 milliards de dollars en 2009.

I.4. La question agricole

Globalement en 2009, les produits agricoles pèsent 9% des exportations totales des PM, avec des diffé-

Graphique 3. Evolution comparée des soldes commerciaux des PM avec les 2 groupes de pays partenaires (2000=100)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

rences selon les pays. La Syrie avec 36% d'exportations agricoles est la plus représentative suivie par le Maroc (19%) la Jordanie (15%) et l'Egypte (12%) (Annexe 4).

Le maintien des barrières tarifaires et des quotas sur les entrées de produits agricoles dans

des PM. Depuis le début des années 2000, les PM développent une activité de transformation des produits agricoles sur place; les exportations des produits alimentaires transformés progressant plus rapidement que celles des produits alimentaires frais et ce plus essentiellement sur des marchés non européens (graphique 4).

Table 2. Parts relatives des partenaires commerciaux des PM

	Exportations totales	Exportations agricoles
UE	44%	31%
RdM	47%	53%
PM	9%	16%

Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

les marchés européens fait que la part relative de l'UE pour cette catégorie de produits est très sensiblement inférieure à sa part dans le commerce total. En 2009, l'UE15 ne pèse que pour le tiers des marchés agricoles des PM. Les exportations agricoles se dirigent plus vers les autres PM (16% des marchés d'exportation) et vers les pays du reste du monde. Les exportations de produits agricoles vers l'UE ne représentent pas plus de 7% des exportations totales des PM.

Les exportations de produits agricoles sont spécialisées sur certaines catégories de produits : les fruits et légumes représentent plus de la moitié des marchés d'exportations et 70% des exportations vers l'UE (annexe 5). Les exportations vers RDM et les PM sont plus diversifiées avec une part plus importante pour les céréales (respectivement 14% et 21% des marchés d'exportations) et les viandes et préparations pour les marchés

1.5. Barcelone a-t-il impulsé une amélioration de la nature de l'insertion des PM dans le commerce mondial ?

En se fondant sur l'observation de trois types d'indicateurs significatifs de la nature de l'insertion des PM dans les échanges internationaux (la part des exportations de produits manufacturés, leur niveau technologique et la part des échanges de type intra-branche) (table 2), on constate que la majorité des pays méditerranéens ont amélioré sensiblement leur situation sur la scène internationale.

L'augmentation des parts relatives des produits manufacturés dans les exportations suggère une spécialisation de plus en plus orientée vers les biens industriels.

Au cours de la période 1995-2009, l'ensemble PM a sensiblement augmenté la part relative des produits manufacturés dans leurs exportations (table 3). Mais le niveau de cet indicateur global est fortement influencé par les deux pays les plus économiquement puissants de la zone : la Turquie et Israël qui représentent respectivement 36% et 28% des exportations des PM vers RDM et 42% et 11% des exportations vers l'UE. Une analyse par pays (annexe 6) montre d'une part (i) que la proximité commerciale avec l'UE des pays de l'ouest de la Méditerranée tels que la Tunisie et le Maroc a été favorable au renforcement de leur industrialisation et que par contre (ii) les pays de l'Est méditerranéens, ont amélioré leur niveau de spécialisation sur les produits manufacturés plus essentiellement sous l'influence des échanges avec le reste du monde. La Turquie est, (avec Israël), un des pays qui exportent la part la

Graphique 4. Les exportations (en millions de dollars) de produits agricoles des PM selon leur niveau de transformation

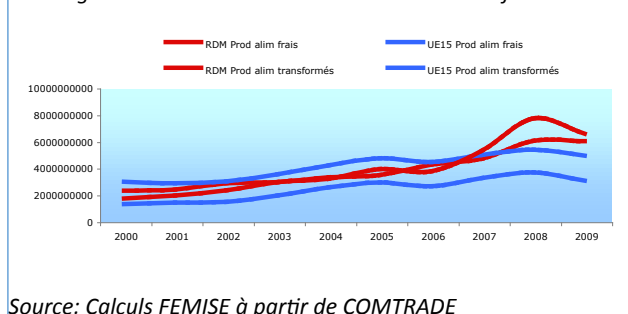


Table 3. Indicateurs de performances des PM						
	Part des exportations de produits manufacturés		Part des exportations haute et moyenne technologie		Echanges intra-branches	
	1995	2009	1995	2009	1995-2000	2001-2009
Monde	59%	62%	24%	32%	37,8	48,8
UE	58%	61,50%	19%	31%	27,9	37,5
RdM	57%	62%	30%	35%	39,1	46,7
Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE						

plus importante de produits manufacturés, et ce plus particulièrement avec les partenaires commerciaux européens.

De plus, la progression des parts des produits de haute et moyenne technologie dans les exportations de produits manufacturés de PM (de 24 à 32% entre 1995 et 2009 pour l'ensemble des PM (table 3) et de 28% à 40% pour les PM hors Algérie et Syrie) montre que cette spécialisation sur des produits industriels s'est opérée parallèlement à une montée en gamme globale.

Bien que ce soit globalement avec les partenaires non européens que la part des produits de haute et moyenne technologie soit la plus importante (35%), c'est avec l'UE que les progrès ont été les plus significatifs au cours des 15 dernières années. De plus, pour les PM hors Algérie et Syrie, la part des produits de haute et moyenne technologie est la même (41% à 42%) (annexe 7-2) quel que soit le partenaire avec ici encore une progression plus rapide en fin de période pour les échanges avec l'UE.

On notera enfin que ce sont surtout les produits de moyenne technologie qui ont enregistré la progression la plus rapide (de 9,4% en 1995 à 17,5% en 2009) et plus particulièrement avec l'UE (de 8,8% à 21%) (annexe 7-1). Ce qui a mécaniquement entraîné une baisse de la part relative des produits riches en main d'œuvre et en ressources. Représentant environ le tiers des exportations, la part des produits primaires et de l'énergie reste cependant importante.

L'indicateur d'échanges de type intra-branche est significatif du niveau de participation des pays à l'activité industrielle internationale. Globalement,

on observe une amélioration sensible des parts d'échanges intra-branche entre les 2 périodes 1995-2000 et 2001-2009, avec une progression plus importante de ce type d'échanges avec le reste du monde. Cependant, du fait de la méthode de calcul, les résultats globaux pour l'ensemble des PM ne représentent pas la moyenne obtenue par les pays qui le composent, ce qui impose de faire une analyse par pays (annexe 9) [1].

Si la tendance générale est à l'amélioration des parts d'échanges intra-branche (excepté pour la Syrie et l'Algérie, dont les niveaux sont les plus faibles, et la Jordanie), c'est essentiellement avec les partenaires du reste du monde que les niveaux de commerce intra-branche sont les plus significatifs. On remarque toutefois que les deux pays les plus proches de l'UE, la Tunisie et le Maroc, développent ce type d'échanges plus fortement avec leurs partenaires européens.

Enfin, globalement, ces 15 dernières années, les PM ont légèrement amélioré leurs performances en termes d'élargissement de la palette de produits exportés et de rapprochement des structures d'exportations avec la moyenne mondiale (annexe 8). Cependant, pris individuellement les PM ne présentent pas les mêmes résultats. D'une part, seules l'Algérie, la Jordanie, la Syrie, pays dont les exportations sont très concentrées sur un petit nombre de produits en début de période, et d'autre part, la Tunisie et la Turquie, diversifient leurs paniers d'exportations. De même, durant la même période, les structures d'exportations de la Jordanie, du Maroc et de la Turquie se rapprochent des structures moyennes mondiales.

I.6. Des spécialisations sectorielles géographiques marquées qui peinent à monter en gamme.

Les caractéristiques sectorielles des marchés extérieurs des PM diffèrent selon le groupe de partenaires. Les exportations vers les pays du reste du monde concernent essentiellement des secteurs de type générique tels que la chimie, la métallurgie ou les produits primaires hors pétrole (annexe 10), alors que les exportations qui s'adressent aux marchés européens concernent des secteurs plus fortement marqués par des demandes spécifiques liées aux caractéristiques du produits ou des processus de production (dans le cas par exemple des processus de production verticalisés). Il s'agit essentiellement du secteur textile et habillement, des composants électroniques ou du secteur des ordinateurs.

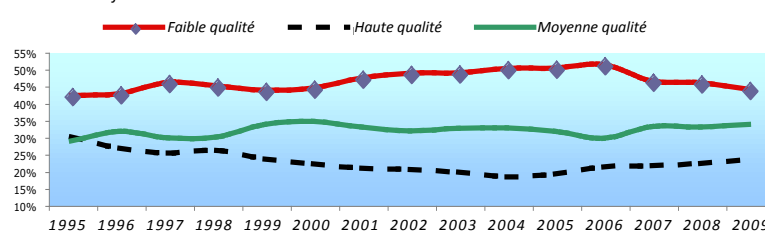
Les PM fournissent le tiers des marchés du secteur textile habillement de l'UE (annexe 11) et progressent très sensiblement dans les secteurs plus technologiques tels que les composants électroniques, les machines non électriques ou encore les équipements de transport.

de produits de faible qualité (graphique 5). La progression des spécialisations des PM sur des produits à plus forte valeur unitaire est faible durant la période 1995-2009. Ce n'est qu'à partir des années 2006 que s'amorce une amélioration sensible avec une baisse des produits de bas de gamme et une légère progression du moyen et haut de gamme.

An niveau des différents secteurs de spécialisation, on observe des tendances similaires (annexe 12). Dans le secteur du vêtement, les PM perdent des parts de marché en Europe. Les produits bas de gamme constituent toujours près de la moitié de leurs exportations du secteur mais on observe les prémices d'une montée en gamme à partir des années 2006-2007 sur les produits de plus haute qualité, que l'on peut attribuer à la réorientation des producteurs européens donneurs d'ordre des industriels méditerranéens sur le Fast Fashion. Le secteur des textiles et tissus suit la même tendance vers des produits moyens de gamme. Par contre, le secteur des composants électroniques enregistre un décrochage vers des produits à plus faibles

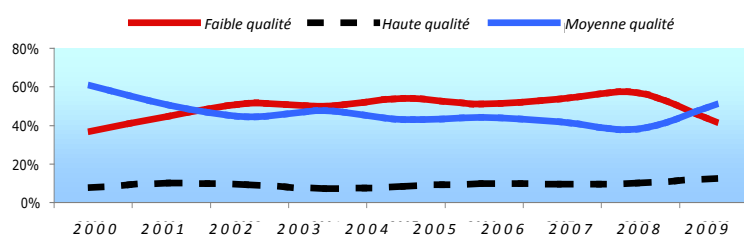
Cependant, globalement, la progression des spécialisations des PM vers des produits de meilleure qualité (dont les valeurs unitaires sont plus fortes) est trop faible durant la période 1995 – 2009 pour amorcer une réelle montée en gamme des systèmes productifs locaux. Ainsi, une analyse fine des exportations des PM qui permet de différencier les gammes de qualité des produits exportés par les PM vers l'UE (voir encadré) montre que près de la moitié des exportations des PM sont constituées

Graphique 5. Les exportations des PM par gamme de qualité
Produits manufacturés



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

Graphique 6. Les exportations turques du secteur équipement de transports par gammes de qualité



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE

valeurs unitaires à partir des années 2000. (Annexe 12). Quant au secteur des équipements de transport, essentiellement représenté par la Turquie, il reste spécialisé sur des produits de faible qualité (voir graphique 6).

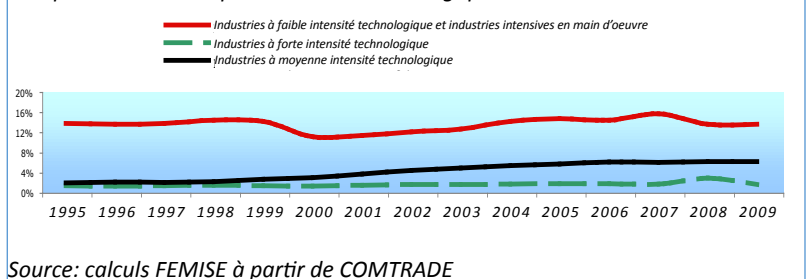
Les pays de la région restent spécialisés sur des produits de faible qualité, avec une amélioration sur les produits de moyenne gamme et de moyenne qualité.

L'étude de l'évolution des spécialisations des PM sur les marchés d'importations de l'UE15 montre que, au cours de la période 1995-2009, la progression des parts de produits plus technologiques est faible (graphique 7) et celles des produits de faible technologie et de main d'œuvre n'évolue pas en restant autour de 13% des importations européennes. La seule progression positive repose sur la participation des PM aux importations de produits de moyenne technologie.

Quel que soit le niveau d'intensité technologique, les industriels des PM peinent à conforter une position sur des marchés plus

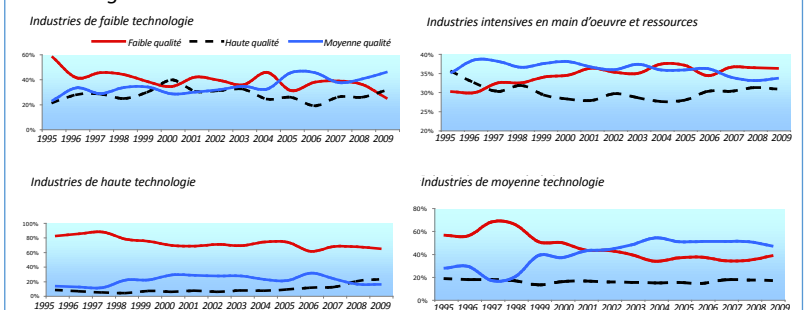
haut de gamme. En particulier, entre 1995 et 2009, dans les industries de main d'œuvre et de ressource, qui représentent près de la moitié des exportations manufacturières des PM, la part des produits de faible qualité augmente tendanciellement (graphique 8). De même, la faible part des industries à forte intensité technologique est essentiellement représentée par des produits de faible qualité. Cependant, le processus de montée en gamme global sur les industries de moyenne technologie se confirme avec une progression significative de la part des produits de moyenne gamme [2].

Graphique 7. Evolution de la part (en%) des PM dans les importations extra européennes de l'UE par intensité technologique



Source: calculs FEMISE à partir de COMTRADE

Graphique 8. Les exportations des PM vers l'UE par intensité technologique et par niveau de gamme



Source: calculs FEMISE à partir de COMTRADE

Encadré : Identification des segments de spécialisation par gamme de qualité au sein de ces secteurs.

Nous adopterons la méthode développée par Dulleck, Fost et Woerz, (2005) en classant chaque produit au niveau le plus fin de la nomenclature en secteur et en gamme selon leur valeur unitaire. Pour établir cette répartition, une première étape consiste à établir une grille de référence sur la base des exportations des PM vers l'UE15. Chaque produit est classé dans un secteur ordonné selon l'ordre décroissant de sa valeur unitaire. Les valeurs de ces importations sont ensuite cumulées selon le classement par valeurs unitaires et les produits du secteur sont répartis en 3 classes ; le premier tiers selon les valeurs cumulées des importations est celui où les valeurs unitaires sont les plus fortes sera appelé segment de produits haut de gamme, le second tiers : segment de produits moyenne gamme et le troisième tiers : segment de produits bas de gamme.

II. Evaluations quantitatives des accords Euromed: Etude et analyse critique

Cette section présente les résultats des diverses évaluations quantitatives liées au partenariat Euromed, particulièrement l'accord de Barcelone. Tout d'abord, nous présentons les résultats d'études ex-ante, reposant sur des simulations effectuées au moyen de

modèles Computable General Equilibrium (CGE). Ensuite, viennent des analyses ex-post qui sont généralement basées sur un modèle gravitaire. Comme discuté dans cette section, il peut exister des différences significatives entre deux types d'études.

De plus, la section actuelle fournit quelques réflexions sur l'existence d'un potentiel commercial entre les

Tableau 4. Impact du processus de Barcelone sur les PM: Une revue des modèles EGC (résultats en variation de %)

	Country	Coupe tarif. moy.	PIB	Importations	Exportations
Augier et Gasior, 2003	Egypte	29,8	1,4	0,1	-0,4
	Israël	6,9	0,2	0	0,1
	Jordanie	20,8	-0,2	0	-0,2
	Maroc	23,1	5,4	0,1	-0,8
	Tunisie	30	8,9	0,2	-0,9
	Turquie	8,8	0	0	0
Bayar et al., 2001	Turquie	8,9	0		
	Tunisie	27,5	6,5		
	Maroc			1,3	1,1
	Egypte	23,6	4,3	2,7	6,3
Bouet, 2005	Turquie		0,9	9,6	9,6
	Maroc		1,7	50,9	54,1
	Tunisie		3,6	43,6	48,1
Brown, Deardorff, et Stern, 1997	Tunisie		0,9	7,6	18,1
Hamdouch et Chater, 2001	Maroc	54,7	-1,6	1,3	1,1
Chemingui et Dessus, 2004	Syrie	8,3	0,4	5	4,1
Chemingui et Thabet, 2001	Tunisie		1,2	15	14
Cokburn et al., 1998	Tunisie	10,9	0,7		
Dessus et Eisenmann, 1998	Egypte	23,3	0,7	3,8	4
Feraboli, 2003	Jordanie	11,4	0		
Feraboli, 2005	Jordanie	11,4	3		
Gaitan et Lucke, 2007	Syrie	11,5	1,6		
Harrosen et al., 1993	Turquie	8,1	1,3		
Harrosen et al., 1996	Turquie	8	1,1		
Hoeckman et Konan, 1998	Egypte	25	5,6		
Hoeckman et Messerlin, 2002	Tunisie		7,7		
	Egypte		0,7		
Konan et Kim, 2004	Egypte		0,8		
	Tunisie		6,9		
Konan et Maskus, 1997	Egypte	15,1	2,1	23,4	31,3
Konan et Maskus, 2000	Egypte	44,8	0,3		
Lucke et Lucke, 2001	Jordanie	14	6	11,5	3
	Syrie	9,5	2,2	9,9	4,3
McDonald et al., 2006	Maroc	26,1	1,1	13,3	14
Mercenier et Yeldan, 1997	Turquie	8	-0,8		
Philippidis et Sanjuan, 2006	Maroc		12,2		
Rutherford et Tarr, 2000	Maroc	19	1,3		

Source: FEMISE, revue basée sur Lucke et Nathanson (2007)

pays UE et PM comme indicateur du manque d'intégration régionale. Elle fournit également un éclairage sur la relation commerce-croissance dans les PM. Le signe de cette relation offre des informations utiles sur la capacité d'un accord régional à relancer la croissance économique par le biais de la libéralisation des échanges. Enfin, le progrès dans l'intégration régionale entre les PM (accord GAFTA) est également estimé par une revue des études quantitatives.

II.1 Les études ex-ante concluent à l'existence de gains potentiels significatifs liés à l'accord Euromed ...

Le tableau 4 synthétise les résultats obtenus dans 24 modèles CGE qui évaluent les effets de la libéralisation du commerce dans la zone Euromed [3]. Bien qu'il y ait de larges différences de résultats en fonction des hypothèses considérées dans les modèles, pratiquement toutes les études mettent en exergue les effets positifs sur le PIB et la croissance du commerce dans les PM. Un nombre significatif d'études avancent une hypothèse de croissance du PIB et du commerce de 5%. En fait, l'accord Euromed devrait permettre une augmentation du PIB de 12,2% au Maroc (Philippidis et Sajuan, 2006), 8,9% en Tunisie (Augier et Gasiorsek, 2003), 6% en Jordanie (Lucke et Lucke, 2001) et 5,6% en Egypte (Hoeckman et Konan, 1998). Certaines simulations donnent des effets du commerce encore plus forts : jusqu'à 54% pour le Maroc, 48% pour la Tunisie (Bouet, 2005), 31% pour l'Egypte (Konan et Maskus, 1997), 18% pour la Tunisie (Brown, Deardorff et Stern, 1997), 14% pour le Maroc (McDonald et al. 2006) et 12% pour la Jordanie (Lucke et Lucke, 2001).

Les raisons pour des effets aussi positifs ont été présentées précédemment. Sur la base d'une nouvelle théorie commerciale et de la nouvelle théorie sur l'intégration régionale, ces raisons comprennent les gains induits par l'élimination des barrières tarifaires (réattribution des facteurs), les termes des effets commerciaux ainsi que les gains induits par une concurrence imparfaite). Des gains supplémentaires peuvent également être mentionnés - dont la libéralisation des services, les IDE ainsi que l'élimination des

NTBs - bien qu'ils ne soient pas pris en compte dans les CGEs.

II.2 Les analyses ex-post révèlent que l'accord n'a que des effets limités, mais le potentiel commercial des PM vis-à-vis de l'UE reste significatif

Comme expliqué dans Femise / BEI (Ahmed Galal, Jean-Louis Reiffers 2010), les effets ex-post des accords préférentiels depuis le début des années 80, (évalués à partir de modèles gravitaires) représentent autour de 20-25% de créations de trafic. Créations de trafic qui diminuent en fin de période, ce qui est naturel compte tenu du niveau initial des protections tarifaires. Par ailleurs, il convient de rappeler que le désarmement tarifaire était asymétrique dans la mesure où avant 1995 les PM avaient un accès libre au marché européen pour les produits industriels alors que ce n'était pas le cas pour les exportateurs européens sur le marché des PM. Il reste qu'ont probablement joué également, les limitations imposées par l'UE au développement des échanges agricoles, la suppression de l'accord multifibre qui a fortement érodé les préférences et la signature d'accords préférentiels avec les PECO. Le potentiel se situe donc manifestement dans les échanges agricoles et les échanges de services.

III. Pourquoi les gains de l'accord UE-PM sont-ils si limités?

Parmi les principaux obstacles mentionnés dans la littérature on trouve l'intégration superficielle qui reste incomplète car les tarifs appliqués par les PM aux importations de l'UE restent significatifs, en dépit de l'accord de Barcelone. De plus, l'absence d'intégration profonde est l'une des principales raisons avancées pour expliquer les faibles effets du partenariat Euromed. Cet obstacle inclut plusieurs aspects, particulièrement une protection persistante de l'agriculture, la présence de NTBs significatives, les règles d'origine restrictives ainsi que l'absence de libéralisation des services.

Cette section analyse également certains autres obstacles dont la lenteur du processus d'intégra-

tion entre les PM (intégration horizontale), le type de spécialisation commerciale (qui souvent repose sur des produits à faible valeur ajoutée), ainsi que le différentiel d'innovation entre l'UE et les PM, ce qui constitue un obstacle majeur à la croissance et à la convergence.

III.1 Les progrès vers la libéralisation des tarifs est trop lente dans les PM

Le tableau 5 fournit un éclairage sur les progrès faits par les PM en termes de libéralisation tarifaire. La première colonne est une perspective intéressante et utile sur les tarifs moyens appliqués par les PM à tous les pays. Il apparaît clairement qu'Israël, le Liban et la Turquie ont déjà fait des progrès significatifs vers la libéralisation des tarifs. D'autre part, les tarifs restent à de plus hauts niveaux dans tous les autres pays. La deuxième colonne indique le tarif moyen appliqué aux importations de l'UE. Israël et la Turquie ont dans une large mesure réduit les tarifs appliqués aux importations de l'UE, alors que les progrès des autres pays sont beaucoup plus limités. En fait, Israël a supprimé ses tarifs aux importations UE pour 95% de ces lignes tarifaires, ce qui pourrait suggérer que le processus de libéralisation entre l'UE et Israël est pratiquement terminé. Le Maroc a également fait des progrès, alors que l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, l'Algérie et même la Tunisie avancent plus lentement[4].

Dans une certaine mesure ces résultats expliquent les effets limités de l'accord de Barcelone identifiés dans la section précédente. En d'autres termes, le rythme lent d'élimination des tarifs dans les PM conduit à une marge de préférence limitée pour les importations UE sur les marchés des PM. De ce fait, les effets observés du processus de Barcelone sont beaucoup plus faibles que les effets potentiels identifiés dans les modèles CGE, sa-

chant qu'ils étaient basés sur une libéralisation des tarifs plus substantielle.

III.2 La protection de l'agriculture conduit à des pertes d'efficience

Sachant que la libéralisation de l'agriculture est exclue de l'accord de Barcelone, la protection reste forte dans les PM et dans les pays de l'UE. En fait, le Tableau 3 montre des tarifs moyens significatifs, particulièrement en Égypte, en Tunisie mais également en Jordanie, au Maroc en Syrie et en Turquie.

Plus importants que les tarifs, les NTBs dans l'agriculture restent à des niveaux particulièrement élevés. En effet, le calcul des «Trade Restrictiveness Indexes» (Indices de Restriction Commerciale - TRIs) par Kee et al. (2006) suggère que i) la protection par NTBs est largement supérieure à la protection induite par les tarifs ; ii) dans l'agriculture les TRIs sont généralement supérieurs à ceux des produits manufacturés ; iii) dans les PM les NTBs sont particulièrement élevées comparées à la protection tarifaire, particulièrement pour le Maroc et la Tunisie (Tableau 7).

En résultat de quoi, les effets d'efficience attendus de l'accord de Barcelone ne peuvent pas être exploités dans l'agriculture et les produits alimentaires. En particulier, l'accès limité à l'UE pour les PM clefs – tel que le Maroc – empêche ces pays de développer leurs

Tableau 5. Tarifs moyens appliqués par les PM en 2009 (moyenne non-pondérée)			
	Tarifs avec tous les pays	Tarifs avec l'UE	Part des lignes UE «duty-free»
Algérie	14,1	12,9	n.a
Maroc	8,2	3,9	51
Tunisie (2006)	22,2	18	39,2
Égypte	9,4	10,1	6,2
Liban (2007)	5,1	5,4	n.a
Israël (2008)	2,1	0,1	95
Jordanie (2007)	10,1	11	38,3
Syrie	12,8	14,1	n.a
Turquie	1,2	0,1	n.a
Source: TRAINS; De Wulf and Maliszewska (eds.) (2009; n.a. non available)			

Tableau 6. Protection tarifaire dans l'agriculture (%)

	<i>Tarif moyen</i>	<i>Tarif max. (%)</i>
<i>UE</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
<i>Algérie</i>	<i>19,4</i>	<i>n.d.</i>
<i>Maroc</i>	<i>23,1</i>	<i>227</i>
<i>Tunisie</i>	<i>49</i>	<i>889</i>
<i>Egypte</i>	<i>78,4</i>	<i>n.d.</i>
<i>Liban</i>	<i>11,3</i>	<i>n.d.</i>
<i>Israël</i>	<i>3,9</i>	<i>n.d.</i>
<i>Jordanie</i>	<i>26,3</i>	<i>n.d.</i>
<i>Syrie</i>	<i>22,5</i>	<i>n.d.</i>
<i>Turquie</i>	<i>21,2</i>	<i>n.d.</i>

Source: TRAINS; De Wulf and Maliszewska (eds.) (2009); dernière année disponible; n.d. non disponible

avantages comparatifs dans des produits d'exportation spécifiques, notamment les fruits et légumes. Cette affirmation est également étayée par une récente étude empirique basée sur des modèles gravitaires (Emlinger et al., 2008). De la même manière, la protection persistante dans les PM limite dans une large mesure l'accès au marché pour les exportateurs de l'UE (produits laitiers, céréales, etc.).

Ce sont des obstacles essentiellement de nature politique qui empêchent une meilleure libéralisation du commerce dans l'agriculture. De ce point de vue, le blocage des négociations multilatérales depuis le cycle de Doha en 2001 a renforcé la réticence politique vis-à-vis de la libéralisation de l'agriculture.

III.3 Plus généralement, les barrières non tarifaires restent élevées dans les PM ...

Comme montré ci-dessus, l'élimination des tarifs ne signifie pas l'élimination des protections commerciales. En effet, l'accord de Barcelone ne prend pas en compte l'élimination des NTBs, car les PM appliquent toujours une protection globale forte.

Pour illustrer cette affirmation, Kee et al. (2009) ont récemment calculé l'équivalent ad-valorem (AVEs) des NTBs dans 91 pays du monde. Les principaux résultats sont présentés dans le tableau 6.

Il est frappant de constater que les PM présentent des AVEs significatifs pour les NTBs. A titre d'exemple, en Algérie, en Egypte et au Maroc, les NTBs présentent une moyenne d'environ 40% en équivalent tarifs. Si l'on rajoute ces AVEs à la protection tarifaire persistante vis à vis de l'UE, la protection globale s'élève à 60%.

De plus, le graphique 9 suggère que les AVEs des PM sont généralement beaucoup plus élevées que dans les pays développés et que dans les pays émergents. En particulier, l'Algérie, le Maroc et l'Egypte ont des AVEs plus élevées que les pays d'Amérique Centrale et d'Asie. Cependant on observe deux exceptions : la Tunisie dont les AVEs sont proches de la moyenne mondiale, et la Turquie qui est le seul PM avec un faible niveau d'AVE (seulement 6%).

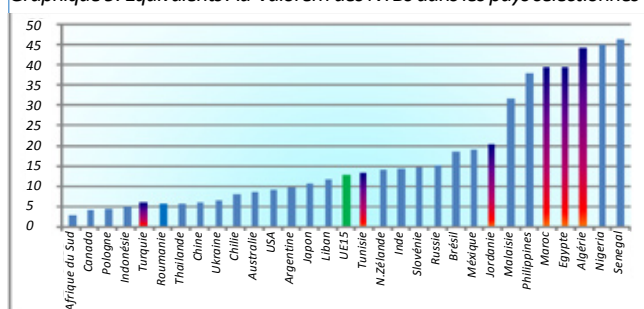
Il faut observer que les NTBs de l'Europe des 15 sont également significatives, c'est-à-dire environ 13,4% en AVEs. Sur la base des résultats de Kee et al., elles sont supérieures à celles du Japon (11,1%), des USA (9,5%) et du Canada (4.5%). Pour résumer, il est évident que l'exclusion des NTBs du processus de Barcelone réduit dans une large mesure les gains potentiels de l'intégration régionale dans la zone Euromed. Ceci est essentiellement dû au fait que la réduction des tarifs ne représente qu'une petite par-

Tableau 7. Les Indices de Restriction Commerciale (TRIs) pour les tarifs et les NTBs

	<i>Tarifs et NTBs</i>	<i>Tarifs seuls</i>
<i>EU</i>	<i>0,45</i>	<i>0,08</i>
<i>Algérie</i>	<i>0,55</i>	<i>0,02</i>
<i>Maroc</i>	<i>0,71</i>	<i>0,09</i>
<i>Tunisie</i>	<i>0,94</i>	<i>0,1</i>
<i>Egypte</i>	<i>0,53</i>	<i>0,12</i>
<i>Liban</i>	<i>0,46</i>	<i>0,09</i>
<i>Israël</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
<i>Jordanie</i>	<i>0,24</i>	<i>0,11</i>
<i>Syrie</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>
<i>Turquie</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>

Source: Kee et al. (2006)

Graphique 9. Equivalents Ad-Valorem des NTBs dans les pays sélectionnés



Source: Kee et al. (2009)

tie de la libéralisation du commerce puisque les NTBs sont beaucoup plus élevées que les tarifs dans la plupart des pays.

III.4. L'impact spécifique des Barrières Commerciales Techniques (BCT)...

Une analyse supplémentaire permet d'étudier les problèmes dus à des NTBs spécifiques. A ce titre les Barrières Techniques Commerciales (Technical Barriers to Trade - TBTs) semblent constituer un obstacle majeur au commerce comme le démontre Michalek (2005). Selon cet auteur, contrairement aux CEECs, seule une faible portion des exportations des PM est soumise à la réglementation. Ceci reflète partiellement l'incapacité des PM à se conformer aux réglementations ou normes techniques appliquées dans l'UE. Toutefois, il existe quelques différences entre Israël et la Turquie (qui ont une part d'exportation plus élevée soumise à la réglementation) et les autres PM (qui ont une part d'exportation plus élevée non soumise à la réglementation).

Dans tous les cas, l'existence de TBTs substantielles conduit à une distortion commerciale dans le cadre des échanges PM-EU, le résultat étant que les gains potentiels dus à l'intégration économique ne peuvent pas être exploités. De ce point de vue, Michalek (2005) montre dans une approche d'équilibre partiel que l'harmonisation technique a un impact positif sur les échanges entre les pays qui mettent en oeuvre cette procédure d'harmonisation. Ces résultats ont de fortes implications politiques qui seront discutées dans la section suivante.

III.5 Les règles d'origines sont souvent restrictives

Les règles d'origine (Rules of origin - RoOs) définissent les conditions auxquelles un produit doit répondre pour être considéré comme provenant du pays pour lequel l'accès préférentiel est souhaité. La principale justification pour les RoOs réside dans la prévention de la déflexion commerciale, à savoir un processus permettant à un produit provenant d'un pays non participant d'entrer dans l'UE par le biais de partenaires de libre échange avec l'UE dans le but d'éviter de payer les droits de douanes. Toutefois, selon plusieurs auteurs les ROOs sont parfois restrictives et conduisent à des coûts significatifs et à une réduction commerciale au sein d'une Zone Commerciale Préférentielle (Breton and Manchin, 2003a; Pomfret, 2003, etc...). Toutefois, les restrictions associées aux ROOs dépendent également de la spécification sur le cumul, qui peut être bilatéral, diagonal ou complet.

Initialement, le processus de Barcelone était basé sur le cumul bilatéral. Toutefois, ce type de cumul offre des avantages limités, principalement parce qu'il impose l'UE comme fournisseur des intrants que l'Europe n'est pas le fournisseur le moins cher. Le cumul diagonal semble être plus pertinent pour la zone Euromed. Dans ce cas, la qualification d'intrants de n'importe quel point de la région Euromed pourrait être utilisée dans la production d'un produit final qui pourrait alors être exporté hors taxe vers l'UE. De ce point de vue, Augier et al. (2005) montre que le cumul diagonal a un fort impact positif sur le commerce au sein de la zone UE. Dans une étude plus récente, Gasiorek et al. (2008) renforce cette conclusion de même que Breton et Manchin (2003b). Toutefois, ces études montrent également que les RoOs actuelles ne sont pas toujours perçues comme un obstacle majeur aux exportations des PM vers l'UE. Cela dépend du pays et de l'industrie. Ainsi, une grande proportion des exportations égyptiennes vers l'UE provient d'industries pour lesquelles la mise en oeuvre de la règle d'origine est simple. Une exception réside dans les textiles où la possibilité de cumul avec la Turquie améliorerait la capacité d'exportation des entreprises.

Dans tous les cas, l'adoption et la mise en oeuvre d'un système de cumul diagonal pan-européen auraient une importance cruciale comme stipulé dans la déclaration de Palerme en 2003. Au delà de cela, apparaît également la question sur l'adoption d'un système de cumul complet (Breton and Manchin, 2003b). Ceci permettrait plus de fragmentation des processus de production parmi les membres de la zone Euromed, avec comme résultat une stimulation des liens économiques et du commerce dans la région. Une discussion supplémentaire sera assurée plus tard dans la recommandation politique.

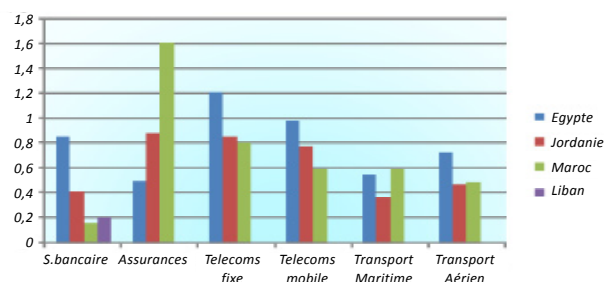
III.6 Les services ont été exclus de l'accord de Barcelone malgré un récent processus de libéralisation

Les services - initialement exclus de l'accord de Barcelone - constituent un autre aspect de l'échec d'intégration entre l'UE et les PM. L'absence de libéralisation des services est également un obstacle majeur aux gains commerciaux. En fait, Togan et Michalek (2007) montrent un effet significatif sur le PIB, particulièrement pour la Turquie et la Tunisie. A titre d'exemple, la libéralisation du secteur bancaire en Turquie devrait induire une augmentation du PIB de 2,4%.

Toutefois, depuis le début des années 2000, quelques progrès ont été réalisés par les PM dans deux domaines. Premièrement, ils ont initié une amélioration de la libéralisation par le biais d'engagement au GATS. Puis, l'initiation des négociations régionales en 2006 pour la libéralisation des services avec l'UE devrait progressivement améliorer la situation sous réserve qu'un accord soit conclu et mis en œuvre.

Plusieurs tentatives ont été faites pour quantifier les barrières commerciales aux services. Sur la base de données pour l'année 1995 – avant le processus de libéralisation - Fontagné et al. (2009) calculent les AVEs pour 9 catégories de services dans plus de 60 pays du monde, dont trois PM (Egypte, Tunisie et Turquie). Les résultats montrent que i) dans ces pays la protection des services est forte – souvent supérieure à 50% en fonction du pays et de la catégorie du service; ii) on

Graphique 10. Indices de Restriction Commerciale (TRIs) en Egypte, au Maroc et en Jordanie (2009)



Source: Marouani et Muncho (2009)

trouve les AVEs les plus élevés dans les services aux entreprises (AVEs jusqu'à 88% en Turquie), la construction (jusqu'à 81% en Egypte), les communications (jusqu'à 72% en Tunisie) ainsi que dans la banque et l'assurance (jusqu'à 63% en Turquie).

Des études plus récentes apportent la preuve que la protection a diminué dans les dernières années. A titre d'exemple, Togan and Michalek (2007) montrent qu'en Turquie les AVEs dans les secteurs bancaires et des télécoms – qui représentaient respectivement 31,5% et 33,5% à la fin des années 90 – avaient diminué de 3,7% et 2,7% en 2005. Cette chute spectaculaire de la protection des services en Turquie met en évidence le fort processus d'intégration de ce pays dans l'économie mondiale, particulièrement par rapport à l'UE (voir également Galal et Reiffers, 2008).

Une étude similaire qui se focalise sur l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et le Liban révèle également quelques progrès dans ces pays, bien que dans une moindre mesure que la Turquie (Marouani et Munro (2009)). Cette étude montre qu'il y a eu des réformes réglementaires significatives au cours des décennies passées dans les secteurs de services étudiés, malgré l'existence persistante d'une large gamme de restrictions. Les services dans les secteurs bancaires, des télécoms et aériens ont subi les plus larges réformes, qui conduisirent principalement à l'assouplissement des contraintes imposées à la participation des fonds étrangers. Ceci concerne particulièrement le Liban et la Jordanie, pour lesquels la participation étrangère a augmenté de façon spectaculaire, notamment dans

le secteur bancaire. Ainsi, ces pays ont considérablement réduit la protection en Modes 2 et 3, tout en maintenant de hauts niveaux de protection en Mode 4 [5]. Comme les auteurs l'ont observé, ceci permet d'attirer plus de capitaux étrangers tout en gardant contrôle sur la gestion et l'emploi des secteurs.

Le Maroc a engagé des réformes significatives dans les secteurs des transports aériens, des télécoms et bancaires. Toutefois, dans ces catégories de services, le gouvernement maintient son contrôle sur le capital participatif des entreprises stratégiques. De plus, le contrôle des devises étrangères joue le rôle d'une barrière transversale pour les modes 1 et 2. Concernant l'Égypte, les plus fortes libéralisations concernent les secteurs d'assurances et des télécoms, mais le progrès vers la privatisation des grandes entreprises publiques a été plus lent que dans les autres PM.

Pour résumer, les récents progrès vers la libéralisation des services dans les PM constitue la première étape vers plus d'intégration dans l'économie mondiale. Toutefois, quelques progrès supplémentaires sont encore nécessaires vers plus de libéralisation pour venir au niveau atteint par d'autres pays émergents. De plus, un accord spécifique avec l'UE semble nécessaire pour créer un ALE incluant les services. Ceci permettrait d'augmenter notablement les gains induits par l'accord Euromed grâce à l'élargissement de son cadre. A titre d'exemple, les échanges dans les services représentent 25% supplémentaires du commerce des biens, laissant un espace significatif pour des gains supplémentaires.

III.7. Le manque d'une véritable intégration horizontale (GAFTA)

Comme le suggèrent plusieurs auteurs, les PM pourraient être en position de bénéficier de plus d'intégration verticale (avec l'UE) sous réserve que l'intégration horizontale (avec d'autres PM) soit également atteinte (Puga et Venables, 1997, Péridy et Bagoulla, 2010b). Ceci s'explique par le fait que l'intégration entre les PM devrait améliorer l'efficacité des processus de production dans cette zone (par la déssegmentation

des marchés, les économies d'échelle, la localisation industrielle appropriée et autres gains d'efficacité) ce qui devrait ensuite augmenter les gains dans toute la zone Euromed, par le biais d'effets d'entraînement en amont/aval.

Toutefois, malgré de réels efforts des PM pour réduire les tarifs dans la zone GAFTA, il est évident que l'intégration régionale sud-sud est loin d'être obtenue. Il reste de nombreux obstacles, parmi lesquels :

- Des BNT significatives et parfois en augmentation dans la zone GAFTA, particulièrement pour les textiles (procédures administratives lourdes, BCT élevées, absence de reconnaissance mutuelle ou de normes communes, frictions commerciales dans les industries sensibles).
- L'absence de libéralisation dans des secteurs spécifiques, particulièrement les services.
- La persistance de marchés segmentés en raison de litiges politiques et l'absence d'infrastructures transfrontalières. Ces éléments rendent impossible l'exploitation d'économies d'échelle dans cette zone.
- Des problèmes liés à des règles d'origine floues et inappropriées.
- La présence de fortes distortions qui conduisent à des effets de débordement négatifs dans certains PM. A titre d'exemple, il existe des différences de prix significatives entre membres du GAFTA : des pays tels que l'Arabie Saoudite bénéficient d'un des prix les plus bas du pétrole comparés au Liban qui doit importer son pétrole. Ceci conduit à une distortion significative qui affecte les entreprises libanaises en réduisant leur compétitivité non seulement sur les marchés GAFTA mais également sur leur propre marché intérieur. Cette situation est même renforcée par l'intervention de l'état par le biais de subventions et de taxes dans l'industrie pétrolière qui ne sont pas harmonisées entre les pays (Ghoneim et Péridy, 2009)
- Les problèmes dus aux lentes réformes macroéconomiques et de gouvernance.
- L'absence d'attractivité pour les IDE (Neaime, 2005, Abu-Al-Foul et Soliman, 2008)

- L'absence de coopération financière et monétaire. Ceci concerne le mauvais alignement des taux de change, les divergences des cycles d'activités, les politiques monétaires et macroéconomiques, etc. (Neaime, 2005; Abu-Bader et Abu-Qarn, 2008)

Ces obstacles conduisent à des manques d'efficience significatifs qui empêchent la zone Euromed de produire des gains supplémentaires de bien-être social. De ce point de vue, la mise en oeuvre d'une ALE pan-Européen devient une question centrale, qui sera discutée dans la section suivante.

III.8. La spécialisation dans les PM est toujours basée sur des produits à faible valeur ajoutée.

Comme démontrée dans la section un, la grande masse des exportations des PM se concentre encore sur les produits à faible valeur ajoutée. Malgré une amélioration récente par l'augmentation du contenu technique des produits, les progrès vers une amélioration de niveau est trop lente.

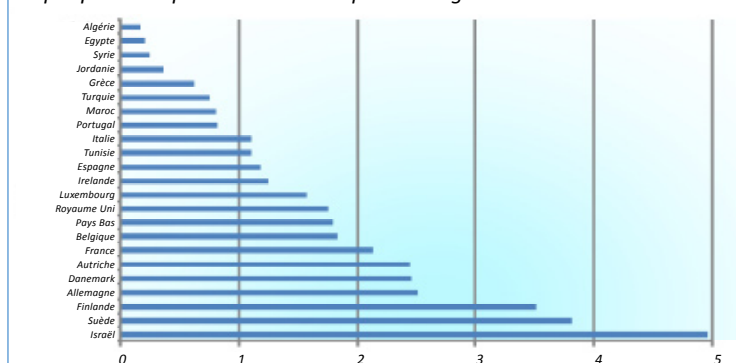
Le progrès vers la recherche, l'innovation et le capital humain est trop lent

Un nombre croissant de travaux de recherche met en évidence le rôle de l'éducation et de la recherche dans l'explication du succès économique de certains pays en termes de croissance et de convergence. En ce qui concerne les PM, bien que leurs performances de croissance moyenne au cours de la dernière décennie soient légèrement supérieures à celles de l'UE15 (environ 3%), plusieurs auteurs avancent que certains PM n'ont pas clairement engagé leur processus de convergence vers les niveaux per capita de l'UE (Guétat et Serrano, 2010; Péridy and Bagoulla, 2010), sauf la Tunisie, la Turquie, ainsi que l'Egypte dans une moindre mesure. Ceci soulève la question sur les causes de ce phénomène. Dans une recherche récente, Péridy (2010), montre que le différentiel d'innovation entre les pays de l'UE et les PM est un facteur majeur expliquant le processus de convergence entre ces deux zones.

A titre d'exemple, la Graphique 1 présente les valeurs des dépenses en R&D dans la zone Euromed. Il est possible d'identifier trois groupes de pays. Le premier groupe comprend les pays d'Europe du Nord (plus Israël comme exception), où les dépenses de R&D dépassent généralement 2% du PIB. De ce point de vue, les pays scandinaves présentent les plus hauts pourcentages (supérieurs à 3%). Un groupe intermédiaire comprend les pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie et Portugal), avec un pourcentage correspondant généralement supérieur à 1% (sauf la Grèce à 0,6%). Le dernier groupe comprend les PM où les parts de R&D se situent à moins de 1%, sauf en Tunisie (1,1%). Cette classification est également valide si l'on prend d'autres variables, telles que l'indice de capital humain, l'indice d'innovation technologique, le nombre de chercheurs par million d'habitants, etc.

Dans une étape suivante, Péridy (2010) teste l'impact sur la croissance dans la zone Euromed de plusieurs variables « proxy » de l'innovation en R&D. Il est démontré que les paramètres d'innovation sont positifs et significatifs à 1% quel que soit l'indice considéré et quel que soit l'évaluateur. Ce résultat suggère que l'innovation joue un rôle crucial dans la zone Euromed pour expliquer les différences de croissance entre les pays. Il est également démontré que le différentiel d'innovation entre l'UE et les PM est un facteur majeur expliquant l'absence de convergence de ces pays vis à vis de la norme UE. De ce point de vue, les pays avec les meilleures performances d'innovation – Tunisie, Turquie – augmentent considérablement leurs

Graphique 11. Dépenses de R&D en pourcentage du PIB



Source: Péridy (2010)

chances de convergence vers un niveau de vie UE. D'autre part, l'Algérie et la Syrie présentent de plus médiocres performances, ce qui explique leur divergence dans une large mesure. Il en résulte que l'intégration et l'ouverture sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes pour la croissance et la convergence. L'innovation est également importante ainsi que d'autres variables telles que le type de spécialisation (produits à basse ou haute valeur ajoutée), les infrastructures, l'éducation et la recherche.

Pour résumer et conclure cette section, de nombreux obstacles mentionnés ci-dessus sont à mettre en relation avec l'absence d'intégration profonde à la fois verticalement (UE-PM) et horizontalement (GAFTA). Au-delà de ces éléments, le problème du processus de spécialisation est également crucial pour expliquer quelques effets décevants du partenariat Euro-med. Ceci soulève la question du rôle des politiques industrielles ainsi que des investissements publics et privés dans les industries appropriées. Finalement, le problème de l'innovation et de la recherche s'étend à l'investigation précédente en montrant que le différentiel d'innovation entre les PM et l'UE affecte la croissance et la convergence des PM vers les normes UE. La section suivante revient à ces questions par le biais de recommandations politiques.

Section 4: Recommandations politiques

L'enquête sur les effets de l'accord de Barcelone (section 2) et l'identification des principaux obstacles expliquant que ces effets soient limités (section 3), amènent les recommandations suivantes.

1. Les PM doivent achever leur suppression tarifaire vis-à-vis des produits de l'UE. Comme ce chapitre l'a montré, Israël et la Turquie sont les seuls PM à avoir réduit substantiellement leurs tarifs vis-à-vis des importations de l'UE. Les autres pays affichent encore des tarifs moyens importants, c'est-à-dire dépassant presque 10 % pour la plupart. Cela s'explique par la lenteur de l'abaissement tarifaire dans certains pays et par le fait que certains autres pays n'ont signé l'accord de Barcelone

que récemment. Quoi qu'il en soit, l'achèvement de la suppression tarifaire dans les années à venir devraient engendrer des gains complémentaires en termes de commerce et d'aide sociale, gains qui font défaut aujourd'hui.

2. La priorité doit également être donnée à la suppression des BNT. En effet, nous avons montré qu'à l'exception de la Turquie qui a fortement réduit ses BNT, les autres PM affichent des BNT importantes, notamment l'Algérie, l'Égypte et le Maroc. Dans ces pays, les BNT représentent environ 40 % en équivalent tarifaire. La Tunisie occupe une position intermédiaire, c'est-à-dire proche de la moyenne mondiale (13 %). En outre, l'UE doit également réduire ses BNT vis-à-vis des PM puisque l'équivalent tarifaire de l'UE est également important (13 %).
3. Parmi les nombreuses BNT pouvant être réduites, les barrières techniques au commerce peuvent être réduites en se dirigeant vers une reconnaissance mutuelle ou l'adoption de la réglementation technique de l'UE (bien que cette solution semble onéreuse pour les PM).
4. L'adoption du système de cumul diagonal pour les règles d'origine devrait également être une priorité pour réduire les coûts des échanges entre l'UE et les PM. À cet égard, la Déclaration de Palerme (2003) a tracé la voie conduisant à la mise en œuvre de ce système. Au-delà, la question portant sur un système de cumul total subsiste. Cela permettrait une plus grande fragmentation des processus de production parmi les membres de la zone Euro-med. Les liens économiques et le commerce dans la région s'en trouveraient alors stimulés.
5. La question de la libéralisation de l'agriculture est débattue depuis longtemps. Elle est devenue un problème politique. Le niveau de protection (y compris les BNT) est actuellement très élevé, non seulement dans les PM (où les indices de restriction commerciale varient entre 0,24 en Jordanie et 0,94 en Tunisie) mais également dans

l'UE (0,45). Une plus grande libéralisation dans l'agriculture permettrait i) de produire plus de rentabilité et de gains en terme d'aide sociale ; ii) de stimuler les avantages comparatifs et donc les exportations, notamment au Maroc, qui jouit d'un avantage comparatif important pour ces produits ; iii) de réduire la pression migratoire des travailleurs saisonniers (dans la mesure où la production domestique serait possible à plus grande échelle dans les PM avant l'exportation vers l'UE). D'autre part, cette libéralisation entraînerait une perte en terme de surplus chez les producteurs dans les secteurs concurrents dans l'UE (fruits et légumes, en particulier les tomates, les agrumes, les fraises, etc.). Il convient toutefois de rappeler que les producteurs de l'UE s'attendaient également à connaître une baisse de la production lorsque l'Espagne et le Portugal entrèrent dans la CE en 1986. Contrairement aux attentes, les producteurs de la CE ont pu faire face à la concurrence espagnole et développer leur propre production grâce à la différenciation des produits et l'amélioration de la qualité, par exemple pour les producteurs français de fraises.

6. La libéralisation des services est nécessaire pour accroître la rentabilité et les gains en terme d'aide sociale à partir de l'accord de Barcelone. Malgré les avancées importantes de ces dix dernières années en terme de libéralisation (via les engagements de l'AGCS), d'importants progrès restent à faire. La Turquie est le pays où la libéralisation des services a été la plus forte, avec des niveaux inférieurs à 5 % dans les secteurs de la banque et des télécommunications. La Jordanie et le Liban ont fortement augmenté la participation étrangère dans la plupart des secteurs, notamment la banque. Toutefois, ces pays contrôlent encore la gestion et l'emploi dans les services (Mode 4). Le Maroc peut faire davantage d'efforts dans la libéralisation des sociétés de service stratégiques que le gouvernement contrôle encore. En outre, la question du contrôle des devises, qui agit comme une barrière transversale pour les modes 1 et 2, devrait faire l'objet d'une étude. De plus, la libéralisation de-

vrait s'accroître dans le secteur de l'assurance pour lequel les restrictions restent importantes. En ce qui concerne l'Égypte, les secteurs de l'assurance et des télécommunications ont été les plus libéralisés, mais les progrès en terme de privatisation des grandes entreprises publiques ont été moindres que dans les autres PM. D'autres progrès sont attendus dans ce domaine. Enfin, un accord spécifique avec l'UE semble nécessaire pour créer un véritable ALE incluant les services. Cela stimulerait les gains résultant de l'accord Euromed en élargissant sa portée. À cet égard, l'ouverture en 2006 de négociations régionales pour la libéralisation des services avec l'UE devait améliorer progressivement la situation, mais le rythme de la négociation devrait être accéléré.

7. La promotion de l'intégration horizontale entre les PM devrait également être encouragée. Cela améliorerait l'efficacité des processus de production dans cette zone (par le biais de la déségmentation du marché, des économies d'échelle, d'une implantation industrielle adéquate et d'autres gains de rentabilité). Cela devrait à son tour permettre d'accroître les gains dans l'ensemble de la zone Euromed grâce à des interactions verticales. Malgré un progrès réel en terme de libéralisation tarifaire dans la zone GAFTA, ce domaine n'est toujours pas intégré. En réalité, le commerce intra-GAFTA représente à peine 10 % du commerce global de ces pays. Plusieurs plans d'action ambitieux doivent être mis en œuvre :
 - a. Réduire les coûts commerciaux qui restent élevés dans la zone (forte réduction des BNT, libéralisation des services, adoption de règles d'origine claires, etc.)
 - b. Réduire les distorsions grâce à l'harmonisation fiscale.
 - c. Attirer l'IDE grâce à des incitations et des politiques fiscales, économiques et industrielles appropriées.
 - d. Lutter contre la segmentation du marché qui empêche les PM d'exploiter les économies d'échelle (développement d'infrastructures transfrontalières).

res et coopération administrative et politique).

- e. Accélérer les réformes macroéconomiques et de gouvernance.
- f. Engager une coopération financière et monétaire (en abordant le décalage des cours de change et en harmonisant les politiques monétaires et macroéconomiques lorsque nécessaire).

L'intégration régionale et la libéralisation des échanges sont des conditions nécessaires mais insuffisantes pour stimuler la croissance dans les PM et faciliter le processus de convergence. Plusieurs autres conditions doivent être remplies grâce à des mesures politiques adéquates :

- 8. Développer l'économie de la connaissance, c'est-à-dire le capital humain, l'innovation et la R&D. Ce chapitre a présenté l'innovation comme un vecteur majeur de croissance dans la zone Euromed. À cet égard, l'écart en terme d'innovation entre l'UE et les pays du MOAN empêche ces derniers de converger vers les standards de l'UE en matière de PIB. Les récents efforts de la Tunisie, où la R&D représente plus de 1 % du PIB, sont encourageants et nous avons montré que cela explique dans une certaine mesure le fait que ce pays ait entamé son processus de convergence vers l'UE. L'Algérie, la Syrie et l'Égypte restent toutefois nettement en retrait. Cela est un obstacle majeur à la croissance. En conséquence, les gouvernements des pays du MOAN devraient donner la priorité à l'éducation, l'innovation et la recherche i) en développant l'investissement public dans ces secteurs, y compris la formation ; ii) en incitant l'investissement privé dans des secteurs spécifiques de haute technologie ou novateurs (énergie propre, informatique, etc.) ; en attirant les capitaux étrangers grâce à l'IDE dans des industries choisies.
- 9. Promouvoir la spécialisation et le perfectionnement « à valeur ajoutée ». Il est parfaitement démontré que le processus actuel de spécialisation dans les PM n'est pas particulièrement créateur de croissance dans la mesure où il repose sur des industries à faible valeur ajoutée et du fait du

manque de perfectionnement. Des gros efforts doivent être faits dans ce domaine. Si le gouvernement ne peut pas changer cette situation directement, il peut ouvrir de nouvelles voies via i) le développement de la formation et de l'innovation dans les industries concernées ; ii) des mesures d'encouragement fiscal pour les entreprises nationales et étrangères.

- 10. Améliorer l'environnement commercial i) en étendant et en achevant les réformes macroéconomiques ; ii) en accélérant la réforme de l'État et du secteur public pour plus de transparence et d'efficacité (gouvernance) ; iii) en ouvrant l'accès des entreprises étrangères dans le pays ; iv) en investissant dans les infrastructures (autoroutes, trains à grande vitesse, transport maritime).

Ces efforts ayant également un coût, les accords UE-PM peuvent servir à partager une partie des efforts grâce i) à une participation accrue des prêts de la BEI ; ii) au développement de programmes communs de formation, d'éducation et de recherche ; iii) au développement de projets innovants dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée ; iv) au développement de transferts de technologie via des investissements privés de l'UE dans la région Méditerranéenne, etc.

Notes de fin

- 1. De même que le niveau de l'indicateur pour le monde ne représente pas la moyenne des résultats pour les 2 groupes partenaires UE et RDM.
- 2. Les industries de moyenne technologie représentent plus de 33% des exportations en 2009 des PM hors énergie et produits primaires contre 15% en 1995
- 3. Voir aussi en Annexe B1 un exemple CGE.
- 4. Les données pour la Tunisie sont de 2006
- 5. Cette étude considère les quatre types de services, Mode1 (commerce transfrontalier), Mode 2 (consommation à l'étranger), Mode 3 (présence commerciale) et Mode 4 (présence de personnes naturelles).

Chapitre 2. Flux de capitaux dans la région Euro-Med

I. Introduction

La mondialisation et l'intégration financière présentent des défis et des opportunités aux Pays Partenaires Méditerranéens (PM). Les PM sont encore mal intégrés dans l'économie mondiale - à l'exception peut être du Liban, de l'Égypte et de la Jordanie - et cette marginalisation pourrait s'aggraver si cette tendance devait se poursuivre. Cet argument est étayé par le fait que les récentes performances de croissance dans la région ne sont pas en adéquation avec les normes internationales d'où un élargissement de la différence avec les pays de l'Union Européenne (UE). La région méditerranéenne (MED) n'a pas profité des capitaux privés dirigés vers les marchés émergents. De plus, les afflux de capitaux actuels se font toujours sous la forme de capitaux à court terme distribués inégalement dans la région. Toutefois, le Liban a remarquablement réussi à attirer des investissements directs étrangers (IDE), plaçant son économie dans le peloton de tête des pays de la région MED. Mais dans les années à venir cette tendance devrait toutefois subir l'impact négatif de la crise financière actuelle.

Les séquelles de la crise financière mondiale de 2008 - qui a directement affecté les PM par le biais des flux commerciaux et financiers - sont encore plus alarmantes. Aujourd'hui, certains PM sont confrontés à un brutal déclin des liquidités nationales et internationales, combiné à d'autres répliques de la crise financière, contribuant ainsi à d'autres déséquilibres macroéconomiques. Dans tous les PM, entre 2008 et 2009, les revenus de l'exportation ont baissé d'environ 75 milliards US\$, et il faut ajouter à cela les déclin relatifs des revenus du tourisme, des transferts des travailleurs émigrés, des portefeuilles d'investissement et des IDE. Alors que certains pays développés et qu'un grand nombre d'économies de grands marchés émergents montrent quelques signes de reprise, les PM n'ont pas encore ressenti l'effet de la crise dans toute son ampleur. Toutefois, le faible degré

d'intégration financière avec les marchés financiers mondiaux, une exposition limitée des systèmes bancaires des PM aux produits financiers dérivés, et les retombées de l'augmentation des dépenses publiques dans les pays du Golfe (Gulf Cooperation Council) ont protégé ces pays des retombées négatives substantielles de la crise.

Les faiblesses des secteurs financiers de certains PM ont soulevé quelques inquiétudes quant à la propagation de la crise financière dans la région, et ont sapé les récents efforts d'intégration de ces pays avec l'UE. De plus, de moindres perspectives de croissance dans les économies les plus avancées, l'augmentation des coûts financiers, et la diminution des IDE et des transferts de l'immigration conduisent à une aggravation des déficits de comptes de capitaux et constituent une source d'inquiétude pour la durabilité de la balance des paiements. De plus, ils pourraient par la suite déclencher une crise de la balance des paiements en raison des régimes de taux de changes fixes qui prévalent toujours dans plusieurs PM. A cela s'ajoute le fait que certains PM souffrent toujours de l'absence de marchés obligataires et de marchés de valeurs bien développés, de taux d'intérêts réels élevés, et d'une combinaison de gouvernance inappropriée et de l'absence d'un environnement d'affaire adéquat attractif pour les IDE et les investissements de portefeuilles. Parmi d'autres, ces facteurs ont accentué les effets de la crise dans la région. Bien que les questions de commerce et de globalisation et l'intégration financière des systèmes financiers des PM dans les marchés financiers plus matures de l'UE et des USA faisaient partie des raisons principales expliquant pourquoi la crise a affecté la région, ce mécanisme a été accentué par des questions nationales macroéconomiques, fiscales, monétaires et financières, notamment l'existence de taux de change fixes, de faibles marchés de valeurs et obligataires nationaux, et un espace fiscal limité dans certains de ces pays.

Les flux de capitaux intra-régionaux se sont faits principalement sous la forme des transferts des

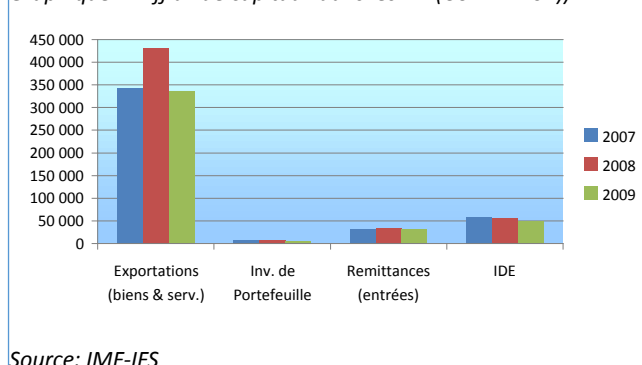
travailleurs émigrés et d'IDE - provenant principalement de pays du Golfe tels que le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis vers des PM plus pauvres tels que l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie - fortement corrélés avec le cycle économique des donateurs et donc avec les fluctuations des prix du marché pétrolier mondial. La crise financière mondiale a eu un impact négatif sur ces deux facteurs. Les flux

II. Tendances des flux de capitaux dans les PM: 2004-2009

En 2008, et ce pour la première fois depuis 2001, les flux de capitaux ont commencé à diminuer et cette tendance à la baisse devrait se poursuivre dans un futur prévisible. Dans le sillage de la crise financière mondiale, la plupart des PM ont souffert des retombées négatives provenant principalement de l'UE ainsi

que des pays du Golfe. Les flux de capitaux des pays du Golfe et de l'UE vers les PM ont été frappés principalement par la diminution des transferts des travailleurs émigrés et de flux de portefeuilles – principalement par moins d'IDE – et d'exportations principalement vers l'UE (Graphique 1). Les faibles taux de croissance réels du PIB de l'UE ont affaibli la demande pour les exportations provenant des PM, principalement de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc [1].

Graphique 1. Afflux de capitaux dans les PM(USD Million)



de capitaux inter-régionaux entre l'UE et la région MED - qui se sont élevés à environ 20 milliards US\$ depuis la signature des accords de Barcelone en 1995 - devraient également être affectés par la crise financière et la dette récentes de l'UE avec des conséquences dévastatrices sur certains PM qui s'en remettaient à ces flux pour leur croissance et leur développement et pour faire face à leur dette et leurs obligations au service de la dette.

Le reste du chapitre est divisé comme suit : la section II décrit en détail les tendances majeures des flux de capitaux dans les pays Méditerranéens au cours des cinq dernières années avec l'emphasis mise sur le IDE et les investissements de portefeuilles, ainsi que les transferts et les crédits bancaires vers le secteur privé. La section III étudie la volatilité des flux de capitaux, ainsi que leur contribution aux investissements intérieurs et aux dettes publiques. Finalement, la dernière section propose des recommandations politiques sur la manière d'augmenter l'attractivité des flux commerciaux, de contrôler/gérer leur volatilité, et sur l'orientation de ces flux vers le développement économique.

De plus, les récentes baisses record des prix du pétrole ont eu un impact négatif sur les perspectives de croissance dans tous les PM. De moindres revenus pétroliers depuis 2008 vont continuer à générer moins de liquidités dans les pays du Golfe - avec des retombées négatives dans les PM - et devraient contribuer à augmenter encore les taux d'intérêt de la région, et à réduire les transferts des travailleurs émigrés et les flux de portefeuilles [2]. Les taux d'intérêt plus élevés ont conduit à une diminution des taux de croissance du PIB, à des appréciations du taux de change nominal, à des pertes de compétitivité internationale, à de grands déficits commerciaux et budgétaires, à l'accumulation de dettes extérieures considérables et dans certains cas ils ont augmenté le risque d'une crise de la balance des paiements. Ces implications se sont également faites sentir sur les bilans des grandes entreprises du secteur privé.

Actuellement, le flux des capitaux est unidirectionnel, à savoir que les PM fournissent les liquidités aux portefeuilles gérés sur les grands marchés pour couvrir leurs accumulations de pertes et les appels de marge. Toutefois, l'accélération de la croissance de la masse

monétaire par le biais des banques centrales, qui accroît notablement le crédit net au secteur bancaire, a eu peu d'impact sur la crise du crédit dans ces pays, et les prêts bancaires ne reprennent pas en raison de l'aversion au risque persistante et la tendance insistante de la recherche de qualité (flight to quality) dans la plupart des PM. Actuellement, on observe une réduction des marchés financiers qui alimentent la croissance des PM. Cela constitue une contrainte extrêmement grave pour ces pays car ils traversent une période de forts besoins en capitaux extérieurs pour stimuler la croissance économique et l'emploi et pour alléger la dette. Les flux privés (y compris les flux financiers et les transferts) vers les PM ont également chuté depuis 2008.

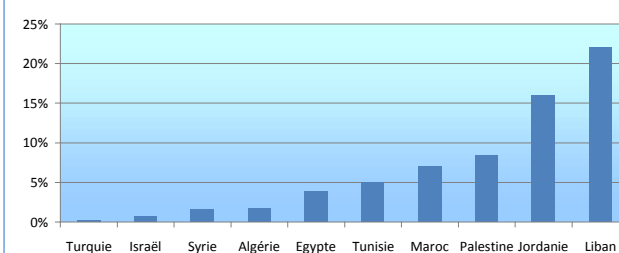
II.1. Transferts vers les PM: 2004-2009

L'intégration financière dans les PM reste un objectif lointain. Alors que les marchés de la main d'œuvre dans la région méditerranéenne sont fortement intégrés par rapport à d'autres régions intégrées dans le monde, les marchés des capitaux sont loin d'être intégrés pour plusieurs raisons. De grands mouvements interrégionaux de main d'œuvre ont été le principal véhicule de l'intégration financière de la région, déclenchant des flux financiers substantiels sous la forme de transferts des travailleurs. Dans une large mesure, le mouvement de

main d'œuvre intra-régional s'est fait des PM vers les pays du Golfe. Au début des années 90, le réservoir de main d'œuvre étrangère des pays du Golfe atteignait 5 millions - dont 55% venaient des PM - et représentait environ les deux tiers de la main d'œuvre totale des pays du Golfe. Ce pourcentage a diminué depuis le milieu des années 90, alors qu'il y a eu une augmentation de la main d'œuvre asiatique. La main d'œuvre PM dans les pays du Golfe devrait encore diminuer au fur et à mesure que les pays du Golfe mettent en œuvre des politiques de remplacement des immigrés par des nationaux.

L'apport de main d'œuvre PM dans les pays du Golfe a bénéficié aux pays exportateurs et importateurs. Les économies du Golfe disposent ainsi d'une main d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans divers domaines. Les PM disposent d'une source d'emploi pour des facteurs de production souvent inutilisés. De plus, les flux de capitaux

Graphique 2. Transferts 2009 (Afflux en % du PIB)



Source: World Bank, World Development Indicators, IMF.

Tableau 1. Transferts vers les PM : 2004-2009 (Millions US\$)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
Algérie	2460	2060	1610	2120	2202	2193
Égypte	3340.7	5017.3	5329.5	7655.8	9476	7150
Jordanie	2330.3	2499.7	2883.3	3434.1	3737	3604
Liban	5591.4	4924.3	5202.2	5769.2	6000	7000
Maroc	4220.8	4589.5	5451.3	6730.4	6730.4	6264
Syrie	855	823	795	824	850	828
Tunisie	1431.6	1392.7	1510	1715.7	1870	1966
Palestine	454.8	597.97	597.97	597.97	597.97	560
Turquie	804	851	1111	1209	1360.9	970
Israël	714	850	944	1042	1422	1313
PM Total	22202.64	23605.47	25434.47	31098.33	34246.34	31936.03

Source: World Bank, World Development Indicators Database. *Euromonitor à partir de statistiques nationales.

sous la forme de transferts des travailleurs immigrés ont un impact positif direct sur la balance des paiements et représentent la plus grande partie de l'investissement privé dans certains pays de la région, telles que la Jordanie, l'Égypte et le Liban. Récemment les transferts représentaient près de 15% des exportations de biens et de services des PM (Graphique 1). En 2009, les transferts représentaient environ 22% du PIB du Liban, 17% du PIB de la Jordanie, et 9% du PIB de la CisJordanie et de Gaza (Graphique 2). En conséquence, toute diminution de ces transferts en raison de la crise aura un effet négatif sur le taux de croissance du PIB réel des PM, sur leurs capacités de service de la dette, et pourrait déclencher une crise de la balance des paiements due au fait que la Jordanie et le Liban maintiennent un régime de taux de change fixe avec le dollar étasunien.

Les revenus des transferts constituent une source importante de devises et contribuent à la croissance économique de tous les PM. Ils constituent aussi une autre source importante de monnaie forte, fournissant de devises de valeurs utilisées pour financer les déficits des comptes courants et les paiements du service de la dette, sans oublier le fait qu'ils permettent de répondre aux demandes de la consommation du marché intérieur. Ainsi, en Égypte, les transferts sont passés de 3,3 milliards US\$ en 2004 à 9,4 milliards US\$ en 2008, soit une augmentation de 180%. Toutefois, ces flux ont diminué d'un tiers en 2009 – en raison de la crise financière – pour atteindre 7,1 milliards US\$. Le Liban s'en

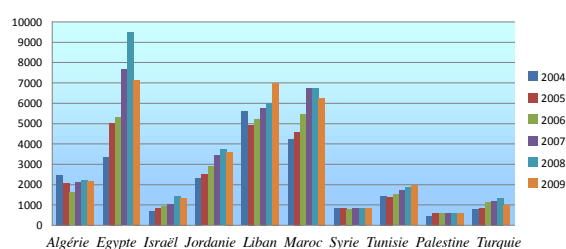
sort beaucoup mieux en dépit de la crise financière récente. Les transferts sont passés de 5,5 milliards US\$ en 2004 à 7 milliards US\$ en 2009, suivis de la Jordanie où les transferts sont passés de 2,3 milliards US\$ en 2004 à 3,6 milliards US\$ en 2009. Le tableau est similaire au Maroc, en Tunisie et en Israël où les transferts sont passés respectivement de 4,2, 1,4, et 0,714 milliards US\$ en 2004, à 6,2, 1,9, et 1,3 milliards en 2009. Pour l'Algérie, la Syrie et la Turquie, au cours de cette même période il n'a pas été constaté de changement significatif des afflux de transferts (voir Tableau 1 et Graphique 3).

II.2. Afflux d'IDE vers les PM: 2004-2009

Les flux mondiaux d'IDE ont chuté en 2008 et 2009 en raison de la crise financière mondiale. La part de la région MENA dans les afflux globaux d'IDE est restée faible par rapport aux autres régions émergentes du monde. La Graphique 4 révèle que la part de la région MENA dans les afflux totaux d'IDE est restée en dessous de 4% en 2007. Alors que l'Asie du Sud, du Sud Est et de l'Est occupent la première position en termes d'afflux d'IDE avec 13,5%, suivies de l'Amérique Latine et de la région Caraïbe avec 6,8%, l'Afrique avec 2,8% et la région MENA avec 3,2% occupent les dernières positions.

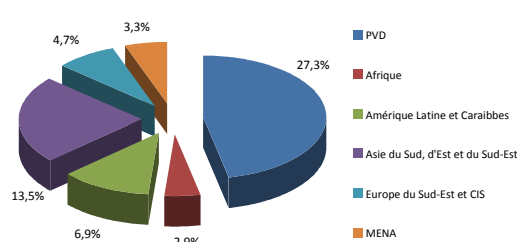
Les IDE vers les PM ont fortement diminué en 2009 par rapport à 2007 - de 57,9 à 49,9 milliards US\$ - soit un déclin d'environ 16% (Tableau 2). Actuellement, les économies des PM sont confrontées à des marchés de capitaux internationaux plus restreints et à

Graphique 3. Transferts : 2004-2009 (Million US\$)



Source: World Bank, World Development Indicators Database.
*Euromonitor à partir de statistiques nationales.

Graphique 4. Afflux d'IDE vers diverses régions émergentes: 2007 (%)



Source: UNCTAD, World Investment Report, 2008.

* MENA: Middle East & North Africa, CIS: Commonwealth of Independent States.

Tableau 2. IDE vers les PM (2004-2009)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Algérie	882	1081	1795	1662	2646	2847
Egypte	2157	5376	10043	11578	9495	6712
Israël	2947	4818	15296	8798	10877	3892
Jordanie	937	1984	3544	2622	2829	2385
Liban	2484	3321	3132	3376	4333	4804
Maroc	895	1653	2450	2803	2487	1331
Palestine	49	47	19	28	52	33
Syrie	320	583	659	1242	1467	1434
Tunisie	639	782	3312	1616	2758	1688
Turquie	2779	10010	20223	22023	18148	7611
PM Total	14089	29658	60469	55749	55092	32735

Source: UNCTADstat..

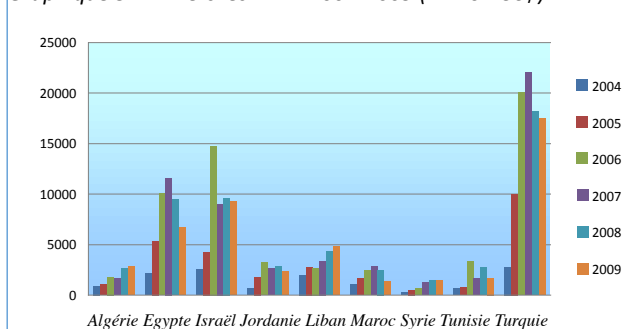
une réduction des financements extérieurs, alors que la suppression du levier financier et l'augmentation de l'aversion au risque ont détourné l'intérêt des investisseurs internationaux de ces économies. Ceci a eu comme résultat de priver les économies des PM de leur principal moteur de croissance, ce qui s'est traduit par une plus forte pression sur la balance des paiements ainsi que sur les taux de change. Si ces tendances au déclin devaient se poursuivre dans un proche futur elles pourraient menacer les récents efforts d'intégration financière Euromed par un aggravation des différences de revenus entre l'UE et les PM.

En termes d'attraction des afflux d'IDE, les PM peuvent être divisés en 2 sous groupes. Le premier sous-groupe comprend les pays qui ont réussi à atteindre une croissance considérable des IDE, indépendamment des répercussions de la crise financière mon-

diale. Dans cette catégorie on trouve le Liban où les IDE ont plus que doublé entre 2004 et 2009, passant de 1,99 milliards US\$ en 2004 à 4,8 milliards US\$ en 2009. L'Algérie et la Syrie se trouvent dans une situation similaire ; toutefois, l'augmentation a été moins significative entre 2004-2009, atteignant respectivement 2,84 et 1,43 milliards en 2009.

Le second sous-groupe comprend les PM qui ont atteint une croissance significative d'IDE avant la crise financière de 2008, mais que cette même crise a affecté. Il s'agit de l'Egypte, d'Israël, de la Turquie, du Maroc, de la Jordanie et de la Tunisie. En Egypte, les IDE ont atteint un pic en 2007 à 11,5 milliards US\$, mais subi un déclin significatif pour descendre à 6,7 milliards US\$ en 2009, soit une chute d'environ 72%. Ce grave déclin des IDE vers l'Egypte aurait pu avoir des conséquences graves sur son économie et déclencher une crise de la balance des paiements, si l'Egypte avait maintenu une parité rigide de taux de change avec le dollar US. Le changement en 2002 à un système de taux de change flexible a aidé l'Egypte à stimuler ses exportations, à servir la dette étrangère accumulée, et à optimiser sa politique monétaire pour répondre aux déséquilibres macroéconomiques internes et externes. En Jordanie et en Tunisie, les IDE sont passés de 3,26 et 3,3 milliards US\$ respectivement en 2006 mais ont ensuite diminué à 2,3 et 1,6 milliards en 2009. La Jorda-

Graphique 5. IDE vers les PM : 2004-2009 (Million US\$)



Source: UNCTAD, World Investment Report, différents rapports

Tableau 3. IDE sous forme d'un ratio EDI/PIB dans les PM: 2004-2009 (%)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Algérie	1.04	1.06	1.53	1.24	1.55	2.02
Egypte	2.74	5.99	9.35	8.89	5.85	3.57
Israël	2.63	5.67	6.11	7.18	3.76	1.76
Jordanie	5.71	13.97	22.08	15.42	13.34	10.41
Liban	9.31	13.04	11.94	13.50	14.69	14.30
Maroc	2.14	7.65	3.73	3.73	2.80	1.47
Palestine	1.36	1.17	..	..	0.78	0.46
Syrie	1.11	1.82	1.97	3.06	2.69	2.73
Tunisie	2.27	2.70	10.65	4.54	6.76	4.2
Turquie	0.71	2.08	3.80	3.41	2.49	2.28

Source: UNCTAD, World Investment Report, différents rapports.

nie est dans une situation beaucoup plus délicate que l'Egypte en raison de sa parité rigide prédominante avec le dollar US. Si ce déclin des IDE se poursuit alors la Jordanie pourrait bien subir une crise de la balance des paiements, forçant sa banque centrale à passer à une marge libre. De la même manière, les IDE vers le Maroc et la Turquie ont atteint 2,8 et 21,99 milliards US\$ en 2007, et ont chuté à 1,33 et 16,3 milliards en 2009. En Israël, après un pic à 14,7 milliards en 2006, les IDE ont chuté à 9,24 milliards en 2009.

La Graphique 5 montre que la Turquie reçoit environ 35% des IDE totaux des PM en moyenne sur la période considérée, suivi d'Israël, de l'Egypte, et du Liban avec une part moyenne de 18, 13, et 9,6% respectivement. En queue de peloton, avec moins de 10% des IDE totaux vers les PM, on trouve la Syrie, l'Algérie et

la Tunisie qui ne sont toujours pas capables d'attirer assez d'IDE pour stimuler la croissance domestique.

Le Tableau 3 montre la contribution des IDE sur les taux de croissance réels du PIB dans les PM. Les données révèlent que le ratio capitaux-IDE/PIB dans huit PM n'a pas dépassé 10% sur la période 2004-2009. Ceci indique clairement que les IDE – considérés comme le moteur principal de la croissance économique – vers les PM ne sont pas encore en mesure de contribuer significativement aux taux de croissance du PIB réel. En 2009, ce ratio a varié du plus élevé – 14,3% au Liban et 10,4% en Jordanie – au plus bas – 0,46% à Gaza et en Cisjordanie, 1,46% au Maroc, 3,57% en Egypte, - mais est resté à 2, 2,7, 2,28, 4,2, et 1,76% en Algérie, Syrie, Tunisie, Turquie et Israël respectivement.

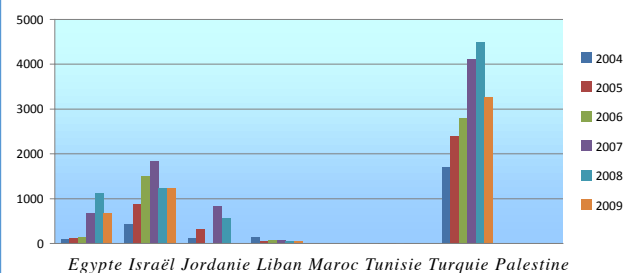
Tableau 4. Afflux de portefeuilles vers les PM : 2004-2009 (USD Million)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Egypte	91.7	132.2	152.3	678.9	1118.3	691.4
Israël	443.3	888.1	1516.1	1849.6	1229.2	1236.5
Jordanie	125.2	312.7	540	840.3	572.78	350.12
Liban	135	63.5	69.67	74.920	59.86	63.84
Maroc	0.204	0.011	0.012	0.224	11.8	5.12
Tunisie	12.84	3.85	2.4	4.21	5.19	3.26
Turquie	1710	2402	2801	4118	4495	3261
Palestine	1.03	2.27	0.98	1.05	12.3	10.11
PM Total	2519.27	3804.63	5082.46	7567.20	7504.44	5621.35

Note: L'Algérie et la Syrie sont exclues pour cause de manque de données.

Source: IMF-IFS.

Graphique 6. Afflux de portefeuilles vers les PM: 2004-2009 (USD Million)



Source: IMF-IFS.

Bien que certains PM aient entrepris récemment quelques réformes financières et engagé des politiques macroéconomiques saines, la crise financière actuelle – qui n’est pas de leur fait – les pénalise de manière disproportionnée et ajoute encore des contraintes qui devront être surmontées dans un proche futur, sachant que les capitaux financiers fuient leurs marchés et repartent vers l’épicentre de la crise qui a ouvert grand les vannes d’émissions d’obligations pour financer de gigantesques paquets de stimulations. En conséquence, les PM doivent faire des efforts intensifs pour remonter leur part d’afflux des EDI mondiaux qui sont restés relativement bas. Parmi les mesures envisageables - en plus des politiques macroéconomiques adéquates pour répondre à la crise financière actuelle - on trouve l’accélération des efforts économiques, financiers et d’intégration commerciale sud-sud, couplés à des programmes

de réformes améliorés, en insistant sur les aspects institutionnels et de gouvernance en particulier. De plus, ces pays ont besoin d’accélérer la mise en oeuvre du processus de privatisation, qui représente un facteur important de promotion des afflux d’IDE au niveau mondial, particulièrement la privatisation du secteur des services. Les PM doivent également combattre la corruption financière et administrative et éliminer la bureaucratie qui sont autant de freins aux afflux d’IDE. L’instabilité poli-

tique de la région qui résulte de l’échec d’une paix élargie continue à exercer une influence négative sur la capacité des PM à attirer des IDE.

II.3 Flux de portefeuilles vers les PM: 2004-2009

II.3.1 Marchés des valeurs des PM

Le scénario des flux de portefeuilles vers les PM est quelque peu similaire à celui des IDE. Les flux de capitaux et de portefeuilles privés vers la région ont été relativement limités. Alors que les flux de capitaux transfrontaliers entre les marchés financiers des pays du Golfe ont augmenté significativement au cours des dernières années, ils sont restés négligeables avec les autres PM. Les investissements de portefeuilles intra-régionaux ont été faits principalement dans les PM qui ont mis en oeuvre des politiques supposées renforcer le cadre opérationnel du marché financier national, tels que l’Egypte et la Jordanie. Il est éga-

Tableau 5. Capitalisation du marché de valeurs dans les MPC : 2005-2010 (USD Million)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (Juillet)
Algérie	..	..	..	..	..	..
Egypte	79,508	93,6	134,903	83,185	86,267	76,325
Jordanie	37,639	29,78	41,298	35,984	31,985	28,065
Liban	4,917	8,303	16,093	14,789	18,297	17,909
Maroc	5,569	11,894	18,535	63,42	60,694	61,764
Palestine	3,157	2,712	2,403	2,104	3,199	3,408
Syrie	2,835	4,22	499	638	9,399	12,028
Tunisie	2,835	4,22	4,992	6,381	9,399	12,028
Turquie	161,537	163,774	289,985	119,698	235,996	232,112

Source: Arab Monetary Fund, Joint Arab Economic Report, différents rapports, et Federation of Euro/Asian Stock Exchange (<http://www.feas.org>)

lement à noter que les marchés des capitaux dans les PM ont été traditionnellement moins importants dans la canalisation des flux de capitaux. Un système bancaire commercial relativement bien développé a pris la tête dans l'attraction et la distribution des capitaux, et dans la stimulation des investissements de portefeuilles dans les PM. Le tableau 4 montre que les flux de portefeuilles sont restés relativement bas et en dessous d'un milliard US\$ dans tous les PM, à l'exception d'Israël et de la Turquie. Entre 2008 et 2009, et à la suite de la crise financière, les flux de portefeuilles ont décliné en Egypte, en Jordanie et en Turquie, de 1,1, 0,572 et 4,4 milliards US\$ à 0,691, 0,35 et 3,2 milliards respectivement. Les flux totaux de portefeuilles vers les PM ont décliné également de 7,5 milliards en 2008, à 5,6 milliards en 2009, soit une chute de 33%.

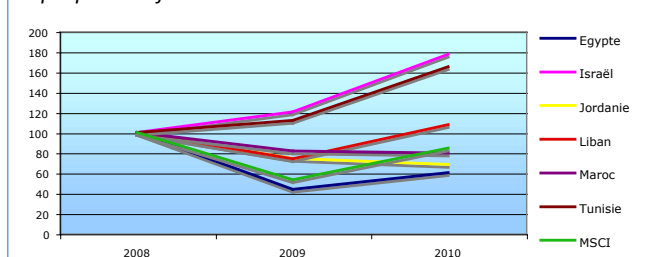
Comme pour le scénario des flux d'IDE, la Graphique 6 montre que la Turquie semble bénéficier du plus fort afflux de portefeuilles, suivie d'Israël et de l'Egypte. La Turquie représente environ 60% des portefeuilles totaux vers les PM en moyenne pendant la période concernée, suivie d'Israël, de l'Egypte, et du Liban avec une part moyenne d'environ 20, 15, et 3% respectivement. La Tunisie et le Maroc se situent en queue du peloton des PM avec moins de 5% des flux totaux de portefeuilles.

A l'exception de l'Egypte, d'Israël, de la Turquie, et du Maroc, les marchés de valeurs des PM ne sont apparus au premier plan que dans les an-

nées 90. Malgré leur faible capitalisation des marchés, au cours des dix dernières années, les marchés de valeurs des PM ont présenté des caractéristiques de performances parallèles à celles des autres marchés émergents à des stades similaires de développement (Papaioannou et Tsesekos 1997, Akdogan et Edgar 1995). Les taux record de croissance de capitalisation des marchés méritent d'être notés pour l'Egypte et le Maroc et dans une moindre mesure pour la Jordanie sur la période 2005-2010 (Tableau 5) avant la crise financière. Ceci est dû aux plans de privatisation massive lancés en Egypte et en Jordanie, à la vente élargie des avoirs gouvernementaux aux entreprises privées, et aux efforts considérables dédiés récemment à l'amélioration de l'efficacité, à la profondeur et à la liquidité des deux marchés de valeurs. Toutefois, en raison de la crise financière mondiale, les capitalisations des marchés de valeurs de l'Egypte et de la Jordanie ont décliné significativement entre 2007-2009 de 134,9 à 41,3 milliards US\$ en 2007, à 76,32 et 28,06 milliards respectivement en 2010. De plus, il est à noter que l'accès ouvert aux investisseurs étrangers vers pratiquement tous les marchés de valeurs des PM a contribué significativement aux performances de croissance de la capitalisation des marchés de valeurs des PM.

Les effets des retombées de la crise financière mondiale sur les PM et ses effets sur les marchés de valeurs variaient en fonction de leur degré d'intégration financière avec les marchés des valeurs UE/US. Des PM tels que l'Egypte, la Jordanie, et le Maroc (Voir Graphique 7) avec de larges expositions aux marchés bancaires, obligataires et boursiers UE/US ont été les premiers affectés. Ces pays sont confrontés à une épée à quatre tranchants : des prix d'avoir qui plongent, un coût élevé des emprunts, des fuites de capitaux, et une réduction des exportations. D'autres PM tels que la Tunisie et Israël sont devenus plus résilients par rapport aux crises passées, en raison de l'accumulation des réserves adéquates de devises étrangères, et une attitude fiscale rigoureuse.

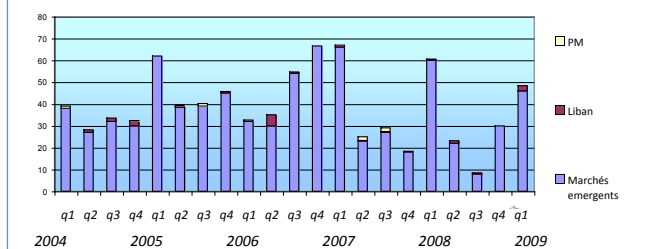
Graphique 7. Performances des marchés de valeurs des PM : 2008-2010



Source: Egyptian Stock Exchange, Tel Aviv Stock Exchange, Amman Stock Exchange, Beirut Stock Exchange, Casablanca Stock Exchange, Bloomberg, and Wikinvest.

Notes: MSCI: Morgan Stanley Capital International Index for Emerging Markets.

Graphique 8. Emission obligataire des PM, 2004-2009 (milliards de dollars US)



Source: IMF-IFS.

II.3.2 Marchés des obligations des PM

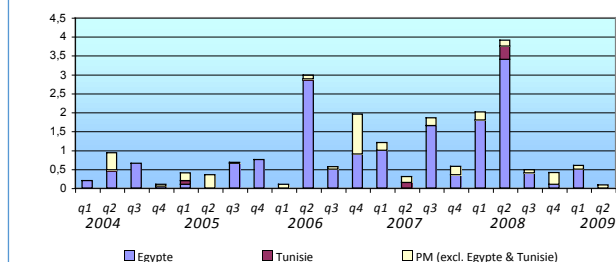
Alors que certains PM ont été frappés par le pire choc financier exogène depuis des décennies, d'autres pays sont mal équipés pour combattre les conséquences financières de la crise compte tenu de la pauvreté de leurs marchés financiers, particulièrement les marchés obligataires. Le soulagement des faibles flux de liquidités de ces pays et la mise en oeuvre d'un espace fiscal nécessaire pour combattre la crise financière aideraient également à stabiliser la demande européenne, et seraient donc considérés comme une composante intégrale du paquet de stimulation des pays de l'UE. Toutefois, la confiance limitée envers les flux financiers internationaux dans la majorité des PM - à l'exception peut être de l'Égypte et de la Jordanie - a empêché la perturbation complète des marchés financiers locaux. Les marchés obligataires des PM sont toujours primitifs et leurs émissions d'obligations constituent une portion relativement faible des émissions obligataires d'autres marchés émergents à l'exception du Liban (voir Graphique 8).

La Graphique 9 montre que les liquidités transfrontalières sous forme de prêts sont restées faibles et dans certains cas totalement insignifiantes dans tous les PM à l'exception de l'Égypte et de la Tunisie. Dans une certaine mesure ceci a limité la chute financière dans tous ces pays.

II.4. Flux de capitaux intra PM

Au milieu des années 90, les flux de capitaux intra-PM représentaient en moyenne 1 à 3% du PIB. Toutefois, ces faibles ratios se sont notablement amé-

Graphique 9. Prêts transfrontaliers dans les PM : 2004-2009 (USD mrd)



Source: IMF-IFS.

liorés après les augmentations des prix du pétrole qui atteignent 10% du PIB en 2006, pour redescendre ensuite à 2% entre 2007-2009. Les flux de capitaux privés dans la région ont été relativement limités. Alors que les transactions transfrontalières entre les marchés financiers des pays du Golfe ont augmenté significativement au cours des dernières années - d'environ 5% de leurs transactions totales avec le monde en 1992 à 50% en 2006 - elles sont restées négligeables avec les autres PM soit 5% des transactions totales. Les investissements intrarégionaux ont été faits principalement dans les PM qui ont mis en oeuvre des politiques conduisant au renforcement du cadre opérationnel du marché financier domestique, tels que l'Égypte et la Jordanie. En 2007 les investissements intra-MED étaient concentrés dans le secteur des services qui ont reçu environ 50% du total, suivis de l'industrie et de l'agriculture dans cet ordre, et ce en dépit des effets négatifs de la crise financière mondiale qui a eu quelques implications positives pour les investissements intraMED comme cela fut démontré par le cas du Liban, où les grands afflux de capitaux en 2008 et 2009 ont conduit à une augmentation notable des investissements immobiliers et à l'amélioration de la balance des paiements en 2009.

II.5. Efforts de promotion des investissements Intra-MED

Au niveau des pays, les politiques de promotion des investissements focalisent sur trois principaux éléments, à savoir (1) la promulgation et la mise à jour des lois de promotion des investissements, (2) la mise en place de comités nationaux destinés à superviser des projets d'investissements et faciliter

Tableau 6. Crédits intérieurs vers le secteur privé : 2004-2008 (USD Million)

	2004	2005	2006	2007	2008
Algérie	9484	12395	14471	18057	22497
Egypte	47623	51454	59415	66075	69682
Jordanie	107735	120361	125798	147727	182063
Liban	8524	11089	13817	15678	17788
Maroc	16531	14977	15814	18398	22210
Palestine	28363	32084	37967	52511	68826
Syrie	2860	4207	4961	6104	8625
Tunisie	18382	18818	19708	22515	26864
Turquie	70059	110226	137472	191089	239628

Source: IMF/IFS.

les procédures administratives liées à ces projets, et (3) l'établissement de zones de libre échange.

place d'une zone d'investissement MED afin d'attirer le capital MED des migrants.

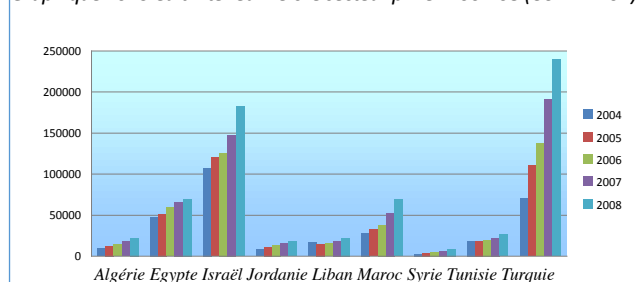
Au niveau régional, le Comité de Développement des Investissements (Investment Development Committee) dans les pays MED a été établi sous l'auspice du conseil d'unité économique (Economic Unity Council) en septembre 2003. L'objectif de ce comité est de fournir des informations relatives au développement des investissements intra-MED et à la promotion des projets d'investissement MED par le biais de la recherche et de l'analyse de la situation des investissements dans le monde MED, et la publication périodique d'une carte des investissements MED qui identifie les opportunités d'investissements dans la région, à la fois sur le plan géographique et sur le plan sectoriel. La carte d'investissement qui a été publiée dernièrement comprenait quatre mille projets d'investissement répartis sur 15 pays MED, ainsi qu'une liste des principaux obstacles aux investissements intra-MED. Le comité travaille également à la mise en

A ce sujet, il faut noter l'établissement en 2002 d'un Fond pour les Infrastructures de la Banque Islamique de Développement, destiné à attirer les capitaux des migrants des PM pour investir dans des projets d'infrastructures dans le monde islamique régional. Récemment, le fond a approuvé trois projets pour un montant d'environ 200 millions de US\$, qui ont été sélectionnés parmi 200 projets d'investissements présentés par 55 pays membres de la Banque Islamique de Développement.

II.6. Crédit intérieur dans les PM: 2004-2008

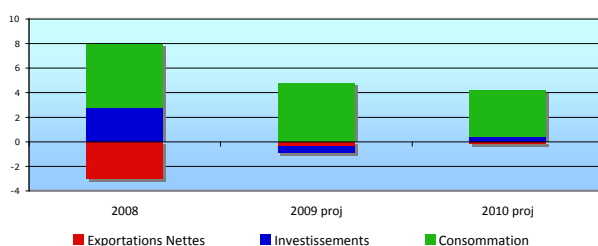
Le secteur privé continue à jouer un rôle essentiel dans les investissements intérieurs et la croissance dans pratiquement tous les PM, à l'exception de la Syrie. Le secteur privé est et restera le principal moteur de croissance et de développement dans pratiquement tous les PM. Un système bancaire commercial relativement bien développé a pris la tête pour étendre les crédits au secteur privé, à l'inverse de marchés de valeurs et obligataires beaucoup moins développés qui n'ont pas encore été capables de contribuer de manière significative à la croissance en aidant les entreprises locales à lever des fonds nationaux pour financer de nouveaux projets d'investissement dans les PM.

Graphique 10. Crédit intérieur vers le secteur privé : 2004-08 (USD Million)



Source: IMF/IFS.

Graphique 11. Contribution des PM aux taux de croissance du PIB réel (%)



Source: IMF-IFS.

En dépit des répercussions négatives actuelles de la crise financière mondiale, on a constaté une tendance à la croissance du crédit intérieur vers le secteur privé au cours des cinq dernières années (Tableau 6 et Graphique 10). En Turquie, le crédit intérieur a plus que triplé au cours de la période 2004-2008, passant de 70 milliards US\$ en 2004 à 239,6 milliards US\$ en 2008. On constate la même situation au Liban et en Algérie où le crédit intérieur a plus que doublé passant respectivement de 8,5 et 9,4 milliards en 2004 à 17,7 et 22,4 milliards US\$ en 2008. La Syrie a également connu des augmentations significatives du crédit intérieur vers le secteur privé : de 2,8 milliards en 2004 à 8,6 milliards US\$ en 2008. D'autres augmentations moins significatives se sont produites pendant cette même période dans chacun des pays suivants : Egypte, Jordanie, Maroc, Cisjordanie et Gaza, et Tunisie.

Compte tenu de l'amoindrissement des flux de capitaux vers les PM, des budgets restreints et des déficits actuels des comptes, et enfin des pressions

auxquelles sont soumises les exportations, la croissance future s'articulera sur le secteur privé.

On attend de la consommation privée qui est le principal contributeur du taux de croissance du PIB réel, qu'elle devienne le principal moteur de croissance des PM dans un proche futur (Graphique 11). Avec la reprise, les po-

litiques vont devoir se focaliser sur un changement vers encore plus de développements du secteur privé. Toutefois, s'il n'y a pas de reprise de la demande privée et de la consommation, absence couplée à un cadre limité de stimulation politique continue, il pourrait exister un fort risque d'aggravation des problèmes de croissance et de chômage. A long terme, il faudra mettre l'accent sur une augmentation de la capacité de production des PM. La question du chômage exige une plus forte croissance conduite par le secteur privé. Une faible intégration avec les économies de l'UE signifie la perte du potentiel de reprise. Avec la reprise, les politiques des gouvernements des PM vont devoir se focaliser sur l'amélioration de la productivité du secteur privé.

II.7. Flux de capitaux, politique monétaire et taux de change

L'Algérie, la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Tunisie et le Maroc ont effectivement fixé leur taux de

Tableau 7. Investissement national des PM*: 2004-2008 (USD Million)

	2004	2005	2006	2007	2008
Algérie	28283	32248	34567	46476	57057
Egypte	13355	16122	20133	27206	36455
Israël	22776	25751	27409	32640	37305
Jordanie	3124	4299	4635	4645	5437
Liban	4833	4789	5129	6939	8996
Maroc	16589	17141	19316	24437	32288
Syrie	4261	4950	5853	7484	7524
Tunisie	6796	6308	7393	8687	10872
Turquie	76210	96748	116876	139188	160367

Source: Data Bank-World Bank.

Notes: *L'investissement national est représenté par la Formation Brute de Capital. La Palestine est exclue pour des raisons de manque de données.

change sur le dollar US. Toutefois, pour la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, pays dans lesquels le compte de capital est totalement libéralisé et les transferts de capitaux transfrontaliers ne sont pas seulement limités aux transferts des travailleurs immigrés, la politique monétaire est toujours incapable de gérer les déséquilibres macroéconomiques internes, ainsi que les répercussions de la crise financière mondiale. Il est communément admis qu'une politique monétaire ne peut accommoder, au mieux, que deux éléments de l'impossible trépied, à savoir (a) la libéralisation complète des comptes de capitaux ; (b) un taux de change fixe ; et (c) une politique monétaire indépendante conçue pour parvenir aux objectifs domestiques. Un pays qui applique un régime de taux de change flottant peut bénéficier d'une politique monétaire totalement efficace et de mouvements libres de capitaux internationaux à ses frontières, alors qu'un pays qui a adopté un régime de taux de change fixe peut s'éloigner des taux d'intérêts étrangers et appliquer une politique monétaire indépendante, sous réserve qu'il interdise le mouvement de capitaux internationaux à ses frontières. La Syrie en est un exemple mais ce pays n'a jamais adopté une politique monétaire effective pour gérer les déséquilibres macroéconomiques internes. Si le taux de change est fixe et les mouvements de capitaux transfrontaliers sont libres, alors la politique monétaire est dans l'impossibilité d'atteindre les objectifs intérieurs, puisque toute tentative

des autorités monétaires pour resserrer la masse monétaire aura également pour effet de stériliser les afflux de capitaux afin d'éviter l'appréciation du taux de change.

III. Impact des flux de capitaux, volatilité et contribution aux investissements et à la dette

III.1. Contribution des flux de capitaux à l'investissement national

Après qu'il ait contribué à environ 4% du taux de croissance du PIB réel en 2008, on s'attend à ce que l'investissement dans les PM soit malheureusement le plus bas contributeur au taux de croissance du PIB réel en 2010, suivi par les exportations qui devraient contribuer négativement au taux de croissance du PIB. Les PM devront s'en remettre à la consommation privée pour stimuler la croissance du PIB suivie par la consommation gouvernementale en 2010 et 2011. La balance commerciale a présenté des déficits récurrents depuis le début des années 2000 - à l'exception peut être de l'Égypte et de la Turquie - et n'a pas été en mesure d'induire la croissance et le développement. De plus, pendant la crise de 2008, elle a contribué négativement au taux de croissance du PIB réel.

Compte tenu de la taille de son économie, la Turquie a été le leader des PM en termes de niveaux d'investissement en 2008, à environ 160 mil-

Tableau 8. Les IDE comme ratio des investissements totaux: 2004-2008 (%)

	2004	2005	2006	2007	2008
Algérie	3.12	3.35	5.19	3.58	4.64
Égypte	16.15	33.35	49.88	42.56	26.05
Israël	11.10	16.59	53.86	27.63	25.84
Jordanie	20.84	41.27	70.51	56.45	52.04
Liban	41.24	58.28	52.15	48.65	48.17
Maroc	6.45	9.64	12.68	11.47	7.70
Palestine	--	--	--	--	--
Syrie	6.45	10.10	11.26	16.59	19.50
Tunisie	9.40	12.40	44.80	18.60	25.37
Turquie	3.65	10.35	17.17	15.81	11.32

Source: UNCTAD, World Investment Report, différents rapports et Data Bank-World Bank.

Tableau 9. Investissement en portefeuilles comme ratio de l'investissement total: 2004-2008 (%)

	2004	2005	2006	2007	2008
Algérie	--	--	--	--	--
Egypte	0.01	0.01	0.01	0.02	0.03
Israël	0.02	0.03	0.06	0.06	0.03
Jordanie	--	--	--	--	--
Liban	0.03	0.01	0.01	0.01	0.01
Maroc	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Syrie	--	--	--	--	--
Tunisie	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Turquie	0.02	0.02	0.02	0.03	0.03

Source: IMF-IFS.

liards US\$, suivie de l'Algérie, d'Israël, et du Maroc avec 57, 37, et 32 milliards respectivement (Tableau 7). L'investissement total au Liban, en Jordanie, et en Syrie est resté en dessous des 10 milliards US\$, à 8,9, 5,4, et 7,5 milliards respectivement en 2008.

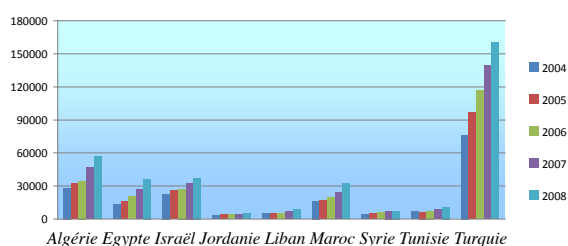
La Graphique 12 montre qu'en dépit de la crise financière de 2008, l'investissement national dans tous les PM suit toujours une courbe croissante depuis 2004, malgré l'assèchement des flux de capitaux depuis la fin 2008 et la pression montante qui en résulte sur les taux d'intérêt réels. Dans pratiquement tous les PM le secteur public a été l'acteur principal pour la stimulation des projets d'investissement qu'il s'agisse d'infrastructures ou d'autres types de projets publics. L'augmentation des investissements publics que ce soit par les dépenses ou les projets d'infrastructure ou par le biais de différents packages de stimulation introduits depuis l'éruption de la crise est inférieure à l'augmentation des investissements nationaux. On s'attend toutefois à une inversion de la tendance qui commencerait en 2009, comme résultat de taux d'intérêt réels plus élevés et l'effet "crowding out" ultérieur, l'assèchement des liquidités particulièrement les liquidités provenant des pays du Golfe, et autres formes de flux de capitaux tels que les portefeuilles et les IDE.

Le Tableau 8 montre que la contribution des IDE à l'investissement intérieur a été

significative pour l'Égypte et la Jordanie au cours de la période 2004-2008, avec un pic à environ 50 et 70% en 2006, puis une descente à 26 et 52 % respectivement en 2008. En Tunisie et au Liban les contributions des IDE aux investissements intérieurs ont été un peu significatives à 48 et 25 % respectivement. Les contributions sont bien moins significatives en Algérie, au Maroc, et en Syrie, avec des moyennes autour de 10% des investissements totaux au cours de la période considérée.

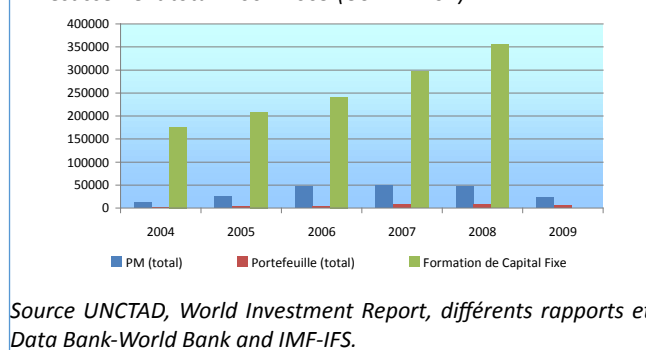
Le tableau 9 montre que la contribution des flux de portefeuilles à l'investissement intérieur n'a pas été significative pour tous les PM sur la période 2004-2008, à l'exception peut être d'Israël avec une contribution d'environ 0,06% entre 2006-2007. En Égypte la contribution des flux de portefeuilles à l'investissement total est restée en dessous de 0,03% pendant la période considérée, et les chiffres sont similaires pour la Turquie. Les chiffres pour le Liban sont beaucoup plus bas à environ 0,01% de l'investissement total. La contribution des flux de portefeuilles à

Graphique 12. Investissement national PM: 2004-2008 (USD Million)



Source: Data Bank-World Bank.

Graphique 13. Contribution des IDE et des flux de portefeuilles à l'investissement total: 2004-2009 (USD Million)



Source UNCTAD, World Investment Report, différents rapports et Data Bank-World Bank and IMF-IFS.

l'investissement intérieur est restée insignifiante au Maroc et en Tunisie.

La Graphique 13 montre clairement que les IDE et les investissements en portefeuilles contribuent peu aux investissements intérieurs dans la plupart des PM. Ceci explique leur faible contribution à la croissance et au développement dans ces économies respectives. Pour les raisons déjà discutées ci-dessus les flux d'IDE sont toujours limités dans la région MED, alors que les flux de portefeuilles sont encore plus limités en raison des marchés de valeurs toujours sous-développés et de la simple absence de marchés obligataires correctement développés.

Avec les très décevantes contributions des IDE et des investissements de portefeuilles aux investissements intérieurs et à la croissance dans la plupart des PM, il faut noter un fait "stylisé" dans la région MED à savoir la taille significative du secteur public dans chacun des PM et le fait que le secteur public engage la majorité des dépenses d'investissement. Ceci explique les observations faites dans la Graphique 13 où les IDE et les flux de portefeuilles ne constituent qu'une petite portion de la formation du capital brut. De plus, la littérature abonde d'études montrant la contribution positive des dépenses gouvernementales à la croissance économique, particulièrement dans les pays les moins développés (Less Developed Countries - LDCs). Dans ces études, l'analyse de la dépense publique est basée sur sa contribution au secteur productif – du côté de l'offre – et sur sa

contribution au côté demande – dans le cadre keynésien et post-keynésien. Malgré de nombreuses critiques au début des années 90 lorsque le système économique plus libéral se dressait contre l'interventionnisme étatique dans l'économie, de nombreuses études empiriques ont montré que la dépense publique conduisait à la croissance. Les modèles de croissance endogène et de nombreuses études néo-classiques (Barro, 1991, et Barro et Sala-i-Martin 1995), montrent clairement que l'intervention étatique dans les infrastructures a un effet positif sur la croissance par son impact positif sur les revenus des foyers et des entreprises. De plus, les dépenses gouvernementales dans les infrastructures favorisent et améliorent l'investissement privé. Il est clair que le gouvernement ne devrait pas intervenir lorsque le marché – c'est à dire le secteur privé – est capable d'améliorer la croissance (investissement, innovations techniques, recherche, etc.). Ceci n'est visiblement pas le cas dans la plupart des PM où le secteur public joue un rôle majeur dans l'économie.

III.2. Flux de capitaux, taux de change et dette

La crise financière actuelle a inversé les gains obtenus au cours de la dernière décennie en réduisant les charges de la dette de certains PM. De plus, elle pourrait induire le risque de nouvelles crises de la dette/des taux de change en raison d'une dangereuse combinaison de taux de change fixes, de chocs financiers extérieurs négatifs, d'un coût plus élevé du service de la dette, et du besoin pressant d'augmentation de nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs. De plus, la structure de la dette publique des PM met en évidence l'étendue de la vulnérabilité de leur charge de la dette à des mouvements abrupts de flux de capitaux et de taux de change, comme cela a été le cas au cours de la crise financière actuelle. La durabilité de la dette en devises étrangères s'étend au delà de la conduite intérieure d'un mélange de politique fiscale et monétaire en tant que telle pour

Tableau 10. Dette publique des PM: 2004-2009 (USD Million)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Egypte	83791.9	90844.6	98041.8	110268.1	121159.4	140123.3
Israël	120705.5	123225.7	120741.3	127553.5	152451.8	151665.4
Jordanie	10129.8	10569.8	10366.7	11565.6	11880.2	13394.2
Liban	34800	38500	40600	42060	47000	50900
Maroc	33182.3	36948	37646.5	40254.5	42037.7	42614.5
Tunisie	16788.8	16917.3	16711.2	17947.3	19656.9	18067.5
Turquie	232327.2	252237.5	243258.2	254317.9	282784.9	287656.3

Source: Euromonitor International à partir de statistiques nationales/Eurostat/International Monetary Fund/OECD.

Notes: Algérie et Palestine exclues pour cause de manque de données

devenir également dépendante des résultats des politiques de change, et de l'étendue des flux de capitaux (exportations, transferts, IDE et flux de portefeuilles) vers les PM individuels. Les PM doivent étroitement coordonner l'optimum du mélange de politique monétaire et fiscale qui aura d'importantes implications sur les dispositions existantes de taux de change, et sur la manière dont ces pays pourront dans le futur être mieux à même de résister aux crises financières similaires à celle de 2008.

Le tableau 10 montre qu'à l'exception de la Tunisie, la dette publique des PM a continué d'augmenter pendant les cinq dernières années. Toutefois, il est clair que la crise financière et l'assèchement des flux de capitaux vers les PM ont eu un impact négatif sur la charge de la dette en Egypte, Jordanie, Liban, et Turquie. En Egypte, la dette publique totale est passée de 121 milliards US\$ en 2007 à 140 milliards en 2009, soit une augmentation de

près de 15% en juste deux ans. On peut observer des scénarios similaires en Jordanie, au Liban, en Israël et en Turquie où la dette est passée respectivement de 11,5, 47, 127,5 et 254,3 milliards en 2007, à 13,3, 50,9, 151,6, et 287,6 milliards en 2009. La Tunisie et le Maroc semblent avoir été en mesure de contenir la charge de la dette au cours de la période considérée en dépit de la crise financière actuelle.

Toutefois, l'augmentation des taux de croissance du PIB réel ont amorti les effets d'une dette publique accrue sur les économies respectives des PM comme suit. En Egypte et même si la dette a augmenté en termes absolus, elle suit une tendance à la baisse en termes relatifs par rapport au PIB (voir Tableau 11). Entre 2007-2009, le ratio dette/PIB a chuté de 83,5% à 74,9%. De même, au Liban et en Jordanie où les ratios dette/PIB ont également diminué de 168 à 68% en 2007 pour atteindre 158,5 et 58,5% respectivement en 2009.

Tableau 11. Ratios dette publique/PIB des PM : 2004-2009 (%)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Egypte	107	97.5	91	83.5	73.6	74.9
Israël	95.2	91.8	82.8	76.4	75.4	77.9
Jordanie	88.9	84	70.8	68	56	58.5
Liban	162.1	176.1	180.9	167.9	160.9	158.5
Maroc	58.3	62.1	57.4	53.5	47.3	46.9
Tunisie	59.4	58.1	53.7	50.4	48	45.7
Turquie	59.2	52.3	46.1	39.4	38.8	46.9

Source: Euromonitor International à partir de statistiques nationales/Eurostat/International Monetary Fund/OECD..

Notes: Algérie et Palestine exclues pour cause de manque de données

Ces améliorations notées des ratios dette/PIB de plusieurs PM sont toutefois supposées avoir eu un effet négatif au cours des deux années suivantes à la suite de l'impact de la crise financière sur le secteur réel des PM. La Turquie se singularise avec une augmentation des ratios dette/PIB avec une augmentation de 38,8% en 2008 à 46,9 % en 2009 (Tableau 11).

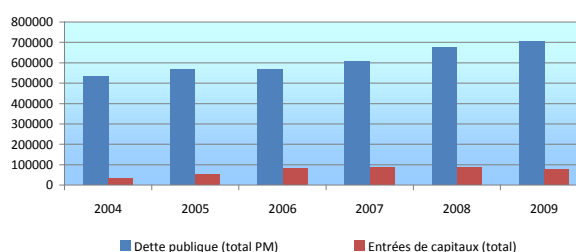
La Graphique 14 met en évidence la contribution des flux de capitaux (essentiellement les transferts, IDE et les flux de portefeuilles) à la dette publique totale des PM et son service. Pour les huit PM considérés les afflux de capitaux totaux sont restés bien en dessous du niveau de 100 milliards US\$ pendant la période 2004-2009, alors que la dette publique totale se situait autour de 500-700 milliards US\$. Alors qu'il est clair que ces flux de capitaux ont été plutôt insignifiants lorsqu'on les considère en termes relatifs par rapport à la dette publique totale, ils sont dans certains cas (ex. Liban, Egypte, et Jordanie) cruciaux pour couvrir le service de leur dette respective. Sachant que les afflux de capitaux vers les PM devraient diminuer, de même que les taux de croissance des PIB, les PM auront beaucoup de mal à rembourser leur dette mais également à répondre à leurs obligations du service de la dette. Ceci peut menacer leurs économies respectives et pourrait déclencher une crise de la dette et de la balance des paiements dans les PM qui maintiennent un régime de taux de change fixe, tels que le Liban et la Jordanie.

D'autre part, il est probable que les accords EuroMed vont augmenter les flux commerciaux avec les pays UE, et ceci va probablement aggraver l'effet sur la balance des paiements du mauvais alignement des taux de change. Si l'on considère spécifiquement le cas d'une entreprise située dans un PM dont la parité est fixée sur celle du dollar, compte tenu de la structure du système financier actuel, le dollar US

représente la portion majeure de l'entreprise, ainsi que la dénomination de la dette des PM, alors que les revenus seront de plus en plus liés à l'Euro. Si l'Euro se déprécie par rapport au dollar - comme ce fut le cas au cours des 6 derniers mois - l'entreprise subira une détérioration de son bilan susceptible de réduire sa capacité d'investissement, et dans l'aggrégat affectera négativement la croissance économique des PM, et possiblement générera une chaîne de défauts. La même chose est vraie pour une PM dont la dette est en dollars US et les exportations se font en Euros. Il est alors probable que les futures volatilités des taux de change et les accords Euro-MED amplifieront le risque d'effets sur la balance des paiements liés aux mouvements des taux de change.

La littérature théorique (voir Aghion, et al., 2001) sur la manière dont les disparités de devises affectent les bilans de chacun des pays, et le niveau global de l'activité économique démontrent qu'une dévaluation réelle augmente la valeur en devise nationale de la dette étrangère, et donc affaiblit la position de ce pays face à la dette. Parce qu'elle affaiblit les bilans des pays et des entreprises, toute dévaluation réelle empêche les entreprises nationales d'augmenter la production ou l'investissement. Si tel est le cas, l'effet expansionniste d'une dévaluation mise en oeuvre dans le cadre des modèles standards Mundell-Fleming est soit atténué soit complètement éliminé, conduisant à

Graphique 14. Contribution des flux de capitaux à la dette publique des PM : 2004-2009 (USD Million)



Source: Euromonitor International à partir de statistiques nationales/Eurostat/International Monetary Fund/OECD, World Bank, World Development Indicators, et UNCTAD, World Investment Report, diff. rapports.

Notes: Les flux totaux de capitaux sont la somme des IDE, entrées de portefeuilles et de transferts. Algérie et Palestine exclues pour cause de manque de données.

une situation dans laquelle la dévaluation devient contractionnaire. Alors que selon certains auteurs le résultat du modèle Mundell-Fleming standard se tient toujours même en présence des disparités de devises, d'autres auteurs (Aghion et al., 2001) soulignent que si l'effet du bilan est suffisamment ample, la dévaluation peut être contractionnaire. Il s'agit d'une question extrêmement sérieuse dans l'accord EuroMed dans lequel les entreprises dont les revenus seront en Euros peuvent se retrouver à emprunter dans une devise (dollar US) et à exporter dans une autre devise (Euro).

En fait, en 1994, le gouvernement du Mexique a entrepris une dévaluation qui lui avait été recommandée par le FMI, en partie pour corriger une surévaluation réelle du taux de change qui semblait bloquer la croissance du pays. Une correction similaire du taux de change avait en fait conduit à une accélération de la croissance économique quelques années avant en Grande Bretagne et en Italie, lorsque ces pays adoptèrent le mécanisme de taux de change du système monétaire européen et autorisèrent la dépréciation de leur taux de change. De manière surprenante, au Mexique, la dévaluation a été suivie non pas d'une amélioration de la croissance, mais d'une crise de la dette (le refus des créditeurs de renouveler la dette ou d'accorder de nouveaux prêts) qui a conduit à une forte contraction de l'activité économique.

Comme conséquence de la parité du taux de change avec le dollar US et du fait qu'une partie majeure de la dette extérieure des PM est en dollars US, le bilan type d'un PM ou d'une entreprise de la région MED est en général caractérisé par des aspects similaires : une dette en dollars du côté du passif alors que les revenus sont de plus en plus en Euros. La majeure partie de la dette aux niveaux de l'entreprise et du pays est en dollars US. Au cours des dernières décennies, la volatilité des taux d'intérêts et des taux de change a eu des impacts négatifs sur les entreprises qui opèrent dans les PM d'une part, et sur la position fiscale de pratiquement tous les PM d'autre part. Les PM

avec des passifs en dollars US ont considérablement souffert en raison de la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt. Ainsi, la composition moyenne d'un bilan type d'une entreprise marocaine, égyptienne ou israélienne était à 80-90% en dollars, et la majorité de son passif venait de créditeurs étasuniens. La situation est similaire pour les entreprises jordaniennes où l'on constate que la structure du passif est fortement dollarisée. On observe des ratios passifs sur levier moyens similaires au Liban, en Algérie, en Tunisie et en Syrie.

De plus, en 2009, la composition de la dette publique au Liban était pour la moitié en devise locale et pour la moitié en dollars US. Ces chiffres sont relativement similaires en Jordanie et en Egypte. De plus, et après l'établissement de la zone de libre échange Euro-MED, la part d'éléments négociables dans la structure de production de l'entreprise devrait augmenter considérablement. Ceci va encore amplifier l'effet sur le bilan de la volatilité du taux de change. En conséquence de quoi, l'entreprise subira un impact négatif en termes d'investissement de production et d'emploi.

L'amélioration des marchés intérieurs des capitaux est une manière d'amortir les effets de la crise et aide à réduire l'exposition des entreprises privées aux disparités de devises induites par les emprunts à l'étranger. Ces entreprises seront en mesure de lever des fonds localement et de diminuer leur exposition aux chocs financiers extérieurs. Elles réduiront également toute disparité de devise (risque lié au taux de change) de leur bilan, et amortiront les implications de toute fuite soudaine de capitaux résultant de la crise actuelle ou de tout autre choc financier.

III.3. Volatilité des flux de capitaux

En règle générale, de nombreux facteurs peuvent influencer la volatilité des flux de capitaux, et particulièrement les entrées d'IDE dans les PM [3]. Tout d'abord, il est avéré que les IDE constituent la pre-

mière source d'entrée de capitaux pour les pays en voie de développement en général, représentant environ deux tiers des flux de capitaux vers les PMD en 2007 et 2008, environ 85% des flux de capitaux vers l'Amérique Latine. L'impact de la volatilité des taux de change sur les décisions d'investissement par les entreprises internationales est un facteur important. Devereux et Engel (2000) considèrent l'impact des régimes de taux de change fixes ou flottants sur le bien-être social en présence d'une forme stylisée d'IDE. Selon ces auteurs, l'incertitude des taux de change provenant du régime flottant représente deux risques potentiels pour une entreprise étrangère qui investirait dans une entreprise du pays d'origine. Tout d'abord, elle est confrontée au risque direct d'une dépréciation de la devise locale conduisant à une perte nette si le coût fixe est payé avant que le choc du taux de change se produise. Ensuite, une appréciation du taux de change pourrait causer un choc négatif sur les ventes sur le marché local, causant également une perte nette.

L'environnement politique instable de la région MED - qu'il s'agisse du conflit arabo-israélien ou de conflits politiques internes dans certains PM - constitue un autre facteur important non attractif pour les IDE et autres formes d'investissements en capitaux dans la région MED. De plus, la région MED est toujours derrière les autres régions émergentes en termes d'intégration économique et financière, malgré quelques efforts dans cette direction comme l'établissement du GCC et du GAFTA. De plus, les accords d'association bilatérale pourraient conduire à un système commercial de « moyeu-rayons » (Wonacott 1996). Dans le cadre d'un tel système, le pays « moyeu » (ici l'UE) libéralise ses échanges avec chacun des pays « rayons » (les PM). Toutefois, les « rayons » ne libéralisent leurs échanges qu'avec un seul pays, le « moyeu » Europe. Les producteurs du « moyeu » UE peuvent obtenir des intrants au moindre coût de n'importe lequel des pays « rayons », alors que les producteurs en concurrence dans les pays « rayons » ne bénéficient que de la chute des coûts

des importations en provenance du « moyeu ». En conséquence, les producteurs du « moyeu » européen obtiennent un avantage concurrentiel sur les producteurs de chacun des pays « rayons » PM lors de la mise en oeuvre des accords d'association bilatéraux. Les producteurs du « moyeu » européen sont confrontés à des barrières plus basses pour la vente de leurs produits dans chacun des PM que les producteurs des PM, qui gagnent un meilleur accès au marché UE mais pas entre eux.

Le résultat du système d'échange « moyeu-rayons » des accords d'association EuroMed est que les investisseurs internationaux dirigeront quelques IDE vers le moyeu UE, afin de tirer avantage de son accès exclusif à tous les marchés PM, plutôt que d'investir dans les PM. Une fois que de nouveaux clusters auront été établis dans l'UE, les forces économiques freineront leur relocalisation vers les rayons une fois que les accords bilatéraux auront été étendus à la ZLE EuroMed. Ces forces économiques comprennent des économies d'échelle, l'emplacement d'industries fournisseuses d'intrants, le regroupement de main d'oeuvre et le regroupement des informations. Malheureusement, de nombreux PM disposent de ressources limitées pour négocier et mettre en oeuvre des accords commerciaux multiples. De ce fait, les gouvernements des PM ont concentré leurs ressources sur la mise en oeuvre de la nouvelle génération d'accords d'association avec l'UE, tout en dédiant moins leurs ressources limitées à l'intégration intra-régionale. Il est impératif que les gouvernements des PM libéralisent rapidement le commerce et la finance et standardisent les échanges entre les voisins régionaux, pour éviter la diversion artificielle des IDE provenant des PM vers les clusters industriels de l'UE. Seule une ZLE EuroMed assurera des gains économiques et un accès égal aux marchés et aux IDE pour tous les partenaires. Il est impératif que les PM passent rapidement à la libéralisation du commerce intra-régional et aux flux d'IDE, et améliorent l'intégration financière et monétaire sud-sud.

L'existence de disparités des taux de change réels est un autre facteur susceptible d'influencer la

volatilité des flux de capitaux des PM. On dispose d'une multitude de preuves empiriques suggérant que les mouvements des taux de change affectent la volatilité des flux de capitaux, principalement les IDE (voir Froot et Stein (1991), Blonigen, (1997), et Klein et Rosengreen, (1994)). Ceci a été particulièrement dommageable pour les entrées d'IDE au cours des années 90 lorsque plusieurs PM ont vécu plusieurs épisodes de volatilité des taux de change. De plus, Froot et Stein (1991) lient les flux d'IDE à l'existence d'imperfections dans les marchés des capitaux. Ces imperfections de marchés des capitaux continuent à prévaloir dans tous les PM. En particulier, les asymétries informationnelles concernant la valeur d'un investissement limiteront l'effet de levier des entreprises, rendant coûteux ou impossible le financement total de l'investissement par le bien d'emprunts. Les changements du taux de change réel affectent la richesse, et donc les contraintes liées aux emprunts. Si les étrangers ont tendance à détenir plus d'avoirs en non-dollars, une dépréciation de cette devise augmente leur richesse relative, et soulage leurs contraintes d'emprunt. Ceci va ensuite leur permettre d'effectuer plus d'investissements à l'étranger.

Blonigen (1997) propose une autre voie pour que les taux de change deviennent importants. Il note que l'acquisition d'une entreprise permet des transferts de connaissance de l'entreprise mère vers ses filiales, ainsi que des filiales vers l'entreprise mère. Cette connaissance peut prendre la forme du développement d'un produit ou d'un procédé. Si cette technologie peut être appliquée par la maison mère sur son propre marché, ceci pourrait conduire à un flux de profits sur le marché intérieur, en devise locale. Si tel est le cas, une dépréciation dans le pays hôte cible réduira le coût des flux de revenus.

Cette dernière voie semble un scénario plausible pour les IDE entre pays de l'UE, mais ne semble pas correspondre aux IDE EU-MED. Les entreprises de l'UE font rarement l'acquisition d'une entreprise d'un pays MED dans l'espoir d'obtenir une nouvel-

le technologie applicable dans leurs pays d'origine. Généralement, ils se lancent dans des activités de production dans un pays MED pour l'une des deux raisons suivantes : soit pour tirer profit de la différence de dotations relative de facteurs et d'avantage comparatif, afin de réduire le coûts globaux de production (comme dans les modèles verticaux des IDE), ou pour servir de marché protégé qu'il serait trop coûteux de servir par le biais du commerce (comme dans le modèle vertical des IDE). Dans le cas des IDE verticaux, les entreprises qui produisent pour le marché mondial localisent différents stades de production dans différents pays afin de réduire les coûts. Une dépréciation du taux de change attirera les IDE dans des projets à forte composante de main d'oeuvre et foncière, sachant que le coût de la main d'oeuvre et de l'immobilier sont maintenant relativement plus bas.

Dans le cas des IDE horizontaux de contournement de barrières, les entreprises disposent de multiples installations qui produisent le même bien, chaque installation alimentant le marché local. L'engagement d'une entreprise dans les IDE dans un pays donné dépendra du coût relatif du service de ce marché via le commerce ou via la production locale. Une dépréciation du taux de change dans le pays hôte réduira le coût de production du bien par le biais de la production locale, par rapport au service de ce marché par le commerce.

Pour le moment, nous avons discuté un certain nombre de canaux par le biais desquels la dépréciation du taux de change pourrait augmenter les afflux d'IDE. Ces canaux suggèrent que les mouvements dans le taux de change bilatéral entre deux pays affectent les montants relatifs des IDE que ces deux pays reçoivent. Dans le cas d'IDE verticaux, avec lesquels une entreprise produit pour le marché mondial, une dépréciation peut favoriser la localisation dans un pays dépréciateur aux dépens de tous les autres hôtes potentiels. Une dépréciation en Tunisie, ou en Israël, rendra le Maroc moins attractif comme localisation d'IDE. Dans le plus pur cas d'IDE horizontal, dans lequel chaque centre de

production produit pour le marché domestique, en principe une dépréciation devrait augmenter les afflux d'IDE, mais pas nécessairement aux dépens d'autres hôtes potentiels. Dans la mesure où les usines ne produisent que pour le marché domestique, Israël et la Tunisie recevraient plus d'IDE si leur devise était dépréciée, mais en principe le Maroc ne devrait pas être affecté.

Le problème de cet argument c'est qu'il ne prend pas en compte l'existence d'un accord d'intégration régionale EuroMed, qui créera un marché élargi protégé du monde extérieur. Sous réserve qu'il y ait des économies d'échelle, l'élimination des barrières commerciales implicites à l'accord d'intégration régionale, conduira les entreprises à produire dans un seul endroit dans ce bloc, et à servir le marché élargi à partir de cet endroit. Les accords commerciaux régionaux Euro-MED peuvent donc créer un espace de forte concurrence pour la localisation des investissements. Dans ces conditions, les variations des taux de change réels bilatéraux entre les pays du bloc EuroMed, qui affectent les coûts de production relatifs, peuvent avoir d'importantes conséquences pour la localisation d'un nouvel IDE, et dans de nombreux cas peuvent faire changer la localisation des investissements existants également. Cet argument suggère que les changements dans le taux de change réel bilatéral entre le Maroc et la Tunisie devraient avoir un effet plus large sur l'investissement au Maroc que des changements similaires du taux de change entre des pays en dehors de l'AIR EuroMed. En d'autres termes, nous attendons de l'élasticité des IDE relatifs par rapport aux taux de change relatifs soient plus élevés dans le cas de pays appartenant à l'AIR EuroMed. Considérons le cas d'IDE horizontaux, dans lesquels chaque usine de production produit pour le marché domestique. Si la raison clef de la production dans les marchés locaux est le contournement des barrières commerciales, un accord commercial qui crée un marché élargi protégé du monde extérieur conduit les entreprises à produire dans un seul endroit dans le bloc et à servir le marché élargi à partir de cet endroit. Ceci

peut créer un espace d'intense compétition pour la localisation d'un investissement dans lequel les disparités de change réel peuvent avoir des conséquences importantes pour la localisation de l'IDE. Ceci est également vrai pour les IDE verticaux dans lesquels la dépréciation du taux de change du pays hôte peut attirer des IDE aux dépens de tous les autres pays EuroMed.

Avec tous ces points à l'esprit, si les PM maintiennent leur parité avec le dollar et que cette devise s'apprécie par rapport à l'Euro comme cela fut le cas en 1999-2002, ce qui signifiait une réelle appréciation des devises PM d'environ 30% par rapport à l'Euro, alors les IDE se relocaliseront certainement vers les pays UE. A l'établissement de la ZLE euro-MED et pour éviter la répétition de ce scénario, une parité avec l'euro devrait remplacer une parité avec le dollar. Cette parité éliminerait toute appréciation artificielle des devises PM contre leur principal partenaire commercial à savoir l'UE, en raison de l'appréciation du dollar US. Une fois qu'un grand marché aura été créé dans la région Euro-MED, les politiques de taux de change devraient être altérées pour prendre en compte tout impact négatif futur des appréciations de taux de change réels. Une manière d'éviter ce problème est une plus grande fixité à l'Euro, ou encore mieux une union monétaire euroméditerranéenne avec l'euro comme seule devise.

IV. Recommandations politiques

En règle générale, depuis le début des années 90, les performances de croissance des PM sont décevantes. Les IDE et autres formes de flux de capitaux sont encore relativement très limités dans la région. L'environnement politique instable, les accords de partenariat euro-méditerranéens, et les retombées de la crise financière globale ne favorisent pas du tout l'afflux de capitaux, ni l'amélioration des performances de croissance des PM. De plus, les conditions se détériorent sur le marché du travail avec des performances alarmantes depuis le début des années 2000. L'accumulation de

capitaux et toutes sortes d'investissements – IDE ou portefeuilles – n'apportent pas encore d'avantage de croissance significative dans la région. L'environnement politique instable qui affecte les PM ne conduit pas à l'amélioration des investissements et de l'accumulation de capitaux dans la région. La gouvernance, la corruption et autres obstacles bureaucratiques à l'afflux de capitaux ont été un facteur d'entrave pour l'attractivité de la région pour toutes sortes de flux de capitaux. De plus, l'absence d'intégration économique dans la région MED est toujours un facteur derrière le bas niveau d'IDE. Les flux de capitaux intra-régionaux se font principalement sous la forme de transferts de travailleurs immigrés et d'assistance étrangère – qui sont fortement corrélés aux circonstances économiques du donateur – et donc avec les fluctuations des prix mondiaux du pétrole et autres facteurs macroéconomiques.

Le développement du secteur financier PM devrait être la première priorité de l'ordre du jour des réformes. Le rôle du secteur bancaire a été crucial pour la croissance économique, car il a constitué la principale source de financement des activités du secteur privé. Le marché des valeurs et des obligations sont parfois virtuellement absents et les entreprises ne peuvent pas lever de fonds domestiques. L'intégration financière améliorée dans la région MED devrait apporter des avantages considérables aux investisseurs MED en améliorant la mobilité transfrontalière des capitaux. En conséquence de quoi, le marché des capitaux plus liquide offrirait des coûts d'emprunts plus bas pour les entreprises MED qui souhaitent lever des fonds localement. De plus, les institutions financières internationales seront prêtes à diversifier leurs portefeuilles en puisant dans les marchés financiers des PM qui bénéficieront des afflux de capitaux de portefeuilles, si la convergence des retours sur avoirs dans les marchés internationaux conduit les investisseurs internationaux à augmenter leurs holdings de marchés afin de diversifier avec une large gamme de risques et de rendements.

L'amélioration de la libéralisation financière dans la région MED devrait améliorer l'intermédiation régionale de ressources financières par une intégration étroite des marchés financiers et un accès amélioré des résidents de PM aux marchés financiers mondiaux pour financer l'investissement. De plus, les investisseurs MED auront accès à une variété de ratios de retour ajustés aux risques pour améliorer l'efficacité de l'allocation et de la diversification de portefeuilles, qui amélioreront l'efficacité des marchés financiers MENA. L'augmentation de la libéralisation dans la région MENA devrait attirer d'importants investissements de portefeuilles vers la région à des fins de diversifications.

L'amélioration des marchés locaux des capitaux – particulièrement les marchés de valeurs – est une autre manière d'amortir les effets de la crise, qui aiderait à réduire l'exposition des entreprises privées aux disparités de devises causées par les emprunts étrangers. Les entreprises seront en mesure de lever des fonds localement et de réduire leur exposition aux chocs financiers externes. Elles vont également réduire toute disparité de devises (risque du taux de change) dans leurs bilans et amortir les implications de toutes fuites de capitaux soudaines résultant de la crise actuelle ou d'autres chocs financiers.

D'autre part, une partie importante de l'intégration financière est l'augmentation du commerce transfrontalier par la suppression des barrières au commerce et aux capitaux telles que prévues dans les accords commerciaux euro-MED, le GCC et les accords du GAFTA, et autres accords commerciaux MED. Toutefois, l'environnement financier instable dans certaines parties de la région MED, les politiques financières menées peuvent ne pas assurer la stabilité requise pour une meilleure intégration financière à l'échelle régionale. Il est bien connu que l'instabilité financière a en fait été à ce jour un obstacle à une meilleure intégration dans la région MED. Avec l'avancée de la libéralisation régionale et mondiale, les politiques élaborées dans des conditions macroéconomiques se retrouveront de

plus en plus sous pression pour ne pas assurer la stabilité nécessaire à un développement économique sain dans le nouveau contexte d'intégration régionale. La coordination de la politique macro-économique, comme partie intégrante d'accords d'échanges libres multilatéraux dans la région MED, peuvent en conséquence se révéler indispensables pour la réussite de l'intégration économique dans la région.

Les régimes de taux de change flexible dans les PM peuvent ne pas constituer une alternative viable pour la majorité des PM, compte tenu de l'absence virtuelle de politiques monétaires indépendantes et de marchés de capitaux bien développés. Une autre considération est que les institutions sous-développées monétaires, et politiques tendent à saper l'efficacité d'une politique monétaire discrétionnaire. Pour le moment, certains types de disposition fixe peuvent être l'option la plus sûre pour la plupart de ces pays. Pour les PM qui commercent significativement avec l'UE, la parité avec l'euro peut être plus appropriée que la parité avec le dollar. Dans tous les cas, ces pays qui maintiennent des dispositions de taux de change fixe peuvent mettre en oeuvre des mesures de prévention de crise, à savoir en exerçant une discipline finale, en gérant leurs dettes et les réserves étrangères, et en évitant l'appréciation du taux de change réel. Alors que des pays de la région MED améliorent leurs infrastructures monétaires et fiscales et deviennent plus intégrés avec les marchés de capitaux mondiaux, ils devraient également adopter une union monétaire.

Les banques centrales MED devraient améliorer la coordination des politiques financières et monétaires pour leur permettre de gérer avec plus d'efficacité les déséquilibres financiers et monétaires. L'amélioration de l'intégration financière régionale pourrait permettre de parvenir à cela. La formation d'un marché des capitaux MED intégré, à titre d'exemple, diminuerait les taux d'intérêt dans la région, bénéficiant aux PM accablés par des hauts niveaux de dette. Spécifiquement, un marché de

capitaux régional plus grand et plus intégré réduirait les coûts très élevés associés au service de la dette publique accumulée, et réduirait le coût de levée des capitaux, permettant aux entreprises de la région de s'en remettre de plus en plus au marché local plutôt qu'au marché mondial pour les ressources de développement économique ; les coûts inférieurs de levée de capitaux se traduisent en investissement et taux de croissance du PIB plus élevés.

Dans le sillage de la crise financière actuelle, les PM devront renforcer le décompte approprié des effets sur le bilan financier/corporate des chutes de prix des avoirs d'une part, et promouvoir les développements des marchés financiers d'autre part. Il est toutefois clair que la faible intégration financière avec les marchés de valeurs avancés a limité la chute, couplée aux réponses de politique monétaire et fiscale effective. A long terme, l'accent devra être déplacé vers l'augmentation de la capacité de production des PM. Le traitement du chômage nécessite une plus forte croissance conduite par le secteur. Une faible intégration avec les économies de l'UE signifie une perte du potentiel d'avantages. Alors que la reprise se fait, la politique des gouvernements PM devra concentrer ses efforts vers l'amélioration de la productivité du secteur privé.

En 2011, les risques potentiels pour les PM seront les suivants : moins d'exportations et de revenus provenant des transferts, et arrêt soudain ou inversion des flux de capitaux, principalement les flux d'IDE et de portefeuilles. De plus, l'impact du ralentissement dans les pays de l'UE se poursuivra en Egypte, au Maroc et en Tunisie, alors que le ralentissement dans les pays du Golfe continuera à impacter l'ensemble de la région. En 2010, il est probable que tous les PM souffriront de l'impact d'une croissance plus lente (qui va restreindre la "croissance de sortie de dette"), moins de revenus des pays producteurs de pétrole, et de futures augmentations de la dette gouvernementale en raison des dépenses dans le contexte de paquets fiscaux.

Même si certains PM ont récemment entrepris quelques réformes financières et mis en oeuvre des politiques macroéconomiques saines, la crise financière actuelle – qui n'est pas de leur fait – les pénalise de façon disproportionnée et place des obstacles supplémentaires qu'ils devront surmonter dans un proche futur, alors que le capital financier quitte leurs marchés et repartent vers l'épicentre de la crise qui a ouvert les vannes des obligations pour financer de gigantesques paquets de stimulation. Les PM doivent donc faire des efforts intensifs pour remonter leur part d'afflux mondiaux d'IDE qui sont restées relativement basses. Les mesures qui pourraient être prises comprennent - en plus de politiques macroéconomiques adéquates pour répondre à la crise financière actuelle – l'accélération des efforts d'intégration sud-sud économique, financiers et commerciaux, couplée à des programmes de réformes améliorés, en mettant l'accent sur les aspects institutionnels et de gouvernance en particulier. De plus, ces pays doivent accélérer la mise en oeuvre du processus de privatisation, qui représente un facteur important de promotion des afflux d'IDE au niveau mondial, particulièrement la privatisation du secteur des services. Les PM devront également combattre la corruption financière et administrative et éliminer la bureaucratie, qui représente autant de freins aux afflux d'IDE. L'instabilité politique qui affecte cette région en raison de l'échec de la paix continue à exercer une influence négative sur la capacité des PM à attirer des IDE.

Avec la poursuite de l'intégration de la région MED dans l'économie UE, l'amélioration de l'intégration économique, financière et monétaire régionale et inter-régionale, et la libéralisation rapide des comptes de capitaux respectifs, les banques centrales de Jordanie et du Liban devraient considérer un changement de régimes de taux de change flexibles, si elles souhaitent rendre leur politique monétaire plus indépendante, et gérer avec plus d'efficacité et de rapidité tout choc financier monétaire potentiel futur.

Dans une large mesure, l'UE est depuis longtemps impliquée dans des initiatives de coopération en faveur des économies PM dans le cadre des accords de partenariat euro-méditerranéens lancés en 1995, et différents instruments ont été mis en place pour supporter la modernisation et les réformes de marché financier (les exemples récents sont : MEDA, l'Instrument de Politique de Voisinage, le FEMIP, et la conférence de transition tenue à Bruxelles en 2008). Toutefois, les résultats limités obtenus à ce stade pour lancer des passerelles entre les rives de la Méditerranée ont stimulé une réflexion sur les interventions nécessaires pour rendre l'action de l'UE plus efficace, particulièrement à la lumière de la crise financière actuelle, et l'assèchement conséquent des afflux de capitaux dans les PM.

Entre 1995 et 2006, la Commission européenne a attribué 9 milliards d'euros pour soutenir la modernisation et les réformes économiques dans les PM. Un nouveau capital d'environ 3,3 milliards € a été attribué à la région pour la période 2007-2010, avant la crise. Les interventions de crédit assez importantes de la Banque Européenne d'investissement (BEI), canalisées depuis 2002, par le biais du FEMIP ont récemment augmenté, avec 107 milliards attribués pour la période 2007-2013, contre 6 milliards € investis entre 2002-2006 dans les neuf PM. De plus, on pense que les faiblesses du secteur financier des PM expliquent les médiocres résultats obtenus à ce jour, et la crise financière actuelle a encore aggravé les problèmes actuels. Parmi les futures priorités, le besoin se fait particulièrement sentir pour une meilleure coordination de l'utilisation des fonds attribués par différentes sources UE, et pour le renforcement des relations entre les diverses institutions internationales actives dans la région (ex. : commission européenne, BEI, BERD). De plus, les divers paquets de stimulation introduits au cours de la crise dans les pays UE devront prendre en compte les déséquilibres financiers actuels dans certains PM pour éviter une autre chute de ces économies, et inverser les gains qui

ont été obtenus à ce jour par le biais des divers programmes de financement ci-dessus.

Notes de fin

1. La baisse importante des prix des carburants a eu un effet de contagion sur les réserves, joint à la baisse des entrées de capitaux et la contraction des marchés à l'exportation dans tous les pays du Golfe. Cela s'explique par une faible base d'exportation, concentrée sur peu de produits, et une résilience considérable sur les revenus d'exportation de carburants pour le service de la dette et les dépenses publiques.

2. Les pays du Golfe ont été directement touchés par la crise financière à travers une baisse importante des prix des carburants et des revenus. Mais l'impact a été mitigé considérablement par l'adoption de politiques monétaire et budgétaires contra-cycliques avec des réserves substantielles accumulées avant la crise pendant la période du boom pétrolier en 2003-2008.

3. Même si cela n'a pas été le cas de tous les PM.

Chapitre 3. Mobilité de la main d'oeuvre dans la zone Euromed : potentiels ou contraintes

Introduction

La migration représente l'un des aspects les plus compliqués et les plus sensibles de la mondialisation actuelle. Il s'agit d'un phénomène inévitable irréversible qui devrait poursuivre sa croissance pendant au moins les 50 prochaines années. Il y a aujourd'hui dans le monde 214 millions d'émigrés internationaux – dont la moitié est des femmes – soit 3,1% de la population mondiale. On constate une augmentation de 40% du nombre d'émigrés par rapport à la décennie précédente. En 2009, les transferts monétaires mondiaux liés à la migration s'élevaient à 414 milliards US\$ avec plus de 75% transférés vers les pays en voie de développement. Les principales destinations de cette immigration restent les pays les plus riches et les plus développés (OCDE, Amérique du Nord, pays du Golf, etc.)[1].

La complexité de la question de la migration est la raison sous-jacente à sa sensibilité et sa vulnérabilité aux chocs externes. Selon un récent rapport de l'OCDE sur la migration, on a constaté en 2008 un déclin des flux migratoires (environ 6%), soit l'inversion d'une augmentation constante de 11% par an au cours des 5 années qui précédèrent la crise économique qui a frappé les pays de l'OCDE et affecté leurs économies avec un impact négatif sur leurs marchés du travail.

La migration au sein de la région Euromed est considérée comme un phénomène encore plus compliqué qui existe depuis plus de 40 ans mais a fait l'objet d'une polémique récemment. Après plus d'une décennie de focalisation complète sur la libéralisation du commerce et des capitaux suivie d'une libéralisation plutôt controversée des services, il est inévitable de focaliser maintenant sur le quatrième facteur de production : le capital humain.

D'un point de vue économique – capitaux, biens et services – la mobilité efficiente des personnes,

comme facteur de production, signifie une meilleure allocation des ressources là où il y a un avantage comparatif et des forces relatives. Il s'agit d'un développement naturel de la libéralisation et de l'intégration de la région Euromed. Une grande partie de l'impact positif attendu de la migration – tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine – dépend de la forme de cette immigration, des types de qualifications et d'éducation et des types de politiques mises en place pour en tirer profit ou en traiter les impacts négatifs éventuels.

Certains de ces gains positifs pour les pays d'origine pourraient être très clairs : les transferts des travailleurs et la diminution du chômage. D'autres gains pourraient être attendus des externalités positives à long terme (ex. meilleure éducation et formation et transfert de connaissances) ; toutefois, les problèmes de perte de capital humain (fuite des cerveaux) pourraient représenter des menaces pour ces pays. Les gains ou pertes potentielles dans les pays hôtes sont plus ambiguës et dépendent de nombreuses variables liées aux marchés intérieurs de ces pays. Les migrants pourraient combler les manques de main d'oeuvre dans les pays hôtes, mais il est difficile de prévoir l'impact de ce phénomène pour ces économies. De plus, les impacts indésirables potentiels restent discutables, tels que les déséquilibres d'absorption de cette main d'oeuvre par les marchés du travail et la désintégration des sociétés. Le résultat net pour les pays hôtes dépend en grande partie de l'approche et des politiques mises en oeuvre. Dans le cadre d'une étude effectuée par le RDH portant sur l'effet économique des migrations sur les pays hôtes, il a été suggéré que les pays destinataires pourraient s'approprier environ un cinquième des gains pour une augmentation de 5% du nombre de migrants, soit 190 milliards US\$[2].

Il est clair qu'à ce jour les pays de la région Euromed n'ont pas optimisé les bénéfices de la migration et les "résultats" nets de la migration sont équilibrés au cas par cas entre les gains limités pour certains pays et de fortes pertes pour d'autres. Il est admis que les

bénéfices de la migration peuvent surpasser de loin ceux attendus de la libéralisation du commerce et des capitaux, par le biais de ces effets à long terme sur le capital humain. Selon Rodrik (2002) la liberté de mobilité de la main d'œuvre peut augmenter les avantages mondiaux par un facteur de presque 25 par rapport à ceux du capital et des biens.

Le processus de Barcelone de 1995 est critiqué pour ne pas avoir adopté les bonnes approches dans son quatrième chapitre sur la migration ; la politique de voisinage favorisait les pays européens par rapport aux pays partenaires méditerranéens (PM) ; enfin, l'Union pour la Méditerranée – initialement conçue pour traiter les questions qui échappaient au partenariat et déplacer l'attention des questions politiques sensibles - n'a pas encore porté une grande attention aux questions de migration. En conséquence, il est tout à fait compréhensible que les PM considèrent la migration comme le facteur manquant qui limite les effets du partenariat.

Les causes des flux migratoires des PM, soit vers l'UE soit vers d'autres régions du monde, devraient se poursuivre pendant au moins les 5 prochaines décennies, ce qui implique qu'ils ne vont ni cesser ni diminuer dans les années à venir. Toutefois, il existe des facteurs hôtes qui ont limité l'optimisation de ses avantages potentiels. Donc, savoir si la région tirera un profit maximum de cette situation ou en subira les conséquences négatives dépend entièrement de la manière dont ces pays réussiront à gérer ce processus de manière à maximaliser les avantages. Il n'existe pas une manière de générer des bénéfices de la migration et il faudrait une approche multidimensionnelle élargie de toutes les parties impliquées pour atteindre cet objectif.

Ce chapitre traite des différents aspects de la mobilité du capital humain des PM vers l'UE, dans le contexte de l'intégration Euromed avec comme objectif l'accent mis sur les bénéfices, un examen des vrais obstacles et des recommandations sur la manière de surmonter ces obstacles pour tirer les bénéfices potentiels de cette mobilité.

Ce chapitre comprend trois parties principales. La première partie traite de l'amplitude de la migration en provenance des PM, et donc des tendances et destinations avec l'accent mis sur la migration vers l'UE, du flux inversé de transferts monétaires envoyés par les migrants de l'UE vers leurs pays d'origine et enfin des raisons derrière (ou les facteurs déterminants de) cette immigration du point de vue Euromed. Cette partie explore l'idée d'une tension démographique sur les deux rives de la Méditerranée qui a créé et continuera à créer des flux migratoires dans les décennies à venir. De plus, cette partie examine l'idée d'un différentiel de revenus et d'une fracture de développement comme facteurs de dynamique de migration.

La deuxième partie du chapitre examine les obstacles qui empêchent la région Euromed d'optimiser les bénéfices de la migration. Elle est divisée en trois parties qui reflètent trois types d'obstacles. La première section traite deux obstacles qui ont été soumis à de nombreux débats ou discussions sur leurs effets réels sur la migration : les déséquilibres potentiels sur les marchés du travail dans l'UE en raison de la migration et les questions liées à l'élargissement de l'UE. Les deuxièmes et troisièmes parties traitent des obstacles perçus comme de réels défis pour tirer profit des migrations. Ces obstacles sont liés aux PM ainsi qu'à l'UE. Du côté des PM ces obstacles comprennent la qualification des migrants et leur adéquation avec les besoins du marché du travail de l'UE. Il s'agit de trouver l'adéquation entre les qualifications des migrants dans des conditions d'informations asymétriques et d'examiner le statut des migrants de la seconde génération. Enfin, cette partie traite de la fuite des cerveaux et de ces effets nets sur les économies des PM. Du côté de l'UE ces obstacles incluent les politiques migratoires, les politiques d'intégration et le rôle du secteur informel dans l'absorption des immigrés qui ne peuvent pas trouver d'emplois appropriés dans le secteur formel.

La troisième et dernière partie examine la manière dont la région Euromed parvient à tirer les bénéfices potentiels des migrations. Cette partie comprend

des recommandations sur la manière de surmonter ces obstacles sur les deux rives de la Méditerranée. La première section se concentre sur le rôle des PM et sur ce qu'ils doivent faire pour que la migration favorise leur développement, y compris les investissements en capital humain, avec adéquation entre les qualifications et le rôle des politiques migratoires des PM. La seconde question met l'accent sur les recommandations relatives aux actions des pays de l'UE pour que la migration leurs soit bénéfique et cela comprend une révision des politiques de migration et d'intégration de ces pays. La troisième section donne des recommandations générales au niveau régional qui pourraient être prises en compte sur les deux rives. La conclusion constitue la partie finale.

I. La mobilité en Méditerranée : capital humain et capitaux de transferts

I.1. Tendances migratoires des PM vers l'UE

La migration provenant des PM est un phénomène à long terme qui remonte au début des années 50. Plus de 9% des populations des PM vivent hors de leurs pays d'origine avec une forte concentration de ces migrants dans trois régions spécifiques : l'Asie et plus particulièrement les pays du Golf, l'Europe et plus particulièrement les pays de l'UE et l'Amérique du Nord[3].

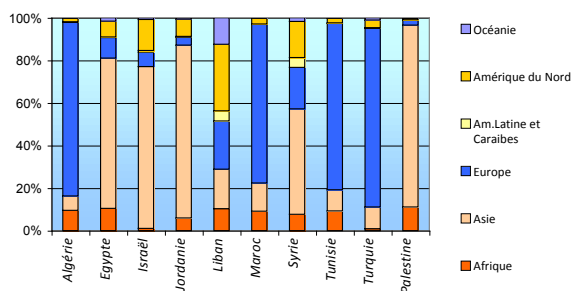
Les destinations des émigrés des PM dépendent de leur pays d'origine. Historiquement les migrants des pays du Mashrek (Egypte, Jordanie, Palestine et Syrie) vont vers les pays du Golf (fig 1). Les flux ont augmenté avec l'essor du pétrole dans les années 70, période au cours de laquelle les migrants ont bénéficié de centaines de milliers d'opportunités d'emplois dans ces économies riches en pleine croissance. Les émigrés des PM, et plus précisément ceux du Mashrek représentent environ 55% de la main d'oeuvre étrangère des pays du Golf. Après la crise des années 90 et les plans de nationalisa-

tion des pays de cette région, ces flux d'immigrants ont notablement chuté. Toutefois, cette région est toujours considérée comme la première destination pour les migrants du Mashrek. En 2001, 75% des émigrés égyptiens vivaient dans le Golf avec des contrats temporaires.

Les migrants du Maghreb sont concentrés dans les pays de l'UE, où ils représentent 82% des migrants. Les migrants turcs représentent 40% des migrants des PM vers l'UE, suivis du Maroc avec 33%. Le plus grand nombre de migrants turcs se trouve en Allemagne (90% des Turcs présents dans l'UE). Cette immigration massive vers l'Allemagne faisait suite à un accord bilatéral signé en 1991, qui permettait aux entreprises (avec des partenaires Turcs) d'employer des travailleurs Turcs. D'autres concentrations d'immigrants sont liées à la période coloniale, comme cela est le cas pour la France avec les migrants du Maghreb.

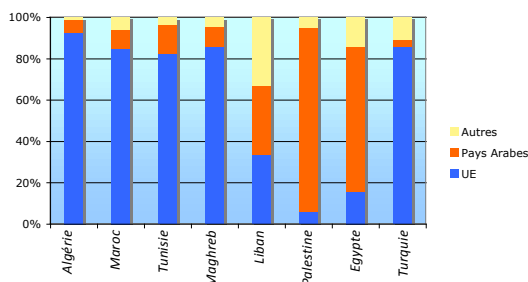
Il est à noter que les pays européens, particulièrement ceux d'Europe de l'Ouest, sont les lieux de

Graphique 1. Flux de migration des PM à l'UE27



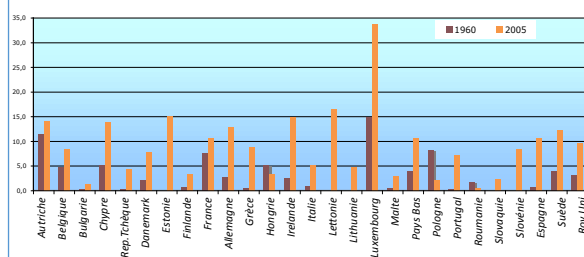
Source: UNDP, HR 2009

Graphique 2. PM en fonction du pays de destination (%)



Source: Carim, 2005, à partir de statistiques nationales des pays envoyeurs et pour les années les plus récentes.

Graphique 3 Part internationale des Migrants(% de la pop.)

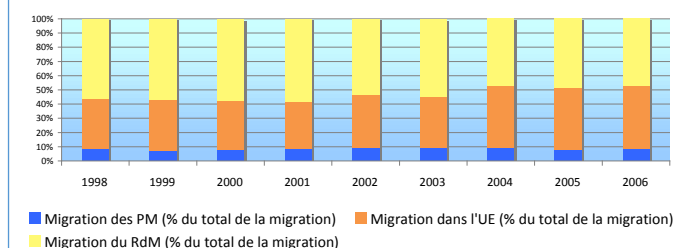


Source: WBI, 2010

destination des migrants depuis plus de 4 décennies. Dans les années 50 et 60, des pays européens tels que la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Belgique ne pouvaient répondre aux demandes de main d'œuvre, particulièrement au cours de la reconstruction. Des migrants d'Europe du Sud – Espagne, Portugal, Grèce, Italie – et dans une certaine me-

marqué une inversion du comportement envers la migration en raison d'une récession économique et de l'augmentation du chômage en Europe. En dépit des politiques mises en oeuvre pour limiter la migration, les flux se sont poursuivis pour des raisons telles que le regroupement familial et les demandes d'asile. Mais alors que les pays d'Europe du Sud engageaient leur propre transformation et convergence dans les années 80, leurs flux migratoires déclinèrent, laissant la place à d'autres migrants d'Europe de l'est et des PM (Maroc, Tunisie, Algérie and Turquie). Entre cette période et aujourd'hui, le pourcentage de migrants dans certains pays de l'UE a plus que triplé (ex. GB, Luxembourg et Allemagne (fig 3).

Graphique 4. Distribution de la migration internationale en EU-27



Source: Eurostat, 2010

Les migrants des PM représentent en moyenne 9% des migrations internationales vers l'UE-27, soit 272 000 personnes en 2006 (Fig 4)[4].

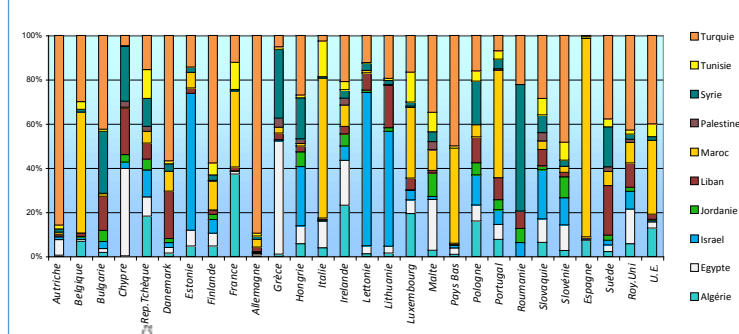
La plus grande concentration de migrants du Maghreb se trouve en France, en Espagne et en Belgique alors que la plus grande partie des migrants du Mashrek se trouve en Italie, en Grèce et à Chypre (Fig 5).

sure des pays d'Afrique du Nord – Algérie, Maroc, Tunisie – et de la Turquie, émigrèrent vers l'Europe du Nord pour combler ces manques. Au cours de la même période, les pays méditerranéens cherchaient à soulager la pression du chômage et à bénéficier du flux déjà croissant des transferts. L'augmentation des prix du pétrole dans les années 70 a

I.2. Tendances des transferts de l'UE vers les PM

Les flux de transferts financiers sont considérés comme un aspect essentiel de la migration. Pour de nombreux PM, ces flux sont la principale source de revenus en devises étrangères qui finance les déficits de la balance des paiements : entre

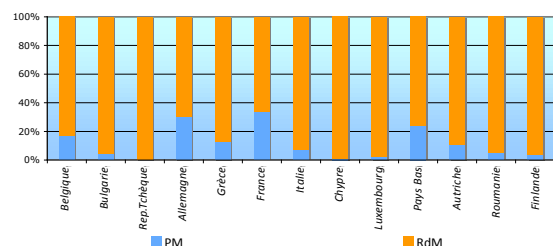
Graphique 5. Part des migrants originaires des PM en U.E.



Source: Eurostat data sets, 2010

2006-2009 les transferts vers la région des PM se situaient entre 30 et 35 millions US\$, soit assez pour couvrir plus de la moitié du déficit commercial et représentait pratiquement l'équivalent des IDE et des Aides[5]. Les transferts se montent à 15% des revenus de l'exportation des PM et représentent plus que les inves-

Graphique 6. Sorties de remises par origine, en provenance de l'UE27 : 2004-2009 (USD Million)



Source: Calculs à partir de Eurostat, 2010

tissements privés dans certains pays tels que la Jordanie, l'Égypte et le Liban.

Les transferts peuvent avoir un impact à long terme sur le développement s'ils sont utilisés pour les investissements dans l'agriculture ou les PME, où ils contribuent à l'éducation d'autres membres des familles et ne sont pas seulement dépensés dans la consommation ou pour des investissements immobiliers. On considère également que même dans les cas les plus courants de dépenses des transferts vers la consommation, ils contribuent à réduire la pauvreté, à répondre à quelques besoins fondamentaux et donc participent à l'évolution des marchés intérieurs.

Les flux de transferts vers les PM proviennent de diverses origines. La plus grande partie provient des pays du Golf, suivi de l'Europe, puis du Canada et des USA. L'Égypte est le premier bénéficiaire des transferts, ce qui reflète la forte concentration de ses émigrés dans les pays du Golf. Le Liban vient en deuxième position mais ces transferts proviennent de différentes sources : USA, le Golf et l'Amérique latine. Le Maroc vient en troisième position en termes de flux de transferts, mais dépasse de loin ses voisins dans le Maghreb.

Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, malgré les avantages aux niveaux individuel et national, les transferts sont vulnérables à tous les changements de la situation économique mondiale. La crise financière de 2008-2009 a eu un impact négatif sur les flux de transferts vers les PM (sauf le Liban) (Fig 7), ce qui constitue l'un des effets indirects graves de la crise dans la région. L'Égypte, en tant que

plus gros receveur, a été la plus gravement frappée par la réduction des transferts qui ont chuté de plus de 2 milliards US\$ entre 2008 et 2009.

Dans la région Euromed, les transferts de l'Europe vers les PM de la Méditerranée sont relativement élevés. Les PM reçoivent 34% des transferts provenant de France, 30% de ceux provenant d'Allemagne et environ 23% de ceux provenant des Pays Bas.

La distribution de ces transferts dans la région PM est très différente. Les pays du Maghreb reçoivent la majorité des transferts provenant d'Europe (environ 95% des transferts vers les PM)[6].

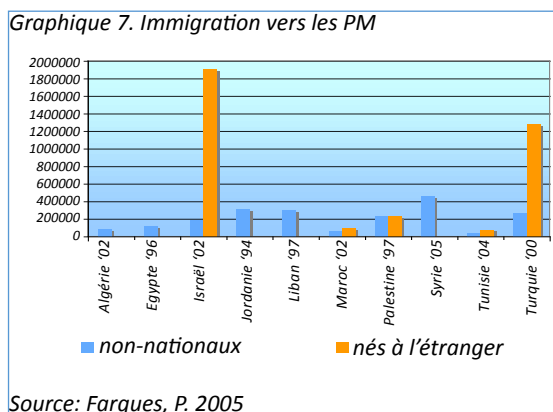
Concernant le total des transferts provenant de France, 84% vont vers l'Algérie et 68% vers la Tunisie. Les transferts vers le Maroc proviennent à part presque égale de France (31%) et d'Espagne (29%). 64% des transferts totaux vers la Turquie proviennent d'Allemagne.

Les pays du Mashrek reçoivent une part réduite des transferts provenant d'Europe (environ 5%). La masse des transferts vient des pays du Golf. L'Arabie Saoudite est à l'origine de 50% des transferts vers l'Égypte et 28% des transferts vers la Jordanie. De toute évidence ces éléments reflètent les schémas de migration des travailleurs des PM.

Mesurer l'impact des transferts n'est pas chose aisée. On sait que les transferts ont un impact financier direct sur la balance des paiements et sur les revenus en devises des pays receveurs. Ils ont également un impact direct sur les populations, sous la forme d'une source supplémentaire de financement de la lutte contre la pauvreté. Toutefois, cela crée une certaine dépendance de la source de financement, et lorsque ces flux sont excessifs ils peuvent générer des sources de pression sur le taux de change des devises et affecter les politiques intérieures par le biais de l'inflation.

Une étude a été effectuée sur une sélection de pays Euromed afin d'estimer l'impact structurel des transferts sur la croissance et la réduction de la pauvreté

dans ces pays en plus de la distribution temporelle de ces effets[7]. L'étude a mis en évidence le fait que les transferts provenant des économies pétrolières peuvent avoir une grande ampleur mais souffrent d'un haut degré de volatilité aux chocs extérieurs, notamment le prix du pétrole. Un modèle dynamique macroéconomique keynésien a été construit sur la base de trois équations comportementales de consommation, d'investissement et d'importations, en plus d'une équation sur les revenus basée sur le PIB et le volume des transferts. Le modèle a trouvé plus de bons cas où les transferts dynamisent la croissance ou une récession modérée que de mauvais cas : des taux positifs et très souvent très élevés d'investissement induits au cours de la période étudiée pour la



Jordanie, le Maroc et le Portugal (dans les années 70). En ce qui concerne la durabilité de l'impact, on a constaté qu'en Egypte et en Jordanie, les effets à court terme d'une augmentation des transferts sur la consommation sont plus retardés que dans d'autres pays tels que la Grèce et le Maroc en raison d'incertitudes plus élevées.

Malgré les effets éventuellement négatifs ou retardés de l'impact des transferts sur le développement des PM, les transferts restent une source importante de revenus au niveau des individus ou des ménages. De plus, il y a des avantages indirects aux flux de transferts qui vont au delà des avantages financiers directs. Les transferts peuvent être utilisés pour financer l'éducation des autres membres de la famille des migrants dans le pays d'origine. On pourrait avancer que les transferts pourraient tenir

lieu d'une forme de compensation pour le départ des migrants des marchés du travail de leurs pays d'origine, mais compte tenu de l'instabilité et de la volatilité de ces flux (démontrés par l'effet négatif dû à la crise économique de 2008/09), ceci pourrait constituer une source de vulnérabilité structurelle confrontée à des facteurs externes.

I.3. Les PM comme destinations pour les migrants

Il est important de noter que de même que les migrants des PM regardent vers le Nord pour de meilleures opportunités, d'autres migrants regardent vers les PM. Selon certaines estimations, entre 65000 et 120 000 africains sub-sahariens entrent au Maghreb (Mauritanie, Maroc, Tunisie, Algérie, et Libye) chaque année, dont 70 à 80% sont considérés comme émigrants par la Lybie et 20 à 30% par l'Algérie et le Maroc. La majorité des ces migrants sont soit des réfugiés soit des migrants illégaux. Compte tenu de la nature de leur séjour, il est difficile de suivre le nombre de ces migrants dans les pays d'Afrique du nord, toutefois selon diverses sources au moins 100 000 migrants sub-sahariens résident maintenant en Mauritanie et en Algérie, 1 à 1,5 millions en Libye, et entre 2,2 et 4 millions - principalement des soudanais - en Egypte. La Tunisie et le Maroc abritent un nombre plus faible bien que croissant de communautés immigrées sub-sahariennes de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Chaque année, des centaines de milliers d'africains sub-sahariens tentent de traverser la Méditerranée. Souvent considérés mal éduqués et désespérés, ils sont en fait souvent bien éduqués et viennent de milieux socio-économiques moyens. Nombre de ces migrants arrivent par les territoires des PM dans le cadre d'une migration de transit qui les conduit en Europe, mais beaucoup d'entre eux ne peuvent traverser et restent tout simplement dans ces pays.

En plus des immigrés illégaux, les PM abritent plus de 2 millions d'immigrés légaux. Bien qu'Israël et la Turquie soient considérés statistiquement comme abritant le plus grand nombre d'immigrés, on pense que ces derniers sont plutôt des personnes qui retournent vers leur

pays d'origine (ex. enfants nés à l'étranger d'émigrants israéliens ou turques qui reviennent dans leur pays d'origine). La Jordanie abrite un grand nombre d'immigrés par rapport à sa population, qui viennent surtout de pays comme l'Égypte et le Liban.

I.4. Mobilité humaine au travers de la Méditerranée vers l'UE : Pourquoi ?

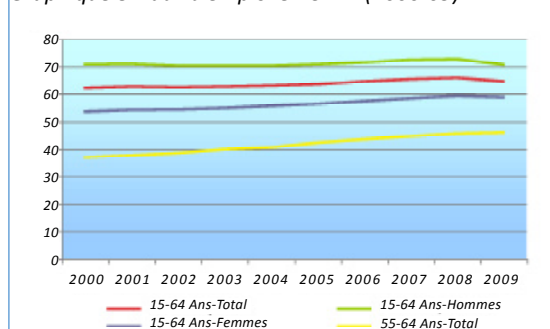
La décision d'immigrer est difficile mais plusieurs facteurs motivent ces départs et d'autres attirent les immigrants dans certains pays. Il est difficile d'énumérer les facteurs qui "poussent" et "tirent" – bien connus dans la littérature sur la migration – car ils sont de nature politique, sécuritaire, économique, environnementale ainsi que sociale et individuelle. Ces facteurs généraux peuvent être applicables à la plupart des flux migratoires dans ces régions. Toutefois, dans notre analyse, nous ne nous concentrerons que sur les facteurs spécifiques à la zone Euromed et qui sont fortement liés aux caractéristiques de cette région.

Plus précisément, cette section se concentrera sur les raisons sous-jacentes aux flux migratoires des PM vers l'UE en traitant des facteurs «poussant» et «tirant» spécifiques de la région. Les facteurs «poussant» sont ceux qui poussent les personnes à émigrer des PM à la recherche d'opportunités en dehors de leurs pays d'origine, alors que les facteurs «tirant» sont ces éléments qui rendent les marchés de l'UE potentiellement plus attractifs que ceux des pays de ces migrants. Ici nous nous concentrons sur deux facteurs particuliers : la tension démographique dans la région, y compris le statut des marchés du travail sur les deux rives, et le différentiel de développement et de revenus entre les rives y compris les avantages sociaux de la migration.

1. Tension démographique Euromed et impact sur les marchés du travail de la Région.

La population de l'UE-27 vieillit et le nombre de nouveaux membres diminue et donc ne pourra pas répondre aux besoins des économies de l'UE pour maintenir le rythme et la dynamique de croissance.

Graphique 8. Taux d'emploi en UE27 (2000-09)



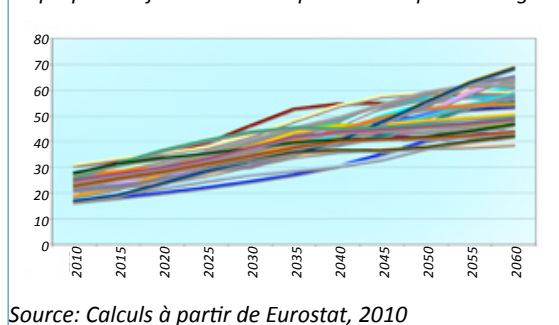
Source: Eurostat, 2010

Dans le même temps, les PM doivent alimenter leur développement en augmentant les taux de participation et en créant de nouveaux emplois, ce qui semble difficile compte tenu de la forte croissance démographique et de l'augmentation du nombre d'entrants sur leurs marchés du travail. Ces tendances opposées causent une tension démographique. Un examen rapide des marchés du travail sur les deux rives permettra de mieux comprendre la situation plus en détails.

Au sein de l'UE, les défis du marché du travail sont les suivants :

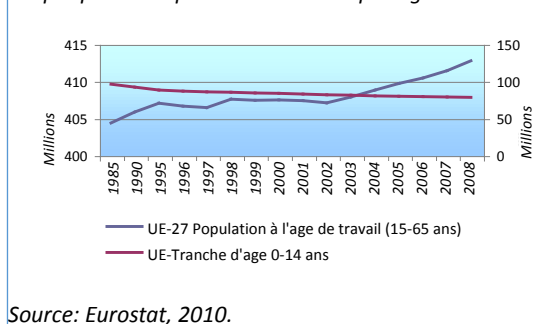
1. Il existe de larges disparités de statut des marchés du travail des 27 pays de l'UE, particulièrement pour quelques indicateurs tels que les taux de chômage qui vont de 3,4% aux Pays Bas à 18% en Espagne (2009). Il est largement admis que les déséquilibres des marchés du travail de l'UE constituent un défi majeur pour leurs sociétés.
2. Le taux d'emploi de l'UE en 2009 est tombé, pour la première fois depuis une décennie, en dessous de 64,6%, accompagné d'une chute du taux d'emploi des femmes en dessous de 58,6% après des augmentations stables au cours de la dernière décennie. Ceci est le résultat de la chute du taux d'emploi de la population des 15-55 ans, couplée aux effets de la crise financière qui a affecté tous les marchés du travail au sein de l'UE (Fig 8).
3. La situation en Europe apparaît plus compliquée lorsque l'on examine le ratio de dépendance qui augmente à un taux plus élevé (en raison du nombre croissant de personnes de plus de 65 ans et du nombre décroissant de personnes dans la population active)[9]. Par exemple, en Italie le nombre

Graphique 9. Projection: ratio de dépendance des personnes âgées



de travailleurs dans la tranche d'âge 15-59 devrait passer de 35 millions aujourd'hui à 21,6 millions en 2050. Ceci conduira à un ratio de dépendance plus élevé. Pour les 27 pays de l'UE le ratio de dépendance des personnes âgées devrait s'élever à 53,5% en 2060. Ceci exerce une pression majeure

Graphique 10. Population de l'UE27 par âge de travail



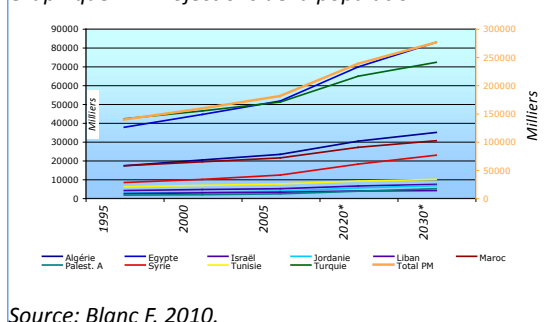
sur les systèmes de retraites et de protection sociale, particulièrement dans la mesure où toute tentative de la part des gouvernements de retarder l'âge de départ à la retraite pour surmonter ce problème, au moins provisoirement, est confrontée au refus des sociétés civiles et des syndicats et aux grèves de travailleurs.

La tendance opposée se produit dans les PM, avec plus de 30% de la population âgée de moins de 15 ans (81,5 millions pour une population totale de 269 millions) : en Méditerranée au moins une personne sur quatre a moins de 15 ans, et plus de 35% de la population se situe entre 15 et 30 ans. Cela signifie que la proportion de population active augmentera de manière stable jusqu'en 2035-2045 pour atteindre 65%. Ceci pourrait être un cadeau pour le développement de ces pays si les gouvernements étaient en mesure de créer plus d'emplois pour absorber cette main d'œuvre.

Malheureusement, à ce jour les PM sont confrontés aux défis suivants sur leurs marchés du travail :

1. Actuellement il y a un différentiel entre le nombre de détenteurs d'emplois et le nombre d'emplois formels offerts : 187 millions de personnes de plus de 15 ans – y compris 173 millions de personnes potentiellement actives entre 15 et 65 ans – contre seulement 74 millions d'emplois actuellement proposés.
2. Ceci est dû aux faibles taux de participation - estimés à moins de 50% - pour les personnes de 15 ans ou plus. Moins de 5 personnes sur 10 dans les PM sont activement sur les marchés du travail. Donc, 96 millions de personnes de la population active ne sont pas sur le marché

Graphique 11. Projections de la population PM



du travail. Un grand nombre de ces personnes sont passées dans le secteur informel comme stratégie de survie, et donc sont marginalisées sans accès à des soutiens ou protection possible que les sociétés peuvent être en mesure d'offrir (Fig 11)

3. Dans le même temps, ces marchés du travail souffrent de taux de chômage élevés durables estimés à environ 11,6%. Ce taux ne prend pas en compte le chômage et le sous-emploi déguisés. En termes absolus, il y a 8,5 millions de personnes actuellement sans emploi dans les PM.
4. Il est important de noter que l'une des caractéristiques générales des marchés du travail des PM est le fait que la dynamique de l'emploi ne se traduit pas en croissance en raison du faible facteur de productivité total (FPT) et du secteur informel élargi.

Tableau 1. Part de la population active dans la pop. totale, taux de participation, taux d'emplois et chômage des PM

	Part de la population active dans la pop. totale (%)	Taux de participation (%)	Taux d'emploi (%)	Taux de chômage (%)
Algérie (2007)	29.45	41.07	86	13.79
Egypte (2007)	29.80	44.31	91	8.95
Israël (2008)	40.30	55.82	93	7.32
Jordanie (2007)	24.32	38.80	87	13.10
Liban (2007)	29.99	40.61	91	8.98
Maroc (2008)	36.12	50.99	90	9.80
Palestine (2008)	23.51	42.90	76	23.65
Syrie (2007)	26.34	41.03	92	8.42
Tunisie (2008)	35.07	46.33	86	14.20
Turquie (2008)	31.66	43.64	90	10.28
Total PM	29.45	44.47	90	11.57

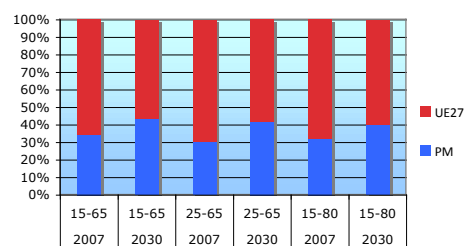
Source: Blanc F. 2010

Lorsque ces deux situations actuelles sont regroupées dans le contexte Euromed les faits suivants sur les tendances futures apparaissent (en 2030) : entre 2007 et 2030, la population active de la zone Euromed (plus de 15 ans), atteindra 700 millions dont 102 millions constitueront une population supplémentaire potentiellement active sur le marché du travail de la zone Euromed, dont 84% viendront des PM. (Tableau 2)

L'Europe risque de perdre plus de 20 millions de sa population active d'ici à 2030 (dont 13 millions sont dans la tranche d'âge 25-65). La seule manière pour l'UE de ne pas subir un déclin absolu de sa population active est d'élargir la tranche d'âge de 15 à 80 ans, ce qui met plus de pressions sur l'âge légal de départ à la retraite dans la plupart des pays européens. (Fig 12).

Avec un parcours de croissance similaire de 2004-2007, l'UE devrait pouvoir créer 78 millions d'emplois (augmenter le nombre d'emplois à 297 millions). Mais pour assurer ces emplois, le taux de

Graphique 12. Population EuroMed à l'âge de travailler, par tranche d'âge



Source: Calculs FEMISE

participation devra atteindre un niveau record de 72,7% (aucun des pays de l'UE, hormis le Luxembourg, n'a dépassé 65%) et le taux de chômage devra descendre à 5,5%. Même avec ces chiffres sans précédents, 17 des 27 pays de l'UE seront confrontés à des pénuries de main d'oeuvre pour occuper ces emplois nécessaires.

Sur l'autre rive de la Méditerranée, les PM devront créer au moins 34 millions d'emplois dans les 20 prochaines années (soit 1,5 millions d'emplois par an), juste pour absorber les nouveaux entrants

Tableau 2. Population de 15 ans et plus 2000-2030 dans l'EuroMed

	2000	2007	2020	2030	Potentiels actifs supplémentaires 2030
PM	157,652,462	187,675,086	236,451,924	274,362,500	86,687,414
UE27	398,814,493	416,512,633	428,570,690	432,427,178	15,914,545
Total	556,466,955	604,187,719	665,022,614	706,789,678	102,601,959

Source : Blanc, F. 2010

d'ici à 2030. Toutefois, ce scénario – faisable dans la plupart des PM – n'améliorera pas la situation particulièrement le taux de participation (150 millions de personnes seront toujours inactives). Il sera possible pour les PM de créer 62 millions d'emplois (2,7 millions par an), si le schéma de croissance 2005/2007 se maintient pendant une longue période, mais même dans ce cas, ceci ne fera que réduire de 30 millions le nombre d'inactifs. Afin d'absorber les nouveaux entrants et de maintenir le nombre de personnes sans emploi au niveau de 2005, les PM devront créer 95 millions d'emplois d'ici 2030, soit environ 1,4 millions de nouveaux emplois de plus que ce qui a été produit entre 2005 et 2007[11].

Bien que l'objectif soit le même sur les deux rives de la Méditerranée : augmenter les taux de participation dans les 20 prochaines années, la méthode pour atteindre cet objectif pourrait être complémentaire : l'UE peut combler leurs différences avec la population active qui ne pourra pas trouver d'emplois dans les PM.

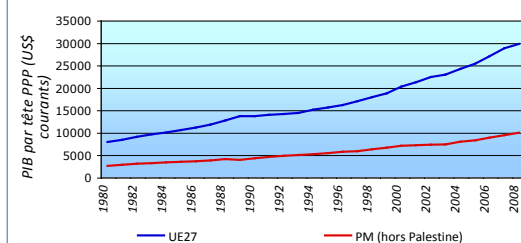
De cette section nous pouvons conclure que les tensions démographiques représentent les défis majeurs pour les deux rives. Toutefois des actions complémentaires des deux rives pourraient permettre de surmonter cette défi : la main d'œuvre inactive dans les PM peut occuper les emplois des marchés de l'UE. Ce facteur «poussant/tirant» très particulier joue un rôle majeur dans la décision de partir des PM (poussant) et le besoin de recevoir de l'UE (tirant). Toutefois, les choses ne sont pas aussi simples, lorsque l'on examine en détail les types d'emplois que l'UE devra créer pour maintenir le rythme de sa croissance dynamique et le type de migrants que les PM devront fournir. L'adéquation entre les qualifications et l'offre catégorielle avec la demande est une question importante qui sera discutée ci-dessous.

2. Différentiels de développement et de revenus

Les différentiels de développement et de revenus entre des pays voisins sont considérés comme des

facteurs « poussant » majeurs pour la mobilisation des migrants pour aller là où se présentent de meilleures opportunités et existe une meilleure qualité de vie. Les deux rives de la Méditerranée sont très proches géographiquement, historiquement et culturellement mais éloignées en termes de niveau de développement et de niveaux de vie. Ainsi, d'un côté à l'autre du détroit de Gibraltar entre l'Espagne et le Maroc il y a une différence de 10 ans en termes de durée de vie, 45% de taux d'alphabétisation et plus de 20 000 US\$ de PIB par tête par an[12]. Tant que les pays PM ne feront que

Graphique 13. PIB par tête (PPP US\$ courants) UE27 versus PM



Source : WDI, 2010

des progrès lents sur ces aspects, la traversée de la Méditerranée représentera une meilleure chance d'amélioration de la qualité de vie pour ceux qui sauront la saisir.

L'idée de convergence PM-UE – c'est-à-dire le cœur du partenariat Euromed et l'ALE qui a été établi – résulte de cet objectif de réduction du différentiel de développement. Les conséquences attendues de cette convergence, au moins théoriquement, sont une réduction des flux migratoires des PM vers l'UE. La libéralisation du commerce a été perçue comme un instrument destiné à améliorer le développement des pays Méditerranéens : créer des emplois qui soulageraient les tensions liées au chômage, augmenter les exportations du Sud vers le Nord et de ce fait induire la convergence des revenus et des niveaux de vie avec l'Europe.

Malgré la bonne volonté et les efforts faits pour mener à bien ce processus de libéralisation, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Le développement des PM est lent, les créations d'emplois ne sont

pas en mesure de répondre à la demande, comme nous l'avons déjà indiqué, et la convergence des revenus n'est pas au rendez-vous. Les salaires moyens effectifs des PM sont moins de 1/6ème de ceux de l'UE (en PPP)[13]. En fait, les salaires annuels moyens de certains des PM tels que le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Syrie et la Jordanie se sont légèrement éloignés des niveaux de l'UE. La Figure 15 illustre la tendance suivie par le PIB par tête sur les deux rives, et la convergence est loin d'être atteinte.

Il est important d'ajouter que bien qu'il soit important d'éliminer ce différentiel et d'obtenir la convergence des revenus – deux objectifs en soi – ceci ne conduit pas nécessairement à une diminution des flux migratoires. Une étude a testé l'importance de l'impact des différentiels de salaires dans l'explication des schémas de migration[14]. Cette étude traite les données des pays d'Europe centrale et de l'est (Central and East European Countries - CEE) après l'élargissement de 2004, lorsque les frontières ont été ouvertes permettant la migration libre des ressortissants de ces nouveaux états membres vers deux pays spécifiques de l'Europe des quinze : la GB et l'Irlande[15][16]. Les données inter-pays montrent qu'il n'y a pas de relation significative entre les différentiels de salaires et les flux de migration de ces pays vers l'Irlande et la GB, même après correction du modèle sur la base des effets spécifiques au pays. Toutefois, le modèle a démontré que les différentiels de chômage ont eu un effet significatif sur les flux migratoires. Ces effets différentiels reflètent les difficultés du marché du travail dans les pays d'origine. Ces constatations soulèvent l'hypothèse d'une approche néoclassique sur la relation linéaire entre les différentiels de salaires et selon laquelle les flux migratoires diminueraient avec l'augmentation du niveau de vie.

En conséquence, la décision d'immigrer est une combinaison de plusieurs facteurs y compris de bas revenus et d'un haut taux de chômage dans les pays d'origine. De nombreux migrants – particulièrement les jeunes – subissent les pressions sociales et économiques de leurs pays d'origine et

ont des doutes sur un futur trouble et incertain. Ils cherchent de meilleures opportunités ailleurs, soit pour trouver un emploi, soit pour suivre la tendance de la mondialisation et la libéralisation des services, particulièrement les services liés aux TIC, soit pour trouver de nouveaux canaux de formation et d'éducation afin de créer de meilleures possibilités d'emplois, soit encore pour trouver des sociétés plus ouvertes avec plus de liberté et une meilleure gouvernance[17].

3. Transferts sociaux et migration circulaire

En plus des avantages directs les migrants profitent d'avantages sociaux indirects tels que la formation, l'éducation, l'amélioration des qualifications et des expériences technologiques. Ces avantages peuvent être transférés dans leurs pays d'origine dans le cadre de «transferts sociaux» et comme les flux de transferts financiers, les transferts sociaux peuvent avoir d'énormes effets à long terme sur le développement des pays d'origine. Cette large gamme d'externalités non quantifiables pourrait se traduire en revenus tangibles sur les aspects sociaux et économiques à moyen et long terme. Ces externalités comprennent les éléments suivants (liste non exhaustive) :

Premièrement, un transfert de connaissance et de technologie par le biais des liens sociaux entre les migrants et leurs familles dans le pays d'origine ce qui pourrait être un gain à long terme pour les pays récepteurs.

Deuxièmement, ces éléments pourraient devenir une mesure incitative pour une meilleure éducation dans les pays d'origine avec l'espoir d'une future migration. En fait, une étude entreprise sur cette question a révélé que plus de gains en qualifications pour les pays récepteurs induisent des formations pour de meilleures qualifications dans les pays d'origine. L'étude montre également que la proportion de travailleurs qui acquière un niveau d'éducation dans leur pays d'origine avec possibilité de migration est supérieure que dans les pays où cette possibilité n'existe pas[18].

Troisièmement, les migrants de retour peuvent être une autre source importante de bénéfices pour les pays d'origine. En fonction des raisons justifiant leur retour et de leurs potentiels pour leur pays d'origine, ces migrants de retour pourraient apporter non seulement des avantages financiers aux économies de leurs pays mais également des connaissances, des qualifications, des créations d'emplois et une ouverture sociale, sous réserve que leur emploi bénéficie aux économies de leurs pays d'origine (comme cela est le cas à Taiwan et en Inde). Les migrants de retour sont généralement mieux éduqués et ils ont fait l'acquisition de qualifications plus hautes. Une étude portant sur les migrants de retour égyptiens, montre qu'en augmentant la durée à l'étranger d'un immigrant éduqué, on augmente la probabilité qu'il/elle devienne un entrepreneur (employeur ou indépendant) à son retour, et que cela augmente également son éducation et ses qualifications[19].

Quatrièmement, la migration circulaire est une question polémique. D'une part elle bénéficie à l'immigrant individuel qui est exposé à de nouveaux marchés où existent des opportunités de meilleurs revenus, d'acquisition de connaissance et de nouvelles qualifications, sans affecter les liens sociaux avec les familles dans le pays d'origine. De plus, cela peut bénéficier au pays émetteur car on évite les fuites de cerveaux tout en réduisant les pressions sur le marché du travail, bien que provisoirement. Mais, qui plus est, la migration circulaire est caractérisée par l'instabilité du statut des migrants dans les pays hôtes et pourrait avoir des effets perturbateurs sur les flux de transferts vers les PM. Du côté de l'Europe, les bénéfices sont plus prononcés car les migrants provisoires comblent les lacunes des marchés du travail mais sans ajouter une charge au système social ni entrer en concurrence avec les marchés du travail existant. Dans une récente communication sur la migration et le développement, la Commission insiste sur l'importance d'encourager la migration circulaire, et discute de la possibilité de permettre à l'immigrant de retour de conserver son statut pour une période plus longue que celle d'un an[20].

Le véritable avantage de la migration circulaire pour chaque personne dépend dans une large mesure des revenus gagnés à l'étranger en rapport aux biens locaux consommés dans le pays d'origine. Ceci repose sur le principe qu'en général, les gens préfèrent rester chez eux que migrer. Une étude empirique a montré que les pays les plus riches sont proches du point pivot où les exigences pour des revenus plus élevés qui pourraient être obtenus à l'étranger sont contrebalancées par l'inutilité de la consommation à l'étranger. Ceci encourage les migrants à prendre des emplois provisoires pour dynamiser leurs revenus mais pas de façon permanente[21]. A titre d'exemple on peut citer les migrants égyptiens du Golf qui travaillent avec des contrats temporaires qui sont renouvelés tous les ans.

Il est clair que la migration a apporté quelques avantages à la région, sous la forme des transferts vers les pays d'origine, la création d'emplois à l'étranger pour les chômeurs (selon la Banque Mondiale les emplois créés dans les pays de l'OCDE et du Golf par les migrants MENA correspondent à 6% des emplois totaux dans le pays d'origine)[22], le transfert d'autres avantages sociaux vers les pays d'origine (transferts de technologie, externalités d'innovation, d'éducation, etc.) mais les potentiels réels de la migration sont encore à découvrir. De nombreux obstacles se trouvent sur la voie de ces bénéfices.

II. Obstacles à un processus de migration bénéficiaire dans la région Euromed

Lorsque l'on examine tous les avantages potentiels de la migration, il est clair que pour la région Euromed, dans le contexte d'intégration et rapprochements géographique, historique et culturels, les résultats sont loin d'atteindre les bénéfices potentiels.

La section suivante examine certaines des raisons qui pourraient expliquer cette situation insatisfaisante. Deux types de facteurs sont examinés. Le premier type fait référence aux facteurs qui ont été considérés comme des menaces soit pour les économies qui reçoivent ou qui envoient alors que leur

effet est considéré comme polémique. Ces facteurs sont en lien avec les impacts négatifs discutables de la migration des PM sur le marché UE et de l'impact de l'élargissement de l'UE à l'Europe centrale et de l'Est sur la migration venant des PM. Ces deux facteurs ne sont pas considérés comme menaçant les bénéfices de la migration. L'ensemble des facteurs comprend ceux qui sont perçus comme présentant des vrais obstacles ou menaces aux bénéfices de la migration. Ces facteurs sont liés aux PM et aux marchés de l'UE. Du côté des PM les obstacles suivants sont considérés : la qualité des migrants des PM vers l'UE, le problème de l'adéquation des qualifications dans un environnement d'informations asymétriques, les problèmes d'intégration dans les sociétés de l'UE, et enfin la question très discutée de la fuite des cerveaux. Du côté PM, on trouve les questions liées à la migration vers l'UE et aux politiques d'intégration ainsi que l'impact du secteur informel.

II.1. Les obstacles polémiques à la migration dans la région Euromed

1. Immigrés vs Nationaux sur les marchés du travail de l'UE : la polémique

Pour les pays hôtes de l'UE, l'avantage obtenu par ces immigrés qui comblent les lacunes des marchés du travail est évident de même que l'utilisation optimum du capital disponible. Toutefois, les doutes sur l'effet de la migration sur les déséquilibres des marchés du travail et spécialement sur l'abaissement des salaires parmi les travailleurs qualifiés ou sur l'augmentation des taux de chômage sont beaucoup plus prononcés. Ceci est alimenté par les voix des syndicats locaux et des sociétés civiles et reçoit une couverture médiatique négative. Cet impact négatif stéréotypé est fortement discuté dans cette section.

Comme mentionné précédemment, pour les pays hôtes le bénéfice le plus direct des migrations est l'occupation des emplois disponibles sur les marchés du travail de l'UE, soit des emplois que les nationaux ne souhaitent pas occuper (ex. l'agricultu-

re), soit des emplois nécessitant des qualifications rares (médecins, infirmières). Les bénéfices des migrations pour les pays hôtes – dans notre cas l'UE – peut l'emporter sur celui-ci plus basique.

Dans le cadre d'une étude effectuée pour le HDR, une base de données sur les flux et les stocks migratoires a été construite portant sur la période 1980-2005. Elle comprend des données sur la nature des emplois, les heures travaillées, l'accumulation de capitaux et les changements des lois sur la migration pour les 14 pays de destination de l'OCDE et 74 pays d'origine. Les résultats de cette étude révélaient des observations intéressantes : (1) la migration augmente l'emploi dans les pays hôtes; (2) aucune preuve de surpopulation sur l'emploi national ; (3) une augmentation vigoureuse des investissements ; plus précisément et selon ce rapport : "une croissance démographique de 1% en raison des augmentations de 1% du PIB liées aux migrations "[23].

En fait, cette même étude démontre que la migration n'a qu'un «impact limité» ou «aucun impact» sur les niveaux de salaire des nationaux dans les pays hôtes[24]. Ce point dépend largement du type de qualification que l'immigrant apporte, soit complémentaire aux qualifications nationales existantes – dans ce cas nous sommes dans une situation clairement gagnant-gagnant – soit l'adéquation est parfaite et dans ce cas il y a substitution ou concurrence ce qui peut être source de tensions locales. Mais ces deux cas extrêmes sont rares ; souvent les résultats sont un mélange des deux cas. On pourrait considérer la concurrence comme bénéfique pour les marchés globaux, car elle fournit des incitations à une meilleure éducation et une meilleure formation.

De plus, la migration peut avoir d'autres grands impacts positifs dans les pays hôtes, à savoir : des taux d'innovation plus élevés dynamisés par le nombre d'immigrés qualifiés qui viennent dans les pays de l'UE. En Irlande et en GB, où les conditions d'entrée sont plus flexibles et où l'on trouve de meilleures opportunités à long terme, 30% des immigrés sont

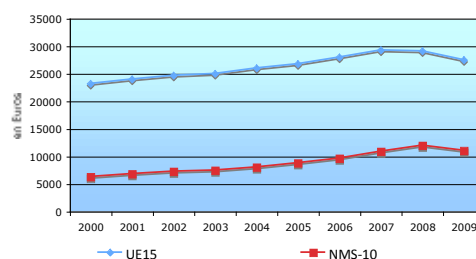
hautement qualifiés avec un niveau d'éducation supérieur, alors qu'en Autriche, Italie et Pologne, ce pourcentage se situe en dessous de 15%[25]. Cet apport supplémentaire de main d'œuvre qualifiée contribue de toute évidence à l'innovation et au développement dans ces pays.

Il apparaît clairement que l'affirmation selon laquelle cette immigration menace de déséquilibrer les marchés du travail de l'UE est erronée. En fait, la migration peut apporter des avantages aux marchés du travail de l'UE, non seulement par l'occupation des emplois inoccupés - soit par refus des nationaux soit par manque de main d'œuvre - mais également grâce à l'apport d'innovation, d'augmentation de la concurrence et donc de la qualité, la stimulation des marchés et des activités intérieures de l'UE, et en raison du fait que les immigrants peuvent ouvrir de nouveaux liens commerciaux entre les pays hôtes et les pays d'origine par le biais de connexions et de réseaux.

2. Impact sur l'élargissement de l'UE : est-ce une menace réelle ?

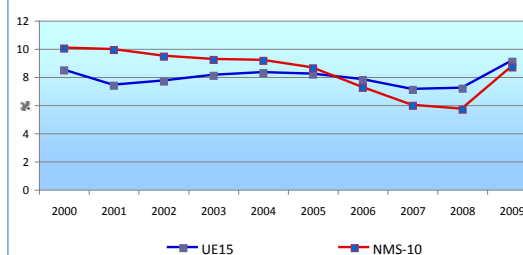
Au début de l'élargissement de l'UE vers l'Europe de l'est et centrale de nombreuses inquiétudes sont apparues dans les économies PM sur l'impact de cet élargissement et sur les effets des traitements préférentiels sur les relations UE-PM. L'une des questions principales était la migration. Bien que la migration en provenance des nouveaux états membres vers l'UE ait augmenté, certains considèrent que ceci ne constitue pas un réel obstacle aux flux migratoires provenant des PM pour trois raisons : 1) cette immigration est perçue comme provisoire survenant automatiquement après l'ouverture des frontières entre les états membres de l'UE ; 2) en devenant membres de l'UE ces économies bénéficient de meilleures opportunités grâce au principe de convergence ; 3) les caractéristiques démographiques des pays ECE sont très similaires à celles de l'UE-15, et donc implique à moyen et long terme que ces économies seront-elles mêmes des pays d'émigration plus que d'immigration.

Graphique 14. PIB par tête UE-15 & NMS-10



Source : Eurostat, 2010

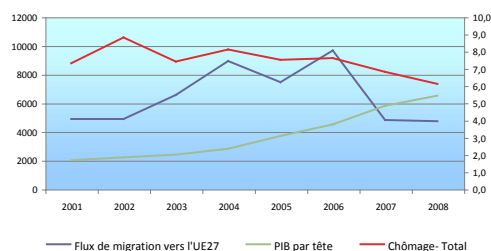
Graphique 15. Taux de chômage UE-15 & NMS10



Source : Eurostat, 2010

Après l'adhésion à l'UE des 10 nouveaux états membres (NEM-10) des pays d'Europe centrale et de l'est en 2004, les flux migratoires vers les pays occidentaux de l'UE ont augmenté substantiellement malgré les politiques nationales restrictives mises en oeuvre par l'UE-15 sauf le Danemark, la Suède, l'Irlande et la Grande Bretagne qui ont ouvert leurs frontières aux migrants provenant des NEM-10[206]. La migration qui a suivi immédiatement l'élargissement a été poussée par des facteurs tels que : (i) un PIB par tête relativement bas (dans certains NEM-10 il était pratiquement la moitié de la moyenne de l'UE-15) (fig 14) ; et (ii) des taux de chômage relativement plus élevés (supérieurs à ceux de l'UE-15, et pouvant atteindre 17 et 18% dans certains NEM) (fig 15). Deux raisons liées à la structure des marchés du travail des NEM expliquaient ces taux de chômage élevés : la forte concentration d'emplois agricoles (jusqu'à 40% de la main d'oeuvre en Roumanie et plus de 25% en Bulgarie par exemple), et dans les industries lourdes nouvellement privatisées. Ces secteurs ont causé une augmentation du taux de chômage au cours du processus de modernisation et de restructuration[27] Le pays avec le plus d'émigrants est la Pologne, alors que le pays avec le plus de migrants intra-régionaux est l'Allemagne suivie de la Grande Bretagne.

Graphique 16 (a). Roumanie: Flux de migration vers l'UE27, chômage et PIB par tête

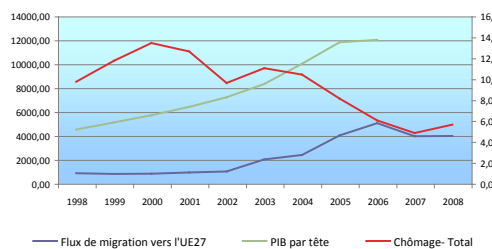


Source : Eurostat, 2010

En termes de flux migratoires des NEM vers l'UE-15 (ou UE), il est difficile de généraliser en raison de l'absence de données sur certains de ces pays pour une série temporelle. Toutefois, il est prévu que cette tendance croissante ralentisse pour les raisons suivantes : 1) Les économies des NEM devraient repartir à moyen terme ce qui implique de meilleurs salaires nets de meilleures possibilités d'emplois (convergence) ; 2) tout comme pour l'UE-15 les populations des NEM sont vieillissantes et donc la pression démographique devrait rapidement se faire sentir sur leurs marchés.

Bien que la convergence des NEM soit toujours considérée comme lente, il est clair qu'elle se fera comme l'ont montré des pays tels que l'Espagne, la Grèce et le Portugal lors de leur adhésion à l'UE (leurs économies sont clairement toujours vulnérables aux chocs externes). Bien que le PIB par tête soit en lente augmentation, les taux de chômage se sont remarquablement améliorés malgré l'effet récent de la crise sur la disponibilité des emplois dans toute la région. Plus la main d'œuvre de ces pays bénéficie d'opportunités, moins il y a de migration à la recherche d'emplois ailleurs. (Fig 16 A & B). Dans le cas de la Roumanie, les flux migratoires diminuent ensemble avec les taux

Graphique 16 (b). Estonie: Flux de migration vers l'UE27, chômage et PIB par tête



Source : Eurostat, 2010

de chômage et l'augmentation du PIB par tête. Au contraire, en Estonie les flux migratoires augmentent alors que les taux de chômage ont ralenti leur rythme d'augmentation et le PIB par tête a diminué après une période d'augmentation stable.

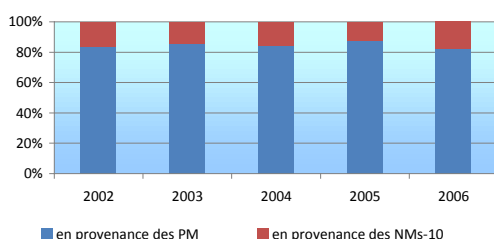
Certains auteurs avancent que le seul élément réel susceptible de réduire les flux migratoires réside dans les progrès obtenus sur les marchés du travail dans les pays d'origine et plus précisément lorsque les taux de chômage des NEM-10 commencent à converger vers le niveau moyen de l'UE. Cette convergence se produit sans doute de même que la convergence des revenus par tête. Sur cette base, les flux migratoires des NEM vers l'UE ne constituent pas une véritable menace à la migration des PM vers l'UE-27. En fait, selon les récentes statistiques Eurostat, la migration des PM est au moins trois fois celle des NEM 10 et la tendance est en augmentation. En 2008 il y avait environ 89,7 mille migrants des NEM vers l'UE-27 et il y avait plus de 250 mille migrants des PM vers l'UE-27[29].

II.2. Les vrais obstacles à la migration du côté des PM

1. Qualité des migrants des PM vers l'UE

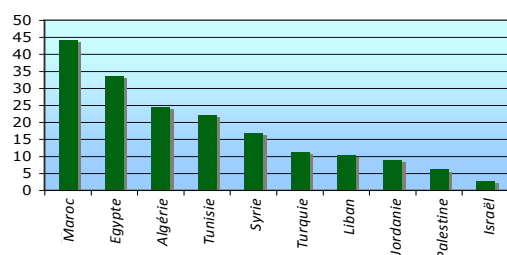
La population des PM est caractérisée par un grand pourcentage d'actifs (plus de 15 ans) qui représentent environ 190 millions de personnes en 2008 qui devraient atteindre 270 millions en 2030[30]. Ceci pourrait être une excellente chose pour ces pays et leur développement si cette population était correctement éduquée et formée afin d'améliorer sa participation aux marchés du travail, soit dans

Graphique 17. Migration vers l'UE-27, NMs et PMs



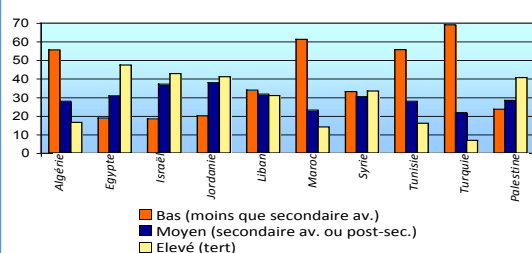
Source : Calculs à partir de Eurostat, 2010

Graphique 18. Taux d'illétrisme dans les PM (1997-2005)



Source : Eurostat, 2010

Graphique 19. Niveau d'éducation des migrants, par pays d'origine



Source : UNDP, 2009

les pays d'origine soit dans les pays hôtes. Malheureusement, ce n'est pas le cas dans les pays où les taux d'analphabétisme sont parmi les plus hauts de toutes les régions du monde, avec pratiquement la moitié des populations dans certains pays (fig 18). En fait, ces taux élevés d'analphabétisme sont le principal obstacle à tout plan de développement et constituent une barrière principale à tout succès du processus migratoire.

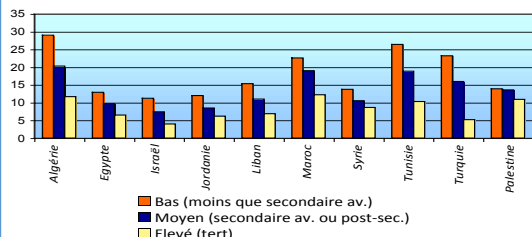
Lorsque l'on examine la qualité des migrants provenant des PM, on constate une forte hétérogénéité dans la qualité de l'éducation de ces migrants. Alors que 40% des migrants des pays du Mashrek (Egypte, Israël, Jordanie, Liban et Palestine) sont plutôt éduqués (éducation supérieure), la majorité des migrants des pays du Maghreb (57% du total des migrants d'Al-

gérie, du Maroc et de Tunisie) ont une éducation de plus bas niveaux (moins que le secondaire) (fig 19). De plus, la Turquie a le plus haut pourcentage de migrants à bas niveau d'éducation (proche de 70%) parmi les PM.

Dans le même temps, il est clair que dans tous les pays PM, les taux de chômage les plus élevés concernent les migrants à faible niveau d'éducation. Les pays du Mashrek ont le plus bas taux de chômage moyen (6,4%) pour les migrants qui ont reçu le plus haut niveau d'éducation. Les migrants avec un niveau d'éducation moyen (secondaire ou post-secondaire) représentent environ 34% des migrants pour un taux de chômage de 9,4%. Finalement, les migrants avec le plus bas niveau d'éducation représentent seulement 25% des migrants pour un taux de chômage d'environ 13%. L'Egypte a le plus bas taux de travailleurs qualifiés dans la migration totale, suivie de la Jordanie, Israël et la Palestine. De plus, la majorité des migrants hautement qualifiés du Mashrek vivent en Amérique du Nord (USA et Canada) et sont dominés par les migrants égyptiens et libanais. Une étude a montré que la communauté arabe d'Amérique du Nord est plus riche et mieux éduquée que la moyenne de la population nationale[31].

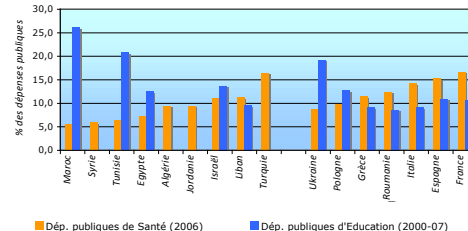
Pour les migrants du Maghreb dont la majorité réside en Europe, les chiffres montrent que le taux moyen de chômage le plus élevé (25% de chômeurs) se situe chez ceux qui ont le plus bas niveau d'éducation (fig 20). On peut arguer bien entendu que certains migrants de cette catégorie cherchent un emploi dans le secteur informel, mais là encore

Graphique 20. Chômage des migrants PM par pays d'origine et niveau d'éducation (% de la force de travail)



Source : UNDP, 2009

Graphique 21. Dépenses publiques en investissement en capital humain dans certains pays Euromed



Source : UNDP, 2009

ces types d'emplois de survie ont des effets très négatifs sur leur stabilité sociale. Il est toutefois clair que le profil des migrants venant des PM vers l'UE (particulièrement ceux du Maghreb) est beaucoup moins impressionnant que celui des migrants qui vivent sur le continent nord-américain. En fait, leur niveau d'éducation, taux de chômage et niveaux de revenus sont beaucoup plus bas que les standards nationaux des pays de l'UE.

Donc, si la plupart des migrants des pays du Maghreb qui vont en Europe sont ceux qui ont le plus bas niveau d'éducation et donc qui sont le plus affectés par le chômage, ceci donne une indication du type de conditions sociales dans lesquelles ils vivent. Il est vrai qu'un grand nombre de ces migrants travaillent dans le secteur informel où les emplois sont fortement instables, souvent à risque et assurant peu de protection aux travailleurs.

L'Égypte est le cas le plus déconcertant car elle a les taux d'analphabétisme les plus élevés des PM (après le Maroc), mais également la plus haute proportion de migrants qualifiés. Lorsque l'on examine le statut de l'emploi, l'Égypte présente les taux de chômage les plus élevés de la région, mais ses migrants présentent les taux de chômage les plus bas pour chaque niveau d'éducation. Ceci reflète deux facteurs importants : 1) l'éducation et les qualifications sont importantes pour trouver des emplois soit dans le pays d'origine soit à l'étranger ; 2) avoir la bonne possibilité d'occuper l'emploi approprié est également crucial.

Il est clair que les PM doivent faire plus en termes d'investissement dans leur capital humain pour augmenter les opportunités pour leurs travailleurs chez eux ou à l'étranger. Les données de Docquier et Marfouk (2006) montrent que les travailleurs avec plus de douze ans d'éducation ont des potentiels d'émigration sont cinq à dix fois plus élevés que ceux qui en ont moins[32]. Ce dont les PM ont besoin ce n'est pas une augmentation des dépenses publiques dans l'éducation et la santé. Actuellement la part des dépenses publiques dans ces deux secteurs est considérée comme relativement élevée par rapport aux

autres pays de l'UE. Par exemple, au Maroc plus de 25% des dépenses publiques sont dédiées à l'éducation mais le taux d'analphabétisme dans ce pays est l'un des plus hauts de la région (derrière l'Égypte), soit 45% de la population adulte (Fig 23). Ce dont cette région à vraiment besoin est de revoir ces modèles d'éducation et de santé, visant l'analphabétisme et des plans de réforme de ces secteurs essentiels dans les sociétés.

Les avantages d'investissement du capital humain sont énormes pour tout pays en développement, mais pour le processus de migration ces bénéfices pourraient inclure, mais ne sont pas limités à :

1. la création d'un grand nombre de personnes hautement qualifiées qui auraient de meilleures chances et opportunités sur leurs marchés du travail et pourraient compenser les fuites de cerveaux ;
2. la création de meilleures opportunités sur les marchés du travail à l'étranger, de meilleures adéquations pour leurs qualifications, l'encouragement de la migration légale et donc de meilleurs retours pour le pays d'origine ;
3. l'investissement dans le capital humain renforcera la coopération entre les PM et l'UE pour gérer au mieux les flux de migration légale et combattre la migration illégale ;
4. Les PM seront dans une meilleure position pour créer de nouveaux mécanismes de promotion des opportunités de migration légale, en tirer les meilleurs bénéfices et donc générer des incitations pour le développement de ces pays.

On pourrait arguer que la migration pourrait entraîner une perte de bénéfices des investissements que le pays a fait dans le domaine de la formation et de l'éducation particulièrement dans les pays PM où les ressources sont assez limitées (fuite de cerveaux). De nombreuses études traitent de cette question et essaient de mesurer les pertes/avantages sociaux et les retours sur l'éducation dans le cas de la migration. Il y a un retour social positif sur l'investissement dans le capital humain même si ces personnes éduquées et compétentes décident d'émigrer[33].

Cette section nous permet de conclure que l'un des obstacles sérieux aux bénéfices de la migration est le faible niveau d'éducation des migrants qui les empêche de trouver des emplois dans les pays hôtes. Ceci conduit à une inadéquation entre l'offre et la demande de l'emploi entre les deux rives de la Méditerranée. En termes de quantité, les migrants des PM pourraient remplir les manques des marchés de l'UE, mais en termes de qualité des emplois, de l'éducation et des qualifications requises ces besoins ne sont pas satisfaits.

2. Adéquation des qualifications et informations asymétriques

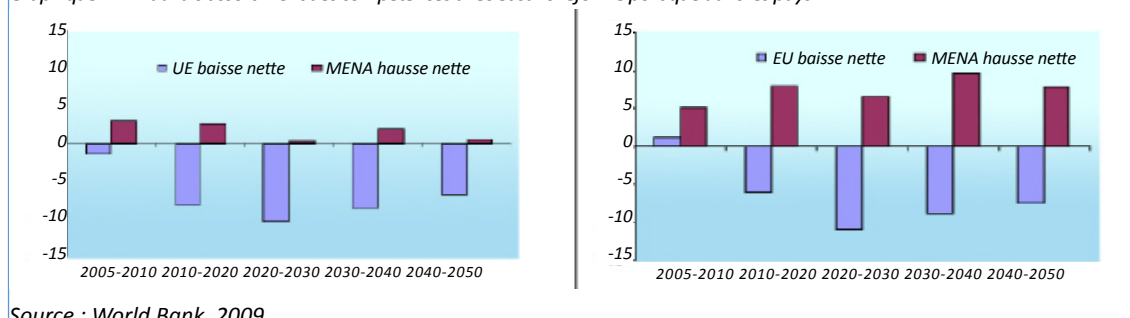
L'analyse ci-dessus montre clairement que les migrants des PM n'ont pas les qualifications requises pour répondre aux besoins de l'emploi dans l'UE (ou dans d'autres pays receveurs). Une étude de la Banque Mondiale montre que sans réformes politiques dans les pays MENA en vue d'améliorer l'éducation, la formation et les investissements dans le capital humain ou augmenter les taux de participation, les migrants de la région MENA ne pourront pas répondre aux besoins des marchés de l'UE en 2020 (la période de pic de demande pour les marchés de l'UE). Selon cette étude, les manques vont se situer dans les qualifications moyennes et si l'éducation et les taux de participation demeurent à leur niveau actuel, les migrants potentiels (15-39 ans) ne pourront apporter qu'une réponse médiocre à ces besoins. Le graphique A de la Figure 24 montre des changements nets dans la main d'oeuvre de l'UE et des pays MENA. Toutefois, si les gouvernements des PM engagent sérieusement des réformes des niveaux d'éducation et les taux de participation (y compris

les taux de participation des femmes), les migrants potentiels des PM disposeront de meilleures opportunités (Graphique B Fig 22).

Pour répondre aux besoins des marchés du travail de l'UE, il est essentiel de connaître les types de compétences nécessaires, ce qui n'est pas toujours le cas, malheureusement dans la région Euromed, car les marchés du travail à l'échelle internationale souffrent d'une asymétrie de l'information en termes d'offre et de demande. Si l'on ajoute à ce problème la médiocrité des organisations « intermédiaires », l'adéquation entre les compétences des migrants et les emplois qu'ils occupent est insatisfaisante. Les migrants (ici les employés), n'ont pas les informations sur les possibilités d'emplois en dehors de leurs pays d'origine pour choisir ce qui correspond le mieux à leurs qualifications, pas plus qu'ils ne connaissent les réglementations, responsabilités et droits en vigueur dans les pays hôtes. De l'autre côté, les employeurs des pays hôtes ne sont pas en mesure de sélectionner les candidats les plus appropriés car insuffisamment informés des niveaux de qualification et des qualifications potentielles des migrants en recherche d'emplois dans leurs pays. Ceci conduit à des contrats inappropriés et à des inadéquations qualitatives.

Juste pour illustrer par l'exemple l'asymétrie d'informations entre les deux rives de la Méditerranée, le tableau 3 montre le nombre de migrants identifiés par les pays d'origine et les chiffres des pays hôtes. Dans certains cas la différence est significative pouvant atteindre jusqu'à 145%. Dans le cas de l'Egypte, on constate une différence de 621 000 personnes entre les chiffres fournis par l'Egypte et ceux du pays receveur. Ces chiffres peuvent refléter en partie la

Graphique 22. Mauvais assortiment des compétences avec et sans réforme politique dans les pays MENA



Source : World Bank, 2009

migration illégale mais ils mettent en évidence le fait que ces migrants ne trouveront pas les emplois correspondant à leurs qualifications, ni à l'intégration et à la protection sociale des pays hôtes tout simplement parce qu'ils n'existent pas pour ces pays.

Pour résumer cette section, le deuxième obstacle réel à un processus de migration bénéficiaire concerne l'adéquation entre les besoins des marchés du travail des pays de l'UE et les qualifications offertes par la main d'œuvre des PM, soit le principe de la bonne personne au bon endroit. La question de l'asymétrie d'informations et d'échange de connaissances entre l'offre et la demande pour ces marchés est donc cruciale et si les pays de l'UE et des PM ne peuvent pas "se mettre d'accord" sur le nombre de migrants envoyés ou reçus, ils ne pourront pas assurer l'adéquation des qualifications, assurer la formation, l'intégration et la protection des droits de ces migrants. La migration ne bénéficiera à aucune des deux parties à moins que des mesures ne soient prises des deux côtés sur les questions d'information et d'adéquation des qualifications.

3. Statut de la seconde génération/Intégration sociale

Le statut des migrants dans le pays hôte est un autre facteur important lié à la question de l'adéquation des qualifications, considéré comme le troisième vrai facteur ayant un impact sur les bénéfices de la migration. Il a été démontré que plus les migrants sont intégrés dans le pays plus leur productivité est élevée.

Il est difficile de déterminer la qualité de l'intégration des migrants des pays PM dans les sociétés de l'UE. Il existe peu d'études sur le statut des migrants dans les pays de l'UE et leur intégration. De plus, une revue des politiques d'intégration des

pays de l'UE est soit non existante soit incapable d'explicitier les plans et stratégies d'intégration. Toutefois, certains programmes sporadiques ont été élaborés mais sans être basés sur des politiques nationales fondamentales.

L'indice de politique d'intégration des migrants (Migrant Integration Policy Index - MIPEX) créé par un groupe de chercheurs et financé par la Commission Européenne, mesure la qualité d'intégration des politiques des pays hôtes dans les 25 états membres, sur la base de 140 indicateurs et couvrant 6 domaines principaux : accès aux marchés du travail, regroupement familial, séjour à long terme, participation politique, accès à la nationalité et anti-discrimination[34]. Seule la Suède a obtenu un score considéré comme « favorable » à la promotion à l'intégration. Neuf pays ont des politiques qui les placent comme étant « partiellement favorables » à l'intégration. Dans les pays de l'UE-15, le Portugal, la Belgique et la GB ont les scores les plus élevés alors que la France et l'Allemagne, qui ont une forte proportion de migrants, ont des scores relativement faibles. Il n'est donc pas surprenant de trouver des migrants confrontés à des conditions socio-professionnelles difficiles, des bas salaires, un environnement professionnel dangereux, l'absence de protection sociale et aucun accès aux droits syndicaux et sociaux[35].

Tableau 3. Comparaison entre nombre de migrants enregistrés aux pays d'origine et de destination

Pays d'origine	Migrants à		Différence (origine-destination)	
	Destination	Origine	Absolue	Relative
Algérie 1995	807051	1058202	251151	31%
Egypte 2000	429428	1050850	621422	145%
Maroc 2004	1721892	2887319	1165427	68%
Tunisie 2003	362988	691771	328783	91%
Turquie 2002	2835665	3378000	542335	19%
Total	6157024	9066142	2909118	47%

Note: Seulement 5 pays Med-MENA publient des statistiques sur leurs expatriés par pays de résidence, et seulement quelques pays de destination publient des statistiques sur les immigrants provenant des pays Med-MENA par pays d'origine. Les chiffres du Tableau 3 font donc référence seulement à une partie des populations immigrantes, c'est-à-dire celles qui couvrent en même temps les statistiques des pays d'origine et les pays destinataires.

Source: Fargues, 2005

L'intégration est une question double pour laquelle les migrants et les sociétés hôtes jouent un rôle majeur. Les migrants doivent également prendre des dispositions de leur côté pour assurer cette intégration.

Ceci conduit à la question de «l'identité» des migrants et de leurs liens aux cultures, valeurs, et croyances de leurs pays d'origine, de leur propension à accepter les valeurs des pays d'accueil et donc l'impact de ce facteur sur leur intégration et la productivité. Une étude portant sur cette question examine l'association entre les identités dans les pays d'origine et les pays hôtes et leurs relations avec quatre paramètres du marché du travail: salaires, participation au marché du travail, emploi et chômage pour les migrants et leurs enfants[36]. Cette étude sur l'implication de la seconde génération évalue l'impact de la transmission de "l'identité" des parents sur la seconde génération[37]. Cette étude portait sur l'Allemagne et une cohorte de migrants qui vivent dans ce pays avec leurs enfants. Les résultats du modèle peuvent être résumés comme suit : (i) il existe une modeste association entre l'identité et les résultats économiques pour les migrants femmes mais pas pour les hommes ; (ii) pour la seconde génération de femmes, il n'y a pas d'association significative entre l'identité du pays d'origine et l'identité allemande et les résultats sur le marché du travail ; (iii) pour les hommes de la seconde génération, il existe une relation positive entre l'identité d'origine et les taux de participation et d'emploi et une relation négative avec le chômage. Ce résultat plutôt surprenant pourrait être justifié par le fait que les liens avec l'identité du pays d'origine peut conduire les réseaux ethniques à jouer un rôle majeur en termes d'opportunités professionnelles. En d'autres termes, le fait d'être plus Allemand que Turc (à titre d'exemple) n'affecte pas la volonté des migrants ou leur capacité à travailler en Allemagne.

Pour conclure, le statut des migrants dans les pays hôtes de l'UE est un élément crucial pour le succès du processus de migration. Compte tenu du statut de nombreux migrants des PM dans ces pays, il est

urgent de revoir les politiques d'intégration de ces pays et l'intervention des gouvernements des pays hôtes pour protéger les migrants qui ont quitté leurs pays d'origine pour vivre et travailler dans leurs économies.

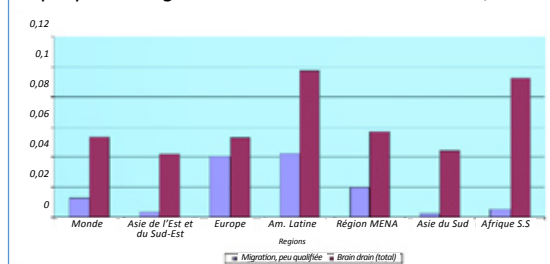
Si l'on prend ses obstacles en considération et si les politiques et les stratégies pour les surmonter sont mises en oeuvre, notamment des progrès dans le domaine de l'éducation et dans l'amélioration des qualifications des travailleurs des PM, il reste un grave défi à relever pour les pays d'origine : la fuite des cerveaux et des travailleurs hautement qualifiés.

4. Fuite des cerveaux et gains de cerveaux : le cas de la région Euromed

La question de la fuite des cerveaux, ou la migration des travailleurs les plus qualifiés est l'une des plus polémiques. Il est évident que la migration de ces travailleurs hautement qualifiés pourrait conduire à une perte de capital humain pour les pays d'origine. De plus on pourrait avancer que ces travailleurs auraient contribué au développement de leur pays d'origine et augmenté la production par tête s'ils n'avaient pas émigré. De plus, l'investissement dans l'éducation de ces travailleurs peut être considéré comme une perte. Dans cette section nous avançons que la fuite des cerveaux n'est pas une conséquence évidente des migrations, mais qu'elle dépend fortement d'une combinaison de facteurs parmi lesquels on trouve les flux de transferts et le statut des marchés du travail dans les pays d'origine particulièrement celui des travailleurs hautement qualifiés.

De nombreuses études et modèles ont tenté d'évaluer l'effet net de la fuite de cerveaux sur les pays d'origine[38]. Certaines études ont mis en évidence son impact négatif sur la productivité des facteurs totaux et donc sur la croissance des produits. D'autres ont constaté des gains nets de la fuite des cerveaux en termes d'incitations pour une meilleure éducation, si les investissements dans le pays d'origine sont canalisés dans cette direction. Il est évident qu'il n'y a pas

Graphique 23. Migration & Brain Drain dans le monde, 2000



Source :Doquier and Sekkat. 2006

de consensus compte tenu du nombre de variables et des aspects impliqués. Si l'on essaie d'envisager les avantages et inconvénients en termes de revenus et de dépenses seulement, l'effet est définitivement négatif net. Mathématiquement, si nous examinons les avantages nets de la migration en comparant les résultats ou les revenus de la migration (ex. les transferts) aux dépenses induites par ce processus, ceci inclut la valeur de la sortie perdue (éventuelle) et les dépenses en capital humain (éducation et santé) faites dans les pays d'origine, le déficit est énorme[39]. Toutefois, selon certains observateurs les avantages de la migration ne sont pas tous quantifiables et la fuite des cerveaux peut être un gain ou une perte en fonction de la manière dont les pays d'origine ou hôtes gèrent les processus de migration et le statut de leurs marchés du travail. Cette section tente d'éclairer ces questions d'un point de vue Euroméditerranéen.

La fuite des cerveaux dans la région MENA est significative et se place en troisième position derrière l'Amérique Latine et les pays sub-sahariens (fig 23). Lorsque l'on examine la section précédente, il est clair que les migrants du Mashrek disposent d'une éducation/ de qualifications relativement élevées. La plupart des migrants du Mashrek (sauf le Liban) se rendent surtout dans les pays du Golf pour une immigration provisoire et donc, le problème de la fuite de cerveaux peut être considéré comme minimal, particulièrement si l'on considère que les migrants ont tous un niveau d'éducation bas ou moyen. D'autre part, les migrants vers l'Europe et les pays de l'OCDE ont normalement des niveaux d'éducation plus élevés. Mais compte tenu des hauts niveaux de chômage chez les personnes compétentes dans ces pays, la probabilité qu'ils

soient au chômage dans leur pays d'origine est plus élevée que dans les pays hôtes (les taux de chômage parmi les plus éduqués dans ces pays est élevé et peut atteindre 21% au Maroc et en Turquie environ 16% en Egypte).

La situation est différente dans les pays du Maghreb car la plupart des migrants deviennent des résidents permanents dans les pays de l'UE. Malgré le pourcentage relativement bas de migrants hautement qualifiés, il est troublant de constater que le ratio de ces migrants par rapport à ceux qui ont le même niveau d'éducation dans le pays d'origine est élevé, ce qui les rend vulnérables à la fuite des cerveaux[40]. Le Liban présente également une proportion alarmante de migrants hautement qualifiés comparés à ceux qui restent dans le pays d'origine. On pourrait dire par exemple que les flux de transferts des migrants libanais vers leur pays d'origine pourraient plus contribuer à son développement d'une manière qui pourrait compenser la perte de capital humain.

Sur une note positive, la migration d'un nombre relativement élevé de personnes à haut niveau d'éducation pourrait être inversée avec les contributions de ces migrants au développement technologique de leurs économies. Selon une étude de Noland et Pack, aujourd'hui les économies du Moyen Orient partagent des caractéristiques communes avec celles de la Corée du Sud et Taiwan dans les années 60 et 70. Dans ces deux pays, les migrants de retour jouaient un rôle majeur dans le développement industriel de leurs économies. Ceci faisait suite à une politique nationale destinée à encourager le retour des émigrés en leur offrant des paquets fortement compétitifs (mesures fiscales et financières pour Taiwan). Ce plan ciblait les scientifiques et les ingénieurs émigrés[41].

Les retours sur l'éducation pourraient être beaucoup plus élevés à l'étranger que dans le pays d'origine et donc les perspectives de migration peuvent relever le retour attendu sur le capital humain et inciter les personnes à investir dans l'éducation dans le pays

d'origine. Ceci est étayé par la forte hypothèse selon laquelle les travailleurs qualifiés sont plus susceptibles d'émigrer que les travailleurs non qualifiés[42].

Pour résumer, lorsque l'on examine les PM dans leur ensemble, il n'existe pas de tendance ou règle spécifique sur la fuite des cerveaux, chaque pays doit être considéré individuellement sur la base des facteurs mentionnés ci-dessus. Il faut toutefois préciser que la migration des travailleurs hautement qualifiés pourrait apporter des externalités positives appelées "transferts sociaux" tels que : transferts de connaissance et de technologie, incitations à une meilleure éducation avec un plus grand espoir de migration. La "circulation des cerveaux" ou migration circulaire pourrait apporter des bénéfices aux deux côtés, tant que la protection sociale et les droits des migrants sont assurés. Ceci pourrait être une étape potentielle à considérer pour les migrants des PM.

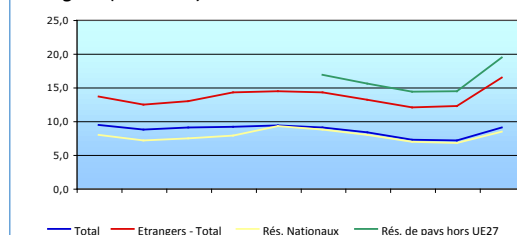
II.3. Les vrais obstacles à la migration du côté de l'UE

1. La question de la migration vers l'UE et les politiques d'intégration

Devant l'augmentation des flux migratoires, de nombreux pays de l'UE ont adopté des politiques destinées à renforcer les contrôles aux frontières et imposé des restrictions aux comportements des nouveaux entrants. Après une décennie de négociations et une position fluctuante sur les questions de migrations, sur les priorités des agendas et la réalisation que la migration est une "nécessité" pour occuper les emplois sur les marchés du travail des pays européens, les gouvernements ont commencé à prendre des mesures pour la mise en place d'un cadre juridique commun sur la migration et le droit d'asile, sur la base des conclusions de Tampere en 1999, confirmées par le programme de La Haye de 2004.

Selon la Commission Européenne, la politique de migration doit être basée sur : "1) le développement des partenariats avec les pays d'origine et les pays de transit (Approche globale) ; 2) un système européen commun d'asile, dans le respect total des termes de

Graphique 24. Chômage UE27 population domestique VS étrangers (2000-09)



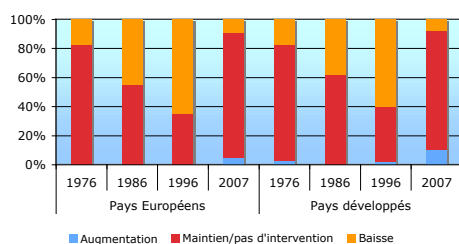
Source : Eurostat, 2000

la Convention de Genève et des obligations des états membres conformément aux traités internationaux ; 3) le traitement équitable des ressortissants des pays tiers visant à leur accorder des droits et obligations comparables à ceux des citoyens des Etats Membres dans lesquels ils vivent ; 4) une approche compréhensive à la gestion des flux migratoires"[43].

Toutefois, en dépit de politiques restrictives mises en oeuvre depuis les années 70, un grand nombre d'immigrants légaux et illégaux ont franchi les frontières et sont entrés dans l'UE. Selon le document de la Commission Européenne «Plan Politique sur la migration légale», les Etats membres doivent faire appel aux citoyens des autres états membres et les immigrants légaux résidents pour occuper les emplois qui ne trouvent pas de demandeurs. En fait, la liste des priorités de ce document stipule que : «pour des raisons de politiques de l'emploi, les Etats Membres peuvent accorder une priorité d'emploi aux citoyens de l'UE et aux ressortissants des Etats signataires de la zone d'accord économique». De ce fait, tout nouvel immigrant ressortissant d'un pays PM se trouve au quatrième niveau pour obtenir un emploi dans le pays d'accueil. Le résultat de cette politique est transposé dans la figure 24, où le taux de chômage parmi les citoyens non ressortissants UE est le plus élevé sur les marchés de l'emploi de l'UE. Ces types de restrictions ont induit des réactions inverses de la part d'immigrants dans l'UE.

Vu sous cet angle et en ce qui concerne les conditions de travail des ressortissants de pays tiers, la

Graphique 25. Politiques générales mondiales de migration



Source : UN, 2008

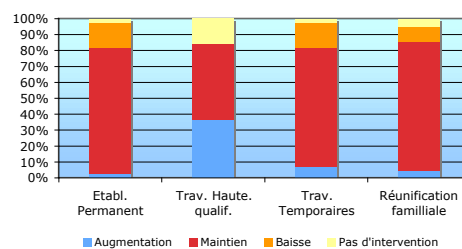
charte des droits fondamentaux de l'UE est claire. «Les ressortissants des pays tiers autorisés à travailler sur les territoires des Etats membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles des citoyens de l'UE »[44]. Ces termes impliquent des conditions de travail sûres, et des traitements égaux en dignité à ceux des ressortissants de l'UE.

Une étude à l'échelle mondiale entreprise par la division des populations de l'ONU en 2007, couvrant les politiques de différents gouvernements envers les populations, a donné des résultats intéressants liés aux politiques de migration :

1. Bien que le sentiment général sur la migration soit en faveur de politiques plus restrictives, l'étude des Nations Unies a constaté que le pourcentage de pays avec des politiques de migrations restrictives est passé de 60% en 1996 à seulement 8% en 2007 (Fig 25). Il est intéressant de noter que parmi ces 8% on trouve quatre pays de l'UE : le Danemark, l'Estonie, la France et les Pays bas.

2. Les politiques d'immigration des gouvernements européens deviennent de plus en plus sélectives quant aux types d'immigrants autorisés à entrer dans les pays. Environ 37% des pays européens mettent en œuvre des politiques autorisant l'entrée en Europe d'un plus grand nombre d'immigrants hautement qualifiés (38 pays européens ont répondu à cette question). Les gouvernements européens sont également en faveur d'une politique d'immigration provisoire (7% des pays européens ont répondu à cette question), suivie par une politique de regroupement familial (seulement 4% des pays européens). Il est toutefois intéressant de noter

Graphique 26. Politiques de migration des états UE



Source : UN, 2008

que seulement un pays de la région européenne met en œuvre une politique d'immigration avec autorisation de résidence (Fig 26).

Une Carte Bleue européenne est l'une des propositions qui faciliterait l'entrée légale des migrants hautement qualifiés dans les pays de l'UE. L'objectif est d'identifier les migrants porteurs d'un permis de résidence permanent et qui travaillent dans l'un des pays de l'UE. Cette proposition est destinée à attirer les immigrants hautement qualifiés vers l'UE. Pour obtenir cette carte, les immigrants devront être titulaires d'un diplôme universitaire et d'un contrat de travail dans un Etat membre. Bien que cette carte garantira les droits des immigrants, elle sera toutefois restrictive particulièrement si un contrat préalable doit avoir été signé avant que l'immigrant ne puisse demander la carte.

On peut donc en conclure que les politiques d'immigration de l'UE ont pris un nouveau virage au cours des dernières 2 ou 3 années, ou au moins que les gouvernements de l'UE commencent à sentir la pression soit de leurs sociétés soit des des pays voisins ou encore de leurs propres marchés du travail pour que des efforts soient entrepris sur les questions d'immigration. Il devient de plus en plus clair pour l'UE que la meilleure manière de traiter la migration est de recourir à une gestion positive des flux de migrants plutôt qu'à leur contrôle.

2. Le rôle du secteur informel

Le secteur informel constitue une solution d'emploi – temporaire ou permanent – pour les migrants. Ce secteur n'est pas nécessairement lié aux migrants

illégaux comme cela est relayé par les médias et l'opinion publique. Les migrants disposant de certaines qualifications mais qui ne trouvent pas d'emplois de ce niveau dans le pays hôte peuvent avoir recours au secteur informel pour survivre. Le secteur informel – tout comme la migration – est une transition entre une vie difficile et improductive vers une existence meilleure et productive. Le recours au secteur informel est une étape de transition qui aide de nombreux immigrants dans le processus d'installation. Il est à noter que les immigrants qui travaillent dans le secteur informel peuvent assurer des services que les citoyens des pays ne souhaitent pas assurer mais qui leurs sont néanmoins nécessaires.

Il faut reconnaître que l'existence d'un tel secteur – même limité - dans les pays de l'UE, attire le type d'immigrants qui n'ont pas les qualifications requises pour travailler sur le marché du secteur formel. Pour la Commission Européenne il s'agit d'un facteur d'attraction, particulièrement pour les immigrants illégaux. En conséquence, l'UE demande : «une intensification des efforts pour réduire l'économie informelle, qui constitue clairement un facteur d'attraction (pull factor) pour la migration illégale, ...»[46]. Les marchés informels des pays du sud de l'UE ont des racines sociales et historiques et certains immigrants les considèrent comme des méthodes de survie. Ainsi, en Grèce, il existe des milliers d'entreprises familiales qui contribuent au tiers du PIB du pays. Ce secteur informel est également important en Espagne où le secteur agricole fait appel à des milliers de travailleurs saisonniers. En Italie, de nombreux italiens travaillent dans plusieurs domaines du secteur informel qui est devenu l'un des aspects culturels et sociaux de ce pays. Les efforts du gouvernement pour formaliser ces activités sont loin de porter leurs fruits[47].

Il sera difficile d'éliminer un tel secteur. Une meilleure méthode consisterait à incorporer le secteur informel dans le cadre de l'économie. Ceci pourrait être fait tout d'abord en formalisant l'expérience acquise par les travailleurs dans ce secteur, et en leur apportant soutien et modernisation.

III. Récolter les bénéfices potentiels de la migration dans la zone Euroméd. Comment ?

Comme nous l'avons expliqué dans ce chapitre, la migration peut être un phénomène positif pour l'UE et les PM, mais de nombreux facteurs polémiques et interconnectés empêchent cette région de tirer profit. La solution réside dans la manière dont les pays Euroméd gèrent la question de la migration dans le cadre d'un partenariat global et comme le facteur manquant de la libéralisation qui suit normalement celle des biens, des services et des capitaux. En fait, dans le cadre d'une grande étude commanditée par la Commission Européenne sur les succès et échecs du partenariat UE-Méd, 83% des experts et acteurs ont indiqué que la coopération sur la migration entre les deux rives de la Méditerranée et la facilitation de la mobilité des personnes sont considérées comme l'un des échecs du partenariat[48]. Il est clair que les PM, au moins, considèrent un processus d'immigration bien défini et géré comme le facteur manquant qui limite les effets de ce partenariat.

Les impacts positifs éventuels de cette immigration sur ces économies font l'objet d'un consensus et tant les PM que les Etats membres de l'UE ont commencé à prendre des mesures positives. Toutefois, de nombreuses étapes sont encore au stade de la négociation, de plans ou de documents ou ne sont tout simplement pas traitées.

Dans la dernière partie de ce chapitre, il semble essentiel de mettre en évidence quelques recommandations utiles sur la manière de surmonter ces obstacles sur la base de l'analyse précédente. Cette partie ne prétend pas couvrir de manière exhaustive l'ensemble des mesures nécessaires. Elle doit être considérée comme une contribution supplémentaire à la masse de suggestions et d'idées sur ce sujet important pour cette région. Cette partie est divisée en trois sections. La première traite de quelques questions liées aux PM et qui pourraient les aider à tirer profit de la migration. Cela comprend plus d'investissement dans le capital humain, plus d'efforts dans l'identification et la

mise en adéquation des qualifications et des besoins, et enfin un cadre composé d'un ensemble de politiques élargies et claires. La deuxième section examine les recommandations de l'UE et le rôle essentiel joué par les politiques d'immigration et d'intégration afin que la migration soit bénéfique des deux côtés. La troisième section comprend quelques recommandations générales pour l'ensemble de la région et traite de l'importance du dialogue et de la coopération ; enfin, les conclusions sont en dernière partie.

III.1. PM: comment faire en sorte que la migration profite à leurs économies et sociétés ?

Du côté des PM, les principaux obstacles à un processus de migration plus efficient et bénéfique sont liés dans une large mesure à la qualité des immigrants eux-mêmes d'une part, et à la question polémique de la fuite des cerveaux d'autre part. A cela il faut ajouter l'incapacité des immigrants à établir l'adéquation entre leurs qualifications et les besoins des marchés du travail des pays hôtes pour des raisons d'informations asymétriques. Ceci est aggravé par des politiques de migrations floues de la part des gouvernements des PM. Les recommandations faites aux PM sont présentées en trois groupes : 1. Investissement dans le capital humain ; 2. Identification et mise en adéquation des qualifications ; 3. Réforme des politiques de migration des PM.

1. Investissement dans le capital humain : de quoi les PM ont-ils vraiment besoin ?

Fondamentalement, les gouvernements des PM vont devoir faire des efforts tangibles pour combattre l'analphabétisme et améliorer les qualifications de leurs populations. Ils vont devoir investir plus dans les stratégies et planification pour augmenter la qualité de leur capital humain. Si les immigrants des PM sont mieux employés à l'étranger que dans leurs pays (moindre taux de chômage), cela est dû au fait que ceux qui réussissent à immigrer disposent d'un niveau minimum d'éducation. Le pourcentage de population jeune dans ces pays est tel qu'il représente un potentiel illimité de développement, avec la création

d'un réservoir abondant de personnes hautement éduquées et qualifiées. Dans le contexte Euromed de la migration, ces différentes catégories de capital humain peuvent apporter d'énormes profits à leurs pays. Pour cela, les gouvernements des PM doivent mener à bien un certain nombre de politiques :

1. Fondamentalement, les gouvernements doivent réformer le système d'éducation pour abaisser les taux d'analphabétisme en ciblant particulièrement les zones rurales pauvres où ces taux sont extrêmement élevés surtout chez les femmes.
2. Augmenter les résultats de l'éducation et notamment l'engagement des étudiants dans les troisièmes cycles scientifiques. A ce stade de développement, les pays PM ont besoin de scientifiques et d'ingénieurs pour leur secteur industriel et doivent créer des emplois avec un fort taux de retour pour ces économies, comme cela a été le cas en Inde et en Corée.
3. De plus, la formation technique et professionnelle continue doit être encouragée, les méthodes d'enseignement modernisées et les méthodes d'éducation basée sur la connaissance doivent être incluses dans le système.
4. Une attention spéciale doit être apportée au développement des qualifications afin d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation post-primaire en vue d'offrir une meilleure accessibilité à l'emploi des jeunes, et ce par le biais du développement d'un système de qualification régional Euromed.
5. Des investissements sont nécessaires dans le domaine de l'acquisition des qualifications pour améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation primaire et offrir de meilleures possibilités sur les marchés du travail.

Dans le même temps, ceux qui acquièrent de hautes qualifications et une haute éducation deviennent des immigrants potentiels si leurs pays ne peuvent pas leur proposer d'emplois conformes à leurs niveaux de qualification. Il s'agit d'un travers que les économies des PM peuvent éviter, mais qui se produit si le nombre de travailleurs dépasse

Tableau 4: Nature des politiques de migration dans les PM					
	Politique d'immigration		Politique d'émigration		
PM	Niveau global	Travailleurs qualifiés	Integration des Non-citoyens	Niveau global	Retour encouragé
Algérie	Maintien	..	..	Non intervention	Oui
Egypte	Baisse	Maintien	Oui	Maintien	Oui
Maroc	Baisse	Maintien	Oui	Maintien	Oui
Tunisie	Non intervention	Non intervention	Non	Augmentation	Non
Israël	Augmentation	Maintien	Oui	Baisse	Oui
Jordanie	Baisse	Baisse	Non	Augmentation	Non
Liban	Baisse	Non intervention	Non	Baisse	Oui
Palestine	-	-	-	-	-
Syrie	Maintien	..	..	Baisse	..
Turquie	Baisse	Augmentation	Non	Maintien	Non
Notes: Politique publique d'immigration: Niveau global: Politiques de gouvernements concernant le niveau global courant de l'immigration dans le pays. Il est codé en quatre catégories : l'augmentation du niveau de l'immigration ; le maintien du niveau de l'immigration ; la baisse de niveau de l'immigration ; la non intervention					
Source: UN, department of Economic and Social Affairs, population division, 2006					

le nombre d'emplois que ces économies peuvent créer. Même lorsque les travailleurs hautement qualifiés décident d'immigrer, il existe plusieurs manières et politiques permettant aux économies de tirer profit des migrations.

2. Réforme des politiques de migration des PM

Il existe de fortes disparités entre les diverses politiques de migration des PM et en dépit de l'augmentation des flux de migrants de et vers ces pays, il est difficile – et même dans certains cas impossible – d'avoir une vision claire de leur position vis-à-vis de la migration. Fondamentalement, les politiques de migration des PM devraient être conçues pour optimiser les bénéfices tirés de ce processus : facilitation des transferts, encouragement au retour, transfert des connaissances et migration circulaire. De plus, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques plus rigoureuses pour protéger les ressortissants nationaux à l'étranger par la promotion des liens et des réseautages.

Parmi les 10 PM, deux pays – la Tunisie et la Jordanie – mettent en œuvre des politiques d'encouragement à l'émigration professionnelle de leurs ressortissants. Il est à noter que la population de Jordanie

dépasse à peine les 6 millions d'habitants en 2010, avec plus de 1,9 millions de réfugiés palestiniens. La plupart des émigrants de Jordanie sont hautement qualifiés alors que les migrants qui viennent en Jordanie correspondent à une main d'œuvre peu qualifiée agricole (75% d'égyptiens) ou autres emplois de basse qualification. Ce n'est que récemment que le gouvernement jordanien a initié des politiques sélectives pour les ressortissants étrangers qui entrent sur son territoire. Au Maroc et en Turquie, les plus gros contributeurs à la migration des PM, les politiques de migration exigent le maintien des niveaux actuels de migration. Au Liban, et ce en dépit du nombre relativement élevé d'immigrants libanais en rapport à la population, les gouvernements mettent en œuvre des politiques clairement destinées à diminuer le niveau de migration, ce qui est compréhensible à ce stade où le pays doit conserver la main d'œuvre nécessaire à son développement. En Egypte, où le taux de chômage est le plus élevé de la région, particulièrement chez les jeunes et les diplômés universitaires, le maintien du niveau de migration actuel ne peut être que bénéfique si l'économie est en mesure de générer les emplois nécessaires qui pourraient absorber non seulement le chômage actuel mais également les travailleurs des prochaines trois ou quatre décennies.

En général, les PM doivent adopter une approche plus marquée pour la migration pour leurs marchés du travail, et plus précisément :

1. Les PM devront aider leurs émigrants légaux à s'installer à l'étranger y compris pour la protection de leurs droits et de leur bien-être, ceci aurait un énorme effet de maintien de leurs liens avec leurs pays d'origine ce qui serait bénéfique pour ces derniers.
2. Les PM devront mettre en oeuvre des politiques susceptibles de promouvoir le retour des émigrés hautement qualifiés et éduqués dans leurs pays et contribuer ainsi à leur développement. Ces politiques devraient inclure des paquets attractifs d'offres d'emplois avec des salaires compétitifs et autres mesures incitatives et facilités telles que la sécurité des droits de propriétés et stabilité sociale [49].
3. Il est crucial d'assurer une meilleure transmission des informations sur les migrants potentiels et leurs qualifications dans leurs pays d'origine et en même temps la disponibilité des demandes potentielles des marchés étrangers.
4. Les PM devront élaborer des politiques qui tireront le meilleur profit des transferts des émigrés, un élément clairement bénéfique pour les pays d'origine. Ces politiques devraient inclure des incitations fiscales (telles que des remises fiscales), si les transferts sont utilisés pour des investissements productifs.
5. Pour tirer au mieux profit de la migration, les gouvernements de PM devront prendre conscience des bénéfices autres que les flux de transferts des migrants et les élargir aux bénéfices socio-économiques qui auraient un impact énorme sur leur développement à long terme.
6. Les politiques d'immigration mises en oeuvre à l'attention des PM sont encore plus ambiguës que celles pour les migrants. Il est vrai que ces flux pourraient constituer une charge supplémentaire pour les marchés déjà soumis à de fortes pressions des PM, mais il est important d'avoir une vision claire et une bonne planification pour la gestion de ces flux.

En général, il est important d'élaborer des politiques d'immigration qui pourraient venir en complément des politiques mises en oeuvre dans les pays de l'UE, afin de définir un cadre complet pour la migration dans la région Euromed.

III.2. Rôle essentiel des politiques de migration et d'intégration de l'UE

Aujourd'hui les pays de l'UE doivent faire face à des défis complexes et sensibles pour équilibrer le contrôle des flux migratoires aux frontières, répondre aux besoins de leurs marchés du travail avec de la main d'œuvre étrangère et assurer l'intégration sociétale de ces migrants. Il est clair que les flux migratoires vers l'UE – particulièrement ceux provenant des PM – vont se poursuivre pendant encore au moins 50 ans pour des raisons inévitables telles que les pressions démographiques, les différentiels de revenus et les pressions des marchés du travail.

Les dossiers liés à la migration demeurent une question pressante qui ne peuvent être ni évitée ni ignorée. Il est clair que la migration devient le «nouveau» sujet de négociations entre l'UE et les PM. Ceci est considéré comme une étape importante dans la bonne direction à suivre dans le futur. Il est essentiel de revoir les politiques d'immigration et d'intégration de l'UE pour optimiser les profits de la migration. Dans ce rapport, nous insistons sur ce qui doit être fait au niveau régional.

III.3. Recommandations au niveau régional

Au niveau Euromed, les stratégies orientées vers la mobilité du facteur capital humain ont toujours échoué. Une des questions fondamentales qui doit être mise en oeuvre sur les deux rives de la Méditerranée est l'intégration des politiques d'immigration dans les stratégies de développement. La migration est un atout soit pour l'UE grâce au facteur humain soit pour les PM par l'optimisation interdépendante des flux de capitaux restreints.

Les points suivants constituent un ensemble de recommandations qui ne sont pas exhaustives mais qui pourraient constituer quelques étapes fondamentales en vue d'optimiser ces processus au niveau régional :

1. Si des pays Euromed signent des accords commerciaux bilatéraux, cela constituera une raison supplémentaire pour que les pays des deux rives de la Méditerranée négocient et signent un accord bilatéral sur ces questions sensibles qui concernent des êtres humains et leurs existences. Un projet bilatéral réussi entre l'Égypte et l'Italie (le projet de système d'information intégré sur la migration - Integrated Migration Information System Project (IMIS)), a pour objet d'assurer l'adéquation entre les qualifications des migrants égyptiens et les opportunités d'emplois en Italie.
2. La reconnaissance des qualifications est un élément crucial pour la réussite de la migration. Les deux rives doivent travailler ensemble à une définition commune et convenir des qualifications nécessaires pour différentes professions les plus demandées avec les plus hauts potentiels de migration.
3. Les pays des deux rives de la Méditerranée doivent traiter de la question de la migration illégale avec une vision commune en vue de protéger les migrants eux-mêmes en tant qu'êtres humains, et pour réguler les flux transfrontaliers d'immigrants. Pour cela ils devront étudier les causes de la migration illégale et travailler de concert pour éliminer ces causes, y compris l'élargissement des opportunités pour les travailleurs sans qualification dans les pays d'origine et d'accueil, investir dans des programmes rigoureux d'éducation et de formation, assurer que les migrants sont conscients des menaces et de l'instabilité associées à la migration illégale, soit dans le processus lui-même soit lors des difficultés d'établissement dans les pays hôtes.
4. Il faut disposer de meilleures outils statistiques et d'une meilleure coopération entre les pays des deux rives permettant de mieux évaluer et quantifier les besoins des marchés du travail dans les pays hôtes ainsi qu'une identification

efficace de l'offre de main d'œuvre potentielle dans les pays d'origine.

5. Les pays des deux rives de la Méditerranée doivent traiter de la question des informations asymétriques, au vu de l'importance de parvenir à l'adéquation des qualifications des migrants et les besoins des marchés du travail des pays de l'UE. Ceci est également lié à la question de la reconnaissance des qualifications afin d'assurer que les migrants exercent des emplois à leur niveau de qualification, pour éviter les pertes en termes de revenus et qualifications.

Endnotes

1. Graphiques issus de UN migration report, OIM et Banque Mondiale.
2. UNDP, 2009
3. Graphique pour 2000-2002 de UNDP, 2009
4. Graphique calculé approximativement à partir du nombre de migrants qui sont entrés dans l'UE-27 en 2006, à partir de données disponibles publiées par Eurostat, 2010
5. Excluant l'Algérie et la Turquie.
6. Graphiques qui excluent des principaux contributeurs en remises comme l'Espagne et le Royaume Uni, en raison de manque de données.
7. Incluant l'Égypte, la Grèce, la Jordanie, le Maroc et le Portugal.
8. Le Caire est considéré comme l'endroit avec le plus grand nombre de réfugiés vivant en lieu urbain dans le monde (Fargues, 2009).
9. Le ratio de dépendance inversé est le ratio de la population en âge de travailler (15-64) divisé par la population qui n'a pas l'âge de travailler (<14 ans et >65)
10. Section qui se fonde sur la contribution de Blanc F., 2010, prochainement publiée.
11. Cf. F. Blanc, Perspectives d'emploi en Méditerranée, Med2030, publication en 2011.
12. CENSIS, 2003 (FEM21-30)
13. Fargues, P. 2009
14. Kurekova, Lucia. 2010
15. les pays CEE sont les suivants : République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Po-

logne, Slovaquie et Slovénie.

16. Les frontières des autres pays UE15 étaient en phase d'ouverture transitoire vers les CEE.

17. Fargues, P. 2009

18. Stark & Chau, 1999.

19. McCornick & Wahba, 2001

20. Communication de la Commission, 2005

21. Venturini, A. 2008

22. World Bank. 2009. "Shaping the future: A Long-term perspective of people and job mobility of the MENA"

23. UNDP, 2009

24. à partir de UNDP, 2009

25. ibid. 10

26. NMS -10 : Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Chypre et Malte.

27. CEFMR, 2004.

28. Ces calculs sont très approximatifs, à cause de la discontinuité des données sur les PM ou les NM. Tandis que les 10 PM sont inclus, les NM sont absents : Chypre, la Hongrie, Malte et la Slovaquie.

29. Ces Graphiques incluent chacun des 10 pays des NM et des PM, mais ces derniers sont sous-estimés à cause de données incomplètes pour quelques pays en 2008 et sont représentés à partir d'estimations issues des valeurs des années précédentes.

30. UN Pop. Div. estimations quinquennales et projections (Medium Variant Scenario)

31. Noland et Pack, 2008

32. Docquier et Marfouk, 2006

33. Stark, 1999

34. Niessen et al. 2007 on the Migrants Integration Policy Index. 2007.

35. ILO, 2010

36. Casey T. and C. Dustmann, 2010

37. La variable d'identité a été calculée à partir du questionnaire, quand les individus nés à l'étranger et leurs enfants ont été invités pour mesurer sur une échelle de cinq points l'intensité avec laquelle ils se sentaient «Allemands» et l'intensité avec laquelle ils se sentent reliés à leur pays d'origine.

38. Voir: Commander S. et al. "The Brain Drain: Curse or Boon? A Survey of the Literature". Paper prepared for CEPR/NBER/SNS International

Seminar on International Trade Stockholm, 24-25 May, 2002

39. Pour l'essayer, celui ci a été calculé pour Egypte et le Maroc : mathématiquement, nous avons soustrait les dépenses quantifiables que le pays d'origine soutient d'un émigrant (le PIB moyen par habitant pour exprimer le rendement renoncé, les dépenses publiques d'éducation par habitant et les dépenses publiques de Santé par habitant pour exprimer l'investissement de capital humain) du seul revenu quantifiable de ce migrant (remises par habitant), nous avons trouvé un déficit s'élevant à presque la moitié du PIB par habitant de ce pays.

40. World Bank, 2008. 'The road not travelled: Education Reform in the Middle East And North Africa' . MENA Development Report. Washington. »

41. Noland & Pack, 2008

42. Idée soutenue par Docquier et Marfouk's 2006

43. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/08/402>

44. Article 15 (3) of the Charter of Fundamental Rights to the to the European UN, 2008

45. A peu près similaire à l' US Green Card

46. EC. 2006. "Communication From the Commission : policy plan on Legal Migration"

47. Karlsson. S. 2009.

48. IEmed, 2010, "Assessment of the Euro-Mediterranean Partnerships : perceptions and realities"

49. Noland et Pack, 2008

Chapitre 4: Le point sur la pauvreté dans les PM

L'ouverture aux échanges de marchandises de services et de capitaux, la mobilité des personnes sont certainement des facteurs de convergence entre les pays. Mais cette convergence concerne le produit par tête moyen et ses composantes, en particulier les revenus que tirent les facteurs de production, en particulier le travail. Par ailleurs, il est généralement admis – et les modèles de simulation le confirment – que l'ouverture produit un gain net de revenu pour tous les partenaires.

Il reste, qu'à l'intérieur des pays on peut très bien avoir à la fois une augmentation du revenu par tête moyen et une augmentation de la dispersion des revenus et des conditions de vie selon que les personnes concernées sont dans les secteurs à avantage comparatif (où les prix et donc les revenus des facteurs utilisés augmenteront), dans les secteurs à désavantage comparatif (où les prix et les revenus des facteurs concernés baisseront) ou dans les secteurs non concernés directement par l'ouverture qui produisent des biens non échangeables et dont les prix et les revenus sont directement liés à la compétitivité de l'ensemble de l'économie (notamment au niveau du taux de change réel). Par ailleurs, l'ouverture implique des ajustements lourds que les politiques sociales, même avec un gain net significatif, mettent du temps à absorber, voire du fait d'un mauvais fonctionnement, ne compensent pas.

Contrairement à la grande tradition de la pensée économique cette question du dual social des politiques qui cherchent à optimiser la position internationale d'un pays sont fort peu évoquées par la littérature actuelle. Les gagnants ne sont pas explicitement désignés, non plus que les perdants et encore moins les politiques qui devraient permettre de redistribuer une partie des gains des gagnants aux perdants pour éviter une dilatation supplémentaire de l'espace social.

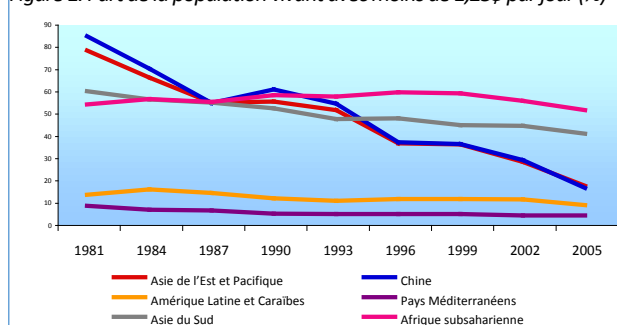
Cette identification est un travail lourd qui dépasse le cadre du présent rapport. Il y a néanmoins un indicateur incontestable qui, d'une certaine façon, mesure le résultat de tout le processus, c'est l'évolution de la pauvreté. Certains pays comme le Brésil ont franchi un seuil important. La croissance permet le développement d'une classe moyenne et les déciles inférieurs de la répartition des revenus, de même que les déciles supérieurs représentent un nombre plus faible d'individus. On dit alors que la croissance est « pro poor » dans la mesure où elle s'accompagne d'une diminution des inégalités. La question posée ici est de savoir ce qu'il en est des PM et de tenter de relier les effets de l'ouverture internationale à cette question.

Etant donné que pour des raisons culturelles les PM sont la région du monde qui supporte le moins le développement d'une pauvreté absolue (le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté absolue est le plus bas du monde en développement), on perçoit qu'il s'agit d'une question centrale pour que ces pays puissent, sans crise majeure, continuer leur processus d'insertion dans l'économie mondiale.

Posée d'une façon plus opérationnelle cette question revient à se demander s'il est plus efficace de s'orienter vers des politiques de développement visant à promouvoir la croissance, dans la lignée de l'analyse du trickle-down, en postulant que l'ouverture aux échanges commerciaux et aux flux financiers permet de réduire les inégalités et la pauvreté (les politiques compensatoires devant assurer le dédommagement des éventuels perdants) ; ou est-il préférable de privilégier, du moins dans certains pays, une croissance directement favorable aux pauvres avec des politiques de promotion de l'équité.

La majorité des pauvres en Méditerranée ne vivant pas dans un pays « pauvre » en tant que tel, il est légitime de se demander si la mise en œuvre de mesures visant à réduire la dispersion des re-

Figure 1. Part de la population vivant avec moins de 1,25\$ par jour (%)



Source: Povcalnet

venus peut effectivement avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. L'examen plus précis de la relation existant entre la croissance, la distribution du revenu et la pauvreté permettra de mieux cerner les enjeux du débat relatif à l'arbitrage, ou à la complémentarité, entre la croissance et la redistribution. Ce chapitre vise donc à établir quels sont les facteurs d'inégalité dans la région et de proposer des pistes qui permettraient de lutter contre les facteurs de pauvreté spécifiques aux pays méditerranéens. Le rôle des différentes sources de revenu des ménages et de l'ouverture commerciale dans ce processus seront étudiés plus précisément.

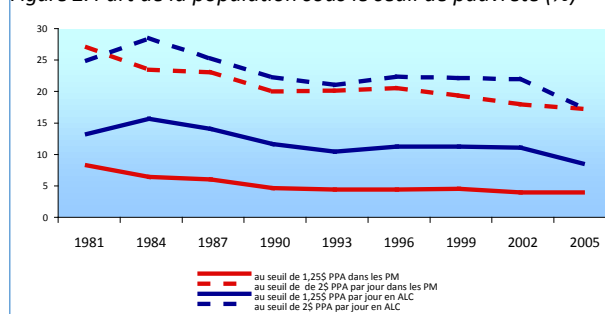
I. Etat des lieux de la pauvreté et du développement humain dans la région méditerranéenne

I.1 La pauvreté dans les pays méditerranéens : la question de la vulnérabilité à la pauvreté chronique

Alors que la couverture des données s'améliore partout dans le monde, le Moyen-Orient et Afrique du Nord reste en retrait par rapport à la progression générale. Ceci rend la tâche des chercheurs d'autant plus difficile que parmi les données disponibles il existe des sources de non comparabilité entre les pays (revenus vs. dépenses de consommation, harmonisation concernant la taille du ménage et le partage des revenus entre les membres, etc.).

On peut néanmoins noter que dans les PM l'objectif du millénaire pour le développement (OMD1) qui est de diminuer la pauvreté absolue de moitié d'ici 2015 sera probablement atteint, qu'il y a l'émergence incontestable d'une classe moyenne, mais que

Figure 2. Part de la population sous le seuil de pauvreté (%)



Source: Povcalnet

dès que l'on élève le seuil de pauvreté le nombre de personnes vulnérables est particulièrement élevé.

La pauvreté dans les régions émergentes : le cas particulier des pays méditerranéens

En retenant le seuil d'évaluation de la pauvreté absolue à partir des nouvelles PPA 2005 on relève en premier lieu, le faible pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire absolu (1,25\$ par jour et par personne) comparativement aux autres régions émergentes (Figure 1).

Alors que l'indice de pauvreté a diminué en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, pour autant dans ces pays la croissance de la population est telle qu'au final le nombre de pauvres à 1,25\$ par jour a augmenté entre 1981 et 2005 : ceux-ci sont passés respectivement de 548 millions de personnes sous le seuil de pauvreté à 596 en Asie du Sud et de 211 à 388 millions de personnes en Afrique subsaharienne. En revanche, la transition démographique amorcée dans la région méditerranéenne a permis de faire en sorte que la diminution de l'indice numérique de pauvreté traduise une chute effective du nombre de personnes pauvres. Ces derniers représentaient 14 millions de personnes en 1981, mais n'étaient plus que 11 millions en 2005.

Dans les pays méditerranéens, au seuil de 1,25\$ par jour et par personne en PPA 2005, l'indice numérique de pauvreté est de 3,6% en 2005, ce qui représente d'excellentes performances comparativement aux autres régions en développement

Tableau 1. Part de la population par catégories de revenus (%)

Tableau 2.4 Part de la population par catégories de revenus (%)								
	1990				2008			
Région	Pop (millions)	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Pop (millions)	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3
Asie	2,692.2	79	21	0	3,383.7	43	56	1
Amérique Latine et Caraïbes	352.5	20	71	9	454.2	10	77	13
Pays Méditerranéens	162.3	18	80	2	212.8	12	86	3
Afrique Subsaharienne	274.8	75	24	1	393.5	66	33	1
OCDE	639.0	0	24	76	685.4	0	16	84

Source : Povcalnet. Cat. 1 : <2\$ PPA 2005 par personne et par jour. Cat. 2 : 2\$-20\$ PPA 2005 par personne et par jour. Cat. 3 : >20\$ PPA 2005 par personne par jour.

(Amérique Latine : 8,2% ; Asie du Sud: 16,8% ; Afrique subsaharienne : 50,9%).

Kharas (2010) définit la classe moyenne mondiale comme étant constituée des ménages dont les dépenses quotidiennes par personne sont comprises entre 10 \$ et 100 \$ en parité de pouvoir d'achat. Dans les pays méditerranéens il estime que la classe moyenne compte environ 108 millions de personnes, ce qui représente 6% de la classe moyenne mondiale (contre 10% pour la région Amérique Latine et Caraïbe (ALC) et 28% en Asie).

Lorsque l'on considère la part de la population par catégories de revenus (tableau 1), 86% de la population des pays méditerranéens atteignent la catégorie de dépenses 2\$-20\$ PPA en 2008 ce qui constitue un résultat encourageant par rapport aux autres régions du monde. La progression faite entre 1990 et 2008 est pourtant moins spectaculaire que celle qui a eu lieu en Amérique Latine pour qui la troisième catégorie de revenus représente désormais 13% de la population, alors qu'elle ne comprend que 3% de la population des pays méditerranéens en 2008.

Mais, lorsque l'on se penche plus particulièrement sur l'évolution de la pauvreté au seuil de 2\$ par jour et par personne (qui est le seuil de vulnérabilité), contrairement aux autres régions émergentes, l'indice numérique de pauvreté n'a pas connu de diminution marquée durant la décennie 1990. La part de la population détenant quotidiennement moins de 1,25\$ est passée de 4,3% à 3,6% entre 1990 et 2005, alors que sur la même période la part de la

population détenant moins de 2\$ par jour est passée de 19,7% à 16,9%. A titre de comparaison, au seuil de 1,25\$ par jour la région Amérique Latine et Caraïbes connaît des niveaux de pauvreté plus élevés, en revanche, au seuil de 2\$ ces pays ont connu des niveaux et des évolutions relativement similaires à ceux des pays méditerranéens (PM) (passant sur la même période de 21,9% à 17,1%) (Figure 2).

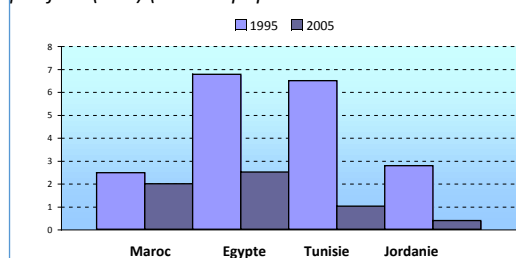
La pauvreté au sein des PM: étude de cas

La figure 3 montre les progrès qu'ont effectués trois pays méditerranéens en matière de réduction de la pauvreté. Ces pays sont tous passés sous la barre des 3% de la population détenant moins de 1,25\$ PPA par jour. Mais ,

En Egypte outre les 23 % de pauvres au seuil de 2\$, 37 % supplémentaires vivent avec des niveaux de revenu qui ne dépassent pas de plus 30% ce seuil de pauvreté (World bank, 2005).

Hormis les 19% de la population marocaine considérés comme pauvres, la Banque Mondiale (2007), estime à au moins 25% la population étant «économiquement vulnérable», c'est-à-dire dont le niveau des dépenses de consommation se situe à moins de 50% au-dessus du seuil de pauvreté. Conformément à l'intuition, au Maroc la pauvreté relative est plus importante que la pauvreté absolue. Entre 2001 et 2008 la pauvreté absolue est passée de 6,7% à 3,6%, et la pauvreté relative (vue à partir de la ligne de pauvreté) de 15,3% à 8,8%. Si durant cette période 1,7 millions d'individus sont sortis

Figure 3. Indice numérique de pauvreté au seuil de \$1.25 par jour (PPA) (% de la population)



Source: WDI (2010)

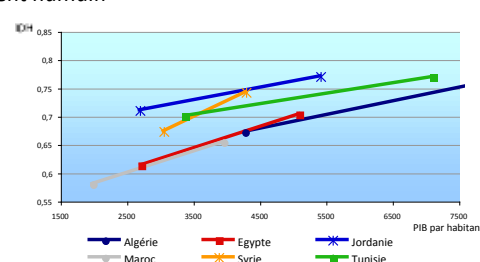
de la pauvreté, il reste 1,2 millions de personnes considérées comme vulnérables et 2,8 millions d'individus vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté relative. La classe moyenne quant à elle connaît une détérioration de sa situation.

I.2 Le paradoxe du développement humain des PM

Les informations relatives aux indicateurs de développement humain permettent de comprendre les évolutions de la pauvreté d'un point de vue multidimensionnel. En particulier, leurs tendances montrent comment les changements dans le revenu ont un impact tangible sur, par exemple, la mortalité infantile ou la scolarisation. Les différents rapports sur le développement humain dans la région (Arab human development reports) montrent l'existence de déficits importants dans les différents aspects du développement humain. Ces déficits sont principalement liés à l'accès à la santé (Ayodeji Akala et El-Saharty, 2006) et à la connaissance (Iqbal, 2006).

Malgré l'analogie de performances en matière de réduction de la pauvreté on constate que la transformation des résultats obtenus sur la croissance du PIB en termes de développement humain est sensiblement différente entre les PM. (figure 4). C'est ainsi que cette transformation s'effec-

Figure 4. Capacité à transformer son PIB en développement humain



Source: WDI (2010), Human Development Reports (1998, 2010).

tue mieux au Maroc, en Syrie et en Egypte qu'en Algérie en Tunisie et en Jordanie. Il y a là manifestement une différence dans l'efficacité des actions compensatoires ainsi que dans leurs montants.

I.3 L'inégalité dans les PM

Alors que la plupart des pays émergents ont connu une augmentation constante de l'inégalité depuis les années 1980, l'augmentation a été plus limitée dans la région méditerranéenne, et la Tunisie et la Jordanie ont même réussi à inverser la tendance. Les années de référence n'étant pas les mêmes, une comparaison inter-pays semble difficile sur cette base. Cependant, si l'on postule que les inégalités connaissent une évolution relativement lente, l'indice de Gini montre dans quelle mesure les niveaux d'inégalité des pays méditerranéens diffèrent. Le tableau 2 montre que la Turquie connaît le taux d'inégalité le plus élevé de la région (41,2 en 2006) tandis que l'Egypte est le pays le moins inégalitaire (32,1 en 2004). Dans chacun des PM

Tableau 2. Inégalité dans les pays méditerranéens

Pays (année d'enquête)	Indice de Gini	Part du revenu détenue par le premier décile de la distribution	Part du revenu détenue par le dernier décile de la distribution
Algérie (1995)	35.3	2.8	26.9
Egypte (2004)	32.1	3.9	27.6
Israël (2001)	39.2	2.1	28.8
Jordanie (2006)	37.7	3.0	30.7
Maroc (2007)	40.9	2.7	33.2
Tunisie (2000)	40.81	2.4	31.6
Turquie (2006)	41.2	2.0	31.3

Source : WDI 2010.

les 10% les plus riches de la population détiennent plus du quart des richesses nationales (et même jusqu'à près du tiers au Maroc).

II. Le lien entre la croissance, l'inégalité et la pauvreté dans la région

Si l'on postule que les politiques de redistribution constituent un frein à la croissance, un arbitrage se présente entre la réduction de la pauvreté à terme ou la réduction immédiate des inégalités. Le cas échéant, si les décideurs politiques «sacrifient» une partie de la croissance en mettant en place des politiques visant à rendre la distribution des revenus plus équitable, cela peut freiner la croissance et conduire, pour un temps, à la dégradation du niveau de vie absolu des pauvres.

Le véritable enjeu pour concevoir une politique de développement efficace consiste donc à comprendre les interactions entre la croissance et la distribution du revenu. Pour ce faire deux approches alternatives sont en concurrence : la théorie du trickle-down development et la théorie de la pro-poor growth. La question est d'autant plus intéressante dans la région que certains pays sont riches en pétrole et, nombreux sont ceux qui pensent que la question de la pauvreté se résoudra d'elle-même.

II. 1 L'hypothèse du trickle- down

La question qui se pose dans cette section est de savoir si le processus de croissance économique est compatible avec une réduction de l'inégalité. La complexité de la relation amène à nuancer le principe selon lequel « la croissance (quelle qu'elle soit) est bonne pour les pauvres » (Dollar et Kray, 2002).

D'après l'hypothèse du trickle- down, un arbitrage doit s'opérer entre la promotion de la croissance et la réduction de l'inégalité. En effet, si l'on considère que la croissance est initiée par l'épargne et l'investissement, et que les hauts revenus ont une propension marginale à épargner plus élevée que le reste de la population, l'inégalité constitue alors un préalable

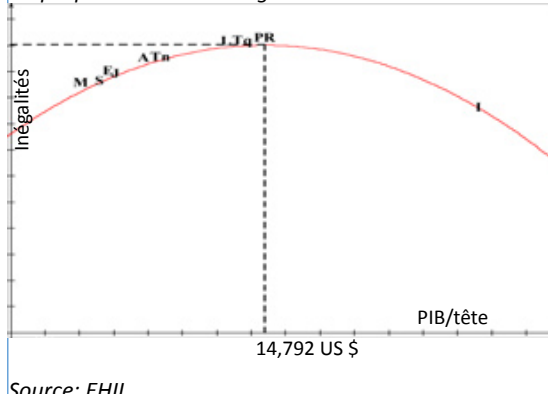
nécessaire à l'accumulation du capital et à la croissance économique. En raison de la plus forte propension à épargner des déciles les mieux dotés en capitaux, l'inégalité initiale est alors la clef du décollage économique (Kaldor, 1957). Dans ce cadre d'analyse, toute redistribution du revenu conduit à des pertes de croissance en raison de la moindre part du revenu national disponible pour l'épargne et l'accumulation, ce qui est néfaste à la réduction de la pauvreté.

Cette hypothèse a été développée par Kuznets selon lequel le niveau d'inégalité résulte naturellement du processus de croissance lui-même et que les politiques publiques influent peu sur ce processus.

Lorsque l'on teste plus précisément l'hypothèse de Kuznets dans le cadre des pays méditerranéens (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie, Syrie) le point de retournement correspond à un niveau de PIB par habitant de 14792\$.

L'ensemble des pays étudiés sont représentés sur la courbe par leurs initiales (avec Tn la Tunisie et Tq la Turquie), et PR représente le point de retournement. Une analyse rapide de ce graphique permet de conclure qu'en 2009 à l'exception d'Israël (I), les pays de la région méditerranéenne se situent dans la partie ascendante de la courbe, c'est-à-dire où l'inégalité augmente avec le PIB par habitant.

Graphique 1 : La courbe régionale de Kuznets



manière significative les inégalités. Même dans une économie à croissance rapide, lorsqu'elle résulte uniquement des mécanismes de marché, la croissance est plus favorable aux personnes mieux dotées en facteurs de production. En se conformant à ce processus, les pays de la région atteindront des niveaux d'inégalité encore plus élevés au cours de leur processus de développement, permettant ainsi aux détenteurs de capitaux de dégager des profits qui, par un processus d'écoulement, bénéficieront à terme aux plus pauvres.

Cette théorie soulève la question de l'acceptation d'un niveau élevé d'inégalité pouvant créer de larges déséquilibres politiques et sociaux, avec à terme une réduction de la croissance liée à une désincitation à investir et à une mauvaise allocation des ressources. Le délai nécessaire pour obtenir une réduction significative de la pauvreté absolue peut s'avérer extrêmement long, et cette période de transition n'est ni humainement acceptable (car elle sacrifie la baisse de la pauvreté immédiate) ni politiquement responsable au vu des enjeux socio-politiques de la région.

En outre, contrairement à ce qui est prédit par la théorie, les inégalités se sont accentuées dans des pays comme Israël ces dernières années. Ce modèle a donc un pouvoir explicatif relativement faible, ce qui tend à montrer que la relation entre inégalité et développement dans ces pays est sensiblement plus complexe. Les recherches relatives à la relation croissance-inégalité ressemblent à une «quête du Saint Graal». La validation de l'existence d'une courbe en U inversé serait la clef d'une loi universelle de développement, les écarts par rapport à la courbe s'expliquant par l'intervention des pouvoirs publics. Pourtant, dans une perspective historique les seuls pays où cette «dynamique naturelle des inégalités» a eu lieu sont les pays occidentaux, pays dans lesquels l'importance de la migration intersectorielle est minime dans l'explication de la chute des inégalités. C'est en fait grâce à une forte action syndicale et à la mise en place de l'Etat providence, et notamment de l'impôt pro-

gressif, que les écarts de rémunération du travail se sont réduits.

Le processus n'est donc pas «naturel», et la question qui se pose est de savoir si ce modèle est réellement transposable aux pays méditerranéens. Il est alors intéressant de voir dans quelle mesure la croissance peut bénéficier plus directement aux pauvres en étudiant la position de ces pays par rapport à une théorie alternative : celle de la croissance en faveur des pauvres (pro-poor growth). Selon cette approche, la réduction de la pauvreté ne se fait plus de manière indirecte, mais place les pauvres au cœur du processus de croissance.

II.2 La croissance en faveur des pauvres

Le rapport FEMISE 2008-2009 effectue un état des lieux complet de la situation des pays de la région méditerranéenne du point de vue de la croissance pro-pauvres, et le document de travail FEMISE de Béranger et al. (2007) offre une analyse non monétaire poussée de cette problématique. Les principaux résultats qui en ressortent sont que :

✓ la croissance n'a été réellement favorable aux pauvres qu'en Algérie, en Tunisie et en Turquie avec notamment l'émergence d'une classe moyenne importante dans ces deux derniers pays.

✓ en revanche, au Maroc tout comme en Egypte, la croissance a été anti-pauvre en termes monétaires, c'est-à-dire que la croissance du revenu des premiers déciles y a été inférieure au taux de croissance moyen du revenu national. Si dans ces deux pays la croissance ne peut pas être considérée comme étant «favorable aux pauvres» c'est parce que l'effet redistributif n'a pas permis de compenser l'accroissement plus que proportionnel des revenus des déciles les plus favorisés.

La prochaine section vise à déterminer les facteurs d'un tel échec afin de donner des pistes d'analyse permettant d'élaborer des recommandations en termes de politiques de lutte contre les inégalités.

III. Les déterminants des inégalités pour les pays méditerranéens : étude du rôle des sources de revenu, de l'emploi et de l'ouverture commerciale

Le concept d'exclusion sociale fait référence à des groupes qui sont dans l'impossibilité d'avoir accès aux biens matériels et immatériels (Zupi et al., 2009). La vulnérabilité sociale est contingente aux transformations socioéconomiques structurelles (licenciements massifs, la perte du statut social, maladie) qui peuvent conduire à l'exclusion sociale.

On cherchera ici à mettre brièvement en avant les déterminants des inégalités dans la région :

- à partir de l'étude de la manière dont les ménages perçoivent leurs revenus ;
- en étudiant l'importance de l'éducation dans l'accès à l'emploi ;
- puis en s'interrogeant sur l'influence de l'ouverture sur ce processus. Les pressions opérées par la mondialisation des marchés semblent pouvoir changer les règles du jeu, ce qui amène à se demander si la forme actuelle de la mondialisation est créatrice d'un réel processus de transformation structurelle capable de générer une répartition des richesses plus équitable.

III.1. Les sources de revenu comme facteur d'inégalité

En Egypte comme au Maroc, où la croissance a été qualifiée d'anti-pauvres, le profil de pauvreté est relativement identique : la majorité des pauvres vivent dans les régions rurales, constituent des ménages de grande taille avec une proportion plus importante de jeunes enfants et, un niveau d'éducation relativement faible. Conformément aux intuitions les principaux déterminants de l'inégalité de revenu dans les deux pays sont la structure démographique des ménages, les caractéristiques d'éducation, d'emploi, ainsi que le facteur géographique. Il est toutefois difficile de généraliser les politiques à mettre en œuvre dans la mesure où la hiérarchie de ses déterminants diffère selon le pays, mais également au sein de ces pays selon la région et la classe de revenu. Afin de mieux saisir

les enjeux dans ces deux pays, l'étude des sources de revenus des ménages permet de rendre compte des conditions de rétribution des ménages. L'étude de la manière dont ces différentes sources de revenu sont réparties garantit un éclairage supplémentaire sur la manière d'appréhender la question de la réduction de la pauvreté dans les PM.

À cet égard la distinction est effectuée entre les inégalités fonctionnelles et personnelles. En effet, les sources de revenu des ménages se composent :

- d'une part imputable aux dotations productives qui génère des revenus liés au travail. Il s'agit des salaires perçus, des revenus d'entreprise et enfin agricoles. Ils représentent la source la plus importante de revenus dans ces deux pays (64,9% des revenus des ménages égyptiens et 69,9% des revenus marocains).
- l'autre partie des revenus est liée aux caractéristiques individuelles et à l'environnement social des ménages. Il s'agit des revenus de transferts des revenus du patrimoine et des revenus divers (Annexe 1).

Les inégalités fonctionnelles

La décomposition des revenus des ménages (tableau 4) indique que dans les deux pays le revenu du travail est le premier contributeur au revenu des ménages (65% et 70% des revenus annuels moyens par habitant en Egypte et au Maroc).

Les salaires :

Au niveau national les salaires représentent la première source de revenu dans les deux pays (44% en Egypte contre 39,2% au Maroc). Le meilleur moyen pour lutter contre la pauvreté semble donc être l'accès à un emploi rémunéré. Ceci est d'autant plus intéressant que cette source de revenu présente la distribution la moins inégalitaire (Gini de 0,463 en Egypte, 0,557 au Maroc) (tableau 4).

Cependant, la décomposition de l'indice de Gini associé à la répartition du revenu total indique que les re-

Tableau 3. Sources de revenu par quintiles de distribution en Egypte et au Maroc (en % du revenu annuel moyen par tête).

Part des différentes sources de revenu en Egypte									Part des différentes sources de revenu au Maroc							
Quintiles	Revenu total moyen par tête (a)	Salaires	Revenu indépendant	Revenu agricole	Transferts	Rentes	Revenus divers	No. obs	Revenu total moyen par tête (b)	Salaires	Revenu indépendant	Revenu agricole	Transferts	Rentes	Revenus divers	No. obs
National																
Q1	293,7	47,7	6,1	9,8	14,8	20,5	1,1	537	1042,89	29,4	4,2	24,8	9,4	29,1	3,1	885
Q2	601,26	53,5	6,1	9,8	16,1	13,4	1	506	2508,94	37,2	5,9	22,1	13,3	19,7	1,7	938
Q3	939,87	55,4	8,1	6,8	14,9	13,2	1,5	474	4205,03	44,7	7,7	16	13,4	16,5	1,7	951
Q4	1405,72	51,8	8,9	6,8	18,6	12,4	1,6	454	6862,26	45,3	8,8	15,1	13,6	15,8	1,4	1022
Q5	3606,05	36	14,7	10,9	21,3	13,1	4	443	22360,76	37	18	16,6	9,1	14,4	5	1290
Total	1368,25	44	11,5	9,3	19,1	13,3	2,8	2414	7392,97	39,2	13,9	16,8	10,7	15,6	3,7	5086
Urbain																
Q1	423,77	57,9	8	2,2	17,3	13,6	1,2	225	1688,71	42,6	10	2	14,6	29,3	1,4	511
Q2	868,74	62,9	5,7	1,3	17,1	12	0,9	221	3697,01	50,6	9,7	1,4	14,4	22,8	1,1	507
Q3	1202,34	56,9	10	2,1	19	11,4	0,7	210	5686,97	53,6	8,9	1,9	16,3	18,2	0,9	535
Q4	1783,76	55,4	10,1	1,8	19,2	11,4	2,2	219	8868,29	53,6	8,6	1,7	13,8	21	1,2	621
Q5	4510,09	36,2	17	4,4	24,3	13,5	4,5	217	27595,55	43,7	20,9	3,7	9,5	16,5	5,7	762
Total	1756,05	46,6	13,1	3,2	21,5	12,6	3	1092	9499,06	47,3	15,9	2,9	11,7	18,5	3,8	2936
Rural																
Q1	233,05	42,5	3,2	13,5	15,8	24,5	0,5	268	746,4	21,4	2,6	34,4	6,6	31,7	3,4	392
Q2	451	50,2	6,5	14	12,2	15,8	1,3	266	1698,33	29,4	2,9	34,9	10,1	19,7	3	408
Q3	654,26	49	4,6	13,9	15,5	15,5	1,4	264	2826,63	31,9	3,1	36,8	11,3	14,4	2,4	441
Q4	987,81	45,6	7,6	15,9	13,3	15,3	2,2	262	4605,05	33,6	6,5	35,6	11	10,7	2,6	445
Q5	2292,65	29,1	9,7	31,2	13,9	13,3	2,8	262	14858,39	14,3	12,7	56,2	7,4	5,5	4	464
Total	922,439	38,2	7,9	22,9	13,9	14,9	2,2	1322	4943,28	21,1	9,4	48,1	8,7	9,2	3,5	2150

Source : adaptation de Geraldine Niquin (2009).

(a) In 1997, 1 Egyptian Pound (LE) = 0,295 \$ US (Sources IFS, FMI).

(b) In 1998, 1 Moroccan Dirham (DH) = 0,108 \$ US (Sources IFS, FMI).

venus salariaux constituent la première source d'inégalité parmi les ménages égyptiens et marocains. contribuant respectivement à hauteur de 35,6% et 37,5% à l'inégalité au niveau national.

Au niveau régional, les salaires constituent une source de revenu plus importante en zone urbaine (46,6% en Egypte et 47,3% au Maroc) mais ils contribuent également davantage à l'inégalité (en Egypte 34,2% contre 28,5% parmi les ménages ruraux. Le même phénomène se retrouve au Maroc (cf. tableau A). Cette forte contribution à l'inégalité s'explique par le poids beaucoup plus important des salaires dans la détermination du revenu total.

Les facteurs expliquant l'inégalité de la répartition des salaires dans ces deux pays sont le secteur d'emploi du chef de ménage et donc la répartition sectorielle des sources de revenu qui

jouent un rôle prédominant sur le salaire des ménages et sur sa répartition. En effet, en Egypte si l'on considère le secteur d'activité du chef de ménage, on remarque que les ménages pauvres sont essentiellement concentrés dans le secteur privé sur des emplois à faible rémunération. Expliquant ainsi 69,10% et 70,42% des inégalités de salaires en Egypte et au Maroc, le statut du chef de ménage sur le marché de l'emploi, son secteur d'activité lorsque celui-ci est actif, ainsi que la répartition sectorielle de la force de travail, représentent les principaux facteurs des écarts de revenu salariaux entre les ménages au sein des deux populations (Niquin, 2009).

Les revenus indépendants :

Concernant ces revenus la discrimination se fait d'avantage dans l'accès aux sources de revenu : avoir

Tableau 4. Indice de Gini associé aux différentes sources de revenu

Source de revenu	Egypte			Maroc		
	National	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural
Salaires	0,463	0,413	0,439	0,557	0,523	0,489
Revenu indépendant	0,595	0,569	0,566	0,749	0,745	0,74
Revenu agricole	0,745	0,838	0,714	0,748	0,833	0,733
Transferts	0,651	0,619	0,622	0,716	0,689	0,717
Rentes	0,582	0,553	0,524	0,633	0,569	0,448
Revenus divers	0,663	0,681	0,593	0,83	0,832	0,764

Source : adaptation de Geraldine Niquin (2009).

le capital permettant d'entreprendre une activité indépendante ou une culture, etc. Dans les deux pays les revenus d'entreprise (revenus indépendants) représentent la quatrième source de revenu au niveau national (11,5% des revenus des ménages moyens en Egypte et 13,9% au Maroc) (tableau 3). Si cette contribution est faible pour les ménages des premiers quintiles (6,1% et 4,2% pour le premier quintile égyptien et marocain), le phénomène est accentué pour les ménages pauvres en zone rurale (3,2% en Egypte et 2,6% au Maroc).

Les revenus agricoles :

Concernant la dernière composante du revenu du travail, l'importance des revenus agricoles dans les revenus des ménages diffère sensiblement d'un pays à l'autre, ce qui illustre les caractéristiques spécifiques de la répartition sectorielle de ces économies.

Ainsi, le poids du revenu agricole dans le revenu des ménages est représentatif de la dépendance de l'économie marocaine vis-à-vis du secteur agricole. En effet, au Maroc où plus de 45% de la population est employée dans le secteur agricole, les revenus agricoles représentent 16,8% du revenu annuel moyen (seconde plus importante source de revenu) tandis qu'ils constituent la cinquième source de revenu en Egypte (9,3%). Même parmi les ménages ruraux égyptiens ces revenus ne représentent que 22,9% des ressources, le salaire demeurant là aussi la première source de revenu (38,2%). Une exception demeure. Il s'agit des ménages du quintile le plus favorisé pour qui la cul-

ture et l'élevage constituent la première source de revenu (31,2%) (tableau 3).

L'organisation du secteur agricole diffère donc grandement entre ces deux pays, et la question de la politique agricole ne peut y être traitée à l'identique.

Ce secteur présente pourtant un enjeu majeur en Egypte car malgré la signature en 1990 de la Convention internationale pour la protection des droits de l'enfant, le nombre d'enfant travaillant en Egypte ne cesse d'augmenter. Ainsi, si l'âge légal du travail est monté à 15 ans en 2008, une étude publiée par le Centre national égyptien pour les recherches sociales et criminologiques (CNRSC) estime que trois millions d'enfants travaillent dans le secteur agricole en Egypte, et plus du quart d'entre eux ont moins de 7 ans. La question est d'autant plus préoccupante qu'en Egypte, quelle que soit la région, la distribution des revenus agricoles est la plus inégalitaire des distributions par source de revenu (Gini de 0,838 en zone urbaine et 0,714 en zone rurale selon le tableau 4).

Les disparités importantes de revenu agricole parmi les ménages ruraux peuvent s'expliquer en grande partie par une forte hétérogénéité des exploitations, à la fois en termes quantitatifs (superficie cultivée, nombre de têtes de bétail), mais également en termes qualitatifs (qualité des sols) qui induit d'importants écarts en termes de rendements et de productivité. En effet, cette catégorie de variables, comprenant le nombre de tête de gros et petit bétail ainsi que la propriété foncière, contribue à hauteur de 37,94% en 57,56% à l'inégalité du revenu agricole en Egypte et

au Maroc. Le fait pour un ménage de détenir du capital influe donc grandement sur son revenu agricole.

Pour les ménages les plus riches l'essentiel de l'inégalité de revenu provenant du secteur agricole est lié à l'élevage. Même si une proportion considérable de la population rurale possède du bétail (plus de 80% des ménages ruraux), la taille du cheptel (toutes catégories d'animaux confondues) se révèle deux fois plus importante parmi les ménages les plus riches. En revanche, ce sont les activités liées à l'exploitation des cultures qui génèrent la plus forte contribution à l'inégalité des revenus agricoles pour les plus démunis (Niquin, 2009). Ceci peut s'expliquer par une certaine spécialisation des ménages pauvres qui sont concentrés dans ce type d'activité du fait de coûts d'exploitation relativement moins élevés que ceux liés à l'élevage de bétail.

Les inégalités personnelles

Les transferts

L'importance des transferts diffère entre ces deux pays en raison des différences structurelles de leurs économies : au Maroc, avec 10,7% du revenu annuel moyen par habitant, les transferts représentent la cinquième source de revenu en termes d'importance, et leur rôle est d'autant plus négligeable pour les ménages ruraux qui ne bénéficient en moyenne que de 429,03DH contre 1106,70DH pour les ménages urbains (tableau 4).

En Egypte, en revanche, le système de protection sociale et les programmes de transferts sociaux sont plus développés et le pays connaît également une forte dépendance vis-à-vis des transferts de fonds privés provenant de l'étranger. C'est la raison pour laquelle les revenus de transferts constituent la seconde source de revenu des ménages (19% du revenu annuel moyen par tête). Cependant, ces transferts bénéficient prioritairement aux ménages les plus riches (21,3%), et c'est donc sans surprise que ces transferts expliquent près de 22% de l'inégalité totale (tableau A).

Même si les quintiles les plus riches perçoivent une part plus importante des transferts privés, il n'en demeure pas moins nécessaire d'améliorer le ciblage des populations bénéficiaires des transferts publics. En effet, l'inégalité des revenus qui résulte des transferts publics n'est pas uniquement due à l'efficacité des programmes de protection sociale car leur évaluation démontre souvent qu'en Egypte la population non pauvre bénéficie tout autant des transferts sociaux que les ménages les plus démunis. Le ciblage des populations bénéficiaires des différents programmes de transferts est néanmoins relativement plus efficace dans les zones rurales, la difficulté de ciblage dans les zones urbaines résultant en particulier d'une plus forte proximité entre les différentes catégories de population (pauvres et non pauvres).

Les rentes

Les rentes constituent dans les deux pays la troisième source de revenus, avec un poids plus important au Maroc (15,6% au niveau national) qu'en Egypte (13,3% au niveau national), et ce quelque soit la zone géographique. Ces rentes occupent une part relative plus importante du revenu des ménages les plus défavorisés (20,5% en Egypte et 29,1% au Maroc pour le premier quintile). Néanmoins, il convient d'être vigilant dans l'analyse de ces chiffres car l'estimation de cette source de revenu peut être tronquée dans la mesure où l'essentiel de ces revenus n'est pas imputable aux revenus locatifs et aux dividendes mais à l'estimation des loyers fictifs. Ceci est problématique car la méthode de mesure de ces loyers consiste à demander aux propriétaires d'estimer le montant du loyer qu'ils pourraient percevoir en louant leur logement. Ainsi, au Maroc 17,7% des rentes proviennent des revenus locatifs et dividendes perçus, contre 82,2% pour les loyers fictifs (Niquin, 2009).

En termes absolus, les rentes sont plus importantes pour les ménages du quintile supérieur. Toutefois, la part relative des loyers fictifs imputés aux ménages propriétaires de leur logement pèse davantage

dans le revenu des ménages du quintile inférieur que dans celui du quintile supérieur (tableau 5). Or, ces loyers n'étant pas effectivement perçus, cela grève les revenus effectifs des ménages les plus démunis. Une mauvaise estimation de ce poste conduit donc à une surestimation du niveau de vie des ménages les plus démunis ce qui en restreint l'inégalité. Or l'essentiel de l'inégalité de revenu provenant des rentes résulte de ces loyers fictifs : si les rentes contribuent à hauteur de 12,4% à l'inégalité en Egypte et de 13,4% au Maroc, cela est essentiellement lié à celle des loyers fictifs (8,8% en Egypte, et 9,9% au Maroc) (tableau A).

III.2 L'impact de l'ouverture commerciale sur l'inégalité dans les PM :

Les gains à l'ouverture sont, de fait, distribués aux détenteurs des facteurs de production qui ont contribué à la croissance. Dès lors, la distribution primaire des fruits de la croissance peut s'avérer extrêmement inégalitaire.

L'impact de l'ouverture commerciale diffère pourtant selon les régions :

- en Amérique Latine elle accentue à la fois l'inégalité de revenus (Milanovic, 2005 ; Sanchez-Paramo et Schady, 2003) et l'inégalité salariale (Daymon, 2009)
- le cas des pays de la région méditerranéenne est atypique en comparaison au cas latino-américain, car si le développement des flux commerciaux (graphique 5) accentuent l'aspect inégalitaire de la répartition de la masse salariale, ils réduisent l'inégalité de revenu (Daymon, 2010).

Pour expliquer ce phénomène il faut rappeler que l'offre totale de travail n'est pas fixe. En effet, l'élasticité de l'offre de travail des pauvres dans le secteur informel est élevée dans les pays émergents. Dans la majorité des pays méditerranéens, le secteur informel constitue une manne de travailleurs permettant à l'offre de travail de s'ajuster en fonction de l'évolution de la situation

du marché du travail formel. Dès lors, les gains liés à l'ouverture commerciale se traduisent par une augmentation de l'emploi, et donc de la rémunération des ménages, plutôt que par celle des salaires. L'augmentation de l'inégalité salariale corrobore cette hypothèse et s'explique par le fait qu'une part importante de l'emploi non qualifié se trouve dans des secteurs concurrencés par les pays asiatiques, tandis que la demande de main-d'œuvre qualifiée a augmenté en raison de l'augmentation des importations intensives en capital et en technologie (Goldberg et Pavcnik, 2004 ; Milanovic, 2005).

De la même manière, ce phénomène explique que l'ouverture ait un impact d'autant plus important sur le revenu des pauvres qu'elle permet d'accroître le niveau d'emploi dans le secteur formel. En effet, si l'ouverture commerciale est inégalitaire du point de vue de la distribution primaire des fruits de la croissance, il n'en demeure pas moins que dans les pays méditerranéens le travail constitue la principale source de revenu des pauvres. Au final, le faible niveau de leurs rémunérations est plus que compensé par le fait que l'ouverture génère un fort vivier d'emplois dans ces pays gravement touchés par le chômage, et ce phénomène quantitatif permet aux ménages pauvres d'améliorer leurs revenus. In fine, si le phénomène d'ouverture génère une augmentation de l'inégalité salariale, cela permet pourtant de réduire l'inégalité dans la distribution des revenus à l'échelle nationale en fournissant des moyens de subsistance aux plus démunis.

Il est intéressant de noter que dans les PM les restrictions tarifaires et autres barrières aux importations ont systématiquement un impact inégalitaire (Gourdon et al., 2008 ; Daymon, 2010). Les restrictions commerciales contribuent à l'accaparement des rentes du commerce international par une « nomenklatura ». Les bénéficiaires de rentes sont, en général, les plus gros producteurs du marché national, qui profitent des avantages de la protection et des défaillances des petits producteurs menacés par les importations. Les rentes peuvent aussi provenir de l'accroissement des

différentiels de productivité dans le cadre de l'élargissement des marchés. Ce phénomène contribue donc à rendre les échanges commerciaux inégaux.

Les restrictions quantitatives aux importations conduisent également à l'apparition de rentes pour les importateurs et les producteurs locaux en raison de l'augmentation des prix de vente. En effet, seuls les détenteurs de la licence d'importation sont en mesure de s'accaparer une partie de cette rente, et le système d'attribution de ces licences est problématique et peut être inégalitaire, voire illégal, s'il implique la corruption des agents gouvernementaux, notamment dans les pays fragilisés par le manque de gouvernance institutionnelle.

Contrairement à ce qui pourrait être attendu, si le phénomène de rente explique l'impact inégalitaire des barrières commerciales, en revanche, l'accroissement des flux commerciaux semble contribuer à une distribution plus égalitaire des revenus. L'effet direct de l'ouverture sur le revenu des pauvres est néanmoins à nuancer car lorsque l'on contrôle l'effet spécifique de l'ouverture il ressort que dans les PM l'amélioration du revenu des pauvres est principalement imputée à des politiques sociales actives (Nathan et al.).

IV. Conclusion :

Le test de l'hypothèse de Kuznets a permis de voir que les pays de la région méditerranéenne sont trop éloignés du point de retournement pour espérer que le processus d'écoulement réduise rapidement l'inégalité. Ces résultats sont d'autant plus déterminants que le manque de dynamisme de la croissance ne laisse pas présager d'amélioration significative du revenu moyen. En outre, l'expérience a montré que le renversement de la courbe de Kuznets ne peut être causé que par un facteur externe, tel que la politique d'éducation, qui a un impact aussi bien sur les inégalités que sur la croissance.

Lorsque l'on se place dans l'optique d'une croissance soucieuse des pauvres, il n'y a pas d'incompatibilité

entre les politiques pro-pauvres et pro-croissance. En mettant les pauvres au cœur du processus de croissance, une répartition des revenus plus équitable garantit une meilleure allocation des ressources, ce qui facilite le déploiement des énergies entrepreneuriales. La réduction de la pauvreté n'est donc plus contingente au processus de croissance, ce qui permet d'accéder d'autant plus facilement à l'amélioration des conditions de vie des plus démunis.

Les politiques relatives à la croissance en faveur des pauvres visent à renforcer l'aptitude des pauvres à contribuer à l'activité économique et à en tirer avantage. Pour ce faire, il s'agit d'instaurer une croissance qui permette deux choses :

- d'augmenter directement le revenu des pauvres, en favorisant les secteurs et régions où se trouvent les pauvres ;
- qui utilise les facteurs de production qu'ils possèdent (le travail peu qualifié) ou peuvent acquérir (la terre).

La création d'emplois que les pauvres sont susceptibles d'occuper et l'amélioration de leur accès aux ressources productives auront un impact d'autant plus important sur la réduction de la pauvreté que la croissance s'appuie sur des secteurs qui emploient de la main-d'œuvre pauvre peu qualifiée.

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté, le développement de la participation des bénéficiaires des programmes à la surveillance des services publics (parents des enfants scolarisés impliqués dans la surveillance de la qualité du système éducatif, ...) est gage d'amélioration de leur efficacité, mais le manque d'informations limite la portée de ce type de programme. Pourtant, la mise en place de programmes d'information peut ne pas avoir d'incidence, comme cela est le cas de la participation communautaire dans les écoles publiques, et aucun impact sur l'effort des enseignants ou sur les résultats d'apprentissage dans ces écoles (Banerjee et al., 2010). De la même manière, la réduction du ratio d'élèves par enseignant, en l'absence de toute

autre réforme, conduit à une réduction des efforts des enseignants, ce qui au final limite l'amélioration des résultats aux tests (Duflo et al., 2007).

Ces contraintes n'empiètent pourtant pas sur la volonté des citoyens à participer à l'amélioration du service public. Dès lors, il apparaît que les mesures visant à améliorer la qualité de l'éducation, mais également de la santé (Banerjee et al., 2007), et de la productivité agricole (Duflo et al., 2008), ne peuvent être efficaces sans une analyse adaptée au contexte national où elles s'appliquent. Ces différentes remarques plaident pour une stratégie d'action sociale directe transparente et bien organisée ciblant les secteurs les plus menacés par la concurrence étrangère. Elles plaident aussi pour l'ouverture de l'Europe aux productions agricoles des PM car c'est dans ce secteur que la pauvreté est la plus présente. Enfin, l'amélioration de l'efficacité de la formation et de l'éducation est manifestement la solution la plus évidente aux contraintes de compétitivité, de réduction des inégalités et de la pauvreté.

Références (par chapitre)

Chapitre 1

Abedini, J. and N. Péridy (2008) "The Greater Arab Free Trade Area (GAFTA): An Estimation of Trade Effects", *Journal of Economic Integration*, 23(4): 848-872

Abu-Al-Foul, B. and M. Soliman (2008) "Foreign Direct Investment and LCD Exports: Evidence from the MENA Region", *Emerging Markets Finance and Trade*, 44(2): 4-14.

Abu-Bader, S. and A. Abu-Qarn (2008) "Financial Development and Economic Growth: Empirical Evidence from Six MENA Countries", *Review of Development Economics*, 12(4): 803-817.

Al-Atrash, H. and T. Youssef (2000) "Intra-Arab Trade: Is it Too Little?", *International Monetary Fund, IMF Working Paper*, no. 2000/10,

Amable, B. (2000) "International Specialisation and Growth", *Structural Change and Economic Dynamics*, 11: 413-431.

Anderson, J. and E. van Wincoop 2003. Gravity with Gravitas : A Solution to the Border Puzzle. *American Economic Review*. 93(1): 170-192.

Augier, P., Gasiorek, M., & Lai-Tong, C. (2005), The impact of rules of origin on trade flows, *Economic Policy*, 20, 43, pp. 567-624.

Bagoulla and N. Péridy, (2010a) "An Analysis of Real Convergence and its Determinants: Evidence from MENA countries", derived from Rapport FEMISE no. 33-01.

Bagoulla and N. Péridy, (2010b) "Regional integration and the autre determinants of North-South industrial location: An application to the euro-mediterranean area", derived from Rapport FEMISE no. 33-01.

Baldwin, R. (1989) "The Growth Effects of 1992", *Economic Policy*, 9(2): 247-281.

Baldwin, R. and A. Venables (1995) "Regional Economic Integration", in: G. Grossman and K. Rogoff, *Handbook of International Economics*, North Holland.

Bouet, A. (2006) "The market access issue in Southern Mediterranean countries", in: CATT, "Obstacles to South-South Integration, to trade and to foreign direct investment: the MENA countries case", Rapport FEMISE vol.22-36.

Boussetta, M. (2004) « Espace Euro-méditerranéen et Coûts de la Non Intégration Sud-Sud : le cas des pays du Maghreb, Rapport FEMISE, FEM-21-43.

Breton, P. and M. Manchin (2003a) "Making EU Trade Agreements Work: The Role of Rules of Origin", *The World Economy*, 26(5): 755-769.

Breton, P. and M. Manchin (2003b) "Trade Policy Issues for the Euromed Partnership", Femise Conference, December 2003, posted on www.femise.org.

Brown, D., A. Deardorff, and R. Stern (1997). 'Some Economic Effects of the Free Trade Agreements between Tunisie and the European Union', in A. Galal and B. Hoekman (eds), *Regional Partners in Global Markets: Limits and Possibilities of the Euro-Med Agreements*. Cairo: CEPR and ECES.

Decreux, Y. and H. Valin (2007) "MIRAGE, Updated Version of the Model for Trade Policy Analysis: Focus on Agriculture and Dynamics", CEPII Working Paper 2007/15.

De Wulf, L. and M. Maliszewska (2009) "Economic Integration in the Euro-Mediterranean Region", CASE and CEPS report, September.

- Dulleck U., Foster, N., Stehrer, R. and Woerz, J. (2005), Dimensions of quality upgrading Evidence from CEECs, *Economics of transition*, Volume 13(1) pp 51-76
- Emlinger, C., F.Jacquet and E. Chevassus Lozza "Tariffs and autre trade costs: assessing obstacles to Mediterranean countries' access to EU-15 fruit and vegetable markets", *European Journal of Agricultural Economics*, 35(4): 409-438.
- Fontagné, L., A. Guillin and C. Mitaritonna (2009), "Estimations of Tariff Equivalents for the Service Sector", DG Trade Report, ATLAS.
- Galal, A. and J.L. Reiffers (2008) Rapport du Femise 2007 sur le Partenariat Euroméditerranéen », posted on www.femise.org.
- Gasiorek, M., P. Augier, C. Lai-Tong and N.Magdy (2008) "The Impact of Diagonal Cumulation of Rules of Origin in the Context of Euromed Integration", Rapport FEMISE no.31-13.
- Ghoneim, A. and N.Péridy (2009) "Regional Integration, Imperfect Competition and Welfare: The Experience of the Greater Arab Free Trade Area", *Economie Appliquée*, 52(4): 131-156.
- Giannetti, M. (2002) "The Effects of Integration on Regional Disparities: Convergence, Divergence or Both?", *European Economic Review*, 46:539-567.
- Hagemeyer, J. and A. Cieslik (2009) "Assessing the Impact of the EU-sponsored Trade Liberalization in the MENA countries", *Journal of Economic Integration*, 24(2): 343-368.
- Hamdouch, B. and M. Chater (2000) "Impact des Accords de Libre-Echanges Euro-Méditerranéens. Cas du Maroc, Rapport FEMISE.
- Harrison, G., T. Rutherford and D. Tarr (1997) "Quantifying the Uruguay Round", *Economic Journal*, 197(444): 1405-1430
- Helman, E. and P. Krugman (1989) *Trade Policy and Market Structure*, Cambridge, MA: MIT Press
- Hoekman, B. and Messerlin, P. (2002) *Harnessing Trade for Development and Growth in the Middle East and North Africa* (Council on Foreign Relations, New York)
- International Monetary Fund (2002), *World Economic Outlook*, Washington.
- Kee, H.L., A. Nicita and M.Olarreaga (2006) "Estimating Trade Restrictiveness Indices", World Bank, World Paper Series no. WPS 3840.
- Kee, H., A. Nicita and M.Olarreaga (2009) "Estimating Trade Restrictiveness Indices", *Economic Journal*, 119(534): 172-199.
- Liouane, N. (2009) "Le Dialogue Euro-Méditerranéen et ses Enjeux Economiques et Politiques », in : Abdelmalki, Bounemra Ben Soltane and Sadni-Jallab (eds) : *Le Maghreb face aux Défis de l'Ouverture en Méditerranée*, Parid : l'Harmattan.
- Lucke, B. and R. Nathanson (2007) "Assessing the Macro Economic Effects of the Barcelona Initiative's Liberalization Process", Rapport FEMISE vol. 31-10.
- Makdissi S., Fattah Z. and Limam I. (2006), Determinants of Growth in the MENA Countries, in Jeff Nugent and Hashem Pesaran eds., *Explaining Growth in the MENA Region*, North-Holland.
- Marouani, M.A. and L. Munro (2009) "Assessing Barriers to Trade in Services in the MENA Region", OECD Working Paper, TAD/TC/WP(2008)/25/Final
- Martin, C. and I. Sanz (2003) "Real Convergence and European Integration: The Experience of the Less Developed EU Members", *Empirica*, 30: 205-236.
- Martinez-Zarzoso, I. (2003) «Gravity Model: An Application to Trade between Regional Blocs», *Atlantic Economic Journal*, 31(2): 174-87
- Michalek, J. (2007) "Full Integration versus Partial Trade Liberalization: Comparing the Economic Performance of the New Member States and Mediterranean Partner Countries", Rapport FEMISE, vol. FEM-31-15
- Miniesy, R.S., J.B. Nugent, and T.M. Yousef (2004). Intra-regional trade integration in the Middle East. Past performance and future potential. In Hakimian, H., and J.B. Nugent (eds.) *Trade Policy and Economic Integration in the Middle East and North Africa. Economic boundaries in flux*. London: Routledge.
- Nathanson, R., K. Sekkat, H.Tzameret-Kercher and O. Glybchenko (2009) "Income Inequality and Poverty after Trade Liberalization in MENA Countries", Rapport FEMISE, vol.33-02.
- Neaime, S. (2005) « South-South Trade, Monetary and Financial Integration and the Euro-Mediterranean Partnership: An Empirical Investigation", Rapport FEMISE no.22-39.
- Nicet-Chenaf, D. and A. Wachs (2005) « Les relations commerciales bilatérales des pays du bassin méditerranéen à l'heure de l'élargissement de l'UE:

- Une approche de type gravitaire », *Economie Appliquée*, 58(1) :85-116
- Pastore, F., A.M. Ferragina and G. Giovanetti (2009) « A Tale of Parallel Integration Processes: A Gravity Analysis of EU Trade with Mediterranean and Central and Eastern European Countries », *Review of Middle East Economics and Finance*, 5(2).
- Péridy, N. (2005a) "Towards a Pan-Arab free trade area: Assessing Trade Potential Effects of the Agadir Agreement", *The Developing Economies*, 43(3): 329-345.
- Péridy, N. (2005b) "Assessing the Euro-Mediterranean Partnership : What are the lessons for ASEAN countries ?", *Journal of Asian Economics*, 16(1): 125-139.
- Péridy, N. (2006) "La nouvelle politique de voisinage de l'Union Européenne: Une estimation des Potentiels de Commerce", *Revue Economique*, 57(4) : 727-746
- Péridy (2010) "Innovation, Growth and Convergence in the Euro-Mediterranean Area: Implications for MENA Countries", *WTO-UNECA-GATE Annual Conference*, Rabat, 29-31 October.
- Page, J. and L. van Gelder (2002) "Globalization, growth, and poverty reduction in the Middle East and North Africa, 1970-1999". Washington DC: World Bank
- Pomfret, R. (2003) *Economic Analysis of Regional Trading Arrangements*, Cheltenham and Northampton, Elgar.
- Puga, D. and A.Venables (1997) "Preferential Trading Arrangements and Industrial Location", *Journal of International Economics*, 43:347-368.
- Romagnoli, A. and L. Mengoni (2008) "The Challenge of Economic Integration in the MENA Region: from GAFTA and EU-MFTA to small scale Arab Unions, Economic Change Restructuring, 42:69-83
- Romer, P. (1986) "Increasing Returns and Long Run Growth", *Journal of Political Economy*, 94: 1002-1037.
- Romer, P. (1990) "Endogenous Technological Change", *Journal of Political Economy*, 98:5-21.
- Roson, R. (2006) "Introducing imperfect competition in CGE models: technical aspects and implications", *Computational Economics*, 28:29-49.
- Smith, A. and A. Venables (1988) "Completing the Internal Market in the European Community: Some Industry Simulations", *European Economic Review*, 32(7): 1501:1525.
- Togan, S. and J.Michalek (2007) "Le Role des Services comme Facteur l'Intégration de l'Euromed », *Rapport FEMISE no.FEM3d-01*
- ## Chapitre 2
- Aghion, P. et al., (2001). *A Corporate Balance Sheet Approach to Currency Crises*, CEPR Discussion Papers 3092.
- Akdogan, H., and Elgar, E.,1995. *The Integration of International Capital Markets*. Working Paper, Bilkent University and Boston University.
- Arab Monetary Fund, *Joint Arab Economic Report*, Various Issues.
- Barro, R.J. (1991), "Economic Growth in the Cross Section of Countries", *The Quarterly Journal of Economics*, 106, pp. 407-443.
- Barro, R.J. and Sala-i-Martin, X. (1995), "Economic Growth", New York: McGraw-Hill Inc.
- Blonigen, B. (1997). *Firm-Specific Assets and the Link between Exchange Rates and Foreign Direct Investment*. *American Economic Review*, 87(3): 447-65.
- Devereux, M., and C., Engel (2000). *The Optimal Choice of Exchange Rate Regime: Price Setting rules and Internationalized Production*. Mimeo, University of Wahsington.
- Froot, K. and J. Stein (1991). *Exchange Rates and Foreign Direct Investment: An Imperfect Capital Markets Approach*. *Quarterly Journal of Economics*, 106: 1191-217.
- International Monetary Fund, *International Financial Statistics*, Various Issues.
- Klein, M. and E. Rosengreen (1994). *The Real Exchange Rate and Foreign Direct Investment in the United States*, *Journal of International Economics*, 36: 373-389.
- Papaioannou M., and Tsetsekos G., 1997. *Emerging Markets Portfolios*.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), *World Investment Report*, Various Issues.
- World Bank, *World Development Indicators Data Base*, Various Issues.
- ## Chapitre 3
- Casey T. and C. Dustmann, 2010. *Immigrants' Identify, Economic Outcomes and the transmission of*

- identity across Generations. *The Economic journal* (February) F31-F51
- CENSIS. 2003. "The Mediterranean Limes. The Social Variables of Development: Santé, Poverty and Crime The Impact of the Euro-Med Partnership and Globalization on Social Imbalances between The North and the South of the Basin" FEMISE Research report No. FEM21-30
- Central European Forum for Migration Research (CE-FMR) .2004. International Migration Scenarios for 27 European Countries, 2002-2052. CEFMR working paper 4/2004. Warsaw
- Docquier, F. and A. Marfouk.2006. "International migration by educational attainment (1990-2000)", in: Ozden, C. et M. Schiff (eds), *International migration, remittances and the brain drain*, Chap 5, Palgrave-Macmillan.
- Docquier, F. and K. Sekkat. 2006. *Brain Drain and Human Capital in the MENA*. Research report prepared for the Agence Francaise de Development.
- European commission. 2005. *Communication from the Commission: Policy Plan on Legal Migration*. Brussels
- European commission. 2007. *Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European economic and Social Committee and the Committee of the regions. Third Annual Report on Migration and integration*. Brussels
- Eylemer, S and S. Semsit. 2007. "Migration-security Nexus in the Euro-Mediterranean Relations". In *Perceptions Summer-Autumn 2007*
- Fargues, P. 2005. How many Migrants from, and to, Mediterranean Countries of the Middle East and North Africa? CARIM Analytic and Synthetic Notes – Demographic & Economic Module
- Fargues, P. 2009. CARIM. *Mediterranean Migration Report 2008-2009*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): European University Institute
- Glytos, N.P., 2002, "A Model of Remittance Determination Applied to Middle East and North Africa Countries", Centre of Planning and Economic Research No. 73 April
- Karlesson, S. 2009. Article on "Informal Economy Pulls Migrants to Europe: Why border control will never curb illegal migration". Kurekova, Lucia. 2010. *Theories of Migration: Critical review in the Context of the EU East-West flows*. CARIM Analytical and Synthetic Notes 2010/44, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): European University Institute
- International Labour Organization. 2010. *International Labour Migration: A rights-based Approach*. Geneva, Switzerland
- Niessen J, T. Hudleston and L. Citron. 2007. *Migrant Integration Policy Index*. British Council and Migration Policy Group.
- Neaime, S. 2010. *Capital Flows in EU Mediterranean Region*. Background paper to the FEMISE Euroemd annual report.
- Noland M. and H. Pack. «The East Asian Industrial Policy Experience: Implications for the Middle East» *Industrial Policy in the Middle East and North Africa*. Ed. Ahmed Galal. Cairo: The American University in Cairo Press, 2008. 81-108.
- OECD. 2010. *International Migration Outlook*. International migration.
- Rodrik, D. 2002. "Feasible Globalizations", Kennedy School of Government, Working paper Series RWP0 2029, July 2002. pp.19-20.
- Stark & Chau. 1999. *Migration under Asymmetric Information and Human Capital Formation*. *Review of International Economics*, 7(3), 455-48.
- United Nations. 2008 "World Population Policies 2007" Department of Economic and Social Affairs. Population division. New York.
- UNDP. 2009. *Human Development Report: Overcoming Barriers : Human Mobility and Development*.
- Veenkamp, T. , T. Bently, A. Buonofino. 2003. *Toward a New European Commonwealth. Essay Pamphle on "People Flow"*
- Venturini, A. 2008. *Circular Migration as an Employment Strategy for Mediterranean Countries*. CARIM Analytical and Synthetic Notes 2008/39, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): European University Institute
- World Bank, 2008. 'The road not travelled: Education Reform in the Middle East And North Africa'. MENA Development Report. Washington

World Bank. 2009. Shaping the Future: Long-Term Perspective of People and Emplois Mobility for the Middle East and North Africa. Washington

Chapitre 4

Abdelkhalek t., 2005, La pauvreté au Maroc, CERED, Haut Commissariat au Plan, 49p.

Angel-uridinola d. F. Et a. Kuddo, 2010, Key Characteristics of Employment Regulation in the MENA, World Bank, SP DISCUSSION PAPER n°1006.

Ariss R.T., 2008, Competitive Behavior in Middle East and North Africa Banking Systems, The Quarterly Review of Economics and Finance, vol. 49, n°2, pp. 693-710.

Ayodeji Akala Et El-Saharty, 2006, Public-Santé challenges in the Middle East and North Africa, The Lancet, vol. 367, n°9515, pp. 961-964.

Azariadis c. Et j. Stachurski, 2004, Poverty Traps, Chapitre 5, Handbook of Economic Growth, Aghion et Durlauf, (eds.).

Baldacci e., b. Clements, s. Gupta et q. Cui, 2008, Social Spending, Human Capital, and Growth in Developing Countries, World Development, vol. 36, n°8, pp. 1317-1341.

Banerjee a., e. Duflo et r. Glennerster, 2007, Putting Band Aid on a Corpse: Incentives for Nurses in the Indian Public Santé Care System, Journal of the European Economic Association, Vol. 6(2-3), pp. 487-500.

Banerjee A., r. Banerji, e. Duflo, r. Glennerster, et s. Khemani, 2010, Pitfalls of Participatory Programs: Evidence from a randomized evaluation in education in India, American Economic Journal: Economic Policy, Vol. 2 (1): 1-30, February.

Banque Mondiale 2007, Rapport sur le développement dans la région MENA, Washington D.C.

Barrett c. B., m. R. Carter et m. Ikegami, 2008, Poverty Traps and Social Protection, SSRN working Paper.

Bensaid m. Et a. Ibourk, 2010, Impact de la crise sur le secteur Textile-Habillement au Maroc : Quelles implications pour l'emploi ?, Study commissioned by ILO.

Beranger v., c. Berthomieu et al., 2007, Analyse de l'impact de la croissance sur la pauvreté et identification des stratégies de croissance bénéfique

aux pauvres (« pro-poor growth strategies »). Etude des cas pour six pays partenaires méditerranéens : Egypte, Israël, Liban, Maroc, Tunisie et Turquie, FEMISE Research Paper n°FEM31-06R.

Besley T. et B. Burgess, 2003, Halving Global Poverty, Journal of Economic Perspectives, vol. 17, n°3, pp. 3-22.

Boulila A.G., m. Lahouel et p. Montigny, 2005, La Croissance pro-pauvre en Tunisie, IDS Working Paper.

Chen s. Et m. Ravallion, 2001, How did the World's Poorest Fare in the 1990s?, Review of Income and Wealth, vol. 47, n°3, pp. 283-300.

Dastjerdi r. B. Et r. D. Isfahani, 2010, Equity and economic growth, a theoretical and empirical study: MENA zone, Economic Modelling, doi:10.1016/j.econmod.2010.05.012.

Daudey e. Et c. Garcia-peñalosa, 2007, The Personal and the Factor Distributions of Income in a Cross-Section of Countries, Journal of Development Studies, vol. 43, n°5, pp. 812-829.

Daymon c. Et c. Gimet, 2007, Les déterminants de l'inégalité et le rôle de l'équité dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, Région et Développement, n°25, pp. 11-26.

Daymon C., 2009, The Impact of Openness on Inequality in Emerging Countries: the Particular Case of MEDA Countries, working paper DEFI.

Daymon C., 2010, On the Differential Impact of Openness on Wage and Income Inequality in the MEDA Countries, à paraître dans Inequalities and Development in the Mediterranean Countries, Edward Elgar (eds.), Londres.

De Gregorio J., 1996, Borrowing Constraints, Human Capital Accumulation, and Growth, Journal of Monetary Economics, vol. 37, n°3, pp. 49-72.

Dollar d. Et a. Kraay, 2002, Growth is good for the poor, Journal of Economic Growth, vol. 7, n°3, pp. 195-225.

Driouchi A., et al., 2008, Interdependencies of Santé, Education & Poverty with Policy Implications for Southern Mediterranean Countries, FEMISE Research Paper n°FEM32-01.

Duflo e., p. Dupas et m. Kremer, 2007, Peer Effects, Pupil-Teacher Ratios, and Teacher Incentives: Evidence from a Randomized Evaluation in Kenya, MIT Mimeo, September.

- Duflo e., m. Kremer et j. Robinson, 2008, How High are Rates of Return to Fertilizer? Evidence from Field Experiments in Kenya, *American Economics Review*, Vol. 98 (2): 482-88, May.
- EL-Haddad N., 2010, Implication of the global financial and economic crisis for the textile and Habits sector in Egypte, *Egypteian Center for Economic Studies Working Paper* 130.
- Goldberg p.k. Et n. Pavcnik, 2004, Trade, inequality and poverty: What do we know? Evidence from Recent Trade Liberalization Episodes in Developing Countries. *NBER Working Paper*, n°10593.
- Gourdon j., n. Maystre et j. De melo, 2008, Openness, inequality and poverty: Endowments matter, *Journal of International Trade & Economic Development*, vol. 17, n°3, pp. 343-378.
- ILO, 2004, A fair globalization: Creating opportunities for all. Report by the World Commission on the Social Dimension of Globalization, *International Labour Office*, Geneva.
- Iqbal F. et M. K. Nabli, 2006, Op-Ed: Poverty in the Middle East and North Africa: A Cause for Concern?.
- Iqbal F., 2006, Sustaining Gains in Poverty Reduction and Human Development in the Middle East and North Africa, *Word Bank(eds.)*, 136p.
- Kaldor N., 1957, A Model of Economic Growth, *Economic journal*, vol. 67, pp. 592-624.
- Kalwij a. Et a. Verschoor, 2007, Not by Growth Alone: The Role of the Distribution of Income in Regional Diversity in Poverty Reduction, *European Economic Review*, vol. 51, n°4, pp. 805-829.
- Kharas, H., 2010, The Emerging Middle Class in Developing Countries, *OECD DEVELOPMENT CENTRE*, January 2010 Working Paper No. 285.
- Kuznets S., 1955, Economic Growth and Income Inequality, *American Economic Review*, vol. 45, n°1, pp. 1-28.
- Laaboudi a., j. Bouoiyour, m. Tahraoui, 2007, Impact of market liberalisation on the labour market, productivity and revenue: a comparative study of Maroc and Tunisie, *FEMISE Research Paper* n°FEM31-21R.
- Milanovic B., 2005, Can we Discern the Effect of Globalization on Income Distribution? Evidence from Household Budget Surveys, *The World Bank Economic Review*, vol. 19, n°1, pp. 21-44.
- Sanchez-paramo c. Et n. Schady, 2003, Off and Running? Technology, Trade, and the Rising Demand for Skilled Travaillleurs in Latin America, *World Bank Working Paper Series*, n°3015.
- Nathanson r., k. Sekkat, h. Tzameret-kercher o. Glybchenko, 2009, Income Inequality and Poverty after Trade Liberalization in MENA Countries, *FEMISE Research Paper* n°FEM33-02.
- Niquin G., 2009, Répartitions fonctionnelle et personnelle du revenu : Une analyse de décomposition de l'inégalité de revenu appliquée à la région MOAN, *Thèse de doctorat DEFI*.
- Said M., j. Salavurakis, c. Schluter, j. Wahba, s. Al azawi, 2008, Unemployment, Job Quality and Labour Market Stratification in the MED Region The cases of Egypte and Maroc, *FEMISE Research Paper* n°FEM32-20.
- UNICEF, 2010, Protecting Salaries of Frontline Teachers and Santé Travaillleurs, social and economic policy working briefs april 2010 UNICEF policy and practice.
- Wilhelm v. Et i. Fiestas, 2005, Exploring the Link between Public Spending and Poverty Reduction: Lessons from the 1990s, *World Bank Working Paper*, n°37252.
- World Bank, 2005, Global Economic Prospects 2006: Implications of remittances and migration, Report Number: 34320, Washington DC, The World Bank.
- Yemtsov, R., et F. Iqbal. 2009, The Impact of the Global Economic Crisis on Poverty in MENA, Washington, DC, World Bank.
- Yunus, M., 2008, Vers un nouveau capitalisme, Ed. J.-C. Lattès.
- Zupi M., E. Estruch-Puertas, A. Driouchi et M. Izzo, 2009, Social Cohesion Policies in Mediterranean Countries an Assessment of Instruments and Outcomes, *FEMISE Research Paper* n°FEM33-05.

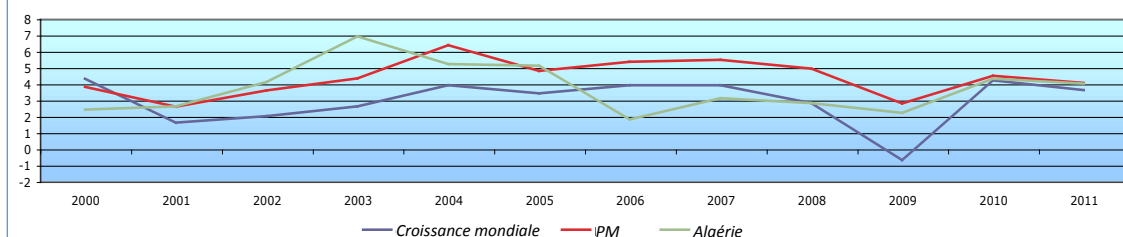
Algérie : atténuation de la crise et renforcement des politiques structurelles

L'économie algérienne a été frappée par la crise, mais les effets sur la croissance ont été atténués. Le pays a enregistré une légère baisse de son taux de croissance (2,2 % en 2009 contre 2,8 % en 2008), malgré des estimations initiales montrant une baisse plus importante, en partie due à la fluctuation des prix du pétrole et à la crise internatio-

Une des questions déterminantes en terme de pérennité de la croissance algérienne sera celle de ses relations économiques avec les partenaires développés, principalement l'Union européenne (UE), durement affectés par les retombées.

Ainsi, le pays doit réagir efficacement pour combattre les effets de la crise tout en honorant ses accords économiques, en soutenant la croissance et en garantissant l'équilibre social en s'attaquant

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

nale. Toutefois, la croissance reste bien inférieure à la moyenne annuelle de 5,5 % enregistrée sur la période 2000-2007 et inférieure à la croissance moyenne régionale.

Il semble que l'Algérie subisse les effets du manque de diversification dans sa structure productive qui aurait pu garantir une productivité supérieure et aurait ainsi atténué les répercussions de la crise sur l'économie réelle. La réduction marquée des prix du pétrole a contribué à une baisse de 44,4 % des exportations en 2009. En outre, la crise a eu des effets directs limités. Toutefois, le pays pourrait être affecté par un effet retardé lié aux revenus du pétrole en 2010. En outre, la croissance liée au pétrole contribue au maintien de fondations structurelles fragiles. L'Algérie est fortement tournée vers les importations, le développement du savoir est entravé et la production agricole et industrielle reste donc inférieure au potentiel. Il semble que l'Algérie prenne conscience du fait que la richesse de son économie liée aux hydrocarbures ne permettra pas de soutenir éternellement la croissance.

au chômage (qui a atteint 10,2 % de la population active en 2009). La solution adoptée peut reposer sur les devises obtenues grâce aux activités commerciales du secteur des hydrocarbures qui permettent également de financer de grands projets, une réforme agricole majeure, la consommation publique et des importations régulières.

À l'heure actuelle, l'Algérie a choisi de poursuivre le rétablissement économique en maintenant plusieurs grands projets inscrits dans le programme gouvernemental quinquennal et en considérant une augmentation des dépenses d'investissement de 7 %. Toutefois, certains projets qui devaient être lancés en 2009-début 2010 ont été annulés ou reportés. Une telle situation était prévisible dans la mesure où les dettes étrangères se sont accumulées après la crise.

Comme le FEMISE l'a déjà souligné, le point central devrait résider dans les politiques structurelles de soutien de l'emploi, des infrastructures et, plus important peut-être, garantissant le lien entre la création d'emplois et le marché du travail. Les prévisions

de croissance pour 2010 semblent se situer à actuellement 4,5 %.

Quant à la position macroéconomique du pays, il convient de noter les éléments suivants :

✓ les perspectives commerciales pour 2009 sont tout sauf encourageantes. Après un excédent record de 40,6 milliards de dollars américains en 2008, la balance commerciale a chuté de 88,7 % en raison de la forte baisse des prix du pétrole et d'une lourde facture des importations. La sur-dépendance vis-à-vis du pétrole est une fois de plus évidente.

✓ De la même manière, la balance des services a continué à diminuer (augmentation du déficit de 12,4 % en 2009) avec une contribution importante des services importés ne correspondant pas à des facteurs de production (transport, construction et services techniques aux entreprises). Cela souligne plus que jamais le besoin de réduire progressivement les importations des produits de services et de se concentrer progressivement sur la production intensive haut-de-gamme dans les facteurs de services intérieurs.

✓ Le volume du tourisme a augmenté de 9,5 % en 2009 alors que les recettes sont restées stables. Cela est impressionnant dans la mesure où l'Algérie manque de compétitivité dans ce secteur par rapport à ses voisins. Les touristes étaient principalement algériens et attirer davantage de touristes non-algériens par la réforme pourrait donc permettre de diversifier les sources de croissance.

✓ L'Algérie figure parmi les moins vulnérables en ce qui concerne l'envoi de fonds par les travailleurs. Les envois de fonds par les migrants algériens n'ont été que faiblement affectés et les chiffres prévisionnels pour 2009 montrent une baisse de -0,4 %.

✓ Afin de soutenir le plein potentiel de croissance du PIB, la consommation publique a encore un rôle important à jouer. Elle a affiché une réelle croissance des dépenses imputées au PIB de 10,4 % en 2009, bien au-dessus des taux de croissance précédents et elle devrait croître davantage en 2010.

✓ La politique budgétaire doit être réorientée pour protéger la demande intérieure contre la chute des prix du pétrole. Si ces derniers passent sous la

barre des 40 \$, le déficit budgétaire augmentera et le gouvernement devra utiliser son Fonds de régulation, ce qui limitera les possibilités de stratégies de rétablissement.

✓ L'Algérie a enregistré des taux de productivité négatifs au cours des années 70 et 80. Toutefois, la productivité totale des facteurs pourrait devenir un stimulant de la croissance. Dans ce cas, les autorités devraient cibler des secteurs spécifiques qui semblent mieux incarner « le potentiel de croissance » et définir une stratégie industrielle cohérente.

✓ L'Algérie poursuit intensivement sa stratégie de politiques structurelles volontaristes. Les secteurs qui dépendaient exclusivement de l'initiative publique sont remodelés, la restructuration spatiale semble évoluer et des projets pilotes d'urbanisme sont tout-à-fait capables d'utiliser des matériaux locaux et des sources d'énergie alternatives. Mais, sans doute pour la première fois depuis des décennies, l'Algérie devra surveiller étroitement la rentabilité de ses politiques structurelles, se concentrer sur les secteurs offrant le plus fort potentiel pour soutenir la croissance dans la mesure où le budget ne permet aucune dépense irrationnelle comme cela a pu être le cas. Une fois de plus, l'Algérie ne devrait pas avoir peur « d'abandonner » des secteurs et de faire preuve de souplesse vis-à-vis de la réaffectation des ressources vers les industries offrant un potentiel de productivité supérieur.

✓ Que 2010 soit une année de rétablissement économique pour les partenaires commerciaux algériens pourrait contribuer au bien-être des algériens. Le pouvoir d'achat de l'UE pourrait stagner, alors que les investisseurs européens pourraient se montrer réticents. Les partenariats commerciaux et d'investissement potentiels avec les économies asiatiques, de bon augure dans le contexte actuel, devraient être pris en compte. De la même manière, l'Algérie a le potentiel pour renforcer les liens économiques avec les pays africains voisins où la logistique est plus simple et où des accords commerciaux peuvent être mis en œuvre.

✓ L'Algérie doit tirer profit du savoir-faire étranger et des IDE si elle souhaite développer des produits à forte valeur ajoutée. Mais pour cela, elle

doit peut-être se montrer moins restrictive vis-à-vis des investisseurs étrangers. Les possibilités de financement par les banques locales et les encouragements fiscaux sont des mesures bienvenues.

✓ Les banques algériennes devront revoir les processus actuels de crédit, étendre leurs fonctions et moderniser leurs systèmes informatiques. Quant au fonctionnement du système financier, les autorités nationales pourraient demander l'expertise, de l'UE par exemple, pour développer davantage leur système financier. Dans la mesure où l'Algérie dispose d'un compte de capital protégé et d'un taux de change non-rigide, les autorités peuvent entamer une réforme fiscale sans craindre une crise financière. À moyen terme, les réformes financières pourraient, entre autres, permettre une meilleure affectation des fonds pour les projets productifs qui soutiendraient le

nouveau modèle de croissance et un accès accru à la finance, essentiel pour le développement des PME.

I. Un choc pour l'économie réelle avec de faibles répercussions sur le secteur financier

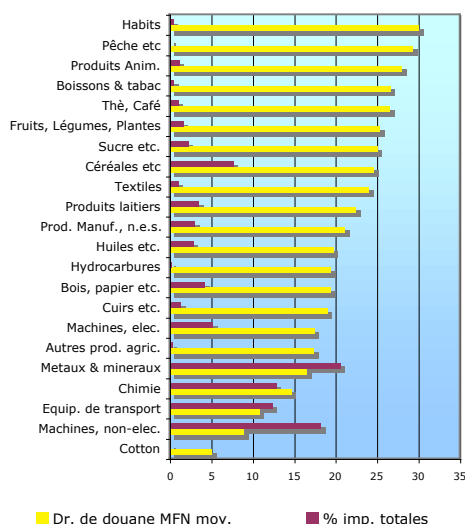
I.1. Contexte

1.1 Ouverture accrue pour le commerce des marchandises, manque de dynamisme dans le commerce des services

La réforme économique lancée au milieu des années 1980 a permis de soutenir la croissance économique. Toutefois, elle n'a pas réglé tous les problèmes structurels de l'économie, à savoir la dépendance agricole des sources étrangères et le manque de diversification dans la structure de production.

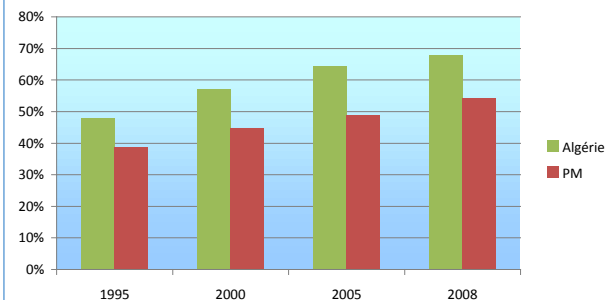
Ces dernières années, la privatisation et les investissements ont conduit à l'ouverture de certains secteurs et à une réforme progressive des barrières tarifaires. L'équivalent du tarif NPF moyen est passé sous la barre des 20 %, même s'il reste supérieur à la moyenne régionale. L'Algérie importe principalement des biens de consommation, des équipements agricoles et in-

Protection tarifaire et importations, par produit



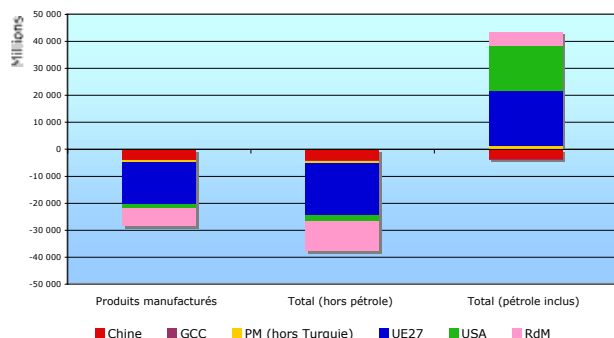
Source: WTO World Tariff Profiles 2008

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)



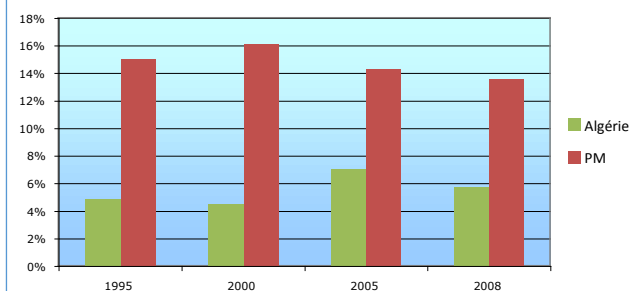
Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Balance comm. 2008, par partenaire et produit, millions US\$



Source: COMTRADE

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

dustriels et des produits semi-finis. Globalement, elle reste relativement fermée en matière d'importation pour certains produits et il reste à savoir si les efforts récents pour simplifier les procédures commerciales porteront leurs fruits.

Les efforts d'intégration via le développement d'accords commerciaux ont porté leurs fruits en matière d'exportation ; les barrières tarifaires de l'UE sur les exportations algériennes ont chuté et restent bien inférieures aux barrières tarifaires internationales moyennes sur le commerce algérien, plus spécialement sur les produits non-agricoles. À ce titre, les efforts de l'Algérie vis-à-vis d'un commerce plus bilatéral se reflètent dans une tendance à l'ouverture plus marquée du commerce de marchandises sur le PIB. Le commerce de marchandises, principalement au travers des exportations pétrolières, a progressivement augmenté depuis le processus de Barcelone et reste supérieur à la tendance régionale.

À l'opposé, le manque de diversification dans la structure de production et l'ouverture limitée des services ont clairement affecté l'évolution du commerce des services, qui reste bien inférieur à la moyenne régionale. En outre, l'ouverture des services a pratiquement reculé jusqu'au niveau enregistré en 1995. Comme le rapport le constate, les pays méditerranéens qui ont poursuivi une libéralisation du commerce des services se sont généralement montrés les plus résistants en temps de crise. Un luxe que l'Algérie a malheureusement ignoré en partie.

Malgré des défauts relatifs, la confiance de l'Algérie dans les revenus du pétrole fait de ce pays le seul dans la région méditerranéenne à afficher un excédent d'exportation avec tous les principaux partenaires commerciaux (à l'exception de la Chine). En termes de valeur, les principales destinations d'exportation sont l'UE et les États-Unis, alors que le commerce régional reste marginal. Dans la conjoncture actuelle, l'Algérie devrait peut-être envisager une stratégie de diversification et d'ouverture accrue de l'économie, notamment dans la mesure où les prix élevés du pétrole pourraient ne pas durer alors qu'une part des

réserves internationales pourrait être redirigée pour couvrir le déficit budgétaire au lieu d'atténuer le coût de la restructuration.

1.2 Un compte de capital fermé et un régime de taux de change relativement flexible

Les flux de capitaux vers les pays méditerranéens ont été faibles par rapport aux autres pays émergents et l'Algérie n'échappe pas à la règle. En limitant les flux de capitaux, il est plus difficile de corriger les déséquilibres accumulés et cela constitue un obstacle pour l'effort nécessaire de stimulation de la diversification vis-à-vis des secteurs non-pétroliers. Toutefois, en temps de crise, l'Algérie a tiré profit de son intégration financière limitée et du manque d'exposition aux actifs toxiques et aux sorties de portefeuille.

L'Algérie a également le luxe de maintenir ses vastes réserves de devises étrangères pour ses besoins de financement et elle dépend donc moins du financement extérieur depuis les marchés internationaux. Son régime actuel de taux de change, avec une devise nationale flottante arrimée, permet à l'Algérie d'être encore moins exposée que les PM voisins.

1.2. Canaux de transmission de la crise

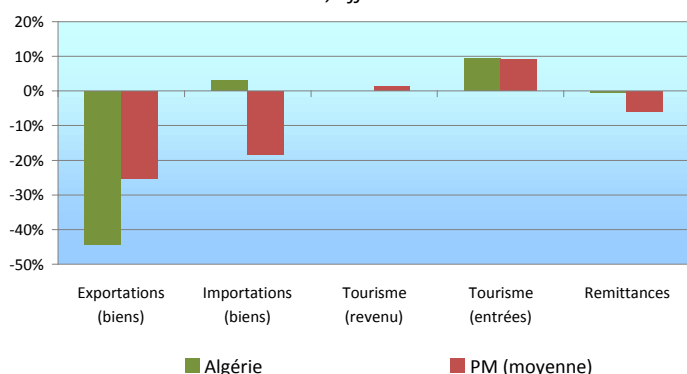
En Algérie, comme dans la plupart des PM, les canaux de transmission de la crise résident principalement dans le secteur réel. Les exportations sont la principale source de perte, alors que le secteur du tourisme et les envois de fonds ont été moins durement frappés que l'ensemble de la région.

2.1 Un véritable choc provenant d'une baisse des exportations

L'impact de la crise sur l'Algérie en 2009 peut être senti à divers degrés au travers des principaux agrégats résumés ci-dessous :

√ baisse massive des exportations de marchandises de 44,4 % (43,69 milliards de dollars en 2009 contre 78,6 milliards 2008),

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de EIU, Econostrum, WB Remittances database, Senego.COM

- ✓ augmentation de 2,9 % de la valeur des importations (39,1 milliards de dollars américains en 2009 contre 38 milliards en 2008),
- ✓ balance commerciale en excédent pour 2009 affichant une baisse annuelle de 35 milliards de dollars américains (88,7 %),
- ✓ détérioration ultérieure de la balance des services (augmentation du déficit de 12,4 % en 2009) avec un déficit de 5,3 % du PIB (contre 4,4 % en 2008),
- ✓ résistance des recettes du tourisme qui sont restées aux niveaux de 2008 malgré une augmentation du volume du tourisme de 9,5 %,
- ✓ légère diminution des envois de fonds par les travailleurs de 0,4 %,
- ✓ compte courant déficitaire, pour la première fois depuis des décennies, à -4,26 mrds de dollars,
- ✓ augmentation des IDE de 2,6 milliards de dollars américains en 2008 à 2,8 milliards en 2009.

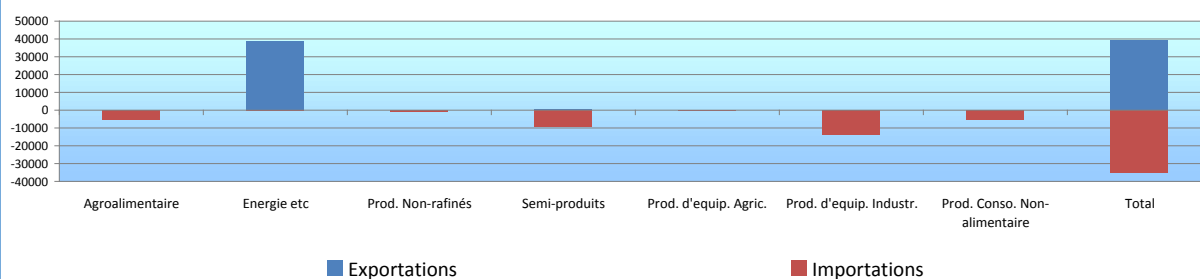
Les exportations, traditionnellement d'hydrocarbures et de combustibles, représentent la quasi-totalité des revenus d'outre-mer. La flambée des prix du pétrole

en 2008 a été la principale source de pérennité des exportations, qui a conduit à une augmentation de 2,3 % des revenus des exportations. Toutefois, l'année dernière a marqué un tournant pour l'Algérie. La forte volatilité des prix du pétrole et la baisse de la demande extérieure se sont traduites par une chute des revenus des exportations, les exportations de marchandises ayant enregistré une chute annuelle de 44,4 % en 2009.

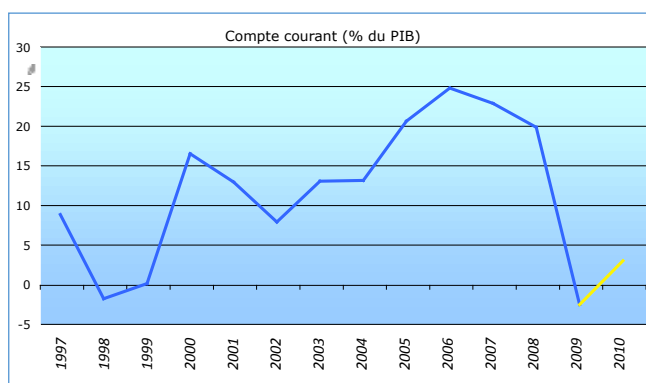
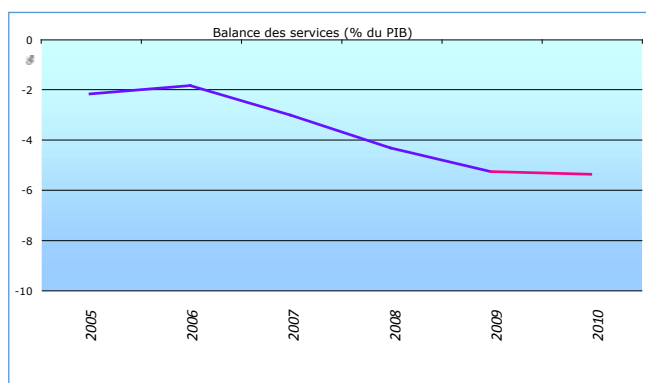
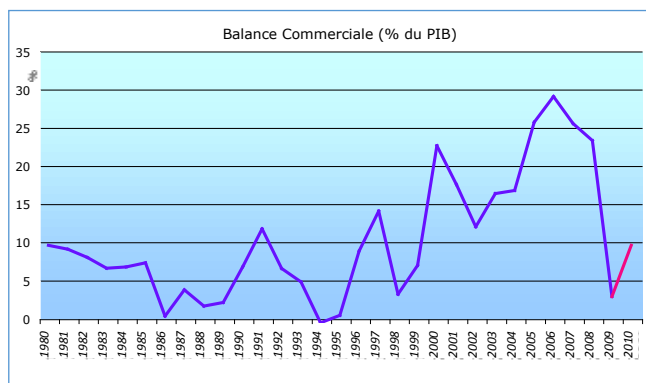
Dans le même temps, la valeur des importations a enregistré une hausse de 2,9 %, ce qui n'a pas contribué à réduire le déficit. Une demande intérieure plus vigoureuse et des prix plus forts pour l'alimentation pour l'année à venir devraient mettre une pression supplémentaire sur les importations. La balance commerciale reste excédentaire en 2009 à 4,59 milliards de dollars. Toutefois, cela représente une baisse de 88,7 % par rapport à l'excédent de 40,6 milliards en 2008. La forte baisse du prix du pétrole a contribué à cette tendance et l'Algérie commence à réaliser que la richesse de son économie liée aux hydrocarbures n'est pas la panacée. En outre, l'Algérie est un importateur net d'équipements industriels qui ont représenté au cours des 11 premiers mois de 2009 un déficit commercial équivalent à 1/3 des revenus du secteur de l'énergie. Les produits semi-finis, les produits alimentaires et le secteur des produits de consommation non-alimentaires constituent une source considérable de demandes d'importation et mettent donc une pression supplémentaire sur la balance commerciale.

La balance des services a également poursuivi une tendance à la baisse en 2009 (augmentation du déficit de 12,4 %) avec un déficit de 5,3 % du

Balance commerciale, 11 premiers mois, données provisoires, (millions US\$)



Source: Algex.DZ



PIB, même si ce phénomène était inexistant avant la crise. Les services importés sont passés de 4,78 milliards de dollars en 2006 à 6,93 milliards de dollars en 2007 et 10,97 milliards de dollars en 2008. La plupart des services importés ne correspondant pas à des facteurs de production se composent de services de transport (3,126 milliards de dollars en 2008 contre 2,15 milliards en 2007), de services de construction (2,656 milliards de dollars pour 2008 contre 1,54 milliards de dollars en 2007) et de services techniques aux entreprises (3,387 milliards de dollars en 2008 contre 1,69 milliards de dollars en 2007). Pour l'instant, l'Algérie n'a pas saisi l'opportunité de se spécialiser davantage dans les activités autres que les exportations d'énergie et la

production à spécialisation réduite. Cela est dans une large mesure dû aux problèmes de régulation et de structure de marché. Le pays a tendance à importer directement des produits de services au lieu de se concentrer sur un développement de la production par la création et l'utilisation d'un réseau efficace de facteurs de services intérieurs.

En 2008, malgré le contexte de la crise, les recettes du tourisme ont augmenté de 37 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 300 millions de dollars. En outre, le volume du tourisme a augmenté de 1,6 % en 2008 et a affiché une croissance remarquable de 9,5 % en 2009. De tels chiffres semblent encourageants dans la mesure où l'Algérie n'a pas toujours eu les niveaux de compétitivité de ses voisins en matière de tourisme. Toutefois, il convient de noter que les deux-tiers des touristes sont des Algériens vivant à l'étranger (65,9 % de l'ensemble des touristes en 2009). De janvier à novembre 2009, le nombre de touristes étrangers a augmenté de pratiquement 20 % par rapport à 2008 (618 215 en 2009 contre 516 621 en 2008), la majorité venant de France (170 583 en 2008), suivie de loin par la Chine (20 488) et l'Espagne (20 000). Dans le même temps, les flux de touristes provenant des principaux pays développés comme l'Allemagne, l'Italie et la Belgique ont affiché un déclin marqué (7,7 %, 6,5 % et 20,9 % respectivement). En outre, les pays voisins comme la Tunisie et le Maroc n'ont représenté qu'une contribution marginale dans le tourisme algérien. Attirer davantage de non-Algériens par une réforme de l'espace touristique pourrait constituer un outil efficace pour répondre à la crise via la diversification des sources de croissance.

Les envois de fonds des travailleurs représentent une faible part du PIB comparée aux économies voisines (2,2 % du PIB en 2007 et 1,3 % en 2008). L'Algérie est donc un des pays les moins vulnérables en ce qui concerne ce canal de transmission. Malgré une hausse du chômage dans l'UE, les envois de fonds des migrants algériens ont été faiblement affectés et les chiffres prévisionnels pour 2009 indiquent une baisse de -0,4 % des envois de fonds vers l'Algérie.

En conséquence des performances globalement négatives du secteur externe du pays, les excédents record précédemment enregistrés annuellement par la balance du compte courant de l'Algérie ont fait place à une baisse spectaculaire et un déficit de -4,26 milliards de dollars américains en 2009.

Enfin, l'économie a atténué les conséquences de la crise sur les IDE qui ont affiché une hausse surprenante en 2009. L'Algérie a reçu 2,8 milliards de dollars américains en IDE, ce qui représente une augmentation de 7,6 % par rapport à l'année précédente. Cela a eu lieu malgré l'adoption de mesures restrictives relatives aux IDE en 2008, plus spécialement l'obligation pour les étrangers de s'associer à des ressortissants nationaux qui détiennent 51 % du capital et de nouvelles contraintes bureaucratiques.

Le secteur de l'énergie est resté un des moins affectés, principalement en raison du projet de champ pétrolifère GDF Suez à Touat ; le secteur représente à lui tout seul 9 des 10 plus grands projets pour toute l'année. À l'opposé, les secteurs de l'immobilier et de l'infrastructure ont enregistré une forte contraction des investissements. Plusieurs projets ont été soit reportés, soit annulés, comme l'illustre l'arrêt des investissements du groupe Emaar en Algérie, qui reporte la création d'un complexe touristique à Colonel Abbès dans l'ouest d'Alger, ainsi que le projet d'association de Mubadala et Dubal avec Sonatrach et Sonelgaz pour le projet d'aluminium de Aïn Témouchent. Notons également que les investisseurs étrangers estiment encore que le

pays impose encore une fiscalité considérable aux sociétés privées d'hydrocarbures sur les bénéfices exceptionnels, à la fois pour les accords présents et futurs, ce qui constitue une barrière implicite aux investissements étrangers d'outre-mer. D'autres secteurs ont attiré des IDE, à l'exception peut-être des banques, grâce à la nouvelle réglementation de 2008 qui permettra de multiplier par quatre le capital minimal des banques.

2.2 Un choc financier qui reste très limité

La crise internationale a eu un impact limité sur le secteur financier algérien. Cela n'est pas une surprise dans la mesure où l'Algérie reste un marché plutôt fermé, avec une faible libéralisation du compte de capital et une libéralisation financière moyenne. Les autorités nationales ont évité les emprunts extérieurs, limitant la contagion et se concentrant sur les liquidités intérieures pour financer les investissements.

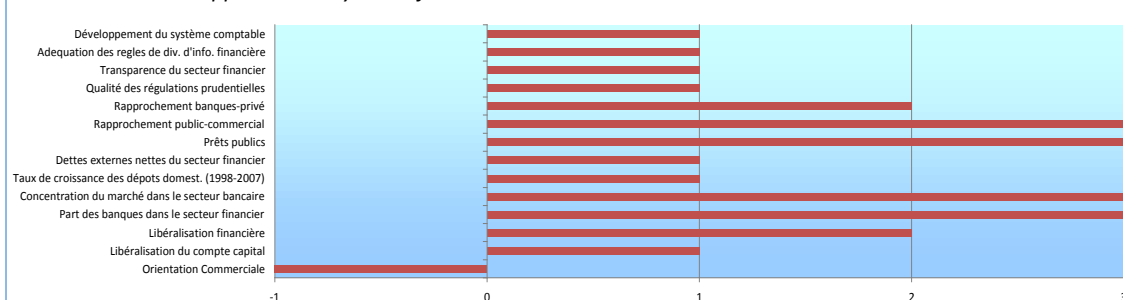
L'intégration financière limitée de l'Algérie nous amène à considérer uniquement :

- ✓ l'évolution de la Bourse,
- ✓ les réserves étrangères,
- ✓ la dette publique extérieure.

1) Retombées limitées sur une Bourse sous-dimensionnée

Les retombées de la crise sur le système financier algérien ont été très limitées. Les banques publiques

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

Tableau 1. Indicateurs de développement des marchés financiers

	1999	2008	PM 6* (2008)
Capitalisation (milliards US\$)	0,26	0,09	34,34
Volume échangé (million de parts)	0,04	0,18	5415,64
Ratio de rotation (%)	12	10	n.d

Source: Calculs FEMISE, rapport de recherche FEM33-20, * PM6 (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie)

détiennent plus de 85 % des actifs et des recettes de l'industrie pétrolière, ce qui se traduit par une protection précieuse. Le faible degré d'intégration financière a souvent été source de critiques pour l'Algérie. Il convient toutefois de noter que cette réticence a permis d'amortir les effets de la crise et la transmission ultérieure à l'économie réelle.

La Bourse d'Alger reste de dimension réduite et sept sociétés sont actuellement cotées. Le volume échangé a atteint 223 000 euros en 2008 et n'augmentera que si un système efficace est mis en place. Le volume échangé en millions d'actions était de 0,04 en 1999 et a atteint 0,18 million en 2008, ce qui est très faible comparé à la moyenne régionale. La capitalisation boursière est progressivement passée de 0,26 milliard de dollars en 1999 à 0,09 milliard en 2008, même si elle a augmenté de 0,62 % pour atteindre 68 millions d'euros sur 2008. Alger est donc la Bourse la moins performante du Maghreb.

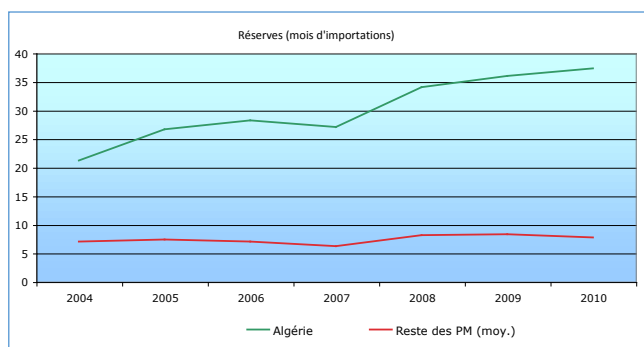
En outre, les opérations sur les capitaux propres restent minimales. Les entreprises publiques et les sociétés privées ont levé des fonds en émettant des obligations. Toutefois, ces instruments ont été globalement sous utilisés. La tendance pourrait s'inverser dans la mesure où trois émissions d'obligations de sociétés ont eu lieu en 2008 pour un total de 375 millions d'euros. En outre, un plan d'ac-

tion visant à moderniser la bourse de valeurs est en cours et porte principalement sur les privatisations et le financement des PME à l'horizon 2011. L'Algérie devra faire de gros efforts en termes de responsabilité et de transparence et devra gagner la confiance des investisseurs si elle souhaite que son plan d'action réussisse.

2) Des réserves de devises étrangères maintenues à des niveaux prospères

Après la crise, l'Algérie affiche encore des réserves de devises étrangères considérables grâce au pétrole ; elles ont atteint 149,3 milliards de dollars américains en 2009 et devraient couvrir environ 3 années d'importation (IFS, EIU). Ainsi, l'Algérie est sûre d'éviter de devoir emprunter sur les marchés internationaux et peut continuer à utiliser ses réserves du fonds de stabilisation pétrolier pour couvrir les déficits publics. La possibilité d'un manque de liquidités semble improbable, au moins à moyen terme, même si la surdépendance de l'Algérie vis-à-vis du pétrole pourrait entraîner une baisse des réserves en cas d'une chute des prix du pétrole.

Nous noterons toutefois que l'Algérie a perdu entre 15 % et 20 % de son pouvoir d'achat sur les marchés internationaux entre 2007 et 2009 à cause d'une mauvaise gestion des réserves étrangères et d'un affaiblissement du dollar américain. La majorité des réserves algériennes ont été investies en obligations américaines, plus spécialement sur des produits financiers avec une échéance de 2 ans. La baisse des rendements des bons du trésor américains (de 5 % en 2007 à moins de 0,88 en janvier 2010) signifie que les 146 milliards de dollars américains des réserves algériennes produiraient 1,2 milliards de dollars américains par an. Toutefois, l'inflation et la relative faiblesse du



dollar américain en font un investissement sans bénéfice. Une telle perte de pouvoir d'achat peut avoir des effets spectaculaires dans la mesure où la devise nationale a déjà perdu près de 30 % de sa valeur par rapport à l'euro, actuellement la principale source de devises pour les importations algériennes. Ces faits se traduisent par une flambée des prix des denrées alimentaires importées et engendrent une situation intenable pour une grande partie des Algériens.

Malheureusement, dans le contexte international actuel, l'Algérie ne peut pas redistribuer ses réserves avec la même facilité pour réduire le coût de la restructuration. Toutefois, le niveau actuel des réserves permet des efforts d'investissement dans les activités où l'Algérie pourrait lutter de façon compétitive. En outre, la baisse des exportations rappelle que les prix élevés du pétrole, et donc les réserves, pourraient progressivement disparaître, compliquant un peu plus le financement de la facture des importations.

3) Dette publique extérieure

Quant à la dette extérieure de l'Algérie, elle reste proche des niveaux d'avant la crise et inférieure aux sommets du début des années 2000. Ainsi, les obligations du gouvernement n'ont pas été sollicitées, comme dans le cas de la plupart des économies méditerranéennes et la tendance devrait se poursuivre en 2010. Comme pour les dernières années, la valeur de la dette étrangère est couverte par le montant des réserves internationales, ce qui rend le coût de gestion plus supportable.

II. Développements macroéconomiques

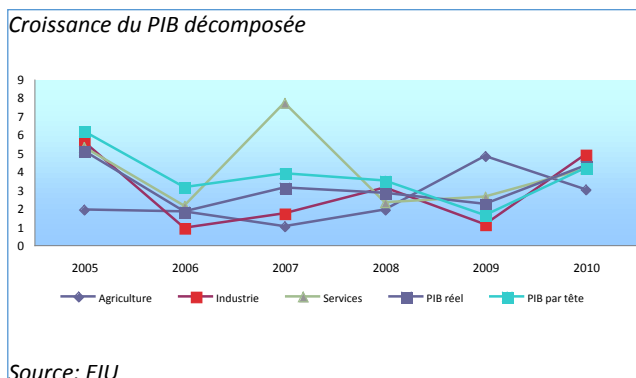
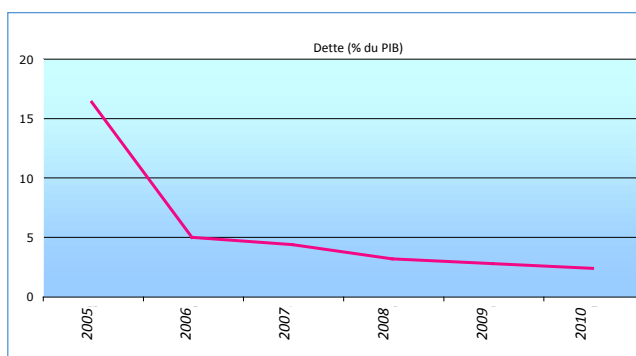
1. Croissance et décomposition du PIB

La croissance en Algérie est fortement tributaire du développement des secteurs de l'industrie et du service. Le secteur industriel représente à lui seul environ 61,2 % de la valeur ajoutée en 2009 suivi par les services, avec 30,4 %, et l'agriculture avec 8,4 %. Les faibles développements du gaz na-

tional et les baisses de production du pétrole en 2009 se sont traduits par une croissance de 2,1 % du PIB réel, affichant une légère baisse par rapport aux 2,8 % pour l'année précédente. Ce ralentissement devrait faire place à une croissance plus dynamique estimée à 4,5 % en 2010.

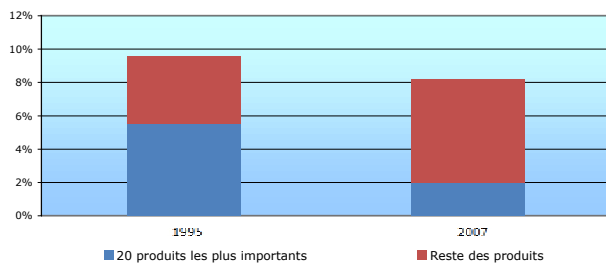
L'année passée s'est caractérisée par une excellente récolte et donc une croissance sans précédents ces dernières années pour l'agriculture. Le pays ayant suivi un modèle de croissance particulier qui le rend particulièrement vulnérable à la volatilité des prix du pétrole, le secteur agricole fut celui qui a affiché le plus fort taux de croissance en 2009 avec 4,8 %, suivi par les services, 3,9 %, et le secteur de l'industrie avec 1,1 %.

Notons que la production agricole a fortement évolué depuis le processus de Barcelone. En 1995, les 2/3 du produit agricole environ provenaient de 20 produits. 12 ans plus tard, l'Algérie a diversifié sa production agricole et les 20 produits les plus importants représentent uniquement 2 % du PIB, soit 1/4 de la part totale de l'agriculture dans le PIB. Une approche similaire avec les secteurs de l'industrie et des services pourrait apporter la di-



Source: EIU

Evolution de la composition de la prod. agricole (% du PIB)



Source: Agrostat

versification nécessaire dans la production et préparer le pays à l'ère de l'après pétrole.

À moyen terme, si l'Algérie cherche à maintenir son statut de producteur de pétrole et l'utiliser comme mécanisme de stimulation économique, elle devra accumuler une part plus importante de revenus du pétrole afin d'accroître les investissements dans les secteurs non-pétroliers présentant un fort potentiel de croissance. En outre, l'expansion dans le domaine de la construction et des utilités au sein du programme public pour moderniser l'infrastructure et le logement est perçue comme un exemple de croissance hors hydrocarbures qui pourrait permettre à l'Algérie de diversifier efficacement ses sources de PIB.

Le plan public de dépenses annoncé en 2008, s'il est bienvenu, est principalement destiné aux projets d'infrastructures, qui pourraient ne pas être toujours bien gérés. En outre, les économistes pointent encore du doigt les défauts du pays en termes de soutien pour la création d'entreprises, le suivi des PME et l'établissement d'un véritable socle industriel. Malgré les contraintes de crédit, plusieurs programmes d'investissement d'infrastructures dans différents secteurs ont été maintenus, une situation qu'il faut mettre au crédit des autorités algériennes.

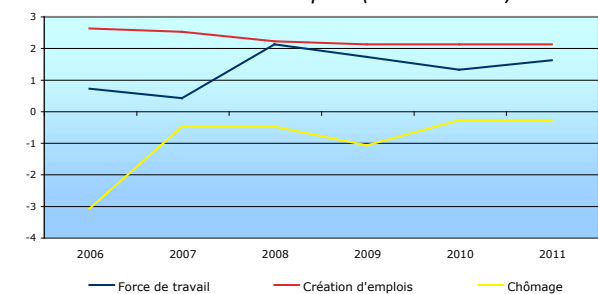
2. Emploi

Le taux de chômage en Algérie semble avoir poursuivi sa tendance à la baisse, passant de 11,3 en 2008 à 10,2 % en 2009. Toutefois, la po-

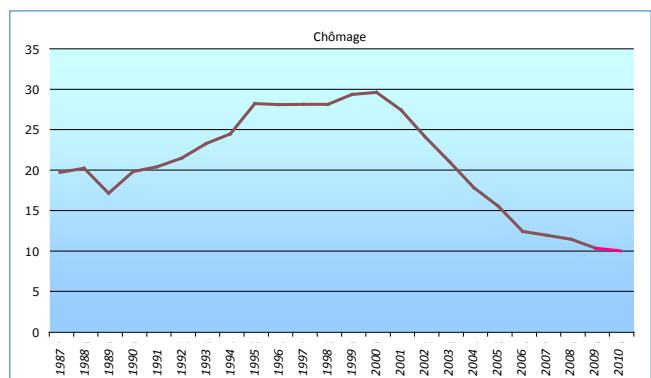
pulation active devrait augmenter à un rythme plus élevé dans les prochaines années et le taux actuel de création d'emplois pourrait s'avérer à la fois insuffisant et difficile à maintenir après la crise. Il convient de noter que 73,4 % des chômeurs ont moins de 30 ans, alors que 86,7 % ont moins de 35 ans. Le pays reste rongé par un chômage des jeunes s'élevant à plus de 25 %, alors que le chômage des femmes a dépassé son niveau de 2005 avec 17,5 % pour atteindre 18,1 % en 2009, malgré un déclin initial au milieu de la période. Quant au chômage des hommes, il a atteint 8,6 % en 2009, un chiffre en forte baisse par rapport à son niveau de 14,9 % en 2005. Sachant qu'en moyenne les femmes représentent la majeure partie des étudiants universitaires et en gardant à l'esprit le fait que l'éducation et le marché du travail sont assez mal interconnectés dans le pays, les chiffres du chômage correspondants pourraient encore augmenter dans les années à venir.

Le problème devient encore plus sérieux qu'il ne le paraît en premier lieu d'un point de vue sociétal si l'on considère que 40 % des Algériens

Croissance dans la création d'emplois (var. ann. en %)



Source: Calculs FEMISE, diverses sources



ont moins de 15 ans, alors que 70 % ont moins de 30 ans. Le gouvernement a essayé de créer des emplois pour les jeunes Algériens, par exemple par le biais des contrats de l'autoroute Est-Ouest. Toutefois, plusieurs filiales étrangères ont tendance à apporter leur propre main d'œuvre qualifiée. En outre, les programmes d'emplois publics créent généralement des emplois temporaires et le taux de maintien en poste à l'issue de la période de qualification est faible. Il y a actuellement 33,1 % de salariés permanents, alors que la part des non-permanents représente 32,5 %, suivis par les travailleurs et les employeurs indépendants, avec 29,2 %.

Le gouvernement a relevé le défi de créer 3 millions d'emplois sur la période 2010-2014. Les initiatives ANSEJ et CNAC ont permis de créer environ 76 000 emplois en 2009. Au niveau de l'entreprise, le plan ANEM a contribué à l'embauche de 170 000 jeunes, comme ce fut le cas avec le « Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle » (DAIP), qui a contribué à mettre 280 000 jeunes sur le marché du travail en 2009. La « Chambre de l'artisanat et des métiers » (CAM) de Tipaza a également permis la création d'emplois avec l'émergence de 980 nouveaux postes en 2009, plus particulièrement dans les services, qui représentent 60,61 %. Les femmes, et plus spécialement les femmes au foyer et des régions rurales, sont passées de 8-10 % à 27 %. Dans le même temps, la « Direction de l'action sociale » (DAS) à Tipaza a créé 9 000 emplois en 2009. Il convient de noter toutefois que les initiatives d'emploi coûtent plus cher qu'initialement prévu (de 25 % à 100 % plus cher selon le FMI).

3. Inflation

Malgré l'objectif de combattre l'inflation en limitant la création de devises, la montée des prix domestiques s'est poursuivie en 2008 sous l'effet conjoint de l'augmentation des salaires, des prix plus élevés des matières premières et des céréales et de l'entrée de liquidités dans le sys-

tème financier. En 2009, l'inflation se situait en moyenne à 5,7 % contre 4,4 % l'année précédente, principalement en raison de l'augmentation des prix alimentaires de 8,23 % (en particulier une hausse de 20,54 % du prix des denrées agricoles). Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 3,54 % et les services ont enregistré une hausse de 4,14 %. Comme lors des années précédentes, le gouvernement sera obligé de subventionner de nombreux produits alimentaires et même d'introduire un contrôle des prix sur certains produits, maintenant ainsi artificiellement une inflation basse. Il convient de noter que la grande majorité des denrées alimentaires ont enregistré des hausses de prix importantes, comme dans le cas du mouton (26,96 %), des légumes frais (20,14 %), du poisson frais (19,81 %), du bœuf (19 %), des œufs (18,36 %), des pommes de terre (16,61 %), du poulet (15,99 %) et des fruits (12,13 %).

Ainsi, les pressions inflationnistes resteront très probablement à un niveau élevé en 2010 en raison :

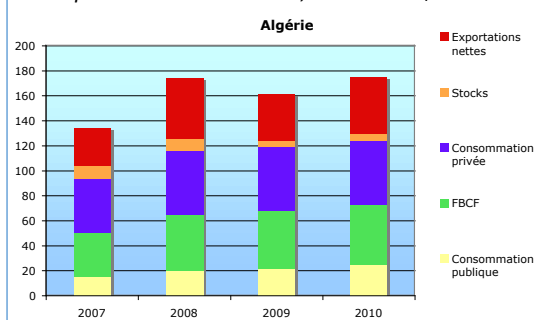
- ✓ d'une forte demande intérieure et de prix élevés,
- ✓ de dépenses publiques élevées,
- ✓ de possibles augmentations des coûts de l'énergie,
- ✓ des restrictions du gouvernement sur les importations.

II.1 Une réaction macroéconomique nécessaire qui a toutefois engendré un déficit du budget public pour la première fois depuis des années

1) Une activité économique ralentie qui reste solide en raison de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe

Si elle est solide, la consommation privée en 2009 a augmenté à un rythme ralenti (augmentation réelle des dépenses imputées au PIB de 3,6 % en 2009 contre 7,3 % en 2008). Dans le même temps, les estimations pour 2010 indiquent un rétablissement de la croissance aux niveaux d'avant la crise.

Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$

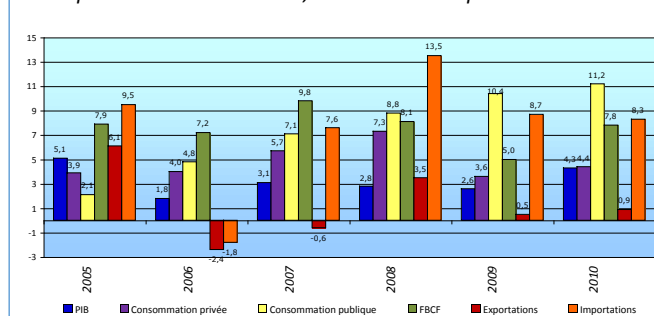


Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

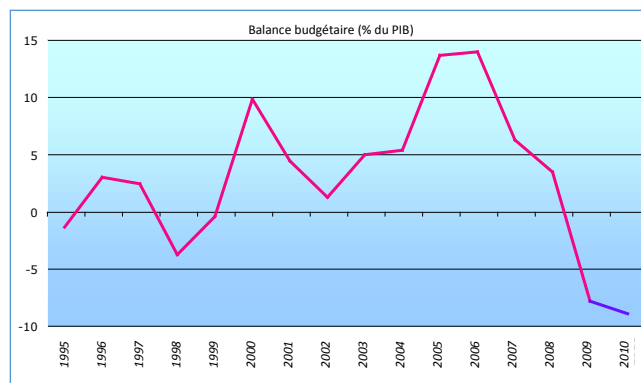
Les dépenses publiques ont soutenu l'économie alors que l'augmentation des salaires dans le secteur public devrait se poursuivre. Le renforcement des prix du pétrole pourrait soutenir des projets ultérieurs d'investissement à grande échelle, la demande et la consommation publique et aideront à compenser une expansion lente des exportations – principalement des hydrocarbures – résultant de la croissance européenne stagnante. Ainsi, la croissance du PIB pourrait atteindre 4,5 % en 2010.

La consommation publique a également un rôle important à jouer pour soutenir le plein potentiel de la croissance du PIB. L'Algérie n'échappe pas à la règle, la consommation publique a enregistré une véritable augmentation des dépenses imputées au PIB de 10,4 % en 2009, bien au-dessus des taux de croissance précédents et elle devrait encore croître en 2010. Quant aux investissements, ils ont continué à augmenter, quoique plus lentement, comme le montre l'augmentation réelle de la formation brute de capital fixe de 5 % sur le PIB pour 2009.

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

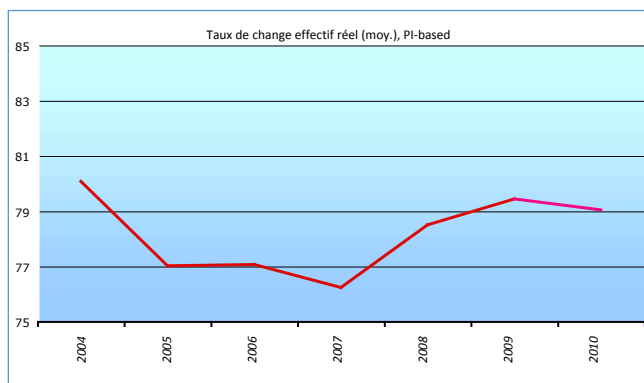


En outre, les estimations pour 2010 montrent une résistance de la croissance des investissements qui pourrait s'avérer remarquable et constituer une exception dans le sud méditerranéen.

2) Détérioration massive du déficit public à court terme

L'Algérie est parvenue à conserver un excédent remarquable de sa balance fiscale en 2008 malgré la crise (+3,4 % du PIB) en bénéficiant des prix élevés du pétrole. Comme prévu, la tendance ne s'est pas répétée en 2009 et l'hypothèse des prix du pétrole lors de l'établissement du budget n'a pas suffi. Les chiffres pour 2009 montrent un déficit massif d'environ 7,9 % du PIB. Cette évolution contraste fortement avec l'excédent moyen annuel de 7,4 % enregistré sur la période 2000-2007 avant la crise.

Toutefois, les revenus du gouvernement devraient retrouver la voie du rétablissement en 2010, même si la balance pourrait rester déficitaire (estimée à -4,8 % en 2010). Le projet de budget envisage une augmentation de 13 % des dépenses en 2010, alors que le revenu estimé repose sur un prix très conservateur du pétrole établi à 37 dollars américains le baril. Une des raisons expliquant pourquoi la balance pourrait rester déficitaire réside dans la tendance du gouvernement à poursuivre une politique fiscale plutôt expansionniste, plus particulièrement poussée par le programme quinquennal d'infrastructure de 150 milliards pour l'activité économique et également du fait de la nécessité d'une aide sociale considérable pour combattre un chômage prédominant. Puiser dans les réserves du « Fonds de régulation des recettes » per-



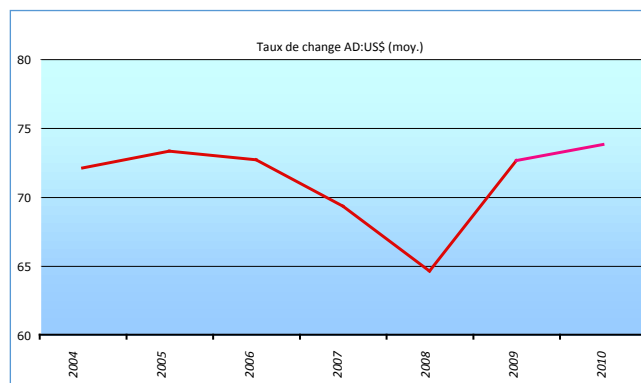
mettrait de maintenir le programme de dépenses pour l'année actuelle.

3) Une politique monétaire / de taux de change qui s'est avérée adéquate en temps de crise

Comme l'a noté le rapport, les difficultés des PM après la crise ont été triples : i) croissance ralentie qui a négativement affecté la balance fiscale et le chômage, ii) entrées de capitaux moins importantes et iii) détérioration des exportations et complications croissantes dans le service de la dette. L'Algérie semble moins concernée par le triptyque pour deux raisons : premièrement, son budget est moins menacé en raison des futurs revenus du pétrole et, deuxièmement, sa politique de taux de change est suffisamment flexible.

Pour simplifier, les réserves de change encore importantes de l'Algérie permettent à la Banque centrale de se concentrer sur la gestion de la devise nationale, en se préoccupant moins du besoin éventuel de protéger le dinar. La Banque centrale algérienne suit une politique de flottement impur de la devise nationale afin de garantir la stabilité des taux de change avec le dollar américain et l'euro. Toutefois, la plupart des importations sont libellées en euros alors que les exportations algériennes sont réglées en dollars américains. La CBA a donc pour tâche délicate de trouver un taux de change équilibré tout en tenant compte de l'évolution des évaluations entre les devises des partenaires commerciaux.

En outre, l'Algérie est toujours confrontée au risque de réévaluation du taux de change qui a générale-



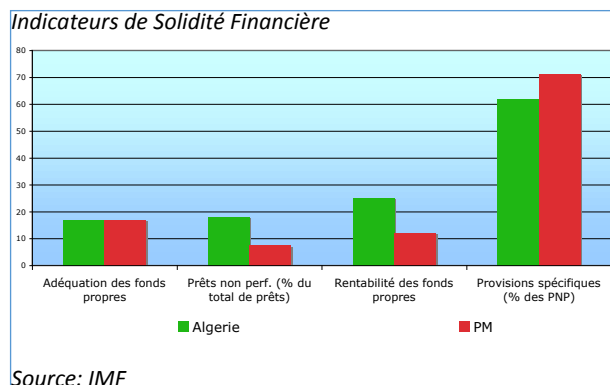
ment des externalités négatives sur le secteur non-pétrolier et qui s'est poursuivi pendant plusieurs années. Entre 2002 et 2006, le dinar algérien a été réévalué de 7 % en termes nominaux par rapport au dollar américain après une dépréciation importante avant 2002. Malgré cela, la devise a pu être dépréciée en 2009 afin de réduire la demande d'importation, de 65 DA pour 1 dollar américain en 2008 à 72,6 DA pour 1 dollar américain en 2009. Au cours des derniers mois de 2009, la Banque centrale d'Algérie est intervenue sur le marché monétaire par le biais d'une reprise de liquidités multilatérale. L'absorption de liquidités (échéance de 7 jours et 3 mois) s'est élevée à 1 100 milliards de dinars.

Globalement, contrairement aux autres PMF avec un système de taux de change fixes, l'Algérie ne sacrifiera pas ses réserves pour protéger son taux de change et sa politique monétaire contracyclique pourrait tenir lieu de stimulant économique.

II.2 Les banques restent solides mais pas assez intégrées

Le secteur bancaire en Algérie a eu peu à craindre des conséquences de la crise à court terme. Les banques sont restées rentables mais le crédit limité au secteur privé sera une source d'inquiétude dans les années à venir s'il n'augmente pas. Plus spécialement :

✓ les prêts non-performants en Algérie sont remarquablement élevés même s'ils n'ont pas augmenté depuis la crise. Ils représentent 18 % du crédit total, soit plus de deux fois le taux moyen constaté dans les économies méditerranéennes.



✓ Les provisions spécifiques pour les prêts non-performants restent importantes et proches de la moyenne méditerranéenne.

✓ Le ratio actif/capital se situe à 17 %, pratiquement égal à la moyenne régionale et il est considéré comme suffisant.

✓ Le rendement des capitaux propres se situe à 25 %, bien au-dessus de la moyenne méditerranéenne, ce qui pourrait indiquer que, contrairement à la moyenne des banques méditerranéennes, les banques algériennes n'ont pas connu de pertes importantes en matière de rentabilité.

Une des principales sources d'inquiétude est le manque de crédit pour le secteur privé. Les emprunts du secteur privé représentent actuellement 15,6 % du PIB, ce qui place l'Algérie en dernière position dans les économies méditerranéennes (FMI, IFS). Cela pourrait être interprété comme une aversion pour le risque de la part des banques algériennes associée à des procédures complexes qui empêchent l'accès au capital et un manque de dynamisme dans les projets du secteur privé.

Fin décembre 2009, les banques avaient déposé 1 022 milliards de dinars en tant que dépôt rémunéré. Dans le même temps, la fourniture de fonds prêtables sur le marché interbancaire a enregistré une diminution de 5 398 milliards de DA en décembre 2009, ce qui correspond à une baisse spectaculaire de 27,5 %. En outre, le taux d'intérêt pondéré moyen des transactions à terme sur le marché interbancaire a diminué en décembre 2009. Avec les réserves, les prêts

par les banques algériennes restent la principale source de financement des projets d'investissement. Six banques publiques représentent plus de 90 % des actifs bancaires totaux et elles prêtent fréquemment aux entreprises publiques avec des évaluations de risque de crédit faibles. Les bénéficiaires de ces fonds enregistrent généralement des bénéfices limités quand ce n'est pas des pertes.

Une réforme possible du secteur financier pourrait renforcer et améliorer l'efficacité des institutions financières, plus notamment en consolidant le rôle des banques publiques. La privatisation des principales banques publiques a été proposée par les autorités du FMI comme possibilité d'augmenter l'efficacité du secteur bancaire. À ce titre, une réduction des prêts non-performants devrait être une nécessité imminente. `

Finalement, il convient de noter que le gouvernement algérien a pris la décision d'éliminer le crédit à la consommation comme moyen de réduire la demande d'importation qui déséquilibre la balance commerciale. Toutefois, une telle démarche pourrait affecter les ventes, plus particulièrement dans le secteur de l'automobile où les estimations montrent une baisse de 25 % à 35 % et également donner lieu à des mouvements sociaux.

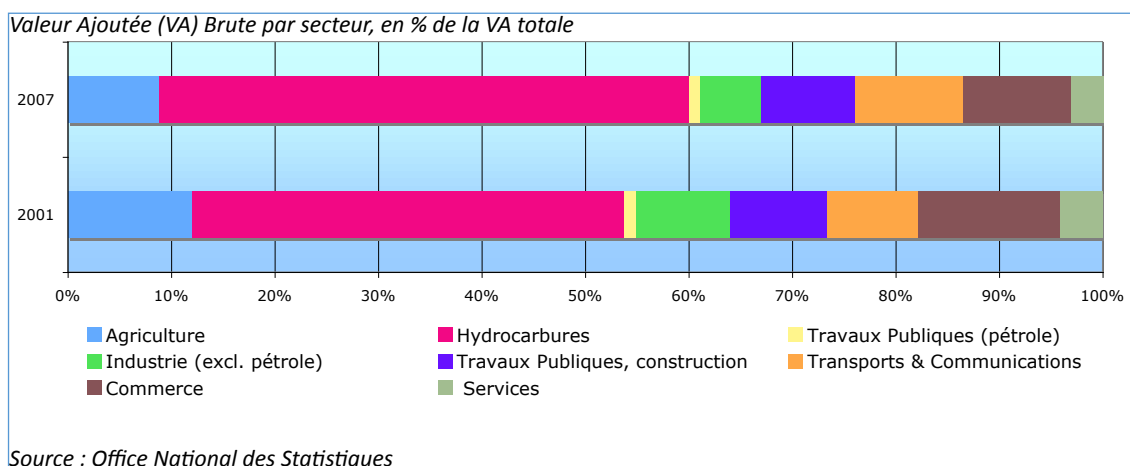
Nous noterons toutefois que le crédit au secteur privé a augmenté de pratiquement 3 % par rapport à l'année 2008, alors qu'il a diminué dans la plupart des économies méditerranéennes. Des « couloirs spécifiques » ont été mis en place par les banques publiques du pays pour faciliter l'accès au crédit (Credoc) pour les PME. Celles-ci devraient obtenir plus facilement les fonds nécessaires pour payer les importations de matières premières et de produits finis essentiels dans le processus de production. De telles mesures sont bienvenues et devraient être accompagnées par de plus grandes facilités et un allègement de la bureaucratie dans tous les secteurs de l'économie domestique.

III. Revisiter les moteurs de la croissance : mise en œuvre de nouvelles politiques structurelles

III.1 La productivité des entreprises est un indicateur du potentiel de croissance

Pour la première fois peut-être depuis des décennies, l'Algérie devra bâtir sa stratégie de croissance et se concentrer uniquement sur les secteurs offrant le plus gros potentiel pour soutenir la

Dans le graphique en bas à droite, Y/L indique le taux de croissance du PIB par travailleur sur la période 1970-2008. Le graphique contient également une estimation de la contribution de la capacité de production par travailleur sur la production, la contribution du capital humain par travailleur sur la production et le taux de croissance moyen de la productivité totale des facteurs. Finalement, deux scénarios sont pris en compte concernant la part relative de la capacité de



croissance dans la mesure où le budget ne permet aucune dépense irrationnelle comme cela avait pu être le cas les années précédentes. Ainsi, il existe un besoin clair d'identifier les secteurs qui sont de possibles « gagnants » et peuvent être des moteurs de l'économie algérienne dans la décennie à venir.

La clé pour atteindre un taux de croissance de 4,1 % au cours de la période 2000-2007 a résidé dans les points suivants : l'Algérie a profité du secteur des hydrocarbures qui a permis une croissance suffisante au cours de la majeure partie de la décennie. Contrairement à plusieurs PM, la croissance n'est pas venue de l'activité innovante de nouveaux secteurs, ni d'une spécialisation accrue dans de nouveaux produits.

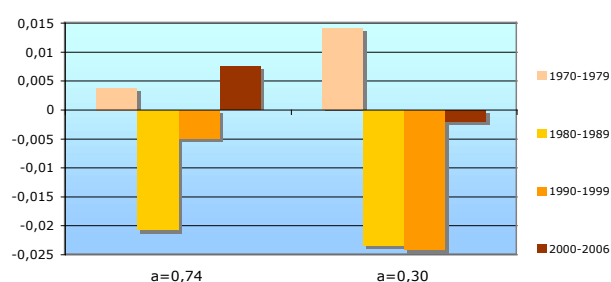
Mais des éléments montrent une évolution dans le régime de croissance algérien, fondée sur la productivité qui pourrait mieux servir l'économie dans les années à venir.

production sur la production (égale à 0,74 dans le premier cas et 0,30 dans le second cas).

On pourrait s'attendre à ce que la capacité de production soit le facteur clé de la croissance économique en Algérie. Mais cela semble ne pas avoir été le cas. Au lieu de cela, le capital humain semble avoir été le principal élément contribuant, quelles que soient les hypothèses sur la part relative de la capacité de production sur la production totale, alors que la capacité de production semble avoir apporté une contribution négative. Cela peut s'expliquer par le fait que l'Algérie est une économie portée par le pétrole. La moyenne annuelle de la croissance du PIB en Algérie a été négative sur la période considérée et très liée aux évolutions du marché du pétrole.

Comme l'a noté Pipitone (2009), l'Algérie a affiché pendant les années 70 un des taux de croissance moyens du PIB les plus élevés suivi d'une longue période de récession avant de revenir à des chiffres de

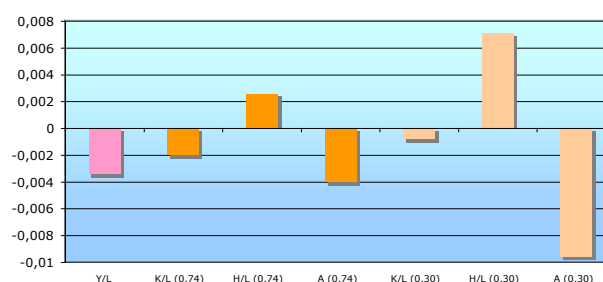
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Tableau 2. Productivité Totale des Facteurs (PTF) et Intensité Capitalistique, Médiane par secteur.

Secteur/Pays (2002)		PTF	PTF1	PTF2	PTF3	K/L	K/L1	K/L2	K/L3
Agroalimentaire	Algérie	2,46	2,49	2,52	2,46	5,05	7,95	3,94	12,91
Agroalimentaire	MENA	3,09	2,81	3,06	3,08	10,58	4,68	12,09	10,38
Chimie, pharmaceutique	Algérie	4,12	4,23	3,62		2,41	2,41	2,29	
Chimie, pharmaceutique	MENA	3,66	3,55	4,04	3,48	6,61	2,81	5,93	8,6
Mat. plastiques et non-métalliques	Algérie	3,87	2,88	4,43	5,17	1,85	0,53	2,52	4,03
Mat. plastiques et non-métalliques	MENA	3,03	2,9	3,29	3,49	4,66	4,47	6,91	4,96
Machines & métaux	Algérie	3,81	3,54	3,81	5,07	2,5	2,53	2,5	1,33
Machines & métaux	MENA	3,56	2,82	3,5	4,62	8,98	25,43	10,46	5,71
Textiles	Algérie	3,06	3,78	2,4	1,65	1,84	0,47	5,01	3,02
Textiles	MENA	2,87	3,13	2,76	2,73	4,91	5,39	5,87	4,25

Source : Rapport FEMISE FEM33-09.

Note : Les firmes sont classées par le nombre de travailleurs qu'elles emploient : moins de 20, entre 20 et 99, plus de 100. Elles reçoivent respectivement les indices 1, 2, 3.

croissance positifs au cours des dernières années, toujours en conjonction avec l'évolution de la demande internationale pour le pétrole et moins visible dans les efforts d'investissement.

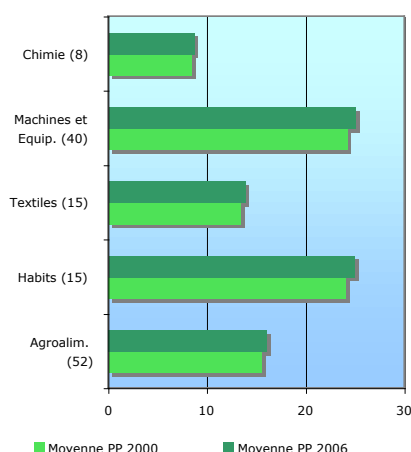
Le graphique du taux de croissance de la PTF indique également que l'Algérie a enregistré des taux de productivité négatifs au cours des années 70 et 80. Toutefois, en fonction des hypothèses sur la part relative de la capacité de production sur la production, la productivité totale des facteurs aurait pu entamer ou s'approcher d'une croissance positive au cours de la période 2000-2006.

Dans le cas où la part relative de la capacité de production sur la production est égale à 0,74, le taux de croissance de la productivité totale des facteurs sem-

ble avoir été positif au cours des dernières années. Dans le cas où la part relative de la capacité de production sur la production est estimée égale à 0,30, le taux de croissance de la productivité totale des facteurs reste négatif au cours des dernières années, quoique dans une mesure nettement moindre qu'au cours des décennies précédentes.

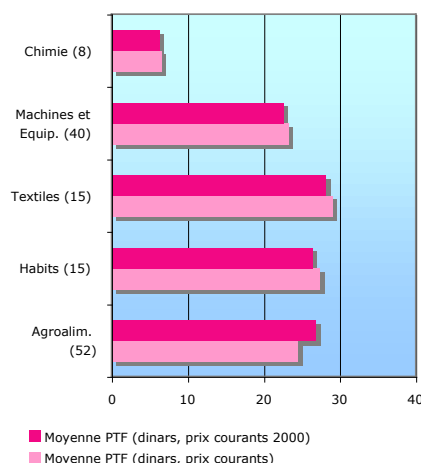
Mais malgré cela, dans le second cas, le capital humain semble avoir contribué encore plus à la croissance algérienne. Comme l'ont noté Aiyar, S. et J. Feyrer (2002), le capital humain joue un rôle crucial pour déterminer le chemin dynamique de la productivité totale des facteurs. Le transfert sectoriel de technologie internationale depuis les pays frontaliers vers l'Algérie pourrait être facilité par les stocks de capital humain, alors que

Firmes et productivité apparente du travail (milliers de US\$)



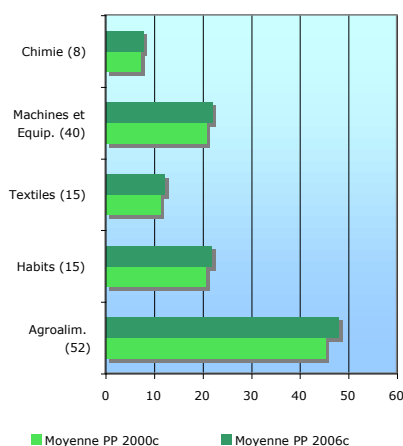
Source : FEMISE, FEM33-09.

Firmes et PTF (dinars prix courants et constants)



Source : FEMISE, FEM33-09.

Firmes et productivité apparente du travail (milliers de US\$, constants 2000)



Source : FEMISE, FEM33-09.

la composition des partenaires commerciaux et le niveau d'IDE promoteurs de technologie peuvent également affecter la capacité d'un pays à mettre en œuvre de nouvelles technologies. Ils concluent que, alors que la productivité est traditionnellement l'élément déterminant le plus important du revenu par tête, l'accumulation de capital humain est la clé du changement dans la productivité, ce qui pourrait donner des idées aux autorités si elles devaient adopter un régime de productivité totale des facteurs dans la décennie à venir. Inévitablement, les autorités devraient cibler des secteurs cibles spécifiques semblant mieux incarner le « potentiel de

croissance » et définir une stratégie industrielle cohérente.

Une étude récente du FEMISE apporte des indications précieuses sur les performances de production des partenaires méditerranéens, dont l'Algérie. La productivité des entreprises peut tenir lieu d'indicateur de la compétitivité, de l'intégration internationale et de la dynamique de croissance. La capacité des producteurs à transformer les ressources en production peut ainsi montrer les secteurs les plus productifs et donc les moteurs de croissance les plus fiables. Un examen rapide de la productivité totale des facteurs moyenne par secteur en Algérie montre que le pays se comporte relativement bien par rapport à la productivité régionale pour tous les secteurs sauf l'industrie alimentaire. En outre, la dimension des entreprises semble jouer un rôle intéressant dans chaque sous-secteur et pourrait être déterminante dans l'élaboration d'une politique industrielle affectant les ressources de manière optimale. Par exemple, dans le secteur de la chimie, la productivité totale des facteurs est supérieure dans les entreprises de moins de 20 employés, alors que les entreprises plus grandes sont moins productives. Cela contraste avec la tendance régionale où les entreprises de 20 à 99 employés semblent être plus productives que leurs homologues plus petites. Les entre-

prises plus grandes semblent également moins productives dans le secteur du textile, ce qui est également le cas au niveau régional. Quant au reste de l'économie, les entreprises plus grandes sont généralement synonymes de productivité plus importante.

Notons également que l'intensité capitaliste dans les secteurs algériens semble être supérieure dans l'industrie alimentaire. En d'autres termes, ce secteur offre plus de capitaux disponibles par unité de main d'œuvre. Alors que l'Algérie est connue pour suivre un régime d'accumulation de capitaux, son intensité capitaliste dans tous les secteurs reste inférieure à la moyenne MENA. Toutefois, différentes mesures de productivité peuvent engendrer des résultats différents. Une mesure de la productivité de la main d'œuvre (productivité partielle) montre que les secteurs des machines et de la confection pourraient être les plus productifs en termes d'unités de main d'œuvre en Algérie. Dans le même temps, l'industrie chimique semble moins productive contrairement aux résultats précédents de productivité totale des facteurs. Sinon, lorsque la productivité de la main d'œuvre est mesurée en dollars constants, le secteur alimentaire gagne en compétitivité par rapport au secteur des machines et de la confection.

Mesurer la valeur de la productivité totale des facteurs par unité confirme le manque de compétitivité dans le secteur de la chimie et contraste avec les résultats soulignés par la productivité totale moyenne des facteurs. Comme le note l'étude, dans le secteur de la chimie, environ 50 % de la valeur ajoutée est à mettre au compte des salaires, ce qui explique pourquoi la productivité totale moyenne des facteurs pourrait offrir une vue faussée de la performance économique. Ainsi, l'Algérie peut avoir plus à gagner en définissant une stratégie de sélection des secteurs où il existe un potentiel plus fort d'avantage comparatif (par exemple textile, industrie alimentaire).

Pour terminer, les projets d'investissement publics devraient être au moins liés aux mesures de produc-

tivité et au profit. Ils devraient moins se concentrer sur des critères strictement politiques qui entravent le rétablissement économique et la croissance du pays à long terme.

III.2 Politiques et mesures structurelles après la crise

Pour mieux s'adapter au contexte international changeant, l'Algérie a lancé une série de mesures entrant dans le cadre de sa stratégie de politiques structurelles volontaristes. Ces mesures, qui caractérisent la réaction du pays face à la crise et sont incluses dans la Loi de finances 2010, pourraient permettre d'amortir les effets de la crise en 2010 et au-delà. Le budget d'équipement devrait augmenter de 7,4 % (3 022,9 milliards de DZD- 28,2 milliards d'euros) et sera utilisé pour le développement des infrastructures algériennes (autoroute Est-Ouest, chemins de fer, ports, etc.). En outre, le secteur de la santé, la construction de logements et l'électricité figurent parmi les secteurs bénéficiant le plus de l'augmentation de fonds.

Le Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements utilise les points les plus marquants du document « Stratégie et politiques de reprise industrielle et de développement » comme fondement du développement de la nouvelle stratégie industrielle. Celle-ci présente une série d'objectifs explicites ou implicites reposant sur i) la sélection des secteurs pour la promotion (sélection de secteurs identifiés comme gagnants), ii) restructuration industrielle fractionnée (qui inclut l'abandon de secteurs définis comme « perdants »), iii) restructuration spatiale / urbaine de l'industrie, iv) politiques de développement industriel. Les secteurs à promouvoir et donc étiquetés comme potentiels gagnants pour le développement de la croissance sont sélectionnés à partir de leur potentiel de développement, mais également du niveau de compétitivité des filières identifiées.

1) Soutien de la production nationale et restructuration fractionnée

Actuellement, environ 75 % des biens de consommation en Algérie sont importés. Dans le même temps,

les produits manufacturés et les produits semi-finis représentent moins de 1,5 % des exportations algériennes. Cela signifie que le potentiel de développement d'un marché domestique produisant ces commodités est immense. Stimuler la production nationale dans ces filières est donc devenu une priorité pour les autorités algériennes. Le gouvernement envisage d'accompagner et de soutenir les entreprises afin de s'assurer qu'elles deviennent plus compétitives et que leur capacité à absorber les IDE est optimale.

La seconde étape de la politique structurelle de l'Algérie implique la densification du socle industriel et la promotion de nouveaux secteurs. Ainsi, les autorités ont annoncé qu'elles se tourneront vers et se concentreront sur des produits plus tournés vers les technologies de l'information et de la communication et créant plus de valeur ajoutée. La pétrochimie, les fibres synthétiques et l'acier comptent parmi les secteurs devant profiter du développement des ressources naturelles. Les encouragements fiscaux font également partie de la loi de finances. L'industrie de l'assemblage, par exemple, est exonérée de 7 % des droits de douane pour les pièces automobiles utilisées dans l'industrie locale comme intermédiaires. L'exonération s'applique également au secteur des énergies renouvelables.

Il n'est donc pas surprenant qu'un certain nombre de secteurs qui étaient exclusivement tributaires de l'initiative publique (mécanique de pointe, fabrication d'équipements, production d'acier brut) soient remodelés via un programme d'infrastructures s'élevant à 107 milliards d'euros. Six entreprises ont déjà été créées, telles que GICA dans le secteur du ciment, et d'autres sont attendues, notamment dans l'hydraulique.

2) Restructuration spatiale et urbanisation

La restructuration spatiale de l'industrie algérienne pourrait évoluer et se dynamiser. Cela peut-être réalisé par la création de zones de développement industriel intégré (ZDII), de zones de TIC et de parcs spécialisés à forte valeur ajoutée. L'Algérie s'est déjà

montrée efficace en créant 5 zones ZDII, 50 à 60 millions d'euros ont été investis dans le secteur de la mécanique, alors que le « Groupement industriel des ciments d'Algérie » a été créé en regroupant les industries algériennes du ciment. De telles initiatives devraient alimenter les synergies et attirer des investissements indispensables.

En outre, l'urbanisation devient une réalité grâce au projet pilote MED-ENEC de Souidania, conçu pour faire une utilisation intensive des matériaux locaux et des sources d'énergie alternatives. Le projet a été récompensé d'une somme de 100 000 euros au titre du programme MED-ENEC financé par l'UE pour illustrer les pratiques d'excellence et le potentiel de développement. Les autorités voient déjà la construction comme une priorité et le gouvernement prévoit la construction d'un million de logements à l'horizon 2010-2014. De telles initiatives montrent que les problèmes d'énergie dans la construction sont de plus en plus présents et que le développement des énergies renouvelables pourrait devenir une source potentielle de croissance pour l'économie algérienne. L'engagement de l'Algérie dans les énergies renouvelables est également visible dans le secteur privé. La plus grosse société algérienne privée a lancé un plan pour attirer les investissements étrangers afin de construire un complexe solaire d'un montant de 8 milliards de dollars, ce qui permettrait au pays de devenir un exportateur d'électricité, principalement vers l'UE.

Enfin, l'Algérie prévoit de moderniser son infrastructure, comme le montrent des initiatives récentes telles que la modernisation pour 588,5 millions de dollars américains du port méditerranéen de Béjaïa. Alors que les plans de modernisation prendront des années (2009-2025), la capacité portuaire serait triplée, l'accès aux transports terrestres, y compris le chemin de fer et les autoroutes facilitera le transport des marchandises à destination et en provenance du port et l'environnement des entreprises sera amélioré.

Globalement, nous soulignerons que :

✓ l'Algérie investit fortement dans sa stratégie de politique structurelle pour sortir de la crise, la

différence par rapport aux autres MPF étant que le secteur public apparaît plus présent,

✓ les autorités cherchent à dynamiser de nouveaux secteurs de croissance pouvant mettre le pays dans une position d'avantage comparatif, une approche bienvenue qui pourrait préparer l'économie post-pétrole,

✓ les partenariats privé-public, faisant actuellement relativement défaut dans l'économie algérienne, devraient être encouragés pour soutenir de tels programmes,

✓ le capital doit être mobilisé pour que les mesures se matérialisent, la loi de finances actuelle devra être soutenue par les fonds du pétrole, alors que l'importance des IDE est capitale, plus particulièrement dans le secteur de l'énergie,

✓ globalement, l'Algérie ne devrait pas avoir peur « d'abandonner » des secteurs et de faire preuve de souplesse vis-à-vis de la réaffectation des ressources vers les industries offrant un potentiel de productivité supérieur.

IV. Conclusions et recommandations

L'Algérie a été exposée au ralentissement de ses partenaires développés et à la forte volatilité des prix du pétrole qui se sont traduits par une baisse annuelle des exportations de marchandises de 45 % en 2009.

Le rétablissement économique chez les partenaires développés et le niveau des prix du pétrole sont incertains en 2010. Dans le même temps, des mesures contracycliques seront limitées par le déficit budgétaire (-5,2 % du PIB). Toutefois, les autorités ont le luxe de disposer de réserves étrangères suffisantes et du fonds de stabilisation du pétrole pour soutenir une stratégie efficace de sortie de crise.

IV. 1 Poursuite de la crise ou rétablissement : opportunités commerciales et d'investissement provenant des partenaires algériens

La croissance devrait rebondir à 4,6 %, alimentée par des mesures fortes de politique structurelle faisant office de stimulant économique. Mais, le fait

que 2010 soit une de rétablissement économique pour les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie pourrait contribuer au bien-être de l'Algérie. Les pays de l'UE sont confrontés à des déficits budgétaires et des dettes inquiétants alors que le chômage reste un problème. Le pouvoir d'achat des résidents en Europe pourrait stagner ou diminuer, alors que les investisseurs pourraient se montrer réticents face aux opportunités d'investissement étranger. D'autres économies connaissent une situation opposée, comme c'est le cas pour la Chine où la convergence s'est accélérée et la production a été remise sur pied en moins d'un an. Ainsi, l'Algérie devrait envisager des partenariats commerciaux et d'investissement potentiels avec les économies asiatiques émergentes dans un effort de diversification de ses secteurs de croissance et des partenaires stratégiques.

En outre, l'Algérie représente un très faible volume en matière de commerce régional. Le continent africain représente uniquement 1 % du commerce algérien total, ce qui est inférieur au potentiel d'exportation. L'Algérie pourrait tisser avec les pays voisins où la logistique de transport est plus simple et où des accords commerciaux préférentiels peuvent être mis en place les mêmes liens économiques qu'elle a entretenus avec l'Europe et afficher la même dépendance vis-à-vis d'eux. Les études de marché ont montré que les produits manufacturés algériens présentent un rapport prix-qualité attractif et pourraient être compétitifs sur les marchés de l'Afrique subsaharienne.

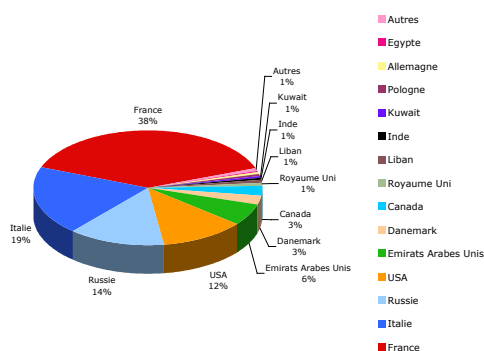
IV. 2 Nécessité de réévaluer certains éléments dans la stratégie industrielle

L'Algérie doit tirer profit du savoir-faire étranger et des IDE si elle souhaite développer des produits à forte valeur ajoutée. Mais pour cela, elle doit peut-être être moins restrictive vis-à-vis des investisseurs étrangers. Les possibilités de financement par les banques locales et les encouragements fiscaux sont des mesures bienvenues. La clause selon laquelle 51 % du capital doit être détenu par les résidents algériens dans

les projets d'investissement (supplément à la loi de finances de 2009) apparaît néanmoins comme une contrainte.

Introduire des contraintes administratives a rarement soutenu la croissance économique. Dans le même temps, la participation des secteurs privés à la croissance est inférieure au potentiel. Afin de réaliser un taux de croissance de 10 %-15 % dans le secteur de l'industrie et de 8 % dans l'économie non liée au pétrole, un objectif possible avancé par le Ministère algérien de l'industrie, les autorités devraient peut-être réévaluer leur approche économique via des partenariats innovants avec des participants

Projets d'investissement, par pays d'origine, %



Source : Anima.

étrangers qui aideront à passer d'un régime d'accumulation de capital à un modèle dynamique fondé sur le capital humain et le savoir. Il serait alors plus facile pour l'Algérie de se familiariser avec les technologies de pointe et d'augmenter progressivement la production locale de produits à forte valeur ajoutée. Le schéma actuel consistant à limiter le secteur privé à l'« industrie facile » pourrait ne pas être l'approche la plus sage vers ce à quoi l'économie post-pétrole devrait ressembler.

IV. 3 Modernisation des systèmes bancaires et financiers

Le FEMISE a montré que les banques en Algérie et dans le reste de la région nécessitent une préparation considérable avant de tirer profit de l'accord Bâle II.

Globalement, l'Algérie est confrontée à une faible augmentation des dépôts et des crédits, ce qui signifie que les banques devront accroître le financement des PME alors qu'elles doivent également faire des progrès en termes de gestion des risques, de responsabilité, de transparence et de réglementation. Nous noterons que comme dans le reste de la région, le système bancaire en Algérie doit introduire de nouveaux produits financiers pour mieux développer les marchés du crédit. Par exemple, un aspect important est l'expansion du crédit et le développement d'outils de gestion des risques réduisant les risques de crédit et de défaut.

L'accord Bâle II souligne que la surveillance bancaire en Algérie devrait être renforcée, alors que le cadre opérationnel devrait être modernisé. Pour simplifier, les banques devront revoir les processus actuels de crédit, étendre leurs fonctions et moderniser leurs systèmes informatiques. Toutefois, cela devrait être fait en gardant une stratégie à long terme à l'esprit. En effet, de telles mesures peuvent être onéreuses à mettre en œuvre et les gains de ce nouveau régime de capital pourraient tarder à apparaître.

En ce qui concerne le secteur financier, les engagements extérieurs nets en Algérie sont faibles, ce qui peut s'expliquer par l'existence de restrictions considérables sur les flux de capitaux. L'assouplissement des restrictions sur les flux de capitaux dans les économies Est-asiatiques a contribué à l'entrée de capitaux et à de nouvelles opportunités d'investissement, une possibilité que l'Algérie devrait peut-être considérer pour préparer son économie post-pétrole. Quant au fonctionnement propre du système financier, les autorités nationales pourraient demander l'expertise, par exemple de l'UE, pour développer davantage leur système financier.

Le FEMISE a montré que la profondeur financière contribue fortement à la croissance en Méditerranée et l'Algérie dispose d'un fort potentiel de développement financier ultérieur. Dans la mesure où

l'Algérie dispose d'un compte de capital protégé et d'un taux de change non-rigide, les autorités peuvent introduire une réforme financière sans risque de crise financière. En outre, les barrières vis-à-vis du capital peuvent être levées à un rythme prédéfini avec la présence d'une réglementation financière nécessaire pour éviter les effets néfastes d'une sur-libéralisation.

Les réformes financières pourraient permettre à moyen terme, entre autres :

- ✓ une meilleure affectation des fonds vers les projets productifs qui soutiendraient le nouveau modèle de croissance,
- ✓ un meilleur accès à la finance, essentielle pour le développement des PME,
- ✓ une réforme du cadre réglementaire, juridique et juridictionnel qui inciterait les IDE dans les projets à long terme et contribuerait à la création d'une croissance dynamique.

Références

Algérie360.com, « Réduction de l'importation des services », 2 Aout 2009.

Aiyar, S. and J. Feyrer (2002), "A Contribution to the Empirics of Total Factor Productivity", Dartmouth College Working Paper No. 02-09.

All-Africa, « Temmar au Salon de l'électrotechnique et de l'automatisation - La stratégie industrielle est prête à fonctionner », 15-3-2010.

Business Monitor, « Algerian Government to Upgrade Port of Bejaia », Nov 20 2009.

Econostrum (2009), « La loi-de Finances algerienne baisse les impots et releve les-minimas sociaux »

Econostrum, « Hausse modeste mais constante du tourisme algérien ».

El Watan, « Enquêtes sur le chômage et l'emploi en Algérie : Les incohérences des statistiques officielles », Madjid Makedhi, 2010.

FEMISE (2009), « Financial Systems in Mediterranean Partners and the EURO-Mediterranean Partnership », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-20, par Simon Neaime, en collaboration avec Nidal Sabri, Décembre.

FEMISE (2010), « Performances productives et climat de l'investissement dans quatre pays de l'espace MENA : Algérie, Egypte, Maroc, Liban », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-09, par Patrick Plane, en collaboration avec Mohamed Chaffai, Fouzi Mourji et Marie-Ange Véganzonès, France, Février.

Le jour d'Algérie, « Le tourisme algérien en chiffres », 03/12/2009 .

Les Afriques, « Algérie : Le taux de chômage baisse à 10,2% », 14/01/2010.

Les Afriques, Les exportations algériennes peinent sur la destination africaine, 09/02/2010.

NAM news network, « Algeria's inflation rate rose to 5.7 pct in 2009 from 4.4 PCT in 2008 », 28/01/2010.

Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.

Senego, « Les investissements étrangers en baisse : L'Algérie n'a pas échappé au phénomène ».

TSA-Algérie, "Nouvelle stratégie industrielle et investissements étrangers: les explications de Temmar", 27/03/2010.

TSA-Algérie, « Le placement des réserves de change s'effectue à perte », 2010.

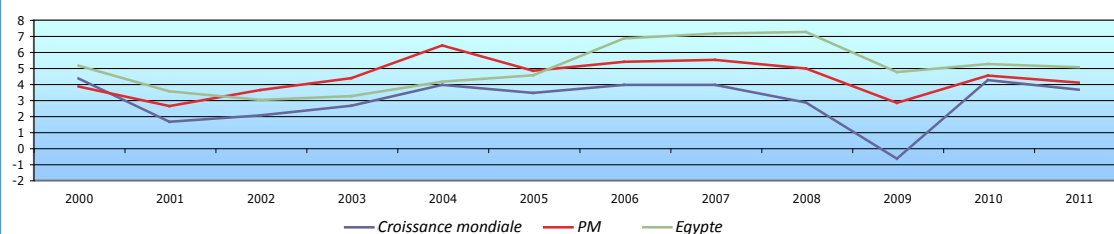
Égypte : croissance impressionnante en temps de crise et stratégie de développement permettant de la soutenir pendant la nouvelle décennie

Non seulement le pays a échappé à la récession en 2009, mais il est également parvenu à atteindre un taux de croissance du PIB réel de 4,7 %, le deuxième parmi les PM. Cela a été possible grâce à une struc-

ture économique bien diversifiée fondée sur le service, les secteurs public et privé étant impliqués dans le processus. Les réformes structurelles et un plan d'investissement cohérent ont également limité les retombées de la crise, malgré la chute des IDE et des exportations, et l'activité dans la plupart des secteurs de l'économie est restée robuste.

Globalement, l'économie a suivi sans interruption la voie de la productivité. Elle a enregistré ses plus forts gains de productivité dans les années 90 et la croissance de la productivité se poursuit, même si elle

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

ture économique bien diversifiée fondée sur le service, les secteurs public et privé étant impliqués dans le processus. Les réformes structurelles et un plan d'investissement cohérent ont également limité les retombées de la crise, malgré la chute des IDE et des exportations, et l'activité dans la plupart des secteurs de l'économie est restée robuste.

L'ouverture du compte de capital et financier aurait pu s'avérer extrêmement dangereuse et faciliter la contagion via le canal financier. Mais l'exposition extérieure des finances égyptiennes est limitée du fait du faible niveau des engagements extérieurs nets. Le niveau d'intégration financière, supérieur à celui des autres économies méditerranéennes, n'a pas entraîné de sortie de capitaux volatils, mais les autorités égyptiennes ont fait preuve d'efficacité pour garantir la résistance financière. Les ressources nécessaires ont été mobilisées via le marché interbancaire en dollars et les réserves internationales ont été relativement sûres. En outre, le secteur bancaire a été relativement sain. Les banques égyptiennes se sont montrées réticentes dans l'acquisition de titres toxiques, ce qui s'est avéré être une aide précieuse pour amortir l'effet de la crise. Les provisions spéciales en pourcentage des prêts

semble avoir ralenti au cours de la décennie passée. Le pays semble également être en dessous du niveau de productivité régional dans un certain nombre d'industries et la mise en œuvre d'une politique de concurrence pourrait donc être nécessaire pour les secteurs en difficulté. La stratégie de croissance par ailleurs efficace devra être modifiée pour que la croissance tournée vers la productivité continue à émerger au cours des années à venir. Cela nécessitera des mesures de réforme et l'adaptation de la politique économique aux nouvelles réalités économiques.

En outre, l'Égypte doit se concentrer sur l'adoption d'une stratégie budgétaire à moyen terme permettant une meilleure affectation des ressources et elle ne doit pas porter le déficit à des niveaux intenable. Un des défis majeurs consistera également à réduire le chômage, notamment dans la population qualifiée. La performance exceptionnelle de la croissance n'a pas compensé l'augmentation de la population active et beaucoup reste à faire pour ramener le chômage des femmes au niveau de la moyenne du chômage des hommes.

Les autorités semblent être investies dans le développement de secteurs anciens et nouveaux

pour perfectionner le tissu économique et créer plus d'opportunités d'emploi. Une série d'investissements devra également protéger l'économie contre les retombées de la crise, pour lesquelles il convient d'être optimiste.

Globalement, une série d'éléments mérite d'être mentionnée :

✓ L'Égypte a enregistré une baisse des exportations de marchandises en 2009 de 22,7 % due à la forte contraction des exportations de combustible au cours du second trimestre 2008/2009. Toutefois, les importations ont diminué en 2009 de 19,5 % avec la chute des prix des commodités, ce qui a considérablement aidé la balance commerciale intérieure qui est passée de 16,2 % du PIB en 2008 à 12 % en 2009.

✓ La baisse des revenus du tourisme a également été plus faible que prévue. En 2009, ils ont baissé de seulement 2 pour cent à 10,76 milliards de dollars, après des baisses initiales de 17 % et 9,5 % sur un an en Q109 et H109 respectivement.

✓ Les envois de fonds sont une source importante de devises et une baisse massive de 24,5 % a été estimée pour 2009. Malgré cela, les transferts privés depuis l'étranger, qui incluent principalement les envois de fonds, ont atteint 4,19 milliards de dollars américains sur la période avril-juin 2010, contre 1,78 milliards l'année précédente.

✓ Les IDE ont diminué d'environ 30 %, pour atteindre 6,7 milliards de dollars américains en 2009 contre 9,5 milliards en 2008. Les investissements étrangers depuis les États-Unis ont diminué de moitié au cours des neuf premiers mois de 2009, ce qui pourrait résulter d'une économie américaine fragile ; les effets sur les investissements étrangers étaient en partie inévitables sur l'économie égyptienne. Toutefois, les perspectives à court terme montrent un rétablissement dans les flux d'IDE entrants en Égypte en 2010.

✓ Malgré le choc initial, les autorités égyptiennes ont fait preuve d'efficacité en assurant la résistance financière. Les investissements nets de portefeuille en 2009/2010 semblent avoir augmenté pour atteindre 7,88 milliards de dollars américains,

dont 5 milliards en achats étrangers de bons du Trésor égyptiens.

✓ Les perspectives sont encourageantes pour l'économie égyptienne. La fabrication a été extrêmement affectée par la baisse de la demande extérieure, mais elle est entrée dans une période de rétablissement soutenue par un programme public du Centre de modernisation industrielle. Dans le même temps, les perspectives pour les services sont également encourageantes et le pays développe des éléments contribuant fortement à la croissance tels que les services financiers et les services liés aux technologies de l'information et de la communication.

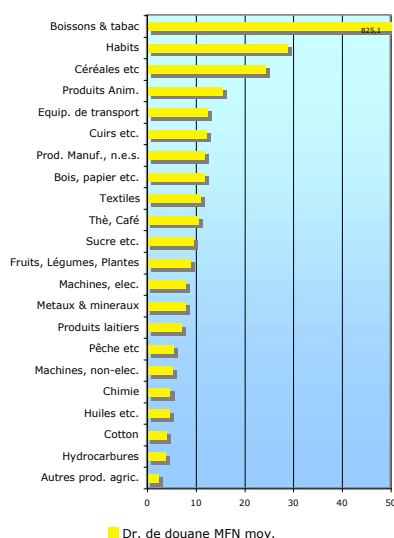
✓ Le principal élément déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Égypte semble être l'accumulation de capacité de production. Toutefois, il est impossible d'affirmer que l'Égypte s'est définitivement éloignée d'un tel régime. Un regard sur la productivité totale moyenne des facteurs par secteur en Égypte montre à quel point le pays a amélioré sa performance de production sur la période 2004-2006 dans l'industrie alimentaire et les secteurs de la chimie, des métaux et des machines, alors qu'elle a fait le contraire dans le reste de l'économie. L'Égypte est systématiquement sous le niveau de productivité régional car la concurrence affecte traditionnellement la productivité. La mise en œuvre d'une politique de concurrence pourrait être nécessaire pour les secteurs en difficulté.

✓ Dans le même temps, développer de nouvelles industries telles que l'électronique et la biotechnologie pourrait créer un socle solide pour porter la croissance au cours de la décennie à venir.

✓ Un projet conjoint par la Banque d'Alexandrie et la Banque centrale d'Égypte pourrait permettre de suivre les projets des PME d'ici à la fin 2011. Cette initiative considérable pourrait donner aux investisseurs potentiels des informations précieuses sur les aspects relatifs à tous les projets et attirer ainsi davantage d'IDE pour les projets existants et futurs.

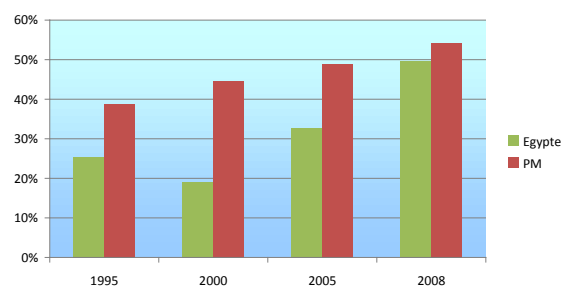
✓ Les autorités devraient trouver ces éléments permettant de maintenir les niveaux de productivité. Ces éléments définissent le « capital intangible » qui offre des externalités positives aux entreprises et aux usines. En outre, les autorités

Protection tarifaire et importations, par produit



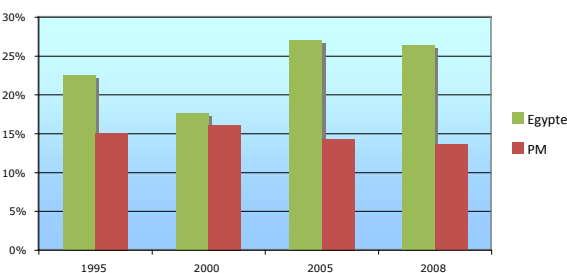
Source: WTO World Tariff Profiles 2008

Ouverture commerciale (biens), par an(% du PIB)



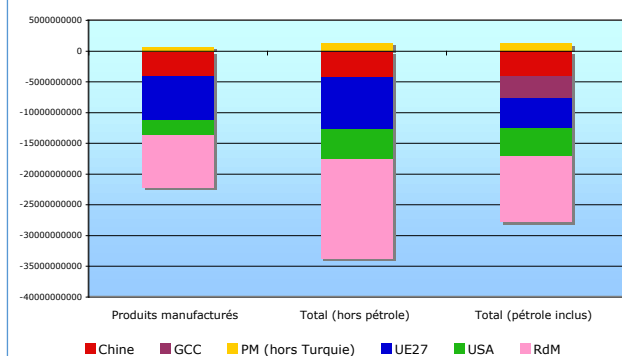
Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Balance comm. 2008, par partenaire et produit, millions US\$



Source: COMTRADE

égyptiennes devront prendre en compte la mauvaise affectation possible des capitaux. La mise en œuvre d'un cadre cohérent permettrait de corriger une série d'erreurs qui empêche le pays d'atteindre son plein potentiel économique.

I. Un choc sur l'économie réelle bien géré

I.1. Contexte

1.1 Ouverture accrue du commerce, compte de capital très ouvert

Le commerce égyptien s'est progressivement ouvert après de longues périodes de protectionnisme et d'intervention du gouvernement, pour passer à une économie dictée par le marché. L'accord de partenariat avec l'UE a joué un rôle vital, contribuant à l'élimination progressive des

barrières commerciales, plus particulièrement des barrières sur les importations de produits manufacturés depuis l'UE.

Les importations sont confrontées à des droits de douane très faibles pour une variété de marchandises par rapport aux autres PM. Le droit NPF moyen est inférieur à la barre des 10 % dans des secteurs tels que les machines électriques, les produits chimiques, mais également les produits liés à l'agroalimentaire. Toutefois, dans quelques secteurs, le tabac et les boissons par exemple, les barrières à l'importation sont encore considérablement élevées. Cependant, le volume de marchandises échangées reste faible en termes de PIB et ce malgré les récentes augmentations. Un examen plus détaillé du commerce Égyptien montre que le pays s'est caractérisé par une faible ouverture commerciale pour les marchandises, notamment au début des années 2000. Au cours de la décennie passée, l'activité commerciale a fortement augmenté, amenant le taux d'ouverture pour le commerce de marchandises à 50 % en 2008 (contre 20 % environ

en 2000), ce qui reste toutefois inférieur à la moyenne des PM.

Dans le même temps, l'Égypte enregistre une ouverture accrue dans le commerce des services, même si cette fois les résultats semblent être bien supérieurs à la moyenne méditerranéenne. Cela n'est pas une surprise dans la mesure où de nombreux sous-secteurs importants des services, tels que le tourisme et le transport, contribuent fortement à la croissance égyptienne via les recettes du Canal de Suez.

Finalement, lorsque l'on observe la valeur des échanges, l'Égypte est clairement un importateur net. En outre, ce pays affiche un déficit commercial avec tous les principaux partenaires, à l'exception des économies méditerranéennes voisines avec lesquelles elle enregistre un excédent commercial pour le commerce des produits pétroliers et non-pétroliers. Pour les échanges totaux, l'UE des 27, la Chine et les États-Unis semblent représenter une part équivalente dans le déficit égyptien, suivis par les pays du Golfe. Ainsi, la réforme des barrières tarifaires sur la plupart des importations a contribué à faire de l'Égypte une économie plus ouverte, mais tributaire des importations.

1.2 Un compte de capital très ouvert avec un flottement impur du taux de change

Le compte de capital égyptien a atteint un degré important d'ouverture. Dans le même temps, après avoir été arrimée au dollar américain, l'Égypte a suivi un régime de flottement impur pour le taux de change. Après l'adoption d'une parité à crémaillère en 2001, la devise nationale a été continuellement dépréciée, même après l'adoption d'un taux de change flexible en 2003. À partir de 2004 et jusqu'à la crise actuelle, le taux de change a été stabilisé. Dans le même temps, pendant les années 90, les autorités égyptiennes ont suivi une stratégie de libéralisation du compte de capital et financier qui a naturellement entraîné l'augmentation des IDE et des flux d'investissement de portefeuille. Le secteur financier s'est donc tourné

vers le marché et il a montré depuis des niveaux de profondeur supérieurs à ceux des PM voisins.

Considérant la récente crise internationale, il est possible d'avancer que l'ouverture du compte de capital et financier pourrait être préjudiciable à l'économie domestique, au moins à court terme, et faciliter la contagion via le canal financier. Toutefois, l'exposition extérieure des finances égyptiennes reste relativement faible dans la mesure où les engagements extérieurs nets ne sont pas trop élevés. Ainsi, la contagion du secteur bancaire pourrait très bien être limitée. En outre, les banques nationales ont stimulé positivement l'activité économique en augmentant les prêts au secteur privé. Toutefois, des efforts sont encore nécessaires pour garantir que le manque de transparence n'entravera plus le développement du secteur bancaire. Globalement, l'Égypte compte parmi les économies les plus tournées vers le marché dans la région et après un léger choc à court terme, son système financier relativement sain pourrait croître davantage dans les années à venir.

1.2. Canaux de transmission de la crise

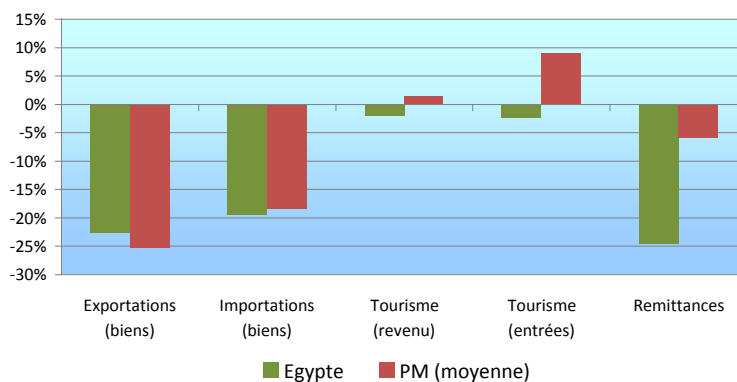
Comme nous le savons, les canaux de transmission de la crise résident essentiellement dans le secteur réel. Toutefois, dans le cas de l'Égypte, l'exposition du secteur financier était également attendue.

2.1 Un choc réel matérialisé par une baisse des exportations et des IDE

L'impact de la crise sur l'Égypte en 2009 peut être ressenti au travers des principaux agrégats résumés ci-dessous :

- ✓ réduction des exportations de marchandises de 22,7 %,
- ✓ baisse de 19,5 % de la valeur des importations de marchandises,
- ✓ forte baisse du déficit de la balance commerciale pour 2009 à 12 % du PIB,
- ✓ balance des services résistante avec un excédent de 7,1 % du PIB,

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de EIU, Econostrum, WB Remittances database.

▼ baisse des envois de fonds des travailleurs estimée à 24,5 %.

▼ baisse des IDE proche de 30 %, à 6,7 milliards de dollars américains en 2009 contre 9,5 milliards en 2008.

En toute logique, l'Égypte a enregistré une baisse des exportations de marchandises de 22,7 % en 2009. La majeure partie des exportations provient du combustible et des produits associés, suivis par les produits finis. C'est la forte contraction des exportations de combustible au cours du second semestre 2008/2009 qui a déclenché la chute des exportations, lesquelles sont restées à des niveaux équivalents depuis. En outre, en janvier-mars 2010, les exportations de combustible ont affiché un déclin de 17,7 % sur l'année.

Par conséquent, alors que le reste des exportations a affiché une résistance relative dans un contexte de crise, la forte dépendance aux exportations liées au pétrole et à la variation des prix internationaux a été un désavantage pour l'Égypte. Toutefois, les importations en 2009 ont baissé de 19,5 % avec la chute des prix des commodités, ce qui a considérablement aidé la balance commerciale intérieure. Celle-ci a baissé de 16,2 % du PIB en 2008 à 12 % en 2009 (à 22,5 milliards de dollars

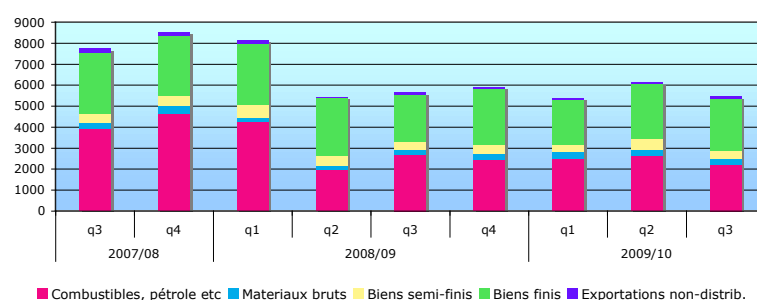
américains) et pourrait passer sous la barre des 10 % en 2010 dans la mesure où les exportations devraient croître plus vite que les importations.

La balance des services est passée de 8,7 % du PIB en 2009 à 7,1 %. La résistance des secteurs est due à des performances supérieures aux prévisions pour le tourisme. La baisse des

revenus du tourisme a été plus forte que prévue. En 2009, ils ont baissé de 2 % à 10,76 milliards de dollars, après des baisses initiales de 17 % et 9,5 % sur l'année en Q109 et H109 respectivement. Dans le même temps, le nombre de touristes a baissé de 2,3 % sur un an en 2009 pour atteindre 12,4 millions estimés. Les perspectives pour 2010 sont plutôt encourageantes grâce aux mesures que le Ministère du tourisme prend pour aider le secteur.

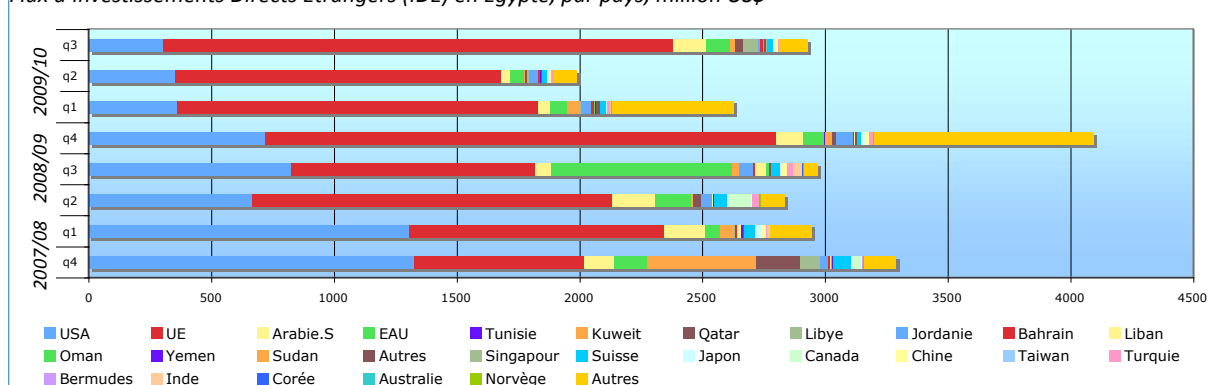
Les envois de fonds sont une source importante de devises, mais ils ne représentent que 5,3 % du PIB et une baisse attendue aurait donc des effets limités sur l'économie. Les estimations montrent une baisse de 24,5 % en 2009, mais seule une baisse de 6,17 % au cours de la première moitié 2009/2010, à 4,362 milliards de dollars américains, a été rapportée. En outre, les transferts privés depuis l'étranger, qui incluent principalement les envois de fonds, ont atteint 4,19 milliards de dollars américains pour le trimestre avril-juin 2010 contre 1,78 milliards l'année précé-

Exportations de biens par niveau de traitement, US\$ million



Source : Banque Centrale d'Égypte

Flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) en Egypte, par pays, million US\$



Source: Banque Centrale d'Egypte

dente. Les transferts privés pour 2009/2010 se sont élevés à 9,51 milliards de dollars américains, ce qui représente une augmentation de 24,6 % par rapport aux 7,63 milliards en 2008/09.

Enfin, les chiffres de croissance des IDE en 2009 sont négatifs avec une baisse d'environ 30 %, à 6,7 milliards de dollars américains en 2009 contre 9,5 milliards en 2008. On peut se demander si l'Égypte pouvait faire quelque chose pour éviter une telle baisse dans un environnement économique aussi difficile. Le pays a été la première économie arabe à signer la Déclaration de l'OCDE sur les investissements internationaux et les entreprises multinationales, alors que les IDE entrants ont été multipliés par douze sur la période 2001-2006. Décomposer les flux entrants d'IDE par pays d'origine permet de voir que, comme dans le cas des autres PM, l'attractivité nationale pour les capitaux étrangers n'a pas suffi. Les investissements étrangers depuis les États-Unis ont diminué de moitié au cours de neufs premiers mois de 2009, résultat d'une économie américaine fragile. Dans le cas de l'UE, les IDE vers l'Égypte proviennent principalement du Royaume-Uni à destination de l'économie du pétrole. Ils ont chuté d'environ 20 % depuis que l'économie du Royaume-Uni est entrée en récession au début de 2009. La forte baisse des IDE provenant du Koweït est également impressionnante. Ceux-ci ont vu leur part pratiquement disparaître au cours du quatrième trimestre 2007/2008 en raison d'un manque de liquidités et des turbulences de l'économie liée au pétrole.

Les effets sur les investissements étrangers étaient donc en partie inévitables pour l'économie égyptienne. Une inversion de la tendance mondiale de détérioration des conditions économiques de 2009 sera nécessaire pour que les IDE rebondissent. Toutefois, les perspectives à court terme montrent déjà un rétablissement des flux d'IDE entrants en Égypte et une stabilité macroéconomique et politique exemplaire continuera à attirer les capitaux étrangers.

2.2 Un choc financier initial relativement bien géré

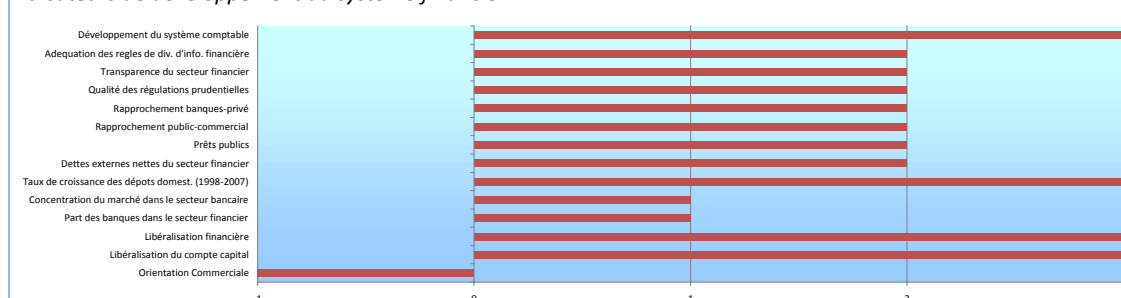
Comme l'a noté le rapport, l'exposition à la crise varie avec le degré d'intégration financière des économies considérées. En outre, des réserves étrangères relativement amples et un déficit budgétaire contenu sont essentiels pour limiter toute retombée supplémentaire.

Le cas de l'Égypte est particulier. Le pays dispose d'un marché financier ouvert avec une forte libéralisation du compte de capital, un degré élevé de libéralisation financière et à un niveau moyen d'engagements extérieurs nets pour le secteur financier. Ainsi, contrairement à la plupart des pays méditerranéens, la crise a eu un effet supplémentaire via le canal de transmission du secteur financier.

1) Retombées sur les investissements de portefeuille et les réserves étrangères

Le niveau d'intégration financière supérieur peut se traduire par une sortie massive des capitaux volatils

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

en temps de crise. C'est exactement ce qui s'est passé avec les investissements de portefeuille en Égypte, qui sont sortis massivement de l'économie domestique au cours de l'année 2008/2009 pour un montant de 9,21 milliards de dollars américains.

Cela a naturellement eu de fortes implications sur le niveau des réserves de devises étrangères. La Banque centrale a dû mobiliser les ressources nécessaires via le marché interbancaire en dollars afin de couvrir les sorties de portefeuille et elle l'a fait avec un relatif succès. La dépréciation de la livre égyptienne a été également une conséquence logique, notamment lorsque l'on considère le renforcement récent du dollar américain. Cela a amené le niveau des réserves à 33,9 milliards de dollars américains, légèrement en dessus des 33,8 milliards en 2008, soit environ sept mois d'importations.

Malgré le choc initial, les autorités égyptiennes ont donc fait preuve d'efficacité pour garantir la résistance financière. Cela a permis de ramener la confiance puisque les développements récents montrent un rétablissement. Les investissements de portefeuille nets en 2009/2010 semblent avoir augmenté pour atteindre 7,88 milliards de dollars américains, dont 5 milliards en achats étrangers de bons du Trésor égyptien, ce qui montre que le bon négatif de l'année précédente pourrait s'avérer éphémère. Ainsi, les réserves internationales sont partiellement en sécurité à court terme et les perspectives de croissance devraient offrir plus d'attractivité.

2) Une Bourse en rebond

Contrairement à la plupart des économies méditerranéennes, l'Égypte dispose d'une bourse relativement moderne et sophistiquée. Conséquence logique, les volumes échangés sont également plus importants, mais la contagion en temps de crise est elle aussi plus probable. Une forte chute des prix au cours du dernier trimestre 2008 a mis le marché boursier dans une position difficile. La Bourse égyptienne s'est toutefois redressée en 2009 grâce à une bonne performance des capitaux propres.

La Bourse égyptienne a grandi pour devenir la troisième en termes de performance dans la région MOAN en 2009. Selon Bank Audi, l'index EGX 30 a affiché une croissance de 35,1 % à 6 209 points fin 2009 après avoir atteint un sommet en octobre à 7 280 points. Les secteurs ayant contribué à ce rebond se trouvent dans la construction et les matériaux qui ont bondi de 71,4 %, suivis par l'immobilier (+66,9 %), la banque (+47,9 %), les ressources de base (+38,7 %), les services financiers à l'exclusion des banques (+37,2 %) et la santé et les produits pharmaceutiques (+31,0 %).

La montée des prix en 2009 ainsi que la baisse du nombre de sociétés cotées a entraîné une légère augmentation de la capitalisation boursière, de 86 milliards de dollars américains en 2008 à 91 milliards en 2009. Dans le même temps, le volume des opérations a chuté de 15,3 % en 2009, ce qui, combiné à l'augmentation de la capitalisation boursière, a fait

baissé le ratio de rotation de 100,5 % en 2008 à 66,7 % l'année suivante.

Ainsi, après l'effondrement de la fin 2008, le marché a rebondi, même s'il reste à voir si les performances au cours de l'année à venir permettront de retrouver les niveaux atteints au cours de la période d'avant la crise.

3) Retombées sur la dette publique extérieure

La dette publique totale a augmenté de 12 % en 2008/2009, à 139 milliards de dollars américains, ce qui correspond à 73,8 % du PIB. Toutefois, la dette en tant que part du PIB baisse depuis l'année fiscale 2005, où elle avait atteint la barre de 112,8 %. En avril 2010, 1,5 milliards de dollars américains d'Eurobonds ont été émis, dont un tiers avec une échéance de 30 ans, ce qui indique une certaine confiance à long terme.

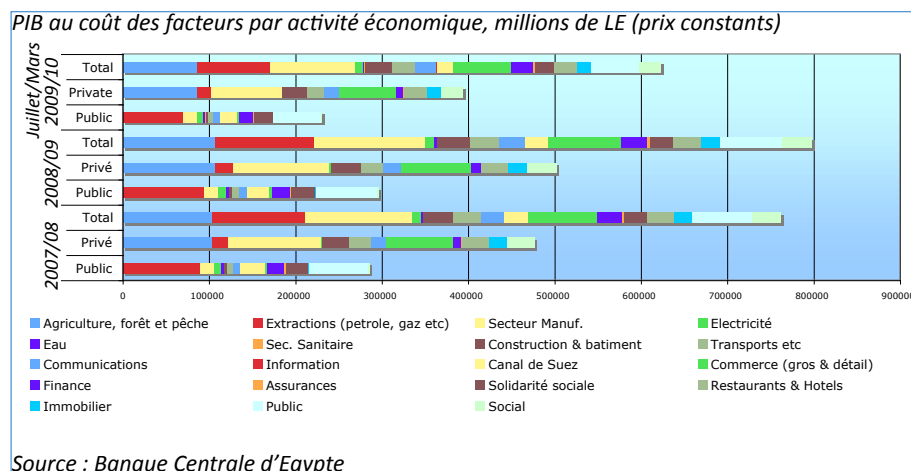
Quant à la dette extérieure, elle a chuté à 29,5 milliards de dollars américains en 2009, contre 32,6 milliards en 2008. Elle a également affiché une baisse constante en terme de PIB, passant de 29,5 % du PIB en

2005 à 18,7 % en 2008 et 14,2 % en 2009. Selon EIU, la dette extérieure est principalement contractée à des taux d'intérêt inférieurs au marché et le taux d'intérêt effectif sur la dette à taux fixe devra rester bas. En outre, le coefficient du service de la dette devra rester gérable, entre 5 % et 7 %.

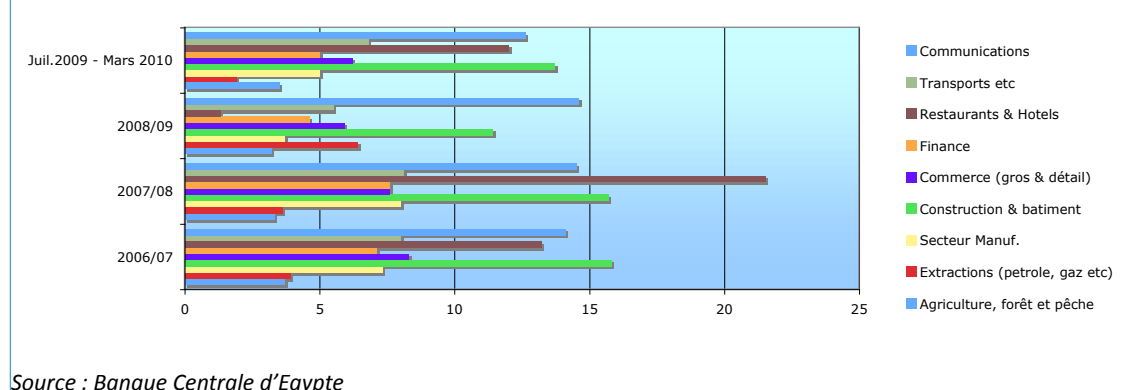
II. Développements macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

Contrairement aux tendances mondiales, l'Égypte a affiché une croissance de 4,7 % en 2009, parmi les plus fortes de la région. Lorsqu'on observe la décomposition du PIB par activité économique, on est immédiatement frappé par le fait que l'Égypte est une économie bien diversifiée avec un taux de croissance dépendant d'un éventail de sous secteurs tels que la fabrication, les extractions, le commerce de gros, l'agriculture et une variété de services. Cela explique en grande partie pour-



Croissance annuelle par secteurs



quoi l'Égypte a atteint des niveaux de croissance du PIB aussi élevés ; en effet, une baisse de production potentielle dans un secteur donné serait compensée dans une large mesure par le reste de l'économie. Cela explique également pourquoi le pays a réussi à diffuser en grande partie le choc extérieur et à enregistrer un niveau de croissance aussi élevé, contrairement à la plupart de ses voisins méditerranéens.

Globalement, les perspectives pour l'économie égyptienne sont encourageantes. Le secteur pétrolier et les services du Canal de Suez figurent parmi les plus touchés par la crise, alors que le reste de l'économie a affiché un comportement plutôt impressionnant. Alors que le secteur de la fabrication a été extrêmement affecté par la chute de la demande extérieure, il est entré dans une période de rétablissement soutenu par un programme public du Centre de modernisation industrielle afin d'accroître la compétitivité. Les perspectives pour les services sont également encourageantes. Le pays développe des éléments contribuant fortement à la croissance, tels que les services financiers et les services liés aux technologies de l'information et de la communication, alors que les initiatives d'investissement dans ces secteurs devraient poursuivre une tendance à la hausse. Enfin, les perspectives pour le tourisme sont également encourageantes pour les années à venir.

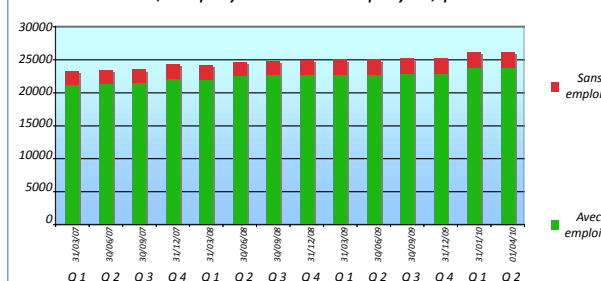
2. Emploi : chômage en hausse en 2009, signaux mitigés pour 2010

Selon le rapport annuel de la Banque centrale d'Égypte, le nombre de nouvelles opportunités d'emploi a chuté de 13 % au cours de l'exercice fiscal 2008/2009, ce qui signifie une hausse du chômage à 9,4 % contre 8,4 % à la fin de l'année précédente. Le chômage chez les femmes est passé de 18,8 % à 23,2 %, alors qu'il a légèrement baissé, à 5,2 %, pour les hommes. La population féminine a donc été immédiatement affectée par les retombées de la crise et des efforts considérables seront nécessaires pour retrouver un taux inférieur à 20 %.

Un défi majeur réside dans la réduction du taux de chômage élevé pour la population qualifiée. La répartition des chômeurs montre une forte concentration chez les techniciens qualifiés, qui représentent 43,7 % estimés du chômage total, suivis de près par les diplômés des universités, à 36,6 %. Les techniciens qualifiés, représentant plus de 50 % des chômeurs, sont les plus frappés dans l'Égypte rurale alors que dans le cas des femmes, le taux atteint 65,4 %.

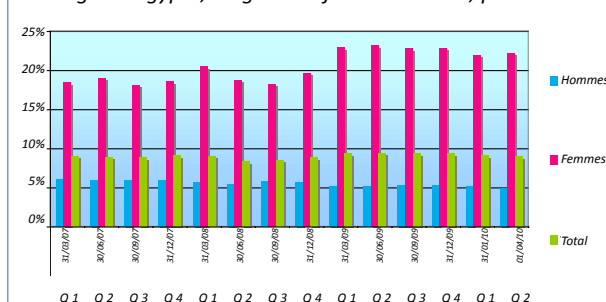
Dans le même temps, le sous-emploi a rapidement augmenté pour devenir une caractéristique du marché égyptien. La jeunesse de plus en plus nombreuse a essayé sans succès de trouver un emploi officiel, alors que les emplois dans le secteur privé n'ont pas augmenté à un rythme satisfaisant pour couvrir la baisse des emplois dans le secteur public productif. Ainsi, la transformation de l'Égypte en économie de marché a eu des conséquences néfastes pour les jeunes, qui doivent trouver un emploi sous-payé sur le marché officieux, ce qui n'apparaît pas dans les statistiques traditionnelles du pays.

Force de travail, employée et non-employée, par milliers



Source : CAPMAS Quarterly Labor Force Sample Survey

Chômage en Égypte, %age de la force de travail, par Sexe



Source : CAPMAS Quarterly Labor Force Sample Survey

Tableau 1, Distribution des chômeurs, (15-64 ans) par niveau d'éducation, région et Sexe. %

Total	Technicien qualifié moyen %	Université, Haute qualif. %	+ interm. & - que license%	Sous intermédiaire%	Illettré %	Interm. général %	Lire et écrire %	Sexe	Niveau d'éducation atteint/région géographique
1116	43,7	36,6	5,9	5,6	3,4	1,5	3,2	Males	Total République
1541	51,3	34,4	8	1,6	2,6	1,8	0,3	Females	
2657	48,1	35,3	7,1	3,3	2,9	1,7	1,5	Total	
321	34,3	39,9	7,2	7,8	3,4	2,5	5	Males	Gouvernorats urbains
297	37,4	44,1	10,1	5,1	2	1	0,3	Females	
618	35,8	41,9	8,6	6,5	2,8	1,8	2,8	Total	
209	39,2	45,9	5,3	5,3	1	1,4	1,9	Males	Egypte urb. basse
317	42	42,6	9,5	0,9	4,1	0,6	0,3	Females	
526	40,9	43,9	7,8	2,7	2,9	1	1	Total	
304	51,3	31,6	5,3	4,9	3,6	1,3	2	Males	Egypte Rur. basse
500	59,6	29	7,2	0,8	1,2	1,8	0,4	Females	
804	56,5	30	6,5	2,4	2,1	1,6	1	Total	
143	44,8	37,1	4,9	3,5	6,3	1,4	2,1	Males	Egypte Urb. Haute
200	39	40	9	1	7	3,5	0,5	Females	
343	41,4	38,8	7,3	2	6,7	2,6	1,2	Total	
128	56,3	25	7	3,9	3,1	0	4,7	Males	Egypte Rur. Haute
203	78,8	14,3	3,9	0	0	3	0	Females	
331	70,1	18,4	5,1	1,5	1,2	1,8	1,8	Total	
7	57,1	28,6	0	14,3	0	0	0	Males	Gouvernorats Urb. frontières
14	21,4	64,3	7,1	0	7,1	0	0	Females	
21	33,3	52,4	4,8	4,8	4,8	0	0	Total	
4	0	25	0	25	25	0	25	Males	Gouvernorats Rur. frontières
10	80	10	0	0	0	10	0	Females	
14	57,1	14,3	0	7,1	7,1	7,1	7,1	Total	
680	38,2	41	6	6,2	3,2	1,9	3,4	Males	Total Urbain
828	39,3	42,9	9,5	2,4	4,1	1,4	0,4	Females	
1508	38,8	42	8	4,1	3,7	1,7	1,7	Total	
436	52,3	29,6	5,7	4,8	3,7	0,9	3	Males	Total Rural
713	65,4	24,5	6,2	0,6	0,8	2,2	0,3	Females	
1149	60,4	26,5	6	2,2	1,9	1,7	1,3	Total	

Source : CAPMAS Quarterly Labor Force Sample Survey

On peut logiquement se demander si la performance exceptionnelle de croissance et les perspectives encourageantes pour 2010 compenseront partiellement l'augmentation de la population active et contribueront à faire baisser le chômage dans les années à venir. Les chiffres récents invitent à l'optimisme, le chômage des femmes est redescendu à 22,2 % fin mars 2010, alors que le chômage des hommes était à 4,9 %, portant le taux total à 8,96 % estimés.

Toutefois, le risque de retombées durables sur le chômage ne doit pas être éliminé, surtout si

l'activité des industries égyptiennes tournées vers les exportations ne parvient pas à rebondir. Si la promotion de l'emploi du côté de l'offre ne devient pas assez vigoureuse au cours de l'année actuelle, le besoin d'une demande croissante restera non satisfait et la proportion de la population sans emploi pourrait donc augmenter dangereusement.

3. Inflation

Au début des années 1990, l'Égypte a adopté une réforme économique pour faire face, entre

autres, à un taux d'inflation à deux chiffres. Les réformes monétaires ont été appliquées avec succès et le taux d'inflation a chuté. Au cours de la période 2000-2007, il était près de la barre de 5,7. Toutefois, l'augmentation des prix du pétrole et des denrées alimentaires a été trop difficile à gérer pour l'économie égyptienne. L'inflation a grimpé à une moyenne de 18,3 % au cours de l'année 2008, un niveau jamais atteint en presque 15 ans. Une politique monétaire stricte a cependant permis de ramener le taux annuel à 11,8 % en 2009.

Les estimations actuelles montrent que l'inflation restera à ses niveaux de 2009, alors qu'elle a atteint 10,5 % en mai 2010 et qu'elle devrait légèrement augmenter jusqu'à la fin de l'année.

II.1 Une réaction macro qui n'a pas entraîné de pressions irréalisables sur le budget

1) Une activité économique exceptionnelle dans une telle conjoncture

Les dépenses d'exportation imputées au PIB ont chuté de 12,8 % en 2009, une première dans l'histoire récente. Malgré cela, la baisse massive des importations a entraîné un excédent des exportations nettes. C'est principalement la consommation, privée et publique, qui a alimenté la croissance. Pour le privé, le taux est resté relativement proche de son niveau d'avant la crise (augmentation réelle des dépenses imputées au PIB de 4,5 % en 2009), alors que la croissance des dépenses imputées au PIB pour le public a été de

8,4 %, un rythme sans précédent ces dernières années. Quant à la FBCF, elle a affiché une baisse en 2009 (baisse réelle des dépenses imputées au PIB de 10,2 % en 2009).

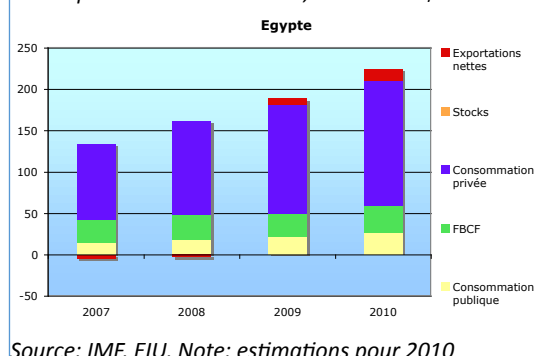
Les estimations pour l'année 2010 montrent un taux supérieur de croissance à 5,2 %, proche des taux atteints en 2005 et 2006, mais inférieur à la croissance au cours des deux années précédant la crise. Les exportations pourraient reprendre, mais la pression accrue sur les prix à l'importation entraînera également une augmentation des importations. L'investissement devra être un élément majeur de la croissance en 2010 et donner l'impulsion économique nécessaire.

Les opportunités d'investissement devraient augmenter, alors que les autorités permettent au secteur privé d'accroître sa présence dans le tissu économique, dans des secteurs tels que la construction et le bâtiment, le tourisme, le transport et la logistique et l'économie du pétrole.

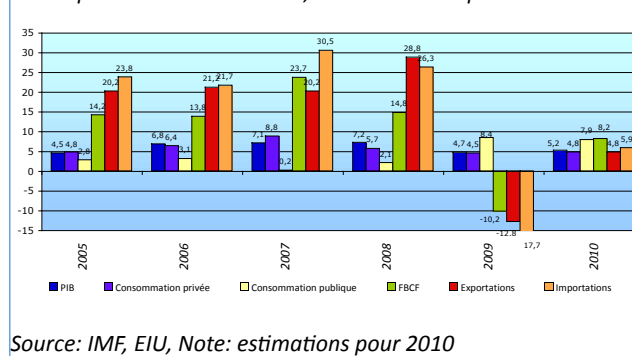
2) Un déficit budgétaire accru qui reste proche de la moyenne des PM

Le taux de croissance élevé malgré la crise a permis au déficit budgétaire d'atteindre 6,6 % du PIB au cours de l'exercice fiscal 2008/09. Toutefois, le déficit a augmenté en 2010. Les 2,7 milliards de dollars américains de 2008/09 ont permis de stimuler la croissance sans devenir un fardeau insoutenable. Des mesures complémentaires ont cependant été introduites, telles que la stimulation fiscale 2009/10 pour un mon-

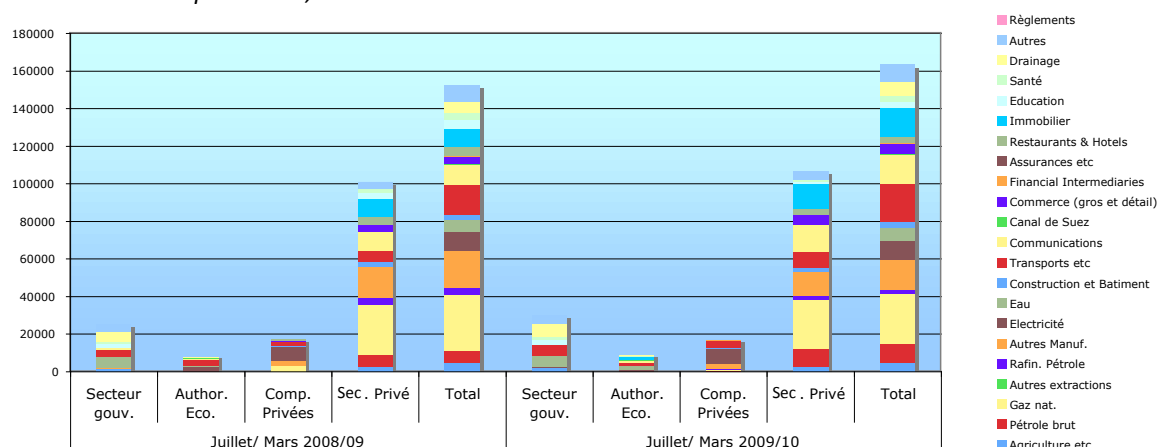
Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$



Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Investissements implementés, millions de LE



Source : Banque Centrale d'Égypte

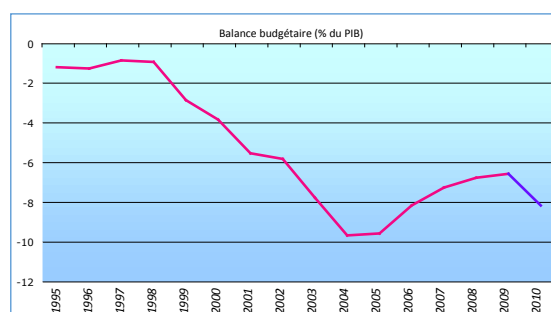
tant de 1,25 milliards de dollars américains, afin de dynamiser l'infrastructure domestique et de promouvoir les exportations.

Les dépenses budgétaires totales devraient donc augmenter, alors que les recettes fiscales diminuent, en raison d'une performance ralentie du commerce, limitant ainsi les recettes budgétaires. Alors que les autorités envisagent de réduire le déficit, 2010 devra voir la balance atteindre un niveau négatif de 8,2 % avant de décliner au cours des années à venir.

Pour résumer, l'Égypte se trouve dans une position délicate. Alors que les manœuvres budgétaires restent possibles, les autorités devront être prudentes et ne pas laisser le déficit augmenter trop dans un contexte d'élections où les dépenses accrues sont généralement la norme.

3) Une politique monétaire souple caractérisée par une réduction des taux d'intérêt

Comme cela a été noté précédemment, l'Égypte a adopté un régime de taux de change avec flottement dirigé. La livre a été dépréciée en 2009 suite au renforcement du dollar américain et la sortie de capitaux à court terme et le taux de change s'est élevé à 5,55 LP pour 1 dollar américain (contre 5,43 LP pour 1 dollar américain pour l'année 2008).



Dans le même temps, la Banque centrale du pays a réduit plusieurs fois ses taux d'intérêt en 2009, de 3,25 % et 3,75 % respectivement pour les taux de dépôt et les taux de prêt, afin de dynamiser la croissance dans un contexte d'inflation moindre.

Après ces réductions, la priorité devra consister à empêcher une autre augmentation du taux d'inflation. La Banque centrale pourrait donc poursuivre une stratégie centrée sur l'inflation et maintenir l'inflation dans une « zone de confort », tout en augmentant les taux d'intérêt en 2010.

Mais il reste à savoir si le ciblage de l'inflation est la bonne marche à suivre. Comme l'a souligné Tarek Ghalwash (2010), les prévisions d'inflation sont cruciales pour le ciblage de l'inflation et nécessitent une infrastructure technique développée pour qu'une banque centrale quelle qu'elle soit prédise l'inflation future. Dans ce cas, l'auteur suggère que la qualité des données reste un problème majeur pour la fiabilité de la modélisation et de l'estimation en Égypte, en

concluant que le pays pourrait ne pas être encore prêt à la mise en œuvre de ce cadre.

II.2 Un système bancaire exempt d'actifs toxiques

Les développements dans le système bancaire égyptien se sont poursuivis après la stratégie de réforme intérieure.

Selon le FEMISE (FEM33-20) :

- ✓ la profondeur financière a augmenté de 88 % en 1990 à 102 % en 2008,
- ✓ le ratio FS a augmenté de 81 % en 1990 à 90 % en 2008,
- ✓ le ratio DOMCR a augmenté de 26 % en 1990 à 67 % en 2007.
- ✓ le ratio CLGDP a augmenté de 25 % en 1990, à 43 % en 2008.

La performance économique positive en 2009 a permis à l'Égypte de maintenir un système bancaire sain relativement exempt de bases toxiques et soutenu par les autorités. Globalement, les banques égyptiennes se sont montrées réticentes à acquérir de titres toxiques, ce qui s'était avéré être une aide précieuse pour amortir l'effet de la crise. Les provisions spécifiques en pourcentage pour les prêts non-performants sont relativement élevées, ce qui signifie que le taux relativement élevé de prêts non-performants ne présente pas de menace considérable à court terme.

Toutefois, des développements bancaires devront être mis en place pour moderniser davantage le secteur. Le service bancaire aux consommateurs se situe actuellement à 9 % du PIB, ce qui est faible par rapport aux économies voisines. Le développement

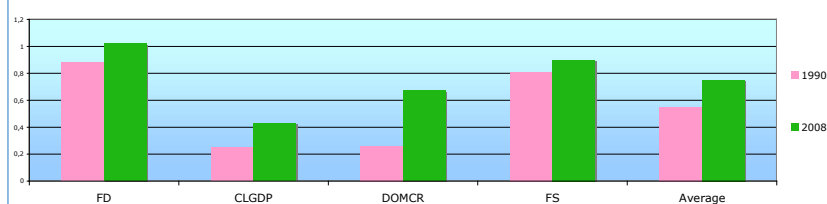
de la micro-finance, dans un cadre juridique efficace, devra également contribuer à la diversification des produits bancaires, dont l'absence a peut-être aidé l'Égypte lorsque la crise a frappé, en évitant la contagion, mais il sera nécessaire pour sa solidité à venir.

III. Moteurs de croissance et productivité totale des facteurs

III.1 Égypte : une structure diversifiée et compétitive avec un potentiel à libérer dans la fabrication

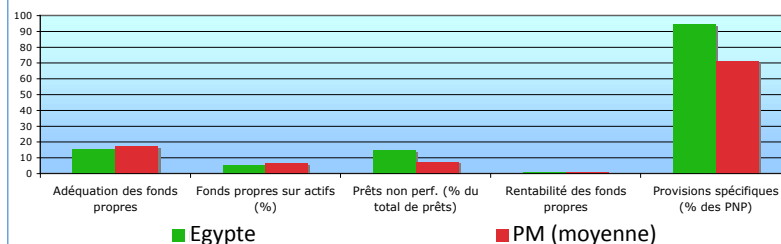
Au début des années 90, l'Égypte a mis en œuvre un programme de stabilisation qui a conduit à une croissance remarquable. Au cours de la seconde moitié de la décennie, le taux de croissance annualisé était supérieur à la barre des 5 % (5,4 % pour la période 1995-2000), un fait qui inspirerait normalement la confiance pour l'activité économique dans les années à venir. Toutefois, au début des années 2000, l'économie égyptienne a affiché une tendance à la baisse en partie à cause de son exposition à des chocs extérieurs. Sur la période 2001-2003, la croissance a à peine dépassé 3 %, inférieure à la moyenne des PM, alors que l'inflation et le chômage devenaient de plus en plus menaçants. Finalement, au cours des dernières années, la croissance est non seulement revenue, mais elle a atteint des

Indicateurs de développement bancaire



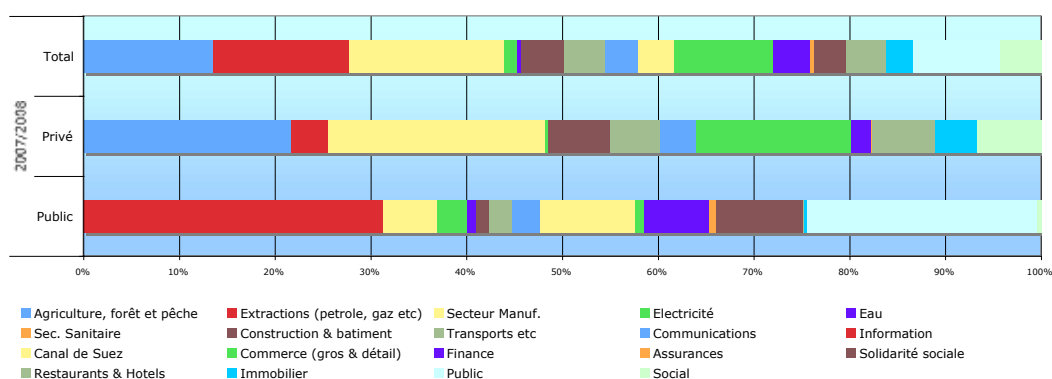
Source: FEMISE, rapport de recherche FEM33-20

Indicateurs de Solidité Financière



Source: IMF

Part des activités économiques dans le PIB aux coûts des facteurs, %



Source : Banque Centrale d'Egypte

niveaux remarquables et l'économie intérieure est devenue un exemple de dynamisme.

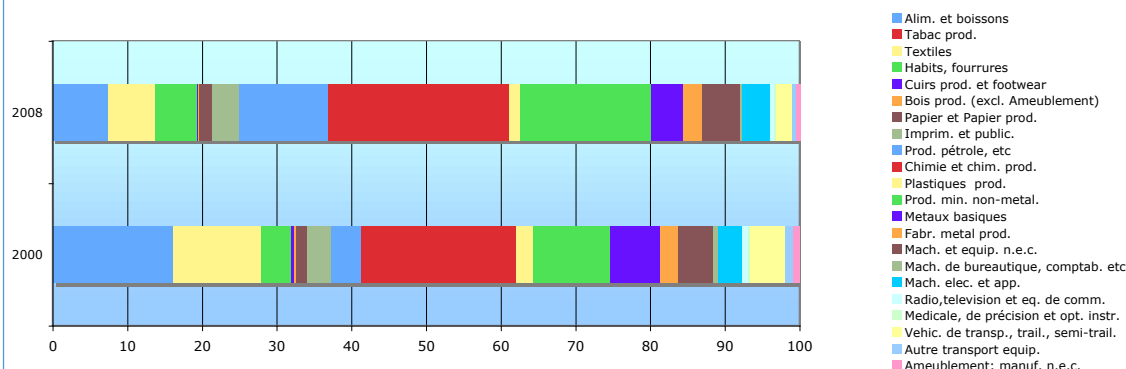
Il faut donc se demander si la structure de l'économie égyptienne a finalement évolué vers un modèle de pérennité et si le pays a la capacité de faire face efficacement aux chocs récents. Alors que la performance de croissance et macroéconomique dépend des chocs extérieurs, elle repose également sur une gestion intérieure prudente. Pour simplifier, les faibles niveaux de compétitivité qui persistent dans des secteurs donnés pourraient entraver la capacité du pays à créer une nouvelle croissance, alors que les niveaux accrus de productivité pourraient avoir des effets opposés.

Comme mentionné plus tôt, l'Égypte est une économie bien diversifiée avec une dépendance agricole limitée et reposant sur les services. En outre, les secteurs publics et privés sont actifs, quoique ce dernier

semble être celui qui s'est montré le plus déterminant dans la diversification économique. L'économie privée est principalement répartie entre les secteurs tels que l'agriculture, la fabrication, le commerce de gros et de détail, alors que la part des services du tourisme et du transport est également respectable. Quant au secteur public, il est principalement centré sur les hydrocarbures qui représentent plus de 30 %.

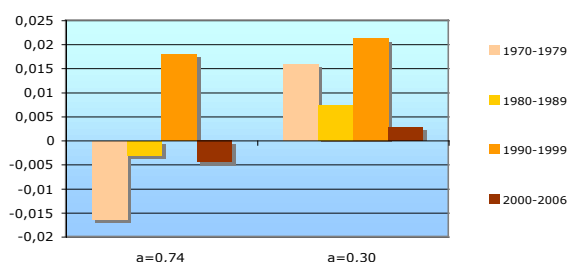
En outre, un premier examen de la structure de la fabrication à valeur ajoutée (VAM) montre une évolution nette vers des industries « plus lourdes ». Les produits chimiques (24,3 %) et les produits minéraux non-métalliques (17,6 %) représentent plus de 40 % de la VAM en 2008 et lorsqu'on ajoute le coke et les produits pétroliers, la part approche 55 %. Dans le même temps, la part des produits alimentaires et du textile a fortement diminué entre 2000 et 2008. Le secteur alimentaire a vu sa part décroître de 16,1 %

Structure de la VAM, 2000 et 2008



Source : UNIDO

Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



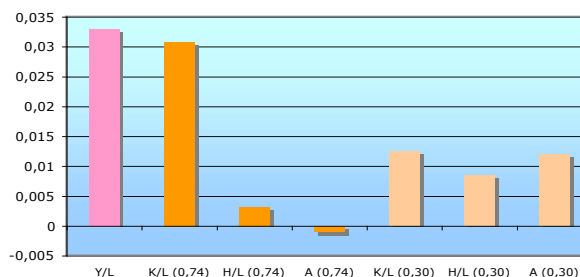
Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

en 2000 à 7,4 % en 2008, alors que le textile a affiché une tendance similaire, passant de 11,8 % en 2000 à 6,3 % en 2008.

En terme de croissance des sous-secteurs sur la période 2000-2008, il convient de noter l'étonnante évolution des produits pétroliers raffinés et du coke qui ont augmenté de 23,8 %, suivis par l'imprimerie, qui a augmenté de 13,9 % et les produits minéraux non-métalliques, avec 13,2 %. Dans le même temps, les produits en cuir se sont contractés de 15,8 %, suivis par les véhicules à moteur (-4,8 %) et les autres sec-

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

teurs des équipements de transport (4,8 %). La stratégie de fabrication égyptienne est donc plus centrée sur les produits chimiques et les dérivés du pétrole. Les résultats de la croissance au cours des dernières années montrent que le plan a porté ses fruits.

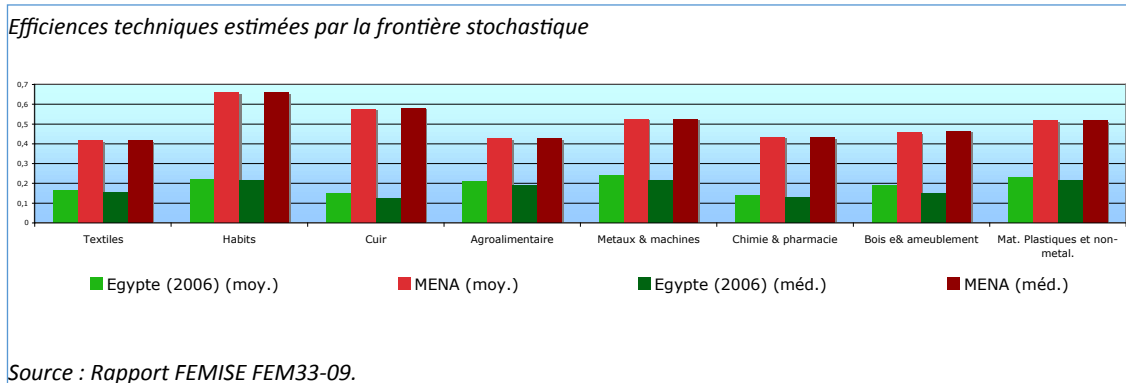
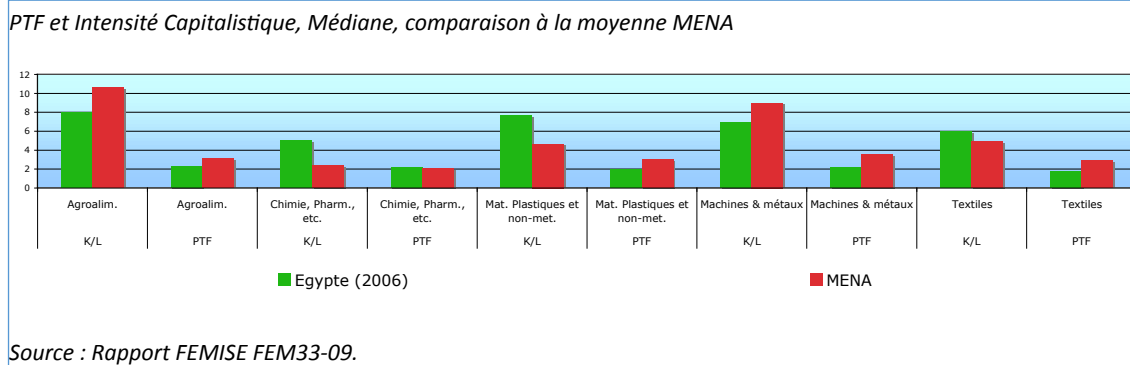
Comme le montre le graphique de gauche, l'économie a enregistré ses plus gros gains de productivité au cours des années 90, quelles que soient les hypothèses sur la part relative de la capacité de production sur la production. Toutefois, la croissance annuelle de la productivité semble avoir ralenti sur

Tableau 2. PTF et Intensité Capitalistique, Médiane, par taille de firme

	PTF	PTF1	PTF2	PTF3	K/L	K/L1	K/L2	K/L3
Agroalimentaire (2004)	2,17	2,16	2,18	2,22	6,57	3,54	7,31	7,93
Agroalimentaire (2006)	2,32	2,12	1,97	2,59	7,94	4,61	9,73	8,37
Bois & furniture (2004)	2,2	2,19	2,21	2,41	3,63	2,48	4,39	4,44
Bois & furniture (2006)	1,92	1,89	1,82	2,66	3,81	3,27	9,89	3,25
Chimie, pharmaceutique (2004)	2,08	1,84	2,81	2,35	3,99	3,52	6,49	3,71
Chimie, pharmaceutique (2006)	2,16	2,28	1,69	2,38	4,99	4,8	15,29	4,42
Cuirs (2004)	2,07	2,44	1,91		2,39	2,48	2,39	
Cuirs (2006)	1,71	1,71	2,12	1,41	2,36	1,73	5,32	6,05
Habits (2004)	2,04	1,96	2,07	2,66	1,71	1,77	1,54	1,73
Habits (2006)	1,93	1,96	1,79	2,16	2,24	1,23	5,3	2,06
Mat. plastiques et non-métalliques (2004)	2,2	2,1	2,5	2,81	3,66	3,07	8,54	2,28
Mat. plastiques et non-métalliques (2006)	1,94	1,69	1,81	2,62	7,64	5,03	13,41	7,9
Machines & métaux (2004)	2,18	2,13	2,2	2,63	5,13	4,27	4,42	6,95
Machines & métaux (2006)	2,21	1,86	1,94	3,05	6,92	5,93	7,22	7,04
Textiles (2004)	1,94	1,82	1,93	2,06	4,14	4,27	5,47	3,92
Textiles (2006)	1,76	1,64	1,62	1,91	5,96	8,38	6,79	5,15

Source : Rapport FEMISE FEM33-09.

Note : Les firmes sont classées par le nombre de travailleurs qu'elles emploient : moins de 20, entre 20 et 99, plus de 100. Elles reçoivent respectivement les indices 1, 2, 3...



la période 2000-2006 et pourrait même afficher une valeur négative.

Les mesures de capacité de production et de capital humain font la lumière sur les déterminants de la croissance égyptienne ; sur le graphique de droite, les taux de croissance du produit global sont décomposés en contribution des facteurs d'accumulation et de productivité. Le principal déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Égypte semble être l'accumulation de capacité de production (0,0308 lorsque la part relative de la capacité de production sur la production est supposée maximale, 0,0125 lorsqu'elle est égale à la valeur traditionnelle), alors que le capital humain semble avoir joué un rôle moindre.

Il est toutefois impossible d'affirmer que l'économie égyptienne s'est définitivement éloignée d'un régime d'accumulation de capital. Dans une étude connexe, le FEMISE décompose les performances de production de l'Égypte et des autres PM pour obtenir une meilleure vision du potentiel caché dans la région. L'observation de la productivité totale moyenne des facteurs par secteur montre comment le pays a amélioré ses performances de production sur la pé-

riode 2004-2006 dans les secteurs de l'industrie alimentaire, des produits chimiques, des métaux et des machines, alors qu'elle a fait le contraire dans le reste de l'économie. La taille des entreprises est également importante et il semble globalement qu'une structure plus petite soit préjudiciable pour le socle productif. Les entreprises de plus de 100 employés semblent être plus productives que les entreprises plus petites dans tous les secteurs, sauf les produits en cuir.

Lorsque la productivité est comparée à la valeur MOAN moyenne, les résultats montrent que l'Égypte est systématiquement sous le niveau de productivité régional, à l'exception du secteur des produits chimiques. Dans le même temps, le ratio capital-travail est supérieur à la valeur régionale dans les secteurs des produits chimiques, des produits non-métalliques et du textile, alors qu'il est inférieur à la moyenne MOAN dans les autres secteurs. Dans la mesure où la concurrence affecte traditionnellement la productivité, la mise en œuvre d'une politique concurrentielle pourrait être nécessaire pour les secteurs en difficulté.

Quant à l'efficacité technique de la production égyptienne, elle semble être bien en dessous de la moyenne MOAN et, selon l'étude, elle représente, dans la

Tableau 3. Points principaux de la Politique Industrielle Egyptienne (Plan 2007-2012)

Strategie	Approche/Mesure	Secteurs	Objectifs
Se concentrer sur des secteurs ou l’Egypte a un avantage prometteurs	Se focaliser sur les industries comparatif.	Construction, electricité, agroalim., Chimie, pharmaceutique, textiles, bois, mat. de construction	a) Aller de 28300 projets en 2007 à 31200 en 2011 et 34400 en 2015.
Développer de nouvelles industries	Developper des Zones Industrielles	Moteurs, electronique, equipement médical, biotechnologies.	b) Un taux de croissance de l’industrie manuf. de 8,8%.
Nouvelle approche de développement industriel	Simplifier les procédures de licence et d’opération		c) Offrir 530 000 emplois (total de 2.87 millions de postes en 2011 et 3.17 millions en 2015 contre 2.6 millions en 2007.
Redistribution spatiale d’industries vers de nouvelles villes	Augmenter la dissémination de l’information sur le sujet des marchés extérieurs		d) Augmenter les exportations industrielles à un taux annuel de 20% jusqu’en 2015.
Augmenter la compétitivité des exportations	Faciliter l’aide financière et le support aux PME		e) Obtenir un développement équilibré du planning industriel.
Restructurer l’industrie domestique	Elargir les compounds industriels avec des services intégrés		
Développer la formation adaptée aux besoins du marché.	Améliorer les qualifications de la force de travail Egyptienne	Industries intermédiaires	

plupart des secteurs, 20 % à 25 % de l’efficacité technique constatée dans des pays tels que le Brésil et l’Afrique du Sud.

nombre de secteurs émergents capables de soutenir une nouvelle croissance et améliorer sa compétitivité en termes d’exportation pour la décennie à venir.

Globalement, l’Égypte pourrait devoir adapter sa stratégie de croissance par ailleurs efficace à l’émergence d’une croissance dictée par la productivité au cours des années à venir. Cela nécessite d’adopter des mesures de réforme et d’adapter la politique économique aux nouvelles réalités avec de nouveaux partenariats public-privé et de nouvelles réformes fiscales. Les autorités semblent comprendre à quel point cela est vital et ont introduit une série de mesures de politique structurelle qui pourraient s’avérer essentielles pour donner l’élan économique à moyen terme.

III.2 Une politique industrielle qui devra maintenir la croissance économique à moyen terme

Comme noté précédemment, l’Égypte semble avoir besoin d’ajouter des éléments à sa stratégie de croissance pour soutenir la croissance dictée par la productivité. Les retombées de la crise entraveront encore la croissance à court terme, en particulier si le marché de l’UE ne repart pas, affectant ainsi les exportations égyptiennes. Toutefois, les perspectives à moyen terme ne peuvent être qu’encourageantes dans la mesure où le pays semble adopter une stratégie qui encourage les investissements et a identifié un

1) Un Plan de développement qui pourrait apporter une diversification indispensable

La politique industrielle égyptienne semble atteindre un équilibre entre le soutien d’une nouvelle croissance et l’exploitation du potentiel existant. On constate plus spécialement que :

✓ se concentrer sur les secteurs tels que la construction, l’électricité et les produits chimiques garantit à l’Égypte de maintenir son avantage comparatif. L’augmentation des projets associés pourrait alimenter de nouvelles synergies et permettre des externalités positives qui à leur tour pourraient accroître l’efficacité technique égyptienne à moyen terme.

✓ Dans le même temps, développer de nouvelles industries telles que l’électronique et les biotechnologies pourrait apporter un socle solide pour porter la croissance au cours de la décennie à venir. Il convient de noter que pendant les années 2000, les autorités égyptiennes ont déjà commencé à développer l’économie du savoir au travers du secteur des technologies de l’information et de la communi-

cation, qui ont pris de l'importance. Le secteur s'est développé de 14,6 % au cours de l'exercice fiscal 2008-09 malgré la crise, alors que les IDE dans le secteur ont dépassé 1 milliard de dollars américains. À partir de mai 2010, l'Égypte est devenue un des trois premiers pays dans le monde à recevoir un nom de domaine Internet dans une orthographe non-latine ; introduire un nom de domaine arabe devrait ouvrir la voie pour stimuler le nombre d'utilisateurs en ligne et permettre aux services Internet de pénétrer de nouveaux segments de marché avec l'élimination de la barrière du langage.

✓ Les autorités semblent également penser à l'avenir en termes de sources d'énergie. Le gouvernement cherche à produire 20 % de son énergie à partir des sources renouvelables d'ici à 2020, notamment via les énergies éolienne et solaire. Le Ministère de l'électricité prévoit de construire une centrale photovoltaïque pour un montant de 700 millions de dollars américains sur la période 2012-2017 avec l'aide d'institutions internationales afin de faire du pays une des premières forces en matière d'énergie solaire.

✓ Comme noté précédemment, les petites entreprises semblent avoir été moins productives que les grandes dans le passé. Cela pourrait changer avec la naissance en 2010 de Nilex, une bourse pour les PME. Une telle mesure pourrait donner aux PME les outils nécessaires pour obtenir davantage de financement et donc se développer, se positionner stratégiquement et créer plus d'emplois. Dans le même temps, un projet conjoint de la Banque d'Alexandrie et de la Banque centrale d'Égypte devrait permettre de suivre les projets des PME d'ici à la fin de 2011. Cette initiative considérable pourrait apporter aux investisseurs potentiels des informations indispensables sur tous les aspects liés aux projets et attirer davantage d'IDE pour les projets existants et futurs.

2) Promouvoir l'investissement par des projets variés

Les constats faits ci-dessus permettent de conclure qu'alors que l'on peut dire que plusieurs initiatives sont en phase préparatoire, la modernisation semble

être un des principaux intérêts des autorités et l'optimisme pour l'avenir du PIB égyptien est raisonnable.

Une série d'investissements dans des secteurs stratégiques est présentée dans le tableau ci-dessous. Elle offre une meilleure vision quant à la possibilité d'améliorer la productivité et la croissance sur l'ensemble du socle économique.

Une fois de plus, nous voyons immédiatement l'intérêt des autorités pour développer les secteurs anciens et nouveaux et perfectionner le tissu économique. Cette série d'investissements devra également servir de stimulant nécessaire pour atténuer les retombées de la crise à court terme. Par exemple :

✓ inciter les investissements nationaux intérieurs et étrangers dans le secteur de l'agriculture industrielle pourrait être d'une grande aide pour la productivité; le pays dispose de la plus grande main d'œuvre agricole industrielle dans la région (environ 6 millions, plus de 30 % de la population active nationale) et il existe des plans pour créer des communautés de travail près de zones de culture. Dans le même temps, des centres de formation devraient voir le jour et permettre au processus de production de bénéficier d'un meilleur savoir-faire dans un secteur présentant un immense potentiel d'exportation.

✓ Les projets d'investissement dans l'énergie renouvelable devraient contribuer aux efforts du gouvernement pour devenir moins dépendant des sources d'énergie « classiques », créer des synergies et accroître la capacité de production d'énergie.

✓ Les initiatives d'investissement dans le transport et la logistique pourraient avoir des rendements importants. Moderniser les structures ferroviaires et portuaires devra profiter au commerce à long terme, alors que de nouvelles zones logistiques devraient permettre une facilité accrue, nécessaire pour améliorer la compétitivité du pays à l'exportation.

Globalement, nous soulignerons que :

✓ l'Égypte poursuit activement une stratégie industrielle qui permet une meilleure participation privée et l'attraction d'IDE, une évolution positive à la lumière des récents développements internationaux,

Tableau 4. Selection de projets qui pourraient dynamiser l'économie et attirer des IDE

Secteur	Projet/Initiative	Objectifs	Etat actuel
Agribusiness	Projet MegaFarm	5 milliards US\$ d'investissement, création de 45,000 emplois.	Une fois qu'un endroit final sera choisi, il conviendra à la culture industrialisée de divers légumes assignés aux produits de grande échelle. Les autorités continueront le processus de réutilisation des terrains et assureront que les standards de qualité soient rencontrés.
TIC	Initiatives de talent	40,000 nouveaux travailleurs formés d'ici 2012	Nouveau programme, 80% de coûts de formation des deux premières années remboursés aux employeurs.
Santé	Medical city - Alexandrie	8mrd LE d'investissement	Établissement d'une ville médicale intégrée contenant des hôpitaux et cliniques, centres de rétablissement, hôtels 5 étoiles, Centres et laboratoires de R&D, et un centre pour l'éducation médicale
Logistique & Transports	Rod El Farag - Autoroute du 6 Octobre	Paver une route de 34 km pour lier le Caire à la route de 39km Caire- Alexandrie. Project de 3mrd LE.	L'instigateur de projet a été affecté (KPMG)
	Relocation de la ligne ferroviaire de Matrouh au Sud de la Route Internationale	Relocation de la ligne ferrovière de Matrouh pour une meilleure utilisation transport. à l'investissement. Coût initial de 360 Millions LE.	En cours d'obtention de l'approbation du ministère de
	Ferrovière(Caire – 10 du Ramadan)	Renouvellements diverses et nouvelles lignes. Coût de 4 milliards LE	Le conseiller de projet a été affecté et des études initiales seront soumises.
	Port Said Est	Creation d'un terminal de cargo et divers entrepôts. 3 milliards LE.	
Petrochimie	Phase deux (2009-15) du plan maitre sur 20-ans	Déplacement des importations en offrant aux investisseurs une aide financière et technique pour supporter les projets domestiques de construction et d'operation. Coût 6 milliards US\$.	5 projets en cours (3 pour 2010, un en 2011 et un en 2014)
Energie Renouvelables	Incitations aux projets d'énergies renouvelables.	Développement du secteur des énergies renouvelables, particulièrement le marché éolien.	Accords à long terme en conclusion (20-25 ans) avec le secteur privé pour couvrir le coût de production et le retour sur l'investissement. Exemption des équipements d'énergie renouvelable de tarifs etc.
Tourisme	Projet de tourisme intégré dans la ville de Luxor	Etablissement d'un modèle touristique intégré qui a plusieurs hôtels, espaces commerciaux et de divertissement.	Un Comité a été établi pour contrôler le processus de sélection de développeur
	Projet de Ras El Hekma en Marsa Matruh	Le but est d'établir 3000 différents niveaux de chambres d'hôtel.	Un SPV pour le projet a été établi pour acquérir la terre pour le processus de développement
	Projet de tourisme intégré dans la côte Nord (Marsa Matruh)	Établir une zone d'investissement pour concevoir, construire et actionner une ville de divertissement avec des normes internationales. 10 milliards LE.	

Source: General Authority for Investment (2010)

✓ les autorités sont parvenues à un équilibre entre le développement de nouveaux secteurs « gagnants » capables de soutenir la croissance et celui de secteurs plus traditionnels et à maintenir l'avantage comparatif.

Conclusion

En temps de crise, l'Égypte a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 4,7 %, ce qui est un résultat

remarquable. Cela est dû à une stratégie de croissance saine, mais qui nécessite toutefois des ajustements.

Nous noterons que :

✓ l'Égypte a réussi la première phase, qui consiste à atténuer les retombées de la crise sur l'économie domestique. Si la conjoncture internationale continue à montrer des signes de rétablissement dans le monde pour les années à venir, l'Égypte devra se concentrer sur la seconde phase : adopter une

stratégie budgétaire à moyen terme, permettant une meilleure affectation des ressources et ne pas porter le déficit à des niveaux intenable.

✓ Au travers de ce budget, le pays devra combattre le chômage et, plus important peut-être, le chômage officiel, permettant au secteur privé de se développer et de créer les emplois nécessaires pour la jeunesse qualifiée et les femmes au chômage.

✓ La réforme économique via l'augmentation de la base fiscale et la réduction des subventions pour l'énergie, si elle est nécessaire, pourrait accroître les tensions sociales. À ce titre, les autorités pourraient adopter une approche plus progressive.

La question est la suivante : que peut faire l'Égypte pour gagner en productivité et compétitivité afin de ne pas perdre les gains accumulés grâce au dynamisme des dernières années ? Comme noté précédemment, une importante série d'investissements devra contribuer aux efforts de modernisation du pays, au renforcement du tissu économique et à l'amélioration de la compétitivité à l'exportation.

Mais les autorités devraient trouver les éléments nécessaires au maintien des niveaux de productivité. Les activités d'apprentissage par la pratique, l'innovation, l'investissement dans des moyens supérieurs figurent parmi ces éléments. Comme l'a noté Syverson (2010), de tels éléments définissent le « capital incorporel », difficile à quantifier, mais qui apporte des externalités positives aux entreprises et aux usines.

En outre, l'auteur souligne que les pays peuvent devenir plus productifs en réorganisant les moyens dont ils disposent. La mauvaise affectation du capital, un point que les autorités doivent prendre en compte, peut rester un problème. Mettre en œuvre un cadre avec le soutien des partenaires privés pourrait fournir des indicateurs précieux sur la façon dont l'économie fonctionne et permettrait de corriger les erreurs qui empêchent le pays d'atteindre son plein potentiel économique.

Références

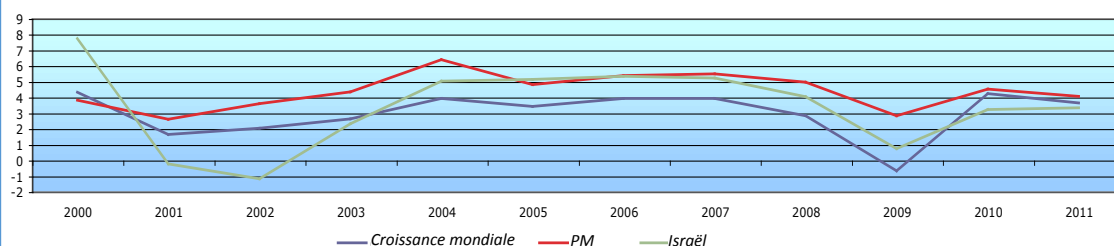
- Al-Ahram (2010), « SMEs gaining ground », Issue No 1001, 3-9 June.
- Bank Audi (2010), "Egypt Economic Report: March 2010", Group Research Department.
- Brookings (2010), "The Paradox of Employment: The Reality Behind Youth Labor Market Statistics in Egypt and the United States", Ragui Assaad, March 9th.
- Banque Centrale d'Égypte (2009), "Annual Report 2008/2009 ».
- Chad Syverson (2010), « What Determines Productivity? », NBER Working Paper No. 15712.
- FEMISE (2009), « Financial Systems in Mediterranean Partners and the EURO-Mediterranean Partnership », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-20, par Simon Neaime, en collaboration avec Nidal Sabri, Décembre.
- FEMISE (2010), « Performances productives et climat de l'investissement dans quatre pays de l'espace MENA : Algérie, Égypte, Maroc, Liban », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-09, par Patrick Plane, en collaboration avec Mohamed Chaffai, Fouzi Mourji et Marie-Ange Véganzonès, France, Février.
- Global Arab Network (2010), « Egypt: Information & Communications Technology Expanding Knowledge Economy », May 25th.
- MenaFN (2010), "Egypt: Remittances down 6.17% in H1", March 19th.
- Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.
- Pr-Inside (2010), "Egypt Tourism Report Q2 2010 - new market analysis released", March 29th.
- REUTERS (2010), "Egypt's balance of payments moves into surplus", September 6th.
- Tarek Ghalwash (2010), "An Inflation Targeting Regime in Egypt: A Feasible Option?", Modern Economy, 2010, 1, 89-99.
- TheDailyNewsEgypte (2010), "Egypt's banking is 'solid' but MFIs are lacking, says new Oxford Business Group report", August 15th.
- The Guardian (2010), « Egypt plans 100MW solar power plant », July 12th.

Israël : fort ralentissement de l'activité en 2009, reprise attendue en 2010

L'économie d'Israël a été la plus durement frappée parmi les pays PM. Malgré le rétablissement au cours de la seconde moitié de l'année, le PIB a augmenté uniquement de 0,7 pour cent en 2009. Alors que le pays affiche un tissu économique exemplaire, son niveau élevé de développement et sa dépendance aux évolutions internationales l'ont rendu

Après une performance économique spectaculaire affichée dans les années 2000, le défi consistera à soutenir la croissance, poursuivre la stratégie d'innovation fondée sur le savoir pour l'ensemble du tissu économique et trouver de nouveaux secteurs d'avantage compétitif potentiel, notamment du côté des secteurs liés aux technologies de l'information et de la communication. Mais cela devra être fait d'une manière permettant au pays d'être moins dépendant des événements internationaux. Pour le

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

moins résistant aux retombées de la crise, mettant l'économie dans une situation semblable à celle des pays développés de l'UE. Toutefois, alors que le taux de croissance en 2009 était nettement inférieur à la moyenne des PM, il restait supérieur au taux de contraction de l'économie mondiale.

En outre, dans son rapport 2008/2009, le FEMISE a souligné que le régime israélien est autolimité dans la mesure où il dépend de manière excessive de la confiance et des anticipations des investisseurs. En outre, le régime d'ouverture israélienne se traduit par une source de contagion de la crise pour l'économie. Mais, alors que la performance de croissance a laissé à désirer par rapport au reste de la région, il ne faut pas oublier qu'une évolution vers une économie fondée sur le savoir a permis à Israël d'enregistrer le plus faible taux de chômage des pays MP, malgré une augmentation à 7,6 % en 2009. En outre, les banques ont fait preuve de résistance. Contrairement aux autres économies développées, le cadre réglementaire a été conservateur et la tendance des banques israéliennes a consisté à éviter les produits toxiques et les actions spéculatives.

moment, la croissance israélienne pour les années à venir repose encore sur le degré de rétablissement au niveau international.

Les éléments suivants méritent l'attention :

✓ la dépendance vis-à-vis de la demande des partenaires développés a entraîné une baisse de 19,7 % des exportations de marchandises pour 2009 à 45,9 milliards de dollars américains. Toutefois, les importations ont également chuté, de 28,6 %, pour atteindre la valeur de 46 milliards de dollars américains, ce qui a permis à la balance commerciale de s'équilibrer.

✓ Les IDE ont enregistré un déclin important de 64,2 % en 2009, chutant à 3,9 milliards de dollars américains contre 10 milliards en 2008, notamment en raison d'une chute des investissements technologiques. Malgré cela, les IDE pourraient repartir et remettre le secteur sur les rails à court terme.

✓ Les retombées de la crise ont porté les chiffres du chômage à 7,6 % en 2009, l'augmentation étant plus particulièrement due aux deux premiers trimestres de l'année. Malgré cela, la tendance sem-

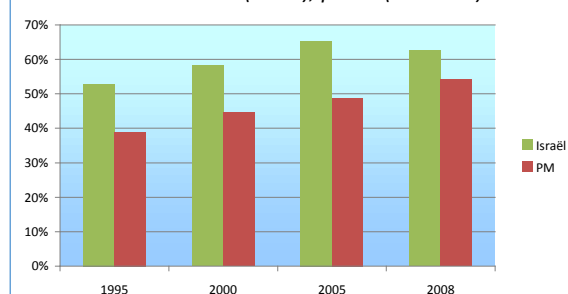
ble avoir été éphémère, puisqu'au troisième trimestre 2009, le chômage a continuellement diminué pour s'approcher de 6,2 % au milieu de 2010. Toutefois, il convient de noter qu'alors que le chômage est contenu, Israël connaît un problème de chômage plus grave que dans les autres économies développées.

✓ Le déficit budgétaire a augmenté en 2009 à près de -5,1 %, après avoir atteint -2,1 % en 2008. Mais le déficit devrait être réduit à 3,9 % du PIB en 2010, ce qui reste inférieur à l'objectif officiel de 5,5 %.

✓ Depuis la crise, la Banque d'Israël a cherché à augmenter simultanément les liquidités et soutenir les exportations nationales. Mais des interventions discrètes pour aider à constituer les réserves de devises étrangères pourraient avoir des effets négatifs sur l'économie israélienne. La conjoncture internationale actuelle et les inquiétudes concernant les pressions de ré-évaluation potentielle de la devise pourraient ainsi favoriser une posture politique relativement souple.

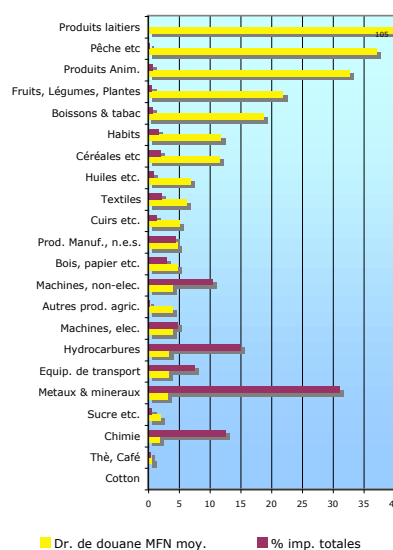
✓ La productivité semble avoir eu une contribution positive distincte pour la croissance dans l'histoire économique d'Israël. Une partie de l'augmentation en productivité totale des facteurs dans les pays industriels provient des investissements en R&D. Au cours de la période 1970–91, le PIB a augmenté de 137 %, la productivité totale des facteurs contribuant à hauteur de 30 % environ. Toutefois, Israël a adopté une stratégie fondée sur l'innovation qui peut avoir des effets importants sur la performance des entreprises. Finalement, dans le cas d'Israël, l'ouverture accrue sur la période 1980-2000 a été positivement liée à l'augmentation de la productivité totale des facteurs ; l'ouverture internationale a probablement contribué à la réaffectation des facteurs de production vers des secteurs et des industries plus compé-

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Protection tarifaire et importations, par produit



Source: WTO World Tariff Profiles 2008

titifs et modifié les produits dans lesquels l'économie s'est spécialisée.

✓ Enfin, Israël doit trouver les moyens de maintenir sa croissance économique. Cela peut être réalisé en développant des industries telles que l'eau, la biotechnologie et l'énergie par la création de pôles et en organisant les infrastructures tout en offrant des encouragements fiscaux prometteurs aux sociétés d'informatique.

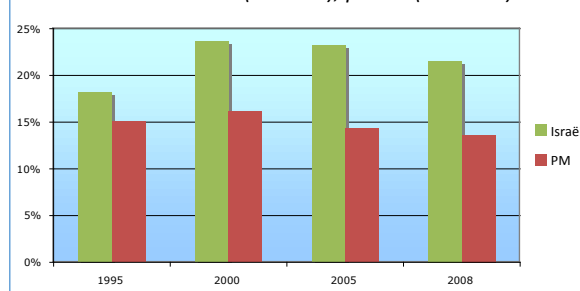
I. Un choc considérable sur l'économie réelle dû à une chute des IDE

I.1. Contexte

1.1 Forte ouverture du commerce et compte de capital libéralisé

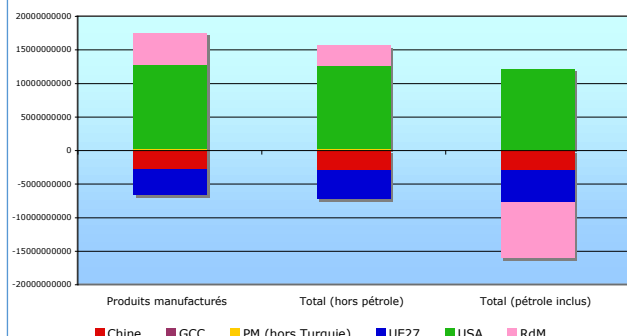
L'économie israélienne est considérée comme l'une des plus ouvertes du monde. Son régime commercial est libéral et il a fortement contribué au déve-

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Balance commerciale 2008, par partenaire et produit, millions US\$



Source: COMTRADE

loppement économique du pays. Israël a fait de gros efforts pour ouvrir l'économie aux importations. À l'exception des produits liés à l'alimentation et agricoles, les barrières tarifaires commerciales sur tous les secteurs sont très faibles. Cela est notamment le cas pour les secteurs représentant un pourcentage élevé dans les importations totales israéliennes, comme les minéraux et les matériaux, les produits chimiques et les machines non-électriques où les droits de douane moyens NPF sont inférieurs à 5 %.

Comme l'a déjà noté le FEMISE (2005), la politique commerciale israélienne met l'accent sur le libre-échange pour accroître la concurrence sur le marché local, améliorer l'affectation des ressources et enfin augmenter l'efficacité des industries locales. Ainsi, d'importantes réformes ont été mises en œuvre au niveau de la politique commerciale (réduction des barrières tarifaires sur les produits industriels, NPF et accords de libre-échange), faisant d'Israël une économie moderne dictée par le marché.

En conséquence, en ce qui concerne le commerce des marchandises et des services, le pays s'est caractérisé par une ouverture commerciale considérable ; comme le montrent les graphiques ci-dessous, sur la période 1995-2005, Israël a maintenu un ratio d'ouverture commerciale supérieur à la moyenne des PM dans les deux cas. Toutefois, les ratios pour 2008 montrent une baisse du niveau d'ouverture qui reste toutefois supérieure aux taux méditerranéens moyens d'ouverture commerciale, ce qui indique que le régime commercial d'Israël pourrait

éventuellement faciliter la transmission du choc extérieur, comme c'est le cas dans la plupart des économies développées.

Les efforts continuels pour libéraliser son économie ont permis une meilleure intégration sur le marché mondial. Toutefois, ils ont également entraîné une plus forte dépendance vis-à-vis des partenaires étrangers et donc une plus forte volatilité du commerce dans le cas des fluctuations de la demande internationale.

Lorsque l'on regarde la valeur des échanges en 2008, Israël apparaît comme un exportateur net, un phénomène rare dans la région. Cela est dû à l'important excédent commercial qu'Israël semble entretenir avec les États-Unis et qui compense largement le déficit commercial qu'elle entretient avec l'UE et la Chine. Enfin, dans le secteur des services, le pays est également un exportateur net et la balance des services s'est établie à 4,26 milliards de dollars américains en 2008.

1.2 Un compte de capital libéralisé

Les contrôles du capital en Israël ont été levés. Le pays suit un système de taux de change flottant et un ciblage de l'inflation. Toutefois, bien qu'il soit en place depuis plus de 15 ans, le ciblage de l'inflation n'a pas été intégré dans la législation qui présente encore le taux de change comme un objectif de politique monétaire. Les efforts de libéralisation des entrées et sorties de capital ont été couronnés de succès au début des années 2000. Ils permettent une combinaison d'entrées et de sorties importantes, réduisant de possibles pressions sur le taux de change. Le régime de taux de change flottant est conforme à la stratégie d'ouverture nationale qui nécessite par définition une souplesse monétaire.

Mais, la libéralisation du capital et financière peut exposer les marchés étrangers. Le secteur financier d'Israël présente plus de profondeur que celui des économies des PM voisins, ce qui signifie qu'en temps de crise, l'économie peut être frappée par

un autre canal de transmission. Globalement, le cas d'Israël ressemble plus à celui d'une économie développée et moins à celui d'un pays méditerranéen avec une intégration financière limitée.

I.2. Canaux de transmission de la crise

Les retombées de la crise ont été ressenties dans le secteur réel et le secteur financier.

2.1 Un choc durement ressenti par une chute des IDE

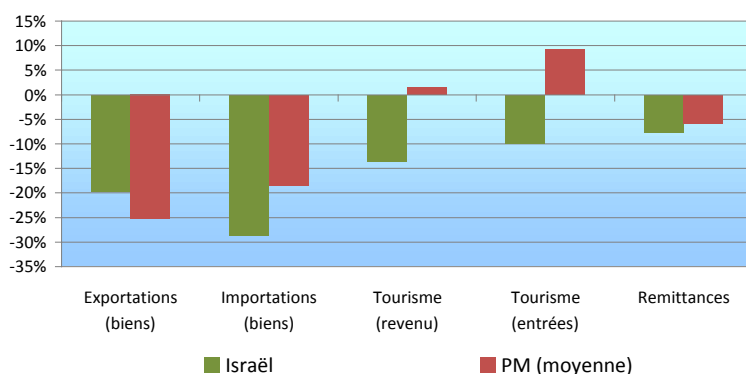
L'impact de la crise a été ressenti au travers :

- ✓ d'une réduction des exportations de marchandises de 19,7 %,
- ✓ d'une baisse de 28,6 % des importations de marchandises,
- ✓ d'une balance commerciale en équilibre pour 2009 à environ -0,05 % du PIB,
- ✓ de la résistance de la balance des services à 2,43 % du PIB,

- ✓ d'une baisse des envois de fonds des travailleurs de 7,7 %,
- ✓ d'un compte courant à 3,9 % du PIB (7,5 milliards US\$),
- ✓ d'une très forte baisse des IDE de 64,2 % en 2009.

Le régime d'ouverture israélien est devenu une source de contagion de la crise pour l'économie intérieure. La dépendance vis-à-vis de la demande des partenaires développés a entraîné une baisse de 19,7 % des exportations de marchandises à 45,9 milliards de dollars américains pour 2009. La part la plus importante des exportations provient traditionnellement du secteur de la fabrication, devant les diamants et l'agriculture. Toutefois, les importations ont également chuté. Elles ont baissé de 28,6 % pour atteindre la valeur de 46 milliards de dollars américains, ce qui a rétabli l'équilibre de la balance commerciale qui a atteint -0,05 % du PIB en 2009.

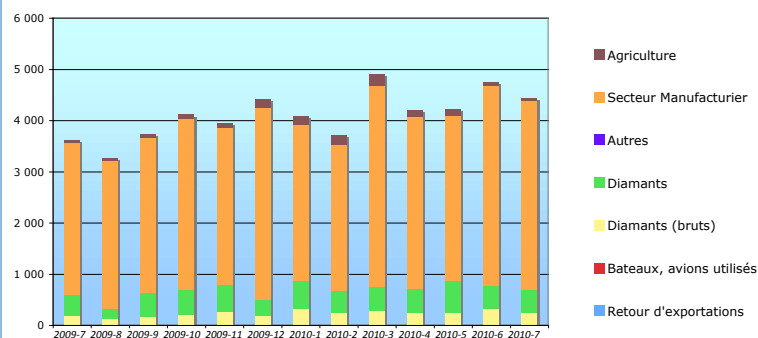
Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de EIU, Econostrum, WB Remittances database

Les premiers chiffres pour 2010 montrent un rebond des exportations. Le secteur de la fabrication a enregistré sur un an en juillet 2010 une augmentation de 23,9 %, alors que sur la même période, les exportations totales ont augmenté de 22,7 %. Toutefois, la facture des importations devrait également suivre une tendance à la hausse, plaçant la balance commerciale pour 2010 à -1,37 % du PIB (EIU).

Exportations, par groupe de produit, millions US\$



Source : Central Bureau of Statistics

La balance des services a suivi une tendance à la hausse, passant d'un excédent de 2,1 % du PIB en 2008 à 2,4 % en 2009. Cela correspond à une valeur de 4,7 milliards de dollars américains en 2009 contre 4,3 milliards en 2008 et ceci en dépit d'une chute de

la performance du tourisme. Le tourisme vers Israël a logiquement diminué. 2008 a été une année record et difficile à répéter. Dans le même temps, 2009 a commencé avec une guerre qui aurait pu détériorer le tourisme israélien. Enfin, près de 2,7 millions de touristes sont allés en Israël en 2009, ce qui représente une chute annuelle de 10 % à 11 %, alors qu'il est estimé que les recettes ont chuté d'environ 13,7 %.

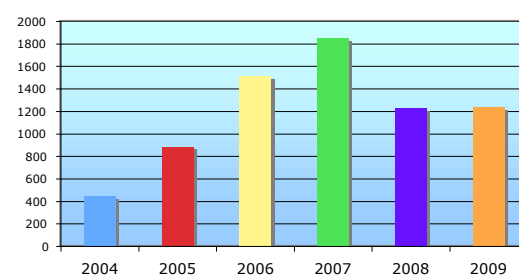
En ce qui concerne le canal des envois de fonds, Israël figure parmi les plus petits bénéficiaires de la région méditerranéenne avec la Syrie. Les envois de fonds comme part du PIB représentaient environ 0,7 % en 2008 et une baisse aurait eu peu d'impact sur l'économie. Les migrants israéliens à l'étranger ont envoyé moins de revenus en 2009, ce qui se traduit par une baisse des envois de fonds de 7,7 % (1,31 milliards de dollars américains en 2009 contre 1,42 milliards en 2008).

Finalement, les IDE ont affiché une forte baisse de 64,2 % en 2009, tombant à 3,9 milliards de dollars américains contre 10 milliards en 2008. Le montant des fusions et acquisitions des entreprises israéliennes s'est élevé à 2,54 milliards de dollars américains, soit une baisse de 7 % par rapport aux 2,74 milliards enregistrés en 2008 et 33 % par rapport à 2007. Dans le même temps, seules 63 sociétés israéliennes ont été acquises ou ont fusionné en 2009, contre 87 en moyenne sur la période 2006-2008. Ainsi, le resserrement des investissements internationaux après la crise a eu une répercussion majeure sur l'économie israélienne.

Plus précisément, le secteur de la haute technologie semble avoir contribué pour une large part à l'effondrement des investissements. Les investissements de haute technologie ont atteint 5,1 milliards de dollars américains en 2007, suivis par 3,2 milliards en 2008, avant de plonger à à peine 1,4 milliard en 2009.

Malgré cela, les IDE pourraient repartir et permettre de remettre le secteur sur les rails à court terme. Les entreprises sont supposées avoir tendance à reporter les investissements de haute technologie en

Entrées de portefeuille à Israël: 2004-2009, US\$ Millions



Source: IMF/IFS

période de crise, ce qui explique la chute, peut-être éphémère, des IDE en Israël.

2.2 Une exposition financière qui a eu des répercussions sur les investissements de portefeuille

Israël dispose d'un système financier relativement évolué, notamment par rapport à la plupart des économies des PM. Par conséquent, le degré d'exposition à la crise augmenterait logiquement en raison de son intégration financière dans les marchés développés.

1) Retombées sur les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille augmentent depuis 2004, avec des entrées atteignant consécutivement 0,88 milliards de dollars américains en 2005, 1,1516 milliards en 2006 et 1,85 milliards en 2007.

La tendance semble s'être inversée en 2008 avec l'arrivée de la crise limitant les entrées et favorisant les sorties. Toutefois, les entrées en 2009 sont restées proches des niveaux de 2008, mais on ne peut pas en dire autant de la sortie des capitaux à court terme. L'ouverture du compte de capital s'est traduite par une détérioration massive des investissements de portefeuille en 2009. Les investissements nets de portefeuille en 2008 se sont élevés à -1 milliard de dollars américains avant de passer à -5 milliards en 2009.

2) Retombées sur la Bourse et les réserves

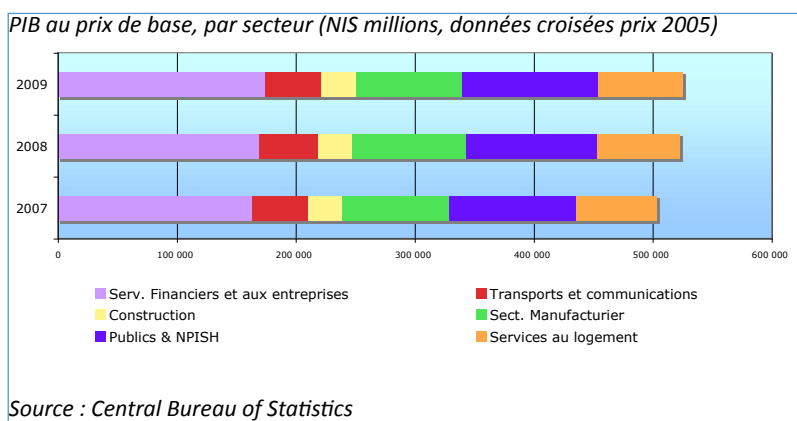
Le choc a entraîné la détérioration de l'index boursier. Toutefois, la Bourse a connu un rebond depuis.

Les retombées de la crise sur la Bourse ont été rapidement atténuées. Cela peut s'expliquer en partie par la résistance intérieure vis-à-vis des crises passées dues à l'accumulation de réserves de devises étrangères adéquates, ainsi qu'à une posture fiscale solide.

Les réserves étrangères ont augmenté de 42,5 %, avec un montant confortable de 60,6 milliards de dollars américains contre 42,5 milliards en 2008 et 28,5 milliards en 2007. Elles devraient rester à des niveaux semblables en 2010 malgré l'augmentation attendue de la facture des importations. Le tourisme devrait repartir et permettre de nouvelles entrées de devises annulant pratiquement le risque de manque de liquidités.

treprises et les services du gouvernement ont respectivement augmenté de 2,8 % et 3,8 %, les services du transport et des communications ont chuté d'environ 4 %. Dans le même temps, l'activité de fabrication semble avoir enregistré une baisse de 6,4 %, alors que la construction a également chuté d'environ 1 %.

Mais les attentes pour 2010 invitent à l'optimisme. La croissance au cours de la première moitié de



3) Retombées sur la dette publique extérieure

Finalement, en ce qui concerne la dette extérieure, Israël a affiché une augmentation à 86,8 milliards de US\$ contre 86,1 mrd en 2008. La dette extérieure brute a continué à augmenter au cours du deuxième trimestre 2010, atteignant 94 mrd de US\$ en juin, en raison d'une augmentation de 2 mrd de la dette publique brute, des achats d'obligations du gouvernement par les non-résidents, partiellement compensés par l'effet sur la dette en dollars du renforcement du dollar par rapport à la devise nationale (Banque d'Israël). La dette extérieure sur le PIB à la fin du deuxième trimestre était proche de 47,5 %, ce qui marque une augmentation d'environ 2,5 % par rapport à la moyenne des quatre derniers trimestres.

II. Développements macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

L'économie israélienne fondée sur les services a affiché un ralentissement considérable de la croissance en 2009. Alors que les services financiers et des en-

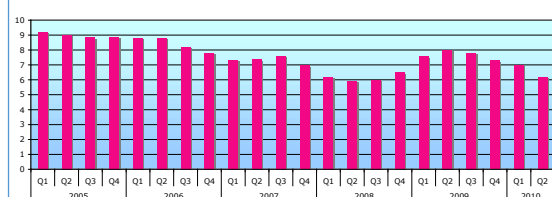
2010 montre un taux annualisé positif de 4,1 %, après un taux de 3,3 % pour la seconde moitié et -1,5 % pour la première moitié de 2009. Quant au deuxième trimestre 2010, les estimations mettent le taux annualisé de la croissance du PIB à 4,7 %. Il existe également des preuves de tendance à la hausse dans le secteur de la construction. Le nombre de nouvelles constructions pour la première moitié de 2010 a atteint 18 400, soit une augmentation de 17 % sur un an.

2. Hausse initiale du chômage suivie d'un retour aux niveaux d'avant la crise en 2010

Le tissu économique modernisé d'Israël a permis des niveaux de chômage faibles. Le pays a traditionnellement été un modèle en termes de réduction du chômage, avec un taux de chômeurs de 6,1 % en 2008, le plus faible parmi les pays PM.

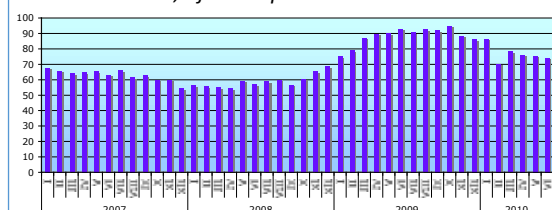
Toutefois, les retombées de la crise ont porté le chiffre du chômage à 7,6 % en 2009, l'augmentation résultant plus particulièrement des deux premiers trimestres de l'année. Malgré cela, la tendance semble avoir

Taux de chômage, ajusté par saison



Source : Central Bureau of Statistics

Demandes totales de bénéfices chômage au 'National Insurance Institute', ajustées par saison



Source : Central Bureau of Statistics

été éphémère, puisqu'au troisième trimestre 2009, le chômage a continuellement baissé pour s'approcher de 6,2 % à la moitié de 2010. Au deuxième trimestre 2009, le chômage en Israël était inférieur au niveau de l'OCDE, ce qui est rarement arrivé dans l'histoire récente. Il s'établissait en moyenne à 7,7 % en Israël contre 7,9 pour cent pour les pays de l'OCDE. Les demandes d'allocations chômage ont suivi la même voie, revenant à leurs niveaux d'avant la crise, comme le montrent les chiffres du début 2010.

Pour la population âgée de 25 à 64 ans, le taux est passé de 6 % pour le premier trimestre 2010 à 5,6 % pour le deuxième trimestre. Dans le même temps, les chômeurs masculins retrouvent du travail avec un taux de participation augmentant pour le deuxième

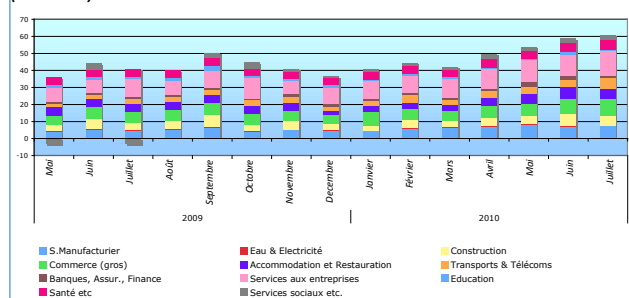
me trimestre de 1 % à 62,2 %, alors que la participation des femmes a légèrement baissé à 51,8 %.

Toutefois, la performance par ailleurs remarquable en termes de réduction du chômage devrait être remise en contexte. Il convient de noter qu'alors que le chômage est contenu, Israël connaît un problème de chômage plus grave que dans les autres économies développées. La population en âge de travailler en Israël se compose de personnes appartenant à la population active et d'autres n'y appartenant pas. Il semble que ce dernier groupe soit relativement important, ce qui se traduit par des chiffres faussés du chômage.

Alors que le chômage dans les économies de l'OCDE est proche de 11,9 %, le taux correspondant en Israël est proche de 18,9 %, ce qui est même supérieur au taux de chômage de l'Espagne, un des premiers dans ce domaine. Alors que la population juive ultra-orthodoxe et les arabes israéliens pourraient être responsables de la montée du taux du chômage, il est considéré que l'économie israélienne a eu des difficultés à faire face avec succès à son marché du travail lors de sa modernisation.

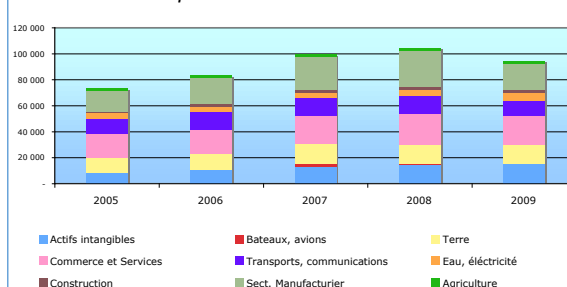
Le nombre de postes vacants montre que parmi les filières les plus affectées, les services aux entreprises, sont passés de 10 300 en juillet 2009 à 14 700 un an plus tard. Dans le même temps, le commerce de gros et la fabrication ont affiché une augmentation des vacances de postes de 63,5 % et 52,4 % respectivement (atteignant 10 300 et 7 200 en juillet 2010). En revanche, l'éducation a vu ses chiffres pas-

Nombre d'emplois vacants par industrie, Mai 2009 - Juillet 2010 (milliers)



Source : Central Bureau of Statistics

Formation Brute de Capital Fixe, par industrie, NIS millions, données croisées prix 2005



Source : Central Bureau of Statistics

ser de 1 600 en juillet 2009 à environ 600 (-62,5 %) en juillet 2010.

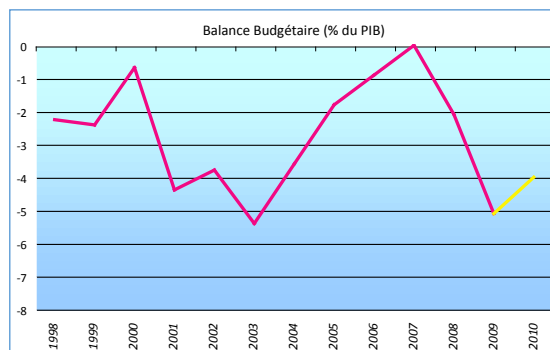
II.1 Macro-réaction

1) Activité économique faible en 2009, rebond attendu en 2010

Les dépenses d'exportation imputées au PIB ont chuté en 2009 d'environ 11,4 %. Elles se sont accompagnées d'un déclin réel de la formation brute de capital fixe sur le PIB de 6,7 %, alors que la consommation privée et publique sur le PIB a augmenté respectivement de 1,5 % et 1,6 %, à un rythme inférieur à la moyenne des années précédentes.

Les estimations pour 2010 montrent que la croissance d'Israël entrera sur la voie du rétablissement, avec un taux de croissance estimé à 3,2 % selon EIU, ce qui est légèrement inférieur aux niveaux de croissance d'avant la crise. Les exportations devraient reprendre timidement, ce qui contribuera clairement à la croissance. Dans le même temps, les investissements devraient également rebondir afin de jouer une fois de plus un rôle actif pour stimuler l'économie.

Toutefois, il convient de noter que la croissance au cours du deuxième trimestre a augmenté d'un taux annualisé de 4,7 %, portée par une forte augmentation des exportations. Dans le même temps, l'augmentation de la productivité des entreprises devrait soutenir davantage la consommation. Ainsi, la croissance réelle pourrait éga-



lement finir par s'approcher de la barre des 4 %, voire la dépasser (CBS).

2) Des pressions accrues sur le budget qui devraient disparaître progressivement

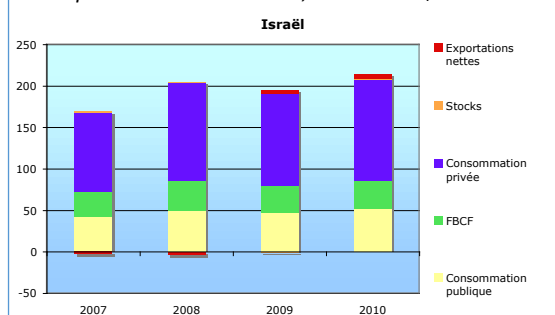
L'augmentation des dépenses conduit à une augmentation du déficit en 2009 proche de -5,1 %, après avoir atteint -2,1 % en 2008 et s'être équilibré en 2007. Toutefois, le déficit semble avoir chuté en raison de la forte contribution des revenus. Sur la période janvier-juillet 2010, il est descendu à 9 milliards d'ILS contre 15,5 milliards sur la même période en 2009. Ainsi, le déficit devrait être ramené à 3,9 % du PIB en 2010, ce qui reste inférieur à l'objectif officiel de 5,5 % (EIU).

Malgré cela, un taux de croissance élevé et un contexte de stabilité régionale sont des pré-requis nécessaires pour que les autorités parviennent avec succès à réduire le déficit de 3 % à 2 % du PIB en 2011 et 2012 respectivement.

3) Politique monétaire/de taux de change

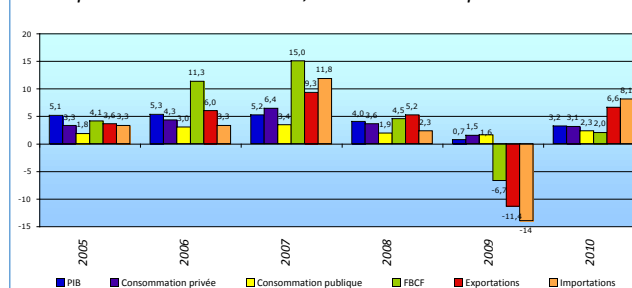
Comme noté précédemment, Israël a adopté un système de taux de change flottant, ainsi qu'un ciblage

Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

de l'inflation. Depuis la crise, la Banque d'Israël a cherché à augmenter les liquidités et soutenir les exportations. Elle a fait cela en réduisant les taux d'intérêt et en achetant des devises et des obligations à long terme. Les taux d'intérêt ont ensuite été augmentés de façon cumulée de 125 points de base à partir d'août 2009. Les taux réels, fondés sur une prévision de l'inflation à 12 mois, sont restés négatifs.

Il convient de noter que les interventions discrétionnaires visant à aider la constitution de réserves de devises étrangères pourraient entraîner une série d'effets négatifs pour l'économie israélienne. Comme l'a noté Moeser (2010), un « flottement pur » pourrait être adopté à nouveau dès que possible dans la mesure où le redémarrage de la croissance accompagné d'interventions monétaires pourrait donner lieu à une inflation qui va à l'encontre du récent resserrement monétaire. Si l'intervention vise à donner un plancher au Shekel, alors les marchés internationaux pourraient empêcher que cela se produise. Dans le même temps, la crédibilité de la politique monétaire pourrait être mise à mal, alors que les coûts du différentiel d'intérêts pourraient atteindre des niveaux considérablement élevés.

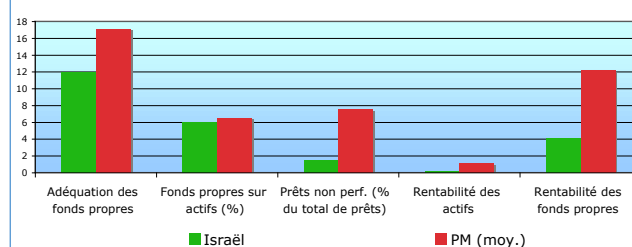
L'environnement international actuel et les inquiétudes concernant d'éventuelles pressions de réévaluation de la devise pourraient ainsi favoriser une posture politique relativement souple (EIU).

II.2 Un système bancaire suffisamment stable grâce à un cadre conservateur

Avec l'apparition de la crise, le système bancaire israélien a atteint un niveau record d'adéquation du capital à 12 %, même s'il était inférieur à celui des autres économies méditerranéennes. Il a ainsi pu garantir sa viabilité et sa résistance.

Cela a été notamment le cas dans la mesure où les prêts non-performants ont été négligeables en volume par rapport à la moyenne méditerranéenne, représentant moins de 2 % des prêts totaux en Israël. Dans le même temps, le ratio capitaux propres/actif

Indicateurs de Solidité Financière



Source: IMF

s'est amélioré au cours de l'année. Il convient de noter que contrairement aux autres économies développées, le cadre de réglementation en Israël ne permet pas de sortir facilement des actifs du bilan pour améliorer les ratios de capital. Les normes en place en termes de capital ont permis la stabilité pendant la crise. Mais il convient de noter que les banques israéliennes ont également évité les produits toxiques et les actions spéculatives, participant ainsi à la résistance du secteur.

Malgré cela, le cadre conservateur doit évoluer. Soit, les ratios de capital étaient suffisants mais leur augmentation pourrait apporter une protection accrue en cas de choc plus durable. En outre, le marché reste concentré, principalement dominé par deux banques (Hapoalim et Leumi) en raison de leurs liens forts et des contrôles sur les dépôts, les différents fonds, les sociétés de crédit et même les négociations du second marché.

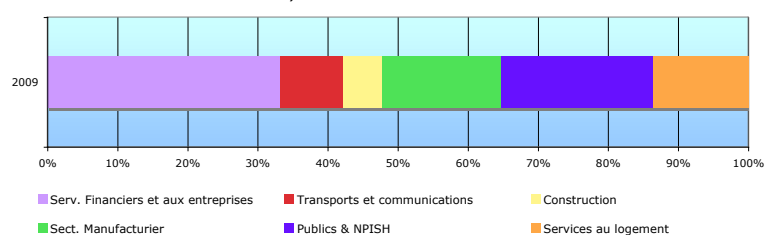
Le profil financier des banques s'est amélioré en termes de qualité et de rendement d'actifs malgré la crise. Mais le système bancaire doit s'approcher des standards internationaux pour aller vers une structure plus compétitive.

III. Moteurs de la croissance et productivité totale des facteurs

III.1 Un régime de croissance dicté par la productivité totale des facteurs et fondé sur l'innovation et l'Économie du savoir

La structure de l'économie domestique a évolué de façon impressionnante ; reposant autrefois

Contribution sectorielle au PIB, en %



Source : Central Bureau of Statistics

dans une large mesure sur les produits agricoles, Israël a vu sa part de l'agriculture passer à 4,5 % au début des années 1990, alors que la part de la fabrication et des services augmentait à 30 % et 40 % respectivement. En outre, les secteurs eux-mêmes ont connu une modification de leur structure interne. Dans le secteur de la fabrication, les industries à forte main d'œuvre, telles que le textile, se sont contractées, alors que les industries des technologies de l'information et de la communication à fort capital humain se sont développées (Helpman, 2003).

Israël a ensuite affiché une performance économique spectaculaire dans les années 2000. Cela peut être attribué à la présence de politiques structurelles qui, avec une stratégie fondée sur l'innovation, ont fait d'Israël une économie fondée sur la technologie. Alors qu'il a fortement contribué à l'essor de la productivité dans les années 1990, le secteur de la fabrication ne représenterait maintenant qu'environ 15 % du PIB, alors que le pays reposerait fortement sur

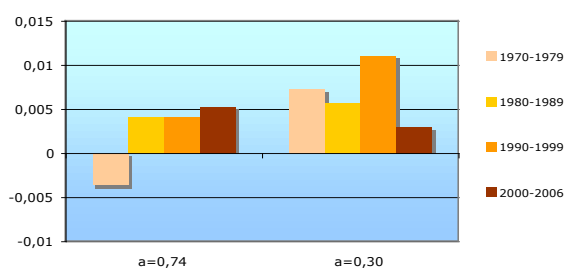
les services financiers et aux entreprises.

Des réformes ont permis une croissance soutenue tout au long de la décennie, alors que des investissements importants en R&D ont posé des bases solides pour une croissance économique future. Comme le

montre le graphique de gauche (page 10), l'économie israélienne a maintenu un taux de croissance positif de la productivité dans les années 80, 90 et sur la période 2000-2006.

Sur le graphique de droite, les taux de croissance du produit global sont décomposés en contributions des facteurs d'accumulation et de productivité (taux de croissance annuel moyen du PIB par travailleur et contribution de chaque composante au PIB). La décomposition du PIB par travailleur est faite deux fois, supposant une valeur de la part relative de la capacité de production sur la production égale à 0,74 dans le premier cas et à 0,30 dans le second cas. Dans le premier cas, le principal déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Israël semble avoir été l'accumulation de capacité de production suivie par la productivité. Dans le second cas, la part de croissance attribuée à la capacité de production est réduite et le moteur de la croissance israélienne semble plus résider dans la productivité. Ces résultats sont logiques dans la me-

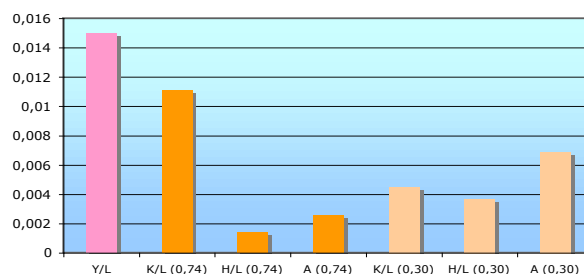
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

sure où la plus grande part de la capacité de production sur la production affecte un poids moindre à la contribution de la productivité dans le processus de croissance.

Quel que soit le cas le plus proche de la réalité, la productivité semble avoir apporté une contribution positive distincte à la croissance dans l'histoire de l'économie d'Israël. Une partie de l'augmentation de la productivité totale des facteurs dans les pays industriels provient des investissements en R&D. À partir des estimations de l'élasticité de la productivité par rapport au stock de capital de R&D dans les petites économies, Helpman (2003) constate que la R&D a contribué à hauteur de 17 % à l'augmentation de la productivité sur la période 1970–91. Plus précisément, le PIB a augmenté de 137 % sur la période considérée, la productivité totale des facteurs représentant approximativement 30 % de l'augmentation (41 % d'augmentation de la productivité totale des facteurs sur la période 1971-1990). Une décomposition de la productivité totale des facteurs montre que l'éducation a contribué à hauteur de 12 %, la R&D domestique 17 %, et la R&D étrangère 8 %.

Globalement, sur la période 1971-90, la croissance de l'économie a été relativement rapide. Environ 70 % de l'augmentation du PIB semble avoir été le fruit d'une augmentation du nombre d'heures travaillées et de l'investissement dans la capacité de production. Toutefois, l'augmentation de la productivité avait déjà commencé à jouer un rôle vital alimenté par une meilleure scolarisation, les investissements en R&D et les retombées de la R&D étrangère en termes de savoir. Au début des années 1990, la croissance du PIB a augmenté, tirée par le secteur de la fabrication en termes de rendement par tête et de productivité totale des facteurs. Pour simplifier, le secteur de la fabrication a connu un phénomène de perfectionnement des compétences dans les années 1990. La part des ouvriers avec un niveau d'enseignement supérieur est passée de 26 % en

Tableau 1. Contribution de la productivité à la croissance et ses composants; Israël, 1971-90

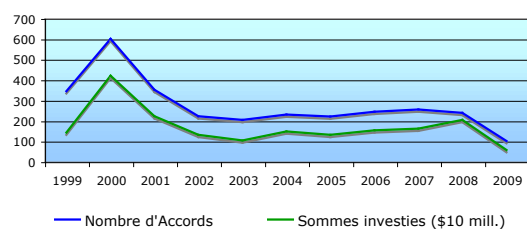
Produit secteur commercial	137
Productivité Totale des Facteurs	41
Contribution de:	
Education	12
R&D domestique	17
R&D étranger	8
Source : Helpman (2003)	

1990 à 43 % en 1999, alors que la part des immigrants dans la fabrication a pratiquement doublé celle des autochtones. Le haut niveau d'éducation des immigrants peut avoir été déterminant dans l'essor de la productivité israélienne, même si Paserman (2008) constate qu'Israël n'a pas su exploiter l'aubaine que représentait l'immigration russe en termes de capital humain.

En outre, Israël a adopté une stratégie fondée sur l'innovation, qui peut avoir des effets importants sur la performance des entreprises. Comme l'ont noté Norris et Al. (2010), de nouveaux produits, des améliorations des processus et la technologie peuvent accroître la performance productive des entreprises. En outre, les auteurs constatent que l'effet positif de l'innovation sur la productivité est nettement plus important dans les pays dont les marchés financiers sont bien développés. Le cas d'Israël correspond donc parfaitement à cette théorie. Il corrobore le constat que le développement financier pourrait influencer la croissance en facilitant les innovations techniques et les méthodes de production à bas coût qui accroissent la productivité.

Finalement, Cecchini et Lai-Tong (2008) identifient un lien clair entre l'ouverture et la productivité dans les pays méditerranéens. Dans le cas d'Israël, ils montrent que l'ouverture accrue dans les années 1980-2000 a été positivement liée à l'augmentation de la productivité totale des facteurs. Ce constat correspond à ce qui a été dit dans le rapport. L'ouverture internationale contribue à la réaffectation des facteurs de production vers des secteurs et des industries

Accords et sommes investies dans des firmes Capital-Risque avec des bureaux en Israël



Source: Dow Jones Venture , SeekingAlpha, * données provisoires pour 2009

plus compétitifs et modifie les produits dans lesquels l'économie se spécialise.

Pour résumer, la résistance de la productivité affichée par Israël pourrait s'expliquer par les éléments suivants :

- ✓ développement d'industries de haute technologie qui ont joué un rôle important dans la performance de croissance israélienne, absorbant un nombre impressionnant d'immigrants très instruits,
- ✓ ouverture accrue qui a apporté une efficacité de l'affectation des facteurs de production et une augmentation de la productivité totale des facteurs,
- ✓ stratégie fondée sur l'innovation, qui a augmenté la performance productive des entreprises israéliennes.

III.2 La politique d'innovation peut-elle atténuer les baisses de l'économie ?

Le pays est devenu un leader de l'innovation grâce à un secteur privé productif et au soutien initial du secteur public. Il n'est donc pas surprenant qu'Israël se concentre une fois de plus sur l'innovation pour soutenir une nouvelle croissance et se remettre d'une année médiocre.

Comme l'indique le graphique ci-dessus, Israël a été confrontée à une pénurie d'investissements en R&D et innovation, ainsi qu'en infrastructure technologique en 2009. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la réaction des autorités n'a pas été immédiate avec le changement de gouvernement en mars 2009. En outre, la plupart des mesures de crise mises en œuvre ne concernaient pas l'économie réelle et visaient

directement le secteur financier. Le besoin de financement supplémentaire dans l'innovation a donc été vital et les autorités semblent avoir répondu en proposant un plan de revitalisation de l'Industrie de la haute technologie.

III.2.1 Un Plan de soutien de la haute technologie très attendu pour dynamiser l'économie

Les autorités offrent un large éventail d'incitations aux investisseurs dans des secteurs tels que l'industrie, le tourisme et l'immobilier, alors que les entreprises de haute technologie et les activités de R&D bénéficient d'un traitement spécial et d'une attention particulière. La nouvelle Loi pour l'encouragement des dépenses d'investissement a ouvert automatiquement la voie aux incitations d'investissement. Après avoir satisfait à une série de critères, l'entreprise peut maintenant obtenir le statut d'« Entreprise privilégiée » accordé par les Autorités fiscales (ou statut d'Entreprise approuvée selon l'IIC) et peut bénéficier de taux d'imposition réduits, d'exonérations d'impôts et d'une série d'autres avantages.

Les autorités ont récemment révélé leur Plan de haute technologie conçu pour stimuler le secteur technologique et pouvant pousser l'économie dans les années à venir. Le plan de soutien de la haute technologie israélien consiste principalement à :

- ✓ rénover les flux entrants de capitaux vers l'industrie de la haute technologie. Cela pourrait être réalisé en encourageant les investisseurs israéliens à investir dans les fonds nationaux de capital de risque;
- ✓ offrir des encouragements fiscaux pour les investisseurs dans les start-up israéliennes de haute technologie. Cela pourrait être réalisé grâce à un programme gouvernemental offrant des exonérations d'impôts aux investisseurs dans les entreprises qualifiantes ;
- ✓ profiter du potentiel de technologie pour services financiers en proposant des encouragements aux entreprises internationales de services financiers prévoyant d'établir des activités de R&D à l'étranger;

v étendre la contribution des minorités ethniques dans la haute technologie, en formant les Juifs orthodoxes et les Arabes israéliens dans les professions de haute technologie.

Les avantages potentiels à tirer d'un tel plan sont immenses. Plus spécialement, proposer des encouragements aux start-up de haute technologie pourrait garantir à Israël de rester compétitive sur le marché pour les dix ans à venir. Le fait de compter sur un large éventail de petites entreprises réduit la vulnérabilité du secteur israélien de haute technologie face aux mésaventures possibles des différentes entreprises et des marchés. En tenant compte du fait que l'industrie de la technologie évolue rapidement, Israël devrait continuer à encourager des mesures adéquates pour la création et la pérennité des start-up.

Soit, il est impossible de mesurer la contribution des start-up de haute technologie au PIB puisqu'elles ne cherchent pas à dégager des revenus, mais à se concentrer sur la R&D. Mais leur évaluation par les investisseurs dépasse souvent celle des sociétés ouvertes, ce qui signifie qu'elles peuvent créer une large part de la valeur ajoutée.

III.2.2 Transformer la fuite des cerveaux en afflux de cerveaux

Israël a commencé à mettre en œuvre un plan destiné à inverser le phénomène de fuite des cerveaux et à faire revenir sa main d'œuvre qualifiée de l'étranger. Le plan de 350 millions de dollars américains devrait créer sur 5 ans 30 centres d'excellence pour la recherche, ce qui attirerait les chercheurs israéliens concernés. Quatre centres sont attendus pour janvier 2011.

Les centres d'excellence offriront des bourses de recherche et emploieront 15 à 30 rapatriés israéliens. Le plan attirerait également à moyen terme des étudiants étrangers et proposeraient une spécialisation dans quatre domaines d'expertise (base moléculaire des maladies, processus cogni-

tifs, informatique et sources d'énergies renouvelables et durables).

Cette initiative est conforme à la stratégie d'innovation du pays dans la mesure où elle consiste en une mesure prospective offrant les fondations nécessaires pour créer de la croissance à partir des nouveaux secteurs dans la(les) décennie(s) à venir.

III.2.3 Autres initiatives pour atténuer les retombées de la crise

Le secteur israélien de la technologie de l'eau a été prospère aux périodes de crise économique. Les autorités envisagent de le développer et d'exporter le savoir-faire et la technologie israéliens. Les plans consistent à développer l'irrigation goutte-à-goutte, le dessalement, la conservation, les eaux usées et chaque activité liée à la technologie de l'eau, l'objectif étant d'exporter 2,5 milliards de dollars américains en technologie de l'eau en 2011.

L'industrie concernée est tournée vers les exportations et devrait ainsi aider à surmonter les effets à court terme de la crise internationale. Les autorités ont mis en place des dispositifs généraux de stimulation qui ont contribué à la résistance des secteurs en 2009. En outre, pour la première fois, l'entreprise technologique israélienne ayant connu la croissance la plus rapide travaillait dans le domaine du recyclage de l'eau en 2009. Cette structure du secteur israélien de la technologie de l'eau se compose en toute logique de start-up de haute technologie apparues en Israël et qui se sont exportées sur les marchés de l'UE et des États-Unis. Cela illustre parfaitement comment un pays aux ressources limitées a réussi à prospérer via l'innovation technologique et environnementale.

Enfin, il convient également de noter qu'Israël a pris la présidence d'Eureka, un des plus grands programmes collaboratifs de recherche et de développement en Europe et dans le monde. Les entreprises israéliennes ont déjà participé à des projets Eureka et la présidence d'Israël devrait permettre d'orien-

ter la recherche vers des secteurs et des projets conformes aux intérêts industriels d'Israël.

Globalement, nous soulignerons que :

✓ Israël poursuit activement sa politique d'innovation en proposant des opportunités au secteur privé et en suivant une stratégie agressive d'attraction des IDE,

✓ les autorités se concentrent sur les secteurs de haute technologie tels que la technologie de l'eau pouvant simultanément porter la croissance dans les années à venir et contrer les effets à court terme de la crise internationale,

✓ le gouvernement semble poser les fondations de l'innovation et de la croissance future en essayant d'inverser le phénomène de fuite des cerveaux et d'attirer une base de chercheurs qualifiés.

Conclusions et recommandations

Israël dispose d'une économie fondée sur le savoir, adoptant un régime de productivité totale des facteurs qui se concentre sur l'activité de l'innovation. La crise a affecté l'innovation au travers de la baisse des investissements, intérieurs et étrangers, entraînant un très faible taux de croissance pour 2009. Toutefois, les perspectives pour 2010 sont encourageantes et un certain nombre d'éléments pourraient permettre à Israël de rebondir plus tôt que prévu.

✓ La diversification des exportations peut avoir un effet déterminant sur la croissance des PM et donc d'Israël. Plus spécialement, un éventail plus large dans la structure des exportations et des flux entrants d'IDE plus importants permettent une croissance supérieure, même si la diversification des exportations peut réduire l'effet des IDE sur les taux de croissance (Nicet-Chenaf et Rougier, 2009). Les autorités pourraient penser à un moyen de combiner les avantages du régime actuel d'innovation et de fort investissement avec ceux d'un régime permettant un plus large éventail d'exportations pouvant contribuer à la création de nouvelles sources d'avantage compétitif et de croissance. Cela semble

être déjà le cas avec le développement de l'industrie de la technologie de l'eau.

✓ Toutes les économies développées dans le monde ont vu leur système bancaire affecté au cours de leur histoire économique, à quelques rares exceptions près, dont Israël, qui n'a pas connu de défaillance bancaire au cours de son histoire. Les politiques conservatrices telles que les politiques de prêt avec endettement à 5 pour 1, contre 26 pour 1 pour certaines banques américaines et 61 pour 1 pour certaines banques de l'UE, ont contribué à perpétuer la tendance même pendant la crise récente. Dans le même temps, cela a amené les petites entreprises incapables d'obtenir des crédits à se rediriger vers le secteur de la technologie, où les encouragements fiscaux existent et où le capital est disponible.

✓ Finalement, Israël doit trouver les moyens de maintenir la croissance de son économie. Elle doit conserver l'innovation stimulante tout en restructurant son économie. Cela peut être réalisé en développant des industries telles que l'eau, la biotechnologie et l'énergie via la création de pôles et la modernisation des infrastructures, tout en proposant des encouragements fiscaux aux entreprises informatiques qui semblent prometteuses. Investir dans le recyclage peut également apporter une aide précieuse aux « nouveaux secteurs » pour lesquels Israël doit être plus compétitive. Les autorités devraient identifier les secteurs clés où la formation est indispensable, proposer des exonérations d'impôts aux entreprises prenant des initiatives pour en tirer des bénéfices économiques et sociétaux. Enfin, les autorités devraient encourager ceux qui « exportent » leur savoir, c'est-à-dire ceux qui mettent leur expertise au service du marché international.

Références

Bank of Israël (2010), « Israël's International Investment Position (IIP), Second Quarter of 2010 », September 15th.

- Laurence Cecchini and Charles Lai-Tong (2008), « The links between openness and productivity in Mediterranean countries », *Applied Economics*, 40, 685–697.
- Nicet-Chenaf, D., Rougier, Eric (2009) IDE et croissance : le rôle des changements structurels, in Ben Hammouda H., Oulmane N. Sandretto R. (2009), *Attractivité et conditions de l'émergence en Méditerranée*. Coll. Khartala (à paraître).
- Era Dabla-Norris, Erasmus Kersting and Geneviève Verdier (2010), « Firm Productivity, Innovation, and Financial Development », *IMF WP/10/49*, February.
- FEMISE (2005), « Israël Country Profile », Femise Coordinators, September.
- Haaretz (2010), « Foreign investors took time off from Israël in 2009 », July 26th.
- Haaretz (2010), « Gov't using grants to reverse brain drain », August 10th.
- Elhanan Helpman (2003), « Israël's Economic Growth : An International Comparison », *Israël Economic Review*, 1, 1-10.
- Israël Trade Commission (2010), « FDI, M&A's Weighed Down by Crisis in 2009, Upturn Expected in 2010 », April 9th.
- Charlotte Moeser (2010), « Israël: Monetary and Fiscal Policy », *OECD Economics Department Working Papers No. 783*
- M. Daniele Paserman (2008), « Do High-Skill Immigrants Raise Productivity? Evidence from Israeli Manufacturing Firms, 1990–1999 », *IZA DP No. 3572*, June.
- Reuters (2009), « Israël Eau tech thrives in weakened economy », November 18th.
- Reuters (2010), « Israël cenbank may raise 2010 growth fcast –Fischer », September 1st.
- SeekingAlpha (2009), « 5 Ways to Stimulate Innovation and Restructure the Economy », March 8th.
- SeekingAlpha (2009), « Israël's Innovation Drought », December 3rd.
- Taub Center (2010), « Unemployment versus non-employment in Israël », *e-Bulletin*, May 27th
- The Economist (2010), « The global revival of industrial policy : Picking winners, saving losers », August 5th.
- VCCafe (2010), « Israeli Government Reveals High Tech "Bail Out" Plan to Boost the Technology Sector », June 6th.
- YnetNews (2009), « Israël plunges into Eau technology », December 22nd.

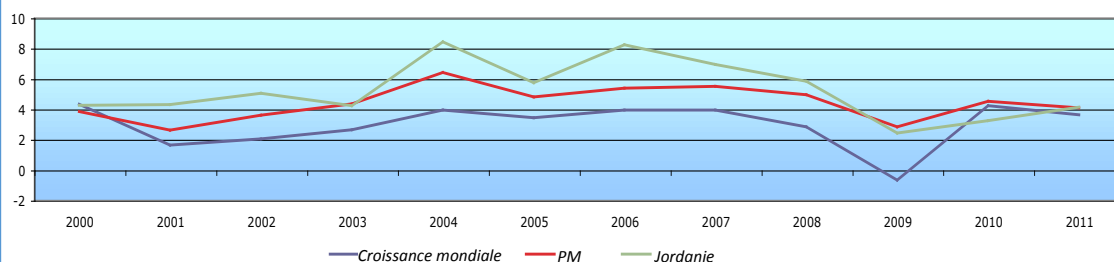
Jordanie : un ralentissement en 2009 qui devrait toutefois faire place à de nouveaux porteurs de la croissance dans les années à venir

L'économie jordanienne s'est ralentie en 2009, enregistrant un taux de croissance réel estimé à 2,4 %, inférieur à la croissance moyenne des PM et loin des niveaux de croissance atteints dans les années 2000. Malgré cela, le pays est resté éloigné de la tendance

chômage reste très présente et elle doit être traitée afin d'éviter les tensions, notamment parmi les segments les plus jeunes de la population active.

La banque est restée relativement à l'abri des effets de la crise, avec des indicateurs sains et un système figurant parmi les moins affectés de la région. Toutefois, en ce qui concerne le secteur financier, la bourse as été incapable de rebondir, en partie en raison

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

mondiale. Il a évité la récession en s'appuyant sur un éventail de sources de croissance tout au long de l'année. La performance économique du pays a été indéniablement impressionnante au cours de la dernière décennie et sa stratégie a permis à l'économie de s'éloigner de l'accumulation de capital pour s'engager sur la voie de la productivité totale des facteurs.

Toutefois, le récent affaiblissement de la croissance, s'il s'explique par la nature et l'amplitude la crise, a révélé certains éléments de la structure économique qui pourraient être exploités pour garantir une pérennité accrue pour la décennie à venir.

En premier lieu, les canaux de transmission de la crise ont été principalement liés aux développements extérieurs, ce qui était attendu dans la mesure où le pays entretient de forts liens économiques avec les économies développées et est peut-être devenu sur-dépendant dans un certain nombre de cas. En outre, les autorités ont dû faire face à des pressions croissantes sur l'équilibre budgétaire, ce dernier affichant le plus gros déficit en termes de PIB parmi les économies des PM en 2009. Enfin, la question du

d'un manque de confiance chez les investisseurs et d'une pénurie de liquidités.

Plus important peut-être, les autorités semblent conscientes de ce qui doit être fait pour garantir la croissance future et protéger l'économie de tout développement international négatif potentiel. Le pays poursuit des ajustements structurels qui devraient réduire les dépenses publiques tout en ciblant des porteurs potentiels de croissance grâce à une série de projets d'investissement. Le développement de la capacité du tourisme, la modernisation des infrastructures de transport domestique et les initiatives de libéralisation font partie du plan de la Jordanie, alors que le potentiel pour les entrées d'IDE est considérable et devrait permettre un nombre croissant de partenariats public-privé dans un futur proche.

En ce qui concerne les développements économiques dans le royaume de Jordanie, les éléments suivants doivent être soulignés :

✓ Les exportations de marchandises ont affiché une baisse de 19,8 % (à 6,36 milliards de dol-

lars américains), ce qui est inférieur au reste de la région. Heureusement, ce développement n'a pas augmenté le déficit commercial dans la mesure où la facture des importations a baissé de 17,2 % à 12,5 milliards de dollars américains, principalement en raison d'une baisse de 30,2 % dans le secteur des minéraux qui représentait la principale part (18,2 %) des importations totales en 2009.

✓ Dans le même temps, la balance des services a vu son excédent doubler en un an à 3,55 % du PIB en 2009, en grande partie en raison d'un secteur du tourisme résistant qui est parvenu à atteindre des niveaux d'entrées étonnamment hauts (augmentation de 1,6 % en 2009).

✓ Dans le même temps, les envois de fonds ont baissé de 3,6 % uniquement et le pays a été moins affecté que certaines économies de PM voisins.

✓ Les IDE ont affiché une baisse de 15,7 % en 2009 à 2,38 milliards de dollars américains, mais les perspectives sont encourageantes pour 2010 dans la mesure où les investissements sont attendus grâce à de nouvelles incitations apportées par la Loi de promotion des investissements.

✓ C'est la croissance de la consommation privée (+2,7 %), suivie par la consommation publique (+2,5 %), qui a principalement contribué à la croissance du PIB jordanien. En 2010, elles devraient être complétées par la formation brute de capital fixe qui devrait retrouver des tendances positives (+2 %), alors que les exportations doivent également rebondir doucement.

✓ L'augmentation des dépenses a entraîné une dégradation massive du déficit budgétaire, qui est passé à 11,9 % après avoir atteint 9,6 % du PIB en 2008. Des mesures d'austérité ont donc été prises et les chiffres récents montrent que le déficit budgétaire est tombé à 280,9 millions de JD au cours des sept premiers mois de 2010, contrastant avec les 640,5 millions de déficit pour la même période en 2009.

✓ Le chômage a atteint 12,9 % en 2009. Un fossé subsiste entre les besoins d'embauche sur le marché jordanien et les qualifications obtenues par les diplômés universitaires. Le taux de chômage est élevé parmi les diplômés des universités, se situant à 16,2 % en 2009, alors que le phénomène de mi-

gration des Jordaniens des régions rurales vers les zones urbaines a créé un déséquilibre entre les opportunités d'embauche correspondantes.

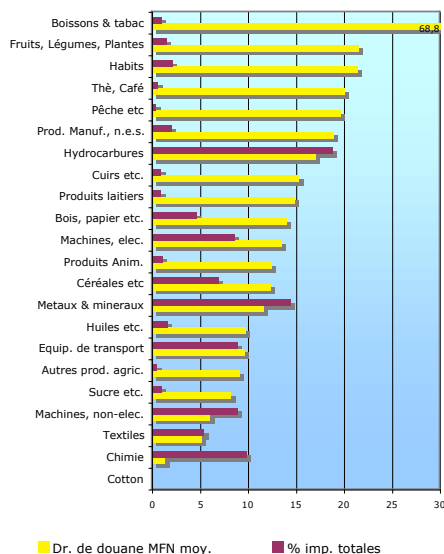
✓ Le pays adopte un régime de taux de change fixe et l'arrimage a apporté une stabilité et une confiance accrue vis-à-vis du dinar. Mais, dans la mesure où les autorités envisagent de maintenir un taux de change fixe, elles pourraient être handicapées par des spéculations défavorables qui pourraient entraîner la fuite de sommes considérables de capital dans des situations exceptionnelles.

✓ Le principal déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Jordanie a été l'accumulation de capacité de production. Toutefois, l'économie intérieure a gagné en efficacité en atteignant un taux de croissance annuel de productivité positif sur la période 2000-2006 et elle est portée par la productivité totale des facteurs. En outre, l'entrée et la sortie d'entreprises semble avoir joué un rôle déterminant. Les entreprises qui ont « survécu » aux initiatives de libéralisation se comportent bien dans des secteurs tels que le fer et l'acier, les machines électriques et les autres produits chimiques, alors que la sortie forcée des entreprises les moins efficaces semble augmenter la productivité.

✓ Les secteurs « gagnants » potentiels sur lesquels la Jordanie peut compter sont la logistique, le tourisme et la santé. Le tourisme devra rester globalement le secteur affichant la plus forte croissance pour les 20 prochaines années (croissance annuelle soutenue de 10 % à 12 %) et différents projets d'infrastructure devront offrir des externalités positives à l'économie du tourisme. Les projets d'investissement en logistique devraient permettre de faciliter le transport des marchandises et une plus grande variété des services proposés, alors que les projets pour le réseau ferroviaire et le transport routier offrent également des bénéfices semblables. Enfin, le développement de secteurs tels que la santé devra permettre à un nouveau type de croissance d'émerger via le tourisme médical.

✓ La Jordanie pourrait tirer profit de l'étude de la réussite limitée mais bien réelle de ses voisins et tirer les conclusions nécessaires quant aux mesures de réforme les plus efficaces pour chacun de

Protection tarifaire et importations, par produit



Source: WTO World Tariff Profiles 2008

ses marchés. La mise en œuvre d'un processus permettant un suivi détaillé de la performance des PME pourrait également être encouragé. Cela pourrait se faire avec le soutien des organisations internationales et des partenaires privés capables d'apporter le financement et l'expertise nécessaires dans des domaines tels que le financement de PME, l'entrepreneuriat et l'environnement des entreprises.

I. Un choc pour l'économie réelle qui a conduit à un ralentissement de la croissance à court terme

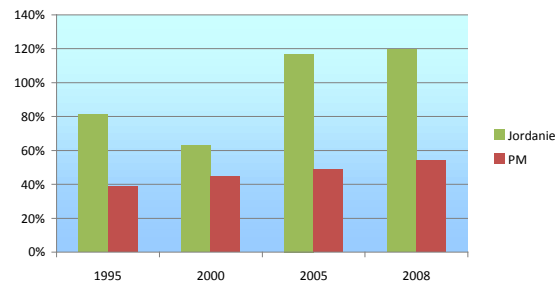
I.1. Contexte

1.1 Ouverture accrue du commerce et du compte de capital

Au cours des années 2000, le pays a fait un choix de politique commerciale en mettant en œuvre le principe non-discriminatoire de l'OMC, tout en restant engagée dans un éventail d'accords bilatéraux.

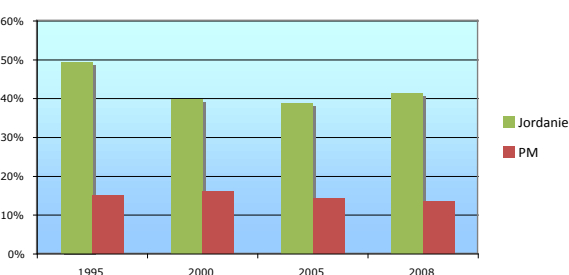
Les autorités nationales ont fait des efforts considérables pour réduire les barrières tarifaires sur les importations. Par conséquent, la barrière tarifaire moyenne simple est passée de 19 % au début de la décennie à 11,5 % en 2006, mais les importations restent handicapées par des droits de douane élevés dans certains secteurs, notamment l'agriculture et les produits liés à l'alimentation, ainsi que dans le secteur de la con-

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)

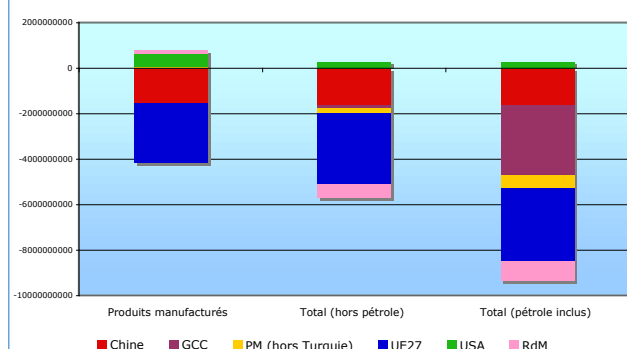


Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

fection. Le secteur le plus gêné est de loin celui des boissons et du tabac, qui fait face à un tarif douanier NPF moyen de 68,8 %, loin devant le secteur des fruits et légumes (21,5 %) et la confection (21,4 %). Le secteur du coton est exempt de barrières tarifaires, alors que les produits chimiques, le textile et les machines non-électriques figurent parmi les secteurs les moins gênés. Globalement, alors que les entraves aux importations ne sont pas très élevées en Jordanie, la structure tarifaire est dispersée.

En ce qui concerne le commerce, le pays s'est caractérisé par une ouverture commerciale considérable ; comme le montrent les graphiques ci-dessous, la Jordanie a maintenu un ratio d'ouverture commerciale bien supérieur à la moyenne des PM. Dans le cas du commerce de marchandises, le ratio affiche une augmentation remarquable depuis le début des années 2000 et a atteint des sommets en 2008. En outre, la Jordanie enregistre une ouverture accrue dans le commerce des services, là encore bien supérieure à la moyenne des PM, même si le ratio montre que le pays a été légèrement plus ouvert pour le commerce des services au milieu des années 1990.

Balance commerciale 2008, par partenaire et produit, millions US\$



Source: COMTRADE

Finalement, lorsque l'on regarde la valeur des échanges en 2008, la Jordanie apparaît comme un importateur net, avec ou sans l'intégration du commerce du pétrole. En outre, la Jordanie semble entretenir un déficit commercial avec l'ensemble des partenaires majeurs, à l'exception des États-Unis avec qui elle affiche un excédent commercial. Pour le commerce des produits manufacturés, l'Europe des 27 affiche le plus gros excédent commercial sur la Jordanie, suivie de la Chine. Dans le même temps, lorsque l'on intègre le pétrole, la Jordanie semble entretenir un déficit commercial considérable vis-à-vis des économies productrices de pétrole dans le Golfe.

Finalement, dans le secteur des services, le pays est un exportateur net. Les exportations totales étaient égales à 2,9 milliards d'euros en 2008 (contre 2,6 milliards pour les importations), principalement en raison du secteur du tourisme, qui représentait 68,8 % des exportations de services.

Globalement, la Jordanie poursuit une stratégie d'ouverture qui a contribué à son intégration dans l'économie mondiale et à des taux de croissance élevés au cours des années 2000.

1.2 Un compte de capital à un niveau d'ouverture avancé avec un taux de change fixe

La libéralisation du compte de capital en Jordanie est à un niveau avancé (degré élevé) et le pays dispose d'un régime sans restrictions sur les entrées et sorties de capital. Dans le même temps,

le pays a choisi de suivre un régime de taux de change fixe. Un certain nombre de mesures ont permis d'instaurer un compte de capital ouvert qui n'est pas incompatible avec le système du taux de change. Quant au secteur financier, il a atteint un niveau intermédiaire de dérèglementation qui reste cependant loin des niveaux atteints dans la plupart des systèmes financiers avancés des économies émergentes.

Suivre l'évolution de la crise permet de noter que la stratégie adoptée par la Jordanie a été relativement adaptée aux besoins du pays. Le taux de change fixe est là pour maintenir la confiance des investisseurs dans la devise, les économies et les investissements intérieurs sont encouragés, alors que les sorties de capital sont partiellement empêchées. La fixité du taux de change a également réduit l'inflation, alors que le dinar a été protégé de la spéculation. Mais, même si le secteur financier s'est amélioré, des approfondissements restent nécessaires pour améliorer la transparence, les règles de divulgation et satisfaire aux besoins du secteur privé dans les années à venir.

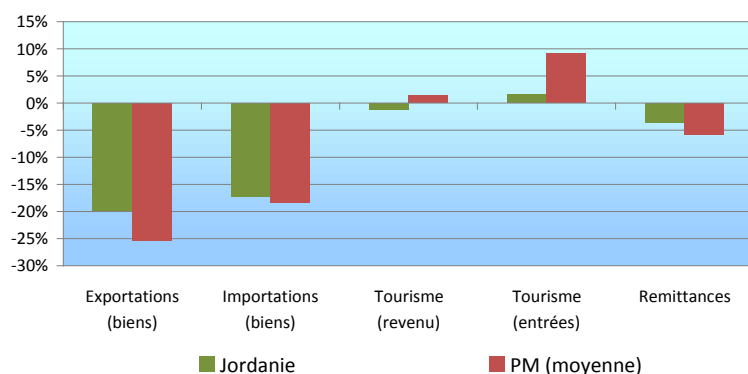
1.2. Canaux de transmission de la crise

2.1 Une économie principalement affectée par une chute des exportations et des IDE mais affichant une résistance pour le tourisme et les envois de fonds

L'impact de la crise sur la Jordanie en 2009 a été moins ressenti que dans les autres économies méditerranéennes. Les évolutions suivantes méritent d'être mentionnées :

- ✓ réduction des exportations de marchandises de 19,8 % à 6,36 milliards de dollars américains en 2009,
- ✓ diminution de 17,2 % de la valeur des importations de marchandises à 12,5 milliards de dollars américains en 2009,
- ✓ déficit commercial affichant pour 2009 une baisse impressionnante de 13,7 % en termes réels,

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de diverses sources

ainsi qu'en termes de PIB, passant de 34,5 % en 2008 à 29,2 % en 2009,

- ✓ balance des services dont l'excédent a doublé en un an à 3,55 % du PIB en 2009,
- ✓ légère diminution des envois de fonds des travailleurs de 3,6 %,
- ✓ compte courant déficitaire à 1,29 milliards de dollars américains avec diminution de 39,9 %,
- ✓ baisse des IDE de 15,7 % en 2009 à 2,38 milliards de dollars américains.

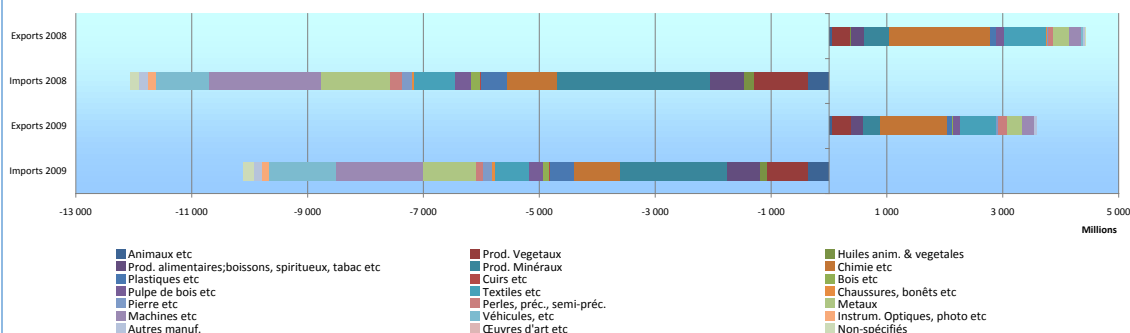
En raison d'un taux d'ouverture important, le commerce en Jordanie a diminué en 2009. Par conséquent, les exportations de marchandises ont enregistré une baisse de 19,8 % à 6,36 milliards de dollars américains. La principale part des exportations vient des produits chimiques (32,4 % des exportations), qui ont baissé de 33,8 % en 2009, suivis du textile (17,1 % des exportations), qui a diminué de 17,7 %, et des légumes (8,9 % des exportations) qui n'ont pratiquement pas bougé.

néraux, qui représentait la principale part (18,2 %) des importations totales en 2009, suivi par le secteur des machines (14,8 % des importations) qui a également enregistré une forte baisse (-22,2 %).

La balance commerciale a donc vu son déficit augmenter de 13,7 % en termes réels, ainsi qu'en termes de PIB, passant de 34,5 % en 2008 à 29,2 % en 2009. Au cours du premier semestre 2010, le déficit de la balance commerciale a toutefois augmenté de 18,1 %, avec une augmentation des exportations de 16,6 % et des importations de 11,7 %, mais elle pourrait encore diminuer en termes de PIB d'ici à la fin de l'année.

Dans le même temps, la balance des services a vu son excédent doubler en un an pour atteindre 3,55 % du PIB en 2009 et elle pourrait atteindre 4,5 % du PIB d'ici à la fin 2010. Cela est en grande partie dû à la résistance du secteur du tourisme, qui est par-

Structure du commerce, 2008-2009, million JD

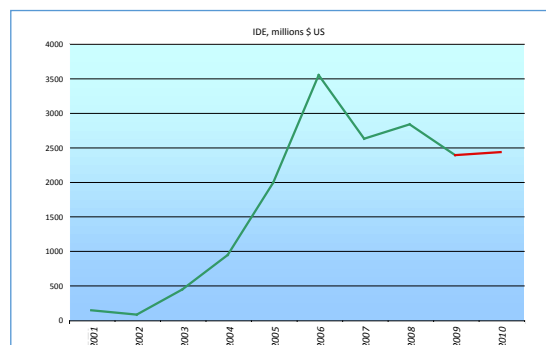


Source : The Hashemite Kingdom of Jordanie Department of Statistics (DOS)

venu à atteindre des niveaux d'entrées de touristes étonnamment élevés (augmentation de 1,6 % en 2009), alors que les recettes ont été affectées marginalement (-1,1 % en 2009). En outre, des signes appellent à l'optimisme pour le secteur en 2010. Les revenus du tourisme au cours des sept premiers mois de l'année ont atteint 1,414 milliards de JD, ce qui correspond sur l'année à une augmentation de 26 %, alors que le nombre de touristes a augmenté de 23 % pour atteindre 4,8 millions. Environ 80 % des recettes proviennent de la région de Petra, avec une augmentation de 45 % sur l'année pour atteindre 9,9 millions de JD. La majeure partie des touristes étaient traditionnellement constitué par la diaspora jordanienne, qui sont les principaux éléments contribuant à l'espace touristique national (740 375), suivis par les touristes arabes à l'exclusion des pays du Golfe (682 587), les touristes arabes provenant des pays du Golfe (555 865), les touristes européens (415 525) et enfin les touristes provenant de l'Asie (151 122).

Concernant le canal des envois de fonds, la Jordanie est, avec le Liban, un des plus gros bénéficiaires parmi les économies des PM. Les envois de fonds en tant que part du PIB représentent environ 19 % et des craintes sur le fait que le choc exogène puisse limiter la capacité des expatriés jordaniens à envoyer des fonds chez eux ont vu le jour. Il convient de noter qu'environ 600 000 Jordaniens travaillent à l'étranger, dont 260 000 en Arabie Saoudite, 250 000 dans les EAU, 42 000 au Koweït et 27 000 au Qatar. Toutefois, les envois de fonds ont finalement diminué de 3,6 % uniquement et le pays a été moins affecté par le canal des envois de fonds que certains des PM voisins. Les pays du Golfe sont à la recherche d'une main d'œuvre qualifiée, ce qui signifie qu'un grand nombre de Jordaniens partent à l'étranger, entraînant une augmentation possible de leur nombre dans la région du Golfe qui est entrée dans une période de rétablissement.

Enfin, les IDE ont enregistré une baisse de 15,7 % en 2009 à 2,38 milliards de dollars américains. La poursuite de la récession dans le monde a entraîné une



réticence accrue vis-à-vis des projets d'investissement, même si une fois de plus, la situation n'est pas apparue aussi dramatique que dans la plupart des PM. Les perspectives semblent au contraire encourageantes pour 2010. 5,4 milliards de dollars américains d'investissements sont attendus grâce aux nouvelles incitations apportées par la Loi de promotion des investissements. Au cours de deux premiers mois de 2010, l'entrée des IDE a atteint 900 millions de dollars américains, ce qui correspond à une très forte augmentation de 235 % sur l'année, avec une contribution importante de l'Arabie Saoudite, suivie du Yémen, des États-Unis et de l'Espagne. Les prévisions initiales montrent une timide augmentation des IDE en 2010, à 2,43 milliards de dollars américains. Toutefois, la Jordanie devrait attirer sans surprise des montants supérieurs.

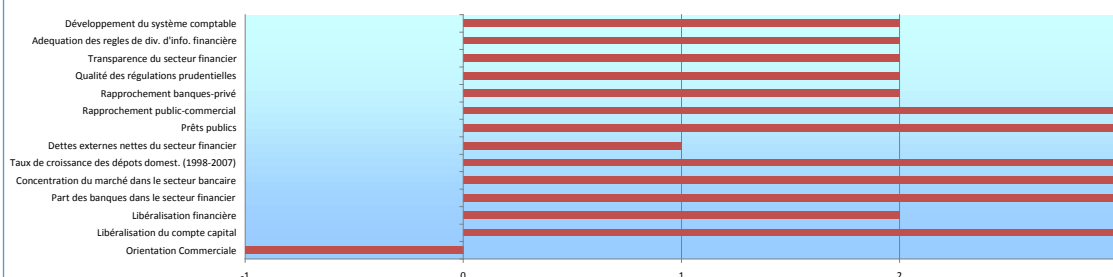
Globalement, l'économie jordanienne a subi les retombées de la crise, mais elle est parvenue à en atténuer la plupart des effets, parvenant à ramener le déficit du compte courant à 1,29 milliards de dollars américains (-39,9 %).

2.2 Un choc financier qui n'a toutefois pas eu d'effet négatif sur les réserves

Les stratégies adoptées dans le passé pour l'ouverture financière et du capital ont été déterminantes quant à l'exposition aux retombées de la crise.

La Jordanie, est un pays relativement ouvert, avec un degré élevé de libéralisation financière, mais avec un compte de capital à un niveau d'ouverture intermédiaire et un passif extérieur net du secteur financier à un niveau faible. Ainsi, on peut s'attendre

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

à un impact financier relativement limité quoique réel, notamment par rapport aux pays voisins disposant de systèmes financiers plus développés.

1) Retombées sur la Bourse

La Bourse d'Amman a été créée en 1999 en tant qu'institution financièrement autonome sans but lucratif et elle propose maintenant la cotation de plus de 150 sociétés provenant de divers secteurs tels que la banque, l'assurance, les services et l'industrie.

La Bourse a été très fortement touchée après la crise fin 2008 et n'a pas été capable de rebondir depuis. Il semble qu'il y ait un manque de confiance chez les investisseurs et une pénurie de liquidités qui a naturellement entraîné une forte diminution des volumes échangés qui restent très bas.

Il semble que les banques nécessitent davantage de liquidités pour offrir aux investisseurs les prêts nécessaires pour injecter des fonds dans la Bourse et inverser cette tendance négative. En outre, les parts des sociétés immobilières devraient augmenter au cours du second semestre 2010, ce qui pourrait entraîner en partie une nouvelle croissance.

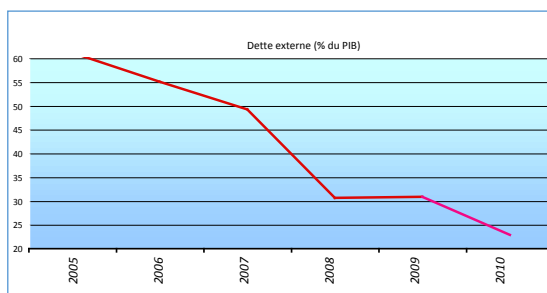
Globalement, la contribution des investissements arabes et étrangers est restée stable. En mars 2010, ils représentaient 44,86 % des investissements totaux dans la Bourse, contre 45,55 % fin 2009, principale-

ment portés par les investisseurs du Koweït (3 252 investisseurs), qui constituent le plus gros volume d'investisseurs et la deuxième part d'investissement en termes de volume à 1,77 milliards de dollars US.

Le marché boursier offre indéniablement suffisamment de place pour le développement et 2010 pourrait être un tremplin pour son évolution. La Banque islamique de Dubaï, par exemple, est entrée dans la Bourse d'Amman après avoir acheté 52 % de la Banque jordanienne du développement industriel.

2) Augmentation des réserves étrangères

Malgré la crise, les réserves étrangères ont augmenté de 40,5 %, à 10,88 milliards de dollars américains, par rapport au niveau observé en 2008 et représente l'équivalent de plus de 7 mois d'importations. Ainsi, la chute des exportations a été amplement compensée par une baisse des importations qui a limité les pressions sur les réserves internationales. Dans le même temps, l'augmentation était en grande partie due à l'achat net de devises étrangères auprès de banques agréées et



une augmentation des transferts libellés en devises étrangères.

Le niveau actuel des réserves étrangères est donc plus de deux fois ce qu'il était il y a trois ans. Un meilleur taux d'intérêt du dinar pourrait en être la principale cause, attirant de plus en plus de liquidités de la part des déposants étrangers.

Les perspectives pour 2010 montrent une stabilisation des réserves, lesquelles ont chuté d'un taux annualisé de 2,6 % à la fin des cinq premiers mois de 2010 pour atteindre 10,6 milliards de dollars américains. Toutefois, une possible augmentation n'est pas à écarter dans la mesure notamment où le tourisme s'est remarquablement bien comporté jusqu'à maintenant.

3) Retombées sur la dette extérieure

Enfin, la Jordanie est parvenue à stabiliser la dette extérieure à 6,5 milliards de dollars américains en 2009, en légère hausse par rapport aux 6,3 milliards l'année précédente. En termes de PIB, cela correspond à une hausse de 0,2 % pour passer de 30,6 % en 2008 à 30,8 % en 2009. Le ratio de service de la dette a fortement chuté, de 25,8 % en 2008 à 4,4 % en 2009. Quant à la dette publique nette, elle est passée à 9,66 milliards de JD, ce qui correspond à 59,4 % du PIB contre 8,55 milliards en 2008 (56,8 % du PIB). L'augmentation du déficit budgétaire a résulté de l'émission de fonds d'État par les autorités, ce qui a accru la pression sur l'endettement public.

La Jordanie a émis des obligations pour contenir son déficit budgétaire. Entre le début 2010 et fin août, le volume des fonds d'État a atteint 2,85 milliards de JD contre 2,316 milliards au cours de la même période de 2009. Dans le même temps, le montant net des nouveaux fonds d'État s'est élevé à 534 millions de JD, contre 978 millions pour la même période en 2009.

Une gestion prudente est nécessaire pour 2010 afin d'éviter une augmentation exponentielle de l'emprunt public. La dette totale a augmenté de 2,4 % annualisés fin mai 2010, par rapport à la fin de l'année précédente, avec une dette publique ayant retrouvé ses niveaux de 2008 à 56,2 % prévus du PIB en raison d'un budget inférieur. La dette extérieure a chuté à 3,81 milliards de JD en mai 2010, ce qui marque une évolution positive. Globalement, les finances publiques pourraient retrouver un peu d'air dans la mesure où le tourisme et les exportations semblent bien se comporter actuellement.

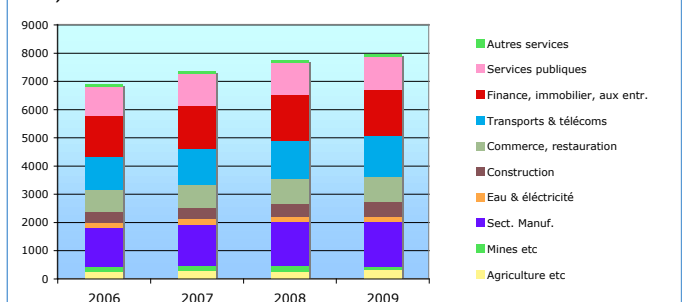
II. Développements macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

La performance de l'économie domestique n'a pas été affectée par les retombées de la crise. L'économie a affiché une croissance de 2,4 % en 2009, inférieure au taux moyen des PM, mais loin du taux de la plupart des partenaires développés. Le royaume a affiché des progrès exceptionnels au niveau de ses chiffres de PIB dans les années 2000, avec un taux de croissance moyen annuel de 6,4 % sur la période 2000-2007, avant que la baisse de la demande internationale n'affecte l'économie domestique fin 2008.

Il convient de noter que la plupart des secteurs de l'économie ont enregistré un taux de croissance positif, quoique ralenti, en 2009. Le secteur de la construction est arrivé en tête avec un taux de croissance de 14 %, après une croissance de 12,6 % en 2008, suivi par l'agriculture et la pêche, qui ont affi-

L'importance relative des secteurs économiques au PIB à prix constants, 2006-2009



Source : Calculs FEMISE, CBJ, EIU

ché une croissance de 12,9 % en 2009 et le transport et les communications, avec une croissance de 7,1 %. Parmi la minorité de secteurs affichant une croissance négative, l'exploitation minière et de carrières a chuté de 28,6 % après avoir affiché une croissance de plus de 13 % en 2007 et 2008.

L'économie de services, contribuant traditionnellement à hauteur des deux tiers du PIB jordanien, semble s'être plus développée que le secteur des commodités, avec des taux respectifs de 3,9 % et 3,2 % en 2009 selon la Banque centrale de Jordanie.

Dans le même temps, selon la Banque centrale de Jordanie, le PIB aux prix du marché et de base a respectivement augmenté de 2 % et 3,5 % au cours du premier trimestre 2010, ce qui est légèrement inférieur aux 2,3 % et 3,2 % affichés en 2009. Alors qu'il est très peu probable que la Jordanie parvienne à atteindre en 2010 les niveaux de croissance d'avant la crise, une série d'éléments invite à un certain optimisme. Par exemple, le marché de l'immobilier jordanien a enregistré sa première croissance trimestrielle depuis la crise (augmentation de 1 % à 3 % des ventes pour le second trimestre 2010, 4 % d'augmentation pour les locations), en grande partie en raison d'un meilleur accès au financement. En outre, les partenaires commerciaux stratégiques pourraient retrouver la voie de la croissance en 2010, offrant ainsi la possibilité d'inverser la tendance dans la demande pour les exportations jordaniennes.

2. Emploi : légère augmentation du chômage en 2009, qui reste considérablement élevé

En 2009, le chômage est passé à 12,9 %, une augmentation modérée par rapport au taux de 12,7 % en 2008. Les hommes semblent avoir été les plus touchés par les retombées. Le chômage dans la population masculine est passé de 10,1 % en 2008 à 10,3 % en 2009, alors que chez les femmes, il est descendu à 24 % en 2009 contre 24,4 % l'année précédente. En outre, le chômage pour la tranche de population âgée de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans est le plus élevé avec 31,2 % et 25,7 % respec-

tivement, ce qui confirme la situation difficile des plus jeunes.

Mais le problème du chômage en Jordanie n'est pas nouveau. La croissance démographique a fortement contribué à une augmentation de l'offre de main d'œuvre qu'il est impossible de satisfaire. En outre, un fossé subsiste entre les besoins d'emploi sur le marché jordanien et les qualifications obtenues par les diplômés universitaires. Le taux de chômage était élevé parmi les diplômés des universités, se situant à 16,2 % en 2009, ce qui correspond à une augmentation annuelle de 4,5 %. Enfin, le phénomène de migration des Jordaniens des régions rurales vers les régions urbaines a fini par entraîner un déséquilibre entre les opportunités d'emploi correspondantes. En 2009, c'est à Amman que le taux de chômage était le plus faible avec 11,2 %, alors que dans le sud du gouvernorat de Maan, il était le plus élevé avec 17,6 %.

Quant à 2010, selon le Département des statistiques, le chômage a atteint 12,4 % au cours du premier semestre, ce qui est supérieur à la période correspondante en 2008 (12,1 %). La nécessité de mesures adaptées pour régler le problème du chômage se fait donc fortement ressentir. Nous noterons qu'au cours de 2009, la Société de formation professionnelle, en collaboration avec des employeurs et la société civile, a mis en œuvre une série de programmes pour garantir que le processus de formation crée une main d'œuvre qualifiée adaptée aux besoins du marché. 20 453 personnes en tout ont été formées dans différents domaines, alors que 7 785 ouvriers ont été classés selon des normes certifiées. C'est ce type de logique que la Jordanie doit mettre en place pour bâtir progressivement son secteur de formation professionnelle et adapter la population diplômée aux besoins du marché.

3. Inflation

L'étonnant taux d'inflation de 9,4 % de 2008 a fait place à un taux nettement inférieur de 2,7 % en 2009, selon EIU. Dans le même temps, l'Indice des prix à la consommation s'est contracté en 2009 à 13,2 %

contre 13,9 % en 2008, selon la Banque centrale de Jordanie. Ce taux réduit était en grande partie dû aux évolutions internationales. Le prix de l'énergie et des denrées alimentaires a fortement baissé au cours de l'année 2009, ce qui était particulièrement bienvenu pour une économie dictée par les importations comme celle de la Jordanie. Ainsi, les coûts de production domestique ont chuté, tout comme le prix des commodités sur le marché intérieur.

Il convient également de noter que 2008 a été une année spéciale, les prix du commerce et des produits manufacturés, des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie ayant augmenté de 25 % et 16,4 % respectivement, ce qui ne devrait pas se poursuivre pour l'année à venir. En effet, dans ces derniers secteurs, les prix ont augmenté de 1,3 % et 3,9 % respectivement en 2009.

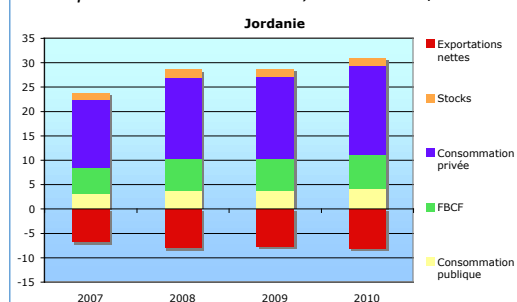
Toutefois, il convient de suivre avec attention les pressions inflationnistes en 2010. Au cours du premier trimestre, l'inflation a déjà augmenté de 4,9 %, principalement en raison de l'augmentation du coût de l'énergie. En outre, le taux a augmenté en juin de 5,3 % annualisés, contre 5,2 % pour le mois précédent. Dans le même temps, l'indice des prix à la consommation pour juin a augmenté de 0,3 % en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires essentielles et d'autres produits de consommation.

II.1 Macro-réaction

1) Une activité économique principalement soutenue par la croissance de la consommation privée

Pour la première fois depuis des années, les dépenses d'exportation imputées au PIB ont affiché un taux négatif à -2 % en 2009, alors que les investissements ont également enregistré un taux de -0,5 % en 2009. C'est essentiellement la croissance de la consommation privée (+2,7 %), suivie par celle de la consommation publique (+2,5 %), qui ont contribué à l'augmentation du PIB jordanien.

Décomposition de la demande, mrd de US\$



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

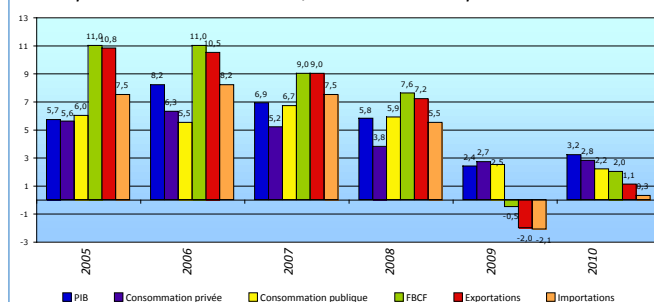
Comme indiqué précédemment, les estimations pour 2010 indiquent une croissance supérieure, principalement dû au soutien de la FBCF, qui devrait retrouver une tendance positive en 2010 (+2 %). Les opportunités d'investissement dans les secteurs clés devraient intervenir alors que le gouvernement cherche à encourager les investisseurs nationaux et étrangers dans le cadre de sa stratégie nationale.

Les exportations devraient également rebondir doucement, même si l'économie doit faire encore plus d'efforts en les diversifiant au maximum afin d'atténuer les effets de la baisse de la demande internationale. Il ne faut pas non plus oublier qu'avec l'augmentation des prix, la valeur des importations pourrait devenir intenable à moyen terme et grever le compte courant, rendant particulièrement importante la nécessité d'une stratégie de croissance bien réfléchie.

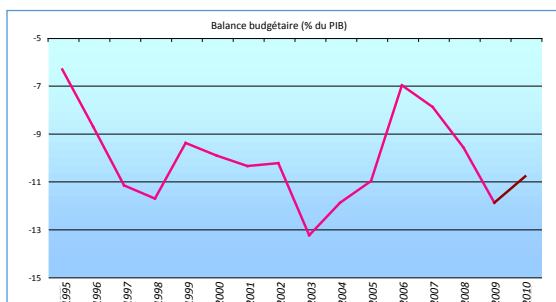
2) Un budget qu'il faut limiter pour éviter une escalade ultérieure

En 2009, la Jordanie a affiché le plus grand ratio de déficit budgétaire sur le PIB parmi les économies

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010



des PM. L'augmentation des dépenses a entraîné une détérioration massive du déficit budgétaire, qui a augmenté de façon exponentielle à partir de 2006. En 2009, le déficit budgétaire a augmenté de 11,9 %, après avoir atteint 9,6 % du PIB en 2008. Le déficit budgétaire de la Jordanie en 2009 représentait 1,449 milliards de JD (2 milliards de dollars américains), y compris l'aide étrangère, ce qui est plus du double de 2008, alors que sans l'aide étrangère, le déficit atteignait 1,783 milliards de JD contre 1,056 milliards l'année précédente.

Ainsi, il semble urgent de contenir toute augmentation ultérieure des dépenses publiques. Les autorités semblent avoir pris conscience de l'importance du problème. Des mesures d'austérité ont été mises en place et les chiffres récents montrent que le déficit budgétaire est redescendu à 280,9 millions de JD au cours des sept premiers mois de 2010, contre 640,5 millions pour la même période en 2009. Afin de contrôler les dépenses, les autorités ont réduit de 25 % le nombre de voitures dans le gouvernement alors que les dépenses sur les déplacements et les transports des fonctionnaires devraient être réduites d'au moins 30 %.

3) Une politique monétaire/de taux de change qui a permis de maintenir la stabilité

Il ne faut pas oublier qu'en général, des taux de change fixes sont peu susceptibles d'apporter une discipline macroéconomique. Comme l'ont noté Chiu et al (2010), cela est notamment vrai dans le cas des taux de change « fixes-souples » arrimés, qui offrent un certain degré de flexibilité. Les ancrages souples peuvent fournir des encouragements pour les cycles d'activité politique dans la

mesure où les coûts des politiques expansionnistes peuvent être réduits si la voie de la dévaluation est choisie plutôt que le resserrement monétaire. L'expansion et l'inflation monétaires peuvent ainsi être plus élevées que dans le cas de repères durs dans la mesure où ces derniers offrent une meilleure discipline monétaire.

Le dinar a été inscrit dans un régime de taux de change fixes, arrimés au dollar américain depuis le milieu des années 1990 et il suit la même stratégie. Alors que des institutions telles que le FMI ont affiché des inquiétudes quant à l'efficacité de cette politique, la crise actuelle a montré que l'ancrage, qui ressemble à un « repère fixe », n'a pas apporté de stabilité et de confiance accrue vis-à-vis du dinar. Les conditions monétaires étaient favorables en 2009. Les déposants ont choisi de convertir leurs devises en dinars pour profiter du taux d'intérêt avec les dépôts en dollars, ce qui a conduit à l'augmentation des réserves de devises étrangères comme décrit précédemment.

Toutefois, le compte de capital est fortement ouvert en Jordanie et 2009 a été une année de réduction du capital étranger. Dans le même temps, comme l'a noté l'EIU, avec le niveau actuel de couverture des importations par les réserves étrangères, l'ancrage est vulnérable à la spéculation prolongée du marché, ce qui signifie que la Jordanie pourrait devoir rechercher une aide financière à un moment donné. Dans la mesure où les autorités envisagent de maintenir un taux de change fixe, elles devraient peut-être considérer l'introduction de contrôles limités sur le capital afin d'éviter la fuite de montants considérables de capital dans des situations exceptionnelles.

II.2 Un système bancaire relativement peu touché

Le système bancaire en Jordanie a affiché une évolution remarquable au cours de la décennie passée. Au cours des dernières années, les banques ont abaissé les taux d'intérêt sur les dépôts et augmenté les taux d'intérêt sur les facilités de crédit, ce qui a entraîné un taux de croissance élevé pour les dépôts domestiques.

Le secteur bancaire devrait également se développer au cours de la décennie à venir dans la mesure où l'industrie jordanienne évolue et devient progressivement liée aux activités bancaires (par exemple, services bancaires aux consommateurs, etc.).

Plus précisément :

✓ La profondeur financière est passée de 96 % en 1998 à 148 % en 2007 et le rôle des institutions financières dans la croissance du PIB a augmenté.

✓ Le ratio FS est passé de 43 % à 77 %.

✓ Le ratio DOMCR a diminué de 87 % en 1998 à 73 % en 2007, indiquant une accessibilité accrue du secteur non-financier au secteur bancaire.

✓ Le ratio CLGDP est passé de 69 % en 1998 à 107 % en 2007, indiquant des liens plus forts entre les banques nationales et les agents non-financiers.

La masse de revenus nets des banques jordanien-nes a diminué d'environ 28 % au cours des neuf premiers mois de 2009. Toutefois, le secteur bancaire en Jordanie s'est globalement bien comporté malgré la crise internationale.

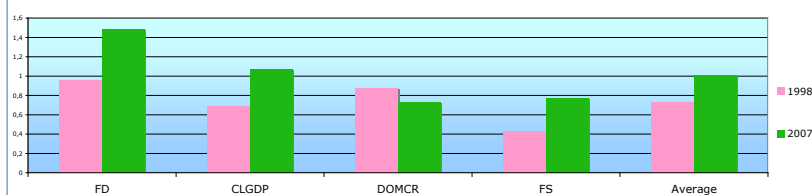
Plus spécifiquement :

✓ Les prêts non-performants restent bien inférieurs à la moyenne méditerranéenne, alors que le ratio actif/capital est supérieur à la moyenne méditerranéenne.

✓ Le taux de rendement de l'actif se situe à 1,1 %, comme la moyenne méditerranéenne, alors que le rendement des capitaux propres est passé de 11,5 % à 8,8 %, inférieur à la moyenne des PM.

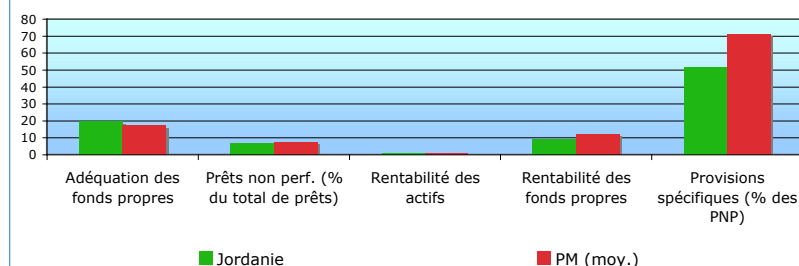
Selon la Banque Audi, les actifs consolidés des ban-

Indicateurs de développement bancaire



Source: FEMISE, rapport de recherche FEM33-20

Indicateurs de Solidité Financière



Source: IMF

ques nationales ont augmenté de 7,3 % en 2009, en raison de l'augmentation de 12,1 % des dépôts des clients. Les dépôts ont augmenté en 2009 de 18,9 %, alors que ceux libellés en devises étrangères ont enregistré une baisse de 6,7 %. Quant aux facilités de crédit, elles ont augmenté de 2,1 % en 2009, dans un contexte mondial d'effet de levier inversé.

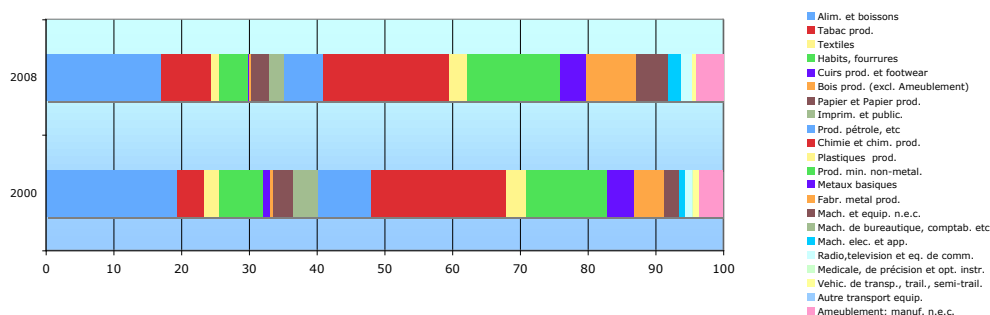
En résumé, les banques se sont plutôt bien comportées et le système bancaire figure parmi les moins affectés des pays méditerranéens. Toutefois, les banques ont été bien équipées et devraient envisager l'extension de crédit, ce qui pourrait également profiter à l'économie en 2010.

III. Moteurs de croissance et productivité totale des facteurs

III.1 Histoire de la Jordanie : vers la productivité après une longue période d'accumulation de capital

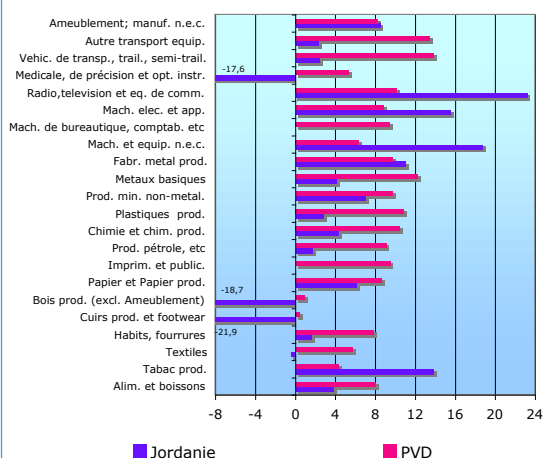
Il y a environ deux décennies, la Jordanie a mis en œuvre des ajustements structurels considérables et a libéralisé son économie dans le cadre de sa nouvelle stratégie économique. Des réformes ont été entreprises dans le cadre d'un accord avec le FMI afin de tirer un trait sur des finances publiques et une balance de paiements fragiles ainsi que sur une forte baisse de la

Structure de la VAM, 2000 et 2008



Source : UNIDO

Croissance secteur manufacturier, 2000-2008



Source : UNIDO

croissance économique. La réduction de la dette et du déficit publics, ainsi que l'incitation aux investissements, la privatisation et l'ouverture du commerce se sont traduits par un taux de croissance annuelle de 6,4 % sur la période 2000-2007, plus de deux fois le taux annuel de 3,1 % de la période 1995-2000. Les fondamentaux économiques ont clairement profité de ces réformes. Le secteur privé a gagné en importance et la composition de la structure productive jordanienne a clairement évolué.

Mais la question suivante se pose : ces améliorations sont-elles suffisantes pour contrer les retombées de la crise récente ? Le ralentissement de la croissance en 2009 s'est traduit par un taux de croissance domestique légèrement inférieur à la moyenne méditerranéenne, ce qui est également attendu pour 2010. Mais les perspectives pour 2011 sont plus qu'encourageantes et la croissance devrait être de retour. Des éléments appellent à l'optimisme quant

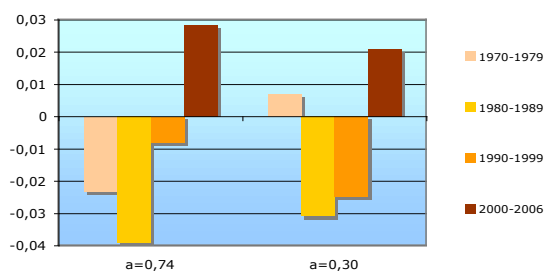
à la capacité du pays à faire face aux chocs et il existe des indices d'un régime de croissance émergent capable de soutenir l'activité économique pour la décennie à venir.

À l'instar de quelques économies émergentes, la Jordanie est parvenue à diversifier son économie tout en poursuivant des ajustements structurels. Soit, certains secteurs pourraient bénéficier davantage de la croissance et la dépendance vis-à-vis certains secteurs pourrait être réduite, mais globalement, la Jordanie s'est tournée vers la production de produits à plus forte valeur ajoutée. Cette performance est impressionnante, notamment lorsque l'on sait que la Jordanie est une petite économie aux ressources naturelles relativement limitées.

Le secteur de l'alimentation et des boissons a vu sa part de fabrication à valeur ajoutée chuter de 19,4 % en 2000 à 16,9 % en 2008, la part de l'industrie chimique s'est contractée de 19,9 % en 2000 à 18,6 % en 2008, alors que le secteur de la confection a vu sa part dans la manufacture à valeur ajoutée diminuer. À l'opposé, la part des produits minéraux non-métalliques est passée de 11,9 % en 2000 à 13,6 % en 2008, les produits métalliques fabriqués sont passés de 4,5 % à 7,4 %, alors que le secteur des machines est passé de 2,1 % en 2000 à 4,8 % en 2008.

En termes de croissance des sous-secteurs sur la période 2000-2008, il convient de noter l'impressionnante évolution du secteur des équipements de communication et de celui des machines, avec une croissance respective de 23,2 % et 18,7 %, suivi

Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

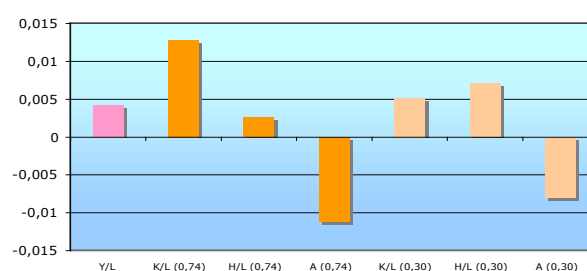
Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

par le secteur des machines électriques (croissance de 15,5 %). La dépendance trop importante de la Jordanie vis-à-vis de l'alimentation et de l'industrie chimique (environ 40 % de la fabrication à valeur ajoutée en 2000) semble avoir fait place à une nouvelle stratégie plus centrée sur les industries liées à la mécanique et aux équipements comme nouveaux porteurs de croissance, jetant les bases nécessaires pour une croissance et une productivité accrues au cours de la décennie à venir.

Comme le montre le graphique de droite ci-dessus, le principal déterminant de la croissance économique au cours de 40 dernières années en Jordanie semble avoir été l'accumulation de capacité de production (0,0128), alors que la part relative de la capacité de production sur la production est supposée égale à 0,74. Dans l'autre scénario, lorsque la part relative de la capacité de production sur la production est supposée égale à 0,30, la capacité de production et le capital humain semblent être les moteurs de la croissance domestique. Dans les deux hypothèses, concernant la part relative de la capacité de production sur la production, il semble évident que la productivité a eu un effet négatif sur la période 1970-2008.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, la Jordanie était loin d'être un pays non-productif reposant sur l'accumulation de capital. L'économie domestique a gagné en efficacité au cours des dernières années, atteignant un taux de croissan-

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

ce de productivité annuelle positif sur la période 2000-2006 (cela est vrai pour les deux hypothèses sur la part relative de la capacité de production sur la production), comme le montre le graphique de gauche.

Ainsi, la performance économique de la Jordanie a été impressionnante et sa stratégie a permis au système économique interne de s'engager sur la voie de la productivité.

Pour ce qui est de la fabrication, le développement de la productivité moyenne semble avoir varié selon les sous-secteurs (Sekkat, 2009). Globalement, les secteurs du papier, de l'imprimerie et de l'édition, ainsi que du fer et de l'acier affichent les plus hauts taux moyens de productivité. En outre, l'entrée et la sortie d'entreprises semble avoir joué un rôle déterminant. De nouvelles entreprises apparues sur le marché dans les secteurs comme les produits en bois (22,46), l'imprimerie (21,07) et les produits métalliques fabriqués (18,35) affichent les taux les plus élevés de productivité moyenne par employé. Les entreprises qui ont « survécu » aux initiatives de libéralisation se comportent également bien dans des secteurs tels que le fer et l'acier (18,58), les machines électriques (16,83) et les autres produits chimiques (14,53). Enfin, il semble que la sortie forcée des entreprises les moins efficaces (par la libéralisation) augmente la productivité dans la mesure où la productivité moyenne parmi les sortants est inférieure à celle des autres entreprises.

Tableau 1. Productivité moyenne du travail en Jordanie 1999-2004, par secteur (ISIC2-4d)

	Entrants	Exitors	Survivors
Alimentaire manufacturier	5,91	7,95	9,49
Alimentaire manufacturier (autre)	2,57	n.a	11,54
Boissons	n.a	5,59	11,4
Tabac	5,73	12,73	12,03
Textiles	4,61	9,38	9,62
Vêtements, sauf chaussures	2,48	5,7	7,11
Cuirs etc	n.a	16,38	8,96
Chaussures, sauf plastic et caouthouc	2,07	8,95	5,06
Bois etc, sauf ameublement	22,46	11,31	9,46
Ameublement etc, sauf métal	9,66	4,58	7,15
Papier et produits de papier	8,5	21,48	11,64
Industrie d'imprimerie etc	21,07	7,22	9,91
Chimie industrielle	12,48	9,61	12,01
Autres produits chimiques	7,36	5,83	14,93
Produits de caoutchouc	3,02	n.a	n.a
Poterie, céramiques etc	n.a	4,93	11,18
Verre et produits de verre	n.a	21,62	9,56
Autres produits minéraux non-metalliques	11,5	7,58	10,66
Fer et acier, industries basiques	n.a	27,58	18,58
Industries basiques non-ferreuses	n.a	9,56	10,79
Prod. métalliques fabriqués, sauf machines et équipement.	18,35	7,32	11,58
Machines, sauf électriques	n.a	4,25	13,77
Appareils de machinerie électrique etc	8,59	n.a	16,83
Équipement de transport	8,63	n.a	8,93
Équipement professionnel, scientifique, de contrôle etc	n.a	7,8	8,38
Autres Industries Manufacturières	3,35	5,76	9,23

Source : Sekkat (2009)

La productivité agricole semble également avoir augmenté (Galanopoulos et al., 2006), pour se situer actuellement dans la moyenne des PM, après être restée à des niveaux bas à la fin des années 1960. La productivité totale des facteurs dans l'agriculture a fait un bon en avant considérable dans les années 70 et est restée à ces niveaux jusqu'au début des années 2000. La décomposition de la productivité totale des facteurs en changement technique (TNCh) et en changement d'efficacité technique (TECh) montre que ce dernier point a expliqué les gains et que le savoir-faire domestique au travers des activités d'apprentissage par la pratique a été d'une aide vitale.

Globalement, la Jordanie semble avoir jeté les bases pour l'émergence d'un régime de croissance guidé

par la productivité pour les années à venir. La crise internationale semble être intervenue alors que la Jordanie était déjà en train de passer d'une stratégie d'accumulation de capital à la productivité. La réussite de la nouvelle stratégie dépend de la capacité à choisir des secteurs « gagnants » et des mesures de politique structurelle à mettre en œuvre dans les années à venir.

III.2 Politiques structurelles et ouverture ultérieure

La Jordanie semble emprunter la voie de la productivité, compatible avec l'ouverture internationale et permettant l'émergence de nouveaux moteurs de croissance. Mais, plus important peut-être, au cœur de la crise internationale, la Jordanie a maintenu des mesures d'ajustement structurel qui ont également permis de réduire les dépenses publiques.

1) Une série de mesures structurelles qui suggère plus d'ouverture et une intégration renforcée

Le Gouvernement a prouvé sa détermination en mettant en œuvre une série de mesures capable d'accroître la résistance domestique aux chocs exogènes tout en jetant les bases de l'économie des années 2010. Parmi les récents développements de la politique structurelle de Jordanie, il convient de noter :

✓ la nouvelle stratégie du tourisme national pour 2010-15. Elle prévoit la création de la capacité touristique alors que le Ministère du tourisme a lancé un nouveau système de notation des hôtels pour s'assurer que les standards de qualité sont satisfaits. Le gouvernement vise également le développement du tourisme de niche à haut rendement et du tourisme médical.

✓ La restructuration du Ministère des transports dans le cadre de la stratégie nationale 2009-2011. La modernisation des infrastructures domestiques de transport est considérée comme revêtant une importance stratégique. Dans le même temps, l'accord de libéralisation récemment signé pour le

Tableau 2. Projets d'infrastructure qui visent à attirer l'investissement et moderniser la base industrielle				
Secteur	Projet	Coût d'investissement	Objectif	Etat actuel
Mines (uranium)	AREVA a obtenu les droits d'exploitation pour les prochaines 25 années		Développement du programme nucléaire domestique.	En place
Transport aérien	Construction d'un nouveau terminal à l'aéroport Queen Alia International à Amman	750 million US\$	Augmenter la capacité de l'aéroport de 3,2 à 9 millions de passagers d'ici 2012. Devenir un centre d'activité principal dans la région.	Achèvement attendu en 2012.
Transport ferrovière	projet de rail léger entre Amman et Zarqa	333 million US\$	Construction de 28km de rails de la station Raghadan à Amman jusqu'à Zarqa. Réduction estimée du trafic routier.	Appel d'offres attendu fin 2010
Transport maritime & logistique	Nouveau port à Aqaba	700 million US\$	Transformation de Aqaba en un centre principal de logistique.	Achèvement attendu en fin 2012
Eau	Construction du canal mer Rouge-mer Morte	2 à 4 milliards US\$	Fournir 850 millions m3 d'eau potable chaque année	Phase d'évaluation, possibilité de 10 ans d'attente avant achèvement
	Accord avec la firme turque Gama en 2009 pour le pompage d'eau à Disi	600 million US\$	Fournir 170 millions m3 d'eau potable chaque année jusqu'en 2010	Projet retardée pour des raisons de financement
Santé	Projet de renforcement des systèmes de santé	45million US\$ (première phase)	Améliorer les soins de santé dans toutes institutions publiques et l'accès à l'information	Première phase achevée fin 2010

transport aérien avec l'UE devrait ouvrir le marché intérieur à la concurrence et contribuer au développement du secteur du tourisme.

✓ De la même manière, le secteur des ciments s'est ouvert à la concurrence dans l'objectif d'une demande croissante à partir de 2011.

✓ Une nouvelle loi sur les énergies renouvelables instaurée en janvier 2010 simplifie l'établissement des projets d'énergies renouvelables. Dans le même temps, la Stratégie domestique sur l'eau se poursuit, ciblant une réduction de la pénurie d'eau en ramenant le ratio de dépendance vis-à-vis des eaux souterraines de 32 % à 17 % en 2022. L'initiative d'un montant de 8,2 milliards de dollars américains prévoit également d'augmenter la dépendance au desalement de 1 % à 31 %.

✓ Enfin, au début 2010, la Commission d'assurance a introduit une nouvelle réglementation sur l'assurance automobile, permettant aux compagnies d'assurances d'augmenter les primes de 25 % afin de consolider le marché.

L'aspect le plus marquant est que ces mesures visent clairement à rendre la Jordanie plus autonome, ce

dont le pays a clairement besoin depuis des années. Les initiatives de libéralisation avec la stabilité politique intérieure devraient encourager davantage d'IDE et attirer des capitaux pour des projets prometteurs. Notons que la Jordanie était déjà le premier pays du monde arabe à libéraliser totalement le marché des télécommunications et à moderniser plus de 70 % de ses lois relatives aux technologies de l'information et de la communication. En conséquence, l'industrie des technologies de l'information et de la communication est depuis 2002 l'un des 3 plus gros bénéficiaires d'IDE et les revenus des communications et de l'informatique ont plus que doublé en cinq ans. Enfin, comme indiqué précédemment, une plus grande ouverture semble accroître la productivité moyenne, ce qui signifie que le savoir-faire et l'efficacité technique nationaux devraient continuer à croître.

2) Des projets d'investissement favorisant la compétitivité à l'exportation et tirant profit de l'avantage compétitif

Les projets d'investissement entrepris par les autorités nationales doivent également faire office de

bouclier contre les retombées de la crise, alors qu'ils pourraient encourager les partenariats privé-public et créer davantage d'opportunités d'emploi pour la population active nationale. Le tableau ci-dessous présente une série d'investissements dans des secteurs stratégiques.

Les « gagnants » potentiels sur lesquels la Jordanie peut compter sont les secteurs de la logistique, du tourisme et de la santé. Leur potentiel pour les entrées d'IDE est considérable et ils devraient permettre des partenariats public-privé actifs dans un futur proche.

✓ Selon la Commission d'investissement jordanienne, le tourisme devra rester le secteur à plus forte croissance globalement pour les 20 années à venir (croissance annuelle soutenue de 10 % à 12 %). Différents projets d'infrastructures devront apporter des externalités positives pour l'économie du tourisme, alors que la stratégie nationale de tourisme devrait permettre de poursuivre le renforcement du marché du tourisme, créer des opportunités d'emploi et offrir un cadre adapté.

✓ Les projets d'investissement en logistique tels qu'à Aqaba devraient faciliter le transport des marchandises et offrir une variété accrue de services proposés. Ces projets sont vitaux, lorsque l'on sait que la Jordanie se classait uniquement au 81ème rang parmi 155 pays en termes d'infrastructure logistique selon un rapport de la Banque mondiale, derrière les économies des PM tels que le Liban, la Tunisie et la Syrie.

✓ Des projets sur le réseau ferroviaire et le transport routier offrent également des avantages semblables en connectant la Jordanie avec les marchés voisins. Dans le même temps, la création récente d'une « commission de facilitation du commerce » devrait accélérer le commerce et accompagner les efforts réalisés en matière d'infrastructure de transport. La concurrence accrue dans les services liés au commerce devrait également offrir des opportunités de pérennité de la croissance.

✓ Les secteurs émergents tels que la santé devraient permettre à un nouveau type de crois-

sance de voir le jour. Le projet de renforcement des systèmes sanitaires ne servira pas uniquement aux résidents domestiques en leur apportant des services de meilleure qualité, il devra également encourager le développement ultérieur du marché lucratif du tourisme médical, en n'oubliant pas qu'environ 220 000 touristes sont déjà venus se faire soigner en Jordanie en 2009. La cité médicale du Roi Hussein devrait être rénovée au cours de la période 2011-2018. Plusieurs hôpitaux militaires et du Ministère de la santé doivent être rénovés ou construits en 2010 et 2011, alors qu'un centre anti-cancer et de biotechnologies pour un montant de 200 millions de dollars américains est attendu dans le sud-ouest d'Amman.

Globalement, nous soulignerons que :

✓ la Jordanie poursuit ses efforts d'ouverture qui devraient se traduire par une participation privée indispensable, des partenariats privé-public et attirer plus d'IDE,

✓ le pays est parvenu à diversifier son économie tout en poursuivant ses ajustements structurels et il semble que les autorités soient prêtes à poursuivre cette démarche pour la décennie à venir. La différence est que la Jordanie est maintenant sur la voie d'une croissance dictée par la productivité et qu'elle peut profiter de son capital actuel de savoir.

Conclusions et recommandations

L'économie a ralenti en 2009 pour atteindre un taux de croissance de 2,4 %, inférieur au taux de croissance moyen des PM. Mais les perspectives d'avenir appellent à l'optimisme :

✓ le gouvernement a adopté des politiques contracycliques et a abordé le problème de la consolidation fiscale.

✓ Grâce à une population jeune et très qualifiée et à l'ouverture de ses marchés, la Jordanie devrait encourager suffisamment l'investissement pour garantir une croissance future

et s'attaquer au problème du chômage dans un futur proche.

✓ Afin de réduire le déficit budgétaire actuel, une nouvelle législation devrait encourager les partenariats public-privé en offrant encore plus d'encouragements pour attirer les investisseurs étrangers.

✓ Dans le même temps, la Commission d'investissement jordanienne a ciblé un certain nombre de secteurs qui tireront le pays au cours de la nouvelle décennie. Les ambitieux projets d'infrastructure en cours (nouvel aéroport, projet Aqaba, etc.) devraient offrir d'importantes opportunités d'investissement.

Nous avons noté précédemment que la crise avait frappé la Jordanie alors qu'elle amorçait un virage vers une croissance dictée par la productivité. Mais la croissance à court terme n'atteindra pas les niveaux d'avant la crise, le pays étant tributaire du rétablissement des principaux partenaires commerciaux et de l'impact des nouvelles mesures fiscales. La Jordanie pourrait peut-être réfléchir davantage à des réformes politiques nécessaires afin de garantir que le récent rebond de productivité n'est pas éphémère.

Comme l'a noté Syverson (2010), de nombreux moteurs de productivité peuvent être influencés par les politiques gouvernementales. Toutefois, un changement de politique, même s'il semble correct, n'est pas forcément optimal pour une économie donnée et d'autres réformes doivent toujours être envisagées. La Jordanie peut tirer les conclusions nécessaires sur le type de mesures de réforme le plus efficace pour chacun de ses marchés.

Enfin, la mise en œuvre d'un processus permettant un suivi détaillé de la performance des PME pourrait être encouragée. Cela pourrait se faire avec le soutien d'organisations internationales et de partenaires privés capables d'apporter le financement et l'expertise nécessaires dans des domaines tels que le financement des PME, l'en-

treprenariat et l'environnement des entreprises. Cela pourrait apporter plus de certitude quant à la pérennité de la croissance jordanienne pour la décennie à venir.

Références

- AfricanManager (2010), « Jordan's tourism revenues up 26% in 2010's first 7 months ».
- Ameinfo (2010), "Jordan real estate market reports first quarterly growth", July 20th.
- Ameinfo (2010), "Jordan's budget deficit falls", September 2nd.
- ArabianBusiness (2010), "Jordan Dubai Islamic Bank makes debut on Amman bourse, May 27th.
- ArabianBusiness (2010), "Jordan's debt up 2.4 percent in May to \$13.9bn", July 23rd.
- Bank Audi (2010), "Jordan Economic Report", March.
- Chad Syverson (2010), « What Determines Productivity? », NBER Working Paper No. 15712.
- Chiu, Eric M.P., Sirathorn B.J. Dechsakulthorn, Stefanie Walter, Joshua C. Walton and Thomas D. Willett (2010), "The Discipline Effects of Fixed Exchange Rates: The Distinction between Hard and Soft Pegs", revised draft of paper presented at the Conference on the Frontiers In Central Banking conference at the National Bank of Hungary, Budapest, Hungary, May 10-12, 2007.
- DredgingToday (2010), "Aqaba port (Jordan) launches \$700m tender for dredging and maritime construction works", March 14th.
- Global Arab Network (2010), "Jordan - Stock market up 65% this week with \$63.7 million daily average trade", April 3rd.
- Jordan News Agency – Petra (2010), " CBJ issues JD50 million Treasury Bonds", September 1st .
- Jordan Times (2010), "Recovery in the Gulf spurs rise in remittances", June 2nd.
- Jordan Times (2010), "Experts do not expect bourse rebound soon", July 9th.
- Khalid Sekkat (2009), « Reforms, Market Dynamics and Productivity in Developing Countries », in ed. Khalid Sekkat, Market Dynamics and Pro-

ductivity in Developing Countries : Economic Reforms in the Middle East and North Africa, Springer.

Konstantinos Galanopoulos, Emma Lindberg, Yves Surry and Konstadinos Mattas (2006), «Agricultural Productivity Growth in the Mediterranean and Tests of Convergence Among Countries», European Association of Agricultural Economists, 98th Seminar, June 29-July 2, 2006, Chania, Crete, Greece.

Le Commerce du Levant (2010), « Jordanie : Dynamisme du secteur public de la santé », Numéro 5607, Août.

Meed (2010), "Jordan to tender Amman Zarqa light rail project this year", June 17th.

Middle East (2010), "Jordan achieves record foreign investment", May 1st.

The Middle East Magazine (2010), "Jordan achieves record foreign investment", May.

World Bank (2010), «Connecting to Compete 2010: Trade Logistics in the Global Economy», The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.

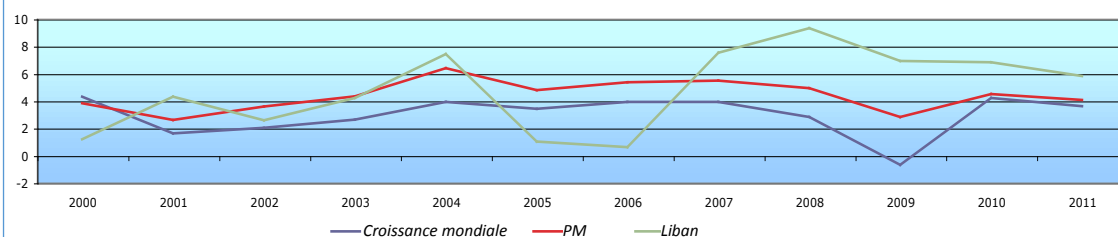
Xinhua (2010), "Jordan's budget deficit hits about 2 billion USD in 2009", February 28th.

Liban: Une reprise économique fulgurante mais une nécessité de préparer le régime de croissance post-reconstruction

En dépit de la crise, l'économie libanaise a conservé un niveau de croissance relativement élevé. En 2009, le PIB du Liban a augmenté de 6,9% et une nouvelle hausse de 6,8% est attendue pour 2010. Le pays semble résolument en marche vers un ren-

Contrairement à un grand nombre de pays méditerranéens, la croissance de l'économie libanaise s'appuie sur une forte contribution du capital humain au cours des 40 dernières années. En outre, le renouvellement du capital disponible a permis de stimuler les activités économiques après des périodes de tensions. Après plusieurs années avec des pertes de capital, les prévisions se veulent plus optimistes et le pays doit prendre des décisions cruciales pour son

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

forcement de sa stabilité économique, d'autant que la croissance annuelle a toujours dépassé les 6% depuis 2007 et que la crise internationale n'a eu qu'un faible impact sur les recettes. De telles performances ne peuvent toutefois dissimuler la singularité du cas libanais, l'économie du pays étant largement stimulée par les efforts de reconstruction qui devraient, à terme, permettre la création d'un régime mieux structuré, source de croissance pour les années à venir.

La résistance économique exceptionnelle du Liban est plus particulièrement due à sa faible dépendance vis-à-vis des exportations – l'un des principaux points de crise pour les pays fonctionnant en économie ouverte – ainsi qu'à la confiance renouvelée des investisseurs qui ont permis de maintenir la croissance des investissements étrangers. De plus, l'économie locale, qui s'appuie essentiellement sur les offres de services, a été soutenue par le tourisme qui poursuit son essor malgré les récentes tensions politiques. La diminution des exportations de marchandises (- 10%) ainsi que la légère baisse des remises de fonds (- 2,5%) sont les seuls éléments révélateurs de l'impact limité de la crise.

avenir. Alors que le Liban est moins productif que les autres pays méditerranéens partenaires, le déploiement d'une politique d'optimisation de l'attribution des ressources permettrait à son industrie de sortir progressivement de la stagnation.

La libéralisation financière s'est, pour sa part, maintenue à un niveau intermédiaire tandis que le compte de capital s'est relativement ouvert. L'absence de spéculation et de bulles financières a permis de tenir le pays un peu plus à l'écart des effets de la crise. De son côté, le secteur bancaire a fait preuve d'une incroyable résistance : il reste en effet hermétique aux actifs dépréciés, dispose d'importants niveaux de liquidités et propose des taux d'intérêts particulièrement attractifs. Bien que l'apparition d'une crise bancaire semble improbable, la stabilité politique fait l'objet d'un maintien et le risque souverain reste constant.

La mise en place d'une politique de croissance structurée permettant une baisse continue de la dette libanaise et du chômage devraient faire partie des principaux défis à relever pour le pays au cours de la prochaine décennie. Le coût de reconstruction est naturellement immense et directement lié aux

importants déficits gouvernementaux. Une réforme budgétaire aggraverait certainement la situation sociale et serait extrêmement coûteuse d'un point de vue politique. Sans celle-ci, le Liban perdrait toutefois son autonomie économique en devenant toujours plus dépendant vis-à-vis des aides étrangères.

En ce qui concerne le positionnement macroéconomique du Liban, il convient de relever les éléments suivants :

✓ En dépit d'un taux d'ouverture plus élevé que la moyenne des pays partenaires méditerranéens, les exportations de marchandises ont enregistré une baisse de 10,2% en 2009, réduisant de ce fait le rayonnement commercial du pays. D'autre part, la tendance pour 2010 indique une croissance considérable de l'ensemble des exportations avec une hausse de 25,1% pour le premier semestre, favorisée notamment par une hausse de 25,2% des exportations industrielles.

✓ Parallèlement, la balance des services affichait un excédent chiffré à 7,8% du PIB en 2009 et qui pourrait atteindre 11,2% du PIB en 2010 en raison des excellentes performances du secteur touristique. Pour ce dernier, les résultats ont été extrêmement positifs en début d'année 2010 avec une croissance de 27% des revenus en année glissante pour le premier semestre. Les revenus touristiques avaient déjà augmenté de 60% en 2009.

✓ De ce fait, bien que la balance commerciale soit toujours en déficit, celui-ci est réduit à 33,9% en termes de PIB pour l'année 2009. Cependant, en raison de la hausse de la facture des importations en 2010, le déficit devrait dépasser le seuil de 35% en 2010.

✓ En ce qui concerne les remises de fonds, on estime qu'elles ont augmenté de 16,7% en 2009, permettant de compenser partiellement le poids de la dette publique en pleine période de crise.

✓ Contrairement aux tendances relevées dans les autres pays européens partenaires, les investissements directs étrangers ont enregistré une croissance fulgurante de 11% en 2009. Ils constituent un apport de 4,8 milliards correspondant à 14,3% du PIB, une

performance que l'on doit notamment au secteur immobilier en pleine expansion.

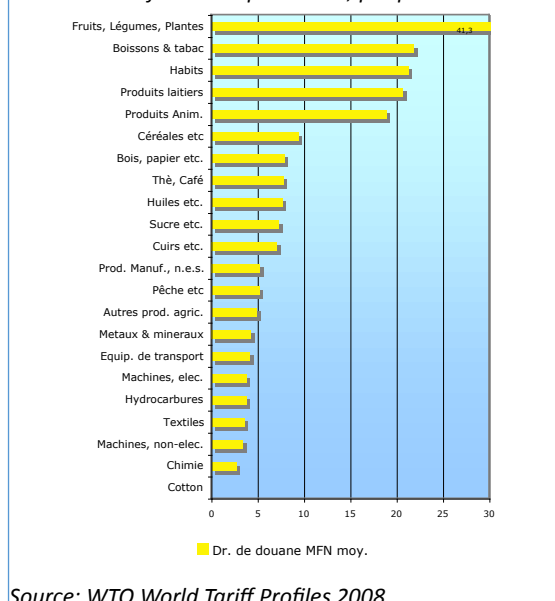
✓ L'indice de taux de change a permis de maintenir la stabilité monétaire et de réduire l'inflation. A long terme, cette situation pourrait néanmoins devenir un poids pour l'économie. En effet, si le Liban venait à adopter un taux d'intérêt plus bas (le taux mondial), les flux de capitaux s'en trouveraient fortement réduits en raison de leur mobilité et le remboursement de la dette serait alors plus difficile. Certains s'accordent pourtant à dire que le Liban devrait à la fois développer une stratégie de croissance qui utilise les investissements de manière productive et un système flexible, source d'une meilleure discipline et facilitant le remboursement de la dette souveraine.

✓ Le profil financier des établissements bancaires s'est amélioré en termes de qualité et affiche un niveau remarquable de rentabilité. Le système bancaire doit toutefois continuer à consolider ses différents indices par l'intermédiaire des normes internationales.

✓ Le manque d'efficacité des réformes économiques antérieures ainsi que l'instabilité du climat géopolitique ont empêché le pays de diversifier ses moteurs de croissance. A l'inverse d'un certain nombre de pays méditerranéens, le processus d'accumulation de capital physique semble n'avoir eu aucune influence sur la croissance au Liban. C'est au contraire le capital humain qui a été prédominant. De même, alors que le Liban affiche un niveau de productivité inférieur à celui de ses partenaires méditerranéens, celui des petites entreprises du pays reste plus élevé que la moyenne enregistrée au sein de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ainsi, en soutenant les PME, l'industrie libanaise pourrait progressivement sortir de la stagnation.

✓ La stabilité politique devrait permettre d'instaurer les changements nécessaires pour le secteur des énergies. Etant donné que c'est la première fois, depuis l'initiative Paris III, que ce genre de réforme est envisagé, les espoirs quant à une évolution des dirigeants vers une infrastructure modernisée au cours de la prochaine décennie sont fondés.

Protection tarifaire et importations, par produit



Source: WTO World Tariff Profiles 2008

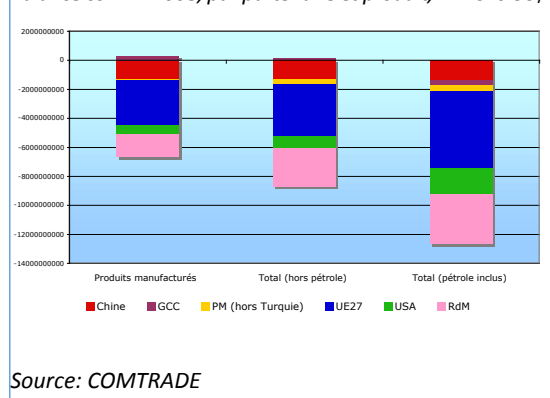
I. La traversée de la crise en pleine période de reconstruction

I.1. Le contexte

1.1 Le renforcement de l'ouverture commerciale et du compte de capital

Bien qu'elle soit de faible envergure, l'économie libanaise est extrêmement ouverte et a toujours été considérée comme l'un des systèmes les plus libéraux parmi tous les pays méditerranéens. Pendant de nombreuses années, le Liban a été l'une des principales plaques tournantes de la Méditerranée avec des niveaux de restrictions commerciales extrêmement faibles. Les droits NPF se situent en-dessous du seuil de 5% pour un grand nombre de secteurs tels que l'industrie chimique, les équipements électriques et non électriques ou encore les industries textile et pétrolière. Ainsi, les

Balance comm. 2008, par partenaire et produit, millions US\$



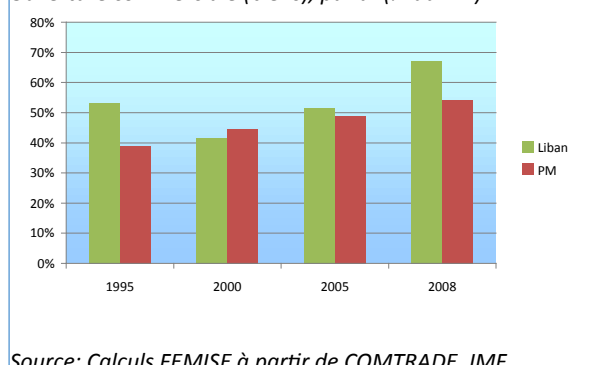
Source: COMTRADE

droits de douane engendrant une restriction des importations sont globalement faibles, bien qu'ils restent traditionnellement élevés pour le secteur agroalimentaire.

Il suffit de se pencher sur l'évolution du taux d'ouverture commerciale du Liban pour s'apercevoir immédiatement à quel point celle-ci fait partie intégrante de la stratégie économique du pays.

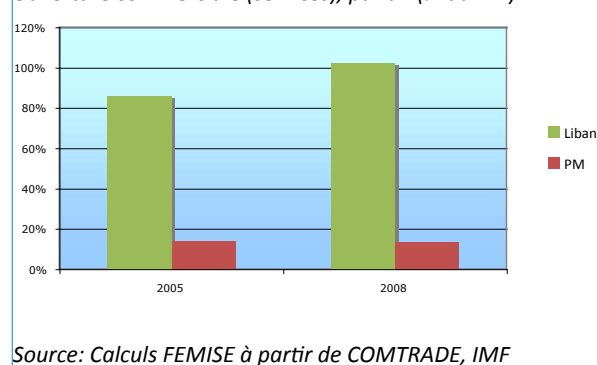
L'évolution des échanges commerciaux a toujours été directement liée aux fluctuations extérieures, aux variations des prix du pétrole et aux ajustements nécessaires résultant des efforts de reconstruction. Depuis le début des années 2000, les échanges de marchandises ont progressivement augmenté, dépassant rapidement la croissance du PIB libanais. Par conséquent, le taux d'ouverture du commerce de marchandises libanais s'est retrouvé au-delà de la moyenne enregistrée dans les pays méditerranéens partenaires dès 2008.

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

En ce qui concerne le secteur des services, l'un des principaux moteurs de la croissance de l'économie libanaise, le taux d'ouverture se trouvait au-delà du seuil de 100% en 2008, un résultat 5 fois supérieur à la moyenne relevée dans les autres pays partenaires de la zone Méditerranée.

Au fil des années, le Liban a renforcé les importations qui, même si elles ont récemment diminué, ont instauré dans le pays un régime tourné vers l'import. Ainsi, la balance commerciale libanaise enregistre un déficit considérable.

Lorsque l'on distingue les échanges commerciaux pour chaque partenaire, on constate que le Liban est un importateur net, commerce pétrolier inclus ou non. D'autre part, le pays affiche un déficit commercial avec l'ensemble de ses grands partenaires commerciaux à l'exception des pays du Golfe où il enregistre un léger excédent pour les activités de fabrication. Au niveau des activités commerciales non liées au pétrole, l'UE 27 bénéficie du plus important excédent avec le Liban suivie par la Chine et les Etats-Unis. Celui-ci représente environ la moitié du déficit libanais. Dans son ensemble, la stratégie libanaise a renforcé la croissance et la position du pays au niveau international mais l'a placé dans une situation de dépendance vis-à-vis des fluctuations de prix extérieures.

1.2 Un compte de capital ouvert ainsi qu'un taux de change indexé sur le dollar américain

Le système de taux de change libanais est indexé sur celui du dollar américain depuis le milieu des années 1990. Parallèlement, le compte de capital reste extrêmement ouvert et le pays s'appuie en grande partie sur les entrées de capitaux pour justifier les déficits actuels. Les investissements directs étrangers, les portefeuilles d'investissements ainsi que les emprunts bancaires ne subissent aucun frein tandis que la libéralisation financière se poursuit. Ainsi, le système financier est plutôt tourné vers l'économie de marché, même si son enracinement reste moindre que dans les autres pays en

voie de développement en raison, notamment, de la faible taille du marché libanais.

Bien qu'elle ne soit pas parfaite, la stratégie libanaise a été bénéfique pour le pays à plusieurs niveaux. Le système instauré a permis le maintien relatif de la stabilité monétaire, contribué au contrôle des facteurs inflationnistes dans les années 1990 tout en ramenant le taux d'inflation au-dessous de 3% pour la période 2000-2007. Avec les répercussions de la crise à l'échelle mondiale, l'ouverture du compte de capital aurait pu augmenter l'impact à court terme sur le système économique libanais. Il faut néanmoins souligner que les dettes externes nettes restent faibles, les foyers et entreprises au Liban ayant tendance à confier leur épargne à des établissements nationaux. Des efforts restent toutefois à fournir pour améliorer les règles prudentielles et la transparence du secteur financier afin de stimuler efficacement l'économie.

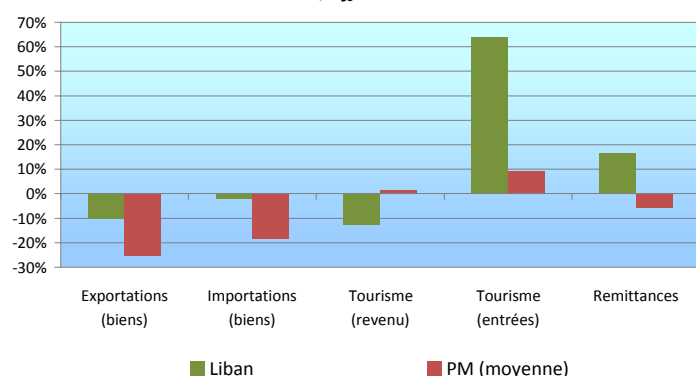
1.2. Les canaux de transmission de crise

2.1 Une économie libanaise relativement épargnée

L'impact de la crise a été moins ressenti au Liban que dans les pays voisins de la Méditerranée en 2009. Il convient notamment de souligner :

- ✓ Une baisse de 10,2% de l'exportation des marchandises,
- ✓ Une diminution de 2,25% de la valeur des marchandises importées,
- ✓ Un déficit commercial qui a augmenté de 1,5% en termes réels mais qui est descend à 33,9% du PIB en 2009.
- ✓ Un surplus de la balance des services correspondant à 7,8% du PIB en 2009,
- ✓ Une hausse estimée à 16,7% des remises de fonds des salariés,
- ✓ Un compte déficitaire qui s'élève actuellement à 7,6 milliards de dollars et qui a augmenté de 84,1%,
- ✓ Une augmentation de 11% des investissements directs étrangers en 2009.

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de diverses sources

En dépit d'un taux d'ouverture supérieur à la moyenne des pays méditerranéens, les échanges commerciaux libanais ne semblent pas sévèrement touchés par la crise. Les exportations de marchandises ont enregistré une baisse de 10,2% en 2009 pour atteindre 4,7 milliards de dollars. La majeure partie des exportations concerne le commerce des perles et des pierres, un secteur qui a réussi à maintenir ses exportations domestiques au même niveau que les années précédentes et qui est suivi par l'équipement industriel, l'agroalimentaire et les métaux de base.

Les exportations ne sont donc pas devenues un facteur majeur d'exposition. D'autre part, au cours du premier semestre 2010, la croissance des exportations a atteint 25,2%, un résultat favorisé par une hausse de 25,2% des exportations industrielles. Les exportations agricoles ont également atteint un taux de croissance à 2 chiffres

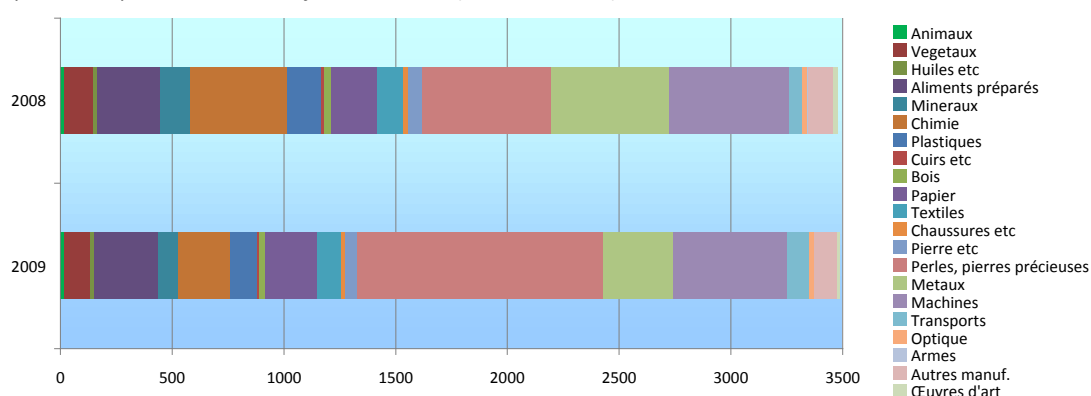
de telle sorte que les perspectives en la matière s'avèrent particulièrement prometteuses avec une hausse attendue de 9,8% pour 2010 notamment grâce à l'amélioration des estimations régionales.

Les importations ont, pour leur part, baissé de 2,25% seulement en 2009. La chute du prix des marchandises a été beaucoup moins marquée puisque le Liban s'appuie essentiellement sur les produits

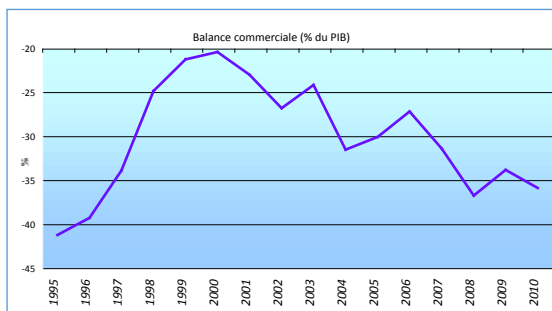
importés. Les premières prévisions laissent présager une hausse pour l'année 2010. Le pays importe encore une grande quantité de produits agricoles. L'importation de ces derniers a enregistré une hausse de 12% pour le premier semestre 2010 par rapport à la même période pour l'année 2009. Les importations d'équipements industriels ont également augmenté de 8% sur la même période pour atteindre 113,2 millions de dollars et une hausse de 13,5% de l'ensemble des importations est attendue pour l'année 2010 (UIE).

La balance commerciale libanaise enregistre toujours un important déficit, les dernières données montrant une hausse de 1,5% en termes réels, une situation qui incombe notamment à la résistance des importations. Le déficit est toutefois redescendu à 33,9% du PIB pour l'année 2009. Malgré la croissance conséquente des exportations début

Exportations par sections de tarif, 2008 et 2009 (millions de US\$)



Source : Lebanese Customs



2010, la hausse attendue de la facture d'importation devrait engendrer une hausse du déficit au-delà du seuil de 35% pour l'année 2010, les chiffres ayant déjà démontré une augmentation de 5,3% en année glissante pour le premier semestre.

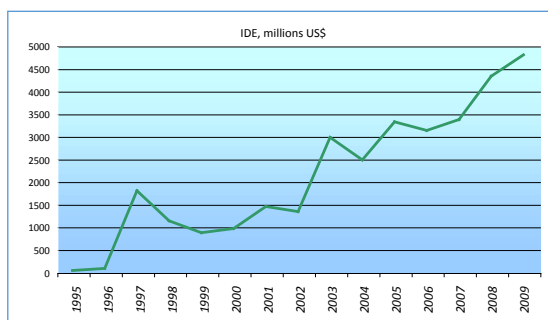
Parallèlement, la balance des services enregistre un excédent correspondant à 7,8% du PIB en 2009 et qui devrait atteindre 11,2% en 2010. Ceci s'explique notamment par les excellentes performances réalisées par le secteur du tourisme qui a engendré d'importantes entrées de fonds. Les touristes semblent dépenser moins pendant leur séjour ce qui s'est traduit par une baisse des recettes touristiques en 2009 mais les chiffres se sont remarquablement améliorés pour le début de l'année 2010. Pour le premier semestre 2010, le nombre de touristes s'étant rendus au Liban a augmenté de 27% en année glissante par rapport à la même période pour 2009, en tenant également compte du fait que les entrées de fonds touristiques pour l'ensemble de l'année 2009 avaient déjà augmenté de 60% par rapport à 2008.

Les touristes viennent majoritairement des pays arabes. Cela était déjà le cas au premier semestre 2010 où 40 % d'entre eux provenaient du monde arabe, en particulier de Jordanie et d'Iran (respectivement 14% et 12% du nombre total de touristes). Les Européens (24%) et les Asiatiques (19%) ont également fortement contribué à la hausse de l'espace touristique national. Ainsi, les recettes touristiques ont d'ores et déjà augmenté de 36% au cours du premier semestre 2010 pour atteindre 1,1 milliards (JDD) et pourraient encore grimper considérablement d'ici la fin de l'année (Zawya). On peut donc affirmer que les tensions entre le Liban et Israël

n'ont pas eu un impact négatif sur l'industrie du tourisme au Liban.

En ce qui concerne les remises de fonds, le Liban est l'un des plus importants bénéficiaires de tous les pays partenaires de la zone Méditerranée. Les remises de fonds représentent plus de 20% du PIB et une baisse potentielle due à un choc exogène pourrait avoir de terribles répercussions sur l'économie. Heureusement, les remises de fonds ont enregistré une hausse de 16,7% en 2009, la diaspora libanaise, qui correspond au double de la population réelle du Liban, ayant apporté un soutien continu au pays. Le Liban semble donc peu touché par les problèmes liés aux remises de fonds par rapport à la moyenne des pays de la zone Méditerranée. Cela permet notamment de compenser partiellement le poids de la dette publique en temps de crise. D'autre part, comme le souligne le FMI, l'intégration de ces remises dans l'analyse de la gestion de la dette pourrait permettre de procéder aux ajustements fiscaux nécessaires afin de s'engager vers la stabilité.

Enfin, à contre-courant des tendances régionales, les investissements directs étrangers enregistrent une hausse impressionnante de 11%, maintenant la progression amorcée en 2006. Les investissements étrangers au Liban ont atteint 4,8 milliards de dollars soit 14,3% du PIB en 2009, le plus gros pourcentage enregistré parmi les pays partenaires de Méditerranée. Le Liban doit notamment cette performance à un secteur immobilier en pleine expansion, correspondant à un montant de transactions de 2,1 milliards de dollars pour le premier trimestre 2010, soit 41% de la croissance annualisée. Les autorités libanaises devraient donc s'appuyer



sur cette évolution bienvenue et promouvoir les possibilités d'investissements en infrastructures qui pourraient favoriser la construction, l'immobilier et le tourisme.

Selon ANIMA, une série de projets d'investissements étrangers au Liban ont été développés dans des secteurs tels que le tourisme, la distribution ou les services. Dans le domaine du tourisme, on pourrait ainsi mentionner le projet du groupe hôtelier Four Seasons qui devrait procéder à l'ouverture d'un hôtel d'une valeur de 80 millions d'euros et créer 300 emplois. Dans le secteur de la distribution, des investisseurs des pays du Golfe ouvrent actuellement des centres commerciaux à Beyrouth tandis que les industries d'ingénierie et de services mettent en place des filiales (comme l'agence publicitaire Saatchi and Saatchi) ou des centres d'appels (Téléperformance et Aéroports de Paris).

Dans l'ensemble, l'avenir se présente plutôt bien pour l'économie libanaise avec des entrées de capitaux permettant un excédent de la balance des paiements fixé à 1 314 millions de dollars pour le premier semestre 2010 mais qui se situe néanmoins au-dessous de l'excédent de 2 101 millions de dollars enregistré au cours des deux premiers trimestres 2009.

2.2 Un choc financier limité

L'ouverture financière est étroitement liée à la transmission des effets de la crise aussi bien dans les pays

développés qu'en voie de développement. D'autre part, pour les pays présentant un important déficit budgétaire, les répercussions financières peuvent être difficiles à éviter.

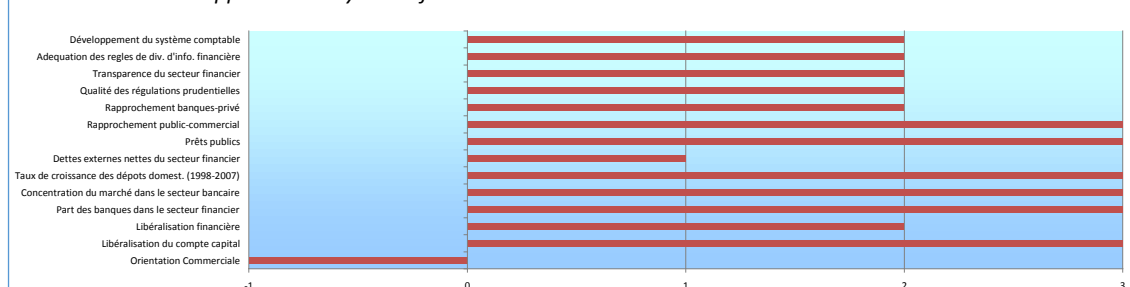
Dans le cas du Liban, la libéralisation financière a atteint un niveau intermédiaire, le compte de capital est resté extrêmement ouvert et les dettes externes nettes relatives au secteur financier sont faibles. On pourrait s'attendre à ce que l'étendue de la crise s'aggrave par l'intermédiaire du canal financier mais un usage efficace des réserves de devises étrangères pourrait en limiter les répercussions.

1) Consolidation des gains sur le marché boursier national et échange de créances

Le marché boursier a consolidé ses gains sur l'ensemble du premier semestre 2010. La capitalisation du marché a augmenté de 34% en 2009 tandis que le taux de liquidités avait baissé de 8,1% par rapport à 2008 où il était de 18,8%. Le marché se concentre essentiellement sur la dette gouvernementale et les euro-obligations avec un niveau de spéculation limité et un nombre réduit de parts étant donné que la plupart des entreprises libanaises sont familiales et n'ont qu'une faible confiance envers les marchés financiers. L'index de Beyrouth a chuté de 3,2% au cours du premier semestre 2010 tandis que les euro-obligations ont diminué de 18 points de base en moyenne.

En ce qui concerne la dette publique libanaise, elle a enregistré une nouvelle hausse en 2009 pour at-

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

teindre 51,1 milliards de dollars contre 47 milliards de dollars en 2008. Elle devrait pratiquement rester inchangée en 2010. Le taux d'endettement par rapport au PIB se trouve en dessous du seuil de 150% en raison de l'importante croissance économique constatée mais les autorités doivent encore s'assurer que les emprunts ne viendront pas alourdir la dette publique.

Le Liban constitue, au même titre qu'Israël, une exception parmi les pays méditerranéens puisqu'il est globalement actif sur le marché des capitaux afin d'avoir suffisamment de ressources à disposition pour sa reconstruction. Le pays pourrait échanger une partie de sa dette arrivant à maturité en 2010 et 2011 à hauteur respective de 1,5 et 3,3 milliards de dollars afin de bénéficier de taux d'intérêts relativement bas. La prime d'émission à payer si le Liban procède au remplacement de sa dette sera un facteur décisif.

2) Une nouvelle hausse des réserves de devises étrangères disponibles

La circulation de monnaie étrangère sur le territoire a permis d'augmenter le niveau des réserves de devises étrangères disponibles qui ont atteint 39,2 milliards de dollars en 2009 correspondant à un équivalent de 10 mois d'importations. Les réserves de devises étrangères proviennent notamment des taux d'intérêts attractifs proposés sur l'épargne et les créanciers au moment où le reste du monde redoutait les répercussions de la crise. Les taux d'intérêts sur les créanciers en dollars dépassaient les 3% au Liban tandis qu'ils étaient de 0% aux Etats-Unis. Les taux proposés sur les comptes en livres libanaises étaient proches des 7% en 2009, incitant ainsi toujours plus d'étrangers à effectuer des placements dans des établissements bancaires libanais.

L'éventualité d'un manque de liquidités semble donc limitée à court terme. Le niveau actuel des réserves ainsi que l'important financement obtenu via l'accord Paris III devraient permettre des efforts de restructuration supplémentaires de l'économie libanaise et la

promotion d'activités par lesquelles le Liban pourrait soutenir son économie post-conflit. Cela pourrait se produire dans la mesure où le Liban continuerait à réduire naturellement son ultra-dépendance vis-à-vis des importations.

II. Analyse des agrégats macroéconomiques

1. Croissance du PIB

L'essentiel de la croissance libanaise s'appuie sur les services qui représentent habituellement près de 2/3 du PIB. Selon le FMI, en 2008, la croissance économique des activités de services enregistrait dans le pays une hausse de 7,2%, le commerce, les transports, la communication et les services financiers étant les plus importants contributeurs.

Par ailleurs, le secteur du bâtiment arrivait en deuxième position avec un taux de croissance de 1,8% en 2008. Contrairement à la plupart des pays partenaires méditerranéens, le secteur du bâtiment a connu une croissance continue au Liban, une tendance confirmée sur les 4 premiers mois de 2010 avec une hausse de 56,5%. On peut donc s'attendre à un véritable boom, le secteur représentant actuellement 13% du PIB libanais et ne subissant nullement les effets de la crise en termes d'investissement.

Dans l'ensemble, l'industrie libanaise a connu un véritable sursaut et la hausse des importations d'équipements industriels pourraient marquer les prémices d'une stratégie se concentrant beaucoup plus sur les activités industrielles. Les activités agricoles sont, pour leur part, restées stables, la production correspondant à près de 7% du total du PIB.

2. L'emploi

La question du chômage est particulièrement cruciale au Liban où ce dernier atteignait officiellement 10% de la population active en 2009 et devrait approcher les 15% en 2010. Le phénomène du chômage est particulièrement marqué chez les jeunes - la part la plus importante de la population active - où il dépasse le

seuil des 20%. Des sources non officielles affirment que la jeunesse libanaise représente 71,3% du nombre total de chômeurs alors même que les aides financières et l'assistance à l'emploi sont inexistantes et que la politique nationale pour l'emploi souhaitée par le Ministère de la Jeunesse doit encore être finalisée. D'autre part, l'absence d'une étude nationale officielle sur l'emploi est particulièrement révélatrice de la position du gouvernement sur la question.

De nombreux problèmes doivent encore être résolus, en particulier la question de la création d'emplois qui est quasi-inexistante en raison de l'instabilité politique et du phénomène du « brain-drain » extrêmement massif, la plupart des chercheurs d'emploi qualifiés proposant leurs compétences sur les marchés internationaux. Une amélioration de la stabilité, une législation redonnant un second souffle à l'emploi dans des secteurs-clés tels que le tourisme ou encore une segmentation du marché de l'emploi pourraient constituer une première avancée vers la stabilisation de la situation dans le pays et inverser le phénomène du « brain-drain ».

II.1 Les évolutions macroéconomiques

1) Une activité économique portée par la consommation privée et la FBCF

La consommation privée reste l'un des piliers de la croissance libanaise avec un niveau de dépenses en hausse d'une valeur de 7,1% du PIB en 2009. La formation brute de capital fixe reste, pour sa part, stable et représente une augmentation de 6% du PIB en 2009. Ces deux agrégats devraient également sou-

tenir la croissance en 2010, la consommation privée devant grimper de 6,5% tandis que la FBCF devrait enregistrer une hausse record de 9,3%.

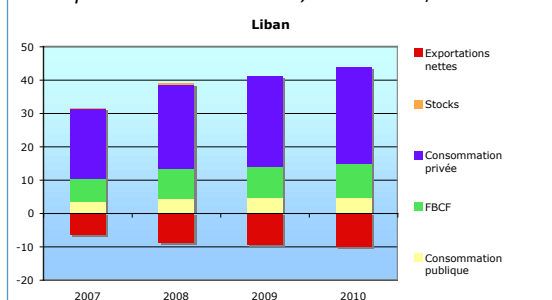
L'élan que connaît actuellement la croissance devrait donc perdurer, au moins à court terme. Les opportunités d'investissement se multiplient et pourraient contribuer au renforcement du secteur privé tout en améliorant les infrastructures existantes. Le secteur du tourisme devrait ainsi bénéficier d'un apport de 3 milliards de dollars d'investissements destinés notamment à renforcer l'écotourisme, le tourisme sanitaire et le tourisme d'affaires.

Il convient néanmoins de noter que la consommation publique reste faible, ce qui freine partiellement le potentiel de croissance libanais. De manière générale, les dépenses liées à cet agrégat ont augmenté de 2,5% en 2009 et devraient encore croître de 2,2% en 2010 avec une contribution qui reste toutefois marginale. La mise en place de réformes structurelles favorisant les investissements publics sans porter atteinte à l'économie à court terme devrait être envisagée. La réforme du secteur de l'énergie électrique adoptée en juin 2010 est une première étape en la matière.

2) Une augmentation des restrictions budgétaires qui engendre un échec en termes de recettes.

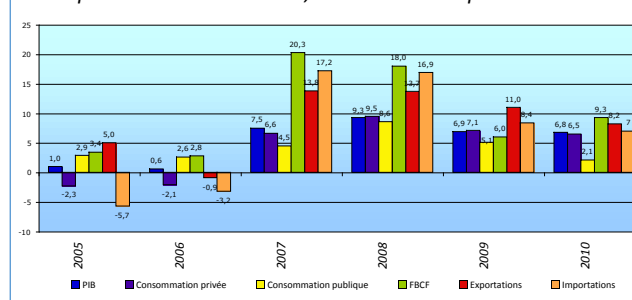
En 2009, le déficit budgétaire atteignait 8,8%, l'un des taux les plus bas jamais enregistrés par le pays au cours de la dernière décennie. Les autorités s'attendent toutefois à une détérioration du déficit qui devrait afficher un taux de 10,7% en 2010. Au total, il devrait s'élever à 6,515 milliards de livres libanai-

Décomposition de la demande, mrd de US\$

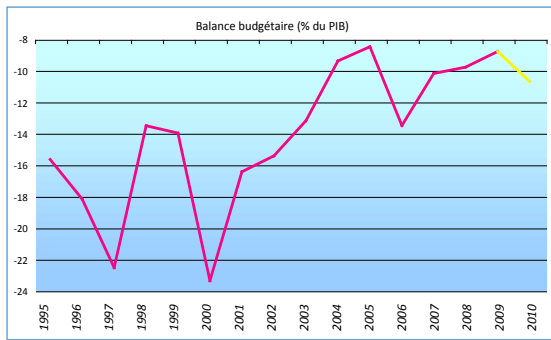


Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010



ses, ce montant incluant une hausse de l'impôt sur les taux d'intérêts des créanciers des particuliers, un projet de la hausse d'enregistrement des propriétés dont la valeur dépasse les 750 millions de livres libanaises ainsi qu'une initiative visant à supprimer les frais d'inscription pour les étudiants libanais fréquentant des établissements d'enseignement public.

Globalement, le budget prévisionnel tend à renforcer les investissements publics afin d'améliorer les infrastructures mais les recettes disponibles semblent restreintes par rapport aux ambitions affichées. Les recettes publiques ont seulement augmenté de 2% au premier semestre 2010 en raison de la baisse des recettes de trésorerie tandis que la hausse de 16,2% des recettes fiscales a engendré une hausse de 2,2% des recettes budgétaires qui ont atteint 6,2 milliards de livres libanaises.

Ainsi, alors que la marge de manœuvre budgétaire du Liban semble limitée, les prévisions de déficit budgétaire pour 2010 figurent parmi les plus élevées des pays de la zone Méditerranée avec celles de la Jordanie. Aussi, une hausse de l'excédent primaire pourrait être un véritable soutien pour mener à bien une politique particulièrement délicate.

3) La politique des taux de change: une stabilité relative mais s'agit-il de la meilleure option pour la dette ?

La Banque centrale du Liban a appliqué une stratégie d'indexation du taux de change qui s'est avérée efficace pour l'économie libanaise en assurant le maintien de la stabilité monétaire et la réduction de l'inflation. On pourrait néanmoins se demander si cette immua-

bilité du régime ne pourrait pas représenter un poids à long terme pour l'économie. Bien qu'ils soient conséquents, les flux de capitaux dépendent du degré de sécurité vis-à-vis du taux d'intérêt des établissements bancaires du Liban, un taux qui est beaucoup plus élevé que le taux mondial.

La Banque centrale absorbe les liquidités excédentaires en émettant des certificats de dépôt à un taux d'intérêt élevé. En clair, les liquidités excédentaires sont rachetées par les établissements bancaires à des taux extrêmement forts de manière à rembourser le taux d'intérêt élevé sur les dépôts.

Les autorités doivent encourager la croissance de manière à emprunter plus pour rembourser la dette souveraine. Cependant, si le Liban devait appliquer le taux d'intérêt mondial, les flux de capitaux s'en trouveraient réduits car le pays autorise leur mobilité. Le Liban pourrait aussi combler sa dette avec ses propres ressources. Une stratégie de croissance adéquate qui exploite les investissements de manière productive pourrait notamment générer les recettes nécessaires au remboursement de la dette.

A moyen terme, le Liban devrait au moins envisager de se séparer du système de change fixe pour passer à une méthode plus flexible apportant plus de discipline, facilitant le remboursement de la dette souveraine actuelle et rationalisant les flux de capitaux.

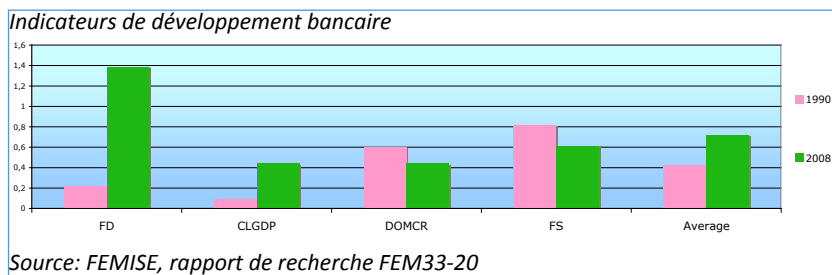
II.2 Un système bancaire sain avec de fortes liquidités

Le système bancaire libanais a évolué depuis les années 1990.

✓ La profondeur financière est passée de 22% en 1990 à 139% en 2008 et l'influence des institutions sur l'évolution du PIB n'a cessé d'augmenter.

✓ Le ratio FS est passé de 82% à 61 %,

✓ Le ratio de crédit domestique accordé au secteur privé / PIB (DOMCR) est passé de 60% en 1990 à 44% en 2008, suggérant un renforcement de l'accès du secteur non financier aux activités bancaires.



✓ Enfin, le ratio des créances du secteur non financier / PIB (CLGDP) est passé de 9% en 1990 à 44% en 2007.

Les secteurs bancaire et financier au Liban doivent toutefois être encore améliorés, en particulier :

✓ Les crédits improductifs qui se situent en-dessous de la moyenne méditerranéenne à un taux de 7,2%.

✓ Les provisions spécifiques aux crédits improductifs sont également en-dessous de la moyenne méditerranéenne à ~61,8%.

✓ Le ratio actif/capital est à 11,8%, en-dessous de la moyenne des partenaires méditerranéens et pourrait s'avérer insuffisant.

✓ Les taux de rendement de l'actif sont à 0,9% tandis que le rendement des capitaux propres est à 11,9%. Ils sont tous les deux proches de la moyenne méditerranéenne.

Dans l'ensemble, le secteur bancaire domestique affichait une bonne santé au cours du premier semestre 2010, les actifs ayant augmentant de 5,6% en valeur annuelle (contre 9,9% en 2009) ce qui signifie que la croissance des activités bancaires a été relativement inférieure. Selon Bank Audi, les prêts domestiques ont augmenté de 3 milliards

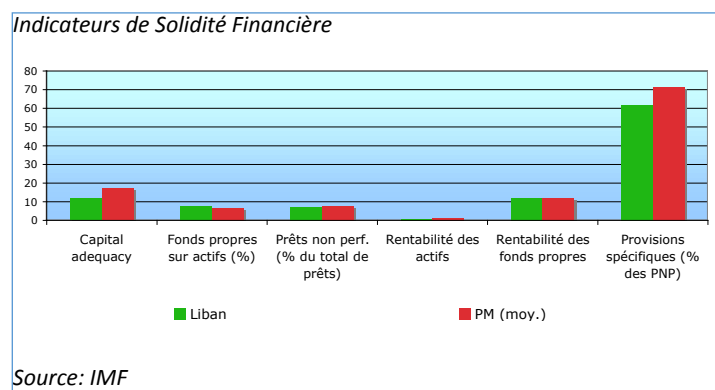
96,4% du total de la croissance des dépôts tandis que les dépôts des non-résidents ont atteint un taux record de 28,2% du total pour l'année 2009.

En résumé, le profil financier des établissements bancaires s'est amélioré en termes de qualité et affiche un remarquable niveau de rendement. Le système bancaire doit toutefois continuer à améliorer le niveau de ses différents indicateurs par le biais des normes internationales.

III. Les moteurs de la croissance et la productivité totale des facteurs (PTF)

III.1 Le Liban : La croissance dans un contexte de reconstruction

L'observation des éléments et de la composition de la croissance au Liban doit être effectuée en gardant à l'esprit la situation délicate dans laquelle s'est récemment trouvé le pays. Au début des années 1990, le Liban a pris une série de mesures dans le cadre de son programme de reconstruction après une longue période de conflits et de tensions et en l'absence de cadre institutionnel. Sur la période 1995-2000, l'économie a enregistré une croissance annuelle constante de 2,3% tout en étant confrontée à des problèmes de dettes.



Dès le début du nouveau millénaire, avec l'appui des donateurs de la conférence Paris II, le Liban a affirmé sa volonté de mettre en place des réformes permettant de soutenir l'ajustement fiscal ainsi que divers projets de développement économique. Cependant, les réformes n'ont pas avancé comme prévu, la croissance augmentait chaque année à

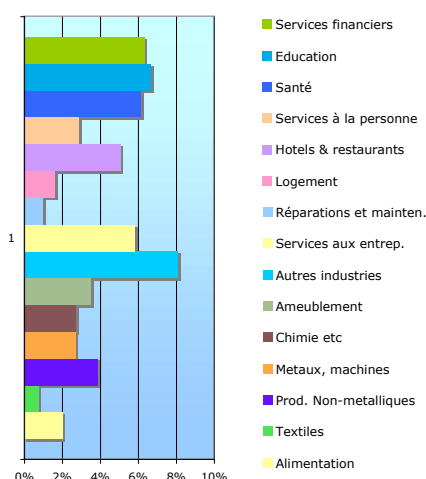
un rythme hétérogène et la guerre de 2006 a compliqué la situation du développement économique libanais. L'initiative d'aide financière Paris III ayant donné lieu à un accord en 2007 prévoit de soutenir le Liban dans la conduite de son programme quinquennal de réforme socio-économique. A cet égard, on pourrait donc se demander quel type de système économique serait le plus approprié pour un pays qui se trouve en pleine reconstruction et subit les retombées de la crise financière.

Le Liban est un petit marché qui repose essentiellement sur les services. Ce secteur a été l'une des principales sources de croissance du PIB au détriment des industries de production. Le secteur tertiaire libanais représente près de 2/3 de l'économie tandis que l'industrie domestique a perdu du terrain avec le départ d'une partie des travailleurs qualifiés ayant choisi d'émigrer et l'absence de soutien aux entreprises libanaises.

Le manque d'efficacité des réformes précédentes ainsi que le climat d'instabilité géopolitique n'ont pas permis la diversification des moteurs de la croissance. Cependant, au sein même du secteur des services, les sources de valeur ajoutée sont variées. Les services de transport et de communication ont vu leur part passer de 5,4% du PIB en 1997 à 8,3% en 2007. Les services financiers ont, eux aussi, enregistré une hausse en passant de 6,5% du PIB en 1997 à 7,6% en 2007, une tendance qui se retrouve également dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le Liban ayant une économie très ouverte, les échanges commerciaux représentaient plus de 20% du PIB en 2007 tandis que le niveau de contribution du secteur agricole est resté en-dessous de son potentiel à 6,2% du PIB en 2007.

En termes de croissance du sous-secteur tertiaire, plusieurs observations ont été faites sur la période 1997 – 2007. Le Li-

Croissance réelle, industrie & service commerciaux 97-07

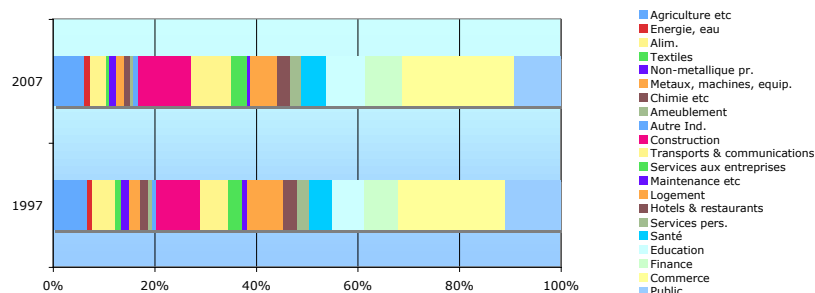


Source: *Economic Accounts of Liban Retrospective 1997-2007*

ban a enregistré une croissance extrêmement forte du sous-secteur (8% annuellement, supérieure à 100% sur 10 ans) même si son apport au niveau du PIB n'était que de 1% en 2007. Pour sa part, le reste de l'industrie a évolué beaucoup plus lentement par rapport aux taux relevés dans le secteur des services. Les services financiers, sanitaires et éducatifs ont tous augmenté de 6% par an tandis que le tourisme et les services aux entreprises ont atteint des taux de croissance respectifs annuels de 5,1% et 5,8 %.

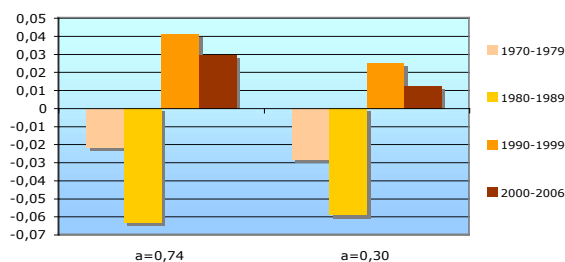
Contrairement à la plupart des pays de la région Méditerranée, le processus d'accumulation du capital physique ne semble pas avoir été une source de croissance au Liban. Comme le montre le graphique de droite (pg 175), la part de production attribuable au capital physique par travailleur est restée négative au même titre que la productivité.

Contribution au PIB, biens et services



Source : *Calculs FEMISE à partir de Economic Accounts of Liban Retrospective 1997-2007*

Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



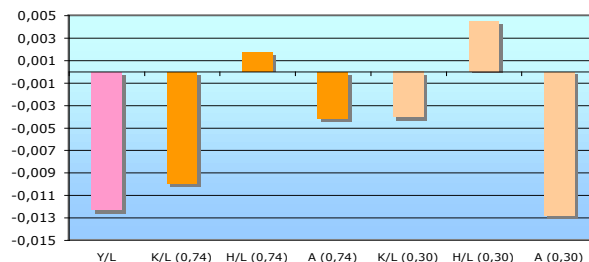
Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

La contribution du capital humain est, pour sa part, restée prédominante quelle que soit la part de capital physique intervenant au niveau de la production.

L'une des explications possibles consisterait à mettre en cause les longues périodes d'incertitude et de conflits qui ont pu pousser le Liban à un processus de réduction du capital physique. Durant la phase de reconstruction, la croissance économique était continue sans qu'aucun apport ne soit fait au niveau du capital disponible et en lien di-

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

De cette manière, la consommation soutiendrait la croissance du côté de la demande, cette dernière ayant augmenté de 33,7% en valeur cumulée sur la période 1998 – 2008 devenant ainsi la principale source de contribution aux investissements en faveur de l'amélioration de la croissance (FMI).

Des informations relatives aux performances de production du Liban sont reportées dans le tableau ci-dessus. En premier lieu, il convient de noter que le Liban semble beaucoup moins

Tableau 1. Productivité Totale des Facteurs (PTF) et Intensité Capitalistique, Médiane par secteur et comparaison à la moyenne MENA

Industries		PTF	PTF1	PTF2	PTF3	K/L	K/L1	K/L2	K/L3
Agroalimentaire	Liban (2006)	2,24	2,42	2,24	2,23	2,54	3,02	2,07	4,18
	MENA	3,09	2,81	3,06	3,08	10,58	4,68	12,09	10,38
Bois & ameublement	Liban (2006)	2,26	3,19	2,06	1,79	2,99	3,18	2,49	3,25
	MENA	3,48	4,03	3,43	3,56	7,66	5,19	9,71	6,45
Habits	Liban (2006)	2,29	3,1	2,29		1,05	0,74	1,82	
	MENA	3,97	3,91	3,9	4,17	1,54	2,75	1,42	1,56
Textiles	Liban (2006)	1,66	4,96	1,18		0,56	0,17	10,74	
	MENA	2,87	3,13	2,76	2,73	4,91	5,39	5,87	4,25

Source : FEMISE, rapport de recherche FEM33-09.

Note : Les firmes sont classées par le nombre de travailleurs qu'elles emploient : moins de 20, entre 20 et 99, plus de 100. Elles reçoivent respectivement les indices 1, 2, 3.

rect avec la baisse des investissements nets. Pour simplifier, le remplacement du capital disponible détruit a stimulé la croissance qui a atteint de véritables records à intervalles irréguliers au cours des dernières années.

productif que la moyenne des pays de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, quel que soit le secteur étudié. Deuxièmement, à l'exception de l'industrie textile où le pays manque visiblement d'efficacité en termes de productivité, le Li-

ban semble avoir le même niveau de production tous secteurs confondus comme nous le suggère la PTF. Troisièmement, le faible niveau du capital physique dans la plupart des secteurs corrobore la thèse du processus de réduction du capital.

Néanmoins, l'étude des éléments relatifs à la productivité en fonction de la taille de l'entreprise pourrait contribuer à l'élaboration d'une politique industrielle attribuant les ressources de manière optimale. Par exemple, alors que le secteur textile est peu productif au Liban, les petites entreprises du secteur (avec moins de 20 employés) enregistrent un niveau de productivité dépassant la moyenne de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord. Il semblerait que les petites entreprises libanaises soient plus productives que le reste de l'économie et sont à contre-courant des tendances régionales où les entreprises les plus productives sont celles comptant entre 20 et 99 salariés. Ainsi, fournir aux petites entreprises les outils nécessaires pour maintenir ou améliorer leurs bénéfices serait une stratégie à explorer. L'accord de crédits aux entreprises, l'application d'une politique de taux d'intérêt adéquate et d'un système structurel efficace sont autant de pré-requis qui permettraient à l'industrie libanaise de sortir progressivement de la stagnation.

III.2 Le secteur énergétique : les prémisses d'une nouvelle stratégie de réforme structurelle ?

Dans le cas du Liban, les enjeux sont simples : le pays a cruellement besoin de réformes structurelles afin de maintenir sa croissance pour la décennie à venir tout en assainissant ses finances publiques. Une série de mesures apporte de l'espoir quant à la détermination des autorités, même si la rapidité avec laquelle les procédures de réforme seront mises en place reste à voir.

Le Liban a finalement approuvé le projet de réforme visant à moderniser un secteur électrique domestique coûteux et inefficace tout en s'intéressant éga-

lement au gaz et aux énergies renouvelables. Ce projet pourrait être un premier pas vers la politique de restructuration libanaise et intégrer la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'exploitation du GPL ainsi que la construction d'un pipeline.

Il faut également noter que les projets de réforme au Liban ont été au centre d'importantes négociations depuis le début des années 1990, les légères avancées obtenues incombant principalement à des raisons politiques. La privatisation des moyens de télécommunication a également fait l'objet de discussions depuis de nombreuses années et constituerait un apport de 7 milliards de dollars pouvant réduire considérablement la dette publique.

La récente stabilité politique devrait garantir le succès du projet énergétique quinquennal et le partenariat public-privé mis en place devrait faire la différence au niveau de la qualité du réseau de distribution d'électricité, devenue un véritable problème en raison de la fréquence des coupures. Etant donné que c'est la première fois qu'une réforme est officiellement mise en place dans le pays depuis l'initiative Paris III, les espoirs quant à une implication concrète des autorités en faveur d'une modernisation des infrastructures pour la décennie à venir sont fondés.

En résumé, il faut rappeler que :

✓ Le Liban doit poursuivre la mise en place d'une stratégie de réforme structurelle cohérente basée sur les partenariats public-privé et la privatisation afin que son système économique devienne plus viable et que les différents secteurs ne soient plus un fardeau financier.

✓ Les autorités libanaises doivent s'intéresser aux secteurs porteurs de croissance à l'avenir tout en s'assurant que leurs ressortissants qualifiés aient accès à des emplois correspondant à leurs compétences. De même, si les petites entreprises semblent être les plus productives au Liban, il faut leur faciliter l'accès au crédit et mobiliser les moyens nécessaires pour les soutenir au sein même de la stratégie.

v Enfin, il convient de souligner que jusqu'ici, même sans réformes en profondeur, le pays a atteint des niveaux de croissance remarquables. Le potentiel du Liban est immense dans la mesure où une certaine stabilité est maintenue et que les intérêts du pays ont la primauté sur les dérives sectaires.

III.3 Conclusions

L'économie libanaise semble progressivement s'engager sur le chemin d'une croissance durable grâce à un système favorisé par les efforts de reconstruction. L'économie du Liban a été relativement bien épargnée par la crise qui n'a eu qu'un faible impact sur l'ensemble des agrégats macroéconomiques.

Le pays a toutefois besoin de mettre en place une nouvelle politique de croissance qui favoriserait une baisse continue du niveau conséquent de la dette. Dans le cadre du programme Paris III, les autorités doivent mettre en place tout un ensemble de réformes afin de restructurer l'économie nationale. Elles doivent plus particulièrement se pencher sur des réformes incluant la réduction des démarches administratives et l'abaissement des barrières commerciales, la structure des procédures fiscales, la responsabilité budgétaire, la législation relative à l'impôt sur le revenu et les efforts de privatisation dans des secteurs-clés tels que la télécommunication, l'électricité ou les transports.

Jusqu'ici, le Liban a seulement approuvé une réforme du secteur de l'énergie électrique mais celle-ci doit servir de base à la prise de nouvelles mesures afin d'assurer la viabilité de l'économie.

Références

ANIMA (2010), "Investments & partnerships in the MED region in 2009", Survey N°14, April.
Bank Audi (2010), "Lebanon Economic Report – Second Quarter 2010", Bank Audi Group Research Department.
Bloomberg (2010), « Lebanon May Roll Over \$4.8 Billion of Eurobonds, Finance Minister Says », August 23rd.

FEMISE (2009), « Financial Systems in Mediterranean Partners and the EURO-Mediterranean Partnership », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-20, par Simon Neaime, en collaboration avec Nidal Sabri, Décembre.

FEMISE (2010), « Performances productives et climat de l'investissement dans quatre pays de l'espace MENA : Algérie, Egypte, Maroc, Liban », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-09, par Patrick Plane, en collaboration avec Mohamed Chaffai, Fouzi Mourji et Marie-Ange Véganzonès, France, Février.

L'Orient le Jour (2010), "Jeunes Méditerranéens: Génération désenchantée », April 23rd.

Marcopolis (2010), "Interview with Dr. Ghaleb Mahmassani, Vice President of Beirut Stock Exchange", May 12th.

Menainfra (2010), "Lebanon construction sector growing », June 3rd 2010.

Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.

The Daily Star (2009), « Major reforms needed to reduce Lebanon's unemployment », July 9th.

UNCTAD (2010), "World Investment Report 2010 Investing in a low-carbon economy", United Nations.

Yalibnan (2010), "Can Lebanon Afford its Current Fixed Exchange System?", April 25th.

Yasser Abdih, Ralph Chami, Michael Gapen, and Amine Mati (2009), "Fiscal Sustainability in Remittance-Dependent Economies", IMF Working Paper, WP/09/190, September.

Zawya (2010), "Tourism revenue reaches JD1.1 billion in 1st half of 2010", Jordan News Agency, August 5th.

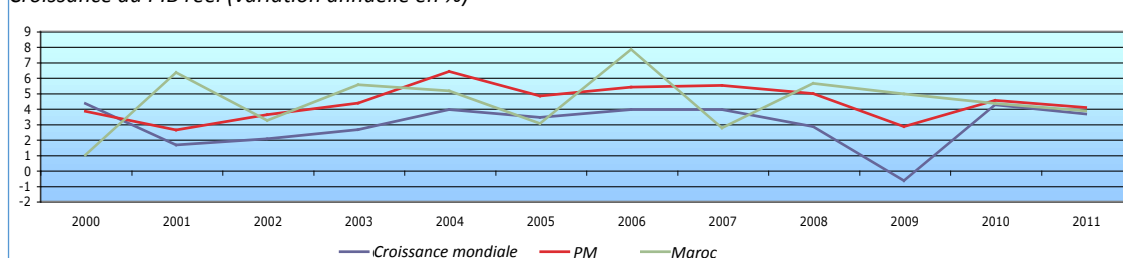
Maroc: Un système résistant malgré des répercussions sur le secteur réel

Véritable exemple de croissance soutenue au cours de l'année passée, le Maroc peut s'enorgueillir d'avoir atteint un haut niveau de croissance de son PIB à 4,9%, faisant ainsi pratiquement table rase des effets de la crise sur l'économie nationale. Le remarquable dynamisme manifesté mais surtout

financière et l'ouverture limitée du compte de capital ont permis d'amortir les risques liés à la crise.

D'une manière générale, le Maroc a pu s'engager sur la voie du renforcement de la productivité et se diriger progressivement vers un modèle évolué de croissance qui repose sur une grande maîtrise des enjeux économiques. La viabilité de la croissance économique a également permis une baisse exem-

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

les différents facteurs de croissance (consommation domestique, investissements dans des projets d'infrastructures) sont autant d'éléments expliquant le fort potentiel économique du Maroc qui a également fait preuve d'efficacité pour développer le secteur des services, aussi bien en termes de valeur ajoutée que d'emploi. La série des réformes macroéconomiques et des infrastructures a visiblement contribué à la résistance du pays. Le Maroc a été beaucoup moins touché que d'autres pays par la crise même si des craintes étaient initialement apparues concernant l'impact de celle-ci sur le secteur réel national.

Cependant, même si l'impact sur la croissance est limité, le Maroc a été affecté au niveau des moyens traditionnels de transmission de crise à savoir les exportations, les remises de fonds et les investissements directs étrangers qui ont tous enregistré une baisse par rapport à l'année précédente. Le système de croissance du Maroc reposant sur la productivité totale des facteurs (PTF) et le pays dépendant de l'évolution des pays développés partenaires ainsi que des stratégies adoptées par les entreprises étrangères, cette situation était prévisible. Pourtant, la sécurité

plaire du nombre de chômeurs et une gestion facilitée de l'inflation grâce aux mesures de contrôle monétaire adaptées et mises en place lors de la période de réforme.

Il n'empêche que le chômage reste un problème de taille, d'autant que les données attendues pour 2010 devaient être à la hausse en raison du grand nombre de jeunes actuellement à la recherche d'un emploi. Le FEMISE a d'ores et déjà souligné la nécessité pour le Maroc de se diriger vers une croissance plus diversifiée qui engloberait les stratégies de création d'emplois, l'amélioration du climat commercial et un développement plus poussé du réseau existant de PME. Il faut donc souligner qu'en dépit du succès rencontré par le Maroc en termes de croissance globale, le pays n'a pas encore atteint son plein potentiel de diversification de la production. L'un des défis à relever à court terme consisterait à maintenir l'activité économique actuelle au même niveau sans s'appuyer excessivement sur les développements extérieurs.

Après la crise, le Maroc devrait s'efforcer de trouver un moyen de relancer la croissance de sa balance

commerciale, de gérer le déficit structurel qui a touché les échanges commerciaux et les remises de fonds tout en confortant son niveau de réserves de devises étrangères. Comme cela s'est produit par le passé, le Maroc devrait être en mesure de capter les nouveaux vecteurs de croissance compatibles avec la productivité totale des facteurs et le développement durable.

Les points suivants doivent être plus particulièrement pris en considération :

✓ La dépendance vis-à-vis des pays développés partenaires a engendré une baisse de 31,6% de l'exportation de marchandises en 2009 pour atteindre 13,9 milliards de dollars. La majeure partie de ces exportations concerne les produits semi-finis - secteur d'exportation marocain le plus développé en termes de volumes en 2008 - qui ont enregistré une chute de 43,2% en 2009. Parallèlement, les importations ont diminué de 23,3%, une situation due en partie à la baisse du prix des marchandises et qui a favorisé la balance commerciale.

✓ La balance des services poursuit sa chute en 2009, en partie à cause de la baisse des revenus touristiques. Le Maroc a pourtant attiré un nombre plus important de touristes (+6,5% en volume) mais ces derniers ont effectué des séjours plus courts.

✓ En ce qui concerne le canal des remises de fonds, les expatriés marocains ont envoyé moins d'argent sur le territoire national en 2009 ce qui s'est traduit par une chute de 6,9% des remises de fonds (6,26 milliards de dollars en 2009 contre 6,73 milliards en 2008). Comme pour le tourisme, la baisse du nombre de remises de fonds est liée à la récession économique au sein de l'UE et à la peur grandissante du chômage parmi les travailleurs étrangers.

✓ Les investissements directs étrangers ont également chuté de 46%, prolongeant ainsi la tendance initiée en 2008. Les autorités marocaines devront s'attacher à rendre leur territoire beaucoup plus attractif pour les capitaux étrangers s'ils souhaitent que les investissements repartent à la hausse en 2010.

✓ La croissance marocaine s'appuie encore essentiellement sur des secteurs tels que les autres services, l'agriculture, la pêche et le commerce. Le pays s'est déjà efforcé de moderniser ses moyens de production et de s'orienter vers un régime de croissance s'appuyant sur la productivité totale des facteurs mais des progrès doivent encore être effectués.

✓ Malgré les efforts fournis, la promotion de l'emploi en termes d'offre pourrait s'avérer insuffisant. Le nombre de chômeurs a récemment subi une hausse importante avec l'arrivée sur le marché du travail d'une catégorie de population ayant déjà occupé un emploi.

✓ Les éléments qui semblent avoir été déterminants pour la croissance économique au cours des 40 dernières années semblent être la productivité ainsi que l'accumulation de capital physique. De plus, selon les sous-secteurs, la taille de l'entreprise semble avoir une influence sur la rentabilité de production. Par exemple, dans les secteurs du textile, du plastique et des matériaux non-métalliques, la productivité totale des facteurs est beaucoup plus élevée dans les entreprises comptant moins de 20 employés. Parallèlement, le secteur de l'habillement a enregistré un gain de productivité considérable, en particulier dans les plus petites entreprises où la productivité totale des facteurs a beaucoup augmenté. A l'inverse, dans les secteurs du cuir et des produits chimiques, la productivité des petites entreprises a chuté. Ainsi, favoriser le développement de certaines entreprises en particulier pour un secteur donné pourrait améliorer l'efficacité de la production marocaine.

✓ Le Maroc poursuit activement sa stratégie industrielle en favorisant les partenariats public-privé, les entrées potentielles d'investissements étrangers et un positionnement dynamique de l'économie du Maroc à l'échelle internationale. Le nouveau Plan Emergence (2009-2015) laisse présager un renforcement de la croissance marocaine, une viabilité économique et une amélioration de la situation de l'emploi au cours de la prochaine décennie. Le plan devrait faciliter l'apparition de nouveaux moteurs de croissance, la création d'emplois

compatibles avec le contexte international et une amélioration du potentiel des entreprises marocaines, notamment les PME.

✓ Le développement d'une « nouvelle économie » est également au centre des préoccupations et les autorités semblent avoir compris que l'usage des technologies est nécessaire à l'amélioration des infrastructures et à la relance de la croissance. Des projets tels que Digital Morocco 2013 devrait permettre au marché technologique marocain de prospérer et de connaître un véritable « boom » dans les années à venir.

✓ Le pays doit néanmoins encourager les échanges commerciaux avec de nouveaux partenaires afin d'exploiter un potentiel commercial latent. Dans le cas où la crise économique venait à perdurer en Europe, le Maroc devrait envisager une diversification de ses partenariats commerciaux afin de réduire sa dépendance excessive vis-à-vis de l'UE et d'éviter un impact négatif sur ses activités commerciales.

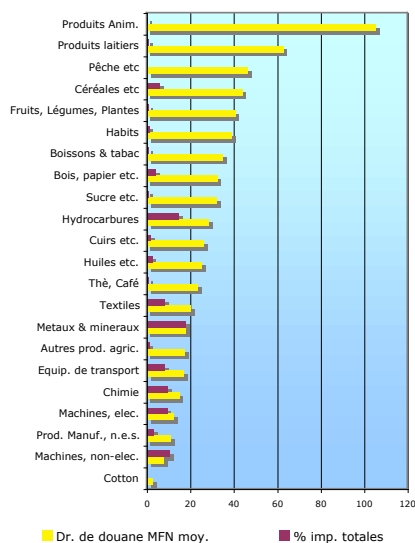
I. Un choc sur l'économie réelle bien maîtrisé

I.1. Le contexte

1.1 Une ouverture accrue pour le commerce de marchandises et un compte de capital relativement fermé

Au début des années 2000, après une période d'ajustement structurel et de réformes, les autorités marocaines enregistraient un déficit commercial structurel tandis que la production était toujours exposée à d'éventuels chocs exogènes. Ainsi, des efforts supplémentaires ont dû être fournis pour que la production reste viable et que les en-

Protection tarifaire et importations, par produit



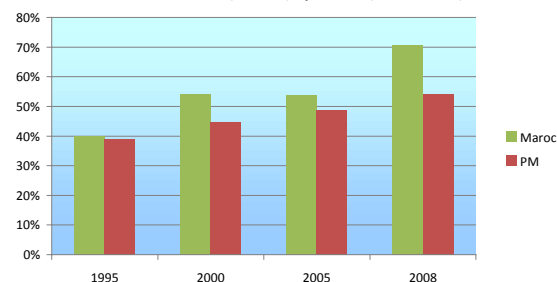
Source: WTO World Tariff Profiles 2008

treprises fortement tournées vers l'exportation puissent subsister dans un nouvel environnement où l'ouverture est nécessaire.

On pourrait alors se demander si le Maroc est parvenu à instaurer un système plus ouvert au cours de la dernière décennie, notamment ces 5 dernières années.

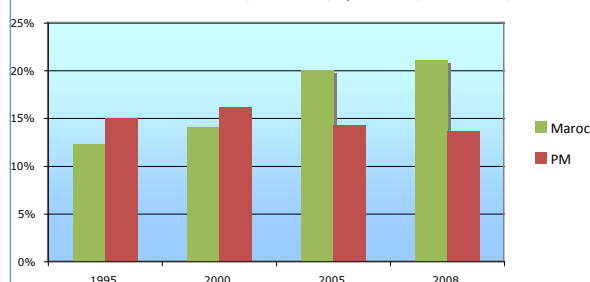
Bien que les secteurs agricole et agroalimentaire fassent l'objet de droits de douanes élevés (en particulier pour les produits d'origine animale et laitiers), les barrières douanières s'avèrent moins importantes que dans les pays partenaires méditerranéens voisins pour un grand nombre de secteurs. Pour les produits finis, les droits de douanes s'élèvent à 10,9% tandis que pour les équipements non électriques, ils tombent à 7,5%, un taux moins

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)

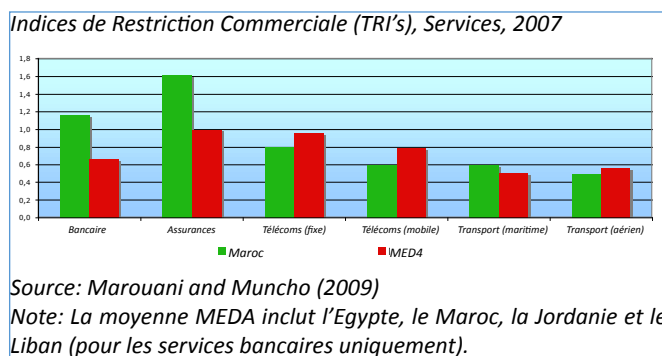


Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF



dre que celui enregistré dans d'autres pays tels que la Tunisie.

D'une manière générale, lorsque l'on se penche sur les échanges commerciaux marocains, on constate qu'après de piètres performances jusqu'au milieu de la période 2000-2010, le pays s'est beaucoup plus ouvert à la fin de la décennie.

Le taux d'ouverture du Maroc en termes d'échanges commerciaux se situe désormais au-dessus de la moyenne des pays méditerranéens partenaires, une amélioration considérable par rapport à sa performance relativement médiocre de 2005. Au niveau des services, l'ouverture a, pour sa part, clairement évolué puisqu'elle est supérieure à celle des autres pays partenaires méditerranéens. Ainsi, le processus de réformes économiques a eu un réel impact sur le commerce de services même si celui-ci reste moins intense que celui des produits finis et autres.

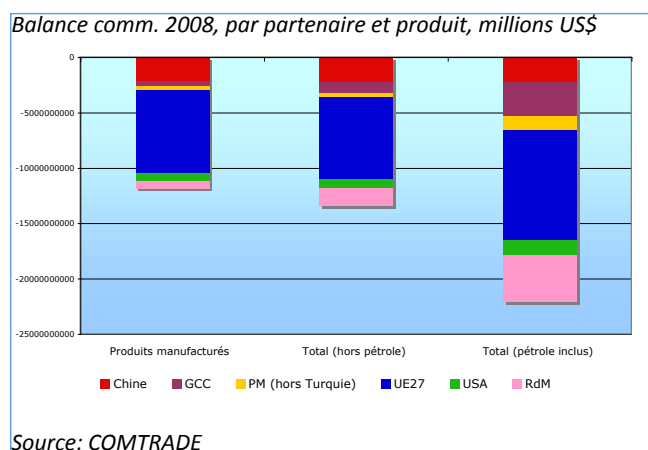
Il faut noter qu'en dépit de l'abaissement partiel des barrières au commerce de services beaucoup moins marquées que dans les autres systèmes

économiques méditerranéens dans des secteurs tels que les télécommunications, celles-ci perdurent encore dans un certain nombre de segments de l'économie marocaine. Par exemple, dans le secteur de la banque et des assurances, l'indice de restriction commerciale nationale (IRC) se situe bien au-delà des valeurs mesurées dans les pays partenaires méditerranéens voisins. De même, le transport maritime semble beaucoup plus restreint que dans des pays tels que l'Égypte ou la Jordanie. L'économie des services ne semble donc pas encore avoir atteint son plein potentiel d'ouverture.

Dernier élément mais pas des moindres, un découpage des composantes commerciales montre que le Maroc est essentiellement un importateur net, avec près de 2/3 du déficit commercial attribué à l'UE27. Bien que la présence des pays du Golfe et de la Chine soit perceptible, l'UE affiche un excédent commercial sans précédent avec le Maroc et reste la zone qui bénéficie le plus du renforcement de la stratégie d'ouverture nationale. Cela signifie également que le Maroc serait extrêmement dépendant des chocs exogènes touchant l'économie des pays européens.

1.2 Un compte de capital peu ouvert et un taux de change flottant maîtrisé

La libéralisation du compte de capital marocain est encore faible. Cela ne veut pas dire qu'aucun effort n'a été fourni pour renforcer l'ouverture mais d'importantes restrictions persistent encore sur la convertibilité du compte courant et sur les mouvements de capitaux. Le pays a recours à un système de taux de change flottant mis en place avec la stratégie d'ouverture nationale qui nécessite, par définition, une plus grande flexibilité monétaire. Dans l'ensemble, opter pour plus de flexibilité semble avoir été une décision adaptée pour solidifier les investissements et engendrer la croissance, la modification du système de taux de change ayant réduit l'instabilité présente avant les réformes.



La libéralisation financière a renforcé l'exposition aux marchés étrangers mais le secteur, bien que présentant d'excellentes normes de contrôle, reste extrêmement réglementé et se trouve encore loin de la profondeur des systèmes financiers des autres pays en voie de développement. Cette situation a néanmoins permis à l'économie d'être protégée de répercussions non souhaitées de la crise. Cela s'applique également au compte de capital qui a permis de contrer au moins partiellement les effets de transmission et de préserver la croissance.

Globalement, comme pour les autres marchés de capitaux de la zone Méditerranée, quelques signes positifs en termes de croissance et de transparence font surface, engendrant ainsi un renforcement des investissements étrangers. Bien entendu, des améliorations doivent encore être apportées pour atteindre le plein potentiel de libéralisation mais l'approche progressive et mesurée choisie par les autorités s'est avérée beaucoup plus adaptée aux besoins que ce que l'on aurait pu imaginer au départ.

1.3 Une réduction globale de la pauvreté mais des populations rurales dans le besoin encore très présentes

Le renforcement de l'ouverture a-t-elle permis d'atténuer la pauvreté par le biais d'une plus forte croissance? Au cours des années 1990, le taux de pauvreté par habitant a connu un regain au Maroc contrairement à la tendance générale relevée pour la zone Moyen- Orient et Afrique du Nord où la pauvreté a baissé au cours de la décennie passée. 6,25% de la population marocaine était considérée comme pauvre au cours de la deuxième moitié des années 1990 alors que le pourcentage pour la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord était de 4,1% pour la même

période. Selon le FEMISE, les politiques sociales nationales n'ont pas engendré une redistribution des richesses en faveur des plus pauvres. Ces derniers ont seulement enregistré une croissance de revenus inférieure à 2% alors que la croissance du PIB/habitant atteignait le double sur la même période. Des changements ont toutefois fait leur apparition dans la première moitié de la période 2000-2010 où le taux de pauvreté est tombé à 2,5%, un niveau cette fois inférieur à la moyenne de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord qui était de 3,6%. Bien que l'on puisse affirmer que ces éléments de mesures sont insuffisants et sous-estiment l'étendue réelle de la pauvreté, le progrès en la matière semble toutefois bien réel.

La crise pourrait toutefois avoir un impact sur les conditions sociales. L'indice de développement humain place le Maroc au 130ème rang mondial (valeur de l'indice : 0,654) et le pays pourrait encore reculer dans le classement dans le cas où des personnes aux marges de la pauvreté veraient leur situation se détériorer. Les catégories de population les plus exposées sont les petits exploitants, les jeunes sans emploi, les femmes ainsi que la plupart des populations rurales et les communautés de pêcheurs qui sont les plus démunies. En 2008, le nombre de pauvres dans les zones reculées a atteint 3,7 millions, soit plus de 25% de la population rurale. Les membres de cette population n'ont généralement pas accès à la propriété ce qui rend leur situation extrêmement précaire car ils ne peuvent pas obtenir des crédits pour améliorer production et revenus. Une telle situation ne devrait donc pas être négligée et les autorités ont tout intérêt à anticiper les répercussions sociales potentielles au regard de la crise récente.

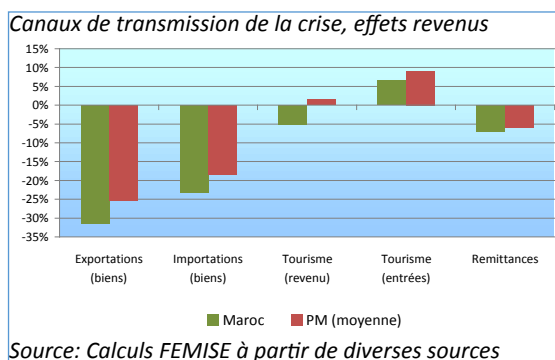
Table 1. Ratio de pauvreté (Headcount) par tête à 1,25\$ par jour PPP, % de la population

	1985	1985-90	1990-95	1995-00	2000-05
Maroc	8,42%	2,45%	6,76%	6,25%	2,50%
MENA	6,10%	4,31%	4,07%	4,10%	3,60%

Source : FEMISE (2009), FEM33-02

1.2. Les canaux de transmission de la crise

Etant donné que l'ouverture du compte de capital est extrêmement limitée, la transmission de la crise incombe essentiellement au secteur réel.

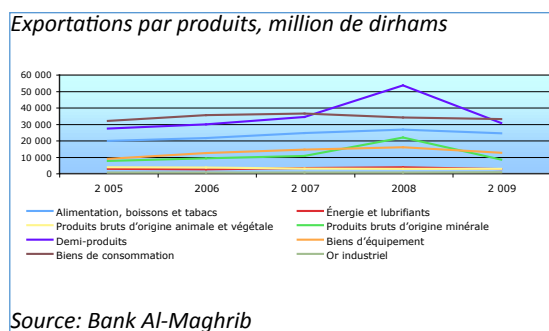
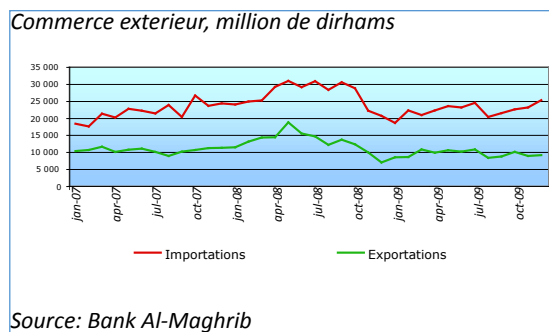


2.1 Un choc dû à la baisse des exportations, des investissements étrangers et des remises de fonds

L'impact de la crise a surtout été marqué par :

- ✓ Une baisse de 31,6% des exportations de marchandises,
- ✓ Une chute de 23,3% de la valeur des marchandises importées,
- ✓ Une balance commerciale en déficit en 2009 qui retombe à 18,2% du PIB,
- ✓ Une balance des services résistante à 6,2%,
- ✓ Une diminution de 6,9% des remises de fonds des salariés,
- ✓ Un compte courant déficitaire correspondant à 5,4% du PIB (4,96 milliards)
- ✓ Une chute vertigineuse des investissements étrangers : - 46% en 2009.

Le taux d'ouverture marocain en matière de commerce de biens se situant au dessus de la moyenne des pays méditerranéens partenaires, le fait que les échanges commerciaux du pays soient particulièrement touchés par la crise n'est pas surprenant. La dépendance du Maroc vis-à-vis de la demande des pays développés partenaires tels que ceux de la zone UE ont provoqué une baisse de 31,6% des exportations de marchandises en 2009 soit un total de 13,9 milliards de dollars. La majeure partie des exportations correspond aux produits semi-finis, l'un des plus grands secteurs d'activité au Maroc en termes de volume en 2008 et qui a enregistré une baisse de 43,2% en 2009. Les produits minéraux ont, pour leur part, enregistré une baisse de 62,6%

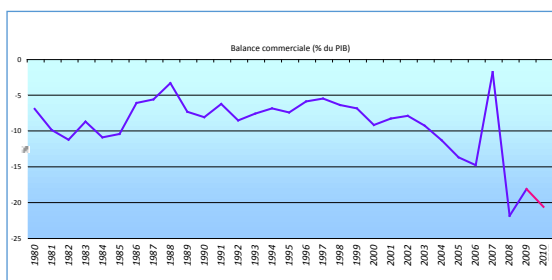


en 2009 principalement dû au décrochage des exportations de phosphates (-70,8%)

La capacité du Maroc à renouer avec les résultats commerciaux d'avant-crise reste à voir. Pour l'heure, il semble peu probable que les exportations atteignent le pic enregistré mi-2008. En effet, elles se situent pour l'instant légèrement en-dessous du niveau de 2007. Pour la deuxième moitié de l'année 2009, les exportations étaient sensiblement inférieures au niveau total des exportations enregistré au premier semestre.

En ce qui concerne les importations, elles ont baissé de 23,3% en partie à cause de la chute des prix des marchandises, une évolution plutôt favorable pour l'économie marocaine. Les chiffres de la fin d'année 2009 semblent néanmoins indiquer un inversement de la tendance avec une possible hausse du poids des importations en 2010.

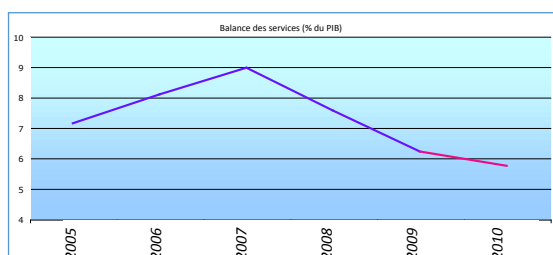
Comme prévu, la balance commerciale était en déficit en 2009 à -18,2% du PIB. Cependant, la baisse des importations a provoqué une réduction du déficit en termes absolus, ce dernier étant passé de 19,4 milliards de dollars en 2008 à 16,6 milliards en 2009 (le nombre des importations au Maroc étant traditionnellement deux fois plus important que



les exportations). Dans le cas où le Maroc ne parviendrait pas à renforcer ses exportations, la hausse attendue de la facture des importations devrait engendrer un renforcement du déficit commercial en 2010 (au-delà de 20%).

La balance des services poursuit, quant à elle, sa chute vertigineuse entamée en 2009, en raison notamment de la baisse des revenus touristiques. Bien que le Maroc continue à attirer un nombre toujours plus important de touristes (hausse de 6,5% en volume), ces derniers ont tendance à séjourner moins longtemps dans le pays.

Les flux touristiques proviennent traditionnellement d'Europe. L'année 2009 ne fait pas exception à la règle puisque les Français étaient les plus nombreux (3,1 millions, soit +4%) suivis par les Espagnols (1,8 millions, +10%), les Belges (469 000, +12%) et les Néerlandais (443 000, +12%). Les dépenses touristiques ont néanmoins diminué ce qui se traduit par une baisse globale de 1% du nombre de nuitées en 2009 particulièrement marquée à Marrakech (-1%), Agadir (-4%) et Casablanca (-1%) (Source : map.ma). D'autre part, les expatriés marocains, qui représentent une part importante du nombre total de visiteurs en 2009, dépensent globalement moins que les touristes étrangers (UIE). Etant donné que le nombre de touristes britanniques et scandinaves – qui sont habituellement ceux qui dé-

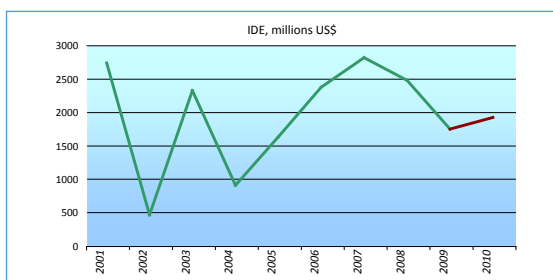


pensent le plus – a chuté, la baisse des revenus touristiques devient plus facile à comprendre. Le secteur du tourisme correspond à 9% du PIB et emploie 420 000 personnes dans le pays avec un investissement total de 10,8 milliards de dirhams (Source : menafn).

Les prévisions pour les années à venir se veulent beaucoup plus positives puisque de nouvelles stations balnéaires seront créées et des vols moins chers donneront accès à un éventail de destinations plus élargi. La diversification de l'économie touristique fait visiblement partie des projets des autorités en place afin de mener le pays vers la voie du tourisme durable et d'une approche qualitative qui lui permettra de se différencier de ses voisins. Ainsi, les recettes engendrées par chaque touriste pourraient connaître une nette amélioration. Reste à voir si celle-ci se matérialisera en 2010 ou 2011.

En ce qui concerne le canal des remises de fonds, le Maroc est l'un des plus importants bénéficiaires de la région juste derrière le Liban et la Jordanie. Ces remises correspondent approximativement à 8% du PIB en 2008 et leur diminution aurait des effets tangibles sur l'économie. Elles constituent par ailleurs une source importante de financement public pour toute une série de projets et soutiennent la croissance du revenu par habitant et la lutte contre la pauvreté, notamment dans les zones rurales. Les émigrés marocains ont fait transiter moins d'argent vers le territoire national en 2009 ce qui a eu pour effet de faire chuter les remises de fonds de 6,9% (6,26 milliards de dollars en 2009 contre 6,73 milliards en 2008). Comme pour le tourisme, la baisse des remises de fonds est directement liée à la récession économique au sein de l'UE et à la peur grandissante qu'engendre le chômage parmi les travailleurs étrangers.

Enfin, les investissements directs étrangers ont enregistré une chute vertigineuse de 46%, maintenant la tendance à la baisse amorcée en 2008. Les autorités devront fournir des efforts considérables pour rendre le territoire plus attractif pour les capitaux étrangers



si elles souhaitent voir les investissements repartir à la hausse en 2010. Les secteurs sources d'avantage concurrentiel (ex : textile), vecteurs potentiels de croissance (ex : activités liées aux TIC) ainsi que le secteur touristique pourraient constituer de véritables opportunités et assurer la protection de la main-d'œuvre marocaine.

Etant donné que les remises de fonds et les investissements directs étrangers ont enregistré de mauvais résultats, il faut souligner que la balance des invisibles a perdu une grande partie de sa capacité à équilibrer la balance commerciale déficitaire. Les autorités devront donc s'apprêter à trouver des moyens de réduire rapidement le déficit de 5,4% du compte capital courant.

2.2 Une exposition limitée sur le marché boursier, une légère baisse des réserves

Le système financier marocain est encore à mi-parcours de la libéralisation et son compte de capital n'est pas encore complètement ouvert. Aussi, le degré d'exposition à la crise devrait être relativement réduit du fait de l'intégration financière limitée au sein des marchés développés. Cependant, le pays dépend en partie des secteurs bancaires amé-

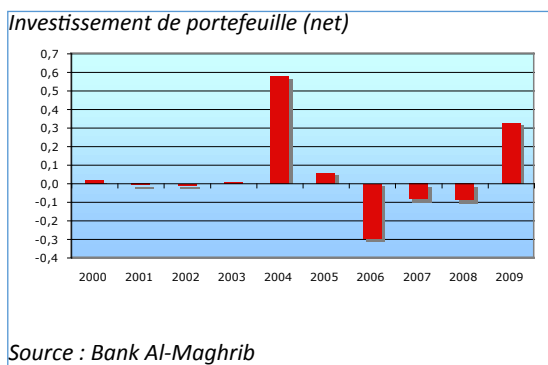
ricain et européen puisqu'il emprunte sur les marchés internationaux. Le Maroc a pu éviter la crise financière en partie grâce à son approche mesurée de la libéralisation financière.

1) Impact sur les investissements de portefeuille

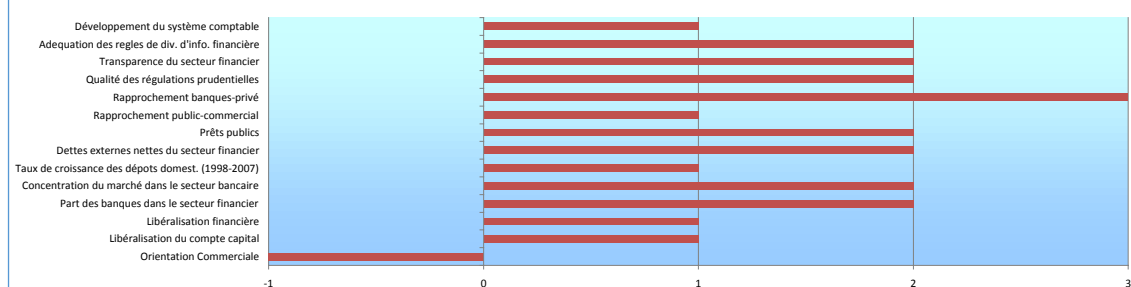
Bien que limité, le portefeuille d'investissements au Maroc a atteint un pic sur ces 5 dernières années ce qui est exceptionnel en temps de crise. Ceci pourrait être perçu comme un signe extrêmement positif de la bonne santé du marché national. La libéralisation du compte de capital n'en est encore qu'à ses débuts ce qui explique le fait que le portefeuille d'investissements reste extrêmement faible. Dans l'ensemble, le fait que l'évolution financière se soit faite progressivement et à l'aide de réformes adaptées aux besoins du pays a été une source de stabilité nécessaire.

2) Impact sur le marché boursier

Le marché boursier marocain CSE est relativement dynamique. Depuis 1993, des réformes ont été mises en place afin de le moderniser et le



Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientations Commerciales -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

nombre d'entreprises cotées en Bourse est passé à 77 en 2008. La capitalisation boursière est passée de 0,62 milliards de dollars en 1989 à 65,85 milliards en 2008 tandis que l'indice du marché immobilier a considérablement augmenté au cours de ces dernières années pour atteindre 16% du total de capitalisation en 2007. Le ratio de rotation a baissé de plus de 20% depuis 1989 pour atteindre 16,55% en 2008 ce qui indique l'existence limitée d'un marché secondaire.

Après la crise, le marché boursier marocain a été directement touché et l'indice avait particulièrement décroché. Comme pour la plupart des économies des pays méditerranéens partenaires, il s'agissait d'un impact à court terme et le marché est rapidement reparti à la hausse. Durant une très courte période en 2009, le marché boursier marocain a même dépassé celui de l'Egypte pour devenir la deuxième place boursière du continent africain. Les performances relevées à la fin du 2ème semestre 2009 suggèrent toutefois que le Maroc pourrait avoir besoin d'un peu plus de temps pour retrouver son niveau économique d'avant-crise et plus particulièrement les records atteints pendant la période de mars à mai 2008.

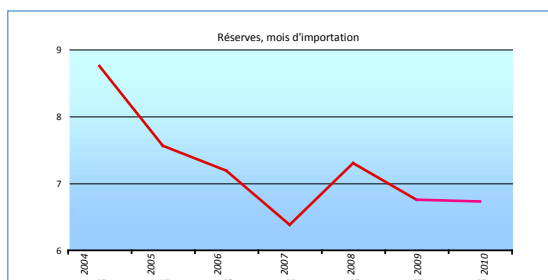
Dans l'ensemble, les prévisions sont positives et une croissance du marché boursier est attendue. Un certain nombre de projets devrait permettre de doubler la taille du marché avec la cotation de 75 nouvelles entreprises d'ici 2015, faisant alors du Maroc une destination financière de prédilection sur le continent africain. La nouvelle stratégie vise à renforcer la base d'investisseurs en la faisant passer de 120 000 membres actuellement à 500 000 d'ici 2015. Tout ceci devrait être effectué en développant en parallèle un marché dérivé moderne destiné au commerce et qui pourrait être opérationnel en fin d'année 2011.

3) Impact sur les réserves étrangères

Dans le contexte de crise, les réserves de devises étrangères ont été touchées et sont passées en-

dessous du seuil des 7 mois d'importations, bien qu'elles restent supérieures au niveau de 2007. La baisse des exportations est un autre facteur qui n'a pas été favorable au maintien des réserves, d'autant que les remises de fonds et le tourisme étaient eux aussi en chute libre. Fort heureusement, la baisse considérable des importations a balayé en partie la pression sur les réserves et a permis de garder le taux de couverture à un niveau 2 fois plus élevé que celui préconisé par le FMI.

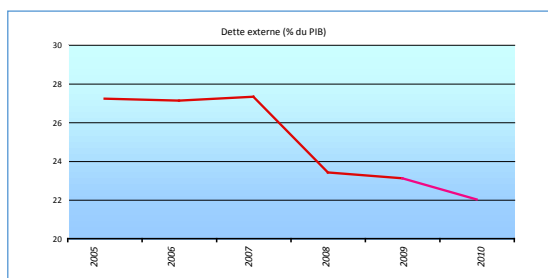
Une hausse des importations est attendue pour 2010 ce qui signifie qu'un moyen de compensation alternatif devra être trouvé. Le tourisme pourrait repartir à la hausse et fournir suffisamment d'entrées de devises mais le Maroc restera très dépendant des exportations, le marché européen évoluant en fonction. Pour le moment, les prévi-



sions penchent pour une reprise des exportations, certes timide, de 4,5% en 2010 (UIE). Le risque de manque de liquidités est donc absorbé, au moins sur le court terme.

4) Impact sur la dette publique externe

Enfin, en ce qui concerne la dette gouvernementale, le Maroc est parvenu à la réduire en la faisant passer de 23,4% en termes de PIB en 2008 à 23,1% en 2009. Le ratio de remboursement de la dette est, pour sa



part, passé de 10,1% en 2008 à 8,6% en 2009. Une gestion raisonnée devrait permettre de faire descendre la dette à 22% du PIB en 2010 tandis que le ratio de remboursement de la dette pourrait passer à 7,9%. Le niveau de la dette est globalement l'un des plus faibles observés parmi les pays méditerranéens partenaires et n'a cessé de diminuer. Il y a donc peu de raisons de penser que le Maroc pourrait émettre des dettes obligataires en 2010.

II. Analyse des agrégats

1. Croissance du PIB et décomposition

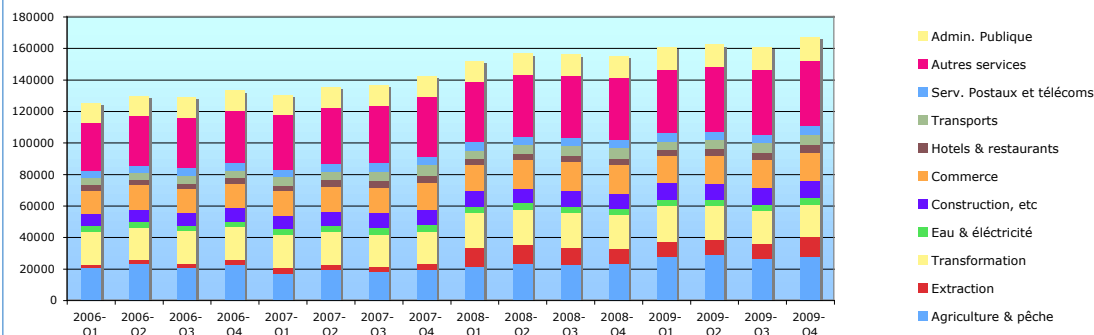
L'économie marocaine est engagée depuis longtemps sur la voie de la croissance durable et la crise n'a eu aucune influence sur cet aspect, au moins sur le court terme. L'économie n'a jamais connu de récession et la croissance est restée constante tout au long de la décennie. Contrairement aux tendances internationales, le Maroc a atteint un niveau

reste elle-même très marginale (respectivement -1,6% et -1,8%). Comme nous le verrons plus tard, le pays a fait des progrès en termes de modernisation des ses moyens de production et s'oriente vers un système basé sur la productivité total des facteurs. La diversification des moteurs de croissance et l'acquisition d'une indépendance restent toutefois un problème pour plusieurs secteurs. Le pays semble cependant avoir des projets pour rectifier sa croissance au cours de la prochaine décennie.

La croissance nationale repose encore en partie sur l'agriculture, elle-même dépendante des conditions météorologiques. L'activité agricole reste relativement instable car le pays est touché année après année par des chutes de pluie considérables qui réduisent le potentiel de production.

Les prévisions pour l'année à venir sont pourtant assez optimistes avec un taux de croissance de 4,3% en dépit de la récession qui touche les par-

Valeur ajoutée au prix de base, par activité, base 98, millions de dirhams (courants)



Source : Bank Al-Maghrib

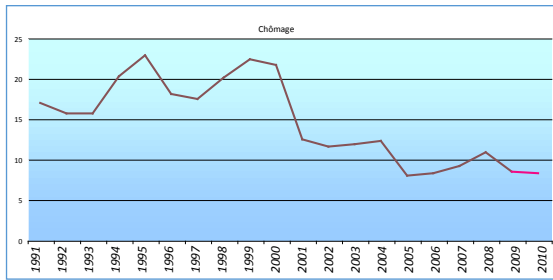
de croissance de 4,9%, une situation extrêmement surprenante dans un contexte de crise.

La croissance marocaine s'appuie toujours très fortement sur des secteurs tels que les autres services, l'agriculture, la pêche et le commerce. Aussi surprenant que cela puisse paraître, seuls deux sous-secteurs d'activité ont enregistré une baisse en année glissante au cours du dernier trimestre 2009 (l'industrie de transformation et les services postaux et des télécommunications), baisse qui

tenaires commerciaux étrangers et pourrait continuer à faire baisser la demande d'exportations tout en réduisant partiellement la production dans des secteurs sources d'avantage concurrentiel pour le Maroc comme le textile ou l'industrie automobile.

2. L'emploi: hausse du chômage en 2009, des signes mitigés pour 2010

La stabilité de la croissance économique marocaine au cours des dernières années a engendré



une baisse significative du chômage qui est passé de 11% en 2005 à 9,1% en 2009, le système étant de nature pro-emploi. Reste toutefois à voir si les autorités parviendront à maintenir le taux de chômage en-dessous de la barre des 10% en 2010. Les secteurs directement liés à la promotion des exportations pourraient subir des revers si ces dernières ne repartaient pas à la hausse, de même que l'agriculture qui pourrait avoir une influence sur le nombre global de chômeurs.

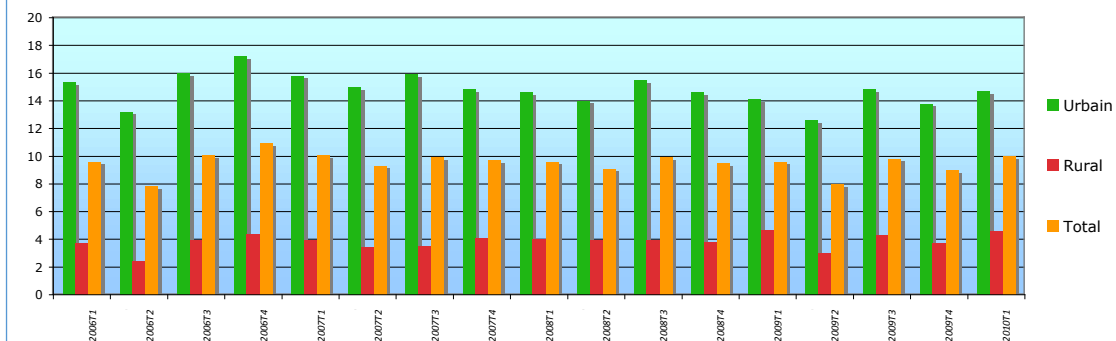
Comme le montre le graphique ci-dessus, le chômage a atteint son niveau le plus bas (en-dessous des 8%) au deuxième trimestre de l'année 2009. Depuis, les

chiffres sont repartis à la hausse pour frôler les 10% au premier trimestre de l'année 2010. Les zones rurales sont une nouvelle fois celles qui enregistrent le plus grand nombre de chômeurs, la crise n'ayant pas fait exception à la règle. Les premiers chiffres pour 2010 indiquent un taux de chômage de près de 15% dans les zones rurales, soit 1% de plus que le taux enregistré en milieu d'année 2009. Ainsi, un fort impact de la crise sur le niveau de chômage au Maroc semble être inévitable pour 2010.

Alors que l'inquiétude semble être relativement contenue pour la main d'œuvre non qualifiée (taux de chômage inférieur à 5%), il n'en est pas de même pour les travailleurs qualifiés qui sont les plus touchés par le chômage. Ainsi, en 2007, le chômage atteignait un taux de près de 21% parmi les travailleurs hautement qualifiés.

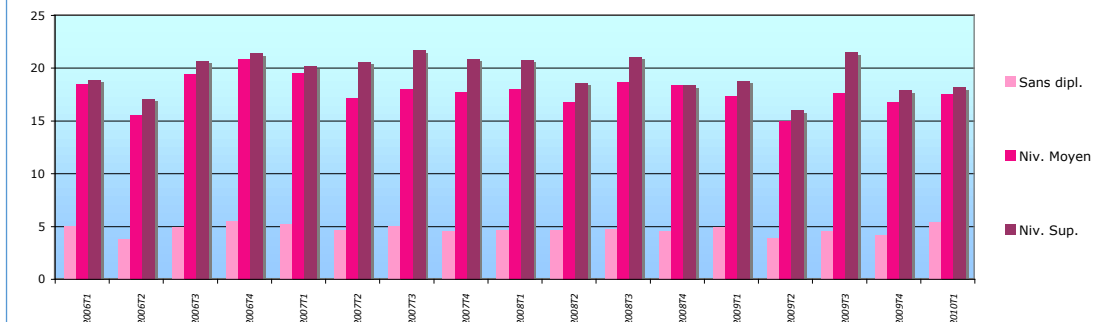
La crise a incité les autorités à lutter contre le chômage des travailleurs qualifiés mais après une pé-

Chômage par zone géographique, %



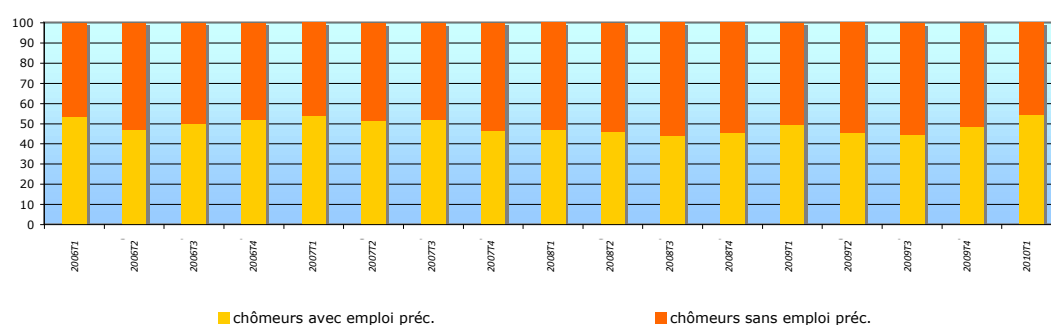
Source : Haut Commissariat au Plan

Chômage par education, %



Source : Haut Commissariat au Plan

Chômage par type %



Source : Haut Commissariat au Plan

riode de baisse, le taux de chômage était à nouveau en hausse à 18,2% début 2010. L'un des principaux défis à relever vise à réduire le fort taux de chômage parmi les détenteurs de diplômes universitaires, en particulier les plus jeunes. Il faut notamment souligner qu'en début d'année 2010, le chômage atteignait un niveau particulièrement préoccupant de 18,5% chez les 15-24 ans. Dans l'ensemble, la promotion de l'emploi en termes d'offre est clairement insuffisante. Comme le montre le graphique ci-dessus, le nombre de chômeurs parmi la population ayant déjà eu un premier emploi ne cesse d'augmenter. En parallèle, la part des nouveaux entrants sur le marché du travail n'enregistre qu'une légère baisse ce qui signifie que l'offre ne pourrait suffire à englober la totalité des demandeurs.

Le Maroc a fourni d'importants efforts particulièrement payants en termes de promotion de l'emploi au cours de ces dernières années et ceux-ci ne devraient pas s'estomper. La diversification des activités pourrait faire émerger de nouveaux secteurs demandeurs de compétences et donc créateurs d'emploi pour les travailleurs

qualifiés. A cet égard, les autorités semblent avoir pris toutes les mesures nécessaires pour encourager la croissance.

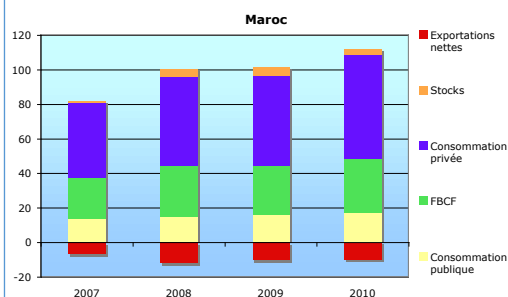
II.1 Une macro-réaction encouragée par les dépenses publiques et qui a eu un impact direct sur le déficit budgétaire

1) Une activité économique qui reste relativement solide

Les dépenses liées aux exportations par rapport au PIB ont baissé de plus de 13% au cours de l'année 2009. La croissance a essentiellement pu être maintenue grâce à la consommation publique qui, en dépit de la crise, a enregistré une hausse des dépenses de 11,2% du PIB en 2009 tandis que les dépenses privées augmentaient de 4% environ, une performance proche de celles relevées les années précédentes.

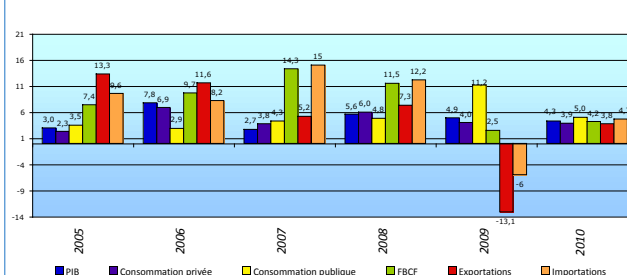
Les estimations pour 2010 semblent indiquer un taux de croissance de 4,3% qui se situerait donc au-dessus de la moyenne enregistrée dans plusieurs pays voisins. Pour que la croissance marocaine atteigne

Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$



Source : IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source : IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

de nouveaux records, il faudra attendre une reprise des exportations, une situation qui va évidemment dépendre de l'évolution de la crise dans les pays développés mais également de la capacité des autorités locales à s'orienter vers de nouveaux partenaires commerciaux. Les investissements devraient avoir une forte influence en 2010 tandis que la consommation privée serait en légère baisse.

Les dépenses liées aux chantiers publics devraient augmenter de 20% en 2010, au même titre que les investissements publics. Parmi les projets qui devraient bénéficier de cette hausse figurent notamment l'expansion du complexe industriel de Jorf Lasfar et les parcs éoliens de Tanger et Tarfaya.

2) Un impact important sur le budget

L'augmentation des dépenses a creusé le déficit budgétaire en 2009 après 2 années en situation d'excédent. Ce dernier frôlait les 2,1% en 2009 et pourrait grimper à 4,4% en 2010. Les subventions devraient atteindre 23 milliards de dirhams, soit le double du montant enregistré en 2009. La baisse des subventions en 2009 était liée à la chute du prix des marchandises mais a été compensée par des revenus publics en hausse et de fortes dépenses au niveau des infrastructures. Afin de stimuler la croissance, les autorités ont baissé les impôts et augmenté les revenus publics. Des coupes budgétaires devraient donc partiellement ternir la hausse.

Le taux de pénétration des taxes pourrait augmenter mais les recettes devraient être moins fortes que celles attendues par le gouvernement étant donné que la consommation privée, les droits de

douane et les bénéfices des entreprises n'augmentent que très lentement. Bien que visiblement nécessaire, la mise en place d'une réforme des systèmes de subvention semble peu appropriée en cette période socialement difficile (UIE).

3) Une politique monétaire / de taux de change qui suit scrupuleusement l'évolution macroéconomique

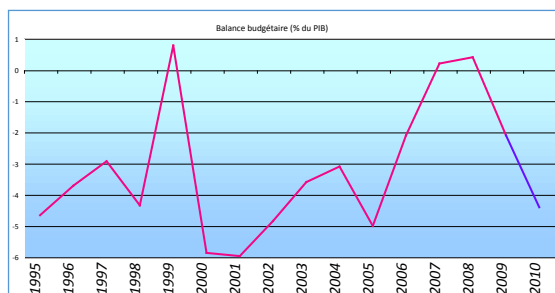
Le Maroc utilise un système de taux de change flottant contrôlé (le dirham suivant l'évolution de plusieurs types de devises) mais néanmoins plus flexible depuis que le pays s'est ouvert au commerce international et aux capitaux étrangers. Autoriser plus de flexibilité avec la libéralisation des marchés était une évolution nécessaire de la politique monétaire particulièrement indiquée pour répondre aux besoins du pays en termes de stabilité des prix.

Le ciblage implicite de l'inflation s'est avéré extrêmement efficace pour assurer la stabilité des prix à moyen terme et la Banque centrale semble disposer des outils nécessaires pour la maintenir. L'instauration d'un système de ciblage explicite de l'inflation a déjà été abordée et pourrait engendrer des bénéfices supplémentaires à condition que le niveau d'inflation reste stable.

En début d'année 2010, la Banque centrale a pris toutes les mesures nécessaires pour améliorer le niveau des liquidités en plaçant les réserves obligatoires à 6%. Globalement, les prix modérés, le suivi très strict des agrégats monétaires et macroéconomiques ainsi qu'une base financière solide devraient permettre de mener une politique monétaire en phase avec la stratégie de développement marocaine.

II.2 Un système bancaire plus intégré mais partiellement touché

Le secteur bancaire marocain a affiché un bon niveau de développement au cours des deux dernières décennies. Sa structure, désormais di-



versifiée, a atteint un niveau de développement élevé.

On peut plus précisément affirmer que:

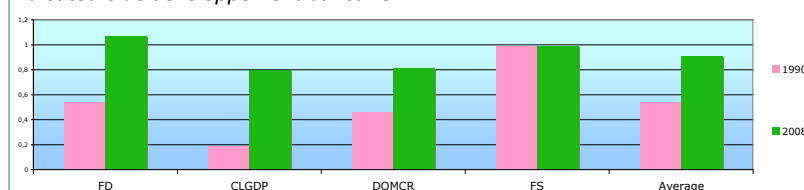
- ✓ La croissance financière est passé de 54% à 107% entre 1990 et 2008,
- ✓ Le ratio FS est resté stable, les prestations de services ne s'étant pas suffisamment développées,
- ✓ Le ratio de crédit domestique accordé au secteur privé / PIB (DOMCR) est passé de 46% en 1990 à 81% en 2008, suggérant, de ce fait, que le secteur financier fournit des services

✓ Les provisions spécifiques aux crédits improductifs avoisinent les 80%, au-dessus de la moyenne méditerranéenne.

✓ Le ratio capital / actif est néanmoins de 11,7% et se situe en-dessous de la moyenne des pays partenaires méditerranéens.

✓ Les taux de rendement de l'actif atteignent 1,3%, légèrement en-dessous de la moyenne méditerranéenne tandis que le rendement des capitaux propres est à 17% et dépasse la moyenne méditerranéenne.

Indicateurs de développement bancaire



Source: FEMISE, rapport de recherche FEM33-20

En résumé, la santé financière des banques s'est améliorée en termes de qualité et de rentabilité de l'actif malgré la crise. Le système bancaire devrait encore renforcer ses

de meilleure qualité,

✓ Enfin, le ratio des créances du secteur non financier / PIB (CLGDP) est passé de 19% en 1990 à 80% en 2008, une situation révélatrice de la croissance et de la stabilité du régime.

La crise prouve cependant que le secteur bancaire au Maroc doit encore être amélioré en matière d'adéquation des fonds propres.

Il convient de noter plus particulièrement que :

✓ Les crédits improductifs restent en dessous de la moyenne méditerranéenne à 5,5%, un taux relativement faible,

performances en termes de crédit bancaire et se rapprocher des normes internationales dans un contexte de renforcement de la transparence et de la crédibilité.

III. Les moteurs de la croissance et la productivité totale des facteurs (PTF)

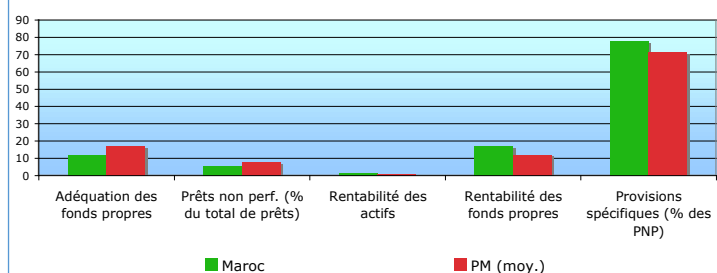
III.1 Vers un renforcement de la productivité marocaine

Afin de passer progressivement à une économie de marché, le Maroc a mis en place un grand nombre de réformes visant à consolider la nouvelle croissance. Plusieurs mesures ont ainsi été prises depuis les années 1990 pour favoriser un renforcement de la concurrence et de la productivité au sein

du système économique. 20 ans plus tard, on pourrait donc se demander si le Maroc est parvenu à se diversifier.

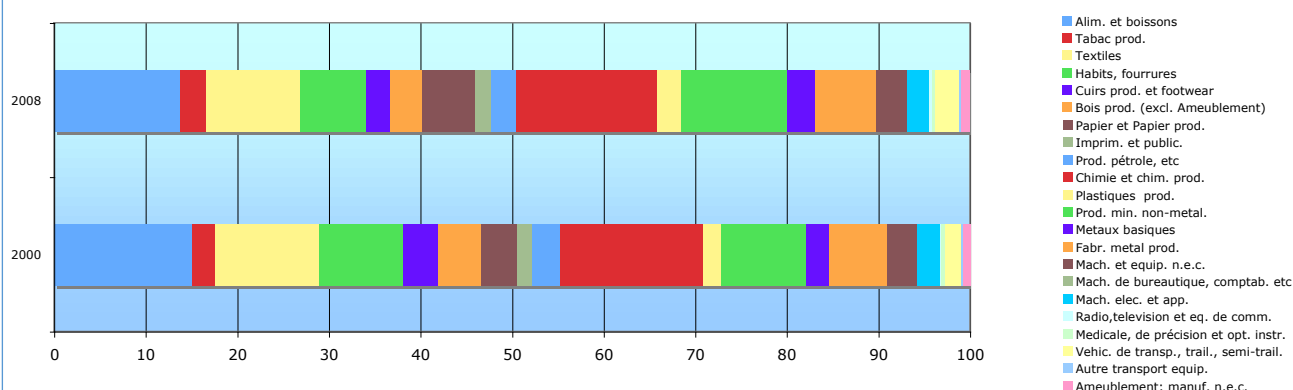
Le taux de croissance moyen de 5% enregistré sur la période 2000-2007 et qui a été suivi par un pic à 6,2% en 2008 juste avant la crise a permis de réduire considérablement le chômage

Indicateurs de Solidité Financière



Source: IMF

Structure de la VAM, 2000 et 2008



Source : UNIDO

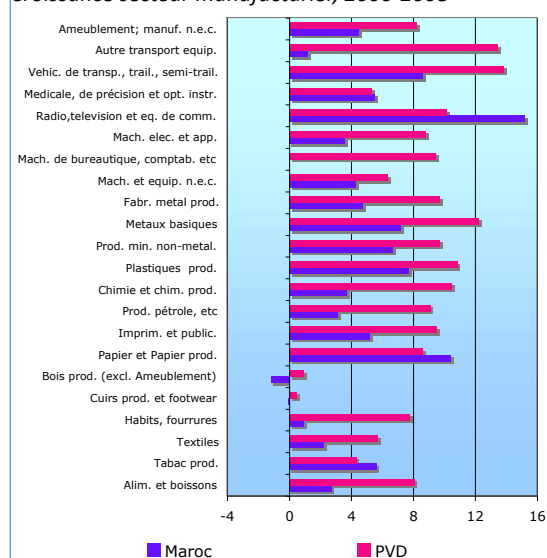
qui est passé en-dessous de la barre des 10%. Cette situation est, à bien des égards, similaire à celle de la Tunisie même si le Maroc semble avoir été plus prolifique en matière de création d'emplois. Il s'agit désormais de comprendre en quoi le nouveau système de croissance marocain a favorisé l'emploi et d'analyser sa situation au niveau régional et mondial.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, alors les réformes économiques ont permis de diversifier les moteurs de la croissance, le Maroc a conservé un niveau de spécialisation dans un certain nombre de secteurs, spécialisation qui a toutefois tendance à s'atténuer au cours des dernières années. Le Maroc a su récolter les fruits de ses réformes stratégiques en termes de croissance globale mais celles-ci semblent aussi avoir altéré le potentiel de diversification de la production du pays.

Le secteur des boissons et de l'alimentation a vu sa part de production à valeur ajoutée (PVA) passer de 15% en 2000 à 13,7% en 2008. Celle de l'industrie textile est tombée de 11,4% à 10,2% tandis que le secteur de l'habillement a également chuté, passant de 9,2% en 2000 à 7,8% en 2008. A l'inverse, la part de production à valeur ajoutée des produits minéraux non métalliques est en hausse (9,3% en 2000 contre 11,6% en 2008), de même que celle des produits de papier. Enfin, le secteur des produits chimiques reste stable, passant d'un par de production à valeur ajoutée de 15,6 % en 2000 à 15,4% en 2008.

Au niveau de la croissance des sous-secteurs, quelques éléments sont à relever sur la période 2000-2008. Le Maroc a enregistré une forte croissance du secteur des équipements radiophoniques, télévisuels et de communication qui frôle les 15%. Néanmoins, et en dépit d'une croissance marquée dans des secteurs tels que les produits de papier, les véhicules à moteur, les matières caoutchouc et plastiques ou encore les métaux basiques, le taux de croissance pour l'ensemble des sous-secteurs se situait en-dessous de la moyenne des pays en voie de développement. Bien évidemment, plusieurs secteurs de l'économie marocaine étaient déjà fortement développés dans les années 1990 mais cette tendance pourrait faire apparaître de nouveaux

Croissance secteur manufacturier, 2000-2008



Source : UNIDO

éléments porteurs de croissance pour la décennie à venir au sein même de la stratégie adoptée.

On pourrait alors logiquement se demander comment le Maroc peut afficher de tels niveaux de croissance pour son PIB sans pour autant atteindre son plein potentiel de diversification. La réponse réside probablement dans la productivité totale des facteurs (PTF) et les déterminants de la croissance.

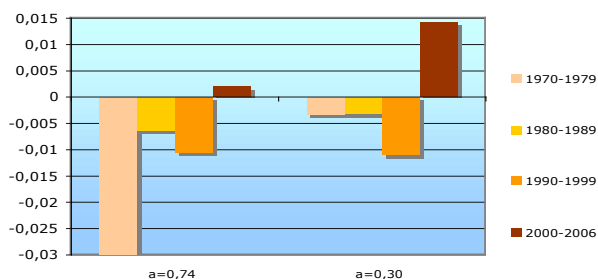
Comme le montre le graphique ci-dessous, après une longue période sans réelle productivité dans les années 1970, l'économie marocaine a progressivement amélioré ses performances pour atteindre une croissance de productivité positive au cours des dernières années (période 2000-2006). En supposant que la part du capital humain ait été importante sur la production, certains éléments semblent indiquer que la productivité a connu une croissance rapide. Les chiffres concernant le capital humain et le capital physique apportent un certain nombre de réponses quant aux éléments porteurs de la croissance marocaine.

Le graphique de droite détaille le taux de croissance du PIB par travailleur, la contribution du capital physique par travailleur à la production, la contribution du capital humain par travailleur à la production ainsi que le taux de croissance moyen de la PTF sur la période 1970-2008 (en se basant sur une

contribution de capital physique à la production de 0,74 pour le premier scénario et de 0,30 pour le second). Pour chacun des scénarios étudiés concernant la part de capital physique contribuant à la production, on arrive à une même conclusion : les éléments qui ont été déterminants pour la croissance au Maroc au cours des 40 dernières années sont la production ainsi que l'accumulation de capital physique. Dans le premier scénario, le capital physique est le facteur dominant (0,0216) tandis qu'il est moins important dans le second (0,0088). Cette étude place, de ce fait, le capital humain au second plan des facteurs de la croissance économique marocaine sur les 40 dernières années.

Cela ne signifie pas pour autant que la productivité du travail est faible au Maroc. Un rapport du FEMISE sur la PTF au sein de l'espace méditerranéen montre au contraire que le taux de croissance moyen (et intermédiaire) de la productivité du travail a augmenté dans plusieurs secteurs au milieu de la période 2000-2010. Le tableau ci-dessous indique ainsi que la productivité du travail a augmenté dans l'industrie textile (moyenne 2001 : 9,7 ; moyenne 2005: 11,76), le secteur des produits en cuir (moyenne 2001 : 4,94 ; moyenne 2005 : 8,76 – soit près du double), l'habillement (moyenne 2001 : 5,48 ; moyenne 2005 : 7,51) et l'agro-industrie (moyenne 2001 : 22,3 ; moyenne 2005 : 31,17). En outre, alors que la hausse de la productivité peut être attri-

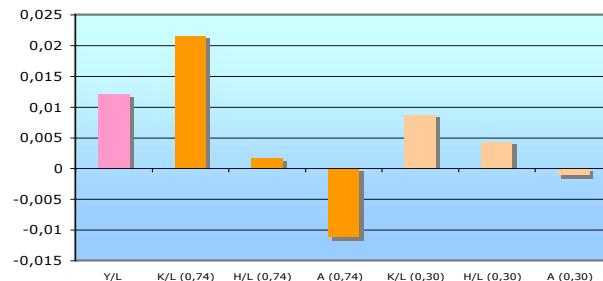
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Tableau 2. Productivité apparente et coût unitaire du travail au Maroc

Industries	Année	Productivité moyenne du travail	Productivité moyenne du travail	Coût unitaire moyen	Coût unitaire médian	Observations
Textiles	2001	9,7	5,32	0,77	0,51	125
Textiles	2002	8,4	6,3	0,5	0,48	142
Textiles	2003	10,61	7,11	0,6	0,49	148
Textiles	2005	11,76	7,67	0,52	0,46	41
Cuirs	2001	4,94	3,8	0,76	0,53	65
Cuirs	2002	7,68	3,99	0,61	0,55	72
Cuirs	2003	6,13	4,69	0,69	0,59	76
Cuirs	2005	8,76	7,55	0,58	0,58	14
Habits	2001	5,48	3,52	0,6	0,61	266
Habits	2002	4,99	3,65	0,59	0,61	295
Habits	2003	6,45	4,18	0,6	0,6	313
Habits	2005	7,51	4,45	0,63	0,62	110
Agro-alimentaire	2001	22,33	13,3	0,39	0,34	53
Agro-alimentaire	2002	20,41	13,71	0,6	0,34	56
Agro-alimentaire	2003	29,25	18,87	0,73	0,3	58
Agro-alimentaire	2005	31,17	10,8	0,4	0,36	106
Chimie & Pharmaceutique	2001	54	16,12	0,36	0,34	48
Chimie & Pharmaceutique	2002	32,07	17,35	0,38	0,34	56
Chimie & Pharmaceutique	2003	39,06	25,49	0,4	0,31	56
Chimie & Pharmaceutique	2005	42,88	25,97	0,52	0,32	86
Matériaux plastiques et non-métalliques	2001	10,04	7,59	0,46	0,36	62
Matériaux plastiques et non-métalliques	2002	10,8	8,24	0,46	0,43	66
Matériaux plastiques et non-métalliques	2003	14,83	10,35	0,43	0,36	70
Matériaux plastiques et non-métalliques	2005	2,78	2,78	0,59	0,59	1

Source : FEMISE, rapport de recherche FEM33-09

buée à une baisse des coûts par unité de travail dans le cas de l'industrie textile et des produits en cuir, il n'en est pas de même pour les deux autres secteurs où les coûts ont augmenté ces dernières années.

Comme indiqué précédemment, seules quelques industries (textile, habillement, etc) représentent la plus grande part de production à valeur ajoutée et d'emploi au Maroc. Il faut néanmoins souligner que le travail gagne en efficacité ce qui réduit, au moins partiellement, le niveau de diversification économique encore intermédiaire.

De même, lorsque l'on se penche sur le secteur moyen marocain, la PTF suggère que le pays a progressé entre 2001 et 2005 pour l'ensemble des secteurs, à l'exception des secteurs des matières plastiques et non métalliques.

D'autre part, en ce qui concerne les sous-secteurs, la taille des entreprises est liée aux variations de productivité. Par exemple, pour le textile, les matières plastiques et non-métalliques, la PTF est plus élevée dans les entreprises comptant moins de 20 salariés en 2005. Dans le même temps, le secteur de l'habillement a enregistré une hausse considérable de sa productivité, notamment dans les petites entreprises où la PTF est passée de 3,41 en 2001 à 5,36 en 2005. A l'inverse, dans les secteurs du cuir et des produits chimiques, la productivité a chuté dans les petites entreprises (passant respectivement de 3,28 à 2,95 et de 5,37 à 4,3) et augmenté dans les grandes et moyennes entreprises (pour les moyennes entreprises, passage de la PTF de 3,52 à 3,75 dans l'industrie du cuir et de 4,69 à 4,86 pour les produits chimiques ; pour les grandes entreprises : passage de la PTF de 3,9 à 4,82 dans

Tableau 3. PTF dans les firmes marocaines : Influence de la taille des firmes sur la médiane de chaque catégorie

Industries	Year	PTF	PTF1	PTF2	PTF3
Textiles	2001	3,13	3,71	3,05	3,18
Textiles	2002	3,19	3,03	3,23	3,22
Textiles	2003	3,45	3,77	3,39	3,34
Textiles	2005	3,57	4,59	3,29	4,08
Cuirs	2001	3,54	3,28	3,52	3,9
Cuirs	2002	3,78	3,97	3,85	3,7
Cuirs	2003	3,61	3,21	3,75	4,16
Cuirs	2005	3,73	2,95	3,75	4,82
Habits	2001	4,35	3,14	4,68	4,39
Habits	2002	4,63	3,76	4,6	4,74
Habits	2003	4,57	4,93	4,44	4,59
Habits	2005	5,37	5,36	5,24	5,39
Agro-alimentaire	2001	3,91	3,91	3,98	3,7
Agro-alimentaire	2002	3,91	3,95	4,03	3,6
Agro-alimentaire	2003	4,25	4,31	4,62	3,85
Agro-alimentaire	2005	4,18	4,03	4,17	4,29
Chimie & Pharmaceutique	2001	4,57	5,37	4,69	3,77
Chimie & Pharmaceutique	2002	4,85	5,05	4,93	4,28
Chimie & Pharmaceutique	2003	4,93	4,83	5,38	4,54
Chimie & Pharmaceutique	2005	4,83	4,3	4,86	5,27
Matériaux plastiques et non-metalliques	2001	3,65	3,7	3,7	3,53
Matériaux plastiques et non-metalliques	2002	3,76	4,17	3,73	3,77
Matériaux plastiques et non-metalliques	2003	4,04	4,36	4,03	3,73
Matériaux plastiques et non-metalliques	2005	2,71	2,78	2,64	

Source : FEMISE, FEM33-09.

Note : Les firmes sont classées par le nombre de travailleurs qu'elles emploient : moins de 20, entre 20 et 99, plus de 100. Elles reçoivent respectivement les indices 1, 2, 3

l'industrie du cuir et de 3,77 à 5,27 pour les produits chimiques).

Ainsi, en favorisant le développement de certaines entreprises en fonction de leur taille, le Maroc pourrait améliorer son niveau de production. Par exemple, encourager les entreprises du secteur du cuir à s'accroître et à se diversifier serait un choix judicieux. De même, soutenir la croissance des petites entreprises du secteur textile pourrait optimiser l'efficacité du secteur.

L'analyse de l'environnement commercial apporte également des informations intéressantes sur l'origine des différences enregistrées en termes de

performance au sein des entreprises marocaines. Dans une étude récente menée par Augier et al. (2010) avec l'appui du FEMISE, des liens ont été établis entre l'environnement commercial au sein des entreprises marocaines et le niveau de PTF. Ce document prouve que la mauvaise répartition des ressources financières au Maroc peut constituer un problème, le montant des prêts étant négativement lié aux estimations de productivité. Cela se vérifie surtout pour les entreprises faiblement endettées sans pour autant être lié aux différences de rentabilité. Les auteurs de ce rapport ont aussi souligné que l'absence d'un système d'imposition homogène parmi les entreprises étudiées et le nombre de demandes d'autorisation nécessaires chaque année pour exercer sont deux éléments qui ont un impact direct sur la productivité, notamment pour les petites entreprises non exportatrices.

Dans le cas des pays méditerranéens en général, Cecchini et Lai-Tong (2008) ont démontré que bien que le transfert technologique ait un impact sur la PTF, celui est uniquement positif si la main d'œuvre concernée est suffisamment qualifiée. Ainsi, fournir toujours plus d'efforts pour attirer les capitaux étrangers et s'aligner sur les normes internationales peut être bénéfique sans pour autant atteindre les résultats escomptés, surtout si la main d'œuvre manque de formation. En ce qui concerne le Maroc, les gains de productivité semblent limités et la croissance annuelle est seulement estimée à 0,23% sur la période 1980-2000. Les auteurs mentionnés ont démontré que les investissements étrangers ont un impact positif sur l'ensemble des pays méditerranéens avec, en moyenne, plus de 55% de la population ayant suivi des études secondaires. Tous les pays faisant partie de l'étude se trouvaient au-dessus de ce seuil, à l'exception du Maroc. Ainsi, contrer le chômage des jeunes qualifiés semble non seulement important d'un point de vue social mais aussi économique.

Tous ces facteurs devraient donc être pris en compte pour améliorer la politique industrielle du pays. Placer certains secteurs d'activité en marge pour

Tableau 4. Caractéristiques du «Plan Emergence II»	
Secteurs ciblés	Résultats attendus (quantitatifs et qualitatifs)
Offshoring (francophone et hispanophone)	100 000 emplois, 15 mrds DH en VA.
Automobile : Création d'une base industrielle.	70-80 000 emplois, 10 mrds DH en VA.
Electronique : Spécialisation et intégration	10 000 emplois, 5 mrds DH en VA
Transformation de produit de la mer : développement de produits surgelés etc	35 000 emplois 3 mrds DH en VA.
Aéronautique : Offre intégrée	10 000 emplois, 3 mrds DH en VA.
Textiles et Cuir : Fast fashion et co-traitance	50 000 emplois, 5 mrds DH en VA.
Agro-alimentaire : Développement de projets intégrés	6 000 emplois, 5 mrds DH en VA.
Microelectronique, biotechnologies et nanotechnologies	220.000 emplois, 50 mrds DH en VA

rait également être une décision fondamentale, bien que naturellement difficile à prendre.

III.2 L'adoption de politiques structurelles et de nouvelles mesures après la crise

Bien que spécialisé dans un faible nombre de secteurs, le Maroc s'est longuement appuyé sur un système de croissance basé sur la PTF. Cependant, la mise en place d'une série de mesures intégrées à la stratégie des politiques structurelles volontaristes prouve que le pays souhaite maintenir la croissance pour les années à venir. Ces mesures, qui sont aussi une réponse à la crise récente, se manifestent surtout dans l'extension du Plan Emergence 2009-2015, une initiative exemplaire de renforcement de la croissance et de l'emploi.

Outre une politique industrielle visiblement importante, le pays a également entamé une coopération avec les pays voisins afin de promouvoir les échanges commerciaux. Les autorités ont conscience qu'elles doivent s'appuyer sur les revenus générés par les investissements étrangers pour consolider la croissance et que la compétitivité pour les exportations demeure un point crucial.

1) Plan Emergence II de l'industrie marocaine : la création d'emplois et la croissance pour 2010.

Le nouveau Plan Emergence (2009-2015) reflète la volonté du Maroc d'améliorer sa croissance, sa viabilité économique et l'emploi pour la décennie à venir. Plus de 20 complexes industriels moder-

nes devraient être construits d'ici 2015 tandis que ceux déjà en place seront améliorés. Le plan a été adopté en début d'année 2009 et parmi les objectifs visés figurent notamment :

- ✓ La création d'emplois adaptés au contexte international. Le développement de postes dans les secteurs liés aux investissements étrangers (l'aéronautique, les TIC, l'automobile) ainsi que la hausse des emplois dans des secteurs plus traditionnels sont une priorité.

- ✓ L'amélioration de la compétitivité des entreprises marocaines, notamment celle des PME. Des systèmes de notation devraient ainsi être mis en place par les partenaires bancaires pour faciliter l'accès au crédit. La création d'un « Fonds d'amorçage » dédié aux PME est également attendue et 4 parcs de PME sont envisagés pour encourager le développement de nouvelles entreprises.

- ✓ L'adaptation des formations qualifiantes aux besoins évolutifs de l'industrie. Un projet de création d'une école d'aéronautique fait actuellement l'objet de discussions et la création d'une école d'ingénieurs en partenariat avec l'Ecole Centrale de Paris est également envisagée.

De toute évidence, le Plan Emergence peut être extrêmement bénéfique pour l'avenir. Tout d'abord, en se focalisant sur des secteurs tels que ceux des biotechnologies, de l'aéronautique et des TIC, il pourrait apporter les éléments nécessaires à la création du nouveau modèle de croissance basé sur la maîtrise des agrégats économiques. D'autre part, en maintenant l'intérêt pour les secteurs qui

sont d'ores et déjà porteurs d'avantage concurrentiel, il permettrait d'assurer un maximum de gains de productivité grâce à la spécialisation intra-sectorielle (par exemple en se focalisant sur la mode éphémère dans le secteur textile). Il constituerait donc un élément de base pour toute l'infrastructure servant à relancer les moteurs de croissance existants.

En termes d'emploi, le potentiel des nouveaux secteurs de croissance tels que la micro-électronique ou les biotechnologies devrait permettre la création de 220 000 nouveaux postes d'ici tandis que les secteurs portuaire et automobile devraient également offrir de nouvelles opportunités. A cet égard, on pourrait donc supposer que la promotion de l'emploi du côté de l'offre pourrait se renforcer tandis que la crainte du chômage diminuerait, faisant alors du Maroc un véritable exemple dont les pays partenaires méditerranéens pourraient s'inspirer.

La stratégie de développement industriel a notamment été renforcée par le « Pacte national pour l'émergence industrielle ». Ainsi, malgré le contexte d'après-crise, le Maroc maintient ses efforts pour continuer à attirer les investissements étrangers, un environnement commercial stable et des partenariats public-privé favorables à une relance sans précédent de l'économie.

2) Une foule d'autres projets pour accompagner le développement

En marge du Plan Emergence, le Maroc a également adopté une série d'autres mesures pour relancer l'économie dans les années à venir. On peut notamment souligner:

✓ Plan Maroc Vert : Le plan en question concerne un partenariat public-privé qui vise à attirer 10 milliards de dirhams d'investissements chaque année, à créer un apport de 100 milliards de dirhams supplémentaires en 2020 et à fonder près d'un million d'entreprises à vocation agricole.

✓ Plan Halieutis : Il tend à améliorer l'industrie piscicole d'ici à 2020. Tout comme pour le Plan Maroc Vert, l'objectif est de doubler le PIB du secteur (hausse de 21 milliards de dirhams) ainsi que la part de marché du Maroc dans ce domaine à l'échelle mondiale (en passant de 3,3% à 5,4% en 2020).

✓ Vision 2015 pour l'Artisanat : Le projet Vision 2015 tend à faire grimper le chiffre d'affaires total du secteur à 24 milliards de dirhams et les exportations à 7 milliards de dirhams tout en créant 117 000 emplois.

✓ Maroc Digital 2013 : Ce plan ambitieux comprend toute une série d'objectifs. Il vise notamment à apporter un accès Internet haut débit à tous, à mettre en place une e-administration (en transformant l'ensemble des données papier en données digitales), à encourager l'informatisation des PME et à créer 26 000 emplois supplémentaires.

✓ Plan Rawaj 2020 : Ce plan a pour objectif d'améliorer le commerce et le secteur de la distribution pour les faire passer à 15% du PIB et créer 450 000 emplois supplémentaires d'ici 2020.

✓ Plan Biladi 2012 : L'objectif de ce partenariat public-privé est, entre autres, de créer 15 000 emplois en lien avec le tourisme tout en augmentant le nombre de structures d'accueil dans le pays.

✓ Plan Logistique 2010-2015 : L'objectif de ce plan est de développer les moyens logistiques marocains en réduisant les coûts à 15% du PIB (actuellement à 20%) tout en apportant 0,5% par an à celui-ci et en créant 36 000 nouveaux emplois.

D'une manière générale, les différents projets marocains semblent complémentaires. Des efforts ont été faits pour consolider les moteurs de la croissance tout en soutenant les activités traditionnelles. Grâce aux retombées globales à prévoir et à son énorme potentiel, cette stratégie semble particulièrement dynamique.

Par exemple, la mise en place des plans Maroc Vert et Halieutis semble logique, le pays ayant déjà

prouvé son expertise en matière d'exportation de produits alimentaires vers les pays partenaires de l'UE. L'agriculture marocaine a fait des progrès considérables. Les méthodes de production se sont améliorées et ont apporté le niveau de certification nécessaire tandis que les techniques de culture sont en constante évolution et renforcent la qualité des produits alimentaires. De plus, l'amélioration des moyens logistiques par le biais du plan 2010-2015 devrait engendrer plus d'externalités avec l'intégration du processus de production.

Le développement de la « nouvelle économie » est au centre de l'attention et les autorités semblent avoir compris que les outils technologiques sont un pré-requis pour améliorer le système et engendrer un nouveau régime de croissance. Des projets tels que le Plan Maroc Digital 2013 devraient également permettre au marché informatique local de prospérer et de connaître un véritable « boom » pour les années à venir. Le marché des PC a déjà augmenté sa part de 10 à 12% grâce au regroupement des deux plus grandes entreprises publiques (Matel PC et Distrisoft) mettant en place des systèmes relativement solides. La création d'une plateforme externe pour attirer les investissements étrangers a été testée au niveau mondial (en Corée du Sud par exemple) et pourrait permettre aux vecteurs de croissance d'émerger au Maroc. De même, les PME pourraient renforcer leur efficacité en gérant mieux leurs ressources.

3) Renforcement de la coopération intra-régionale dans les secteurs d'avantage concurrentiel pour intensifier les échanges commerciaux

Le Maroc s'engage beaucoup plus activement dans la coopération régionale afin de développer les échanges commerciaux Sud-Sud et Sud-Nord. Le pays a signé des accords de libre-échange portant sur les secteurs textile et automobile avec la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie.

Comme nous l'avons vu précédemment, ces deux secteurs fortement tournés vers l'exportation sont

essentiels pour l'économie marocaine, aussi bien en termes d'emploi que d'activité industrielle mais aussi pour les autres partenaires d'Agadir. Le Maroc pourrait notamment tirer profit de la coopération étant donné que les industriels cherchent à renforcer les synergies et accroître les bénéfices plutôt que d'entrer en concurrence pour une plus faible part de marché. D'autre part, une telle initiative permettrait au Sud de mieux se positionner à l'échelle internationale en offrant à des pays comme le Maroc plus de compétitivité face aux économies émergentes. Par exemple, malgré les efforts fournis dans le secteur automobile, la concurrence de l'Asie reste importante et le pays a besoin de plus de ressources que ce dont il dispose au niveau national pour rester compétitif. De même, dans le secteur textile, la Chine est un concurrent direct extrêmement présent.

Ainsi, la stratégie de coopération régionale semble non seulement indiquée pour l'économie marocaine mais également logique. D'autres secteurs, comme l'industrie du cuir ou les transports, devraient également suivre cette initiative et renforcer l'intégration régionale. Enfin, de manière à renforcer les bonnes relations entretenues avec le Nord, « l'Union pour la Méditerranée » devrait avoir un rôle décisif à jouer dans la stratégie de développement intégré Nord-Sud.

En résumé, il faut donc retenir que :

✓ Le Maroc poursuit activement sa stratégie de développement industriel permettant ainsi la création de partenariats public-privé considérables, le renforcement des investissements directs étrangers potentiels et un positionnement dynamique de son économie au niveau international,

✓ Les autorités ont opté pour les secteurs en lien avec les TIC qui sont de véritables moteurs de la croissance sans pour autant négliger les secteurs plus traditionnels afin d'éviter les effets de la crise sur l'emploi.

✓ Enfin, le pays a non seulement atteint d'excellents taux de croissance mais dispose encore d'un énorme potentiel en termes de production et

d'emploi. La coopération régionale est également utile puisqu'elle évite la pratique d'un protectionnisme exacerbé.

IV. Conclusions et recommandations

Le Maroc a enregistré un taux de croissance de 5% en 2009 ce qui, au vu du contexte actuel, est un véritable exploit. Dans l'ensemble, les réformes ont bénéficié de la croissance mais le plein potentiel de l'économie n'a pas encore été atteint. Certains éléments devraient notamment permettre au Maroc de se différencier afin de maximiser ses bénéfices dans un futur proche:

✓ Comme cela a été expliqué plus haut, le Maroc doit se diversifier. Sa nouvelle stratégie de développement semble prometteuse mais les dirigeants devraient toutefois faire attention à renforcer les échanges commerciaux avec de nouveaux partenaires de façon à pouvoir exploiter un potentiel encore latent. Le Maroc exporte majoritairement des marchandises vers l'Espagne (19,2% du total des exportations), la France (17,6%) et le Brésil (7,1%). Les trois pays qui exportent le plus vers le Maroc sont la France (16,1%), l'Espagne (13,5%) et l'Italie (6,5%). Le revers économique étant persistant en Europe, le Maroc devrait songer à établir de nouveaux partenariats commerciaux afin d'éviter une ultra-dépendance vis-à-vis de l'UE ainsi qu'un impact négatif sur ses activités commerciales. Le FEMISE a déjà souligné que l'UE était le principal partenaire commercial du Maroc ce qui rend le pays beaucoup plus vulnérable aux chocs sur la demande extérieure, une situation confirmée par la crise. Le contexte commercial pourrait encore se dégrader avec une hausse potentielle des prix du pétrole ou une baisse des prix du phosphate. La coopération régionale et les accords commerciaux doivent donc s'étendre à de nouveaux domaines générateurs de bénéfices. (Afribiz)

✓ Les autorités semblent avoir compris qu'une élévation sur la chaîne des valeurs est fondamentale pour accroître la productivité. Le développement d'activités telles que l'aéronautique ou

les nanotechnologies est un pari qui pourrait s'avérer payant si le pays parvient à attirer les investissements internationaux pour mettre en place la structure et l'expertise nécessaires à la production. A cet égard, le pays devrait renforcer la création de formations professionnelles et d'initiatives éducatives qui permettraient aux jeunes de devenir la génération de travailleurs qualifiés de la seconde moitié de la décennie.

✓ Le Maroc devrait également s'efforcer d'orienter sa politique d'investissement vers une répartition territoriale de la croissance plus homogène pour les années à venir. En effet, il semble que tous les facteurs à valeur ajoutée soient localisés au centre du pays tandis que les régions du Sud sont les plus défavorisées en termes de PIB régional.

✓ La région de Grand Casablanca est celle qui a contribué le plus à l'évolution du PIB au cours des dernières années (19% du PIB en 200-2007), suivie par Souss-Massa-Drâa (12,2%) et Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (9,8%). De ce fait, le PIB régional paraît extrêmement concentré. Il en est de même pour le PIB par habitant dans ces 3 régions. On note également que le Sud s'est légèrement rattrapé dernièrement tandis que Grand Casablanca a enregistré une hausse démographique importante. Il reste toutefois suffisamment de place pour entamer une réforme de l'espace marocain. Pour parvenir à une pleine exploitation des nouvelles branches d'activité, le pays devrait songer à orienter les réformes vers les zones rurales ayant besoin de nouvelles initiatives de développement économique. (Source:DEPF)

✓ L'approche raisonnée de la libéralisation du capital et des comptes financiers marocains doit être maintenue. Comme le rappellent Gouider and Trabelsi (2009), dans le cas des économies émergentes, la libéralisation du capital va de paire avec le renforcement des fluctuations extérieures. Cela se vérifie notamment pour les pays qui ont été confrontés à des crises bancaires par le passé et pour lesquels la relâche de la bride financière n'a pas réellement facilité les fluctuations du taux de croissance du PIB, contrairement aux pays qui n'ont traversé aucune crise bancaire. Le secteur bancaire

marocain ayant connu une passe difficile en 1983, les autorités semblent avoir compris qu'un cadre institutionnel solide est nécessaire avant de songer à la pleine ouverture.

Références

Afrah Larnaout Gouider And Mohamed Trabelsi (2009), « On the Importance of External Financial Reform for Output Fluctuations? Evidence from Developed and Emerging Economies », presented at ERF 16th Annual Conference « Shocks, Vulnerability and Therapy », November 7-9, Cairo, Egypt.

Afrbiz.info (2010), « Import and Export Snapshot for Morocco », February 16th.

Augier P., M. Dovis and M. Gasiorsek (2010), « The Business Environment and Moroccan Firm Productivity », International DIME Workshop Firm Selection and Country Competitiveness, France, Nice-Côte-d'Azur, March 24-26th.

Ioltravel.co.za (2010), « Morocco targets tourism growth », January 18th.

ITEuropa.com (2010), « Finattech: Morocco soon to become a destination of choice », January 28th.

Laurence Cecchini and Charles Lai-Tong (2008), « The links between openness and productivity in Mediterranean countries », *Applied Economics*, 2008, 40, 685-697

Map.ma (2010), « Over 8 million tourists visited Morocco in 2009 », March 2nd.

Marouani, M.A. and L. Munro (2009) "Assessing Barriers to Trade in Services in the MENA Region", OECD Working Paper, TAD/TC/WP(2008)/25/Final

MENA.FN (2010), « Over 8.3 million tourists visit Morocco in 2009 », January 16th.

Moroccobusinessnews.com (2010), « Morocco launches new development plan », April 22nd.

Moroccofinance.blogspot.com (2009), « Casablanca Stock Exchange stepping up to finance the Moroccan economy », October 31st.

NuwireInvestor (2010), « Morocco's Government Aims To Boost Tourism And Foreign Investment », February 5th.

Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », *International Journal of Euro-Mediterranean Studies*, Volume 2, Number 1.

Ruralpovertyportal.org (2010), « Rural poverty in the Kingdom of Morocco ».

Skyscrapercity.com (2010), « Assises de l'industrie: Des mesures pour muscler le pacte Emergence », April 9th.

Skyscrapercity.com (2010), « Assises de l'industrie: Des mesures pour muscler le pacte Emergence », April 9th.

Skyscrapercity.com (2010), « Pacte national pour l'émergence industrielle :Grande visibilité pour l'industrie de demain », April 8th.

Usinenouvelle.com (2010), « 220 000 emplois industriels de plus au Maroc en 2013 », Ahmed Reda Chami, ministre de l'Industrie du Maroc.

Yacout.info (2010), « Eight New Projects for Morocco during the Next Decade », Rabii Agoujgal, January 6th.

Yacout.info (2010), « Morocco, Tunisia, Egypt and Jordan - Cooperation in Textile & Automotive », July 20th.

Syrie : absence de retombées graves de la crise, mais nécessité d'adapter davantage son régime de croissance à la nouvelle décennie

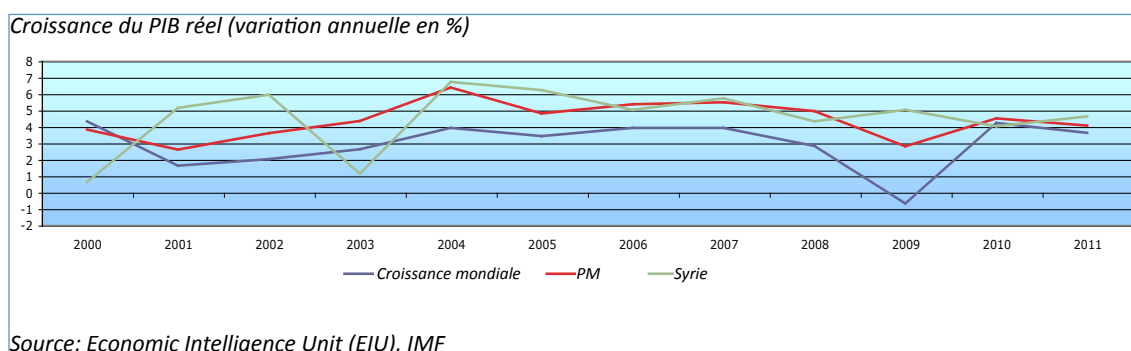
En Syrie, la production intérieure a longtemps été l'affaire de l'état. Avec la croissance de la concurrence internationale, l'économie s'est progressivement ouverte au secteur privé et les autorités ont montré des signes de bonne volonté pour positionner la Syrie dans l'espace économique euro-méditerranéen. Le processus de libéralisation a donc été lent, mais constant.

L'intégration économique encore limitée pourrait expliquer le peu d'effet de la crise internationale sur l'économie syrienne. Le taux de croissance a même augmenté de 5 % en 2009 contre 4,3 % en 2008 et il devrait approcher 4 % en 2010. Il ne faut toutefois pas ignorer les efforts dirigés vers une forte croissance de la production et la flexibilité

Un certain nombre de points doivent être abordés dans le régime actuel.

Premièrement, le modèle syrien repose sur le développement des PME, ce qui est une approche appropriée. Toutefois, le FEMISE a déjà noté à quel point l'avantage concurrentiel des entreprises est inférieur au potentiel en raison d'un cadre institutionnel encore limité.

Deuxièmement, même en améliorant l'environnement des entreprises pour attirer les IDE, rien ne garantit que la croissance en profitera pleinement. Il a été montré que la croissance ne peut profiter des capitaux étrangers que lorsque le secteur financier s'est développé jusqu'à un certain niveau où le crédit au secteur privé est supérieur à un seuil donné ; la Syrie est depuis longtemps en dessous de ce seuil. La situation est simple, le développement financier doit s'intensifier pour soutenir la croissance au cours de



des taux de change introduite récemment, qui ont protégé l'économie contre un canal de transmission non voulu.

La Syrie est un bon exemple de pays en phase transitoire ; des efforts sont faits pour aller vers une économie d'ouverture et l'environnement financier et économique se développe, mais le pays est encore loin des niveaux de productivité que connaissent les pays en voie de développement, même ceux des PM voisins. La transition est également difficile lorsque l'on sait que les crises ont toujours eu dans le monde un impact négatif sur le processus d'ouverture.

la nouvelle décennie. Ce n'est qu'à partir de là que les EDI auront un effet positif sur la croissance du PIB comme dans certains PM voisins.

Troisièmement, le pays doit encore traiter efficacement la part du chômage des jeunes dans la région méditerranéenne. Avec une économie nationale incapable de créer de nouveaux emplois, le chômage en Syrie est devenu structurel. La création de zones industrielles peut ouvrir de nouvelles opportunités d'emploi, mais le onzième plan de développement devrait considérer les secteurs présentant le plus fort potentiel en terme d'emploi pour la prochaine génération.

En ce qui concerne les tendances macroéconomiques récentes, il convient de noter les points suivants :

✓ La Syrie a enregistré une baisse des exportations de marchandises de 23,3 %, à 11,76 milliards de dollars américains en 2009. Du côté des importations, la valeur des échanges a également diminué, de 21,6 % à 12,6 milliards de dollars américains. Le déficit commercial est donc resté proche des niveaux de l'année précédente, à -1,6 % du PIB.

✓ Le tourisme a connu une croissance à deux chiffres pendant que les revenus du tourisme atteignaient 5,2 milliards de dollars américains en 2009, soit une augmentation spectaculaire de 48,6 % par rapport aux 3,5 milliards de dollars américains de 2008.

✓ Seule une légère baisse de 2,7 % a été enregistrée pour les IDE avec 1,43 milliards de dollars américains en 2009 par rapport à 1,47 milliards de dollars américains en 2008. Malgré cela, il convient de noter que le montant des investissements entrant en Syrie n'est pas aussi important que cela.

✓ Après un taux de croissance de 4,3 % en 2008, l'économie a connu une croissance de 5 % en 2009, ce qui fait de la Syrie le PM ayant la croissance la plus rapide en 2009 après le Liban. Les perspectives pour 2010 indiquent en outre un taux de croissance remarquable, quoique réduit, de 4%.

✓ Contrairement aux autres PM, la crise n'a pas eu d'effet négatif sur les chiffres de l'emploi. La baisse du chômage en Syrie est estimée à 2,4 points, passant de 10,9 % en 2008 à 8,5 % en 2009.

✓ Les performances impressionnantes de la consommation privée (4,3 % d'augmentation en dépenses du PIB), avec l'augmentation également impressionnante des dépenses de consommation publique sur le PIB (8 %), sont les principales variables expliquant l'augmentation du PIB de 5 % en 2009.

✓ Mais après trois années consécutives de baisse du déficit budgétaire, 2009 a propulsé le déficit public à 8,3 % estimés du PIB, par rapport à 2,5 % en 2008. Alors que les dépenses en 2010 ont été relativement stables du fait du rétablissement

économique (à 26,8 % estimés du PIB), le déficit ne devrait pas retomber aussi rapidement sous les niveaux d'avant la crise.

✓ La composition du PIB semble évoluer. Dans les années 1990, l'agriculture représentait 23 à 28 % du PIB total, en 2004, la part de l'agriculture a chuté à 21,6 % du PIB et en 2007, elle atteignait 20,2 %. Le changement le plus fort vient de l'économie de service, qui semble avoir pris de l'importance ces dernières années. Au cours de la période 2004-2007, la part du commerce de gros et de détail a augmenté d'environ 3 %, les services sociaux, publics et aux personnes ont augmenté de la même valeur, suivis par les services financiers et de transport qui ont tous deux augmenté de 1 % à 2 % du PIB.

✓ Malgré cela, la contribution de la productivité totale des facteurs a été négative et la Syrie doit rendre son régime plus efficace. Pour une augmentation du PIB par tête de 1 %, le capital par travailleur devrait croître encore plus. Le pays doit faire ce qu'il faut pour supprimer les barrières et inefficacités implicites et permettre à l'investissement en capitaux, nationaux et étrangers, de se traduire en croissance totale. Pour que les IDE aient un effet positif marqué sur la durabilité de la croissance, la Syrie devrait simultanément envisager une modernisation de son commerce international, de son infrastructure et de ses positions financières.

✓ Les autorités syriennes semblent stimuler l'investissement dans le plan de développement quinquennal. Différents projets d'irrigation et de développement des terres arables figurent parmi les efforts entrepris pour moderniser le socle agricole. Le Ministère de l'électricité doit également construire de nouvelles centrales et moderniser ses centrales existantes et ses réseaux de connexion. Moderniser l'infrastructure syrienne devra permettre au pays d'occuper une place centrale dans le commerce international dans la mesure où cela permettrait d'offrir de meilleurs services logistiques et de faire de la Syrie une plaque tournante régionale.

✓ La Syrie cherche également à diversifier ses sources d'énergie en se concentrant sur les énergies renouvelables qui devront permettre de répondre à ses besoins croissants. Cela montre un réel intérêt

pour le secteur et la possibilité de développer de nouvelles branches d'emplois qualifiés.

✓ Enfin, des réformes législatives permettant aux activités du secteur bancaire de répondre à des normes spécifiques sont en cours. Les réformes imminentes incluent l'introduction d'amendements dans la loi sur la banque centrale de Syrie et la loi fondamentale sur les devises ainsi que la loi 28 sur la création de banques privées en Syrie. La Syrie autorise également maintenant les investisseurs étrangers à acquérir jusqu'à 60 % des banques nationales afin d'attirer davantage d'IDE et de permettre aux banques privées d'augmenter leur capital.

I. L'absence d'effet sur l'économie réelle

I.1. Le contexte

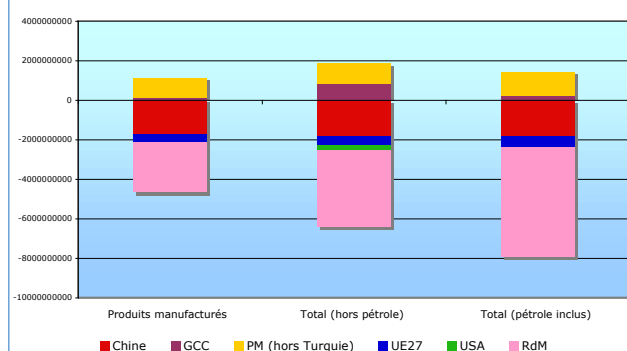
1.1 Ouverture accrue dans le commerce des marchandises, résultats limités pour les services

Comme l'a déjà noté le FEMISE (2006), le secteur public du commerce a joué pendant quarante ans un rôle crucial dans le commerce extérieur en contrôlant les opérations commerciales par le biais de

sociétés publiques ad hoc. Depuis les années 1950, le Ministère de l'économie pouvait interdire ou autoriser les exportations et les importations de produits et décider de limiter leurs volumes. Une série de tarifs douaniers a été mise en place pour protéger les produits nationaux de la concurrence, les taxes indirectes sur les importations ont été multipliées et le secteur privé a contribué à l'évasion fiscale en matière de taxes douanières en falsifiant les montants des importations avec le soutien des lourdeurs administratives.

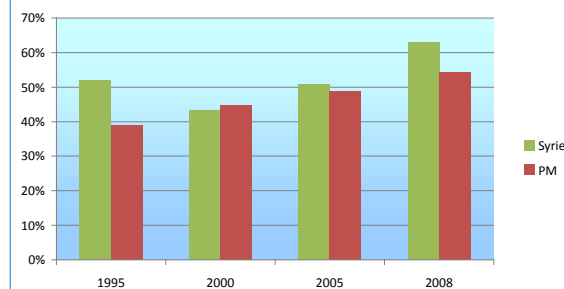
Toutefois, la Syrie a récemment signé des accords de libre échange avec une série de PM tels que la Turquie, dans le cadre des relations étrangères. En outre, l'Accord de partenariat Europe-Syrie voit sa conception évoluer et il peut améliorer de façon importante le commerce entre les deux parties. La Syrie a également demandé à entrer dans l'OMC au début des années 2000 et sa demande est en cours d'étude. Les barrières tarifaires ont également été réduites, les tarifs douaniers étant actuellement proches de 60 % après avoir atteint

Balance comm. 2008, par partenaire et produit, millions US\$



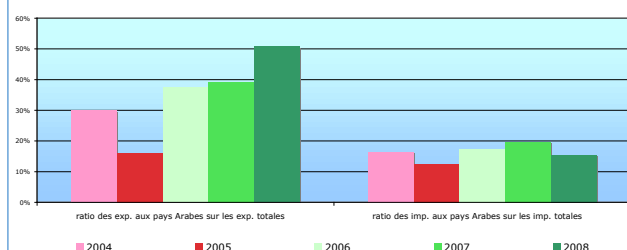
Source: COMTRADE

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)



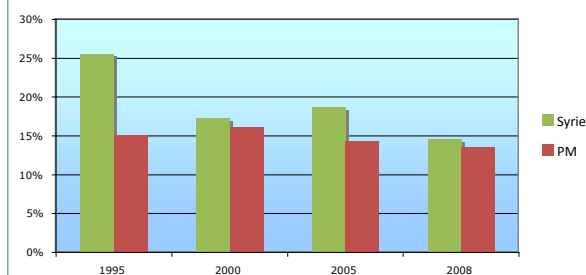
Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Indicateurs de commerce avec les partenaires Arabes



Source: Central Bureau of Statistics

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

255 %. En outre, les tarifs douaniers sur les matières premières et les besoins de production ont été ramenés à seulement 1 %.

Il est donc permis d'affirmer que la décennie passée a marqué un début de changement relatif en matière de stratégie économique nationale, avec la mise en place d'éléments d'ouverture sur le reste du monde. Plus important, ce changement de politique semble avoir donné des résultats tangibles comme le montre le taux accru d'ouverture en matière de commerce des marchandises ces dernières années. Le rapport du commerce des marchandises (exportations et importations) sur le PIB a non seulement augmenté de façon constante depuis 2000, il a également dépassé la barre des 60 %, excédant ainsi légèrement le taux moyen d'ouverture des PM.

Malgré cela, l'ouverture en matière de commerce des services présente une trajectoire instable. Elle était nettement supérieure à la moyenne méditerranéenne dans les années 90, au niveau du reste des PM pendant les années 2000, en légère augmentation au milieu des années 2000 avant de chuter et de se rapprocher de la moyenne des PM. Il existe donc encore un fort potentiel pour les accords de libre échange sur la prestation de services. Il convient également de noter que l'entrée possible dans l'OMC pourrait dégager des profits pour le secteur des services en adhérant aux principes de l'AGCS.

En ce qui concerne la destination et l'origine géographiques du commerce syrien, il convient de noter que le pays a considérablement augmenté sa part d'exportations vers les partenaires arabes au cours des dernières années. Les exportations syriennes vers les économies arabes s'élevaient à 30 % des exportations totales en 2004 alors qu'elles en représentaient plus de la moitié en 2008. Quant à la part des importations depuis les économies arabes, elle est restée stable et se situe légèrement au-dessus de 15 %.

En augmentant sa part d'importations vers les partenaires arabes ces dernières années, alors que les importations depuis les économies arabes sont restées

stables, la Syrie a maintenu un excédent commercial avec les PM et les économies du Golfe. Cela est vrai dans le cas du commerce des produits manufacturés ainsi qu'en intégrant ou non le commerce du pétrole. Toutefois, la Syrie enregistre un déficit commercial avec le reste du monde, plus particulièrement avec la Chine, alors que l'UE et les États-Unis enregistrent tous les deux avec la Syrie un excédent d'une valeur commerciale bien moindre.

1.2 Un compte de capital à une étape d'ouverture intermédiaire avec un taux de change flottant

Le gouvernement exerce depuis longtemps d'importants contrôles sur le système financier syrien. Les services financiers étaient limités à la Banque Commerciale de Syrie en raison de l'interdiction des banques privées jusqu'à la fin des années 1990. Malgré cela, des taux de croissance élevés étaient constamment réalisés et, malgré les récents efforts d'ouverture, le canal du compte de capital et des comptes financiers était relativement inexistant en cas de crise.

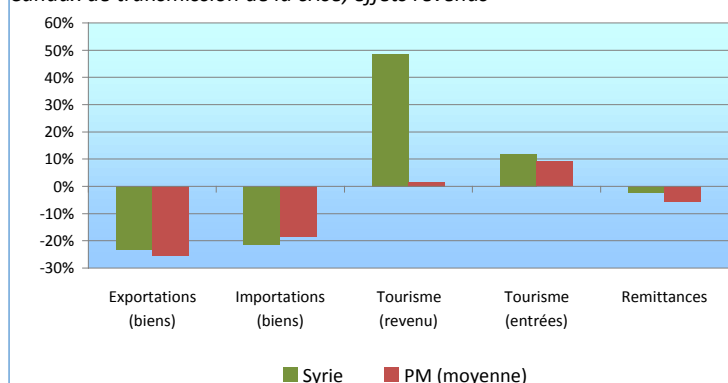
En ce qui concerne le régime des taux de change, la livre syrienne était arrimée à un panier de devises en 2007. Par conséquent, un an avant la crise, la Syrie décida d'adopter un régime plus souple (par rapport à la parité antérieure avec le dollar américain) même si la livre n'allait pas flotter totalement librement dans la mesure où les autorités accordent une grande importance à la stabilité des taux de change (EIU).

En fin de compte, l'adoption opportune d'un régime de taux de change plus libre et la portée limitée de la libéralisation financière allaient s'avérer utiles fin 2008.

1.2. Les canaux de transmission de la crise : un effet limité sur l'économie réelle

Les effets limités de la crise ont été ressentis dans le secteur réel en Syrie. L'intégration financière en est encore à ses débuts, mais elle se poursuit. Par conséquent, en raison de sa taille limitée et du

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de EIU, Econostrum, WB Remittances database, Senego.COM

manque de données récentes, l'impact financier en Syrie ne sera pas présenté.

L'impact de la crise sur la Syrie en 2009 a été ressenti au travers des principaux agrégats suivants :

- ✓ Réduction des exportations de marchandises de 23,3 % à 11,76 milliards de dollars américains,
- ✓ Baisse de 21,6 % de la valeur des importations de marchandises jusqu'à un total de 12,61 milliards de dollars américains,
- ✓ Déficit de la balance commerciale pratiquement inchangé pour 2009 à -1,6 % du PIB,
- ✓ Balance des services en excédent à 2,1 % du PIB en 2009, contre 1,7 % en 2008,
- ✓ Légère diminution des envois de fonds des travailleurs estimée à -2,6 % en 2009 soit 828 millions de dollars américains,
- ✓ Diminution également légère des IDE de 2,7 %, à 1,43 milliards de dollars américains en 2009 contre 1,47 milliards de dollars américains en 2008

Comme dans les autres PM, le canal du commerce a été l'un des plus affectés après la crise. La Syrie a enregistré une baisse des exportations de marchandises de 23,3 % à 11,76 milliards de dollars américains en 2009. Quant aux importations, la valeur échangée a également diminué, de 21,6 % à 12,6 milliards de dollars américains. Ainsi, le déficit commercial est resté proche des niveaux de l'année précédente, à -1,6 % du PIB.

Quant à la balance des services, elle est restée légèrement excédentaire à 2,1 % du PIB en 2009, par

rapport à 1,7 % en 2008. Contrairement aux tendances mondiales, le tourisme n'a pas été affecté négativement. En outre, alors que le secteur était relativement performant dans la plupart des PM, certains n'enregistrant qu'un faible déclin des revenus engendrés, La Syrie connut une croissance à deux chiffres. Le nombre total de touristes augmenta de 12 %, se situant à 6 091 889 en 2009, principalement en raison de la forte vague de touristes arabes s'élevant à 3 590 273. Les touristes des pays du Golfe

étaient 764 309, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2008. Dans le même temps, les revenus engendrés par les touristes ont atteint 5,2 milliards de dollars américains en 2009, soit une augmentation spectaculaire de 48,6 % par rapport aux 3,5 milliards de dollars américains de 2008. Dans l'intervalle, le nombre de visiteurs en Syrie pour les sept premiers mois de 2010 appelle à l'optimisme puisqu'il a augmenté de 55 % sur une année (soit un total de 5,1 millions de touristes). Soit, dans leurs statistiques de l'industrie, les autorités considèrent comme touristes pratiquement tous les étrangers entrant en Syrie, ce qui peut partiellement fausser le chiffre exact de croissance du secteur (ETN, 2010). Mais même ainsi, on ne peut pas ignorer que la stratégie de promotion active du tourisme adoptée par la Syrie, la suppression des visas pour les ressortissants étrangers (de Turquie, par exemple) et d'autres initiatives liées ont porté leurs fruits.

Les envois de fonds constituent une source de revenu relativement faible (ils représentaient environ 1,5 % du PIB en 2009) et une baisse n'aurait pas d'effet marquant. Les estimations indiquent une diminution de 2,6 % en 2009 à 828 millions de dollars américains.

Enfin, contrairement aux tendances régionales, seule une légère baisse de 2,7 % a été enregistrée pour les IDE, à 1,43 milliards de dollars américains en 2009, contre 1,47 milliards de dollars américains en 2008. Malgré cela, il convient de noter que le

montant des investissements entrant en Syrie n'est pas aussi important que cela. En 2008, la Syrie était au dernier rang des bénéficiaires d'IDE parmi les PM, alors qu'en 2009 elle était avant-dernière derrière le Liban. Par conséquent, s'il est extrêmement positif que les IDE n'aient pas chuté massivement comme dans les économies voisines, la Syrie doit encore faire attention au climat d'investissement médiocre, aux barrières réglementaires et aux lourdeurs administratives persistantes. Les récentes initiatives pour augmenter l'investissement, intérieur et étranger, telles que la possibilité offerte d'investir dans des infrastructures pour le secteur privé, le développement des prêts et la réforme financière montrent la volonté du gouvernement d'aller de l'avant.

II. Développements des agrégats macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

L'économie syrienne a connu une croissance forte, proche de 5,1 % en moyenne sur la période 2000-2007 et la crise n'a pas entamé cette remarquable performance. Après un taux de croissance de 4,3 % en 2008, l'économie a connu une croissance de 5 % en 2009, ce qui fait de la Syrie le PM ayant la croissance la plus rapide en 2009 après le Liban. Les perspectives pour 2010 indiquent en outre un taux de croissance remarquable, quoique réduit, de 4 %.

La croissance syrienne repose dans une large mesure sur le secteur industriel, qui représente environ un tiers de la production et des emplois. Mais l'économie dépend encore plus de l'activité des services, qui représente environ 40 % de la production et des em-

ploi. La superbe performance du PIB en 2009 est à attribuer à une augmentation annuelle de 4,9 % dans l'activité des services mais également à un secteur agricole étonnamment performant qui, après deux années consécutives de croissance négative, enregistra une augmentation de 12 % en 2009. Les chiffres du Bureau central des statistiques (en livres syriennes) montrent également des tendances similaires mais permettent une décomposition plus détaillée. Dans l'économie de service, il apparaît que la finance et l'assurance ont connu une croissance attendue de 17,1 %, alors que le transport & les communications, les services sociaux et le commerce de gros et de détail ont augmenté respectivement de 13,3 %, 10 % et 12,8 %. Quant au secteur industriel, il reste proche des niveaux de l'année précédente avec une augmentation marginale de l'activité de 0,1 % (EIU).

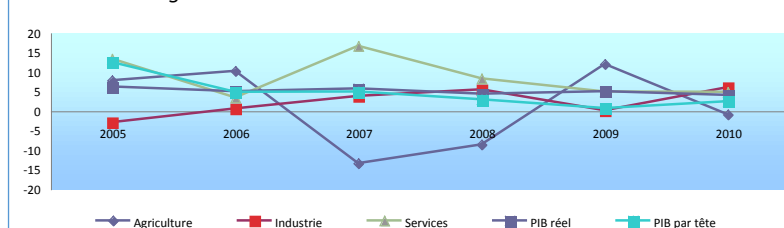
Les attentes pour l'année à venir indiquent un taux de croissance de 4 %, dans la mesure où l'agriculture devrait enregistrer de moins bons résultats, le secteur industriel affichant un taux de croissance attendu de 6 %.

2. Emploi : baisse du chômage pour 2009

Contrairement aux autres PM, la crise n'a pas eu d'effet négatif sur les chiffres de l'emploi. Le chômage en Syrie semble avoir baissé d'environ 2,4 points, passant de 10,9 % en 2008 à 8,5 % en 2009.

Toutefois, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence. Comme l'a noté le FEMISE (2006), le sous-emploi est un problème en Syrie. En 2003, les prévisions d'emploi (définition standard de l'Organisation internationale du Travail) n'ont comptabilisé que ceux qui n'avaient pas travaillé ne fut-ce qu'une heure au cours de la semaine précédant l'enquête. En comptant comme « sous-employée » la population qui avait travaillé deux jours ou moins au cours de la semaine précédente, le taux se

Croissance et origine du PIB



Source : EIU

Tableau 1. Contribution à la production par secteurs, (prix courants, millions de Livres Syriennes)

years	2008	2009	Variation
Agriculture	446254	530588,5	18,90%
Secteur minier & manufacturier	782740	789043,5	0,81%
Bâtiment & construction	78174	86506,5	10,66%
Commerce (gros et détail)	378718	427122,5	12,78%
Transport & Communications	223899	253685	13,30%
Finance & assurances	129811	151973	17,07%
Services sociaux et à la personne	52137	57331,5	9,96%
Services publics	224304	245478,5	9,44%

Source : The Central Bureau of Statistics

serait situé à 16,2 % en 2003 (contre 11,7 % officiellement).

Enfin, la Syrie doit encore traiter efficacement la part du chômage des jeunes la plus élevée de la région. Avec l'incapacité de l'économie nationale à créer de nouveaux emplois, le chômage en Syrie est devenu structurel. La Syrie doit donc faire face à sa « bulle de jeunesse » grandissante ; au cours de la décennie passée, le nombre de jeunes scolarisés a été multiplié par deux et les inscriptions dans les universités ont plus que doublé (NPR, 2010). Il est nécessaire de mieux utiliser la jeunesse, de s'éloigner d'une culture de planification centralisée qui pousse les gens vers le secteur public, de modifier le système éducatif de façon à ce qu'il enseigne ce qui est nécessaire pour entrer dans le secteur privé et y rester.

II.1 Macro-réaction

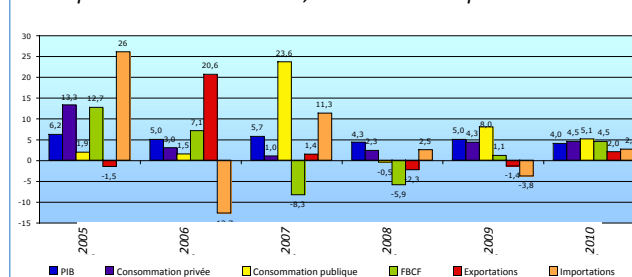
1) Une croissance économique soutenue par la consommation privée et publique

Les performances impressionnantes de la consommation privée (4,3 % d'augmentation en dépenses du PIB), ce qui représente la part du PIB la plus grande du côté de la demande, avec l'augmentation également impressionnante de dépenses publiques de consommation sur le PIB (8 %), alors que les autorités s'assuraient que la crise n'affecterait pas la croissance syrienne, sont les principales variables expliquant l'augmentation de 5 % du PIB

en 2009. il convient également de noter qu'après deux années consécutives de croissance négative des dépenses, les investissements bruts de capital fixe ont également contribué à la fragile mais réelle croissance de 1,1 % des dépenses du PIB. Les dépenses d'exportation (-1,4 %) ont été la seule variable tirant le PIB vers le bas, mais elles ont été largement compensées par l'évolution des dépenses d'importation (-3,8 %).

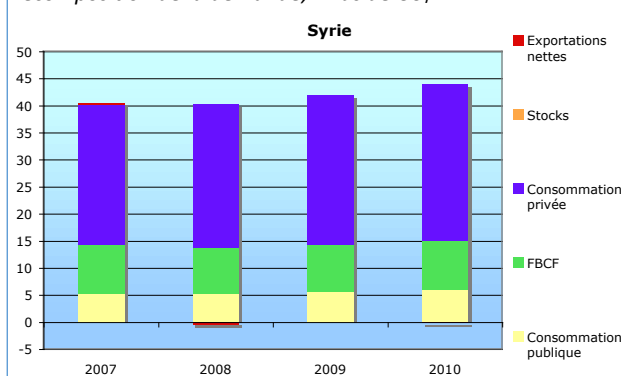
Les estimations pour 2010 suggèrent un taux de croissance proche des niveaux de 2008, annoncé à

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

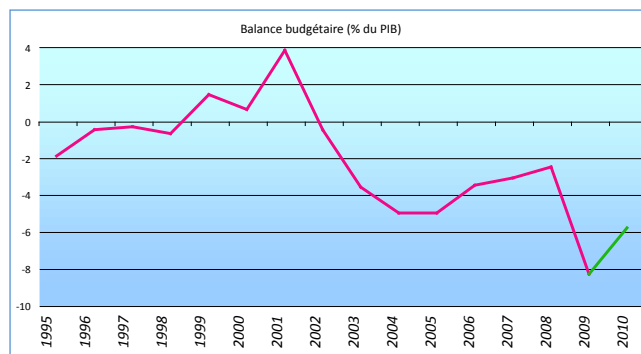
environ 4 %. La performance économique pendant les premiers mois de 2010 laisse penser que la consommation privée continuera à alimenter la croissance, rejointe par l'investissement qui devrait augmenter encore plus, alors que les dépenses de consommation publique devraient continuer à croître, mais à un rythme moindre. Le ralentissement du taux de croissance pourrait être attribué à une augmentation attendue de la facture des importations, le commerce international se relevant de son effondrement récent.

2) Des pressions accrues sur le budget en 2009 qu'il faut maîtriser

L'augmentation impressionnante des dépenses de consommation publique sur le PIB mettrait naturellement une pression supplémentaire sur le budget national. En effet, après trois années consécutives de baisse du déficit budgétaire, 2009 a propulsé le déficit public à 8,3 % estimés du PIB, contre 2,5 % en 2008. Les revenus du gouvernement central n'étaient pas suffisants pour couvrir l'augmentation des dépenses, ils étaient en baisse en termes relatifs, atteignant 18,3 % du PIB en 2009, contre 21,4 % en 2008 et 22,7 % en 2007. Alors que les dépenses en 2010 ont été relativement stables du fait du rétablissement économique (estimés à 26,8 % du PIB), le déficit ne devrait pas retomber aussi rapidement sous les niveaux d'avant la crise. Les revenus devraient augmenter jusqu'à 21 % du PIB en 2010. La balance budgétaire devrait donc rester proche de la barre des -5,8 % avant de chuter en 2011 avec davantage d'augmentations attendues du côté des revenus.

3) Politique monétaire/des taux de change

La Banque Centrale a fait des efforts considérables sur le marché des changes et elle a stabilisé le taux de change de la livre syrienne qui, à son tour, a donné plus de crédibilité au régime intérieur. Unifier le taux de change et ne plus l'indexer sur le dollar américain a apporté plus de souplesse. Dans le même temps, le fait de l'arrimer à un panier de devises (dans le cadre



d'une souplesse accrue donnée au taux de change) et de mettre en place des centres pour devises étrangères dans les banques a apporté une protection accrue contre les fluctuations des taux de change et la suppression progressive des restrictions sur le compte courant a porté ses fruits.

Depuis 2007, la livre syrienne est arrimée à un panier de devises, suivant un régime de type flottant plus libre. L'inflation a également été relativement maîtrisée, 2008 constituant l'unique écart sur une trajectoire stabilisée. La livre syrienne a pris un peu de valeur en 2010 en raison de la baisse du dollar américain et elle devra rester stable alors que la Banque Centrale recherche la stabilité des taux de change (EIU). Les vastes réserves accumulées en 2009 (17,4 milliards de dollars américains, 13 mois d'importation couverts en 2009) devront faciliter la tâche des autorités.

II.2 Un impact limité sur les banques

Le secteur bancaire syrien est resté relativement fort pendant la crise, en grande partie en raison de sa taille et de son degré d'exposition encore limités.

✓ Le rendement des capitaux propres est tombé à 14,7 % en septembre 2009, contre 19,1 % l'année précédente, alors que le rendement des actifs a également diminué, passant de 1,8 pour cent en 2008 à 1,3 pour cent en 2009. Enfin, la suffisance de capitaux a atteint la barre des 20 %, ce qui signifie que cet excédent de liquidités a permis de dégager un bénéfice modéré.

✓ Le rapport des prêts non performants sur le total des prêts en septembre 2009 était faible,

à 5,1 % pour les prêts consolidés, 1,4 % pour les prêts privés, 2,8 % pour les prêts islamiques et 5,9 % pour les prêts publics. Mais comme l'a noté le FMI, les prêts non performants des banques publiques pourraient être minimisés puisqu'elles ne classent pas nombre de leurs prêts comme des prêts douteux dans la mesure où ils sont implicitement garantis par le gouvernement.

Développer la banque dans le secteur financier semble figurer parmi les priorités des autorités syriennes. Le gouvernement reconnaît la nécessité de gérer la dette publique en émettant des obligations d'État après le déficit budgétaire marqué. À ce titre, le décret N° 60 de 2007 fut promulgué pour l'émission d'obligations d'État et des bons du trésor devraient être émis bientôt, ce qui allègera la pression sur les banques qui financent le gouvernement.

En outre, des banques privées et des établissements de micro crédit sont mis en place, la part des banques privées ayant augmenté ; en septembre 2009, il y avait 12 banques privées avec des actifs représentant 24 % des actifs de la totalité du secteur bancaire. Des efforts supplémentaires devront être faits dans les années à venir sur les questions de transparence, de liquidités et d'intervention du gouvernement. Alors que l'intermédiation bancaire reste inférieure aux standards méditerranéens, elle a montré un dynamisme exemplaire.

III. Les moteurs de la croissance en Syrie

III.1 Une structure de production en évolution dans un régime d'accumulation de capital

Pendant les années 80 et 90, l'économie syrienne était relativement fragile, avec une croissance irrégulière, une durabilité limitée et une surdépendance aux fluctuations des prix du pétrole. Dans le but de surmonter la crise du change de la première moitié des années 80, la Syrie a mis en place une réforme économique visant à réduire le déficit budgétaire et les dépenses publiques. Cela a eu un effet net sur la croissance et a contribué à sa dé-

célération. Dans le même temps, les produits manufacturés syriens ont souffert d'une productivité limitée due à l'absence de progrès techniques.

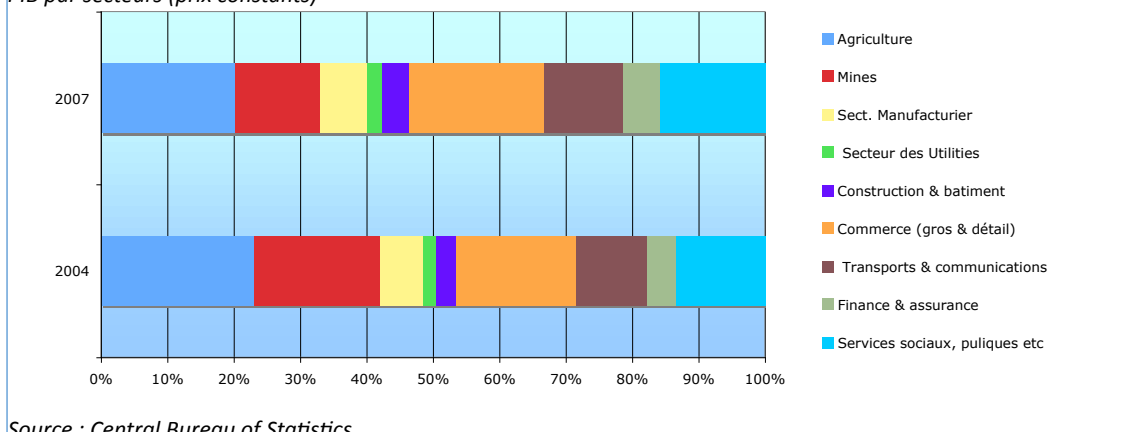
Toutefois, les taux de croissance pendant les années 2000 semblent avoir été relativement stables et élevés. Il convient donc de se demander si la structure de l'économie syrienne a finalement évolué vers un modèle de durabilité. La structure à forte valeur a-t-elle évolué et la Syrie devient-elle plus compétitive ?

Il semble que la composition du PIB évolue, la modification est même visible sur une courte période, ce qui laisse penser que l'économie syrienne se transforme à un rythme plus rapide. Dans les années 1990 par exemple, l'agriculture représentait 23 à 28 % du PIB total, avec un taux de croissance annuelle de 6,7 % pendant la première moitié de la décennie et de 5 % pendant la seconde. Toutefois, la part de l'agriculture chuta à 21,6 % du PIB en 2004 et en 2007, elle représentait 20,2 %. Ainsi, si le secteur représente encore une quantité de richesses considérable, la Syrie semble limiter sa dépendance agricole au profit d'autres secteurs. De la même manière, les activités minières, moteur traditionnel de la croissance syrienne, ont reculé.

Les produits manufacturés ont connu une légère croissance, passant de 6,1 % du PIB en 2004 à 6,9 % en 2007, alors que la construction a également suivi une tendance haussière, de 2,9 % du PIB en 2004 à 4,1 % en 2007. Mais le changement le plus fort vient de l'économie de service qui semble prendre de l'importance ces dernières années. Sur la période 2004-2007, le commerce de gros et de détail a augmenté sa part d'environ 3 %, tout comme les services sociaux, publics et aux personnes, suivis des services financiers et de transport qui ont tous les deux augmenté de 1 %-2 % du PIB.

La présence accrue du secteur privé explique certainement ces signes de diversification économique. Mais il reste à prouver que la Syrie a été capable d'accroître la productivité de ses industries.

PIB par secteurs (prix constants)



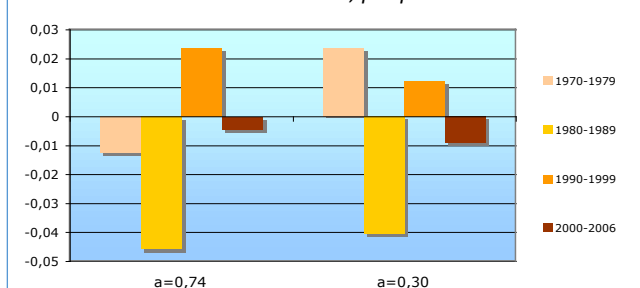
Comme le montre le graphique en bas à gauche, la productivité syrienne n'a pas été durable et a principalement affiché une croissance négative. En outre, la croissance de la productivité annuelle semble être passée sous zéro pendant la période 2000-2006 après une décennie productive pendant les années 90.

Dans le graphique de droite, les taux de croissance du produit global sont décomposés selon les contributions des facteurs d'accumulation et de productivité. Le principal déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Syrie semble clairement être l'accumulation de capacité de production quand la part relative de la capacité de production sur la production est supposée être maximale (0,74). Lorsque la part relative de la capacité de production sur la production est égale à la valeur conventionnelle (0,30), le ca-

pital humain semble également avoir joué un rôle positif. Dans les deux cas, la contribution de la productivité totale des facteurs a été négative.

Ce que l'on peut dire, c'est que la Syrie doit développer l'efficacité de son régime. Pour une augmentation du PIB par tête de 1 %, le capital par travailleur devrait croître encore plus. Le pays doit faire ce qu'il faut pour supprimer les barrières et inefficacités implicites et permettre à l'investissement en capitaux, nationaux et étrangers, d'engendrer une croissance totale. La question de la libéralisation financière susceptible d'améliorer l'interdépendance investissement-croissance pour la Syrie vient à l'esprit. Comme l'ont noté Bazzoni et al (2002), en Méditerranée, un effet positif des IDE sur la croissance ne peut être obtenu que lorsque le secteur financier permet au crédit dans le secteur privé de dépasser un certain seuil (46 % du

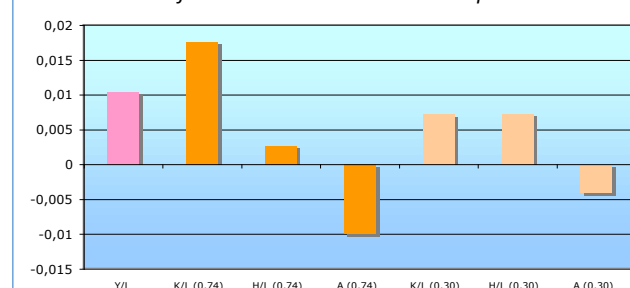
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

PIB selon les auteurs). Alors que plusieurs PM ont rempli cette condition, la Syrie ne l'avait pas fait à l'époque. Par conséquent, pour que les IDE aient un effet positif marqué sur la durabilité de la croissance, la Syrie devrait simultanément envisager la modernisation de son commerce international, de son infrastructure et de ses positions financières.

Comme nous le verrons dans la section suivante, il semble que les autorités aient emprunté la bonne voie.

III.2 Mesures visant à garantir la durabilité de la croissance et l'emploi

1) Promotion de l'investissement dans le plan quinquennal (2011-2015)

Les autorités syriennes semblent stimuler l'investissement dans le plan de développement quinquennal. Il couvre un vaste éventail de secteurs allant de la santé et du commerce de détail à l'infrastructure et au tourisme et devra contribuer au renforcement de la croissance tout en attirant davantage d'IDE et en améliorant la productivité syrienne. Un des principaux projets en cours est celui de Khams Shamat sur l'autoroute Damas-Beyrouth, alors que les projets tels que la construction d'un hôtel cinq étoiles à Damas méritent une mention spéciale. Différents projets d'irrigation et de développement des terres arables figurent parmi les efforts entrepris pour moderniser le socle agricole. Le Ministère de l'électricité doit également construire de nouvelles centrales et moderniser ses centrales existantes et ses réseaux de connexion.

Le plan quinquennal pour 2011-15 prévoit une croissance annuelle du PIB réel d'au moins 5,5 % avec l'objectif que la Syrie occupe une des premières places dans la région d'ici à 2015. L'investissement pourrait atteindre 87 milliards de dollars américains sur la période et devrait être financé par les secteurs public et privé. En effet, le plan devra également prévoir des incitations pour les partenariats public-privé en encourageant ceux qui

sont capables de gérer des projets de partenariat entre le secteur public et les investisseurs. La création d'un climat positif pour le commerce et l'investissement, pré-requis à l'optimisation du potentiel de croissance et de l'emploi, semble également figurer parmi les centres d'intérêts des autorités.

Enfin, moderniser l'infrastructure syrienne devra permettre au pays de se placer au centre du commerce international. Les aéroports existants doivent être modernisés (nouveau terminal à Damas, par exemple) et la construction de nouveaux aéroports pourrait commencer puisque le Conseil des ministres l'a approuvée. Notons également les propositions de développement des ports de Latakia et Tartous, qui pourraient offrir de meilleurs services de logistique et faire de la Syrie une plaque tournante régionale.

2) Développer des plans pour les énergies renouvelables

Comme l'ont fait les PM voisins, la Syrie cherche à diversifier ses sources d'énergie en se concentrant sur les énergies renouvelables, ce qui devrait également répondre à ses besoins croissants. Plusieurs plans, souvent en coopération avec les leaders mondiaux de l'énergie, sont en cours ou en préparation. Un partenariat stratégique pour le développement de l'énergie éolienne en Syrie a été récemment signé avec MARAFEQ et VESTAS pour un projet incluant la construction et l'exploitation d'un parc éolien d'une capacité de production de 50-100 MW sur deux sites au sud de Damas, la construction ne devant pas excéder deux ans.

En outre, des projets d'installation de toits solaires sur des écoles maternelles rattachées à des bâtiments publics, l'installation de chauffe-eau solaires dans des bâtiments privés et publics et la mise en place de panneaux photovoltaïques dans la Syrie rurale sont également attendus.

Le plan national pour l'énergie a pour objectif d'atteindre d'ici à 2030 environ 1 000–1 500 MW pour

l'énergie éolienne, 250 MW pour les centrales à biomasse, 250 MW pour les centrales PV, 1 MTEP par an de chaleur solaire. Dans le même temps, le Conseil national de la recherche sur l'énergie doit également mettre en place des projets représentant 8 millions de dollars américains au cours du plan quinquennal.

Le secteur de l'énergie présente un potentiel de croissance future, mais également d'emplois. Le Ministère de l'éducation supérieure a lancé une série de programmes d'étude sur l'énergie renouvelable dans les universités d'ingénierie électrique, mécanique et technique et dans les instituts et programmes de second cycle. Cela montre un vif intérêt pour le secteur et la possibilité de développer de nouvelles filières d'emplois qualifiés. Des centres de recherche et de formation sur l'énergie ont été mis en place dans certaines universités (Damas, Alep, Tishreen et al-Baath) alors que des études sont menées sur de nouveaux types d'énergie et d'investissements potentiels.

3) Des réformes législatives pour le secteur bancaire

Notons également que des réformes législatives permettant aux activités du secteur bancaire de répondre à des normes spécifiques sont en cours. Les réformes imminentes incluent l'intégration d'amendements dans la loi sur la banque centrale de Syrie et la loi fondamentale sur les devises ainsi que la loi 28 sur la création de banques privées en Syrie. En outre, un travail supplémentaire est fait sur le cadre législatif pour la création d'une société de banques, établissement garantissant les risques sur les prêts, sur les dépôts de garantie.

En outre, depuis janvier 2010, la Syrie autorise les investisseurs étrangers à acquérir jusqu'à 60 % des banques nationales contre 49 % jusqu'à maintenant. L'objectif est d'attirer davantage d'IDE et de permettre aux banques privées d'augmenter leur capital jusqu'à environ 220 millions de dollars américains contre 30 millions, alors que la limite pour les banques islamiques privées serait de 330 millions de dollars américains.

Conclusions

L'économie syrienne a commencé à s'ouvrir progressivement au secteur privé et la libéralisation se poursuit. Il semble qu'un nouveau processus économique, plus efficace et compétitif, remplace l'ancien, plus protecteur, grâce à une série d'initiatives et de réformes.

Une série de réformes structurelles a inclus l'établissement de banques privées, l'ouverture de compagnies d'assurance aux capitaux privés, la réduction des barrières tarifaires, de nouvelles villes industrielles, etc. Mais la Syrie est dans une phase transitoire et il est donc logique que le pays soit loin des niveaux de productivité rencontrés dans les pays en voie de développement.

Pour y remédier, les autorités font des efforts afin d'améliorer le climat économique, d'attirer davantage d'IDE et de développer le secteur financier pour soutenir la croissance au cours des dix années à venir. Des efforts pour combattre le chômage des jeunes sont également faits et devraient s'intensifier.

En général :

✓ La structure économique syrienne est de plus en plus tournée vers l'extérieur. Les exportations devraient reprendre à court terme, même si elles resteront probablement inférieures aux niveaux précédents, lorsque les prix du pétrole s'élevaient.

✓ À en juger par les efforts coopératifs dans le secteur de l'énergie et l'investissement commun dans le secteur privé-public dans le plan quinquennal, le secteur privé finit par se développer, l'intervention du gouvernement est quelque peu réduite, tout cela profitant à l'infrastructure économique intérieure. En outre, comme l'a suggéré le FEMISE (2006), le gouvernement essaie de consolider l'économie syrienne et de développer des relations intégrées.

✓ Dans le cadre d'une coopération accrue, la Syrie pourrait chercher le soutien de partenaires

étrangers en tant que consultants pour les processus de gestion de la politique. Les capacités nationales en matière de surveillance et d'évaluation de la politique industrielle pourraient être renforcées, avec l'expertise de la Syrie, en vue d'une transformation vers une approche horizontale et le potentiel national pour l'innovation et l'économie du savoir.

✓ Des efforts continus tels que ceux déjà entrepris pourraient, à long terme, engendrer plus d'avantages concurrentiels et contribuer à l'émergence de la productivité syrienne.

Enfin, la remarque suivante s'impose. Comme l'a noté Glick (2010), « maintenir la croissance du PIB réel et limiter la surévaluation réelle sont des facteurs essentiels pour empêcher les crises monétaires, pas la maîtrise des capitaux », ce qui est en quelque sorte ce que la Syrie semble comprendre seulement maintenant. Si la Syrie a réussi à surmonter la crise récente avec autant d'efficacité, c'était certainement également dû en partie à son intégration encore limitée. Il ne faut toutefois pas ignorer les efforts des autorités pour une forte croissance de la production et la souplesse des taux de change récemment mise en place qui a limité la surévaluation de la livre et donc protégé l'économie contre un effet de transmission non désiré.

Références

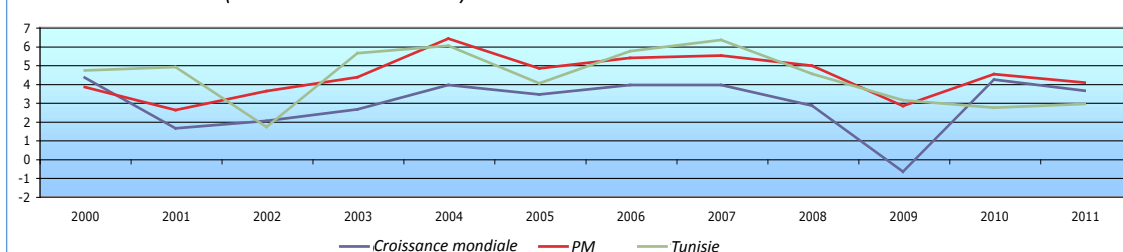
- ANIMA Investment Network (2010), « Banking sector: Syria opens door to foreign operators », January 18th.
- Asharq Alawsat (2010), « Q & A with Syria's Central Bank Chief Adib Mayaleh », 01/07/2010.
- ArabianBusiness (2010), « Syria to invest \$10.3 billion into new projects », October 10th.
- Bazzoni, Stefania, Giada Giani, and Françoise Nicolas (2002), « The FDI-Growth Nexus in the Mediterranean Economies », ERF 9th Annual Conference, Sharjah, United Arab Emirates, 26 October 2002 - 28 October 2002.
- Greenprophet.com (2010), « Syria's Master Plan for Renewable Energy », July 12th.
- Global Arab Network (2010), « Renewable Energy - Syria Investing in Solar and Wind Power », May 3rd.
- EIU (2010), « Syria Country Report », September-October.
- ETN (2009), « Nearly six million tourists visit Syria in 2008: reports », January 13th.
- ETN (2010), « Syria's tourism up 12% », January 24th.
- FEMISE (2006), « Syria Country Profile : The Road Ahead for Syria », February.
- Glick, Reuven (2010), « The Illusive Quest: Do International Capital Controls Contribute to Currency Stability? », Federal Reserve Bank of San Francisco, Working Paper 2010-15, May.
- IMF (2010), « Syrian Arab Republic : Staff Report for the 2009 Article IV Consultation », February 12th.
- IstockAnalyst (2010), « Syria plans to increase public investment in next five year: official ».
- NPR (2010), « Syrian Youth Unprepared For Market-Driven Economy », September 30th.
- Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.
- The Independent (2010), « Syria tourist numbers up over last year », August 19th.

Tunisie : durabilité importante et régime de croissance malgré un impact considérable sur les exportations

Contrairement aux tendances constatées dans les économies ouvertes, la Tunisie est parvenue à enregistrer un taux de croissance positif en 2009 malgré des bouleversements exogènes. Le taux de croissance à 3 % montre que le pays reste un exemple de dynamisme et de durabilité dans la région ; la croissance est obtenue grâce à une productivité totale des facteurs qui permet de distribuer les revenus sans entraver la compétitivité du pays qui semble récolter les fruits de sa politique de réforme tandis que les mesures de prévention

Toutefois, le pays n'a pas été totalement épargné par les retombées de la crise, dont l'effet se mesure parfaitement dans la chute spectaculaire des exportations de marchandises (diminution annuelle de 34,3 % en 2009). La Tunisie est fortement tributaire du contexte international et les perspectives de croissance de la demande de la part des principaux partenaires commerciaux semblent incertaines. En outre, le pays est encore confronté à des défis majeurs, plus particulièrement en ce qui concerne l'emploi des jeunes qualifiés. La Tunisie doit encore faire face au problème de l'inefficacité des systèmes de formation professionnelle, au manque de développement dans la création d'entreprises

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

de la crise se sont montrées relativement efficaces. Malgré la crise mondiale, la Tunisie est parvenue à maintenir, voire réduire, sa dette (à 17,6 milliards de dollars américains en 2009), à augmenter ses réserves monétaires à environ six mois d'importations tout en suivant une stratégie d'encouragement des IDE.

La relative solidité de la Tunisie dans le secteur réel est liée au programme de modernisation économique en cours du gouvernement, établi il y a 15 ans pour améliorer la productivité et la performance des entreprises. Grâce aux lignes de crédit et au soutien technique, l'aide gouvernementale a créé 2,7 milliards d'euros d'investissement pour aider 4 500 entreprises. Cela a engendré des réactions en chaîne se traduisant par davantage de techniques de gestion professionnelle et une préparation adéquate pour les retombées de la crise sur la croissance économique et la compétitivité accrue.

et elle doit mettre en place des encouragements fiscaux pour stimuler davantage les opportunités d'investissement.

Les secteurs bancaire et financier ont montré une relative résistance aux effets de la crise et leurs perspectives d'avenir semblent prometteuses depuis que le programme présidentiel pour la période 2009-2014 a introduit des réformes visant à améliorer leur efficacité. La Tunisie a échappé à la fois aux produits « toxiques » des portefeuilles des banques nationales et aux fonds d'investissement spéculatifs. Le pays s'est au contraire efforcé de favoriser les investissements productifs et de recourir à la participation étrangère dans le capital des banques locales.

En ce qui concerne le compte de capital de la Tunisie, il semble que l'ouverture progressive adoptée au niveau national ait été une stratégie pertinente. Un des points les plus importants devrait consister à

accroître l'ouverture aux IDE sans exposer l'économie intérieure à des risques incontrôlables. À ce titre, la stratégie d'ouverture progressive reste compatible avec les intérêts propres aux secteurs dans le pays.

Il convient de noter que malgré la crise, la Tunisie n'a pas suivi l'exemple de plusieurs pays en voie de développement et qu'elle n'a pas adopté de mesures protectionnistes. Toutefois, le défi pour la Tunisie dans les années à venir consistera à gérer la baisse de la demande internationale (compensée en partie par la demande intérieure), à maintenir l'investissement à des niveaux élevés tout en consolidant sa structure et à faire face à une aisance limitée dans la gestion macroéconomique due au contexte international.

Concernant la position macroéconomique de la Tunisie, il convient de souligner les points suivants :

✓ La dépendance vis-à-vis de la demande des partenaires développés a entraîné une chute des exportations de marchandises de 34,3 % en 2009, provoquant, par rapport à 2008, l'envolée du déficit commercial qui atteint 12,5 %.

✓ La balance des services a augmenté en 2009, mais à un rythme bien inférieur à celui de 2008. La résistance des secteurs est à mettre au compte de la remarquable performance du secteur du tourisme, dont les revenus ont connu une augmentation de 2,1 % sur un an en 2009, alors qu'une forte baisse attendue des recettes du tourisme pendant l'été avait été évitée en partie grâce au flux de touristes du Maghreb, qui augmenta de 7,9 %.

✓ Les IDE semblent avoir chuté de 38,8 % au cours de 2009. Cela a toutefois permis de créer 13 600 nouveaux emplois, dont 12 000 liés au secteur de la fabrication, le plus gros bénéficiaire représentant environ 25 % des IDE totaux.

✓ Les mesures bancaires ont globalement aidé le secteur à améliorer notablement ses indicateurs, mais des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour consolider sa structure.

✓ Ce sont les investissements et la consommation publique qui ont aidé à modeler la croissance tunisienne malgré les retombées de la crise, la croissan-

ce des investissements étant restée proche du niveau d'avant la crise en 2008 (augmentation réelle des dépenses sur le PIB de 6,6 % en 2009) alors que la croissance des dépenses sur le PIB pour la consommation publique a augmenté de 5,2 %, un rythme supérieur à celui des dernières années. Il semble improbable en 2010 de retrouver les niveaux de croissance d'avant la crise en raison du potentiel réduit des exportations.

✓ La réduction du taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés des universités constitue un défi majeur. Les chiffres des cinq premiers mois de 2010 montrent que l'embauche des nouveaux diplômés a déjà chuté de 19,2 % sur un an alors que le nombre de demandeurs d'emploi issus de la formation professionnelle a également augmenté.

✓ L'économie tunisienne a gagné en efficacité au cours des années 90 et a maintenu sa croissance annuelle en terme de productivité à un niveau constamment élevé sur la période 2000-2006. Il est possible de dire que la productivité totale des facteurs croît à un rythme supérieur ces dernières années, ce qui souligne le fait que les choix antérieurs ont dans une large mesure protégé la Tunisie des retombées actuelles de la crise.

✓ Il y a des raisons de croire que le capital humain a été le principal élément contribuant à la productivité totale des facteurs en Tunisie. Une des principales raisons de l'augmentation de la productivité totale des facteurs depuis la fin des années 80 fut la main d'œuvre non qualifiée, alors que le capital semble avoir eu un effet négatif sur la productivité. Cela constituerait un résultat considérable puisqu'il est très rare que la contribution du capital humain soit supérieure à celle de la capacité de production. En optimisant l'allocation des ressources, la Tunisie pourrait favoriser plus de secteurs « vainqueurs » tels que les matériaux de construction, le textile, l'eau et l'énergie ainsi que les biens d'importation pour lesquels elle souffre d'un désavantage comparatif.

✓ La Tunisie poursuit sa stratégie d'ouverture qu'illustre parfaitement la mise en place de plusieurs projets d'investissement reposant pour une large part sur les capitaux étrangers. Une série de projets d'investissement dans des secteurs stratégiques illustre bien la dynamique que la

Tunisie souhaite mettre en place à court terme pour atténuer les effets de la crise et à long terme pour porter la croissance. Les « vainqueurs » potentiels sur lesquels la Tunisie pourrait compter sont l'énergie, l'environnement, l'infrastructure, la logistique et le tourisme. Ce sont les secteurs dans lesquels des concessions sont prévues et qui devraient permettre des partenariats public-privé actifs ainsi que l'introduction d'importants montants d'IDE.

✓ Mais la Tunisie devra recourir plus efficacement à ses ressources de main d'œuvre qualifiée pour améliorer davantage le tissu économique. Le pays doit envisager de conserver sa main d'œuvre qualifiée en améliorant l'efficacité de son administration publique et en l'adaptant à l'évolution des besoins actuels.

✓ En outre, les barrières réglementaires dans certains services restent considérables, et une plus grande ouverture pourrait accroître la compétitivité des exportations et le potentiel des services tunisiens et faire de la Tunisie un centre d'externalisation pour les services (dans la technologie de l'information et de la communication et dans les services aux entreprises, par exemple) des partenaires développés.

I. Un bouleversement initial considérable pour l'économie réelle géré relativement efficacement

I.1. Le contexte

1.1 Ouverture accrue dans le commerce, ouverture progressive du compte de capital

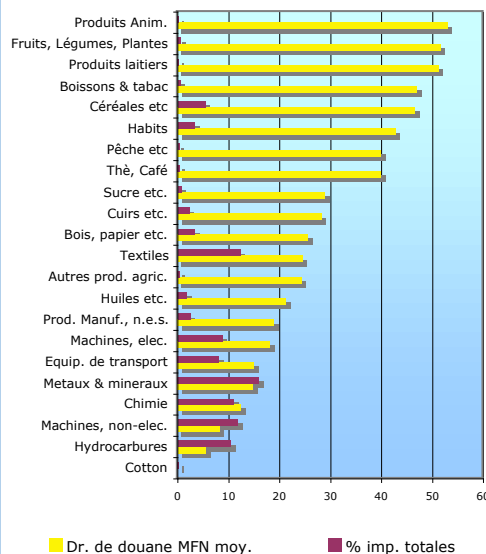
La décennie passée a constitué un défi pour la Tunisie, la libéralisation des échanges a connu un développement considérable dans le monde et la concurrence dans les secteurs dans lesquels la Tunisie jouit d'un avantage comparatif (le textile, par exemple) a grandi rapidement. Les autorités ont donc dû s'assurer que la production et les entreprises permettaient des exportations compétitives.

La question qui se pose alors est de savoir si la Tunisie est parvenue à s'ouvrir davantage dans le contexte international. La Tunisie est-elle plus

ouverte qu'elle l'était lors du lancement du processus de Barcelone ?

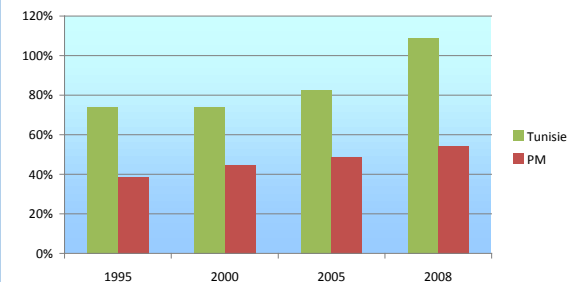
À première vue, les importations sont encore affectées par des droits de douanes élevés pour une variété de marchandises, traditionnellement issues des secteurs agricole et alimentaire. Des efforts sont naturellement faits pour lever ces barrières et la Tunisie

Protection tarifaire et importations, par produit



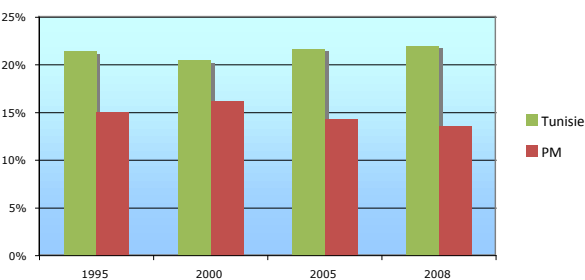
Source: WTO World Tariff Profiles 2008

Ouverture commerciale (biens), par an (% du PIB)

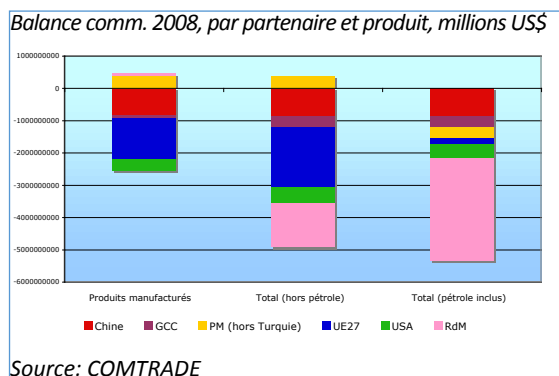


Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF



poursuit une réforme des barrières tarifaires depuis son entrée dans l'OMC, mais il reste à voir si toutes les procédures se matérialiseront à court terme.

Toutefois, dans d'autres secteurs (le coton, le pétrole, les machines non électriques, par exemple) les barrières à l'importation sont considérablement moindres et elles sont même inférieures aux niveaux constatés dans les PM voisins.

Un regard approfondi sur le commerce tunisien montre que le pays s'est caractérisé par une ouverture commerciale considérable ces dernières années, suite à une stratégie de promotion des exportations, dirigées en grande partie vers les pays de l'UE.

En conséquence, le pays a été fortement tournée vers le commerce comme le montre l'évolution de son taux d'ouverture. Celui-ci, représenté par la somme des exportations et des importations de marchandises par rapport au PIB, affiche une augmentation remarquable depuis le début des années 2000 et atteint des niveaux inégalés depuis 2005. La Tunisie affiche en outre une ouverture accrue dans le commerce des services, même si les résultats ne sont pas aussi impressionnants que dans le secteur des biens.

Enfin, lorsque l'on observe la valeur des échanges, la Tunisie apparaît clairement comme un importateur net, avec ou sans l'intégration du commerce pétrolier. La Tunisie enregistre en outre un déficit commercial avec tous les principaux OM voisins avec lesquels elle affiche un excédent commercial pour les produits manufacturés. Pour le commerce non pétrolier, l'UE des 27 affiche le plus fort excédent avec la Tunisie, suivie

par la Chine. Dans l'ensemble, la Tunisie a poursuivi une stratégie d'ouverture qui, comme nous le verrons plus tard, a conforté sa position sur les marchés internationaux et garanti des taux de croissance élevés.

1.2 Un compte de capital à une étape d'ouverture intermédiaire avec flexibilité des taux de change

La libéralisation du compte de capital tunisien est à une étape intermédiaire (degré moyen). Dans le même temps, la Tunisie dispose d'un régime de taux de change souple. Les réformes structurelles associées à l'ouverture progressive depuis le milieu des années 80 ont progressivement permis l'instauration de la convertibilité du compte courant tunisien et la convertibilité totale du dinar tunisien. Au cours des années 80, la Tunisie a mis en œuvre un programme de réforme économique considérable. Le degré de libéralisation du compte de capital est donc relativement avancé et il est compatible avec le système de taux de change souple. L'ouverture financière accrue a été le fruit de l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement économique. Le secteur financier a donc commencé à se déréguler et à se tourner vers le marché, même s'il n'a pas atteint la profondeur des systèmes financiers constatés dans les économies émergentes les plus avancées.

Suite à l'évolution des retombées de la crise sur les économies mondiales, il apparaît, au regard du compte de capital de la Tunisie, que la stratégie adoptée dans le pays (ouverture progressive) a été la plus pertinente. Le potentiel de performance induit par la libéralisation du compte de capital sur l'investissement sectoriel est conditionné par la contraction de la politique monétaire via les taux d'intérêts pour éviter les pressions inflationnistes susceptibles de persister au travers des flux de capitaux entrants. Comme l'a souligné le FEMISE, la stratégie d'ouverture progressive reste compatible avec les intérêts propres aux secteurs du pays dans la mesure où des secteurs donnés peuvent faire l'objet d'exonération d'impôts favorables propices à l'attraction des investissements. La sophistication financière et la résistance bancaire peuvent en outre être garanties.

1.3 La réduction de la pauvreté a été constante

Dans les années 1980, les déciles les plus pauvres en Tunisie ont assisté à une croissance pro-pauvres réduisant les inégalités parmi les déciles. Ces dernières années, les salaires moyens ont augmenté, la pauvreté a reculé et la juste redistribution des revenus est un des objectifs du plan actuel de dé-

Tableau 1. Ratio de pauvreté (Headcount) par tête à 1,25\$ par jour PPP, % de la population

	1985	1985-90	1990-95	1995-00	2000-05
Tunisie	8,65%	5,87%	6,48%	2,55%	1,01%
MENA	6,10%	4,31%	4,07%	4,10%	3,60%

Source: FEMISE (2009), FEM33-02

veloppement économique et social. Le revenu par tête en Tunisie a également augmenté pour atteindre 8 223 dollars en PPA, soit une hausse de 1,3 % par rapport à 2008. Selon le rapport sur le développement humain, l'espérance de vie est passée de 65 ans en 1985 à 73,8 ans en 2007. Il convient également de noter qu'en 2009, l'International Living Association a classé la Tunisie en tête des pays arabes en terme de qualité de la vie.

L'ouverture au commerce a des effets directs et indirects sur les pauvres via son impact sur la croissance. Cela pourrait expliquer la réduction exemplaire des taux de pauvreté depuis le début des années 1990. Si l'on fixe à 1,25 dollars par jour le seuil de pauvreté, il apparaît que la Tunisie a ramené son taux de pauvreté de 6,5 % de la population totale pendant la période 1990-95 à seulement 1 % sur la période 2000-05. Cela contraste fortement avec le taux moyen de pauvreté enregistré au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où la pauvreté semble être restée stable, enregistrant uniquement une baisse marginale en 15 ans.

Dans l'ensemble, le taux de pauvreté s'est stabilisé et il est peu probable qu'il baisse davantage, notamment en

raison du prix élevé de l'alimentation et des combustibles (EIU). En revanche, un effet indirect de la crise pourrait être la détérioration des conditions sociales. Pour simplifier, la Tunisie possède la classe moyenne la plus importante d'Afrique du Nord et, après des décennies d'amélioration des conditions de vies, elle est maintenant confrontée à la montée des prix des importations.

1.2. Les canaux de transmission de la crise

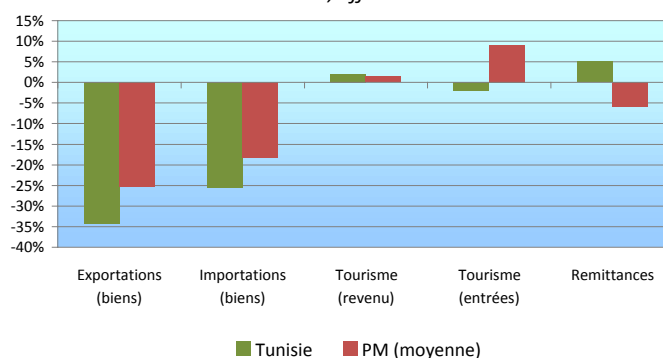
Comme dans la plupart des économies des PM, les canaux de transmission de la crise se trouvent essentiellement dans le secteur réel.

2.1 Un véritable bouleversement provoqué par la chute des exportations et des IDE

L'impact de la crise sur la Tunisie en 2009 peut être ressenti à divers degrés au travers des principaux agrégats résumés ci-dessous :

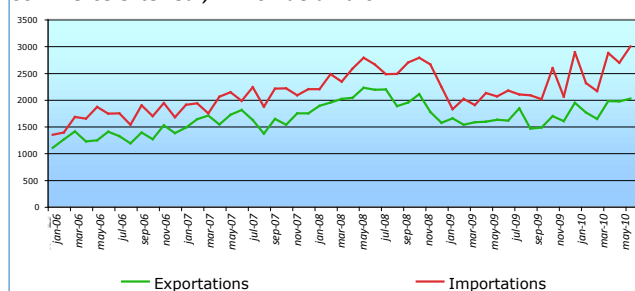
- ✓ Réduction des exportations de marchandises de 34,3 %,
- ✓ Baisse de 25,6 % de la valeur des importations de marchandises,
- ✓ Balance commerciale déficitaire pour 2009 et atteignant 12,5 % du PIB,
- ✓ Résistance de la balance des services due à une augmentation de 2,1 % des recettes du tourisme en 2009 (augmentation du volume de 9,5 %),
- ✓ Augmentation des envois de fonds des travailleurs de 5,1 %.

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de diverses sources

Commerce extérieur, million de dinars



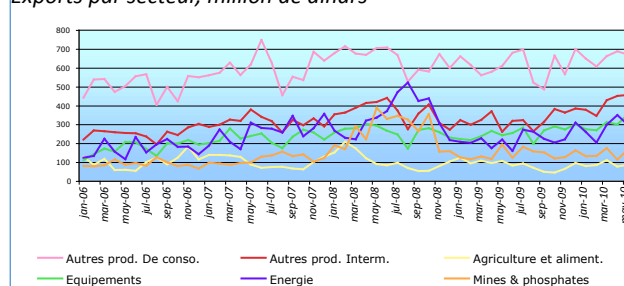
Source: INS

- ✓ Compte courant déficitaire à 5,9 %.
- ✓ Forte baisse des IDE de 38,8 % en 2009.

Une force motrice de la croissance tunisienne transformée en source d'exposition. La dépendance à la demande des partenaires développés a entraîné une baisse de 34,3 % des exportations de marchandises en 2009. La part la plus grande des exportations vient des autres produits de consommation qui ont enregistré une baisse de 5,8 %, mais le pourcentage de baisse le plus fort concerne le secteur minier et les phosphates (-47,3 %) devant l'énergie (-35,3 %) et les produits agricoles de base (-20,9 %).

Malgré des effets aussi négatifs, la tendance pourrait s'inverser en 2010. La piètre performance des exportations par rapport à 2008 est principalement imputable au premier semestre 2009. Au cours du second semestre 2009, plus spécialement depuis octobre, une baisse des effets sur le commerce a été ressentie, se traduisant par une augmentation sur un an des exportations totales en décembre 2009 par rapport à la même période en 2008. Les premiers chiffres pour 2010 laissent en outre penser que ce phénomène est tout sauf éphémère du fait du rétablissement dans plusieurs groupes de secteurs tels que les produits intermédiaires, les biens d'équipements et les produits d'énergie. Dans un contexte de crise, les exportations ont donc montré une relative résistance à mettre en partie au compte des stratégies actuelles de promotion des exportations conduites par le gouvernement pour garantir un développement économique intérieur durable.

Exports par secteur, million de dinars

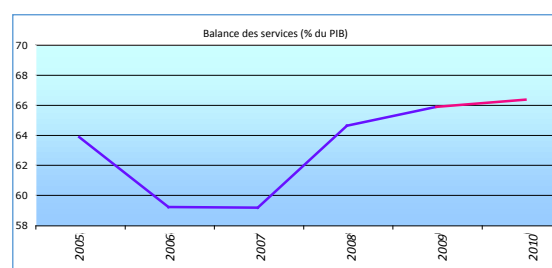
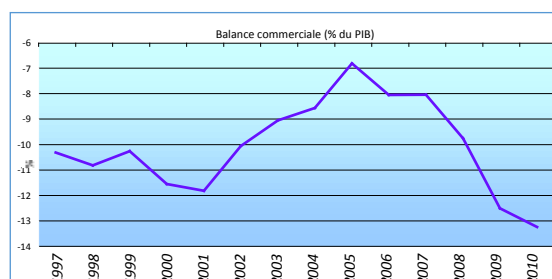


Source: INS

Dans le même temps, les importations ont diminué de 25,6 % en 2009 alors que le prix des marchandises chutait et que la demande intérieure déclinait. Cela étant dit, les derniers chiffres indiquent une augmentation des importations dans les prochains mois après des hausses annuelles successives depuis décembre 2009.

La performance globale du commerce des marchandises en 2009 a entraîné une augmentation du déficit commercial par rapport à 2008 pour atteindre 12,5 %. La baisse de la facture des importations n'a pas suffi et il faut voir si la reprise des exportations sera suffisante pour indiquer un rétablissement potentiel et offrir une balance commerciale plus équilibrée en 2010.

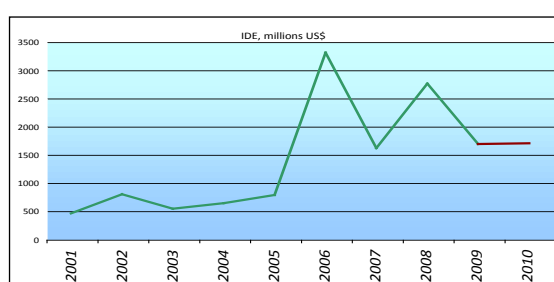
La balance des services a augmenté en 2009, mais beaucoup moins qu'en 2008. La résistance



des secteurs est à mettre au compte de la remarquable performance dans le secteur du tourisme. Celui-ci est une des principales sources de croissance du PIB dans le pays et il emploie environ 1/7ème de la population active. Les revenus du tourisme, principale source de devises étrangères dans le pays, ont enregistré une hausse de 2,1 % sur un an en 2009, alors qu'une forte baisse des recettes du tourisme attendue pendant l'été a été évitée. La venue des touristes européens a pu chuter de 8,8 % (baisse de 13,9 % des touristes espagnols suivie d'une baisse de 13,7 % en provenance de l'Italie et de 7,2 % en provenance de l'Allemagne), toutefois, les touristes du Maghreb ont été 7,9 %, plus nombreux, principalement grâce à une augmentation de 12,9 % des touristes venus de Libye.

Un taux de change favorable a été déterminant pour l'attractivité des exportations tunisiennes. Alors que les recettes en devises ont augmenté pour atteindre 3 460,3 millions de dinars, elles enregistrent une baisse de 1,9 % en euros à 1 842 millions d'euros. Les indications pour le développement des secteurs à court et à long terme sont encourageantes ; 150 hôtels font déjà l'objet d'un programme de modernisation, ce qui correspond à améliorer 31 % de la capacité d'accueil totale.

Quant au canal des envois de fonds, il représente 5 % du PIB en Tunisie et un déclin attendu aurait donc des effets réels, quoique limités, sur l'économie. Les travailleurs tunisiens à l'étranger, comme tous les travailleurs, sont confrontés à un chômage croissant dans les pays de l'UE, mais les estimations indiquent une hausse de 5,1 % en 2009.



Enfin, les chiffres d'IDE en 2009 sont en baisse. Les investissements étrangers semblent avoir chuté de 38,8 % en 2009. Toutefois, malgré la baisse générale, les investissements étrangers ont permis la création de 13 600 nouveaux emplois dont 12 000 liés au secteur de la fabrication. À la fin novembre 2009, le secteur de la fabrication était le plus gros bénéficiaire et représentait environ 25 % des IDE totaux, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à 2008.

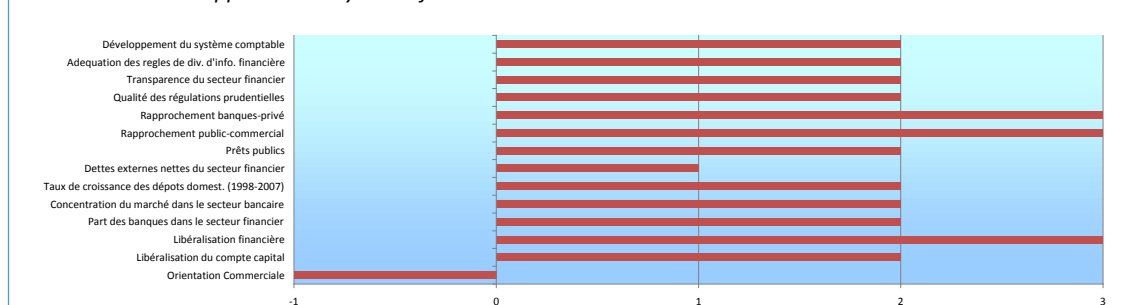
Il convient toutefois de noter que le flux d'investissements entrant en 2008 avait considérablement augmenté du fait des extraordinaires efforts de privatisation qui n'étaient pas susceptibles d'être reproduits dans quelque contexte que ce soit. Ainsi, malgré de possibles retards dans les projets d'investissement actuels, les investisseurs étrangers pourraient retrouver les niveaux d'engagement d'avant la crise et stimuler davantage les flux d'IDE entrants. Cela pourrait naturellement se produire avec plus de certitude si les barrières administratives contre les investissements directs étrangers étaient totalement supprimées.

2.2 Un choc financier plutôt modéré

Le degré d'exposition aux effets de la crise dépend fortement du degré d'intégration financière dans les marchés développés. En outre, un pays ayant la capacité de gérer efficacement ses réserves étrangères conjointement à un budget relativement équilibré est mieux armé pour éviter des répercussions financières désastreuses.

Tel semble être le cas de la Tunisie, pays caractérisé par une ouverture intermédiaire de son marché financier, une libéralisation moyenne du compte de capital, un degré élevé de libéralisation financière et un passif extérieur net du secteur financier à un niveau bas. La crise a donc eu un effet relativement modéré sur le secteur financier, notamment par rapport à des économies émergentes plus ouvertes.

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

1) Retombées sur les placements de portefeuilles

Les placements de portefeuilles en Tunisie sont restés relativement bas par rapport aux flux d'IDE entrants. Les placements de portefeuilles sont traditionnellement soumis à la réglementation tunisienne, les non-résidents doivent suivre des instructions nationales même si les produits et les gains réels nets peuvent circuler librement. Comme cela a été noté plus tôt, la libéralisation du compte de capital en est encore à une étape intermédiaire et les autorités sont restées prudentes. La valeur des placements de portefeuilles reste donc à des niveaux modérés et la baisse estimée de 60,6 % des flux de portefeuilles entrants pour 2009 est moins importante que l'on pourrait le penser. En outre, les récents développements montrent que la baisse est essentiellement imputable au premier semestre 2009, c'est-à-dire les mois suivant la crise, alors que les chiffres pour la fin 2009 et le début 2010 indiquent une reprise.

2) Retombées sur la bourse

Depuis l'inauguration de la bourse en 1969, le nombre de sociétés cotées n'a cessé de croître, passant de 17 en 1990 à 51 en 2008. Cela peut s'expliquer par l'accessibilité accrue aux investisseurs étrangers, les évolutions techniques dans le secteur du marché des capitaux, mais également par les gains commerciaux avec les partenaires développés de l'UE, une économie de services en pleine évolution, notamment dans le tourisme et un secteur bancaire en bonne santé.

En ce qui concerne les évolutions récentes sur le marché boursier intérieur, celui-ci semble être en bonne santé et ne montre aucun signe inquiétant d'attaques spéculatives à court terme. Un récent rapport sur la région MOAN présente la Tunisie comme le marché boursier régional le plus performant en 2009 avec une croissance de 48,4 %, distançant l'Égypte à (35,1 %) et l'Arabie Saoudite (27,5 %). Rien qu'en décembre 2009, l'index boursier de Tunis a gagné 3,16 % alors qu'en octobre 2009, il avait enregistré une hausse exceptionnelle de 12 %. Le fait que le marché ait grandi au cours d'une période de récession internationale peut être un signe de maturité. Les ratios cours/bénéfice sur le marché tunisien sont généralement bas, alors que les rendements des actions sont élevés. La bourse a modernisé sa plate-forme pour le système NSC V900 offrant un large éventail de services supplémentaires de transactions en ligne.

En outre, le rapport « Bespoke Investment » sur la capacité des pays à résister à la crise financière internationale a mis la Tunisie au 6ème rang parmi 82 pays. Le rapport vante entre autre la bourse de Tunis pour l'absence de produits toxiques dans les portefeuilles des banques nationales et de tendances aux investissements spéculatifs. La Tunisie a au contraire soutenu les investissements productifs stratégiques et la présence étrangère dans le capital des banques locales (BNP Paribas - Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (UBCI), Société Générale - Union Internationale des Banques (UIB), etc.)

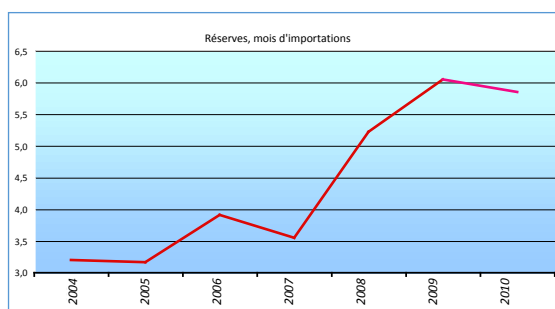
✓ Après une bonne performance soutenue, la bourse, de taille réduite pour l'instant, devrait croître car de nouveaux événements attendus en 2010 devraient stimuler davantage les liquidités et attirer ainsi un nombre croissant de participants et de capitaux étrangers.

✓ De plus en plus de sociétés telles que la Compagnie Tunisienne de Navigation (CTN Tunisie Ferries) sont sur le point d'entrer dans la bourse de Tunis. La CTN a pratiquement triplé son capital, de 42 500 000 dinars à 119 000 000 dinars, et elle devrait entrer dans la bourse via un appel à la souscription publique.

3) Retombées sur les réserves étrangères

Malgré le contexte de crise, les réserves en devises étrangères ont doublé et couvrent plus de 5 mois d'importations en 2009. La réduction dans la valeur des importations n'a pas mis en péril les réserves en devises car les recettes du tourisme ont partiellement atténué le risque potentiel tandis que les envois de fonds ont eu un effet marginal. À l'opposé, la baisse des importations a contribué à réduire la pression sur les réserves et garantit un coefficient de couverture des importations supérieur au minimum de 3 mois recommandé par le FMI.

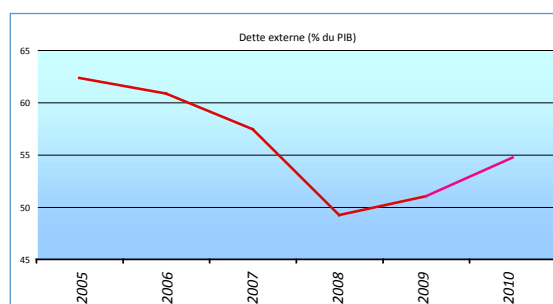
Comme nous l'avons vu précédemment, les importations semblent avoir cessé de diminuer, mais il n'y a aucune indication claire quant à la possibilité de pressions accrues sur le coefficient de couverture des importations à moyen terme. La Tunisie semble donc connaître une inversion des tendances récentes, où la croissance des réserves étrangères



était insuffisante pour compenser l'augmentation des importations, ce qui avait entraîné le déclin des coefficients de couverture des importations et donc suscité des inquiétudes.

4) Retombées sur la dette publique extérieure

Quant à la dette publique, les prévisions initiales montraient une hausse en 2009 qui devait se poursuivre en 2010 avant une baisse lente en 2011. La Tunisie est toutefois parvenue à dépasser les attentes et à ramener sa dette de 19,9 milliards de dollars américains à 17,6 milliards de dollars américains en 2009 (51 % du PIB). Le rapport dette/PIB



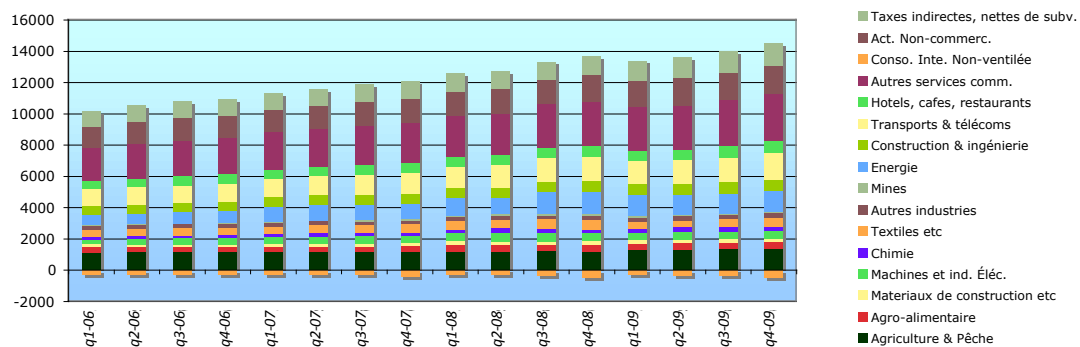
s'est amélioré jusqu'en 2008. Toutefois, l'encours de dette extérieure augmente depuis la crise et il devrait atteindre pratiquement 55 % d'ici à 2010. Le ratio de remboursement est resté à 12,3 % en 2009, contre 10,5 % en 2008, un ratio élevé comparé aux pays en voie de développement avec les mêmes notations d'emprunts garantis par l'État. Cela signifie qu'une gestion prudente doit être considérée dans les années à venir pour ramener le ratio à 10 % et améliorer les balances fiscale et du compte courant (EIU).

II. Développements macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

Comme suggéré précédemment, la chute de la demande internationale a contribué à la baisse de la demande finale dans la mesure où la demande intérieure était insuffisante. Malgré cela, contrairement aux tendances relevées dans les économies

Décomposition du PIB, million de dinars



Source : INS

ouvertes, la Tunisie a affiché un taux de croissance de 3 % montrant un dynamisme et une durabilité exemplaires dans un tel contexte.

Le cœur de la croissance tunisienne repose sur des secteurs tels que les autres services commerciaux, l'activité non commerciale, le transport et les télécommunications, l'agriculture, l'énergie et le tourisme. Le pays a réalisé de grandes avancées en modernisant sa base productive et en diversifiant ses moteurs de croissance, devenant moins dépendant de l'agriculture et plus investi dans la consolidation du secteur des services et le développement de l'énergie. Soit, ces derniers secteurs ont été parmi les plus touchés au cours des mois suivant la crise, l'énergie a enregistré un recul de 105 millions de dinars au premier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, alors que les services hôteliers et associés ont connu une baisse de 55,7 millions de dinars sur la même période. De la même manière, le secteur du textile a été le plus durement frappé avec une baisse de 156,4 millions de dinars. L'activité s'est toutefois rapidement redressée à partir d'avril 2009, montrant la remarquable capacité de la Tunisie à rebondir.

L'économie tunisienne connaît toutefois encore des problèmes structurels, principalement dans le secteur industriel, qui pourraient être abordés avec une plus grande détermination. Soit, les composants électroniques, le textile et l'économie du tourisme se comportent relativement bien par rap-

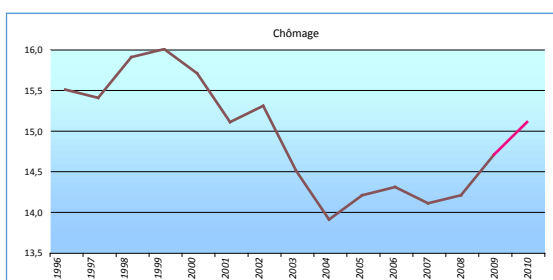
port aux autres secteurs. Mais la Tunisie pourrait se concentrer encore plus sur les produits à forte valeur ajoutée si elle souhaite rester compétitive à long terme, notamment face aux économies asiatiques. En 2009, la croissance dans le secteur de l'industrie (34,4 % du PIB en 2009) a enregistré une chute brutale vers des valeurs négatives (-5,9 % en changement réel) alors que le secteur des services qui représentait 53,9 % du PIB a grandi de 2,8 % (contre 7,7 % en 2008).

Il existe des signes d'optimisme pour le futur, le Ministère de l'artisanat ayant souligné que des efforts seraient faits en 2010 pour diversifier les exportations nationales, en partie par le développement de produits et de services à forte valeur ajoutée. Des efforts pour la diversification des partenaires socio-économiques sont en outre attendus.

Quant à l'agriculture, ce secteur reste toujours tributaire du climat mais sa contribution a été favorable en 2009 et elle a représenté environ 11,7 % du PIB. Une sécheresse annoncée devrait toutefois faire chuter la production agricole et donc la consommation privée en 2010.

2. Emploi : augmentation du chômage pour 2009, signaux mitigés pour 2010

L'effondrement économique qui frappa les partenaires commerciaux de la Tunisie, comme l'Europe, a fait naître la crainte pour les chiffres du



chômage tunisien, notamment dans les secteurs dédiés à la promotion des exportations. Le gouvernement a essayé de maintenir l'emploi à ses niveaux antérieurs mais le chômage a finalement augmenté de 0,5 points, portant le taux de chômeurs à 14,7 % environ. Une série de mouvements sociaux contre le chômage en 2008 peut expliquer la poursuite de politiques d'apaisement des tensions sociales. Les risques d'aggravation du chômage ont ainsi été partiellement limités par la performance exceptionnelle de l'agriculture en 2009 qui emploie environ 18 % de Tunisiens.

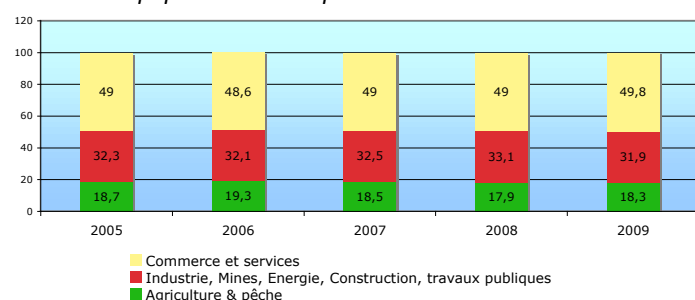
Toutefois, le risque de retombées durables sur le chômage en 2010 plane encore. Si les industries d'exportation du pays ne parviennent pas à réagir face à la baisse de la demande internationale, les pertes d'emplois pourraient alors devenir réalité.

Les signes ont été globalement positifs en matière d'offres d'emplois au cours des cinq premiers mois de 2010 ; elles ont augmenté de presque 18 % par rapport aux cinq premiers mois de 2009. Il existe une tendance nette au soutien de l'emploi permanent sur cette période (augmentation de 32,1 % sur un an) alors que les emplois non permanents sont moins privilégiés que pendant l'année précédente (baisse de -10,2 % sur un an).

Toutefois, malgré une promotion généreuse en faveur de l'emploi du côté de l'offre, il est incertain

que la demande en augmentation sera satisfaite. L'embauche via les agences pour l'emploi a diminué dans l'ensemble, malgré une légère hausse de l'emploi permanent. En outre, le nombre de demandeurs d'emploi nouvellement inscrits a augmenté de 10,4 % en mai 2010 par rapport à mai 2009, alors qu'il a augmenté annuellement de 25,2 % sur les cinq premiers mois de 2010, pour se situer à 53 143. Le nombre total de demandeurs d'emploi fin mai 2010 atteignait 11 1726, ce qui reste un défi lorsqu'on le compare aux chiffres actuels concernant l'offre.

Structure de la population active par secteur d'activité



Source : INS

Table 2. Indicateurs du marché du travail en Tunisie

		Mai-09	Mai-10	variation (%)	5 premiers mois de 2009	5 premiers mois de 2010	variation (%)
Emploi, Offre	Permanent (>6 mois)	12769	13031	2,05%	44225	58440	32,14%
	Non permanent	5060	3350	-33,79%	23059	20716	-10,16%
	Total	17829	16381	-8,12%	67284	79156	17,64%
Emploi, Placement	Permanent (>6 mois)	8483	8089	-4,64%	35776	36875	3,07%
	Non permanent	4099	2831	-30,93%	20712	17433	-15,83%
	Total	12582	10920	-13,21%	56488	54308	-3,86%
Emploi, Demande	Nouveaux inscrits	8029	8863	10,39%	42455	53143	25,17%
	Emploi, Demande, fin du mois	100114	111726	11,60%	100114	111726	11,60%

Source: Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications

Faire baisser le taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés des universités reste un défi majeur. Un taux de chômage élevé sur le marché des diplômés est un problème chronique dans la mesure où trop peu d'emplois

Tableau 3. Emploi chez les diplômés (éducation supérieure et formation)

				5 premiers variation Mai-09 Mai-10 (%)	5 premiers mois de 2009	5 mois of 2010	variation (%)
Emploi, Placement (éducation sup.)		2264	1625	-28,22%	12292	9938	-19,15%
Emploi, Demande Nouveaux (éducation sup.) inscrits		1121	1283	14,45%	8212	9105	10,87%
	Emploi, Demande à la fin du mois	45643	49851	9,22%	45643	49851	9,22%
Emploi, Demande Nouveaux (formation) inscrits		588	703	19,56%	3923	4480	14,20%
	Emploi, Demande à la fin du mois	10501	11254	7,17%	10501	11254	7,17%

Source: Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications

qualifiés. À ce titre, le gouvernement semble faire des efforts pour donner plus de souplesse au marché du travail de façon à distribuer le travail plus efficacement. Le nouveau budget cherche à développer l'emploi sur les cinq ans à venir pour réduire le chômage de 1,5 % d'ici à 2014 et faire passer le nombre de nouvelles opportunités d'emploi de 57 000 en 2009 à 70 000 en 2010.

sont créés pour ces nouveaux arrivants. Les chiffres pour les cinq premiers mois de 2010 montrent que l'embauche des nouveaux diplômés a déjà enregistré une baisse de 19,2 % sur un an, même si les 9 938 embauches couvrent au moins le nombre de nouveaux arrivants (9 105 sur les cinq premiers mois de 2010). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi issus de la formation professionnelle a également augmenté, avec une hausse annuelle de 7,2 % fin mai 2010.

Dans l'ensemble, la Tunisie a la chance de disposer d'un capital humain important, d'une forte qualification et la voie est tracée pour aller vers une économie du savoir. Ce qu'il faut, c'est un soutien permanent en faveur de la transition. Avec un tel potentiel d'exportation, la Tunisie doit diversifier davantage ses exportations en cherchant de nouveaux marchés, en créant de nouveaux produits et donc en employant plus de personnes, notamment qualifiées, pour occuper les emplois nécessaires.

Le changement structurel est donc une nécessité pour élargir le socle économique et en faire un secteur hautement qualifié et créer des opportunités pour les jeunes

Des programmes d'emploi visant 16 000 personnes pour un emploi public, dont plus des deux tiers sont des diplômés universitaires, sont attendus. Toutefois, le secteur public, employeur traditionnel des diplômés des universités, représente déjà en-

La Tunisie et le rapport avec la courbe de Phillips

L'idée persiste que les salaires nominaux sont rigides à la baisse dans un régime d'inflation. Par conséquent, dans le cas d'un pays comme la Tunisie qui cible l'inflation (même de façon non-formelle), une telle rigidité de salaire pourrait apporter un taux de chômage élevé. La question qui importe est : Y a-t-il un rapport de longue durée entre inflation et chômage en Tunisie ?

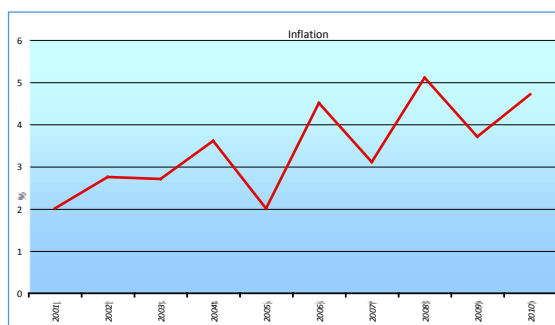
Boujelbene et Boujelbene (2009) prouvent que le différentiel inflation-chômage est permanent si l'inflation prévue est à son taux actuel en décalage d'une période.

Nous savons que le chômage total inclut le chômage des jeunes dont le taux se trouve entre 30% et 40% aussi bien que le chômage des nouveaux entrants. En outre, les jeunes chômeurs diplômés doivent faire face à des phénomènes de dévaluation et de déclassement. Ceci prouve que l'hypothèse de rigidité (à la hausse et à la baisse) du salaire nominal peut avoir un signe positif et un impact considérable sur le différentiel de longue durée d'inflation-chômage.

viron la moitié des emplois. Ainsi, comme suggéré précédemment, davantage d'efforts doivent être faits pour les opportunités dans le secteur privé, en se rappelant que la Tunisie doit créer 425 000 emplois sur cinq ans pour réduire le taux de chômage de 1,5 %.

3. Inflation

Le taux moyen d'inflation en Tunisie est passé sous la barre des 4 % (à 3,7 %) en 2009. La hausse de l'inflation des prix à la consommation et à la production a enregistré un ralentissement pour 2009 (à 3,7 % et 2,2 % respectivement), principalement en raison de la plus grande stabilité des prix de l'alimentation et de l'énergie et de la baisse des prix mondiaux. Les prix des marchandises ont globalement chuté en 2009 et l'inflation des prix à la consommation est restée inférieure aux niveaux de 2008. Le gouvernement a également maintenu des subventions essentielles pour éviter toutes manifestations sociales, maintenant ainsi les prix artificiellement bas. Toutefois, les prix des produits de base, notamment le pétrole, ont commencé à fluctuer fin 2009 et semblent faire de même début 2010. Malgré l'augmentation des salaires, l'inflation des prix à la consommation devrait toutefois continuer à baisser après une bonne année de récoltes en 2009. En outre, la relative stabilité du dinar face à l'euro devrait permettre de maintenir le coût des importations à un niveau relativement stable. Les pressions haussières sur les prix sont également généralement limitées par des politiques fiscales et monétaires efficaces et les perspectives pour 2010 sont donc encourageantes.

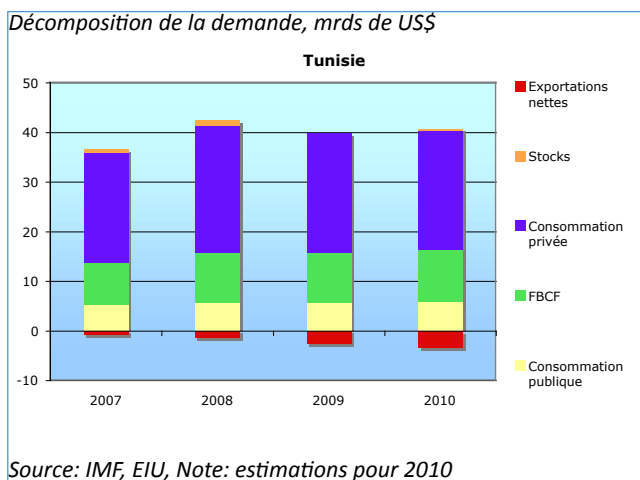
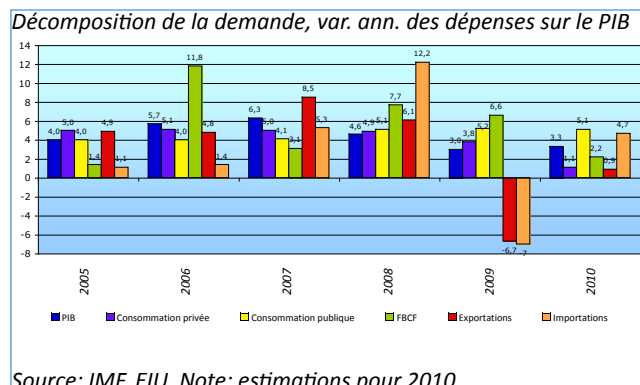


II.1 Une macro-réaction qui a accru le déficit budgétaire, mais moins que dans d'autres PM

1) Une activité économique qui reste solide, mais inférieure aux niveaux d'avant la crise

Pour la première fois depuis des années, les dépenses d'exportations sur le PIB ont diminué en 2009 de 6,7 %. L'investissement et la consommation publique ont aidé à modeler la croissance tunisienne malgré les retombées de la crise. La croissance des investissements est restée proche de son niveau d'avant la crise en 2008 (augmentation réelle des dépenses sur le PIB de 6,6 % en 2009) alors que la croissance des dépenses sur le PIB pour la consommation publique a augmenté de 5,2 %, à un rythme supérieur à celui des années précédentes.

Les estimations pour 2010 indiquent un taux de croissance supérieur de 3,3 % qui reste inférieur à ce que la Tunisie a réalisé au cours de la dernière moitié de la décennie. Un retour aux niveaux de croissance



d'avant la crise semble donc improbable, au moins à court terme. Pour que la croissance tunisienne puisse atteindre son plein potentiel, il faut attendre que la demande étrangère reparte et donc que les exportations tunisiennes jouent à nouveau leur rôle d'acteur économique dynamique.

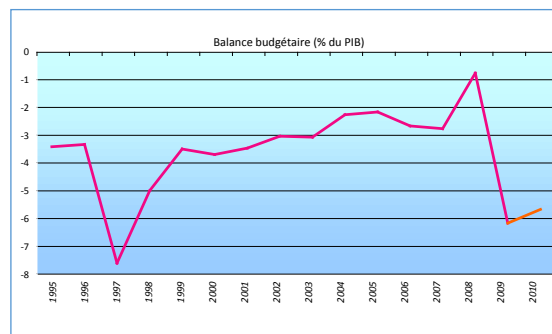
Le pays a besoin que sa croissance portée par les exportations redevienne active dans la mesure où les investissements devraient jouer un rôle moins actif au cours de l'année à venir alors que la consommation privée pourrait devenir encore moins pertinente avec une croissance attendue de 1,1 % de ses dépenses sur le PIB. En outre, la probabilité de hausse des prix pourrait accroître les pressions sur la facture des importations, rendant imminent le besoin d'une stratégie de croissance plus efficace.

Dans l'ensemble, des opportunités d'investissement devraient être offertes alors que le plan quinquennal du gouvernement prévoit que le secteur privé augmentera sa part du PIB de 73 % à 80 % et sa part d'investissement de 57 % à 70 % dans les secteurs tels que les télécommunications, la production d'énergie, la construction de ports et d'aéroports (EIU).

2) Des pressions accrues sur le budget qui restent « raisonnables »

En 2008, le déficit budgétaire a été amené à un quasi-équilibre avec un déficit de 0,8 %. Toutefois, 2009 n'a pas vu un retour complet à l'équilibre, le déficit ayant atteint 6,2 %. Cela était en partie attendu dans la mesure où le budget devait continuer à promouvoir les opportunités d'emploi, ce qu'il a fait avec un certain succès. En outre, la consommation et l'investissement ont été maintenus, alors que le taux d'inflation inférieur sur 2009 a été insuffisant puisque les recettes ont été affectées par la baisse des exportations.

Les perspectives d'évolution budgétaire pourraient se caractériser par la prudence, dans l'éventualité d'une baisse du déficit, ce qui semble difficile avec l'augmentation attendue des prix alimentaires et du



pétrole. En outre, le gouvernement a apporté un soutien financier aux entreprises exportatrices en difficulté, tendance qui devrait se poursuivre en 2010.

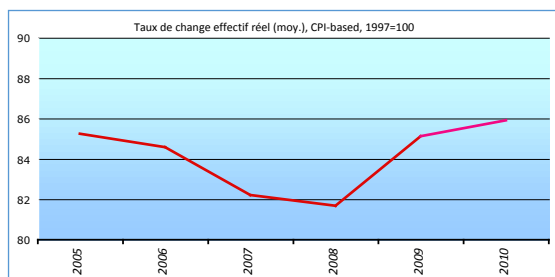
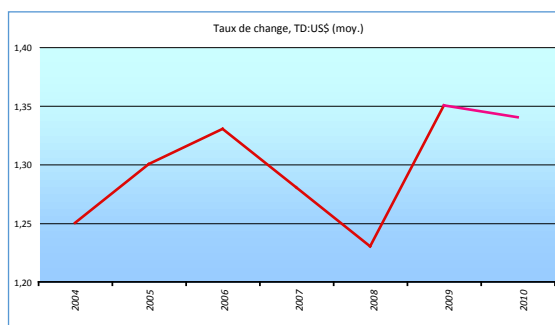
Une initiative d'aide supplémentaire via le « Fonds d'accès aux marchés extérieurs » (Famex III) pourrait être mise en place pour aider 1 000 entreprises et 80 structures professionnelles à adapter leurs produits aux besoins des marchés extérieurs. En outre, le Fonds pourrait voir son offre de crédit augmenter de 5 millions de dinars supplémentaires. De telles initiatives, si elles sont plus que bienvenues, rendent peu plausible la probabilité d'un déficit inférieure à 3 % en 2010.

Le déficit budgétaire pour 2010 devrait descendre légèrement à 5,7 % du PIB. Toutefois, la part du budget allouée aux salaires devrait augmenter de 8 %. Quant aux dépenses de développement, elles devraient atteindre 4 600 millions de dinars en 2010, une augmentation notable (18 %) par rapport aux 3 900 millions dans la loi de finance de 2009.

Pour résumer, la Tunisie dispose d'une légère, mais réelle, marge de manœuvre budgétaire supplémentaire par rapport à la plupart de ses PM voisins. Cela devrait permettre de maintenir les dépenses publiques essentielles et d'amortir les effets de la crise sur les segments les plus pauvres de la population.

3) Une politique monétaire/de taux de change réfléchie

La Banque centrale de Tunisie se dirige vers un régime de taux de change flottant. La crise monétaire des années 90 a fait ressortir l'incompatibilité des



régimes de taux de change intermédiaires avec la volatilité accrue de la mobilité du compte de capital international.

L'irruption de la crise constitue un obstacle à court terme sur la voie d'un taux de change totalement flottant, mais il devrait être surmonté dans les années à venir. Pour l'instant, le dinar est arrimé à un panier de devises (principalement constitué de l'euro) des principaux partenaires commerciaux afin de soutenir la compétitivité des exportations dans l'UE (EIU).

Le dinar s'est brièvement affaibli face au dollar et à l'euro, entre le second semestre 2008 et le premier semestre 2009, principalement à cause de l'aversion pour le risque de la part des investisseurs étrangers. À partir de là, la tendance s'est totalement inversée, suivie de signes de reprise de l'économie mondiale. Dans l'ensemble, le dinar s'est renforcé face au dollar américain en 2009 mais elle s'est affaibli face à l'euro afin de corriger le déficit du compte courant et le différentiel d'inflation avec l'Europe. De telles fluctuations apparaissent généralement en réponse aux variations du taux de change entre le dollar américain et l'euro.

Les plans de libéralisation du régime de taux de change ne devraient pas déstabiliser le taux de change car sa valeur semble conforme aux fondamentaux sous-jacents. Il convient de noter que la dépendance nationale vis-à-vis de la zone euro pourrait renforcer la corrélation entre le dinar et l'euro. Une série de réformes, telles que le développement d'un marché de change étranger et des réformes supplémentaires du secteur bancaire, devrait également être entreprise.

II.2 Un système bancaire plus intégré, partiellement affecté

Une série de réformes bancaires au cours des dernières années a permis au système bancaire tunisien de s'engager sur la voie de l'expansion continue.

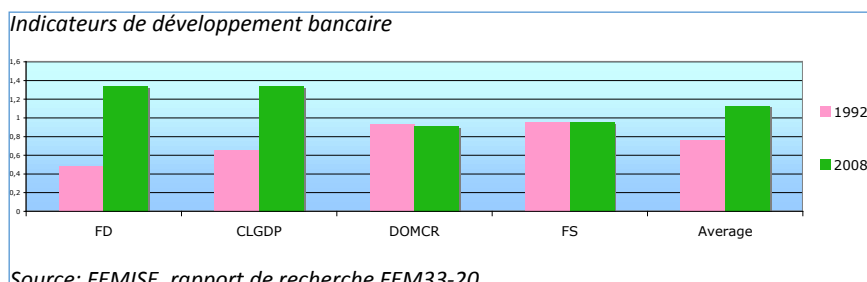
Plus précisément :

✓ La profondeur bancaire a augmenté entre 1990 et 2008, passant de 49 % à 134 %. Les institutions financières jouent ainsi un rôle plus important dans la croissance du PIB.

✓ Le FS n'a diminué que de 1 % et les banques offrent donc un plus large éventail de produits et de services.

✓ Le DOMCR a diminué de 2 % (de 93 % en 1990 à 91 % en 2008), montrant que la banque devient plus accessible au secteur non financier. À ce titre, les dépôts bancaires sont passés de 2,76 milliards de dollars en 1986 à 25,27 milliards de dollars en 2007.

✓ Le CLGDP a augmenté de 15 %, passant de 0,55 % en 1990 à 0,70 % en 2008, ce qui souligne la présence de plus en plus marquée d'opérations entre banques et agents non financiers.



Source: FEMISE, rapport de recherche FEM33-20

Les mesures bancaires mises en place pour atténuer les retombées de la crise ont dans l'ensemble aidé le secteur bancaire à améliorer notablement ses indicateurs, comme l'illustre le nettoyage des portefeuilles bancaires, la réduction des prêts non performants et les échéances d'examen des demandes de crédits.

Toutefois, le secteur bancaire en Tunisie a été partiellement affecté par les retombées de la crise internationale et des efforts supplémentaires doivent être faits pour consolider sa structure.

Plus spécifiquement :

✓ Malgré leur réduction, les prêts non performants en Tunisie restent bien au-dessus de la moyenne méditerranéenne, représentant 13,2 % du crédit total, soit le deuxième ratio le plus élevé de toute la région.

✓ Les provisions spécifiques pour les prêts non performants restent parmi les plus faibles, quoique assez proches de la moyenne méditerranéenne.

✓ Le ratio actif/capital est à 12,4 %, soit 5 points sous la moyenne des PM, et il pourrait s'avérer insuffisant.

✓ Le rendement de l'actif se situe à 1 %, légèrement en dessous de la moyenne méditerranéenne. Dans le même temps, le rendement des capitaux propres est de 11,7 %, sous la moyenne méditerranéenne, mais pas trop bas pour suggérer des pertes importantes de rentabilité.

Pour résumer, le profil financier des banques s'est amélioré en termes de qualité d'actif et de rentabilité malgré la crise. Le système bancaire devrait continuer à améliorer ses indicateurs de crédit bancaire et s'approcher des standards internationaux, dans un contexte de transparence et de crédibilité accrues.

III. Moteurs de croissance et productivité totale des facteurs

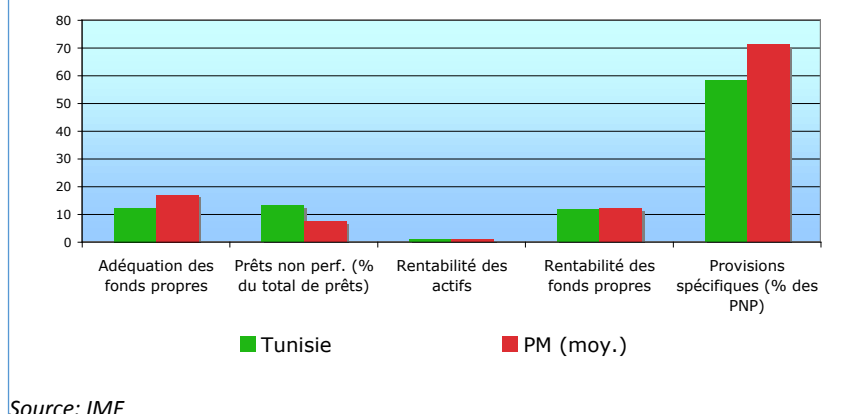
III.1 Le succès de la Tunisie : réussir la diversification dans une période d'ajustements structurels

Au début des années 70 et jusqu'au milieu des années 80, la Tunisie a adopté une stratégie d'« économie mixte », dans laquelle le secteur privé a été mis en avant et les produits manufacturés ont enregistré une croissance considérable. Toutefois, les déséquilibres macroéconomiques ont persisté en raison d'initiatives d'ajustements structurels limitées. Des efforts considérables d'ajustement structurel ont donc été faits à partir de la seconde moitié des années 80, le commerce et la finance ont connu une ouverture considérable et la Tunisie a fait preuve d'une remarquable capacité à maintenir une performance économique solide sur les deux dernières décennies.

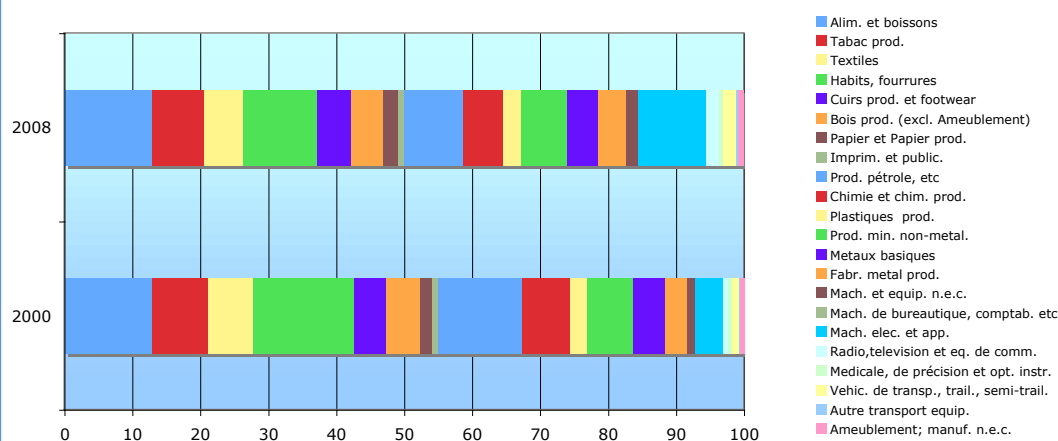
Le taux de croissance constamment élevé a apporté davantage d'opportunités d'emplois tunisiens et donc une baisse du chômage pendant la seconde moitié des années 2000. Mais cela contraste fortement avec les années précédentes où la croissance ne s'est pas accompagnée d'une baisse suffisante

du chômage. La question est la suivante : y a-t-il eu un changement radical des sources de la croissance pour créer plus d'emplois ? En outre, quel est le pour et le contre de ce nouveau régime et comment se comporte-t-il dans le contexte international actuel ?

Indicateurs de Solidité Financière



Structure de la VAM, 2000 et 2008

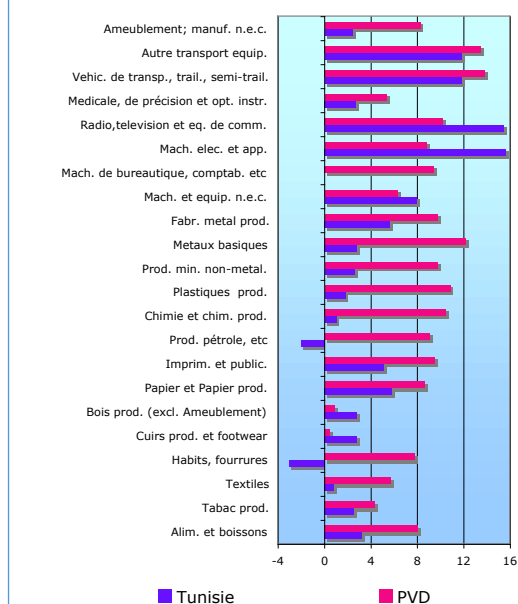


Source : UNIDO

La clé du succès réside dans les éléments suivants : la Tunisie a réussi son processus de diversification dans une période d'ajustements structurels. En d'autres termes, les réformes n'ont pas entamé la capacité du pays à diversifier sa production à court terme. Cette stratégie a porté ses fruits ces dernières années, lorsque l'activité innovante des entreprises de fabrication est venue compléter l'histoire de la réussite tunisienne. Le pays s'est de plus en plus spécialisé dans des produits et a progressivement réduit sa dépendance vis-à-vis de l'économie du pétrole et des secteurs demandant un savoir-faire moins avancé.

Ainsi, le secteur des presses à vêtements a vu sa part dans les produits manufacturés à valeur ajoutée (VAM) chuter de 14,8 % en 2000 à 10,8 % en 2008, les produits dérivés du coke et du pétrole sont passés de 12,4 % à 8,6 % alors que la part de l'industrie chimique a également diminué. À l'opposé, le secteur des machines électriques a notablement accru sa part dans la valeur ajoutée, passant de 4,2 % en 2000 à 10 % en 2008, alors que les secteurs des machines et des équipements de communication ont également suivi la voie de la croissance.

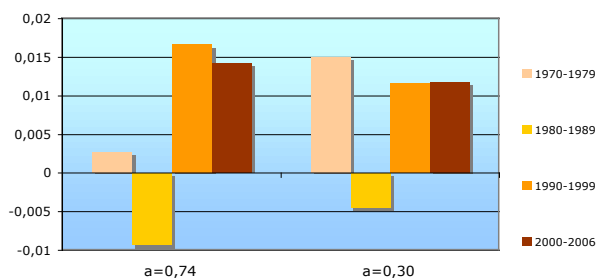
Croissance secteur manufacturier, 2000-2008



Source : UNIDO

En terme de croissance des sous-secteurs sur la période 2000-2008, les résultats pour les machines électriques et les secteurs associés sont spectaculaires. Pendant de nombreuses années, la fabrication en Tunisie s'est principalement concentrée sur le triptyque alimentation, presses à vêtements et textile. Mais la période récente montre une volonté de diversifier davantage l'économie en ajoutant des secteurs tels que les équipements mécaniques, électriques et électroniques. Cette stratégie est saine puisqu'elle permet de remplacer progressivement des produits/secteurs qui ne sont plus « porteurs de croissance », en préservant et développant la part de marché tunisienne, en optimisant la production, en créant des effets externes positifs en terme de qualité et en augmentant naturellement la productivité.

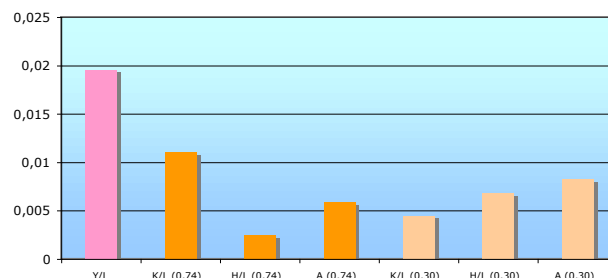
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

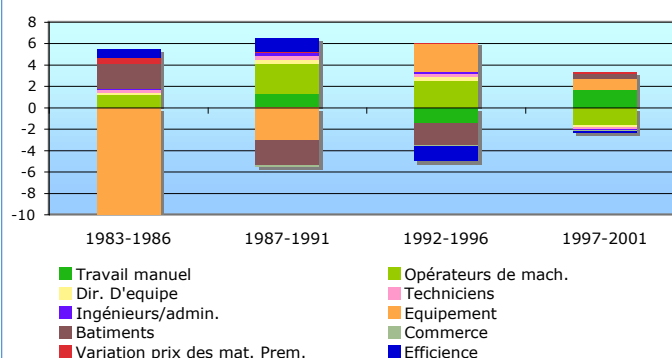
Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Comme l'indique le graphique ci-dessus, après une décennie non productive, l'économie tunisienne a gagné en efficacité au cours des années 90 et a également constamment maintenu sa croissance annuelle de productivité sur la période 2000-2006. Les hypothèses sur la part relative de la capacité de production sur la production utilisées dans l'exercice empirique permettent de dire que la productivité totale des facteurs croît à un rythme encore supérieur ces dernières années. L'estimation de la productivité totale des facteurs combinée avec les mesures de capital physique et humain a permis de faire la lumière sur les déterminants de la croissance tunisienne ; dans le graphique de droite, les taux de croissance du produit global sont décomposés selon les contributions des facteurs d'accumulation et de productivité (taux de croissance annuel moyen du PIB par travailleur et contributions de chaque composante au PIB).

La décomposition du PIB par travailleur est réalisée deux fois, en supposant une valeur de la part relative de la capacité de production sur la production égale à 0,74 dans le premier cas et de 0,30 dans le second. Dans le premier cas, le principal déterminant de la croissance économique au cours des 40 dernières années en Tunisie semble être l'accumulation de la capacité de production (0,0111), légèrement supérieure aux parts correspondantes de capital humain (0,0025) et de productivité (0,0059). Toutefois, dans le second cas, la part de la croissance attribuée à la capacité de production est réduite (0,0045) et les moteurs de la croissance tunisienne semblent être le capital humain (0,0068) et la productivité (0,0083). Si le second cas s'avérait être le plus proche de la réalité, cela serait le signe d'un exploit considérable dans la mesure où il est très rare que la contribu-

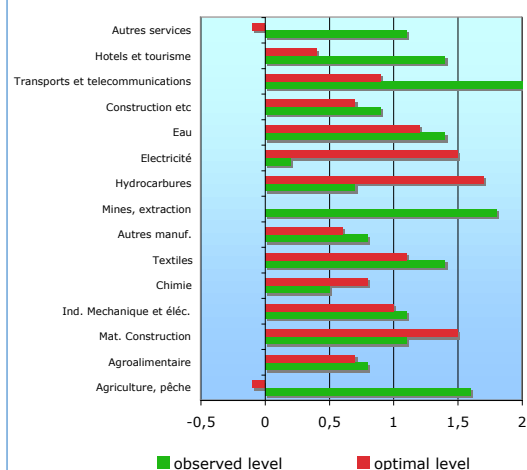
Dans le graphique, Y/L indique le taux de croissance du PIB par travailleur sur la période 1970-2008. La contribution de la capacité de production par travailleur à la production (produit du taux de croissance annuel moyen de la capacité de production par travailleur par la part relative de la capacité de production sur la production), la contribution du capital humain par travailleur à la production et le taux de croissance moyen de la producti-

Décomposition de la PTF à la frontière de production, par périodes



Source : Ghali and Mohnen (2010)

Résidus de Solow, prix/ niveaux d'activité optimaux et observés (1983-2001) (croissance annuelle en %)



Source : Ghali and Mohnen (2010)

tion du capital humain soit supérieure à celle de la capacité de production.

Il y a des raisons de croire que le capital humain a été le principal élément contribuant à la productivité totale des facteurs en Tunisie. Une autre étude récente sur la croissance de la productivité totale des facteurs dans l'économie tunisienne revisite les différents moteurs de la croissance de la productivité et examine l'incidence positive possible des réformes structurelles sur le potentiel de croissance intérieure. Après une piètre performance de la croissance et un déclin du potentiel économique (estimé par la productivité totale des facteurs potentielle), ce dernier a commencé à croître d'environ 1 % annuellement à partir de 1987. La principale raison d'une telle augmentation de la productivité totale des facteurs était la main d'œuvre non qualifiée. Comme le montre le graphique ci-dessous, seuls les travailleurs manuels et les opérateurs de machines ont apporté une contribution notable dans l'ensemble (moindre sur la période 1997-2001).

À l'opposé, le capital semble avoir eu un effet négatif. Les autorités semblent avoir canalisé des montants de financement considérables vers l'accumulation de capitaux au début des années 80 et ce n'est qu'après le début des an-

nées 90 que la croissance de la productivité totale des facteurs a bénéficié du capital (notamment les équipements).

Une décomposition par secteurs permet d'observer comment le changement technologique (résidu de Solow) a porté la croissance de la productivité totale des facteurs. Le changement technologique a augmenté de 1 % annuellement sur la période 1983-2001, principalement en raison du programme d'ajustement structurel. Comme le montre le graphique, l'agriculture, le secteur minier et les autres services pourraient être moins actifs dans l'affectation optimale des ressources. La Tunisie pourrait partiellement « abandonner » ces secteurs au profit de « vainqueurs » tels que les matériaux de construction, le textile, l'eau et l'énergie et importer des marchandises pour lesquelles elle a un désavantage comparatif.

Mais, dans le cas de ce qui est effectivement observé, les secteurs « perdants » représentent une part considérable d'activité et donc de changement technologique. Mais qu'en est-il des secteurs traditionnels de l'avantage comparatif tunisien ? Ont-ils été affectés négativement ? Il semble que non dans la mesure où les secteurs tels que le textile maintiennent un résidu de Solow élevé sur la période et où ils se sont donc adaptés efficacement à la concurrence internationale.

Dernier point et non le moindre, la Tunisie semble être plus tournée vers les services ces dernières années et moins tributaire de l'agriculture. Cette évolution bienvenue vers une économie tertiaire est un élément de plus dans la stratégie de diversification poursuivie. Tous les résultats suggèrent

Tableau 4. Résidus de Solow observés, comparaison entre secteurs d'agriculture et de services, par période (taux de croissance annuels en %)

	1983-1986	1987-1991	1992-1996	1997-2001
Agriculture, pêche	1,7	1,4	-0,9	0
Transport & télécommunications	0,2	0,1	4,1	2
Hôtels, Tourisme	1	-2	1,7	1,7
Autres Services	-2,7	1,4	1,6	2,5

Source : Ghali and Mohnen (2010)

donc l'évidence : la Tunisie est sur la voie performante et fructueuse de la croissance, ce qui garantit des fondations plus solides et une plus grande résistance face à la crise.

III.2 Plus d'ouverture et refus du protectionnisme après la crise

La Tunisie s'est montrée efficace dans la modification de son régime de croissance et l'adoption d'un modèle dynamique fondé sur la productivité totale des facteurs. Cela a été réalisé grâce à i) l'ouverture au commerce, spécialement avec l'UE et ii) l'intégration de l'économie du savoir dans sa stratégie.

Il convient de noter que malgré la crise, la Tunisie n'a pas suivi l'exemple de plusieurs pays en voie de développement et n'a pas adopté de mesures protectionnistes. Les autorités ont au contraire continué à suivre une stratégie d'ouverture qui semble mieux convenir à l'économie tunisienne et à ses besoins. L'objectif est double : (i) consolider les exportations tunisiennes dans le contexte international actuel et garantir le maintien de la compétitivité tunisienne (ii) stimuler l'investissement au travers d'une série de mesures permettant de faire émerger ou de soutenir les porteurs de la croissance.

1) Un nouveau plan de développement pour une intégration globale effective

Le projet du 12^{ème} Plan de développement (2010-2014) établit une nouvelle méthode de planification pour l'adaptation à l'émergence de nouvelles tendances, aux niveaux national et international.

Les objectifs du plan de développement quinquennal devraient être, entre autres :

- ✓ réaliser une croissance du PIB de 5,5 % à prix constants avec diversification accrue des moteurs de la croissance et augmentation de la part des activités à forte valeur intellectuelle de 25 % en 2009 à 30 % en 2014,
- ✓ couvrir toutes les demandes d'emploi supplémentaires en réduisant le taux de chômage d'un

point et demi de pourcentage, en se concentrant davantage sur les diplômés des universités dont la part dans les demandes supplémentaires va augmenter de 60 % en 2009 à 70 % en 2014,

✓ ramener la dette extérieure à moins de 30 % du PIB en 2014, en abaissant le taux de la dette publique à 40,4 % du PIB et en maîtrisant les besoins de financement de l'économie nationale.

✓ accroître la part d'investissement du secteur privé (de 13,8 % annuellement) et attirer davantage d'IDE vers les activités à forte valeur ajoutée à hauteur d'environ 29 % de l'investissement total du secteur privé,

✓ porter la part des exportations dans la croissance à plus de 40 % via une intégration accrue en développant des partenariats avec l'UE et en encourageant les accords de libre échange avec de nouveaux partenaires,

✓ créer des réseaux d'innovation sectorielle composés de structures de recherche et d'enseignement supérieur dans des domaines tels que l'énergie, la biotechnologie, la technologie de l'information et de la communication et les nanotechnologies.

En outre, l'initiative PACAM 2010-2013 pour une meilleure compétitivité des entreprises tunisiennes (Programme d'Appui à la Compétitivité et à l'Accès aux Marchés) est également mise en place pour stimuler la productivité des entreprises tunisiennes.

Centrée sur des secteurs tels que l'électricité, la mécanique et les matériaux de construction, l'initiative a un double objectif : premièrement, mettre à niveau et moderniser les entreprises industrielles dans le cadre du « Programme de modernisation industrielle » (PMI). Deuxièmement, adopter pour l'infrastructure tunisienne une approche qualité permettant d'encourager des accords de reconnaissance mutuelle avec l'UE en terme de conformité industrielle.

Cela faciliterait davantage les procédures commerciales avec l'UE, ce qui signifierait un gain pour les entreprises tournées vers l'exportation. Dans le même temps, la construction de laboratoires et de

pôles technologiques dans les zones industrielles pourrait se développer (il existe des projets pour un site à El Agba).

2) Renforcer la coopération internationale et la promotion des exportations

Les efforts de la Tunisie pour soutenir les entreprises tournées vers l'exportation ont été considérables, ce qui a permis de préserver dernièrement 70 000 emplois estimés et environ 1 % de la croissance de son PIB. Le pays semble chercher à encourager la coopération, notamment avec les pays du Maghreb, en menant à terme les discussions sur la zone de libre échange et en maximisant les retombées de l'Accord d'Agadir. En outre, les efforts continuels de diversification des exportations sont illustrés par l'intensification des missions d'hommes d'affaires à l'étranger. Une libéralisation accrue du commerce extérieur est attendue alors que les discussions avec l'UE se poursuivront afin de garantir la libéralisation des services et de l'agriculture. Comme l'a noté le FEMISE dans son rapport 2008/2009, les exportateurs tunisiens ont bénéficié de la dépréciation du dinar face à l'euro et de l'amélioration notable de la compétitivité due au ratio salaire/productivité. Cette compétitivité des prix doit toutefois s'accompagner d'autres incitations. L'objectif pour 2010 est d'augmenter le total des exportations et importations de 8,2 % et 8,9 % respectivement. Cela peut être réalisé grâce à une série de mesures concrètes lancées par le gouvernement tunisien :

✓ Une loi sur le commerce est en cours d'élaboration, un troisième programme de promotion des exportations (FAMEX 3) est lancé, alors que la mise en œuvre du programme de promotion des exportations FAMEX 2 se poursuit pour faciliter les procédures et réduire les coûts des transactions. FAMEX 3 met l'accent sur la qualité, la traçabilité, la facilitation des procédures et la garantie des exportations.

✓ Le gouvernement réforme le système d'égénéralisation pour garantir l'approvisionnement du marché et le commerce intérieur.

✓ Une série de mesures est adoptée pour consolider le secteur du textile face à la montée de la concurrence.

✓ Outre les mesures actuelles, une série de décisions a été prise pour assouplir les procédures douanières.

Il faut également noter que la Loi de finance 2010 permet une compétitivité accrue dans un certain nombre de secteurs stratégiques. Un nouveau régime fiscal pour les PME devrait être mis en place pour permettre, entre autre :

✓ Des services de manutention et de maintenance dans les aéroports, des plans de formation professionnelle pour les pilotes, l'exonération de la TVA pour les PME sélectionnées dans un appel d'offres sur un marché étranger (de 5 MD au minimum). Cela devrait inciter davantage les PME tunisiennes à exporter leur production intérieure.

✓ Le mécanisme d'aide aux institutions concernant les pertes liées aux entreprises en difficulté de paiement et de remboursement devrait être généralisé à tous les acteurs financiers. L'objectif serait de renforcer la compétitivité en évitant la destruction d'une part précieuse du moteur de la croissance tunisienne.

✓ Dernier point et non le moindre, afin d'inciter la création de PME dans le secteur à forte valeur ajoutée de la technologie de l'information et de la communication, le régime actuel d'incitation devrait être amélioré. Pour simplifier, une prime d'étude devrait être accordée aux promoteurs et une autre à l'investissement matériel et immatériel. Cela est confirmé par l'annonce de la création du « Fonds spécifique aux investissements immatériels » pour accompagner le secteur bancaire dans un effort de financement des projets intensifs de technologie de l'information et de la communication.

3. Stimuler les projets d'investissement pour développer la croissance et l'emploi

La stratégie d'ouverture de la Tunisie est parfaitement illustrée par le lancement de plusieurs projets

Tableau 5. Des projets pour dynamiser les IDE et la croissance en période de crise
(projets de concession programmés pour 2009)

Secteur	Projet	Coût du projet	Délai d'exécution	Durée de la concession	Etat d'avancement du projet
Energie	Centrale électrique à Al-Haouaria	Entre 3000 et 4000 MTND (1700 à 2200 Millions d'euros)	..	20 ans	i) Création d'une société Tuniso-Italienne d'étude et de développement (Newco1), capital de 2.7MD (50% pour chaque associé), appel d'offres de pré-qualification en juin 2009, ii) Lancement de l'appel d'offres restreint pour la sélection de l'adjudicataire des droits de production en Tunisie, début 2010.
	Raffinerie pétrolière de Skhira	Entre 2 000 et 2 500 millions USD	..	30 ans, renouvelable	i) Lettre d'accord signée avec Petrofac pour préparer un plan de développement et d'exploitation. ii) Participation des entreprises publiques à hauteur de 51%.
	Centrale électrique de Bizerte	Entre 600 et 750 MTND	..	20 ans	i) Lancement d'appel d'offres de pré qualification en janvier 2009, cinq offres retenues, ii) Lancement d'appel d'offres restreint pour la sélection de l'adjudicataire des droits de production en Tunisie.
Environnement	Station de dessalement d'eau de mer à Djerba	73 millions de TND	..	20 ans, avec possibilité d'extension	Appel d'offres lancé, trois entreprises espagnoles présélectionnées. Le dernier délai de remise des offres est le 30 novembre 2009.
	Station de dessalement de l'eau de mer à Al-Zarrat	70 millions de TND environ	Trois ans (2010-2012)	20 ans, avec possibilité d'extension	i) réalisation des études : 2009 ii) choix du concessionnaire : 2010 iii) démarrage de la station de dessalement avant fin 2012
	Réhabilitation et développement de la sebkha de Ben Ghayadha	..	..	..	La réhabilitation est déjà en cours. Le dossier foncier est prêt
Infrastructure	Développement de Taparura au nord de Sfax	..	..	..	..
	Nouveau port en eaux profondes d'Enfidha	1400 millions d'euros	..	..	i) La première phase, relatives aux études a été achevée. ii) L'appel à la manifestation d'intérêt a été lancé et en phase de dépouillement.
	Zone logistique à Djebel Oust	25 MD	..	..	L'assainissement foncier de la zone sera lancé en 2010 ainsi que les études de faisabilité technico-économiques de la zone.
Tourisme	Zone de services logistiques à proximité du port de Radès	200 millions de TND.	..	30 ans, possibilité de prolongation à 50 ans.	Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux soumissionnaires présélectionnés suite à l'avis de manifestation d'intérêt.
	Un complexe de tourisme médical et de santé à l'-Khabayat à Gabès	400 millions de TND	..	..	i) Maîtrise du foncier à 100%, ii) Les trois phases de l'étude ont été réalisées, validation en cours, iii) Les études d'aménagement et d'impact sur l'environnement ont été effectuées.
	Zone touristique de Lella Hadhria à Djerba	500 millions de TND environ	..	..	Etalée sur les deux plans de développement (2007-2011) et (2012-2016)
	Port de plaisance El Kessour 'Hergla'	1,5 milliards de dollars	..	..	La réalisation du projet se déroulera sur 5 ans..
	Le Grand Korbous'	10 milliards US dollars	Estimé à 15 ans.	..	..
	Diar El Ouerd à 'Ariana	10 milliards de dinars koweïtiens. La première étape du projet est estimée à 3 milliards US dollars.	Première étape sur 5 ans environ	..	..

Source : Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA Tunisie)

d'investissement comptant dans une large mesure sur des capitaux étrangers. Une série de points mérite d'être mentionnée :

✓ Plusieurs projets industriels ont été poursuivis en Tunisie, comme la mise en place d'une unité aéronautique pour Aerolia (Airbus) dans la zone industrielle d'El-Mghira (près de Tunis), permettant la création de 1 500 emplois. Le développement de tels secteurs semble être une garantie pour l'emploi et la croissance.

✓ 2009 a vu la création de 6 470 entreprises d'artisanat avec un investissement total de 16,5 millions de dinars qui ont contribué à la création de 7 830 emplois. Des villages d'artisanat ont été créés et 2010 devrait voir le lancement d'études pour 7 nouveaux villages à Gafsa plus 5 autres (Zaghuan, Kebili, Kasserine, Gabes et Kairouan). En outre, la première phase du projet Sejnene et la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'artisanat seront maintenues jusqu'à l'horizon 2016.

✓ En outre, quelque 1500 investisseurs européens ont participé aux manifestations de 2009 organisées dans le cadre de la stratégie de promotion 2016 de l'industrie tunisienne. La stratégie prévoit également de viser les marchés asiatiques et américains dans un effort de consolidation du socle industriel tunisien.

✓ Les partenariats privé-public ont été renforcés pour promouvoir l'innovation et la recherche dans le secteur industriel. Le programme gouvernemental « Ensemble, relevons les défis » a pour objectif de garantir que les entreprises nationales investissent 1 % de leurs gains dans le financement d'efforts de R&D.

✓ La privatisation des entreprises nationales a également permis d'accroître les bénéfices financiers et de créer de nouvelles opportunités d'emploi.

✓ Le Ministre de l'industrie a en outre annoncé en 2009 dix projets industriels qui sont entrés en phase de production, créant 7 500 nouveaux emplois avec une capacité de 17 000 emplois potentiels en 2010.

Dans l'ensemble, malgré la baisse des flux d'IDE entrants en 2009, la Tunisie a obtenu des résultats positifs en termes de compétitivité et de résistance face à la crise. Le rapport annuel du Forum économique mondial sur la compétitivité dans le monde (2009-2010) a placé la Tunisie au 40ème rang parmi 133 pays, sur la base de douze piliers quantitatifs et qualitatifs (environnement institutionnel, stabilité macroéconomique, infrastructure, efficacité du marché, sophistication des entreprises, etc.), loin devant l'Égypte (70ème), le Maroc (73ème) et l'Algérie (83ème). La Tunisie se place même devant certains pays développés européens tels que le Portugal (43ème), la Pologne (46ème), l'Italie (48ème) et la Grèce (71ème).

Le tableau ci-dessous présente une série d'investissements dans des secteurs stratégiques. Ils illustrent bien la dynamique que la Tunisie souhaite mettre en place à court terme pour atténuer les effets de la crise et à long terme pour soutenir la croissance.

Les « vainqueurs » potentiels sur lesquels la Tunisie pourrait compter sont l'énergie, l'environnement, l'infrastructure, la logistique et le tourisme. Ce sont des secteurs dans lesquels des concessions sont prévues et qui devraient permettre des partenariats public-privé actifs et l'introduction d'importants montants d'IDE.

Une fois de plus, diversification est le maître mot dans l'approche tunisienne :

✓ Des projets d'investissement devraient permettre de mettre en place des installations et des usines, d'augmenter la capacité tunisienne en matière de production d'énergie (électricité par exemple) et d'encourager les synergies dans le domaine de l'énergie. D'autres développements dans l'industrie pétrolière devraient créer davantage d'opportunités pour la main d'œuvre qualifiée et améliorer l'approvisionnement en produits liés au pétrole et donc mieux positionner la Tunisie sur le marché local,

✓ Des initiatives d'investissement environnemental telles que le projet de dessalement à Al-

Zarrat permettraient (i) d'augmenter les ressources en eau et (ii) d'améliorer les conditions et la qualité de vie dans une série de gouvernorats tunisiens.

✓ Les bénéfices tirés de l'investissement dans l'infrastructure peuvent être immenses. La modernisation des structures portuaires, par exemple, engendrera des effets externes pour le commerce tunisien.

✓ De la même manière, les projets d'investissement dans la logistique prévoient des bénéfices importants. La construction de zones logistiques agit comme un facilitateur économique ; les marchandises importées sont transportées relativement facilement et à bas coût dans la mesure où les entreprises de transport sont regroupées, offrant ainsi un large éventail de services logistiques par les meilleurs prestataires. Les effets externes positifs de ces projets sont également très nombreux car l'attractivité de l'investissement est renforcée et les investisseurs étrangers trouvent un environnement économique adapté à leurs besoins.

✓ Enfin, le tourisme est déjà un secteur sur lequel la Tunisie s'appuie pour la croissance, mais il reste un gros potentiel sur lequel il est nécessaire de capitaliser. Les récents projets permettront de créer davantage de zones touristiques, de diversifier les options de tourisme et de proposer des services de meilleure qualité.

Dans l'ensemble, nous soulignerons le fait que :

✓ La Tunisie poursuit activement, et davantage que plusieurs de ses voisins méditerranéens, son ouverture permettant une participation privée, des partenariats privé-public et l'attraction d'IDE,

✓ Les autorités ont soigneusement sélectionné les secteurs « gagnants » capables de porter la croissance dans les années à venir, tout en contrant également les effets actuels de la crise,

✓ Dans l'ensemble, la Tunisie s'est montrée efficace dans sa stratégie de croissance, mais à partir de maintenant, ses priorités devraient peut-être reposer plus sur la création d'emplois et de travail en profitant de ses succès récents en terme de réduction du chômage.

IV. Conclusions et recommandations

La Tunisie a maintenu un taux de croissance de 3 % en 2009, ce qui montre qu'elle est plus que jamais un exemple de compétitivité, de dynamisme et de durabilité. Dans l'ensemble, malgré le ralentissement mondial et la récession sur ses principaux marchés d'exportation, la Tunisie semble disposer d'un ensemble solide de fondamentaux macro-économiques et financiers. À ce titre, les perspectives de croissance au-delà de 2010 restent encourageantes. Il convient Toutefois de noter une série d'éléments qui pourrait s'avérer décisive dans le futur :

✓ Un des principaux défis que la Tunisie devra relever est la nécessité d'utiliser efficacement ses ressources humaines qualifiées afin d'améliorer davantage son tissu économique. Comme le FEMISE l'a souligné précédemment, le pays devrait envisager de conserver sa population active qualifiée en modernisant l'efficacité de l'administration publique et en l'adaptant à l'évolution des besoins actuels. En outre, la poursuite des efforts tels que les récents partenariats public-privé semble être une approche gagnant-gagnant.

✓ La Tunisie est compétitive depuis des années et sa stratégie a le potentiel pour évoluer. Une des clés de l'évolution serait de développer la chaîne de valeur au lieu de compter exagérément sur la réduction des coûts. Une utilisation accrue de l'investissement international pourrait dynamiser la structure locale de production grâce à une politique plus vigoureuse adaptée à la situation des affaires en Tunisie. De la même manière, un développement des PME très performantes pourrait fortement profiter à l'emploi des jeunes, qui reste un problème majeur.

✓ Notons que l'investissement en 2010 sera influencé par un prêt de 206 millions d'euros de la Banque Mondiale. De telles initiatives, malgré leur poids sur les contraintes budgétaires, permettent une meilleure employabilité des diplômés des universités, de se concentrer sur les énergies renouvelables et de moderniser les services sociaux.

Leur effet stimulant pourrait se poursuivre au-delà de 2010 et il constitue un investissement dans le bien-être des générations futures. À long terme, l'investissement intérieur pourrait augmenter mais les barrières bureaucratiques devraient disparaître totalement.

✓ Si la Tunisie était bien préparée pour résister aux retombées de la crise et profiter d'une confiance renouvelée, sa croissance future dépend également du rétablissement de l'UE. À ce titre, et dans un effort de prévention pour l'avenir, l'évolution économique internationale doit, au dire de tous, être suivie de près. Les efforts de la Tunisie semblent déjà prometteurs et le gouvernement a placé une commission nationale dans la Banque centrale (Commission nationale chargée du suivi de la conjoncture internationale) afin de mieux anticiper les éruptions de crise et de proposer des scénarios de résistance et de rétablissement adaptés.

✓ Les gains des exportations devraient augmenter sur la période 2010-11 après un timide rétablissement des marchés de l'UE (EIU). De la même manière, les excédents des services devraient légèrement croître en 2010-11 alors que le secteur du tourisme connaît une demande en hausse.

✓ La Tunisie gagnerait à réformer davantage le secteur des services. Par rapport aux pays similaires en voie de développement, les barrières réglementaires dans certains services en Tunisie sont encore considérables. Une plus grande ouverture permettrait d'accroître la compétitivité des exportations et le potentiel de ses services et de faire de la Tunisie un centre d'externalisation pour les services (dans la technologie de l'informatique et de la communication ou les services commerciaux, par exemple) des partenaires développés. Par exemple, dans le secteur des télécommunications, les restrictions du nombre d'entreprises de télécommunication pourraient être supprimées pour accroître la contestabilité du marché. La Tunisie pourrait également lever la discrétion entourant l'octroi de nouvelles licences pour les services bancaires et supprimer les restrictions auxquelles les banques sont confrontées pour prêter ou le-

ver des fonds dans le pays. En outre, libéraliser les secteurs clés du service (banque, transport aérien, par exemple) pourrait stimuler l'investissement et permettrait l'émergence de nouveaux porteurs de croissance. Dans une étude récente, Dee et Diop (2010) constatent qu'une réforme partielle de la réglementation générerait des gains à peu près égaux à ceux d'une réforme unilatérale totale des tarifs de fabrication. Plus important, si la Tunisie entreprenait des réformes plus vastes, les gains pourraient être beaucoup plus importants et profiter aux nouveaux arrivants sur le marché local.

Références :

- AfricanManager (2010), « Tunisia: Exports record a 23.8% rise in December ».
- AfriqueJet.com (2009), « Economie-Tunisie: Baisse des exportations en 2009 », December 26th.
- AllAfrica.com (2009), « Tunisie: Rétrospective 2009 : Exportation - Une stratégie globale », 31 Décembre.
- AllAfrica.com (2010), « Tunisia: Tunis Stock Exchange Boasts Best Performance in Mena Region », January 19th.
- Babnet (2010), « Tunisie: 16 milliards de dinars d'exportations industrielles en 2009 », 20 Janvier.
- BusinessNews.com (2009), « Tunisie - Principaux axes du projet de Loi de Finances 2010 », 23 Novembre.
- FEMISE (2009), « Financial Systems in Mediterranean Partners and the EURO-Mediterranean Partnership », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-20, par Simon Neaime, en collaboration avec Nidal Sabri, Décembre.
- FEMISE (2009), Income Inequality and Poverty after Trade Liberalization in MENA Countries, report 33-02
- Investir en Tunisie (2009), « Tunisie : Budget de l'Etat 2010 en détail », 10 Novembre.
- Les Afriques (2010), « Tunisie : Baisse de 2,1% du nombre de touristes en 2009, 6 Février.
- Les Afriques (2010), « Tunisie : Baisse de 32,2% des IDE en 2009 », 15 Janvier.

Magharebia (2009), « Jobs for Tunisian university grads target of 2010 budget », December 4th.

Marweb.com (2009), « Tunisian Economy Resists World Financial and Economic Crisis »

Mina Balamoune-Lutz (2009), « Tunisia's Development Experience: A Success Story? », UNU-WIDER, Research Paper No. 2009/32, May.

OxfordBusinessGroup.com (2010), « Economy on Track », February 26th.

OxfordBusinessGroup.com (2010), « Tunisia: Regional Performer », February 12th.

Philippa Dee and Ndiame Diop (2010), « The Economy-wide Effects of Further Trade Reforms in Tunisia's Services Sectors », The World Bank, Middle East and North Africa Region, Social and Economic Development Department, June.

Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.

REUTERS (2008), « Tunisian police fire on rioting youths, one dead », June 6th.

Sofiane Ghali and Pierre Mohnen (2010), « Economic Restructuring and Total Factor Productivity Growth: Tunisia Over the Period 1983-2001 », Scientific Series, 2010s-26, Centre Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations, Montréal, Juin.

Thouraya Boujelbene Dammak & Younes Boujelbene, 2009. «The nature of the Phillips curve in Tunisia: new empirical evidence,» International Journal of Monetary Economics and Finance, Inderscience Enterprises Ltd, vol. 2(2), pages 126-143, January.

Tunisia.Com (2010), « Tunisian Tourism 2009 Indicators »

TunisiaOnlineNews (2009), « Tunisian Navigation Company will soon be quoted on Tunis Stock Exchange », December 22nd.

TunisiaOnlineNews (2010), « Draft 12th Development Plan : ensuring Tunisia's effective integration into the global economic sphere », July 10th.

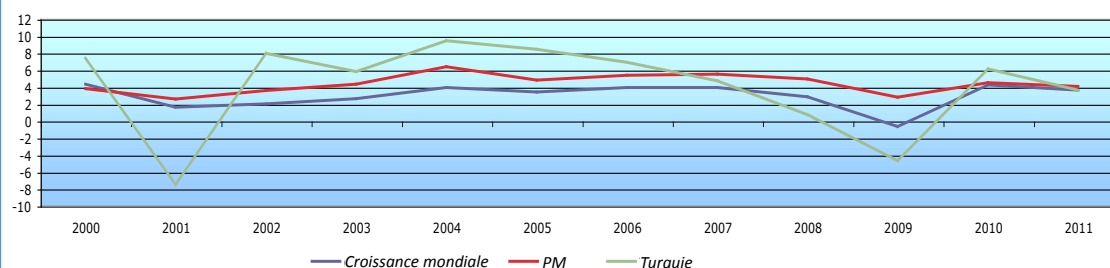
Turquie: Une capacité de reprise et un potentiel de croissance considérables malgré de fortes répercussions de la crise en 2009

Au cours des années 1980, la Turquie est passée à un modèle politique ouvert sur l'extérieur avec pour objectif d'intégrer progressivement l'Union européenne. Cette nouvelle orientation s'est traduite par un élargissement des échanges com-

mettre en place une stratégie efficace et capable de soutenir sa croissance tout au long de la prochaine décennie.

Dans les faits, la création d'une union douanière « élargie » reste une alternative jugée politiquement plus réaliste par plusieurs pays membres de l'UE. Quelle que soit l'issue des négociations, la Turquie doit s'efforcer de maintenir une stratégie d'ouverture

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source: Economic Intelligence Unit (EIU), IMF

merciaux et des négociations relatives à une candidature du pays à l'intégration dans l'Union, un cheminement progressif dont le point culminant reste les discussions entamées en 2005 autour de l'adhésion officielle du pays. Il convient de noter que la Turquie a fait énormément de progrès en réformant son tissu économique (agriculture, services, etc) et en menant de front des politiques de stabilisation pour protéger son système des crises passées. De ce fait, la croissance réelle sur la période 2000-2007 était forte et avoisinait les 4,4%.

Cependant, la crise économique récente a eu des répercussions sans précédent en Turquie, notamment lorsque l'on compare les résultats nationaux à ceux des pays méditerranéens partenaires voisins. L'économie turque ayant atteint un stade d'intégration aux marchés relativement avancé, elle subit de plein fouet les effets de la crise. Après être tombée à 0,7% en 2008, la croissance est négative en 2009 avec un taux de - 4,7%. En dépit des estimations qui semblent indiquer une relance économique et une reprise de la croissance qui pourrait dépasser le seuil des 6% pour 2010, le pays devra

et ne pas renouer avec son passé protectionniste. Grâce à une accumulation de capital consolidée sur plusieurs décennies, le pays dispose désormais du potentiel nécessaire à l'émergence d'un régime de croissance axé sur la PTF (productivité totale des facteurs). Le système économique a déjà prouvé son efficacité ces dix dernières années tout en conservant une croissance de productivité annuelle positive. Il incombe désormais aux dirigeants de concevoir un projet permettant de renforcer le rythme de celle-ci pour les années à venir.

La disparation progressive de la réglementation anticoncurrentielle pourrait renforcer la productivité en Turquie et être aussi potentiellement bénéfique pour l'emploi en offrant plus de flexibilité. L'abaissement de certaines barrières administratives au commerce particulièrement lourdes, la réduction de l'interventionnisme de l'Etat et la fin des blocus pratiqués au niveau des investissements directs étrangers sont autant d'autres facteurs qui permettraient d'atteindre une efficacité de production et des externalités optimales.

A partir de là, deux éléments méritent d'être soulignés.

Tout d'abord, l'emploi reste une question cruciale au regard de l'évolution des chiffres du chômage. En effet, le nombre de personnes sans emploi au sein de la population active est passé de 11% en 2008 à 14,1% en 2009. Tout en assurant la croissance de son système, la Turquie doit donc aussi favoriser la création d'emplois, un problème qui avait déjà été partiellement abordé sur la période 2000-2007 où le chômage en Turquie atteint une moyenne de 9,6% contre 12,4% dans les autres pays méditerranéens partenaires.

Deuxièmement, le budget gouvernemental turc est beaucoup plus stable que dans la plupart des pays méditerranéens partenaires. Il contraste néanmoins totalement avec la très mauvaise gestion fiscale enregistrée sur la période 2000-2007 où le déficit atteignait une moyenne de 7,4% contre 4,7% dans les autres pays méditerranéens partenaires. A condition que la dette soit gérée efficacement, les autorités turques devraient être en mesure d'encourager la croissance tout en restant dans les limites du budget.

Au regard des dernières tendances, on note que :

✓ La Turquie a enregistré une baisse de 22,1% de ses exportations de marchandises en 2009 pour atteindre 109,6 milliards de dollars. Les prévisions pour 2010 se veulent malgré tout plus optimistes, les exportations indiquant en août 2010 une hausse de 9,1% en année glissante pour atteindre 8,6 milliards de dollars, une situation qui incombe en grande partie aux exportations vers l'Allemagne.

✓ Le tourisme a été légèrement touché avec des recettes dépassant les 21,1 milliards de dollars en 2009, soit une baisse de 3,2% par rapport à 2008. Le nombre de touristes continue néanmoins d'augmenter pour atteindre 27,3 millions en 2009, soit une hausse de 3%.

✓ En 2009, les investissements directs étrangers sont en chute libre et atteignent 7,6 milliards de dollars, soit une baisse de près de 58,1%. Les investis-

sements étrangers n'ont cessé de diminuer depuis le début de la crise. Ceux émanant de l'UE enregistrent un déclin considérable depuis 2009 et le manque d'investisseurs étrangers hors du contexte européen n'a fait que conforter la baisse.

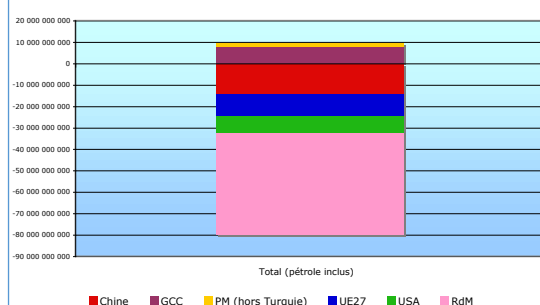
✓ La croissance turque semble être à nouveau sur les rails à en juger par les excellents résultats enregistrés au cours du premier semestre 2010. La Turquie est notamment parvenue à moderniser sa structure de production grâce à un régime de croissance basé sur la PTF. La diversification constante des moteurs de croissance a également favorisé la reprise après la crise.

✓ La crise a eu un effet particulièrement dévastateur sur l'emploi en Turquie. Le taux de chômage a été propulsé à 14,1% en 2009, soit une augmentation de plus de 3% en 1 an. Le chômage dans les zones urbaines à même atteint 16,6%, soit +3,8% par rapport à l'année précédente. Toutefois, les chiffres enregistrés récemment semblent à nouveau indiquer une baisse du nombre de chômeurs à 2,78 millions en juillet 2010, soit un taux de 10,6% contre 12,6% en juillet 2009.

✓ La PTF semble clairement positive sur la période 2000-2006. L'efficacité relative des supports de productivité semble néanmoins susceptible de se détériorer. Bien qu'étant extrêmement efficace en termes de travail et d'attribution de capital pour la production relative aux pays de la CEE, la Turquie souffre d'un manque d'innovation, de mise en place et d'exploitation des nouvelles technologies. Elle fait partie de ces pays qui, en dépit d'une excellente TFP, reposent sur un système instable et souvent difficile à gérer sur le long terme. Les dirigeants doivent donc faire en sorte d'identifier les secteurs potentiellement porteurs du renforcement de la productivité pour l'avenir. L'expérience prouve que les gains de productivité sont souvent plus marqués dans les secteurs concurrentiels relatifs aux importations que dans les secteurs liés aux exportations ou sans ouverture commerciale.

✓ Les autorités adaptent logiquement les éléments du 9ème Plan de développement au contexte d'après-crise. Le plan assurera, entre autres, la coordination des politiques monétaire, financière et

Balance comm. 2008, par partenaire et produit, millions US\$



Source: COMTRADE

budgétaire afin de soutenir la croissance et d'assurer la reprise économique. Par ailleurs, les politiques favorisant la création d'emplois, le renforcement et la qualité des postes proposés ainsi que la flexibilité du marché du travail seront privilégiées.

✓ Enfin, la recherche de nouveaux secteurs a fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des autorités. L'adoption d'un plan de stratégie énergétique pour la période 2010-2014 a déjà été annoncée et devraient attirer les investisseurs étrangers au moment où la Turquie cherche à élargir ses partenariats en matière d'énergie. D'autre part, la privatisation des réseaux de distribution d'électricité se poursuit. Dans l'ensemble, la Turquie semble donc avoir toute la volonté nécessaire pour s'imposer comme un acteur énergétique majeur.

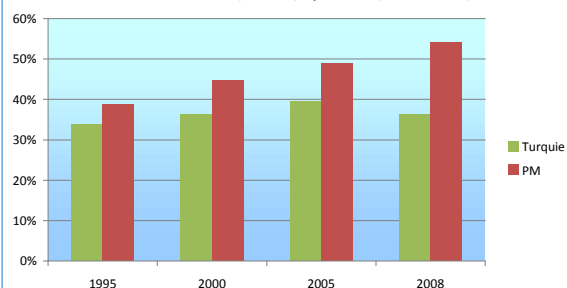
I. Un choc considérable sur l'économie réelle

I.1. Le contexte

1.1 Renforcement de l'ouverture pour l'offre de services et baisse pour les échanges de marchandises

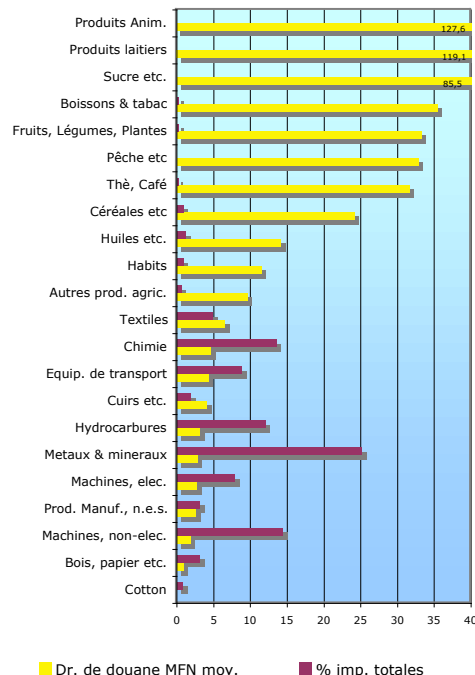
Jusqu'au début des années 1980, la Turquie s'appuyait sur un système économique relativement

Ouverture commerciale (biens), par an(% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

Protection tarifaire et importations, par produit

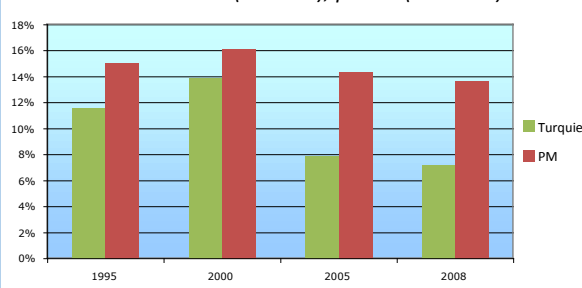


Source: WTO World Tariff Profiles 2008

fermé. Le pays s'est depuis doté d'une politique plus ouverte vers l'extérieur et affiche sa volonté d'intégrer l'Union européenne. Ainsi, le protectionnisme tarifaire et les substituts aux importations ont été remplacés par un régime commercial partiellement ouvert qui augmente considérablement le volume des échanges commerciaux de services et de marchandises.

Les importations sont moins restreintes, les droits de douane ont baissé sur certaines marchandises, notamment celles faisant l'objet d'échanges commerciaux intenses. Par exemple, les matières textiles et le coton ont des droits NPF relativement négligeables, constituant ainsi un avantage concurrentiel de taille

Ouverture commerciale (services), par an (% du PIB)



Source: Calculs FEMISE à partir de COMTRADE, IMF

pour la Turquie depuis de nombreuses années. Les minéraux et les métaux, les équipements industriels et les marchandises ouvrées affichent, pour leur part, des droits NPF inférieurs à 5%. Cependant, certaines marchandises comme les denrées animales, les produits laitiers, le sucre ou encore le tabac font encore l'objet d'une réglementation très stricte, comme tous les produits agricoles en général pour lesquels les droits NPF dépassent 30% (par exemple, dans le cas du maïs, le droit NPF applicable est de 130%).

Il n'est donc pas surprenant que le Parlement européen ait demandé à la Turquie de réduire considérablement les tarifs moyens applicables aux marchandises agricoles importées et de retirer les procédures d'autorisation particulièrement lourdes sur les importations.

Malgré l'importance des efforts d'ouverture commerciale fournis, notamment au cours des années 1990, le degré d'implication de la Turquie reste non seulement inférieur à celui des pays partenaires méditerranéens voisins mais a également baissé au cours des 10 dernières années. Le ratio d'ouverture du commerce de marchandises / PIB frôlait 35% en 2008 contre plus de 50% en moyenne pour les autres pays partenaires méditerranéens.

En parallèle, le pays semble avoir enregistré une baisse de l'ouverture pour le commerce de services avec une moyenne également inférieure à celle des autres pays méditerranéens partenaires.

Enfin, lorsque l'on se penche sur la valeur des échanges commerciaux, la Turquie apparaît clairement comme un importateur net. Le pays enregistre un déficit commercial avec la plupart de ses partenaires commerciaux à l'exception des pays méditerranéens partenaires voisins pour lequel il affiche un léger excédent et les pays du Golfe où son excédent est non négligeable. Une grande partie du déficit commercial provient de la Chine tandis que l'UE27 et les Etats-Unis semblent exporter plus vers la Turquie qu'ils n'importent de produits turcs.

D'une manière générale, la Turquie semble avoir mené une stratégie d'ouverture qui lui a permis d'enregistrer d'excellents niveaux de croissance. Le pays doit toutefois s'attacher au maintien de ses efforts s'il souhaite renforcer son intégration internationale.

1.2 Un compte de capital avec un niveau d'ouverture intermédiaire et un taux de change flottant

La libéralisation du compte de capital turc a atteint un niveau intermédiaire (degré moyen) accompagné d'un système de taux de change flottant. L'ouverture commerciale progressive a permis de renforcer la convertibilité du compte courant et de la livre turque. Cependant, en dépit des efforts récents, les restrictions sur les flux de capitaux perdurent. La finance s'est extrêmement ouverte et le secteur financier s'est progressivement libéré. La capitalisation boursière s'est accrue et le marché boursier a attiré les capitaux étrangers. La pleine convertibilité de la livre turque a fait disparaître les risques liés au taux de change.

Après la crise, on peut donc affirmer que le compte de capital et financier de la Turquie était bien armé. Il faut d'ailleurs souligner que le pays avait déjà connu une crise financière ce qui lui a permis de réduire partiellement l'impact de la crise internationale qui a essentiellement pesé sur l'économie réelle.

Des règles et normes de prudence ont été adoptées par le secteur bancaire avec le soutien de la BRSA (Banking Regulatory and Supervisory Authority). Le cadre réglementaire a été amélioré par un renforcement de la transparence et de la gestion du risque.

1.3 Réduction de la pauvreté

Des actions sociales ont été menées afin de favoriser l'égalité au sein de la population et d'améliorer les conditions de vie pour les plus démunis.

Comme cela a déjà été indiqué dans le rapport, l'ouverture commerciale a une influence directe et indirecte sur les revenus des plus pauvres grâce à son influence sur la croissance économique. A cet égard,

Tableau 1. Ratio de pauvreté (Headcount) par tête à 1,25\$ par jour PPP, % de la population

	1985	1990-95	2000-05
Turquie	2%*	2,1%**	2,6%***
MENA	6,10%	4,07%	3,60%

Source : FEMISE FEM33-02, * 1987, ** 1994, *** 2006

alors que la proportion des populations très pauvres (gagnant moins de 1\$ par jour) stagnait à 1,1% au milieu des années 1990, elle a chuté à 0,2% en 2002 et était de zéro avant la crise. Ainsi, il n'y a plus personne en situation d'extrême pauvreté en Turquie.

La nouvelle orientation du régime de croissance est en grande partie responsable de cette réussite bien que les politiques sociales doivent encore évoluer pour mieux cibler les populations en difficulté.

Dans le même temps, le PIB par habitant a augmenté considérablement. En termes de parité de pouvoir d'achat, il atteignait 12700 dollars en 2008, soit le double de la valeur relevée en 2002. Cette hausse fulgurante a permis à la Turquie de distancer la plupart des PM voisins en enregistrant le plus haut niveau de revenus par habitant de toute la zone.

Enfin, la Turquie est sur le point d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, bien que les inégalités structurelles restent un problème de taille à résoudre.

1.2. Les canaux de transmission de la crise

Comme pour la plupart des pays partenaires méditerranéens, en Turquie, le secteur réel est considéré comme étant le principal responsable de la transmission de la crise.

2.1 Un véritable choc qui se traduit par une forte baisse des exportations de marchandises et des investissements directs étrangers

En 2009, l'impact de la crise en Turquie s'est manifesté par:

✓ Une baisse de 22,1% des exportations de biens qui sont passées à 109,6 milliards de \$,

✓ Une baisse de 30,6% de la valeur des exportations de marchandises qui sont tombées à 13,5 milliards de dollars,

✓ Une balance commerciale déficitaire qui est passée de 7,3% du PIB en 2008 à 4%,

✓ Une balance des services à la résistance exceptionnelle et en excédent à 26,5% du PIB,

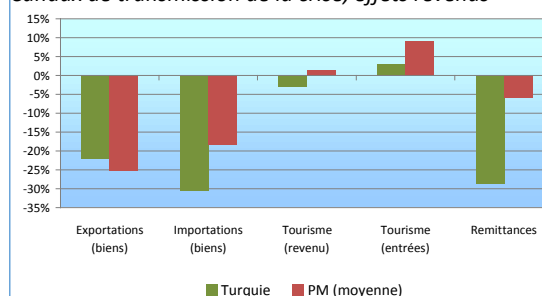
✓ Une baisse de 28,7% des remises de fonds des travailleurs qui ont atteint 970 millions de dollars,

✓ Une chute vertigineuse de 58,1% des investissements directs étrangers à 7,6 milliards de dollars contre 18,1 milliards de dollars en 2008.

En raison de son intégration au système économique mondial, la Turquie a logiquement enregistré une baisse de 22,1% de la valeur de ses exportations de marchandises en 2009 qui se sont chiffrées à 109,6 milliards de dollars. Comme d'habitude, les exportations concernent majoritairement les produits ouverts suivis, de loin, par les produits agricoles. Les exportations de produits ouverts ont baissé de 23,7% pour atteindre 95,5 milliards de dollars, un résultat qui incombe à une demande en perte de vitesse. Tous les autres secteurs suivent la même tendance, à l'exception de l'agriculture qui a enregistré une hausse de 10,4% pour atteindre 4,3 milliards de dollars.

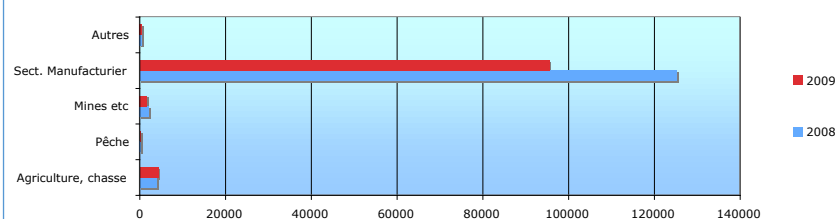
Les prévisions pour l'année 2010 concernant les exportations turques se veulent toutefois plus optimistes. En août 2010, les exportations ont augmenté de 9,1% en année glissante pour atteindre 8,6 milliards de dollars, un résultat dû en grande partie aux exportations vers l'Allemagne pour un montant total de 914 millions de dollars, soit une hausse en année

Canaux de transmission de la crise, effets revenus



Source: Calculs FEMISE à partir de diverses sources

Exportations par secteur



Source : Turkstat

glissante de 12,2%. Viennent ensuite les exportations vers le Royaume-Uni (574 millions de dollars), l'Irak (565 millions de dollars) et la Russie (388 millions de dollars). La répartition des produits exportés en fonction de leur branche d'origine pour août 2010 se fait comme suit: selon Turkstat, le secteur « chaudronnerie, machines et outils mécaniques » enregistre la plus forte progression de valeur avec 757 millions de dollars. Il est suivi de près par les secteurs « moyens de locomotion hors rail et tramway et assimilés » (732 millions de dollars), « fer et acier » (681 millions de dollars), « produits de tricot ou crochet et assimilés » (600 millions de dollars) et « machines et équipements électriques » (541 millions de dollars).

Les produits importés affichaient eux aussi une baisse de valeur de l'ordre de 30,6 % pour un montant de 13,5 milliards de dollars. Les importations ont néanmoins augmenté de 20,5% en année glissante en août 2010 pour atteindre 15,5 milliards de dollars. Par conséquent, le déficit commercial, qui était passé de 7,3% du PIB en 2008 à 4% en 2009, devrait repartir à la hausse en 2010. En août 2010, le déficit commercial étranger avait atteint 6,9 milliards de dollars, soit une dégradation de 37,8% par rapport à août 2009 où il était de 5 milliards de dollars.

La balance des services est, pour sa part, restée relativement stable avec un excédent à 26,5% du PIB en 2009. Le tourisme n'a été que très légèrement touché avec des recettes dépassant les 21,1 milliards de dollars en 2009, soit une baisse de 3,2% par rapport à 2008. Parallèlement, le pays a accueilli 27,3 millions de touristes en 2009, soit une hausse de 3%. Il faut rappeler qu'en dépit de la crise, l'année 2008 a

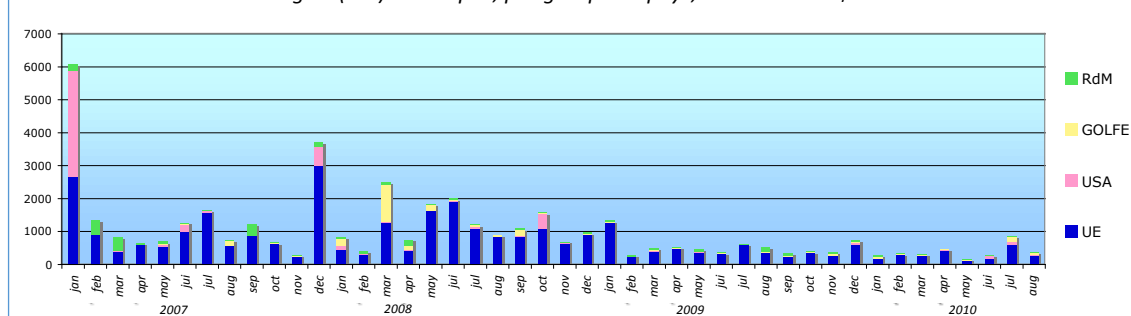
été l'une des meilleures années pour la Turquie en termes de tourisme. Les encouragements légaux en ce sens ont renforcé le secteur, permettant de faire passer la part d'entrées touristiques sur le territoire de 1,1% en 1990 à 2,7%

en 2008. Les estimations pour l'année à venir sont également très positives, le deuxième trimestre de 2010 ayant été marqué par une hausse annuelle des revenus du secteur de 7,4 % pour atteindre 4,56 milliards de dollars.

Les remises de fonds constituent une infime part des revenus (elles s'élèvent à seulement 0,2% du PIB en 2009). Une baisse à ce niveau n'aurait donc qu'un faible impact sur l'économie turque. Les prévisions tablent sur une baisse de 28,7% en 2009 à 970 millions de dollars.

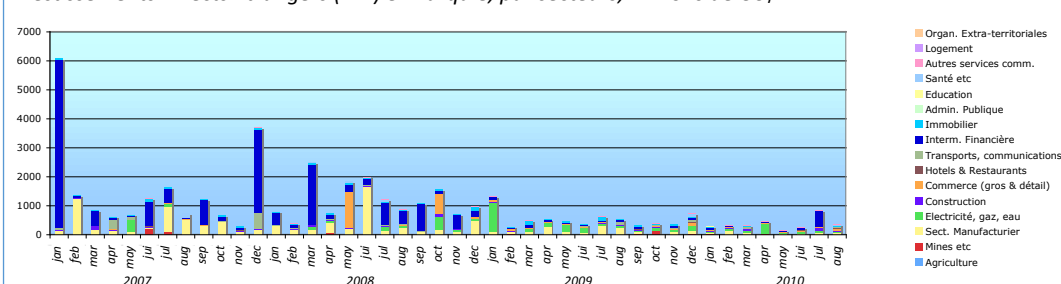
Enfin, la chute vertigineuse de 58,1% des investissements directs étrangers qui sont passés de 18,1 milliards de dollars en 2008 à 7,6 milliards de dollars en 2009 ne passe pas inaperçue. Les investissements étrangers n'ont cessé de diminuer depuis le début de la crise. Pour être plus précis, ils n'ont jamais dépassé le seuil du milliard de dollars depuis janvier 2009. Il convient de noter la part écrasante des pays de l'UE dans les projets d'investissement en Turquie. Ils représentent en effet plus de 3/4 du total des investissements étrangers et devançant ainsi les investisseurs du Golfe et américains. Cependant, les investissements émanant de l'UE ont considérablement réduit tout au long de l'année 2009 et le manque investisseurs hors UE n'a fait que renforcer le phénomène. Les prévisions d'investissements directs étrangers pour 2010 ne suggèrent aucune reprise, bien que les investisseurs du Golfe se soient montrés particulièrement actifs en juillet 2010, permettant ainsi à la Turquie d'enregistrer un montant total d'investissements de 856 millions de dollars, le meilleur niveau jamais atteint depuis janvier 2009.

Investissements Directs Etrangers (IDE) en Turquie, par groupe de pays, millions de US\$



Source: Banque Centrale de Turquie

Investissements Directs Etrangers (IDE) en Turquie, par secteurs, millions de US\$



Source: Banque Centrale de Turquie

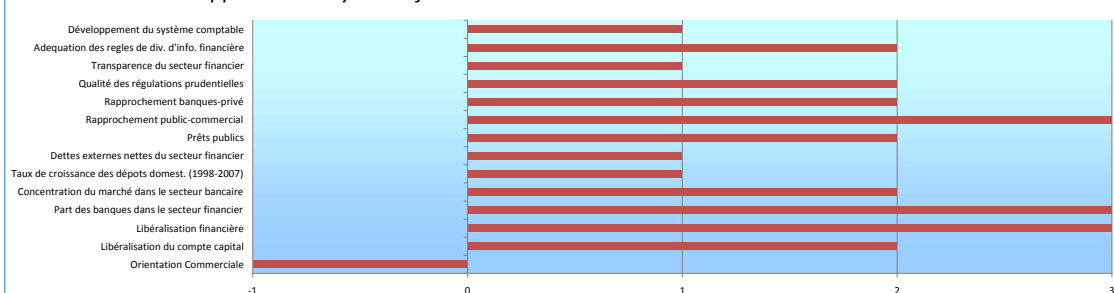
Les services d'intermédiation financière étaient traditionnellement ceux qui recevaient la plus grande partie des investissements directs étrangers jusqu'à la fin de l'année 2008 où ils ont commencé à ne représenter qu'une part marginale du montant total. Le commerce en gros et de détail a lui aussi vu sa part se réduire progressivement au cours de l'année 2009. Les projets de fabrication et ceux liés au secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau n'ont pas suffi à contrer les effets de la crise dans une période où les investissements semblaient incertains. Par conséquent, l'impact sur les investissements étrangers était inévitable. Les autorités devront toutefois faire tout ce qui est en leur pouvoir pour inverser une ten-

dance qui pourrait perdurer. Les estimations à court terme ne semblent indiquer aucune reprise des investissements directs étrangers en Turquie et la stabilité politique et macroéconomique sera nécessaire pour attirer de nouveaux capitaux.

2.2 Un choc financier

L'exposition à la crise varie en fonction du degré d'intégration financière, du niveau de réserves accumulées et de la balance budgétaire d'un pays donné. Dans le cas de la Turquie, le pays a atteint un haut niveau de libéralisation du système financier avec une ouverture du compte

Indicateurs de développement du système financier



Source: FEMISE, FEM33-20

Note: Explication des valeurs 1=bas, 2=moyen, 3=élevé, * Orientation Commerciale -1= Orientée à l'importation, +1= Orientée à l'exportation

de capital à un niveau intermédiaire et un passif externe extrêmement faible.

1) Impact négatif sur les portefeuilles d'investissements, solidité des réserves étrangères

Comme pour les investissements directs étrangers, la Turquie est le plus grand bénéficiaire de portefeuilles d'investissements parmi les pays partenaires méditerranéens, avec une moyenne de près de 60% du montant total des portefeuilles d'investissements des pays de la zone sur la période 2004-2009. Il faut noter que la dépendance vis-à-vis des portefeuilles d'investissements est beaucoup trop forte en Turquie par rapport aux investissements directs étrangers, le ratio portefeuilles d'investissements / investissements directs étrangers en 2008 atteignant 24,8% en 2008 contre 8% en moyenne pour les autres pays partenaires méditerranéens. En 2009, cette valeur est passée à 18,6% contre 7,3% dans les autres pays partenaires méditerranéens. Cette situation s'ajoute aux contraintes extérieures que subit déjà la Turquie étant donné que son capital à court terme est volatil et qu'il ne suffit pas pour financer le compte courant déficitaire. Les rentrées liées aux portefeuilles sont passées de 4,5 milliards de dollars en 2008 à 3,26 milliards en 2009 ce qui constitue un déclin bien réel sans pour autant être catastrophique.

En ce qui concerne les réserves internationales, la Banque centrale a suspendu la cotation de devises étrangères à la criée le 16 octobre 2008 afin de renforcer la position du secteur bancaire. Cependant, l'amélioration globale des conditions des liquidités et du marché des devises étrangères a entraîné la reprise des cotations. En 2009, les réserves étrangères ont atteint 75 milliards de dollars contre 73,7 milliards en 2008. Ainsi, l'augmentation des réserves étrangères a permis de réduire partiellement l'exposition à la crise via le canal financier.

2) Un marché boursier étonnamment sain

Malgré la crise internationale, le marché boursier a enregistré une année positive. La valeur totale des

transactions d'actions a atteint 236 milliards de dollars en 2009, soit le double de la valeur de 2008 c'est-à-dire 120 milliards de dollars. Le volume des transactions affiche lui aussi une hausse annuelle de 21% pour atteindre 316 milliards de dollars.

Non content d'avoir évité la crise, le marché boursier turc figure parmi les marchés boursiers ayant enregistré les meilleurs résultats dans le monde. Cependant, les dirigeants du pays ne devraient pas perdre de vue le fait que ce sont généralement les attentes qui restent le moteur principal d'une telle performance. La bonne santé du marché boursier turc est liée au fait que les investisseurs étrangers sont convaincus que le pays souhaite mettre en place une politique fiscale forte. Ceci est particulièrement important à savoir étant donné que les tendances peuvent facilement être inversées comme cela a déjà été suggéré. En août 2010, les actions turques ont chuté pendant 3 semaines tandis que les rendements obligataires ont augmenté après que le gouvernement a annoncé que les réformes fiscales ne seraient pas mises en place dans les temps. Ainsi, la Turquie devrait continuer à s'appuyer sur la confiance envers le capital qu'elle est parvenue à restaurer après la crise de 2010.

3) Une dette externe en termes de PIB qui s'accroît

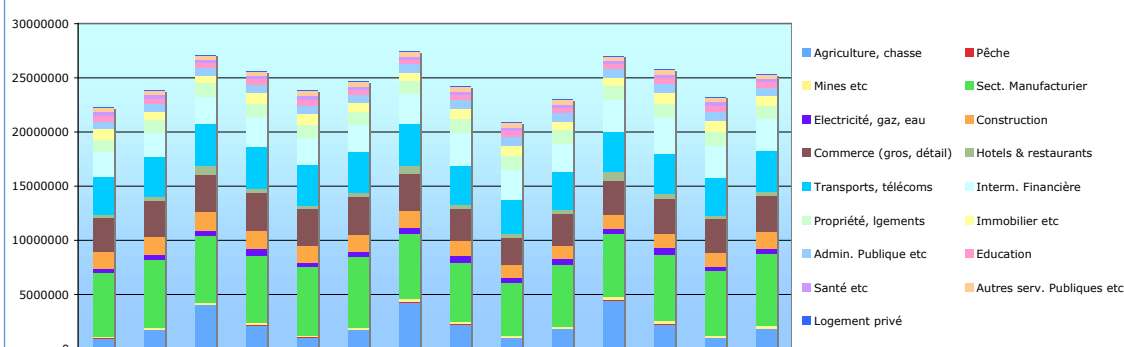
La dette extérieure est passée de 277,3 milliards de dollars en 2008 à 268,3 milliards en 2009. Cependant, la dette externe totale s'est accrue en termes de PIB passant de 34,9% du PIB en 2005 à 38% en 2008 et 43,7% en 2009. En parallèle, le coefficient du service de la dette est passé de 29,6% en 2008 à 45,1% en 2009. Les importants déficits fiscaux de 2009 et 2010 pourraient également faire passer le ratio dette / PIB au-delà des 50% pour les années à venir.

II. Analyse des agrégats macroéconomiques

1. Croissance et décomposition du PIB

L'économie turque s'est depuis longtemps engagée sur la voie de la croissance durable avec une moyenne

Décomposition de PIB par activité économique à prix de base (Fixes 1998)



Source : Turkstat

proche de 4% sur la période 1995-2000 et des chiffres au-dessus de ce seuil sur la période 2000-2007. La crise semble toutefois avoir suspendu cette tendance, du moins tout récemment. Après avoir enregistré un taux de croissance de 0,7% en 2008, la Turquie est tombée à -4,7% en 2009, devenant alors la seule économie à enregistrer une croissance négative parmi les pays partenaires méditerranéens. La croissance turque semble cependant être à nouveau sur les rails à en juger par les excellentes performances réalisées au cours du premier semestre 2010.

La croissance turque s'appuie en grande partie sur les activités de production, suivies par les activités de services telles que la vente en gros et au détail, les transports et la communication et l'intermédiation financière. La baisse du PIB en 2009 est en partie due à une chute annuelle de 7% des activités de production, de 10,2% de la vente en gros et au détail et de 7% de la communication et des transports. Dans le même temps, le bâtiment a enregistré une chute de

16,1% tandis que les activités minières et d'extraction ont baissé de 6,7 %. Néanmoins, les services financiers, l'agriculture et la sylviculture ont affiché des hausses respectives de 8,5% et 3,7%. La Turquie s'efforce de moderniser son système de production pour s'orienter vers un régime de croissance basé sur la productivité totale des facteurs. La diversification constante des moteurs de la croissance favorise la capacité de reprise d'après crise.

Les estimations pour l'année se veulent particulièrement optimistes avec un taux de croissance attendu de 6,1%, bien que l'amplitude de la reprise dépende en partie de la demande étrangère future vis-à-vis des exportations turques.

2. L'emploi: Augmentation fulgurante du chômage en 2009, baisse potentielle en 2010

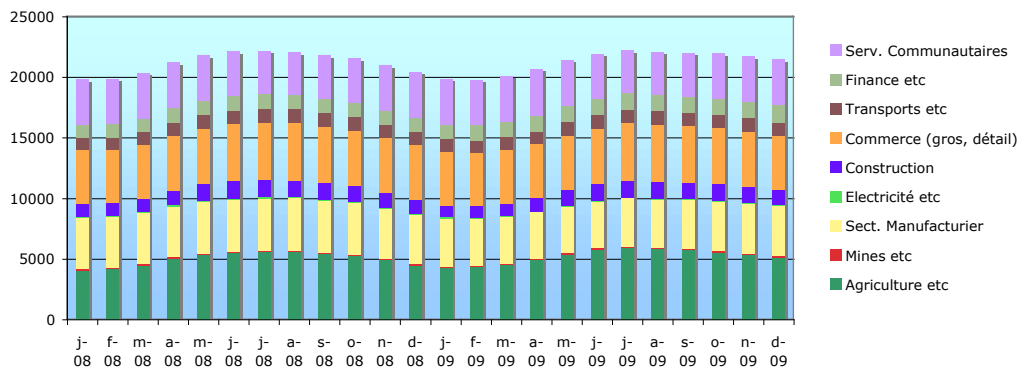
La crise a eu un impact particulièrement fort sur l'emploi en Turquie. Le marché du travail recense

Tableau 2. Force de travail, emploi et chômage

	Total		Urbain		Rural	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Force de travail (000)	23 805	24 748	16 063	16 585	7 742	8 163
Employés (000)	21 194	21 277	14 010	13 839	7 184	7 438
Chômeurs (000)	2 611	3 471	2 053	2 746	558	724
Force de travail, taux de participation (%)	46,9	47,9	45	45,8	51,4	52,7
Taux d'emploi (%)	41,7	41,2	39,2	38,2	47,7	48
Chômage (%)	11	14	12,8	16,6	7,2	8,9
Chômage non-agricole(%)	13,6	17,4	13,1	17	15,4	19,1
Chômage des jeunes(1)(%)	20,5	25,3	22,6	28,2	15,5	18,9

Source : Turkstat, Résultats annuels, Household Force de travail Survey, 2009

Emploi par branche d'activité (nouvelles projections de la population), milliers



Source : Turkstat

83 000 travailleurs embauchés supplémentaires en 2009. L'emploi a augmenté de 1% dans l'agriculture, de 0,5% pour les activités de services tandis qu'il a baissé de 1,6% dans le secteur industriel.

% contre 12,8% en juillet 2009. Dans les zones urbaines, le chômage a baissé de près de 3% en juillet 2010 pour atteindre 13,2% tandis qu'il retombait à 5,5% en milieu rural.

Parallèlement, le chômage a fortement progressé avec 860 000 chômeurs supplémentaires en Turquie sur un total de 3,47 millions. Le taux de chômage a été propulsé à 14,1%, soit une croissance annuelle de plus de 3%. D'autre part, le chômage dans les zones urbaines a même atteint le seuil de 16,6%, soit une hausse de 3,8%, tandis qu'il était de 8,9% dans les zones rurales.

En décomposant de manière plus précise les chiffres, on s'aperçoit que le chômage hors activités agricoles a atteint 17,4% tandis que le chômage des jeunes a dépassé le seuil symbolique de 25% en 2009, soit une hausse de plus de 5 points.

Il est inutile de rappeler combien la question du chômage reste cruciale pour une nation, notamment pour la Turquie qui est, avec la Tunisie, le pays qui enregistre le plus fort taux de chômage parmi les pays partenaires méditerranéens en 2009. Néanmoins, alors que l'on s'attend à un renforcement du chômage en 2010 dans plusieurs pays partenaires méditerranéens, la tendance semble s'inverser en Turquie au regard des chiffres relevés récemment. En effet, en juin, le marché du travail recensait 23,5 millions de travailleurs contre 21,9 millions à la même période en 2009. Parallèlement, le nombre de chômeurs est passé à 2,78 millions en juillet, soit un taux de 10,6

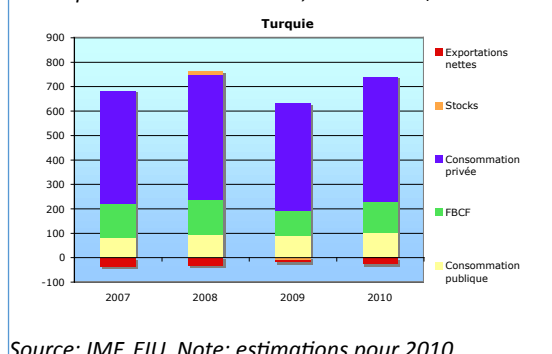
On pourrait donc dire que la reprise de croissance attendue devrait être accompagnée d'une baisse du nombre de chômeurs. Le secteur des services, un moteur traditionnel de la croissance, semble également être au premier plan pour la création d'emplois. En effet, sur l'ensemble de la population ayant commencé à travailler (ou ayant changé d'emploi) en juillet 2010, 34% le faisaient dans le secteur des services, 25% dans l'agriculture, 21,7% dans le bâtiment et 19,3% dans l'industrie. Il semble toutefois peu probable que le gouvernement parvienne à retrouver un taux de chômage équivalent à celui de la période 2000-2007 (9,6%) dans un laps de temps aussi court. Les premiers chiffres de 2010 laissent présager un taux proche de 12,6%. Ainsi, le retour à un niveau de chômage d'avant crise devrait se faire de façon progressive.

II.1 Macro-réaction

1) Une activité qui suit la voie des investissements et de la baisse de la consommation privée

La baisse massive des investissements bruts en capital fixe dans le PIB (-19,1%) et la chute des dépenses de consommation privée dans le PIB (-2,2%) sont les principales variables expliquant la chute de 4,7% du PIB en 2009.

Décomposition de la demande, mrd\$ de US\$



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

Ce sont principalement les dépenses liées à la consommation publique (+7,8%) et la réduction considérable de la facture des importations qui ont permis d'amortir le décrochage de la croissance.

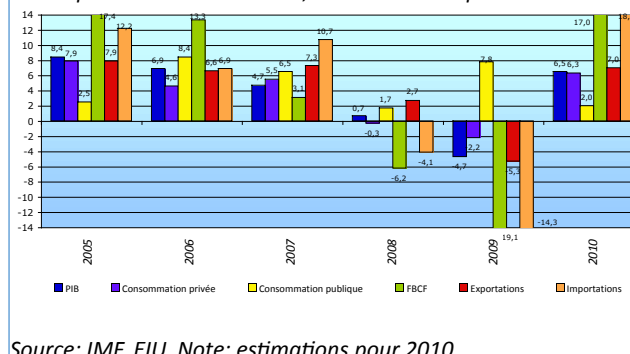
Les estimations pour 2010 tablent sur un taux de croissance élevé de 6,5%, proche de celui atteint en 2006. Les performances économiques réalisées au cours du premier semestre 2010 indiquent que la consommation privée devrait reprendre et stimuler les moteurs de la croissance turque au même titre que les investissements. Les dépenses publiques ayant jusqu'ici diminué en 2010, le niveau de consommation gouvernementale devrait donc passer à 2%. D'autre part, les exportations devraient également repartir à la hausse puisque les partenaires commerciaux affichent plus de volonté en termes de demande.

Afin que la croissance reste viable, les autorités devront être attentives à la demande extérieure. Ainsi la chute potentielle du taux de croissance dans les années à venir devrait être compensée par des initiatives présélectionnées (ex : bâtiments publics, initiatives de partenariats public-privé, amélioration des moyens industriels) qui stimuleront la création de revenus.

2) Des pressions budgétaires en 2009 qui devraient s'estomper pour 2010

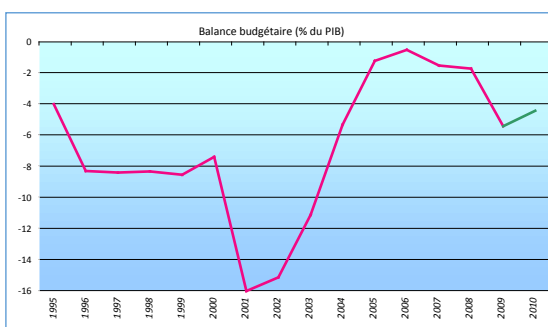
Les fortes dépenses qui ont suivi l'apparition de la crise ont fait grimper le déficit budgétaire à 5,5% du PIB en 2009, bien loin des chiffres de 2007 et 2008 où il se situait légèrement au-dessus de 2%. Malgré tout, les

Décomposition de la demande, var. ann. des dépenses sur le PIB



Source: IMF, EIU, Note: estimations pour 2010

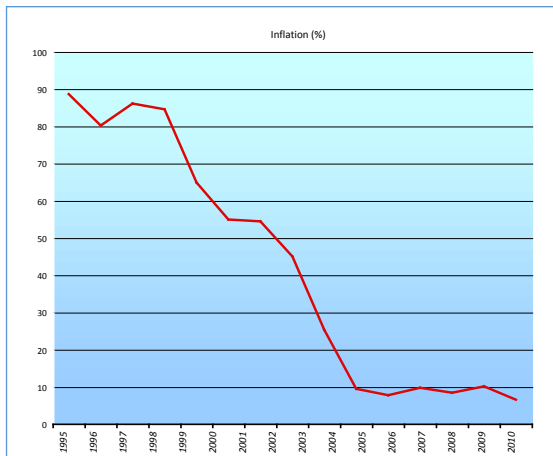
dépenses récentes ont été relativement limitées en raison de la reprise économique, de l'ajustement des taux fiscaux et factures et de la baisse des intérêts sur le paiement de la dette publique (UIE). En septembre 2010, le déficit s'élevait à 6,9 milliards de livres turques, soit une baisse considérable quand on sait qu'il s'élevait à 9,5 milliards 1 an plus tôt. Parallèlement, le déficit primaire a également fortement baissé pour passer de 4,5 milliards de livres turques en septem-



bre 2009 à 2,9 milliards en 2010. Avec les niveaux de croissance spectaculaires atteints récemment, il n'est pas surprenant que la Turquie envisage une baisse de son déficit à 44,2 milliards de livres turques en 2010 contre 50 milliards en 2010. Les recettes budgétaires ont augmenté de 20% en septembre ce qui permet donc d'affirmer que les dernières prévisions semblent particulièrement réalistes.

3) La politique monétaire / de taux de change

Comme indiqué précédemment, la Turquie s'appuie sur un taux de change flottant. Le pays dispose donc d'une plus grande flexibilité que certains autres pays partenaires méditerranéens. Entre 2002 et 2005, une politique de ciblage implicite de



l'inflation a été adoptée avant de passer à une politique explicite de 2006 à aujourd'hui.

En anticipant la baisse de l'inflation après la crise, les dirigeants ont concentré leurs efforts sur la protection de l'économie par le biais de coupes au niveau de la politique des taux et le maintien d'un niveau de liquidités suffisant afin de protéger les marchés de crédits de tout dysfonctionnement. Les taux d'intérêt sont restés bas étant donné que des mesures de liquidités ont été adoptées après la crise et que l'achat de devises étrangères a été réintroduit. Avec la matérialisation de la reprise, les taux d'intérêt repartent à la hausse. Cependant, comme le souligne le FMI, une politique de restriction monétaire élargie devrait être envisagée rapidement dans le cas où la consolidation fiscale n'aurait pas lieu dans un futur proche.

D'autre part, certains pourraient avancer que la livre turque est surévaluée ce qui expliquerait la hausse des coûts de production par rapport à ceux des produits étrangers et par conséquent l'augmentation des importations de matières premières et de produits intermédiaires. Les autorités devraient sans doute repenser leur politique afin d'éviter une baisse de la demande de produits turcs au profit d'autres marchés en raison de l'instabilité monétaire.

II.2 Système bancaire s'appuyant sur des bases fortes

Le secteur bancaire turc s'est montré extrêmement solide en raison des crises qu'il a connues par le pas-

sé et des réformes mises en place durant la période post-2001. Les mesures de liquidités et les coupes des taux ont permis une reprise des prêts tandis que les crédits improductifs ont continué à progresser plus faiblement depuis le dernier trimestre 2009. De plus, les conditions des liquidités se sont améliorées et le risque lié au taux de change est resté stable. La rentabilité bancaire a progressé tout au long de l'année 2009 et au premier trimestre de 2010. Les bénéfices nets ont augmenté de 50,4% pour atteindre 20,2 milliards de livres turques tandis que les bénéfices nets annuels s'élevaient à 21,3 milliards de livres turques en mars 2010. Les bénéfices nets étaient plus élevés de 10,1% (à 12,1 milliards de livres turques) au cours du premier semestre 2010 qu'à la même période l'année précédente. Les revenus nets au cours des 5 premiers mois de l'année atteignaient 10,3 milliards de livres turques, soit une hausse de 13,9% en année glissante.

Contrairement aux autres pays partenaires méditerranéens, la crise récente n'a révélé aucune défaillance au sein du secteur bancaire turc.

✓ Le taux de rendement des capitaux propres a atteint 18,2% en 2009 contre 15,5% en 2008 et restait dans la même fourchette en mars 2010.

✓ Le taux de rendement de l'actif est également en hausse. Il est passé de 1,8% en 2008 à 2,4% en 2009 puis 2,5% en mars 2010. Il se situe donc bien au-dessus de la moyenne relevée dans les pays partenaires méditerranéens voisins.

✓ Le ratio actif/capital atteignait 20,6% en décembre 2009 contre 19,5% au mois de mai de la même année. Il est ensuite retombé à 19,3% en mai 2010 puis à 19,2% fin juin. Au cours des 5 premiers mois de l'année 2010, les dépôts étaient en hausse de 5,2% par rapport à la fin d'année 2010 et atteignaient 541,2 livres turques.

✓ Par rapport à la fin d'année 2009, les crédits affichaient une hausse de 11,9% et les titres de placements de 5,5% en mai 2010. En outre, l'augmentation du taux de croissance a eu un impact sur les crédits improductifs qui ont diminué de 1,9% pour atteindre 21,4 milliards de livres tur-

ques. Au premier semestre 2010, les crédits improductifs représentaient 2,5% de l'ensemble des prêts contre 4,6% en tout début d'année.

En résumé, le profil financier des banques turques était relativement sain aussi bien en termes de qualité que de rentabilité de l'actif. Malgré la crise, de nouvelles améliorations sont attendues pour 2010.

III. Les moteurs de la croissance et la productivité totale des facteurs (PTF)

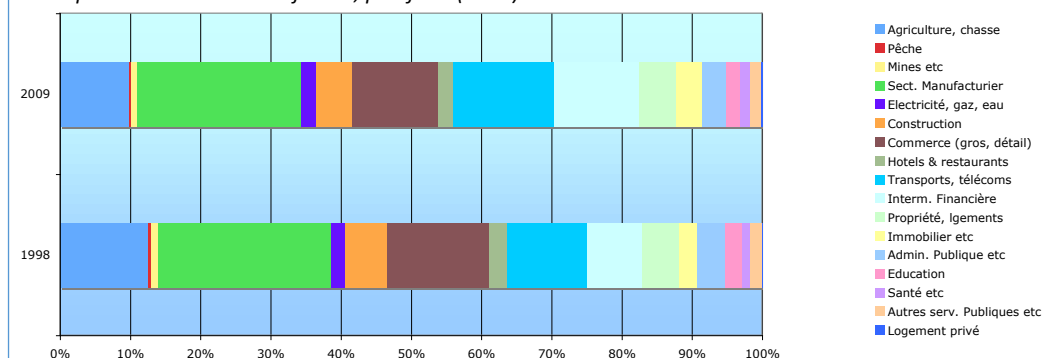
III.1 Le succès turc: Diversification et émergence de la PTF

Dans les années 1960 et 1970, la Turquie a appliqué une stratégie « d'industrialisation de substitution aux importations ». Après la période de crise des paiements à la fin des années 1970, le pays s'est tourné vers une stratégie d'ouverture en 2 volets avec la libéralisation commerciale et l'ouvertu-

re du système financier. Par conséquent, au cours des années 1980, des efforts ont été fournis pour assurer la promotion des exportations (dévaluation monétaire, subventions de crédits, etc) et un programme d'exportations a été lancé de manière à réduire considérablement les restrictions sur les quantités et les tarifs. Dans le même temps, des coupes salariales ont été effectuées afin d'avoir des apports moins coûteux pour l'industrie et d'intensifier les exportations (Alpay FILIZTEKIN). Cette période a été suivie par 2 décennies consacrées à une ouverture progressive qui a abouti aux négociations pour une intégration au sein de l'UE.

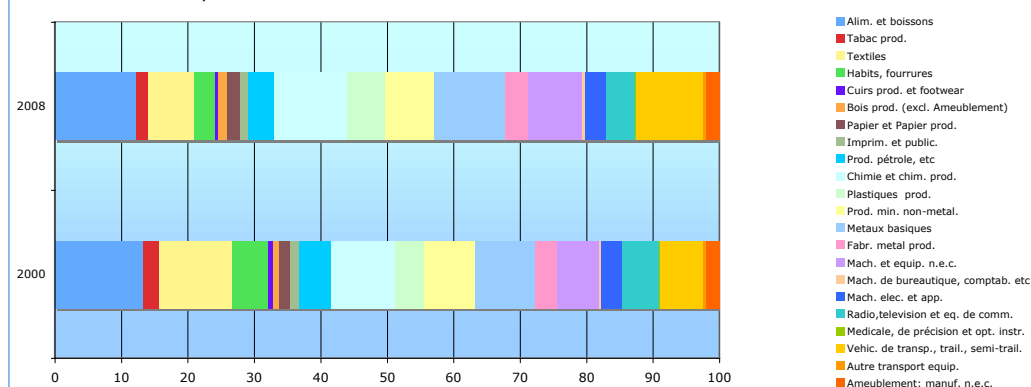
La question est donc la suivante : Le changement de stratégie a-t-il été bénéfique pour les éléments de la croissance? Si oui, quelle est la situation du régime à ce jour et quelles actions peuvent être mises en œuvre pour maintenir la croissance pour la décennie à venir ?

Decomposition de la Valeur Ajoutée, prix fixes (1998)



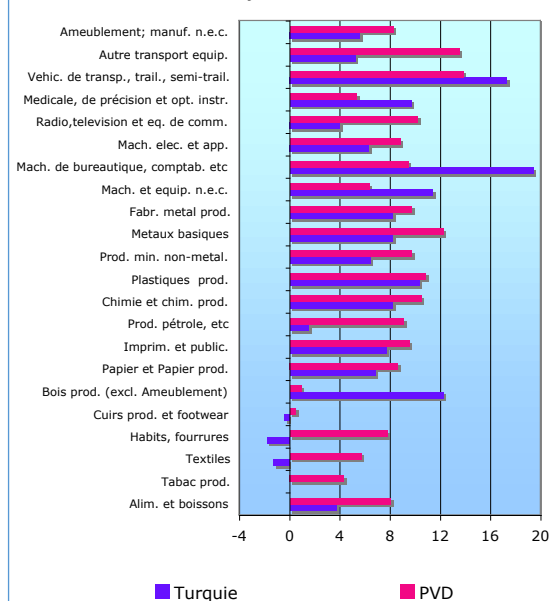
Source : Turkstat

Structure de la VAM, 2000 et 2008



Source : UNIDO

Croissance secteur manufacturier, 2000-2008



Source : UNIDO

Lorsque l'on décompose les supports de valeur ajoutée en Turquie, on s'aperçoit que le pays est moins dépendant du secteur agricole qu'auparavant, ce dernier représentant 9,8% du total des parts de valeur ajoutée en 2009 contre 12,5% en 1998. Il en est de même pour la vente en gros et au détail qui est passée de 14,5% en 1998 à 12,3% en 2009. A l'inverse, le secteur des services semble être celui qui a tiré les meilleurs bénéfices des actions de ces 10 dernières années. Les transports ont ainsi enregistré une hausse considérable de leur part qui s'élève à 14,5% de la valeur ajoutée totale en 2009 contre 11,4% en 1998. D'autre part, le développement de l'intermédiation financière est évident. Elle représente 12,1% de la valeur ajoutée en 2009 contre 7,9 % en 1998.

Comme l'indique la croissance rapide des exportations après les années 1980, la production a indéniablement tiré des avantages de l'ouverture. Selon Filiztekin, le ratio export / output est passé de 4% dans les années 1980 à + de 20% au cours des 20 années suivantes. Le textile, l'alimentation et l'habillement sont les secteurs d'activité principaux suivis par les industries du fer et de l'acier, du caoutchouc, des métaux recomposés et des machines électriques. En 1998, le secteur représentait près du quart de la valeur ajoutée.

11 ans plus tard, il se situe à un niveau similaire mais légèrement inférieur à 23,4%.

La décomposition de la production montre que bien que le secteur dans son ensemble conserve une part stable de la valeur ajoutée, ses composantes ont clairement évolué. Tout d'abord, la part du textile a diminué. Alors qu'elle représentait 11,1% de la VAM en 2000, elle se situait à 6,9% en 2008. La situation du secteur de l'habillement recoupe entièrement celle du textile puisqu'il représentait 5,4% de la VAM en 2000 contre 3,2% en 2008. A l'inverse, le secteur des véhicules à moteur est passé de 6,5% en 2000 à 10% de la VAM en 2008. Les machines et autres équipements atteignaient, pour leur part, 6,2% de la VAM en 2000 contre 8,2% en 2008 tandis que les métaux de base, les produits minéraux non métalliques, le caoutchouc et les matières plastiques et chimiques ont vu leur part augmenter de plus de 1% sur la période 2000-2008.

Lorsque l'on compare le taux de croissance de la production turque à celle des autres pays en voie de développement sur la période 2000-2008, on constate que l'industrie "lourde" (les secteurs liés aux véhicules à moteur et aux machines) est celle qui a enregistré la plus forte croissance. Les secteurs vecteurs de la croissance nationale par le passé (textile, habillement, etc) semblent s'essouffler et de nouvelles sources d'avantage concurrentiel doivent être trouvées pour maintenir la croissance au cours de la décennie à venir.

Ainsi, les forts taux de croissance de l'économie turque (4,4% de la croissance moyenne sur la période 2000-2007) sont dus au(x):

- ✓ Développement de l'économie des services
- ✓ Nouveaux systèmes de production (importés des pays développés après l'ouverture) qui ont encouragé la fabrication industrielle nationale et la diversification du tissu économique.

Il y a de fortes raisons de penser que la diversification de la production a engendré des gains de productivité étant donné que les nouvelles

unités de production sont plus efficaces que les précédentes (M. Adak, 2009).

Les graphiques ci-dessous offrent une première analyse, bien que partielle, des principaux moteurs de la croissance en Turquie depuis 1970. En fonction du niveau de capital physique alloué à la production (a), on peut affirmer que la PTF a eu un impact positif (lorsque $a=0,30$) ou négatif (lorsque $a=0,74$) sur le PIB entre 1970 et 2006. Les estimations de PTF combinées à celles du capital physique et humain apportent de plus amples informations sur les éléments vecteurs de la croissance turque. Sur le graphique de droite, les taux de croissance de l'agrégat produit indiquent un apport de la part des facteurs d'accumulation et de productivité (taux de croissance annuel moyen du PIB par travailleur et les apports de chaque élément du PIB).

Lorsque la plus haute part de capital physique alloué à la production est prise en compte, celui-ci semble être un facteur déterminant de la croissance et suggère que le processus d'accumulation a été le principal vecteur de la croissance domestique pendant près de 40 ans, suivie de loin par l'accumulation de capital humain. Lorsque c'est la plus faible part de capital physique alloué à la production qui est retenue, son influence semble moins importante bien qu'il reste toutefois un vecteur fondamental de la croissance. Dans ce cas, l'accumulation de capital physique est proche de la PTF et de l'accumu-

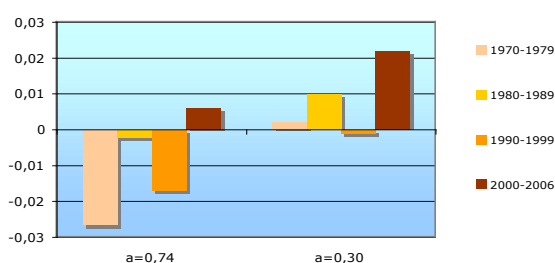
lation de capital humain pour le maintien de la croissance.

Quelle que soit la part de capital physique alloué à la production, il apparaît clairement sur le graphique de gauche que la PTF est restée positive sur la période 2000-2006. Il convient alors de se demander si la croissance liée à la PTF est viable pour les années à venir.

En ce qui concerne la productivité du travail, Togan (2003) a déjà démontré que le pays avait enregistré une croissance annuelle de la productivité du travail de 3,12% entre 1950 et 1999 (dont 38,1% incombant à l'approfondissement du capital, 25,15% à l'amélioration de la qualité du travail et 36,75% à la croissance de la PTF). Pour renforcer les taux de croissance, l'auteur a souligné le fait que le pays devait améliorer la croissance de sa productivité par le biais de l'approfondissement du capital, de l'amélioration de la qualité du travail et d'une hausse des taux de croissance de la PTF et de l'emploi.

Bien que la croissance de la PTF de l'économie turque se soit avérée positive au cours des dernières années, une étude récente indique une baisse de rythme depuis 2004 avec une progression proche de zéro en 2006. Canga et al. (2010) ont évalué les transformations techniques, les processus technologiques et l'évolution de l'efficacité pour la Turquie, les pays de la CEE et de l'UE15 sur la période 1995-2006. Ils en ont conclu que le déclin de la PTF

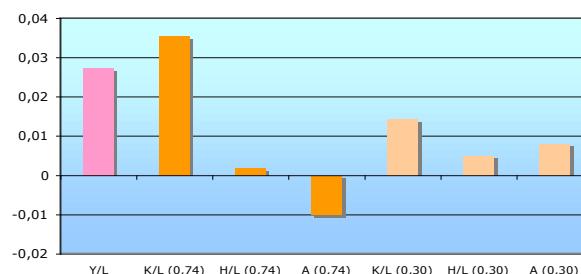
Taux de croissance annuel de la PTF, par périodes



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

Contribution des facteurs à la croissance du PIB par tête



Source : Pipitone (2009)

Note : Y= prod. agrégée, A= facteur d'efficacité, K= stock de capital, L=nombre de travailleurs, a= part relative du cap. physique à la prod., a=0,30 (valeur conventionnelle dans la littérature), a= 0,74 (valeur estimée par les auteurs)

turque est essentiellement dû à la perte de vitesse de l'efficacité de la productivité. La Turquie affiche une certaine efficacité en termes d'allocation de travail et de capital pour la production relative aux pays de la CEE. Une carence persiste néanmoins au niveau de l'innovation, de la mise en place et de l'usage des nouvelles technologies.

Cette affirmation corrobore le raisonnement d'Adak (2009) qui affirme que « les pays en voie de développement comme la Turquie présentent un haut niveau de PTF qui coïncide avec une croissance économique forte et positive mais qui n'en demeure pas moins irrégulière et instable ». Les dirigeants devraient donc chercher à assurer la viabilité de la PTF sur le long terme comme dans les pays développés. D'autre part, ils devraient se focaliser sur les secteurs porteurs de gains de productivité pour les années à venir. D'une manière plus générale, les mesures protectionnistes devraient être complètement abandonnées.

En étudiant l'évolution du secteur de la production entre 1970 et 1990, Filiztekin a démontré que le passage à une stratégie d'ouverture a engendré une hausse de la productivité qui est à l'origine d'au moins la moitié de la croissance de la valeur ajoutée. Il conclut en affirmant que l'augmentation des échanges commerciaux a permis d'améliorer de manière significative les performances économiques, notamment grâce aux imports.

Dans une autre étude, Taymaz and Yilmaz (2007) se sont penchés sur les niveaux de productivité en usine pour l'industrie de production entre 1984 et 2000. Ils ont démontré que les gains de productivité sont plus marqués dans les entreprises liées aux importations que dans les secteurs liés aux exportations ou sans ouverture commerciale.

III.2 Les mesures pour une croissance durable

Un 9ème Plan de développement en cours (2007-2013)

Le 9ème Plan de développement, document stratégique de base du processus d'intégration au sein

de l'UE, a défini 5 objectifs stratégiques nationaux: (i) l'accroissement de la compétitivité; (ii) l'amélioration de la situation de l'emploi; (iii) le renforcement du développement humain et de la solidarité sociale; (iv) la conduite du développement régional; et (v) l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics.

Comme le Plan le souligne, les pays en voie de développement comme la Turquie doivent « exploiter les hausses de productivité et la création de nouveaux avantages comparatifs comme des bases de dynamiques de croissance [...] Pour y parvenir, l'innovation, l'amélioration des capacités scientifiques et technologiques, le renforcement du capital humain ainsi qu'un usage efficace des technologies de l'information et de la communication doivent devenir des priorités. » Les répercussions de la crise semblent toutefois indiquer que la coordination des actions restera fondamentale pour atteindre la croissance durable, d'autant plus que des coupes budgétaires pourraient faire leur apparition.

Les autorités s'efforcent donc de prendre des mesures dans le cadre du Programme économique à moyen terme (PEMT) qui couvre la période 2011-2013 tout en adaptant le 9ème Plan de développement à la réalité de l'après-crise. Le PEMT mise, au même titre que le Programme d'investissements 2011, sur le développement de 50 villes dans le pays et sert à coordonner les politiques macroéconomiques, les programmes de développement et les initiatives d'investissement.

Dans le détail :

✓ Le plan servira à garantir la bonne coordination des politiques monétaire, financière et budgétaire de manière à soutenir la croissance et à favoriser la reprise économique.

✓ Il favorisera les actions visant à renforcer la création d'emplois, l'amélioration de la capacité et de la qualité ainsi que la flexibilité du marché du travail,

✓ Le secteur public devrait réduire les dépenses et mettre fin aux projets et initiatives inefficaces,

✓ Les projets d'infrastructures économiques et sociales favorisant la convergence régionale deviendront prioritaires (ex: projets d'Anatolie du Sud-Est et de l'Est, projet de la plaine de Konya),

✓ Le secteur public devrait se retirer des secteurs de la distribution de courant et de la production de sucre tout en réduisant sa part dans la fabrication d'électricité, les télécommunications ainsi que la gestion des zones portuaires et des ponts.

Un nouveau plan énergétique pour 2010-2014

Le développement de nouveaux secteurs de croissance reste au centre des préoccupations des autorités et le secteur énergétique ne fait pas exception à la règle. L'énergie est fondamentale pour encourager et soutenir la croissance économique mais elle n'en demeure pas moins un secteur où les défis sont nombreux. La demande d'électricité en Turquie a enregistré une hausse moyenne annuelle de 7-8% entre 2002 et 2008. La valeur a rechuté après la crise mais devrait progressivement repartir à la hausse. Le plan stratégique énergétique 2010-2014 a été annoncé et présente de multiples objectifs dont les principaux tendent à :

✓ faire en sorte que l'approvisionnement en énergie puisse satisfaire l'ensemble de la demande. Actuellement, on estime que les réserves de gaz en Turquie peuvent seulement couvrir 1/6 de sa consommation annuelle.

✓ mieux exploiter les ressources naturelles nationales en réduisant la dépendance vis-à-vis des importations de carburant,

✓ mieux restructurer le marché national d'un point de vue légal et institutionnel – ce que les gouvernements précédents n'ont pas réussi à faire – en renforçant le potentiel d'investissements consacrés aux sources alternatives d'énergie.

Ce plan devrait séduire les investisseurs étrangers, d'autant que la Turquie cherche à renforcer ses partenariats dans le secteur énergétique. Ainsi, le pays négocie actuellement avec la Corée du Sud pour installer une centrale électrique dans la province de Si-

nop, a signé un contrat avec la Russie pour la création d'une centrale dans la province de Mersin et attire désormais les Japonais.

D'autre part, la privatisation du réseau d'électricité est en cours. En cas de succès, la réforme devrait attirer plus d'investisseurs dans le pays (nationaux et étrangers) et améliorer le réseau de distribution de gaz. Actuellement, la Turquie mise sur un objectif de 30% d'électricité produite à partir de systèmes d'énergie renouvelable d'ici 2023.

Le plan énergétique devrait également être bénéfique à d'autres niveaux:

✓ Il encourage l'exploitation du charbon afin d'améliorer les recettes de l'exploitation minière,

✓ Il a pour objectif d'instaurer l'usage de l'énergie dans le pays. D'ici 2023, 5% de l'énergie turque devrait provenir de centrales nucléaires,

✓ Il met en avant la volonté de la Turquie de devenir un acteur fort dans le domaine de l'énergie, notamment avec l'installation de pipelines en collaboration avec certains partenaires stratégiques.

La réforme du secteur de la santé

En 2003, la Turquie a adopté un "Programme de transformation sanitaire" décennal en collaboration avec la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement).

Depuis le lancement de ce programme:

✓ Le gouvernement a fourni des cartes vertes pour des soins gratuits à plus de 9 millions de personnes dans le besoin (seuls 2,5 millions avaient une carte verte en 2003),

✓ Les trois systèmes de protection sociale ont fusionné et en 2008, 82% de la population bénéficiait d'une couverture maladie,

✓ Le nombre de personnes ayant des difficultés à assumer leurs dépenses de soins est passé de 50% en 2003 à 18% en 2008,

✓ Les principales réformes concernaient le milieu hospitalier et portaient sur la flexibilité du budget

et la mise en place d'un système de rémunération basé sur les performances.

Dans l'ensemble, l'amélioration du système de santé a eu un effet positif sur les conditions sociales en Turquie mais on pourrait également affirmer qu'elle a aussi eu une influence sur l'économie. Les autorités turques ont ainsi mis fin aux restrictions sur le marché des produits pharmaceutiques qui freinaient les investisseurs étrangers. Par exemple, le groupe Carlyle Group a acquis 40% de Medical Park Saglik Grubu AS tandis qu'Abraaj Capital Ltd (Dubai) s'est emparé de 54% du complexe hospitalier Acibadem Saglik Hizmetleri & Ticaret AS (pour 606 millions de dollars).

La gestion budgétaire du Ministère de la santé reste toutefois essentielle (avec une hausse de 24% attendue à 17,2 milliards de livres turques).

Conclusions et recommandations

La Turquie a fait énormément de progrès en réformant son tissu économique. Il faut également souligner que le pays vient récemment d'approuver par référendum des modifications de sa constitution. Bien que certaines voix se soient élevées concernant les implications de ces changements, ces derniers devraient permettre à la Turquie d'atteindre les normes pré-requises par l'Union européenne et donc de favoriser sa candidature à l'intégration.

Cependant, la crise a eu de fortes répercussions sur l'économie en 2009. Alors que les estimations semblent indiquer que l'économie devrait être remise sur les rails en 2010, une stratégie efficace permettant de soutenir la croissance est nécessaire. Ainsi, un certain nombre d'éléments qui pourraient permettre à la Turquie d'atteindre ses objectifs doivent être soulignés :

✓ La suppression progressive de la réglementation anticoncurrentielle pourrait encourager la productivité et être bénéfique pour l'emploi en offrant plus de flexibilité. L'abaissement des barrières administratives au commerce particulièrement lourdes, la baisse de l'interventionnisme de l'Etat et la fin du blo-

cus des investissements directs étrangers devraient apporter plus d'efficacité en termes de production et des externalités optimales (OCDE).

✓ Au niveau des exportations, la tendance était plutôt positive en début d'année 2010. Cependant, certains économistes spécialistes du marché turc se montrent plus prudents. Certains affirment qu'en début d'année 2010, les exportations turques ont stagné par rapport aux tendances mondiales, montrant la difficulté du pays à rattraper son retard. On sait depuis longtemps que le pays a besoin d'une stratégie de croissance plus tournée vers l'exportation qui réduise la dépendance quant aux exportations à faible valeur technologique et se tourne vers des produits plus rentables.

✓ Afin de faciliter la stabilité du budget, les autorités doivent s'attacher à taxer le secteur informel. Les entreprises issues de ce dernier investissent peu dans le secteur formel ce qui veut dire qu'un modèle de croissance plus stable tenant compte des spécificités nationales est nécessaire.

✓ Le FEMISE a déjà souligné le fait que la Turquie devait accélérer la transformation de sa structure pour l'emploi face aux enjeux démographiques. En parallèle, des efforts doivent encore être fournis pour mieux cibler les segments de population les plus pauvres.

Références

- Adak, Mehmet (2009), « TOTAL FACTOR PRODUCTIVITY AND ECONOMIC GROWTH », İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi Yıl:8 Sayı:15 Bahar 2009 s.49-56
- Balkans.com (2010), « Japan interested in constructing a nuclear power plant in Turkey », 11.10.2010.
- Bloomberg (2010), « Turkey's September Budget Deficit Narrows From Year Ago as Economy Grows », October 15th.
- Bloomberg (2010), «Erdogan Seeks Re-Election as Turkish Health-Care Plan Trumps Headscarves», November 7th.

- Canga, Canan, A.Ibrahim GÜR, Meryem OFLAZ, Hüsnü Tekin (2010), « Total Factor Productivity Growth in Turkey, CEE Countries And EU-15 », Republic of Turkey Prime Ministry, Undersecretariat of Treasury.
- Eurasia Daily Monitor (2010), « Turkey Unleashes New Energy Strategy Plan », Volume: 7 Issue: 83.
- Eurasia Daily Monitor (2010), « Turkey's "Economic Recovery" Raises Questions », Volume: 7 Issue: 150, August 4th.
- Filiztekin, Alpay, « OPENNESS AND PRODUCTIVITY GROWTH IN TURKISH MANUFACTURING », Sabanci University Discussion Paper Series No. 0104.
- HürriyetDailyNews (2010), « Reform in Turkish economy left in the cold, analysts say », May 28th.
- Hürriyet Daily News (2010), « Turkey sets goals for coming years », June 13th.
- HürriyetDailyNews (2010), « Turkish banks post 14 pct rise in profits », July 2nd.
- IMF (2010), « Turkey—2010 Article IV Consultation and Post-Program Monitoring: Preliminary Conclusions », May 26th.
- Invest in Turkey (2010), « Tourism Industry Report », January.
- Ninth Development Plan (2007-2013), approved in the 121st plenary session of Turkish Grand National Assembly in 28.06.2006 in accordance with the provision of the Law No: 3067 dated 30.10.1984.
- Pipitone, Vito (2009), « The Role of Total Factor Productivity in the Mediterranean Countries », International Journal of Euro-Mediterranean Studies, Volume 2, Number 1.
- REUTERS (2010), « Analysis: Turkey investors may tolerate fiscal reform delay », August 11th.
- Today'sZaman (2009), « The future course of monetary policy in Turkey », October 28th.
- Today'sZaman (2010), « Government sets road map to reach 2011 economic targets », October 18th.
- Today'sZaman (2010), « Turkey to keep on implementing fiscal discipline », October 14th.
- Today'sZaman (2010), « Turkish banks' total profits up 10.1 pct in H1 », October 26th.
- Today'sZaman (2010), « Turkish stock exchange rising star despite global crisis », June 17th.
- Togan, S. (2003) "Labor Market Flexibility in Turkey" in Competitiveness in the Middle Eastern and North African Countries, eds. S. Togan and H. Kheir-El-Din. ERF Research Report Series. Cairo: Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey.
- World Bank (2010), « Turkey Overall Energy Program Profile : Turkey's Comprehensive Energy Reform Program puts Development on a Sustainable Path », March.
- World Bank (2010), « Turkey Health Project Turkey's Commitment to Health Reforms Delivers Better Service to More ».
- World Bulletin (2010), « Wrong foreign exchange policy increases Turkey's imports: TIM deputy », August 28th.

Annexes

Concernant les tableaux suivants :

- L'Égypte, le Liban, la Syrie et la Palestine n'ayant pas fourni de données à l'OMC pour 2009, le taux de croissance moyen du commerce a été appliqué à l'année 2008 pour obtenir des données.
- La région Méditerranéenne se compose des pays suivants: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie
- L'UE est composée des pays de l'UE15 jusqu'en 2000 et des pays de l'UE27 pour les années suivantes.

Annexe 1: Parts relatives des groupes partenaires des PM										
	EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
Echanges hors pétrole										
	1995	2000	2005	2008	2009	1995	2000	2005	2008	2009
UE27	49%	47%	48%	43%	41%	57%	54%	48%	43%	45%
UE15	46%	44%	43%	37%	36%	55%	51%	44%	38%	41%
UE12	3%	3%	5%	6%	5%	2%	2%	4%	4%	4%
RdM	46%	48%	46%	49%	50%	41%	42%	47%	52%	49%
Chine	0%	1%	1%	1%	2%	1%	3%	6%	9%	10%
Pays du golfe	2%	3%	3%	8%	5%	1%	1%	1%	2%	2%
USA	14%	20%	15%	10%	11%	13%	12%	7%	8%	8%
PM	5%	5%	6%	8%	9%	2%	4%	5%	5%	5%
Turquie	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	2%	2%
Echanges produits du secteur Manufacturier ¹										
UE27	49%	47%	50%	45%	44%	61%	59%	55%	49%	54%
UE15	46%	44%	45%	38%	38%	59%	57%	50%	45%	49%
EU12	3%	3%	5%	6%	6%	2%	2%	4%	4%	5%
RdM	46%	49%	45%	48%	48%	37%	38%	41%	46%	41%
Chine	0%	1%	1%	1%	1%	1%	3%	8%	12%	14%
Pays du golfe	2%	2%	3%	7%	4%	1%	1%	1%	2%	2%
USA	16%	23%	16%	12%	13%	11%	11%	6%	7%	7%
PM	4%	5%	6%	7%	9%	2%	3%	4%	4%	5%
Turquie	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	2%	3%
(1) Produits de 5 à 8 de la sitc rev3 ; Source: Comtrade, Calculs FEMISE										

Annexe 2: Taux de croissance annuels moyens des échanges										
	Exportations					Importations				
Partenaire	1995-2000	2001-2005	2006-2009	2008-2009	1995-2008	1995-2000	2001-2005	2006-2009	2008-2009	1995-2008
TOTAL										
Chine	10%	22%	24%	4%	20%	19%	39%	15%	-15%	22%
Monde	7%	15%	0%	-30%	8%	4%	15%	3%	-28%	6%
GCC	8%	20%	6%	-54%	13%	7%	28%	-5%	-48%	9%
PM	12%	15%	14%	-16%	12%	14%	14%	8%	-24%	11%
Turquie	27%	14%	4%	-36%	12%	1%	14%	13%	-18%	12%
UE15	7%	14%	-4%	-32%	6%	2%	12%	3%	-21%	4%
UE27	6%	15%	-3%	-32%	6%	2%	13%	3%	-22%	4%
USA	13%	14%	-9%	-31%	7%	1%	1%	9%	-26%	2%
RdM	7%	16%	2%	-29%	8%	4%	18%	3%	-32%	7%
Secteur manufacturier										
Chine	17%	9%	22%	-15%	16%	21%	41%	16%	-14%	23%
Monde	7%	12%	3%	-25%	8%	3%	15%	2%	-27%	5%
GCC	4%	28%	3%	-61%	13%	15%	20%	11%	-30%	14%
PM	7%	16%	17%	-9%	13%	12%	17%	10%	-16%	13%
Turquie	13%	14%	13%	-48%	12%	1%	19%	13%	-15%	13%
UE15	6%	13%	-1%	-26%	6%	3%	12%	2%	-20%	4%
UE27	6%	14%	0%	-27%	7%	3%	12%	2%	-19%	4%
USA	15%	5%	-5%	-18%	6%	3%	0%	8%	-17%	2%
RdM	8%	10%	5%	-25%	8%	4%	17%	0%	-35%	6%
Total hors pétrole										
Chine	10%	20%	12%	-8%	17%	19%	39%	15%	-14%	22%
Monde	5%	14%	3%	-23%	7%	3%	14%	4%	-25%	5%
GCC	8%	20%	7%	-53%	13%	13%	19%	12%	-37%	13%
PM	7%	16%	15%	-12%	12%	15%	14%	8%	-20%	13%
Turquie	14%	27%	6%	-41%	12%	1%	14%	13%	-15%	11%
UE15	4%	13%	-2%	-25%	5%	2%	11%	2%	-20%	3%
UE27	4%	15%	-1%	-27%	6%	2%	12%	3%	-21%	4%
USA	13%	7%	-6%	-18%	5%	1%	0%	7%	-25%	2%
RdM	6%	12%	5%	-22%	8%	3%	17%	4%	-30%	7%
Source: Comtrade										

Annexe 3: Les soldes commerciaux des PM avec les 3 groupes de partenaires (en millions de dollars courants)

	Monde			UE			RdM		
	Total	hors pétrole	Manufacturier	Total	hors pétrole	Manufacturier	Total	hors pétrole	Manufacturier
1995	-46520	-50778	-38075	-24960	-18049	-28607	-21472	-18,049	-9923
1996	-50136	-56480	-42498	-28828	-19246	-34175	-21595	-19,246	-8857
1997	-47428	-54289	-41720	-27075	-16888	-33704	-19794	-16,888	-8504
1998	-51883	-55237	-41994	-28278	-20223	-31909	-23163	-20,223	-10570
1999	-41794	-47091	-36116	-21137	-17008	-28315	-20725	-17,008	-8473
2000	-43631	-55206	-39333	-19261	-19293	-31541	-23639	-19,293	-7906
2001	-30534	-40767	-25016	-10123	-14377	-21961	-19267	-14,377	-2928
2002	-33694	-44116	-27604	-12541	-15102	-24852	-19856	-15,102	-2626
2003	-35632	-49635	-30881	-13090	-18327	-26761	-21491	-18,327	-3979
2004	-54987	-70315	-45471	-18820	-31122	-34523	-35072	-31,122	-11083
2005	-58785	-81403	-58451	-9388	-41159	-37732	-47789	-41,159	-20306
2006	-59273	-82723	-57343	-6738	-43204	-37096	-51542	-43,204	-20848
2007	-87159	-110370	-74831	-14059	-67833	-40488	-71984	-67,833	-35313
2008	-116870	-143533	-81007	-17230	-85177	-48764	-99431	-83,891	-34229
2009	-92077	-102591	-70682	-31078	-50729	-46948	-63194	-49,792	-12308

Source: Comtrade, Calculs FEMISE

Annexe 4: Parts relatives (en%) des exportations agricoles par rapport aux exportations totales des PM

	Monde		RdM		UE15		PM	
	1995	2009	1995	2009	1995	2009	1995	2009
Algérie	1%	0%	3%	0%	0%	0%	1%	0%
Egypte	9%	12%	8%	14%	9%	8%	14%	15%
Israël	5%	4%	3%	2%	10%	8%	2%	3%
Jordanie	10%	15%	9%	14%	8%	9%	15%	22%
Liban		11%		12%		6%		12%
Maroc	31%	19%	33%	17%	30%	19%	17%	29%
Syrie	31%	36%	57%	66%	4%	3%	11%	53%
Tunisie	5%	6%	7%	13%	4%	3%	5%	11%
Turquie	16%	10%	17%	12%	15%	8%	18%	8%
PM9	10%	9%	10%	10%	11%	7%	12%	15%

Syrie, 2007 et 2008 Egypte, Liban, 2008 : valeurs estimées à partir des taux de croissance moyens des échanges des PM.
Source : Comtrade, Calculs FEMISE

Annexe 5: Répartition des catégories de produits agricoles exportés par les PM selon le groupe partenaire								
	Monde		RdM		UE		PM	
	1995	2009	1995	2009	1995	2009	1995	2009
Animaux vivants	3%	7%	4%	7%	0%	0%	10%	22%
Viandes & prép..	1%	2%	1%	3%	1%	1%	0%	0%
Produits laitiers	1%	6%	2%	8%	0%	0%	1%	7%
Poissons	14%	7%	16%	4%	15%	15%	4%	3%
Céréales	9%	12%	15%	14%	1%	4%	24%	21%
Légumes & fruits	59%	51%	40%	46%	79%	70%	36%	30%
Sucres, miel	4%	4%	7%	5%	1%	3%	2%	3%
Café, thé, cacao, épices	4%	5%	6%	6%	1%	2%	4%	8%
Nourr. animaux	1%	2%	1%	1%	0%	1%	3%	3%
Produits divers	5%	5%	7%	5%	1%	5%	16%	3%
Source : Comtrade, Calculs FEMISE								

Annexe 6: Parts (en%) des produits manufacturés dans les exportations des PM				
	1995		2009	
	UE	RdM	UE	RdM
Algérie	3%	3%	1%	1%
Maroc	54%	47%	70%	52%
Tunisie	80%	74%	77%	71%
Egypte	42%	42%	43%	35%
Jordanie	44%	55%	54%	73%
Liban	65%	62%	65%	64%
Palestine			71%	32%
Syrie	6%	11%	10%	55%
Turquie	77%	71%	85%	67%
Israël	83%	93%	88%	96%
PM10	58%	68%	61%	62%
Source : Comtrade, Calculs FEMISE				

Annex 7.1: Classement des exportations des PM selon leur intensité technologique (*)					
	1995	2000	2005	2008	2009
World					
Forte intensité technologique	14.9%	18.7%	12.5%	14.0%	15.0%
Moy. intensité technologique	9.4%	10.1%	14.5%	15.8%	17.5%
Low tech. Intensity	5.8%	3.4	5.3%	9.5%	8.4%
Main d'oeuvre et ressources	33.9%	30.4%	28.0%	21.5%	23.8%
Energie+ primaire	34.6%	36.0%	38.4%	38.1%	34.0%
ROW					
Forte intensité technologique	19.9%	25.9%	15.9%	17.7%	19.6%
Moy. intensité technologique	9.7%	10.1%	13.2%	13.9%	15.2%
Low tech. Intensity	7.0%	3.1%	6.1%	12.6%	10.3%
Main d'oeuvre et ressources	33.0%	30.9%	30.4%	21.5%	22.6%
Energie+ primaire	28.3%	27.9%	32.3%	32.5%	30.5%
EU15					
Forte intensité technologique	10.0%	12.6%	9.4%	9.7%	10.0%
Moy. intensité technologique	8.8%	10.0%	15.6%	18.7%	20.9%
Low tech. Intensity	3.6%	3.4%	3.9%	5.3%	4.3%
Main d'oeuvre et ressources	36.8%	31.4%	27.2%	22.8%	27.1%
Energie+ primaire	40.0%	41.7%	43.3%	42.8%	37.0%
PM					
Forte intensité technologique	14.1%	13.3%	13.4%	15.3%	12.5%
Moy. intensité technologique	12.1%	10.2%	14.8%	14.1%	15.4%
Low tech. Intensity	15.1%	5.5%	11.8%	14.4%	18.9%
Main d'oeuvre et ressources	15.8%	16.5%	15.0%	15.6%	18.2%
Energie+ primaire	42.5%	53.5%	43.8%	39.7%	33.7%
Source : Comtrade, Calculs FEMISE					

Annexe 7-2: Parts des exportations de produits de haute et moyenne technologie				
	1995		2009	
	RdM	UE15	RdM	UE15
Algérie	2%	1%	0%	1%
Egypte	9%	5%	21%	27%
Israël	46%	47%	55%	58%
Jordanie	44%	32%	46%	38%
Liban			42%	27%
Maroc	36%	17%	50%	29%
Syrie			25%	2%
Tunisie	31%	17%	47%	29%
Turquie	16%	15%	32%	43%
PM9	30%	19%	35%	31%
PM hors pays pétroliers (*)	32%	23%	41%	41%
(*)PM Hors Algérie et Syrie				
Source Comtrade, Calculs FEMISE				

Annexe 8 Indices de concentration et de diversification des échanges des PM

	Indice de concentration*		Indice de diversification**	
	1995	2008	1995	2008
Algérie	0.53	0.60	0.81	0.79
Égypte	0.25	0.21	0.66	0.59
Israël	0.28	0.30	0.55	0.60
Jordanie	0.21	0.19	0.64	0.57
Liban	0.10	0.12	0.59	0.64
Maroc	0.18	0.21	0.75	0.70
Syrie	0.54	0.37	0.69	0.66
Tunisie	0.22	0.18	0.66	0.56
Turquie	0.11	0.10	0.63	0.47
Moyenne PM***	0.27	0.25	0.67	0.62

*Cet indice permet d'apprécier le niveau de concentration des exportations. Plus il est proche de 1, plus la concentration des exportations sur un petit nombre de produit est forte.

** Cet indice mesure la déviation de la structure des exportations du pays par rapport à la structure mondiale. Il varie de 0 à 1, un indice proche de 1 marque la divergence la plus importante.

*** moyenne arithmétique

Source : Cnuced 2010

Annexe 9 Indicateurs de commerce intra-branche (*)								
PM	Partenaire	95-00	38960	1995	2000	2005	2008	2009
Algérie								
	Monde	4.41	2.69	3.08	3.33	1.64	1.74	1.40
	RdM	6.38	3.68	3.35	3.95	2.10	1.74	1.17
	UE15	2.81	2.08	1.97	3.39	1.24	1.73	1.11
Egypte								
	Monde	8.79	18.28	9.44	8.56	17.36	17.87	.
	RdM	11.07	17.56	11.05	10.37	12.37	16.01	.
	UE15	5.25	9.99	6.02	3.63	.	12.69	.
Israël								
	Monde	37.06	44.24	33.28	38.93	46.65	42.06	40.48
	RdM	37.52	41.77	33.29	39.35	43.83	38.52	37.86
	UE15	29.82	40.97	30.90	32.49	47.41	44.93	39.62
Jordanie								
	Monde	33.56	33.60	31.01	30.43	31.86	32.53	30.77
	RdM	34.10	31.77	31.76	35.12	28.61	28.09	26.23
	UE15	9.62	7.30	13.82	4.58	.	6.29	7.91
Liban								
	Monde	16.34	25.73	.	15.43	.	28.04	.
	RdM	16.94	26.58	.	15.52	.	29.35	.
	UE15	7.20	9.18	.	6.72	.	8.02	.
Maroc								
	Monde	15.80	19.55	11.38	18.19	19.29	18.68	19.33
	RdM	9.69	12.55	8.78	10.38	9.30	10.36	12.61
	UE15	16.82	21.23	10.52	18.76	21.69	22.10	20.56
Syrie								
	Monde	9.76	13.45	.	9.76	11.47	.	.
	RdM	22.72	12.27	.	22.72	9.14	.	.
	UE15	1.12	9.82	.	1.12	16.71	.	.
Tunisie								
	Monde	22.32	29.72	22.92	23.30	28.35	30.40	31.61
	RdM	19.07	23.58	17.40	17.27	22.72	21.47	25.73
	UE15	21.59	26.98	22.58	22.30	26.66	28.19	27.46
Turquie								
	Monde	26.39	37.77	22.08	27.53	36.71	39.35	40.58
	RdM	28.53	37.75	23.42	29.15	34.62	38.53	39.84
	UE15	18.85	31.10	15.24	20.66	30.41	32.70	31.59
PM9	Monde	37.80	48.82	33.67	39.65	45.70	50.82	51.70
	RdM	39.10	46.74	34.09	41.29	43.60	45.23	45.38
	UE15	27.93	37.46	25.03	29.41	36.89	40.11	38.66
(*)Selon la formule de Grubel & Lloyd.								
Cet indicateur est calculé à partir des échanges de produits manufacturés, catégories de 5 à 8 de la Sitc rev3, à 5 digits								
Source Comtrade, Calculs FEMISE								

<i>Annex 10. Les principaux secteurs de spécialisation des exportations des PM</i>				
<i>Partner</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>	<i>2005</i>	<i>2009</i>
<i>Chimie</i>				
<i>RdM</i>	12%	10%	10%	13%
<i>UE15</i>	8%	6%	5%	7%
<i>Composants électroniques</i>				
<i>RdM</i>	4%	8%	3%	4%
<i>UE15</i>	4%	5%	5%	6%
<i>Equipement de transports</i>				
<i>RdM</i>	3%	4%	5%	6%
<i>UE15</i>	1%	3%	8%	10%
<i>Machines non électriques</i>				
<i>RdM</i>	4%	4%	4%	4%
<i>UE15</i>	3%	2%	3%	3%
<i>Métal & autres produits manufacturés de base</i>				
<i>RdM</i>	8%	5%	7%	10%
<i>UE15</i>	5%	4%	4%	5%
<i>Minéraux hors pétrole.</i>				
<i>RdM</i>	18%	19%	16%	10%
<i>UE15</i>	6%	4%	5%	3%
<i>Ordinateurs, télécom</i>				
<i>RdM</i>	5%	8%	3%	1%
<i>UE15</i>	2%	5%	4%	3%
<i>Produits alimentaires frais</i>				
<i>RdM</i>	6%	5%	4%	4%
<i>UE15</i>	9%	6%	5%	5%
<i>Produits alimentaires transformés</i>				
<i>RdM</i>	7%	4%	4%	5%
<i>UE15</i>	5%	3%	3%	3%
<i>Produits pétroliers</i>				
<i>RdM</i>	11%	17%	19%	13%
<i>UE15</i>	23%	31%	33%	28%
<i>Tissus et textiles</i>				
<i>RdM</i>	5%	4%	5%	4%
<i>UE15</i>	6%	5%	4%	4%
<i>Vêtements</i>				
<i>RdM</i>	9%	6%	5%	3%
<i>UE15</i>	23%	20%	16%	16%
<i>Source : Comtrade, Calculs FEMISE</i>				

Annexe 11. Parts (en %) des PM* dans les importations européennes** de produits manufacturés

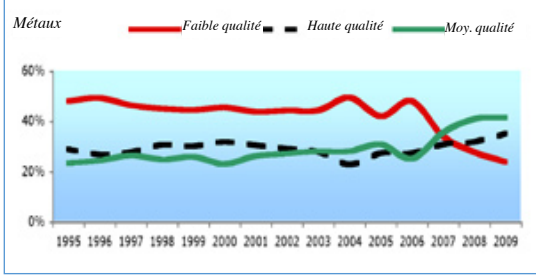
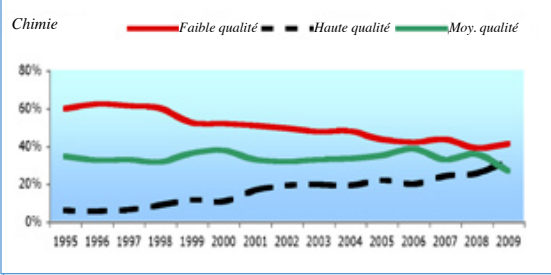
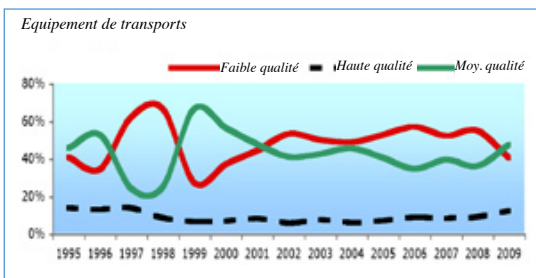
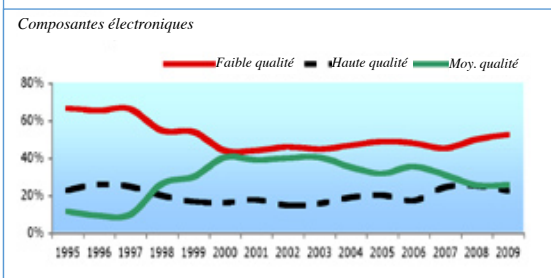
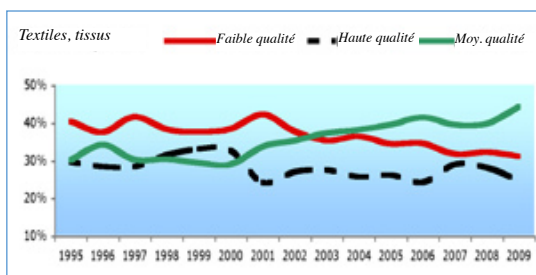
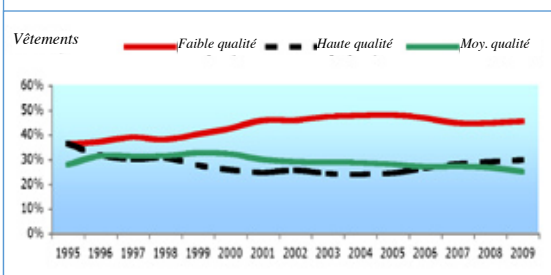
Secteurs	1995	2000	2005	2009
Vêtements	22%	17%	21%	17%
Tissus et textiles	11%	14%	17%	16%
Cuir & produits en cuir	4%	6%	4%	4%
Métal & autres produits manufacturés de base	3%	3%	4%	4%
Chimie	2%	2%	2%	2%
Composants électroniques	2%	3%	4%	6%
Equipement de transports	1%	3%	6%	6%
Bois, papier	0,90%	1,70%	2,50%	2,40%
Autres produits manufacturés	1%	1%	2%	2%
Machines non électriques	1%	1%	2%	3%
Ordinateurs, télécom	0%	0%	2%	1%
Total	4%	3%	5%	5%

*-Egypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Turquie

** par rapport aux importations européennes hors intra-UE

Source : Comtrade, Calculs FEMISE

Annexe 12. Spécialisation des exportations des PM par gamme de produits



Source : Comtrade, Calculs FEMISE

Annexe 13.-. Gammes de qualité (en %) des exportations des PM selon l'intensité technologique										
		Faible qualité			Moyenne qualité			Haute qualité		
	Intensité technologique	1995	2000	2009	1995	2000	2009	1995	2000	2009
Egypte	Faible	72%	11%	21%	16%	3%	66%	12%	86%	13%
Jordanie		100%	52%	22%				0%	48%	78%
Maroc		0%	48%	15%	61%	36%	31%	39%	16%	54%
Tunisie		30%	33%	30%	17%	23%	47%	53%	44%	23%
Turquie		57%	48%	25%	24%	26%	38%	19%	27%	36%
PM5		57%	34%	24%	22%	18%	45%	21%	49%	31%
Egypte	Moyenne	0,86	0,9	0,43	0,01	0,03	0,19	0,13	0,07	0,38
Jordanie		24%	35%	19%	50%	33%	35%	26%	33%	33%
Maroc		23%	17%	38%	77%	72%	46%	0%	11%	15%
Tunisie		53%	53%	37%	23%	24%	40%	24%	23%	23%
Turquie		60%	52%	35%	23%	35%	51%	17%	13%	14%
PM5		55%	49%	38%	27%	36%	46%	18%	15%	16%
Egypte	Forte	71%	45%	46%	0%	11%	19%	29%	43%	36%
Jordanie		6%	31%	74%				94%	69%	26%
Maroc		91%	39%	43%	9%	60%	38%	0%	1%	19%
Tunisie		69%	64%	23%	28%	26%	28%	3%	11%	49%
Turquie		100%	99%	92%				0%	1%	8%
PM5		81%	68%	64%	12%	28%	15%	7%	5%	22%
Egypte	Main d'oeuvre & ressources	47%	30%	23%	31%	38%	24%	22%	31%	53%
Jordanie		88%	22%	9%	3%	76%	69%	9%	2%	23%
Maroc		68%	44%	36%	16%	28%	28%	15%	28%	36%
Tunisie		21%	27%	41%	38%	40%	33%	41%	33%	25%
Turquie		26%	33%	35%	37%	41%	36%	37%	26%	29%
PM5		30%	34%	36%	35%	38%	33%	35%	28%	31%
Source : Comtrade, Calculs FEMISE										

Annexe B1. Un exemple des modèles d'Équilibre Général Calculable (modèles EGC) : la nouvelle version de MIRAGE (Decreux and Valin, 2007)

Une récente modélisation EGC a progressé selon plusieurs voies comparée aux modèles EGC traditionnels. En particulier, la nouvelle génération a progressivement incorporé la récente théorie commerciale mentionnée dans l'introduction, telle que la concurrence imparfaite et la différenciation horizontale des produits (Smith and Venables, 1988; Harrisson et al., 1997) ainsi que certaines caractéristiques dynamiques (Baldwin, 1989), etc. De plus, certains travaux de recherche spécifiques ont été dédiés aux aspects techniques, tels que le choix d'élasticité appropriée dans une concurrence imparfaite (Rosen, 2006).

La première Annexe présente un exemple de ces nouveaux modèles, c.à.d. la nouvelle version de MIRAGE développée par Decreux and Valin (2007). Ce modèle présente les principales caractéristiques suivantes : premièrement, bien que la différenciation horizontale des produits soit introduite de manière standard, la procédure d'étalonnage correspondante est nouvelle au sens où elle permet d'optimiser les informations disponibles. Ensuite, la modélisation se fait dans un contexte séquentiel où le capital installé est supposé comme étant immobile même entre secteurs. En conséquence, la réattribution du capital ne résulte que de l'effet combiné de la dépréciation et de l'investissement. Cette hypothèse donne aux investissements un rôle crucial en termes d'ajustement de capital social. De plus, les IDE sont introduits explicitement d'une nouvelle manière. En effet, les modèles EGC standards supposent généralement que les IDE résultent de flux de capitaux internationaux liés à la mobilité des capitaux. Un inconvénient majeur réside dans le fait que cela induit des flux de capitaux transfrontaliers incroyablement élevés (comparés aux flux observés). D'autre part, MIRAGE tente d'induire des flux de capitaux plus plausibles en liant la preuve empirique à la cohérence théorique. Ceci peut être obtenu par la modélisation des investissements domestiques et étrangers dans un cadre unique où l'allocation de l'épargne est fonction des épargnes initiales, du capi-

tal social actuel, du taux de retour sectoriel sur capital ainsi que de la rapidité d'ajustement du capital (pour plus de détails, voir Decreux and Valin, 2007, pp.15-16). Toutefois, le modèle ne prend pas en compte les effets de débordement des IDE sur la productivité, bien qu'une littérature empirique croissante montre l'existence de tels effets.

La différenciation verticale des produits par l'introduction de deux gammes de qualité consitute une troisième innovation intéressante. Ceci a été mis en oeuvre par l'ajout d'un niveau d'emboîtement de la fonction CES des utilitaires. Les gammes de qualité sont définies sur une base géographique d'une manière telle que les biens produits dans les pays en développement sont considérés comme appartenant à une gamme de qualité différente de ceux produits dans les pays développés.

La modélisation de politique commerciale est également une caractéristique clef dans MIRAGE. De ce point de vue, les barrières commerciales comprennent les tarifs ad-valorem, les tarifs spécifiques, les quotas tarifaires et les taxes anti-dumping qui peuvent être calculées en équivalents tarifaires. Les accords péréférentiels sont également pris en compte de manière quasi-exhaustive. L'information est généralement disponible au niveau HS6, mais elle peut être agrégée dans différentes catégories de produits. De plus, des caractéristiques spécifiques du secteur agricole sont introduites dont les subventions aux exportations, le soutien aux prix, les quotas de production, les attributions de terrains par cultures ainsi que les subventions en capitaux et terrains.

Le modèle comprend également une mise en place dynamique. Il est résolu de manière séquentielle sur une période pouvant aller jusqu'à 20 ans. La dynamique comprend des variables exogènes telles que le taux de croissance des facteurs de production ainsi que le progrès technique. De plus, la main d'oeuvre, les terrains et le nombre de variétés s'ajustent instantanément pour correspondre aux objectifs et contraintes du modèle. D'autres variables sont endogènes, particulièrement les capitaux propres qui

s'ajustent en fonction des investissements intérieurs et étrangers. Ceci implique que les taux de retour pour le capital varient entre secteurs après l'année de base. Les ajustements de coûts résultent également de ces changements en allocation de capitaux dans le cas d'un choc significatif (qui peut rendre l'allocation sous-optimale).

Comme dernière caractéristique, MIRAGE permet de distinguer un marché à main d'œuvre double observé dans certaines économies en développement : un marché à main d'œuvre moderne (urbaine) qui paie un salaire d'efficience à de la main d'œuvre non qualifiée, et un marché traditionnel (rural) qui rémunère la main d'œuvre à sa productivité marginale. Ceci implique une migration spécifique des zones rurales vers les zones urbaines, un chômage caché dans ces pays ainsi qu'un sous-emploi dans les zones rurales.

Les autres caractéristiques et suppositions sont standards. Du côté offre, elles comprennent la production avec 5 facteurs (capital, main d'œuvre qualifiée, main d'œuvre non qualifiée, foncier et ressources naturelles) avec des taux de croissance exogènes. Du côté demande, la consommation finale est modélisée dans chaque région par un agent représentatif caractérisé par une fonction d'utilitaire intra-temporelle. Une partie fixe du revenu régional est attribuée aux épargnes, la partie restante à la consommation avec une première substitution capital-énergie (CES). Les fonctions CES à quatre stades sont modélisées de manière à considérer le choix des consommateurs dans chaque secteur, entre pays, entre des variétés et entre des qualités (pour plus d'informations et une configuration complète du modèle, voir Decieux and Valin, 2007).

Annexe B2. Un exemple d'un nouveau modèle gravitaire à partir de Anderson et van Wincoop (2003)

Bien que les modèles gravitaires soient utilisés depuis longtemps pour évaluer des accords régionaux, de récents travaux de recherche viennent de mettre en lumière les théories qui sous-tendent les modèles gravitaires. Ceci a permis de réduire les

biais dus aux variables omises et autres spécifications inappropriées. Parmi les modèles récents on peut faire une référence cruciale à Anderson et van Wincoop (2003). Le modèle de base est le suivant

Partant d'un cadre de différenciation de produit avec une économie sectorielle, et en supposant que les consommateurs expriment des préférences CES avec σ comme élasticité commune, l'équation gravitaire peut être posée sous la forme suivante :

$$X_{ij} = \frac{Y_i Y_j}{Y_w} \left(\frac{T_{ij}}{P_i P_j} \right)^{1-\sigma} \quad (1)$$

Avec :

$$P_j^{1-\sigma} = \sum_i P_i^{\sigma-1} \theta_i T_{ij}^{1-\sigma}, \forall j \quad (2)$$

et

$$P_i^{1-\sigma} = \sum_j P_j^{\sigma-1} \theta_j T_{ij}^{1-\sigma}, \forall i \quad (3)$$

dans laquelle Y_i , Y_j et Y_w indiquent respectivement le PIB des pays i , j et du monde; T_{ij} représente les coûts des échanges entre i et j ; P_i et P_j reflètent les prix d'équilibre d'aggrégats implicite et θ_i et θ_j sont les parts de revenus des pays i et j .

Les principales hypothèses sous-jacentes sont les suivantes : chaque pays produit une variété unique de produit de manière à ce que l'exportation d'un bien particulier de i vers j soit identique à la consommation de ce bien dans le pays j ; les coûts de transport sont symétriques ($T_{ij} = T_{ji}$); la production des entreprises dépasse la quantité nette reçue par le consommateur (coûts de transport des icebergs), et les prix bilatéraux dépendent des seules barrières commerciales.

Par rapport aux équations gravitaires traditionnelles, l'amélioration clef concerne la spécification du terme de coût d'échange entre crochets dans l'équation (1). Ce terme comprend deux composants : la résistance au commerce bilatérale (T_{ij}) ainsi que la résistance au commerce multilatéral par le biais des indices de prix. En effet, dans

la mesure où les prix dans les pays importateurs (j) dépendent des barrières commerciales appliquées à tous les pays exportateurs (i), P_j reflète la résistance multilatérale au commerce étranger. De la même manière, P_i reflète la résistance au commerce multilatéral vers l'étranger car il dépend des barrières commerciales du pays i appliquées à tous les partenaires d'importation. Dans les deux cas, une augmentation de la résistance multilatérale conduit un pays i à commercer plus avec son partenaire bilatéral j. Globalement, l'implication du terme coût des échanges est que les échanges entre le pays i et le pays j sont déterminés par les barrières commerciales bilatérales par rapport aux barrières commerciales moyennes auxquelles les deux pays font face avec tous leurs partenaires commerciaux.

Globalement, un problème majeur concernant la spécification de la fonction coût des échanges réside dans le choix des variables appropriées. Ceci peut donner lieu à des biais causés par les variables omises. La spécification de coût des échanges proposée ici prend ce problème en compte en introduisant des effets d'interactions bilatérales spécifiques qui saisissent toutes variables non observées de résistance aux échanges bilatéraux (culturel, politique, etc...):

$$T_{ij} = d_{ij}^{\rho} t_{ij}^{\lambda} l_{ij}^{\psi} b_{ij}^{\gamma} \eta_{ij} \quad (4)$$

avec d_{ij} , t_{ij} , l_{ij} , b_{ij} et η_{ij} indiquant respectivement la distance géographique (comme remplacement pour les coûts de transport), les barrières tarifaires et non tarifaires (NTB), les différences de langues, d'autres effets de frontière ainsi que des effets d'interaction bilatérale spécifique.

Par substitution de (4) dans (1) et après linéarisation log, l'équation théorique gravitaire prend la forme suivante :

$$\ln X_{ij} = (1 + \alpha_1) \ln Y_i + (1 + \alpha_2) \ln Y_j - (1 + \alpha_3) \ln Y_w \\ + \rho(1 - \sigma) \ln d_{ij} + \lambda(1 - \sigma) \ln t_{ij} + \psi(1 - \sigma) \ln l_{ij}$$

$$+ \gamma(1 - \sigma) \ln b_{ij} + (1 - \sigma) \ln \eta_{ij} \\ - (1 - \sigma) \ln P_i - (1 - \sigma) \ln P_j \quad (5)$$

avec $\sigma > 1$; $0 < \alpha_1, \alpha_2, \alpha_3 < 1$ and $\rho, \lambda, \psi, \gamma > 0$.

La première ligne de l'équation fait référence aux variables gravitaires de «masse» traditionnelles, les deuxième et troisième lignes comprennent les variables de coûts d'échanges bilatéraux traditionnelles et nouvelles respectivement et la dernière ligne donne les coûts des échanges multilatéraux.

La dernière étape consiste à faire une hypothèse appropriée en vue d'obtenir une équation estimable. La principale hypothèse est liée à la mesure des prix communément associés (proxied) par les effets fixes des pays. D'autres hypothèses doivent également être avancées sur le groupe régional inclus. Dans l'équation suivante, un modèle typique appliqué à l'Europe des 15 comprend trois types de groupes régionaux : l'UE, la CEEC et les pays MENA (SMC) :

$$\ln X_{ijt} = a_0 + a_1 \ln Y_{it} + a_2 \ln Y_{jt} + a_3 \ln d_{ijt} + a_4 \ln EU_{ijt} \\ + a_5 \ln CEEC_{ijt} + a_6 \ln SMC_{ijt} + a_7 \ln l_{ijt} + a_8 \ln b_{ijt} + \varepsilon_{ijt} \\ \varepsilon_{ijt} = \eta_{ij} + \beta_i + \mu_j + \omega_t + v_{ijt} \quad (6)$$

Ce type de modèles peut être utilisé pour calculer les effets commerciaux d'une zone commerciale préférentielle (par estimation des paramètres correspondants estimés) ou pour calculer les potentiels de commerce avec les résidus du modèle.